Ce texte a été réalisé par Total (Didier Fort).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

Février

Préface

Durant les deux premiers mois de 1917, la Russie était encore la monarchie des Romanov. Huit mois plus tard, les bolchéviks tenaient déjà le gouvernail, eux que l'on ne connaissait guère au commencement de l'année et dont les leaders, au moment de leur accession au pouvoir, restaient inculpés de haute trahison. Dans l'histoire, on ne trouverait pas d'autre exemple d'un revirement aussi brusque, si surtout l'on se rappelle qu'il s'agit d'une nation de cent cinquante millions d'âmes. Il est clair que les événements de 1917 - de quelque façon qu'on les considère - valent d'être étudiés.

L'histoire d'une révolution, comme toute histoire, doit, avant tout, relater ce

qui s'est passé et dire comment. Mais cela ne suffit pas. D'après le récit même, il faut qu'on voie nettement pourquoi les choses se sont passées ainsi et non autrement. Les événements ne sauraient être considérés comme un enchaînement d'aventures, ni insérés, les uns après les autres, sur le fil d'une morale préconçue, ils doivent se conformer à leur propre loi rationnelle. C'est dans la découverte de cette loi intime que l'auteur voit sa tâche.

Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine oit se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est directement *déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.*

C'est qu'en effet une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire : pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupape au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social : telle est, par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique social-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du

psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de " démagogues ".

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. Alors commence la réaction : désenchantement dans certains milieux de la classe révolutionnaire, multiplication des indifférents, et, par suite, consolidation des forces contre-révolutionnaires. Tel est du moins le schéma des anciennes révolutions.

C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.

Les difficultés que l'on rencontre dans l'étude des modifications de la conscience des masses en temps de révolution sont absolument évidentes. Les classes opprimées font de l'histoire dans les usines, dans les casernes, dans les campagnes, et, en ville, dans la rue. Mais elles n'ont guère l'habitude de noter par écrit ce qu'elles font. Les périodes où les passions sociales atteignent leur plus haute tension ne laissent en générai que peu de place à la contemplation et aux descriptions. Toutes les Muses, même la Muse plébéienne du journalisme, bien qu'elle ait les flancs solides, ont du mal à vivre en temps de révolution. Et pourtant la situation de l'historien n'est nullement désespérée. Les notes prises sont incomplètes, disparates, fortuites. Mais, à la lumière des événements, ces fragments permettent souvent de deviner la direction et le rythme du processus sous-jacent. Bien ou mal, c'est en appréciant les modifications de la conscience des masses qu'un parti révolutionnaire base sa tactique. La voie historique du

bolchevisme témoigne que cette estimation, du moins en gros, était réalisable. Pourquoi donc ce qui est accessible à un politique révolutionnaire, dans les remous de la lutte, ne serait-il pas accessible à un historien rétrospectivement?

Cependant, les processus qui se produisent dans la conscience des masses ne sont ni autonomes, ni indépendants. N'en déplaise aux idéalistes et aux éclectiques, la conscience est néanmoins déterminée par les conditions générales d'existence. Dans les circonstances historiques de formation de la Russie, avec son économie, ses classes, son pouvoir d'État, dans l'influence exercée sur elle par les puissances étrangères, devaient être incluses les prémisses de la Révolution de Février et de sa remplaçante - celle d'octobre. En la mesure où il semble particulièrement énigmatique qu'un pays arriéré ait le premier porté au pouvoir le prolétariat, il faut préalablement chercher le mot de l'énigme dans le caractère original dudit pays, c'est-à-dire dans ce qui le différencie des autres pays.

Les particularités historiques de la Russie et leur poids spécifique sont caractérisés dans les premiers chapitres de ce livre qui contiennent un exposé succinct du développement de la société russe et de ses forces internes. Nous voudrions espérer que l'inévitable schématisme de ces chapitres ne rebutera pas le lecteur. Dans la suite de l'oeuvre, il retrouvera les mêmes forces sociales en pleine action.

Cet ouvrage n'est nullement basé sur des souvenirs personnels. Cette circonstance que l'auteur a participé aux événements ne le dispensait point du devoir d'établir sa narration sur des documents rigoureusement contrôlés. L'auteur parle de soi dans la mesure où il y est forcé par la marche des événements, à la " troisième personne ". Et ce n'est pas là une simple forme littéraire : le ton subjectif, inévitable dans une autobiographie ou des mémoires, serait inadmissible dans une étude historique.

Cependant, du fait que l'auteur a participé à la lutte, il lui est naturellement plus facile de comprendre non seulement la psychologie des acteurs, individus et collectivités, mais aussi la corrélation interne des événements. Cet avantage peut donner des résultats positifs, à une condition toutefois : celle de ne point s'en rapporter aux témoignages de sa mémoire dans les petites comme dans les grandes choses, dans l'exposé des faits comme à l'égard des mobiles et des états d'opinion. L'auteur estime qu'autant qu'il dépendait de lui, il a tenu compte de cette condition.

Reste une question - celle de la position politique de l'auteur qui, en sa qualité d'historien, s'en tient au point de vue qui était le sien comme acteur dans les événements. Le lecteur n'est, bien entendu, pas obligé de partager les vues politiques de l'auteur, que ce dernier n'a aucun motif de dissimuler. Mais le

lecteur est en droit d'exiger qu'un ouvrage d'histoire constitue non pas l'apologie d'une position politique, mais une représentation intimement fondée du processus réel de la révolution. Un ouvrage d'histoire ne répond pleinement à sa destination que si les événements se développent, de page en page, dans tout le naturel de leur nécessité.

Est-il pour cela indispensable qu'intervienne ce que l'on appelle " l'impartialité " de l'historien ? Personne n'a encore clairement expliqué en quoi cela doit consister. On a souvent cité certain aphorisme de Clemenceau, disant que la révolution doit être prise " en bloc " ; ce n'est tout au plus qu'une spirituelle dérobade : comment se déclarerait-on partisan d'un tout qui porte essentiellement en lui la division? Le mot de Clemenceau lui a été dicté, partiellement, par une certaine honte pour des ancêtres trop résolus, partiellement aussi par le malaise du descendant devant leurs ombres.

Un des historiens réactionnaires, et, par conséquent, bien cotés, de la France contemporaine, M. Louis Madelin, qui a tellement calomnié, en homme de salon, la grande Révolution - c'est-à-dire la naissance de la nation française -, affirme qu'un historien doit monter sur le rempart de la cité menacée et, de là, considérer les assiégeants comme les assiégés. C'est seulement ainsi, selon lui, que l'on parviendrait à " la justice qui réconcilie ". Cependant, les ouvrages de M. Madelin prouvent que, s'il grimpe sur le rempart qui sépare les deux camps, c'est seulement en qualité d'éclaireur de la réaction. Par bonheur, il s'agit ici de camps d'autrefois : en temps de révolution, il est extrêmement dangereux de se tenir sur les remparts. D'ailleurs, au moment du péril, les pontifes d'une " justice qui réconcilie " restent d'ordinaire enfermés chez eux, attendant de voir de quel côté se décidera la victoire.

Le lecteur sérieux et doué de sens critique n'a pas besoin d'une impartialité fallacieuse qui lui tendrait la coupe de l'esprit conciliateur, saturée d'une bonne dose de poison, d'un dépôt de haine réactionnaire, mais il lui faut la bonne foi scientifique qui, pour exprimer ses sympathies, ses antipathies, franches et non masquées, cherche à s'appuyer sur une honnête étude des faits, sur la démonstration des rapports réels entre les faits, sur la manifestation de ce qu'il y a de rationnel dans le déroulement des faits. Là seulement est possible l'objectivité historique, et elle est alors tout à fait suffisante, car elle est vérifiée et certifiée autrement que par les bonnes intentions de l'historien - dont celui-ci donne, d'ailleurs, la garantie - mais par la révélation de la loi intime du processus historique.

Les sources de cet ouvrage consistent en nombreuses publications périodiques, journaux et revues, mémoires, procès-verbaux et autres documents, quelques-uns manuscrits, mais pour la plupart publiés par l'institut d'Histoire de

*la Révolution, à Moscou et à Léningrad. Nous avons jugé inutile de donner dans le texte des références, qui auraient, tout au plus, gêné le lecteur. Parmi les livres d'histoire qui ont le caractère d'études d'ensemble, nous avons notamment utilisé les deux tomes d'*Essais sur l'Histoire de la Révolution d'octobre *(Moscou-Léningrad, 1927). Ces essais rédigés par divers auteurs ne sont pas tous de même valeur, mais contiennent, en tout cas, une abondante documentation sur les faits.*

Les dates données dans cet ouvrage sont toutes celles de l'ancien style, c'est-à-dire qu'elles retardent de treize jours sur le calendrier universel, actuellement adopté par les soviets. L'auteur était forcé de suivre le calendrier qui était en usage à l'époque de la Révolution. Il ne serait pas difficile, vraiment, de transposer les dates en style moderne. Mais cette opération, qui éliminerait certaines difficultés, en créerait d'autres plus graves. Le renversement de la monarchie s'est inscrit dans l'Histoire sous le nom de Révolution de Février. Cependant, d'après le calendrier occidental, l'événement eut lieu en mars. Certaine manifestation armée contre la politique impérialiste du Gouvernement provisoire a été marquée dans l'histoire comme " journées d'Avril ", alors que, d'après le calendrier occidental, elle eut lieu en mai. Ne nous arrêtant pas à d'autres événements et dates intermédiaires, notons encore que la Révolution d'Octobre s'est produite, pour l'Europe, en novembre. Comme on voit, le calendrier même a pris la couleur des événements et l'historien ne peut se débarrasser des éphémérides révolutionnaires par de simples opérations d'arithmétique. Veuille le lecteur se rappeler qu'avant de supprimer le calendrier byzantin, la Révolution dut abolir les institutions qui tenaient à le conserver.

Léon TROTSKY.

Prinkipo, le 14 novembre 1930.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (Didier Fort).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

1 Particularités du développement de la Russie

Le trait essentiel et le plus constant de l'histoire de la Russie, c'est la lenteur de l'évolution du pays, comportant comme conséquences une économie arriérée, une structure sociale primitive, un niveau de culture inférieur.

La population de la plaine incommensurable, au climat rigoureux, ouverte aux vents de l'Est et aux migrations asiatiques, était vouée par la nature elle-même à une stagnation prolongée. La lutte contre les nomades dura presque jusqu'à la fin du XVIIe siècle. La lutte contre les vents qui apportent leurs frimas en hiver et la sécheresse en été n'est pas terminée de nos jours. L'agriculture — base de tout le développement — progressait par les voies extensives : au Nord, l'on coupait et brûlait entièrement des forêts ; dans le Midi, l'on bouleversait les steppes vierges. On ne prenait possession de la nature qu'en largeur, non point en profondeur.

A l'époque où les Barbares d'Occident s'installaient sur les ruines de la civilisation romaine et utilisaient tant de pierres antiques comme matériaux de construction, les Slaves d'Orient ne trouvèrent aucun héritage dans leur plaine sans

joie : le niveau de leurs prédécesseurs avait été encore plus bas que le leur. Les peuples de l'Europe occidentale, bientôt bloqués sur leurs frontières naturelles, créaient les agglomérations économiques et culturelles des villes d'industrie. La population de la plaine orientale, à peine commençait-elle à se sentir à l'étroit, s'enfonçait dans les forêts ou bien émigrait vers la périphérie, dans la steppe. Les éléments paysans les plus doués d'initiative et les plus entreprenants devenaient, du côté de l'Ouest, des citadins, des artisans, des marchands. Dans l'Est, certains éléments actifs, audacieux, s'établissaient commerçants, mais, en plus grand nombre, se faisaient cosaques, garde-frontières ou colons. Le processus de la différenciation sociale, intense en Occident, retardait en Orient et se délayait par expansion. " Le tsar de Moscovie — quoique chrétien — gouverne des gens d'esprit paresseux ", écrivait Vico, contemporain de Pierre Ier. L' " esprit paresseux " des Moscovites reflétait le rythme lent de l'évolution économique, l'amorphie des rapports entre classes, l'indigence de l'histoire intérieure.

Les antiques civilisations de l'Égypte, de l'Inde et de la Chine avaient un caractère suffisamment autonome et disposèrent d'assez de temps pour élaborer, si médiocres que fussent leurs possibilités de production, des rapports sociaux aussi achevés dans le détail que le sont les ouvrages des artisans de ces pays. La Russie occupait entre l'Europe et l'Asie une situation intermédiaire non seulement par sa géographie mais par sa vie sociale et son histoire. Elle se distinguait de l'Occident européen, mais différait aussi de l'Orient asiatique, se rapprochant en diverses périodes, par divers traits, tantôt de l'un, tantôt de l'autre. L'Orient imposa le joug tatar qui entra comme élément important dans l'édification de l'État russe. L'Occident fut un ennemi encore plus redoutable, mais en même temps un maître. La Russie n'eut pas la possibilité de se former sur les modèles de l'Orient parce qu'elle dut toujours s'accommoder de la pression militaire et économique de l'Occident.

L'existence de la féodalité en Russie, niée par les historiens d'autrefois, peut être considérée comme incontestablement démontrée par des études plus récentes. Bien plus : les éléments essentiels de la féodalité en Russie étaient ceux-mêmes qui existaient en Occident. Mais de ce seul fait que, pour établir la réalité d'une époque féodale en Russie, il a fallu de longues discussions scientifiques, il est suffisamment prouvé que la féodalité russe était née avant terme, qu'elle était informe et pauvre en monuments de sa culture.

Une contrée arriérée s'assimile les conquêtes matérielles et idéologiques des pays avancés. Mais cela ne signifie pas qu'elle suive servilement ces pays, reproduisant toutes les étapes de leur passé. La théorie de la répétition des cycles historiques — celle de Vico et, plus tard, de ses disciples — s'appuie sur l'observation des cycles décrits par les anciennes cultures précapitalistes, en partie

sur les premières expériences du développement capitaliste. Le caractére provincial et épisodique de tout le processus comporte effectivement certaines répétitions des phases culturelles dans des foyers toujours nouveaux. Le capitalisme, cependant, marque un progrès sur de telles conditions. Il a préparé et, dans un certain sens, réalisé l'universalité et la permanence du développement de l'humanité. Par là est exclue la possibilité d'une répétition des formes de développement de diverses nations. Forcé de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de succession : le privilège d'une situation historiquement arriéré — ce privilège existe — autorise un peuple, ou bien, plus exactement, le force à s'assimiler du tout-fait avant les délais fixés, en sautant une série d'étapes intermédiaires. Les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt le fusil, sans parcourir la distance qui séparait, dans le passé, ces différentes armes. Les Européens qui colonisèrent l'Amérique ne reprenaient pas l'histoire par son commencement. Si l'Allemagne ou bien les États.Unis ont devancé économiquement l'Angleterre, c'est justement par suite des retardements de leur évolution capitaliste. Par contre, l'anarchie conservatrice dans l'industrie charbonnière britannique, comme dans les cervelles de MacDonald et de ses amis, est la rançon d'un passé durant lequel l'Angleterre — trop longtemps — posséda l'hégémonie sur le capitalisme. Le développement d'une nation historiquement arriérée conduit, nécessairement, à une combinaison originale des diverses phases du processus historique. L'orbe décrit prend dans son ensemble un caractère irrégulier, complexe, combiné.

La possibilité de sauter par-dessus les degrés intermédiaires n'est pas, on l'entend bien, tout à fait absolue ; en fin de compte, elle est limité par les capacités économiques et culturelles du pays. Un pays arriéré, d'ailleurs, rabaisse fréquemment ce qu'il emprunte de tout-fait à l'extérieur pour l'adapter à sa culture plus primitive. Le processus même de l'assimilation prend, dans ce cas, un caractère contradictoire. C'est ainsi que l'introduction d'éléments de la technique et du savoir occidentaux, avant tout de l'art militaire et de la manufacture, sous Pierre Ier, a aggravé la loi de servage, en tant que forme essentielle de l'organisation du travail. L'armement à l'européenne et les emprunts en Europe au même titre — incontestables résultats d'une culture plus élevée — ont conduit à un renforcement du tsarisme qui, de son côté, mettait un frein au développement du pays.

La loi rationnelle de l'histoire n'a rien de commun avec des schémas pédantesques. L'inégalité de rythme, qui est la loi la plus générale du processus historique, se manifeste avec le plus de vigueur et de complexité dans les destinées des pays arriérés. Sous le fouet des nécessités extérieures, la vie retardataire est contrainte d'avancer par bonds. De cette loi universelle d'inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d'une appellation plus appropriée, l'on peut dénommer *loi du développement combiné,* dans le sens du rapprochement de

diverses étapes, de la combinaison de phases distinctes, de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes. A défaut de cette loi, prise, bien entendu, dans tout son contenu matériel, il est impossible de comprendre l'histoire de la Russie, comme, en général, de tous les pays appelés à la civilisation en deuxième, troisième ou dixième ligne.

Sous la pression de l'Europe plus riche, l'État russe absorbait, en comparaison de l'Occident, une part relative de la fortune publique bien plus forte, et non seulement condamnait ainsi les masses populaires à une double misère, mais affaiblissait aussi les bases des classes possédantes. L'État, ayant cependant besoin de l'appui de ces demières, pressait et réglementait leur formation. En résultat, les classes privilégiée, bureaucratisées, ne purent jamais s'élever de toute leur taille et l'État russe ne s'en rapprochait que davantage des régimes despotiques de l'Asie.

L'autocratie byzantine que les tsars moscovites s'étaient officiellement appropriée dès le début du XVIe siècle soumit les grands féodaux, les boyards, avec l'aide des nobles de la Cour (*dvoriané*) et s'assujettit ces derniers en leur asservissant la classe paysanne, pour se transformer en monarchie absolue, celle des empereurs de Pétersbourg. Le retard de l'ensemble du processus est suffisamment caractérisé par ce fait que le droit de servage, naissant vers la fin du XVIe siècle, établi au XVIIe, atteignit son épanouissement au XVIIIe et ne fut juridiquement aboli qu'en 1861.

Le clergé, après la noblesse, joua dans la formation de l'autocratie tsariste un rôle non négligeable, mais uniquement celui d'un fonctionnariat. L'Église ne s'est jamais haussée en Russie à la puissance dominatrice que le catholicisme eut en Occident : elle se contenta d'un état de domesticité spirituelle auprès des autocrates et elle s'en faisait un mérite d'humilité. Les évêques et les métropolites ne disposaient d'un certain pouvoir qu'à titre de subalternes de l'autorité civile. Il y avait changement de patriarche à l'avènement d'un nouveau tsar. Lorsque la capitale fut établie à Pétersbourg, la dépendance de l'Église à l'égard de l'État devint encore plus servile. Deux cent mille prêtres séculiers et moines constituèrent, en somme, une partie de la bureaucratie, une sorte de police confessionnelle. En récompense, le monopole du clergé orthodoxe dans les affaires de la foi, ses terres et ses revenus, se trouvaient sous la protection de la police générale.

La doctrine slavophile, messianisme d'un pays arriéré, édifiait sa philosophie sur cette idée que le peuple russe et son Église sont profondément démocrates, tandis que la Russie officielle aurait été une bureaucratie allemande, implantée par Pierre Ier. Marx a noté à ce sujet : " C'est pourtant ainsi que les baudets de Teutonie font retomber la responsabilité du despotisme de Frédéric II sur les Français, comme si des esclaves arriérés n'avaient pas toujours besoin de l'aide d'autres esclaves plus civilisés pour faire un indispensable apprentissage. " Cette brève

remarque atteint jusqu'au fond non seulement la vieille philosophie slavophile, mais aussi les découvertes toutes coptemporaines des " racistes ".

L'indigence, trait marquant non seulement de la féodalité russe, mais de toute l'histoire de l'ancienne Russie, trouva son expression la plus accablante dans le manque de cités du véritable type médiéval, en tant que centres d'artisans et de marchands. L'artisanat, en Russie, ne parvint pas à se dégager de l'agriculture et conserva le caractère de petites industries locales (*koustari*). Les villes russes du temps jadis étaient des centres commerciaux, administratifs, militaires, des résidences de propriétaires nobles, par conséquent des centres de consommation et non de production. Même Novgorod, qui était en relations avec la Ligue hanséatique et ne connut jamais le joug tatar, était uniquement une cité de commerce, et non point d'industrie. Il est vrai que l'éparpillement des petites industries rurales dans les diverses régions du pays réclamait les services intermédiaires d'un négoce largement étendu. Mais des marchands nomades ne pouvaient en aucune mesure occuper dans la vie sociale une place analogue à celle qu'en Occident détenait la petite et moyenne bourgeoisie des corporations d'artisans, des marchands, des industriels, bourgeoisie indissolublement liée avec sa périphérie rurale. Au surplus, les lignes magistrales du commerce russe conduisaient à l'étranger, assurant depuis des siècles reculés un rôle dirigeant au capital commercial du dehors et donnant un caractère semi-colonial à tout le mouvement d'affaires dans lequel le marchand russe était intermédiaire, entre les villes d'Occident et le village russe. De tels rapports économiques continuèrent à se développer à l'époque du capitalisme russe et trouvèrent leur suprême expression dans la guerre impérialiste.

L'insignifiante importance des villes russes contribua le plus à l'élaboration d'un État de type asiatique et excluait, en particulier, la possibilité d'une Réforme religieuse, c'est-à-dire du remplacement de l'orthodoxie féodale et bureaucratique par quelque variété plus moderne du christianisme, adaptée aux besoins de la société bourgeoise. La lutte contre l'Église d'État ne s'éleva pas au-dessus de la formation de sectes de paysans, dont la plus puissante fut celle des Vieux-Croyants.

Quinze ans environ avant la grande Révolution française, éclata en Russie un mouvement de cosaques, de paysans et d'ouvriers-serfs dans l'Oural — ce que l'on a appelé la révolte de Pougatchev. Que manqua-t-il à ce terrible soulèvement populaire pour qu'il se transformât en révolution ? Un Tiers-État. A défaut d'une démocratie industrielle des villes, la guerre paysanne ne pouvait se développer en révolution, de même que les sectes religieuses des campagnes n'avaient pu s'élever jusqu'à une Réforme. Le résultat de la révolte de Pougatchev fut, au contraire, de consolider l'absolutisme bureaucratique, protecteur des intérêts de la noblesse, qui montra de nouveau ce qu'il valait à une heure difficile.

L'européanisation du pays, commencée dans la forme sous Pierre Ier, devenait de plus en plus, au cours du siècle suivant, un besoin pour la classe dirigeante, c'est-à-dire pour la noblesse. En 1825, les intellectuels de cette caste, généralisant dans un sens politique ce besoin, en arrivèrent à une conspiration militaire dans le but de restreindre l'autocratie. Sous l'impulsion de la bourgeoisie européenne qui se développait, les éléments avancés de la noblesse essayaient donc de suppléer un Tiers-État qui faisait défaut. Néanmoins, leur intention était de combiner le régime libéral avec les bases de leur domination de caste, et c'est pourquoi ils redoutèrent par-dessus tout de soulever les paysans. Il n'est pas étonnant que cette conjuration soit restée l'œuvre d'un groupe brillant, mais isolé, d'officiers qui se rompirent le cou presque sans avoir combattu. Tel est le sens de la révolte des décembristes.

Ceux des nobles qui possédaient des fabriques furent les premiers, dans leur caste, à opiner pour le remplacement du travail des serfs par le libre salariat. Ils y étaient également poussés par l'exportation croissante des blés russes. En 1861, la bureaucratie noble, s'appuyant sur les propriétaires libéraux, effectua sa réforme paysanne. Impuissant, le libéralisme bourgeois assista à cette opération en qualité de chœur docile. Inutile de dire que le tsarisme résolut le problème essentiel de la Russie — la question agraire — d'une façon encore plus ladre et fourbe que celle dont usa la monarchie prussienne, dans les dix années qui suivirent, pour résoudre le problème essentiel de l'Allemagne — son unification nationale. Qu'une classe se charge de donner une solution aux questions qui intéressent une autre classe, c'est une de ces combinaisons qui sont propres aux pays arriérés.

Cependant, la loi de l'évolution combinée s'avère la plus incontestable dans l'histoire et dans le caractère de l'industrie russe. Celle-ci, née tardivement, n'a pas reparcouru le cycle des pays avancés, mais elle s'y est insérée, accommodant à son état retardataire les aboutissements les plus modemes. Si l'évolution économique de la Russie, dans son ensemble, a sauté les époques de l'artisanat corporatif et de la manufacture, plusieurs de ses branches industrielles ont aussi partiellement sauté certaines étapes de la technique qui avaient exigé, en Occident, des dizaines d'années. Par suite, l'industrie russe se développa, en certaines périodes, avec une extrême rapidité. De la première révolution jusqu'à la guerre, la production industrielle de la Russie avait à peu près doublé. Cela sembla à quelques historiens russes un motif suffisant pour conclure qu'il faudrait abandonner la légende d'un état retardataire et d'une lente progression du pays. [Cette affirmation est due au professeur M. N. Pokrovsky. Voir Appendice I à la fin du 2e volume.] En réalité, la possibilité d'une progression si rapide était précisément déterminée par un état retardataire qui, hélas! non seulement a subsisté jusqu'à la liquidation de l'ancien régime, mais, comme l'héritage de ce dernier, s'est maintenu jusqu'à ce jour.

Le niveau économique d'une nation est mesuré, essentiellement, par la

productivité du travail, laquelle, à son tour, dépend de la densité de l'industrie dans l'économie générale du pays. A la veille de la guerre, lorsque la Russie des tsars était parvenue à l'apogée de sa prospérité, le revenu public était, par âme, de huit à dix fois inférieur à celui que l'on relevait aux États-Unis, et ce n'est pas étonnant si l'on considère que les quatre cinquièmes de la population russe travaillant par elle-même se composaient de cultivateurs, tandis qu'aux États-Unis, contre 1 cultivateur, la proportion était de 2,5 travailleurs industriels. Ajoutons qu'à la veille de la guerre, en Russie, on comptait 400 mètres de voies ferrées par 100 kilomètres carrés, tandis que l'Allemagne chiffrait 11,7 kilomètres pour la même étendue, et l'Autriche-Hongrie, 7 kilomètres. Les autres coefficients comparatifs sont du même ordre.

Mais c'est précisément dans le domaine de l'économie, comme on l'a déjà dit, que la loi d'évolution combinée se manifeste avec le plus de vigueur. Tandis que l'agriculture paysanne restait en majeure partie, jusqu'à la révolution, presque au niveau du XVIIe siècle, l'industrie russe, par sa technique et sa structure capitaliste, se trouvait au niveau des pays avancés, et même, sous certains rapports, les devançait. Les petites entreprises dont la main-d'œuvre ne dépassait pas cent personnes occupaient en 1914, aux États.Unis, 35 % de l'effectif total des ouvriers industriels, alors qu'en Russie la proportion n'était que de 17,8 %. En admettant un poids spécifique approximativement égal des moyennes et grosses entreprises, occupant de cent à mille ouvriers, les entreprises géantes qui occupaient plus de mille ouvriers chacune n'employaient aux États.Unis que 17,8 % de la totalité des ouvriers, tandis qu'en Russie la proportion était de 41,4 %! Encore, pour les principales régions industrielles, le pourcentage était-il plus élevé : pour la région de Pétrograd, 44,4 %, et même, pour la région de Moscou, 57,8 %. On arrivera aux mêmes résultats si l'on établit une comparaison entre l'industrie russe et l'industrie britannique ou allemande. Ce fait, établi pour la première fois par nous en 1908, s'insérerait difficilement dans la représentation banale que l'on donne d'une économie russe arriérée. Pourtant, il n'en réfute point le caractère retardataire, il en donne seulement le complément dialectique.

La fusion du capital industriel avec le capital bancaire s'est effectuée en Russie, elle aussi, d'une façon si intégrale que l'on n'a peut-êre rien vu de pareil en aucun autre pays. Mais l'industrie russe, en se subordonnant aux banques, montrait effectivement qu'elle se soumettait au marché monétaire de l'Europe occidentale. L'industrie lourde (métaux, charbons, pétrole) était presque tout entière sous le contrôle de la finance étrangère qui avait constitué à son usage, en Russie, tout un réseau de banques auxiliaires et intermédiaires. L'industrie légère marchait dans la même voie. Si les étrangers possédaient, dans l'ensemble, à peu près 40 % de tous les capitaux investis en Russie, ce pourcentage dans les branches industrielles directrices était notablement plus élevé. On peut affirmer sans aucune exagération

que le portefeuille de contrôle des actions émises par les banques, les usines et les fabriques russes se trouvait à l'étranger, et la participation des capitaux de l'Angleterre, de la France et de la Belgique se montait presque au double de ce que fournissait l'Allemagne.

Les conditions dans lesquelles se constitua l'industrie russe, la structure même de cette industrie, déterminèrent le caractère social de la bourgeoisie du pays et sa physionomie politique. La très forte concentration de l'industrie marquait déjà par elle-même qu'entre les sphères dirigeantes du capitalisme et les masses populaires, il n'y avait aucune hiérarchie intermédiaire. A quoi s'ajoutait que les plus importantes entreprises d'industrie, de banque et de transports étaient la propriété d'étrangers qui, non seulement réalisaient ainsi des bénéfices sur la Russie, mais affermissaient leur influence politique dans les parlements d'autres pays, et qui, loin de pousser à la lutte pour un régime parlementaire en Russie, s'y opposèrent souvent. Il suffit ici de se rappeler le rôle abominable que joua la France officielle. Telles furent les causes élémentaires et irréductibles de l'isolement politique de la bourgeoisie russe et de son attitude contraire aux intérêts populaires. Si, à l'aube de son histoire, elle s'était montrée trop peu mûre pour effectuer une Réforme, elle se trouva l'être trop lorsque le montent fut venu de diriger la révolution.

Dans l'ensemble de l'évolution du pays, le réservoir d'où sortait une classe ouvrière russe n'était pas l'artisanat corporatif : c'était le milieu rural ; non la ville, mais le village. Il faut noter ici que le Prolétariat russe s'est formé non petit à petit, au cours des siècles, traînant le fardeau du passé, comme en Angleterre, mais qu'il a procédé par bonds, par des changements brusques de situations, de liaisons, de rapports, et par des ruptures violentes avec ce qui existait la veille. C'est précisément ainsi — surtout dans le régime d'oppression concentrée du tsarisme — que les ouvriers russes devinrent accessibles aux déductions les plus osées de la pensée révolutionnaire, de même que l'industrie russe retardataire se trouvait capable d'entendre le dernier mot de l'organisation capitaliste.

Le prolétariat russe en est toujours revenu à recommencer la courte histoire de ses origines. Tandis que, dans l'industrie métallurgique, surtout à Pétersbourg, se cristallisait l'élément prolétarien de souche authentique, celui qui avait définitivement rompu avec le village — dans l'Oural prédominait encore le type du demi-prolétaire, lui-même demi-paysan. L'afflux annuel de la main-d'œuvre que fournissait la campagne à tous les districts industriels rétablissait le contact entre le prolétariat et le réservoir social d'où il était issu.

L'incapacité politique de la bourgeoisie était directement déterminée par le caractère de ses rapports avec le prolétariat et les paysans. Elle ne pouvait entraîner à sa suite des ouvriers qui s'opposaient haineusement à elle dans la vie quotidienne et qui, de très bonne heure, avaient appris à donner un sens plus général à leurs

visées. D'autre part, la bourgeoisie fut également incapable d'entraîner la classe paysanne, parce qu'elle était prise dans les mailles d'intérêts communs avec ceux des propriétaires fonciers, et qu'elle redoutait un ébranlement de la propriété, de quelque manière qu'il se présentât. Si donc la révolution russe tarda à se déclencher, ce ne fut pas seulement une affaire de chronologie : la cause en fut aussi à la structure sociale de la nation.

Lorsque l'Angleterre accomplit sa révolution puritaine, la population du pays n'excédait pas cinq millions cinq cent mille âmes, dont un demi-million pour Londres. La France, quand elle fit sa révolution, ne comptait à Paris qu'un demi-million d'habitants sur vingt-cinq millions d'âmes pour l'ensemble de sa population. La Russie, au début du XXe siècle, comptait environ cent cinquante millions d'habitants, dont plus de trois millions fixés à Pétrograd et à Moscou. Ces chiffres comparés recouvrent en outre des dissimilitudes sociales de la plus haute importance. Non seulement l'Angleterre du XVIIe siècle, mais la France du XVIIIe ignoraient encore le prolétariat que connaît notre époque. Or, en Russie, la classe ouvrière, dans tous les domaines du travail, dans les villes et dans les campagnes, comptait déjà, en

1905, au moins dix millions d'âmes, ce qui représentait plus de vingt-cinq millions — familles comprises — c'est-à-dire plus que la population de la France à l'époque de sa grande Révolution. Partant des rudes artisans et des paysans indépendants qui formèrent l'armée de Cromwell, prenant ensuite les sans-culottes de Paris, pour en arriver aux prolétaires des industries de Pétersbourg, la révolution modifiait profondément son mécanisme social, ses méthodes, et, par suite, ses desseins.

Les événements de 1905 furent le prologue des deux révolutions de 1917 — celle de Février et celle d'Octobre. Le prologue contenait déjà tous les éléments du drame, qui, cependant, n'étaient pas mis au point. La guerre russo-japonaise ébranla le tsarisme. Utilisant le mouvement des masses comme un repoussoir, la bourgeoisie libérale alarma la monarchie par son opposition. Les ouvriers s'organisaient indépendamment de la bourgeoisie, s'opposant même à elle, en des *soviets* (ou conseils) qui naquirent alors pour la première fois. La classe paysanne s'insurgeait sur une immense étendue de territoire, pour la conquête des terres. De même que les paysans, des effectifs révolutionnaires dans l'armée se trouvèrent portés vers les soviets, lesquels, au moment où la poussée de la révolution était la plus forte, disputèrent ouvertement le pouvoir à la monarchie. Cependant, toutes les forces révolutionnaires se manifestaient pour la première fois, elles n'avaient pas d'expérience, elles manquaient d'assurance. Les libéraux se détachèrent ostensiblement de la révolution dès qu'il devint évident qu'il ne suffirait pas d'ébranler le trône, mais qu'il fallait le renverser. La brutale rupture de la

bourgeoisie avec le peuple — d'autant plus que la bourgeoisie entraînait dès lors de considérables groupes d'intellectuels démocrates — facilita à la monarchie son œuvre de désagrégation dans l'armée, de triage des contingents fidèles et de répression sanglante contre les ouvriers et les paysans. Le tsarisme, quoique ayant quelques côtes brisées, sortait encore vivant, suffisamment vigoureux, de ses épreuves de 1905.

Quelles ont donc été, dans les rapports de forces, les modifications qu'a provoquées l'évolution historique, au cours des onze années intervenues entre le prologue et le drame? Le régime tsariste, en cette période, en était arrivé à se mettre encore plus en contradiction avec les exigences de l'histoire. La bourgeoisie était devenue économiquement plus puissante, mais, comme nous l'avons déjà vu, sa puissance reposait sur une concentration plus forte de l'industrie et sur un accroissement du rôle du capital étranger. Influencée par les leçons de 1905, la bourgeoisie se fit plus conservatrice et plus soupçonneuse. Le poids spécifique de la petite et moyenne bourgeoisie, déjà insignifiant auparavant, diminua encore. Les intellectuels démocrates n'avaient généralement pas de base sociale bien stable. Ils pouvaient exercer provisoirement une certaine influence politique, mais non point jouer un rôle indépendant : la sujétion des intellectuels vis-à-vis du libéralisme bourgeois s'était extraordinairement aggravée. Dans ces conditions, il n'y avait que le jeune prolétariat qui pût donner à la classe paysanne un programme, un drapeau, une direction. Les grandioses problèmes qui se posèrent ainsi devant lui nécessitèrent la création sans délai d'une organisation révolutionnaire spéciale, qui pourrait englober d'un seul coup les masses populaires et les rendre capables d'une action révolutionnaire sous la direction des ouvriers. C'est ainsi que les soviets de 1905 prirent en 1917 un développement formidable. Notons ici que les soviets ne sont pas simplement une production due à l'état historiquement arriéré de la Russie, mais résultent d'un développement combiné ; à tel point que le prolétariat du pays le plus industriel, l'Allemagne, n'a pas trouvé, à l'époque de la poussée révolutionnaire de 1918-1919, d'autre forme d'organisation que des soviets.

La révolution de 1917 avait pour but immédiat de renverser la monarchie bureaucratique. Mais elle différait des anciennes révolutions bourgeoises en ceci que l'élément décisif qui se manifestait maintenant était une nouvelle classe, constituée sur la base d'une industrie concentrée, pourvue d'une nouvelle organisation et de nouvelles méthodes de lutte. La loi du développement combiné se décèle ici dans son expression la plus extrême : commençant par renverser l'édifice médiéval pourri, la révolution amène au pouvoir, en quelques mois, le prolétariat avec le parti communiste en tête.

Ainsi, d'après ses tâches initiales, la révolution russe était démocratique. Mais elle posait d'une manière nouvelle le problème de la démocratie politique. Tandis

que les ouvriers couvraient tout le pays de soviets, en y admettant les soldats, et, partiellement, les paysans, la bourgeoisie continuait à marchander, se demandant si elle convoquerait ou non l'Assemblée constituante. Au cours de l'exposé des événements, cette question se présentera à nous de la façon la plus concrète. Ici, nous ne voulons que marquer la place des soviets dans la succession historique des idées et des formes révolutionnaires.

Au milieu du XVIIe siècle, la révolution bourgeoise, en Angleterre, s'était déroulée sous l'enveloppe d'une Réforme religieuse. La lutte pour le droit de prier d'après un certain livre d'heures s'identifia à la lutte menée contre le roi, l'aristocratie, les princes de l'Église et Rome. Les presbytériens et puritains étaient profondément persuadés d'avoir placé leurs intérêts terrestres sous l'inébranlable égide de la Providence divine. Les buts pour lesquels combattaient les nouvelles classes se confondaient indissolublement, dans leur mentalité, avec des textes de la Bible et avec des rites ecclésiastiques. Ceux qui émigrèrent outre-mer emportèrent avec eux cette tradition confirmée dans le sang. De là l'exceptionnelle vitalité des interprétations du christianisme données par les Anglo-Saxons. Nous voyons encore aujourd'hui des ministres " socialistes " de Grande.Bretagne baser leur couardise sur les textes magiques dans lesquels les gens du XVIIe siècle cherchaient la justification de leur courage.

En France, pays qui avait sauté par-dessus la Réforme, l'Église catholique, en sa qualité d'Église d'État, réussit à vivre jusqu'à la révolution qui trouva, non point dans des textes bibliques, mais dans des abstractions démocratiques, une expression et une justification pour les desseins de la société bourgeoise. Quelle que soit la haine des régents actuels de la France pour le jacobinisme, le fait est que, précisément grâce à l'action rigoureuse d'un Robespierre, ils ont encore la possibilité de dissimuler leur domination de conservateurs sous des formules qui, jadis, firent sauter la vieille société.

Chaque grande révolution a marqué une nouvelle étape de la société bourgeoise et de nouveaux aspects de la conscience de ses classes. De même que la France a fait un saut par-dessus la Réforme, la Russie a dépassé d'un bond la démocratie de pure forme. Le parti révolutionnaire de Russie qui devait mettre son sceau sur toute une époque chercha une formule pour les problémes de la révolution non point dans la Bible ni dans le christianisme sécularisé d'une " pure " démocratie, mais dans les rapports matériels existant entre les classes. Le système des soviets donna à ces rapports l'expression la plus simple, la moins déguisée, la plus transparente. La domination des travailleurs trouva pour la première fois sa réalisation dans le système des soviets, qui, quelles qu'aient été ses péripéties historiques les plus prochaines, est entré dans la conscience des masses aussi indéracinablement qu'en d'autres temps la Réforme ou la pure démocratie.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (Didier Fort).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

2 La Russie tsariste et la guerre

La participation de la Russie à la guerre comportait des contradictions dans les motifs et dans les buts. En fait, la lutte sanglante avait pour objet une domination mondiale. En ce sens, elle dépassait les possibilités de la Russie. Ce que l'on a appelé les buts de guerre de la Russie (les détroits en Turquie, la Galicie, l'Arménie) n'avait qu'une importance très relative, provinciale, et ne pouvait avoir de solution qu'accessoirement, pour autant qu'il conviendrait aux intérêts des principaux belligérants.

En même temps, la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés, de même qu'elle n'avait pu, durant l'époque précédente, se dispenser d'établir chez elle des usines, des fabriques, des voies ferrées, d'acquérir des fusils à tir rapide et des avions. Fréquemment, parmi les historiens russes de la nouvelle école, des discussions s'élèvent sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais ces controverses retombent toujours dans la scolastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or, la Russie n'a été qu'un chaînon d'un système.

L'Inde, en fait et dans la forme, a participé à la guerre en tant que colonie de l'Angleterre. L'intervention de la Chine, " volontaire " au sens formel, était en réalité l'intervention d'un esclave dans une rixe entre maîtres. La participation de la Russie avait un caractère mal défini, intermédiaire entre la participation de la France et celle de la Chine. La Russie payait ainsi le droit d'être l'alliée de pays avancés, d'importer des capitaux et d'en verser les intérêts, c'est-à-dire, en somme, le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliées ; mais, en même temps, elle acquérait le droit d'opprimer et de spolier la Turquie, la Perse, la Galicie, et en général des pays plus faibles, plus arriérés qu'elle-même. L'impérialisme équivoque de la bourgeoisie russe avait, au fond, le caractère d'une agence au service de plus grandes puissances mondiales.

Le système des *compradores* (intermédiaires commerciaux) en Chine présente le type classique d'une bourgeoisie nationale constituée en agence entre le capital financier étranger et l'économie de son propre pays. Dans la hiérarchie mondiale des États, la Russie occupait avant la guerre une place beaucoup plus élevée que celle de la Chine. Quelle place la Russie aurait-elle occupée après la guerre si la révolution n'était pas venue ? C'est une autre question. Mais l'autocratie russe, d'une part, la bourgeoisie russe, d'autre part, avaient des caractères de plus en plus marqués de compradorisme : l'une et l'autre vivaient et subsistaient de leur liaison avec l'impérialisme étranger, le servaient et ne pouvaient tenir sans s'appuyer sur lui. Il est vrai qu'à la fin des fins elles ne purent résister, même soutenues par lui. La bourgeoisie russe à demi comprador de la finance étrangère avait des intérêts impérialistes mondiaux au même titre qu'un agent rétribué par un pourcentage est intéressé aux affaires de son patron.

L'instrument d'une guerre, c'est une armée. Étant donné que toute armée, dans la mythologie nationaliste, est réputée invincible, les classes dirigeantes de Russie n'avaient aucun motif de faire une exception pour l'armée du tsar. En réalité, cette armée ne constituait une force sérieuse que contre les peuplades à demi barbares, les voisins peu considérables et les États en décomposition ; sur le terrain européen, cette armée ne pouvait agir que comme composante de coalitions ; pour la défense du pays, elle ne remplissait sa tâche qu'à la faveur d'immenses espaces dont la population était rare et les chemins impraticables. Le virtuose de l'armée des moujiks en servage fut Souvorov. La Révolution française, qui avait ouvert toutes grandes les portes à une société nouvelle et à un nouvel art militaire, rapporta un verdict implacable contre l'armée de Souvorov.

La demi-abolition du servage et l'institution du service militaire obligatoire modernisèrent l'armée tout autant que le pays — autrement dit, introduisirent dans l'armée tous les antagonismes d'une nation qui avait encore à faire sa révolution bourgeoise. A vrai dire, l'armée tsariste se construisait et s'armait d'après les

modèles occidentaux ; mais cela portait plus sur la forme que sur le fond. Entre le niveau culturel du paysan soldat et le niveau de la technique militaire il n'y avait point de correspondance. Dans le corps des officiers se manifestaient l'ignorance crasse, la paresse et la fourberie des classes dirigeantes de Russie. L'industrie et les transports se montraient invariablement incapables en face des exigences concentrées du temps de guerre. Armées, semblait-il au premier jour des hostilités, comme il convenait, les troupes se trouvèrent bientôt dépourvues non seulement d'armes, mais même de bottes. Au cours de la guerre russo-japonaise, l'armée du tsar avait montré ce qu'elle valait. A l'époque de la contre-révolution, la monarchie, secondée par la Douma, remplit ses entrepôts de guerre et fit dans l'armée de multiples raccommodages, rafistolant aussi sa réputation d'invincibilité. Avec 1914 vint une nouvelle vérification, beaucoup plus pénible.

A l'égard des fournitures de guerre et des finances, la Russie se trouve du premier coup dans une dépendance servile devant ses alliés. Il n'y a là que l'expression militaire de la dépendance générale où elle vivait par rapport aux pays capitalistes plus avancés. Mais l'aide procurée par les Alliés ne sauva pas la situation. Le manque de munitions, le petit nombre des usines qui en fabriquent, la distension du réseau ferroviaire qui doit les distribuer traduisirent l'état arriéré de la Russie dans le langage clair de défaites qui rappelèrent aux national-libéraux russes que leurs ancêtres n'avaient point fait de révolution bourgeoise et que, par conséquent, la postérité était débitrice devant l'histoire.

Les premiers jours de la guerre furent les premiers de l'opprobre. Après un certain nombre de catastrophes partielles, une retraite générale se déclara au printemps de 1915. Les généraux se revanchaient de leur incapacité criminelle sur la population civile. D'immenses territoires furent dévastés par la violence. La sauterelle humaine était chassée à coups de nagaïka vers l'arrière. Le désastre du front se complétait par un désastre à l'intérieur.

Le général Polivanov, ministre de la Guerre, répondant aux questions anxieuses de ses collègues au sujet de la situation sur le front, déclarait littéralement ce qui suit : " Confiant en l'immensité de notre territoire, comptant sur nos boues impraticables, je m'en rapporte aussi aux bonnes grâces de saint Nicolas, patron de la sainte Russie. " (Conseil des ministres, procès-verbal du 4 août 1915.) Huit jours plus tard, le général Roussky faisait aux mêmes ministres l'aveu suivant : " Les exigences modernes de la technique militaire sont supérieures à nos possibilités. En tout cas, nous ne pouvons rivaliser avec les Allemands. " Et ce n'était pas une boutade. Un nommé Stankévitch, officier, a rapporté ainsi les paroles d'un chef de corps du génie : " La guerre contre les Allemands est sans espoir, car nous ne sommes pas en état de faire quoi que ce soit. Les nouvelles méthodes de lutte deviennent même pour nous des causes de revers. " Et il existe d'innombrables

témoignages en ce sens.

La seule chose à laquelle les généraux russes s'entendaient largement, c'était à se procurer de la chair à canon dans le pays. On économisa beaucoup plus sur le bœuf et le porc. Les nullités qui se trouvaient à la tête du G. Q. G., telles que Ianouchkévitch sous le commandement de Nicolas Nicolaïévitch, et Alexéïev sous le commandement du tsar, obstruaient toutes les brèches par de nouvelles mobilisations et trouvaient une consolation, pour elles comme pour leurs alliés, à aligner des colonnes de chiffres alors qu'on avait besoin de colonnes de combattants. Environ 15 millions d'hommes furent mobilisés qui remplirent les dépôts, les casernes, les cantonnements, foules tumultueuses qui trépignaient sur place, où l'on s'écrasait les pieds, foules exaspérées qui proféraient des malédictions. Si, pour le front, cette masse humaine fut une valeur illusoire, elle fut, à l'arrière, un facteur très actif de désarroi. Il y eut environ 5 millions 500 000 victimes, morts, blessés et prisonniers. Le nombre des déserteurs augmentait. Dès juillet 1915, les ministres se répandaient en lamentations : " Pauvre Russie! Même son armée qui, au temps jadis, avait rempli le monde du tonnerre de ses victoires, ne se compose plus que de poltrons et de déserteurs! "

Les ministres eux-mêmes, plaisantant en leur style de pendards, raillaient " la vaillance des généraux à battre en retraite ", mais ils perdaient en même temps des heures à la discussion de ce problème : allait-on, oui ou non, évacuer les reliques de Kiev ? Le tsar estimait que ce n'était pas indispensable, car les " Allemands n'oseraient pas y toucher, et, dans le cas où ils s'y risqueraient, ne s'en porteraient que plus mal! " Cependant, le Saint-Synode avait déjà entrepris cette évacuation : " En partant, nous emportons ce qui nous est le plus cher... " Ceci se passait non point à l'époque des croisades, mais au XXe siècle, quand les défaites de la Russie étaient annoncées par radio.

Les succès remportés par la Russie sur l'Autriche-Hongrie provenaient beaucoup plus de l'état de celle-ci que de celui de la Russie. La monarchie des Habsbourg, en dissolution, réclamait depuis longtemps son fossoyeur, sans exiger même qu'il fût hautement qualifié. La Russie, même au temps passé, avait eu le dessus sur des États en décomposition comme la Turquie, la Pologne ou la Perse. Le front Sud-Ouest des troupes russes, qui était dirigé contre l'Autriche-Hongrie, connut de grandes victoires qui le distinguèrent parmi les autres fronts. Ici se manifestèrent plusieurs généraux qui, à vrai dire, ne démontrèrent en aucune manière leur aptitude de guerriers, mais n'étaient pas, en tout cas, pénétrés de ce fatalisme qui caractérise les capitaines invariablement battus. C'est de ce milieu que sortirent plus tard certains " héros ", parmi les Blancs, dans la guerre civile.

Partout l'on cherchait à qui s'en prendre. On accusait d'espionnage, sans exception, tous les Juifs. On mettait à sac les gens dont le nom de famille était

allemand. Le G. Q. G. du grand-duc Nicolas Nicolaïévitch ordonna de fusiller le colonel de gendarmerie Miassoïédov, comme espion allemand — qu'il n'était probablement pas. On arrêta le ministre de la Guerre Soukhomlinov, homme insignifiant et taré, en l'accusant, non peut-être sans fondement, de haute trahison. Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, sir Edward Grey, déclara au Président de la délégation parlementaire de Russie que le gouvernement du tsar agissait témérairement s'il se décidait, en temps de guerre, à inculper de trahison son ministre de la Guerre.

Les états-majors et la Douma accusaient de germanophilie la Cour impériale. Tout ce monde était jaloux des Alliés et les détestait. Le commandement français ménageait ses troupes, en exposant d'abord les soldats russes. L'Angleterre ne se mettait en branle que lentement. Dans les salons de Pétrograd et dans les états-majors du front, on se livrait à d'innocentes plaisanteries : " L'Angleterre, disait-on, a juré de tenir jusqu'à la dernière goutte de sang... du soldat russe. " De telles boutades glissaient vers les niveaux inférieurs et se répétaient sur le front. " Tout pour la guerre! " disaient les ministres, les députés, les généraux, les journalistes. " Oui, commençait à se dire le soldat dans la tranchée, ils sont tous prêts à batailler jusqu'à la dernière goutte... de mon sang. "

L'armée russe, au cours de la guerre, éprouva plus de pertes que n'importe quelle autre armée engagée dans le massacre : elle eut environ 2 millions 500 000 hommes tués, soit 40 % des pertes de toutes les armées de l'Entente. Durant les premiers mois, les soldats tombaient sous les projectiles sans réfléchir ou sans trop de réflexion. Mais, d'un jour à l'autre leur expérience s'accroissait, l'amère expérience des couches inférieures que l'on n'est pas capable de commander. Ils mesuraient l'immensité du désordre créé par les généraux d'après les inutiles marches et contremarches faites sur des semelles qui se détachaient, d'après le chiffre des repas qui avaient manqué. Dans la sanglante débâcle des gens et des choses, un mot s'élevait qui expliquait tout : " Quelle absurdité! " Et, dans le langage du soldat, le terme était plus pimenté.

La décomposition était plus rapide qu'ailleurs dans l'infanterie, composée de paysans. L'artillerie, qui compte une très forte proportion d'ouvriers industriels, se distingue, en général, par une capacité incomparablement plus grande d'assimilation des idées révolutionnaires : on l'avait bien vu en 1905. Si, en 1917, par contre, l'artillerie se montra plus conservatrice que l'infanterie, cela tient à ce que les cadres de cette dernière tamisèrent constamment de nouvelles masses humaines, de moins en moins éduquées ; tandis que l'artillerie, qui éprouvait des pertes infiniment moindres, avait gardé ses anciens cadres. La même observation était à faire dans les autres armes spéciales. Mais, en fin de compte, l'artillerie aussi commençait à céder.

Pendant la retraite de Galicie, une instruction secrète du généralissime

prescrivit de faire passer sous les verges les soldats qui auraient déserté ou se seraient rendus coupables d'autres crimes. Le soldat Pireiko dit dans ses Souvenirs : " On fustigea alors des hommes pour le moindre délit, par exemple pour s'être absentés quelques heures sans permission ; parfois même on administrait les verges uniquement pour relever le moral de la troupe ! " Dès le 17 septembre 1915, Kouropatkine notait, s'en référant à Goutchkov : " Soldats et sous-officiers ont débuté dans la guerre avec ardeur. Ils sont à présent exténués et, à force de battre en retraite, ils ont perdu toute foi en la victoire. " A peu près vers la même date, le ministre de l'Intérieur déclarait au sujet des trente mille soldats qui se trouvaient en convalescence à Moscou : " Ce sont des éléments turbulents qui s'insurgent contre toute discipline, font du scandale, engagent des rixes avec les agents de police (dernièrement, un agent a été tué par des soldats), qui délivrent par force les individus qu'on arrête, etc. Il est hors de doute qu'en cas de troubles, toute cette horde prendra le parti da la foule. " Le soldat Pireiko, déjà cité, écrit encore : " Tous, sans exception, ne s'intéressaient qu'à une chose : la paix... Quel serait le vainqueur ? Que donnerait cette paix ? C'était le moindre des soucis de l'armée : elle voulait la paix à tout prix, car elle était lasse de la guerre. "

Une bonne observatrice, S. Fédortchenko, qui servait comme infirmière, a surpris des conversations de soldats, a presque deviné leurs pensées, et les a adroitement notées sur des feuillets. Il en est résulté un petit livre, *Le Peuple à la Guerre*, lequel permet de jeter un coup d'œil dans le laboratoire où les grenades, les barbelés, les gaz asphyxiants et la bassesse des autorités travaillèrent, durant de longs mois, la conscience de plusieurs millions de paysans russes et où furent broyés, en même temps que les os des créatures humaines, des préjugés séculaires. Bien des aphorismes originaux émis par les soldats contenaient déjà les mots d'ordre de la prochaine guerre civile.

Le général Roussky se plaignait en décembre 1916 de ce que Riga était la grande misère du front septentrional. C'était, selon lui, un " nid de propagande ", de même que Dvinsk. Le général Broussilov confirmait ce jugement : les effectifs qui revenaient du secteur de Riga arrivaient démoralisés, les soldats refusaient de monter à l'attaque, ils avaient passé un capitaine au fil de la baïonnette, on avait dû fusiller plusieurs hommes, etc. " Le terrain propice à une désagrégation définitive de l'armée existait longtemps avant la révolution ", avoue Rodzianko, qui était lié avec les cercles d'officiers et avait visité le front.

Les éléments révolutionnaires, disséminés au début, s'étaient noyés dans l'armée sans laisser presque aucune trace. Mais, à mesure que s'affirmait le mécontentement général, ils remontèrent à la surface. Quand on expédia au front, par mesure disciplinaire, les ouvriers qui s'étaient mis en grève, les rangs des agitateurs s'en trouvèrent renforcés, et les mouvements de recul de l'armée

disposèrent en leur faveur des auditoires. La Sûreté (l'*Okhrana*) déclarait dans un rapport : " L'armée, à l'arrière et particulièrement sur le front, est pleine d'éléments dont les uns sont capables de devenir les forces actives d'un soulèvement, dont les autres ne sauraient que se refuser à la répression... " La direction de la gendarmerie de la province de Pétrograd communique, en octobre 1916, se basant sur le rapport d'un fondé de pouvoir de l'Union des zemstvos, que l'état d'esprit de l'armée est alarmant, que les relations entre officiers et soldats sont extrêmement tendues, qu'il se produit même des collisions sanglantes, que, de tous côtés, l'on rencontre des milliers de déserteurs. " Quiconque a séjourné à proximité de l'armée doit garder l'impression pleine et sincère d'une incontestable démoralisation des troupes. " Par prudence, le communiqué ajoute que, si ces informations paraissent peu vraisemblables en bien des points, il faut tout de même y ajouter foi, d'autant plus que de nombreux médecins revenus du front ont donné des indications identiques.

L'état d'esprit de l'arrière correspondait à celui du front. A la conférence du parti cadet, en octobre 1916, la majorité des délégués signalèrent de l'apathie et du manque de foi en la victoire " dans toutes les couches de la population, particulièrement dans les campagnes et parmi la classe pauvre des villes ". Le 30 octobre 1916, le directeur du Département de la Police, résumant un certain nombre de rapports, écrivait ce qui suit : " On observe de toutes parts et dans toutes les couches de la population une sorte de lassitude causée par la guerre, un désir ardent de paix expéditive, à quelques conditions que celle-ci soit conclue...

Quelques mois plus tard, tous ces messieurs, députés et policiers, généraux et fondés de pouvoir des zemstvos, médecins et ex-gendarmes, allaient affirmer, avec tout autant d'assurance, que la révolution avait tué, dans l'armée, le patriotisme et qu'une victoire garantie d'avance leur avait été ravie par les bolchéviks.

Ce furent indiscutablement les cadets (constitutionnels-démocrates) qui jouèrent le rôle de coryphées dans le concert belliqueux des patriotes. Ayant rompu ses attaches problématiques avec la révolution dès la fin de 1905, le libéralisme, sitôt le début de la contre-révolution, leva le drapeau de l'impérialisme. Cette nouvelle attitude était la conséquence de la première : du moment qu'il était impossible de débarrasser le pays des antiquailles de la féodalité, pour assurer à la bourgeoisie une situation dominante, il ne restait qu'à conclure une alliance avec la monarchie et la noblesse, dans le but d'améliorer la situation du capital russe sur le marché mondial. S'il est exact que la catastrophe universelle fut préparée de divers côtés, de telle sorte qu'elle fut, jusqu'à un certain point, inattendue, même pour les organisateurs les plus responsables, il n'est pas moins douteux que, dans la

préparation de cette catastrophe, le libéralisme russe, en tant qu'animateur de la politique extérieure de la monarchie, ne se trouvait pas au dernier rang.

La guerre de 1914 fut reconnue de plein droit par les leaders de la bourgeoisie russe comme leur propre guerre. Au cours d'une séance solennelle de la Douma d'État, le 26 juillet 1914, le président de la fraction cadette déclarait ceci : " Nous ne posons ni conditions, ni revendications ; nous jetons seulement sur la balance notre ferme volonté de vaincre l'adversaire. " L'Union sacrée devenait, en Russie aussi, la doctrine officielle. Durant les manifestations patriotiques qui eurent lieu à Moscou, le comte Benckendorf, grand-maître des cérémonies, s'écriait en présence des diplomates : " Eh bien, est-ce donc là cette révolution que l'on nous prédisait à Berlin ? " L'ambassadeur de France, Paléologue, renchérissait : " Une même pensée semble bien s'être emparée de tous. " Ces gens croyaient de leur devoir de nourrir et de semer des illusions en des circonstances qui, aurait-on dû penser, excluaient toute possibilité de se leurrer.

Les leçons qui devaient remédier à cette ivresse ne se firent pas attendre longtemps. Peu après le début de la guerre, un des cadets les plus expansifs, Roditchev, avocat et propriétaire foncier, s'écria, au sein du Comité central de son parti : " Mais enfin, pensez-vous qu'avec ces imbéciles l'on puisse remporter la victoire ? " Les événements prouvèrent qu'on ne peut être vainqueur quand on est commandé par des imbéciles. Ayant perdu plus qu'à moitié l'espoir de vaincre, le libéralisme tenta d'utiliser la situation créée par la guerre pour procéder à une épuration de la camarilla et contraindre la monarchie à un arrangement. Le principal moyen employé fut d'accuser le parti de la Cour d'avoir des sentiments germanophiles et de tramer une paix séparée.

Au printemps de 1915, lorsque des troupes dépourvues d'armes reculèrent sur toute la ligne du front, il fut décidé dans les sphères gouvernementales, non sans une certaine pression des Alliés, de faire appel à l'initiative de l'industrie pour les fournitures de l'armée. A cet effet fut constituée une Conférence spéciale qui se composa, avec des bureaucrates, d'industriels désignés parmi les plus influents. Les Unions de zemstvos et des Villes qui s'étaient créées au début des hostilités, ainsi que les Comités des Industries de Guerre, formés au printemps de 1915, devinrent les points d'appui de la bourgeoisie dans sa lutte pour la victoire et pour le pouvoir. La Douma d'État, s'étayant sur ces organisations, devait se manifester avec plus de hardiesse, comme intermédiaire entre la bourgeoisie et la monarchie.

De larges perspectives politiques ne détournaient cependant point l'attention des pesants problèmes d'actualité. De la Conférence spéciale, réservoir central, des dizaines, des centaines de millions qui s'additionnèrent en milliards, furent distribués par des canaux ramifiés, irriguant abondamment l'industrie, satisfaisant au passage une multitude d'appétits. A la Douma d'État et dans la presse, certains

bénéfices de guerre pour 1915-1916 furent portés à la connaissance du public : la Compagnie du Textile qui appartenait aux Riabouchinsky, libéraux moscovites, avouait 75 % de bénéfice net ; la Manufacture de Tver en était même à 111 % ; les Laminages de cuivre de Koltchouguine, dont le capital était de dix millions, avaient gagné plus de douze millions en un an. Dans ce secteur, la vertu patriotique était récompensée généreusement, et, notons-le, sans délai.

La spéculation en tout genre et le jeu en Bourse atteignirent leur paroxysme. D'immenses fortunes s'élevèrent sur une écume de sang. Le pain et le combustible manquèrent dans la capitale : cela n'empêcha pas le joaillier Fabergé — fournisseur attitré de la Cour impériale — d'annoncer superbement qu'il n'avait jamais fait de si bonnes affaires. Vyroubova, demoiselle d'honneur de la tsarine, relate qu'en aucune saison précédente l'on ne commanda autant de parures luxueuses, l'on n'acheta autant de diamants que pendant l'hiver 1915-1916. Les boîtes de nuit étaient surpeuplées de héros de l'arrière, d'embusqués et, plus simplement parlant, d'honorables personnages qui étaient trop âgés pour aller au front, mais encore assez jeunes pour mener joyeuse vie. Les grands-ducs ne furent pas des derniers à participer au festin donné en temps de peste [Allusion à un poème célèbre du grand poète russe Alexandre Pouchkine. *Note du traducteur*.]. Personne n'hésitait à faire des dépenses excessives. Une pluie d'or tombait des hauteurs, sans arrêt. La " haute société " tendait les mains, ouvrait ses poches pour " toucher ", les dames de l'aristocratie relevaient le plus haut qu'elles pouvaient leurs jupes, tous pataugeaient dans une boue sanglante — banquiers, intendants, industriels, ballerines du tsar et des grands-ducs, prélats de l'Église orthodoxe, dames et demoiselles de la Cour, députés libéraux, généraux du front et de l'arrière, avocats radicaux, sérénissimes tartufes de l'un et de l'autre sexe, innombrables neveux et surtout innombrables nièces. Tous se hâtaient de rafler et de bâfrer, dans l'appréhension de voir la fin de la pluie d'or, si bénie, et tous repoussaient avec indignation l'idée d'une paix prématurée.

Les bénéfices réalisés en commun, les défaites à l'extérieur, les dangers à l'intérieur établirent un rapprochement entre les partis des classes possédantes. La Douma, qui avait été divisée à la veille de la guerre, trouva en 1915 sa majorité d'opposition patriotique qui prit la dénomination de " bloc progressiste ". Le but officiellement avoué fut, bien entendu, de " satisfaire aux besoins provoqués par la guerre ". Dans ce bloc n'entrèrent pas, de la gauche les social-démocrates et les travaillistes, de la droite les petits groupes qui étaient bien connus comme Cent-Noirs (extrêmement réactionnaires). Toutes les autres fractions de la Douma — les cadets, les progressistes, les trois groupes d'octobristes, le centre et une partie des nationalistes, entrèrent dans le bloc ou s'adjoignirent à lui, de même que les groupes nationaux : polonais, lituaniens, musulmans, juifs et autres.

De crainte d'effaroucher le tsar en lui demandant un ministère responsable, le bloc réclama " un gouvernement unifié, composé de personnalités jouissant de la confiance du pays ". Dès lors, le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur, caractérisait le bloc comme un groupement provisoire, " une coalition née des appréhensions que l'on a d'une révolution sociale ". D'ailleurs, pour comprendre ce jugement, il n'était nullement besoin d'une grande perspicacité. Milioukov, qui était à la tête des cadets, et par conséquent du bloc d'opposition, disait à une conférence de son parti : " Nous marchons sur un volcan... La tension a atteint son extrême degré... Il suffirait d'une allumette jetée par imprudence pour provoquer un épouvantable incendie... Quel que soit le pouvoir — mauvais ou bon — un pouvoir ferme est, pour l'instant, plus nécessaire que jamais. "

Si grande était l'espérance de voir le tsar, frappé par tant de désastres, accorder des concessions, que, dans la presse libérale, parut au mois d'août une liste confectionnée d'avance des membres d'un " cabinet de la confiance " : le président de la Douma, Rodzianko, eût été premier ministre (d'après une autre version, l'on désignait comme Premier le prince Lvov, président de l'Union des zemstvos) ; le ministre de l'Intérieur eût été Goutchkov, celui des Affaires étrangères Milioukov, etc. La plupart de ces personnalités qui se désignaient d'elles-mêmes pour une alliance avec le tsar contre la révolution devaient, dix-huit mois plus tard, faire partie d'un gouvernement dit " révolutionnaire ". Ce sont de ces boutades que l'histoire s'est permis plus d'une fois. Au moment dont nous parlons, la plaisanterie, du moins, ne dura guère.

En majorité, les ministres du cabinet Gorémykine n'étaient pas moins que les cadets effarés de la tournure que prenaient les affaires, et, par suite, inclinaient à une entente avec le bloc progressiste. " Un gouvernement qui n'a pour lui ni la confiance du dépositaire du pouvoir souverain, ni celle de l'armée, ni celle des villes, ni celle des zemstvos, ni celle de la noblesse, ni celle des marchands, ni celle des ouvriers, est incapable non seulement de travailler, mais même d'exister. L'absurdité est évidente. " C'est en ces termes que le prince Chtcherbatov appréciait, en août 1915, le gouvernement dont il faisait partie en qualité de ministre de l'Intérieur. " Si l'on conduit l'affaire convenablement et si l'on ouvre une échappée, disait Sazonov, ministre des Affaires étrangères, les cadets seront les premiers à chercher un accord. Milioukov est un bourgeois fieffé et il redoute plus que tout la révolution sociale. Au surplus, la plupart des cadets tremblent pour leurs capitaux. "

De son côté Milioukov estimait aussi que le bloc progressiste " aurait à faire quelques concessions ". Donc, les deux parties semblaient disposées à marchander et l'on eût pu croire que tout allait marcher comme sur des roulettes. Mais, le 29 août, le président du Conseil, Gorémykine, bureaucrate chargé d'ans et d'honneurs — vieux cynique qui ne s'occupait de politique qu'entre deux réussites aux cartes et

qui repoussait toutes plaintes en disant que la guerre " ne le concernait point " — se rendit au G. Q. G., voir le tsar, lui présenter un rapport, et revint de là pour annoncer que tout un chacun devait rester à sa place, à 1'exception de la Douma d'État, trop présomptueuse, dont la session serait ajournée le 3 septembre. La lecture de l'oukase du tsar décrétant l'ajournement de la Douma fut entendue sans un seul mot de protestation : les députés crièrent " hourra pour le tsar " et se dispersèrent.

Comment donc le gouvernement tsariste, qui, d'après ses propres aveux, n'avait aucun appui, put-il tenir encore plus de dix-huit mois ? Les succès éphémères de l'armée russe eurent sans doute leur influence renforcée par une bénéfique pluie d'or. Les succès, sur le front, s'arrêtèrent, à vrai dire, bientôt, mais les bénéfices de l'arrière subsistaient. Cependant, la cause principale du raffermissement de la monarchie, un an avant son renversement, résidait dans une très nette différenciation du mécontentement populaire. Le chef de la Sûreté de Moscou, dans un rapport, déclarait que la bourgeoisie évoluait vers la droite par " appréhension d'excès révolutionnaires qui se produiraient après la guerre " ; au cours des hostilités, on le voit, la révolution était encore considérée comme improbable. Ce qui alarmait en outre les industriels, c'était que " certains dirigeants des Comités des Industries de Guerre fussent en coquetterie avec le prolétariat ". En conclusion, le colonel de gendarmerie Martynov, qui, de par sa profession, n'avait pas lu sans fruit la littérature marxiste, déclarait qu'une certaine amélioration de la situation politique était due à " une différenciation sans cesse accentuée des classes sociales, qui décelait de vives contradictions d'intérêts particulièrement senties dans la période que l'on traversait ".

L'ajournement de la Douma, en septembre 1915, fut un défi lancé directement à la bourgeoisie, et non point aux ouvriers. Mais, tandis que les libéraux se dispersaient en criant (à vrai dire sans grand enthousiasme) " hourra pour le tsar ", les ouvriers de Pétrograd et de Moscou répliquèrent par des grèves de protestation. Ce fut une nouvelle douche froide pour les libéraux : ils craignaient plus que tout l'intervention indésirable de tiers dans leur duo de famille avec la monarchie. Cependant, qu'allaient-ils faire ensuite ? Sous les légers grognements de son aile gauche, le libéralisme arrêta son choix sur une recette éprouvée : rester exclusivement sur le terrain de la légalité et rendre la bureaucratie " en quelque sorte inutile " en assumant les fonctions patriotiques. Il fallut en tout cas laisser de côté la liste du ministère libéral qu'on avait projetée.

Entre-temps, la situation s'aggravait automatiquement. En mai 1916, la Douma fut de nouveau convoquée, mais personne, à proprement parler, ne savait à quoi bon. De toute façon, la Douma n'avait nullement l'intention de lancer un appel à la révolution. En outre, elle n'avait rien à dire. " Au cours de cette session — dit

Rodzianko dans ses Mémoires — les séances furent languissantes, les députés peu assidus... La lutte continuelle semblait infructueuse, le gouvernement ne voulait rien entendre, le désarroi allait grandissant, et le pays courait à sa perte. " L'épouvante de la bourgeoisie devant la révolution et son impuissance à défaut de révolution, assurèrent à la monarchie, pendant l'année 1916, quelque semblant d'appui social.

Vers l'automne, la situation s'aggrava encore. Il devenait évident que la guerre ne laissait plus d'espoir ; l'indignation des masses populaires menaçait à tout instant de déborder. Tout en attaquant, comme auparavant, le parti de la Cour, en l'accusant de " germanophilie ", les libéraux estimaient indispensable de sonder pour voir s'il n'y avait pas des chances de paix, car ils préparaient leur lendemain. C'est seulement ainsi que l'on s'explique les pourparlers qui eurent lieu à Stockholm, dans l'automne de 1916, entre le député Protopopov, un des leaders du bloc progressiste, et le diplomate allemand Warburg.

La délégation de la Douma qui se rendit, en visites amicales, chez les Français et les Anglais put, sans difficulté, constater à Paris et à Londres, que les chers Alliés avaient, pour le temps de guerre, l'intention d'exprimer de la Russie toutes ses forces vives, puis, après la victoire, de faire de ce pays arriéré le champ principal de leur exploitation économique. La Russie brisée et prise en remorque par l'Entente victorieuse n'eût plus été qu'une colonie. Les classes possédantes de Russie n'avaient plus autre chose à faire que de tenter de se débarrasser des embrassements trop serrés de l'Entente et de trouver leur propre voie vers la paix en utilisant l'antagonisme de deux formidables adversaires. L'entrevue que le président de la délégation de la Douma eut avec le diplomate allemand, en tant que premier pas dans cette voie, signifiait aussi une menace aux Alliés, visant à obtenir des concessions, et un effort de sondage pour reconnaître les possibilités effectives de rapprochement avec l'Allemagne. Protopopov agissait d'accord non seulement avec la diplomatie du tsar (l'entrevue eut lieu en présence de l'ambassadeur de Russie en Suède), mais avec toute la délégation de la Douma d'État.

Entre autres buts, en effectuant cette reconnaissance, les libéraux avaient, pour l'intérieur, des visées qui n'étaient pas de petite importance : fie-toi à nous, auraient-ils dit au tsar, et nous t'arrangerons une paix séparée, meilleure et plus sûre que celle de Stürmer. D'après le plan de Protopopov, c'est-à-dire de ses inspirateurs, le gouvernement russe devait avertir les Alliés, " quelques mois d'avance ", de la nécessité où il se trouvait de mettre fin à la guerre, et, si les Alliés refusaient d'engager des pourparlers de paix, la Russie devait conclure une paix séparée avec l'Allemagne. Dans une confession écrite après la révolution, Protopopov dit, comme d'une chose qui s'entend tout naturellement : " Tout ce qu'il y avait de gens raisonnables en Russie, et, dans ce nombre, presque tous les leaders du parti de " la

liberté du peuple " (cadets) étaient persuadés que la Russie n'était plus en état de poursuivre la guerre. "

Le tsar, à qui Protopopov, dès son retour, fit un rapport sur son voyage et sur les pourparlers, accueillit l'idée d'une paix séparée en toute sympathie. Mais il ne voyait aucune raison d'associer à cette affaire les libéraux. Si Protopopov lui-même, par un pur hasard, fut admis dans la camarilla du Palais, rompant avec le bloc progressiste, cela s'explique uniquement par le caractère de ce fat qui s'éprit, selon sa propre expression, du tsar et de la tsarine en même temps qu'il s'enamourait d'un portefeuille inespéré de ministre de l'Intérieur. Mais que Protopopov ait trahi le libéralisme, c'est un épisode qui ne modifie absolument en rien le sens général de la politique extérieure des libéraux, combinaison de cupidité, de lâcheté et de félonie.

Le 1er novembre, la Douma se réunit à nouveau. La surexcitation du pays avait atteint un degré intolérable. On attendait de la Douma des actes décisifs. Il fallait faire ou, du moins, dire quelque chose. Le bloc progressiste se trouva contraint encore une fois de recourir à des dénonciations parlementaires. Énumérant à la tribune les principaux actes du gouvernement, Milioukov, à chaque point, posait cette question : " Est-ce là de la sottise ou bien une trahison? " D'autres députés haussèrent également le ton. Le gouvernement ne trouva presque point de répondants pour lui. Il répliqua à sa manière : il interdit l'impression des discours prononcés à la Douma. En conséquence, ces discours furent répandus par millions d'exemplaires. Il n'y eut pas un service public, non seulement à l'arrière, mais au front, où l'on ne s'occupât de recopier les harangues séditieuses, fréquemment avec des additions qui correspondaient au tempérament du copiste. Le retentissement des débats fut tel que les accusateurs eux-mêmes en frissonnèrent.

Le groupe d'extrême-droite, celui des bureaucrates invétérés qu'inspirait Dournovo, l'homme qui avait réprimé la Révolution de 1905, présenta alors au tsar un placet comportant un programme. Les vues de ces dignitaires expérimentés, qui avaient passé par la sérieuse école policière, portaient assez juste et assez loin, et si leurs ordonnances s'avérèrent inutilisables, c'est que nul remède n'existait contre les maladies de l'ancien régime. Les auteurs du placet se prononçaient contre toutes concessions à l'opposition bourgeoise — non point, pensaient-ils, que les libéraux désirassent pousser trop loin leurs revendications, comme l'imaginaient les Cent-Noirs de bas étage que les dignitaires de la réaction considéraient du haut de leur grandeur, non point, mais le malheur était, d'après eux, que les libéraux fussent " si faibles, si divisés entre eux, et, pour parler franchement, si stupides que leur triomphe eût été aussi éphémère qu'instable ".

La faiblesse du principal des partis d'opposition, celui des constitutionnels-démocrates (cadets) était définie en termes propres : ce parti se disait démocratique bien qu'il fût essentiellement bourgeois ; se composant, dans une large mesure, de

propriétaires libéraux, il avait inscrit dans son programme l'obligation pour les paysans de racheter les terres. " Exception faite pour ces atouts empruntés au jeu d'autrui — écrivent les Conseillers secrets, usant d'un langage qui trahit leurs habitudes — les cadets ne sont rien de plus qu'une nombreuse agglomération d'avocats, professeurs et fonctionnaires de divers départements, tous libéraux : rien de plus. "

Il en est autrement des révolutionnaires. Le placet adressé au tsar reconnaît l'importance des partis révolutionnaires, et les auteurs ont dû grincer des dents en écrivant : " Le danger représenté par ces partis et leur force résident en ceci qu'ils ont une idée, qu'ils ont de l'argent (!), qu'ils ont pour eux une foule toute prête et bien organisée. " Les partis révolutionnaires " sont en droit de compter sur les sympathies de l'écrasante majorité de la classe paysanne qui suivra le prolétariat dès que les leaders révolutionnaires lui feront signe de s'emparer des terres d'autrui ", Que donnerait, dans ces conditions, l'établissement d'un ministère responsable devant le parlement? " Un écrasement complet et définitif des partis de droite, une absorption graduelle des partis intermédiaires (centre, conservateurs libéraux, octobristes et progressistes) par le parti des cadets qui, au début, prendrait une importance décisive. Mais les cadets seraient menacés de subir le même sort... Et ensuite? Ensuite viendrait la foule révolutionnaire, ce serait la Commune, la perte de la dynastie, le pillage des classes possédantes, puis enfin le brigandage du moujik. " On ne peut nier que la fureur réactionnaire et policière ne se soit élevée ici à d'originales prévisions historiques.

Le placet, dans son programme positif, n'avait rien de neuf, mais il était conséquent : constituer un gouvernement d'implacables partisans de l'autocratie ; abolir la Douma ; décréter l'état de siège dans les deux capitales : préparer des contingents pour l'écrasement de la révolte. Ce programme fut, en somme, la base de la politique gouvernementale durant les derniers mois qui précédèrent la révolution. Cependant, pour réussir, ce plan supposait des forces dont Dournovo avait disposé pendant l'hiver de 1905, mais qui n'existaient plus à l'automne 1916. La monarchie essaya donc d'étouffer le pays discrètement, en divisant les résistances. Le ministère fut remanié. L'on n'y mit que des gens " à soi ", indiscutablement dévoués au tsar et à la tsarine. Mais ces personnalités " à soi " et, à leur tête, le transfuge Protopopov, étaient insignifiantes et lamentables. La Douma ne fut point dissoute, mais on l'ajourna de nouveau. La déclaration de l'état de siège à Pétrograd fut réservée pour une date à laquelle la révolution aurait déjà remporté la victoire. Quant aux forces militaires préparées pour l'écrasement de la révolte, elles se trouvèrent entraînées elles-mêmes dans la sédition. Tout cela fut révélé deux ou trois mois plus tard.

Le libéralisme, pendant ce temps, faisait les derniers efforts pour sauver la situation. Toutes les organisations de la bourgeoisie censitaire appuyèrent les

discours d'opposition prononcés en novembre à la Douma par une série de nouvelles déclarations. De toutes, la plus insolente fut la résolution de l'Union des Villes, en date du 9 décembre : " Des criminels irresponsables, des scélérats, ménagent à la Russie la défaite, l'opprobre et l'esclavage. " La Douma d'État était invitée à " ne pas se séparer tant que l'on n'aurait pas obtenu un gouvernement responsable ", Le Conseil d'État lui-même, organe de la bureaucratie et de la grande propriété, se prononça pour un appel au pouvoir de personnalités jouissant de la confiance du pays. La même requête fut formulée par le Congrès de la Noblesse unifiée : des pierres couvertes de mousse se mettaient à parler. Mais rien ne changea. La monarchie ne lâchait point ce qui lui restait de pouvoir entre les mains.

La dernière session de la dernière Douma fut fixée, après des hésitations et des anicroches, au 14 février 1917. Jusqu'à la venue de la révolution, il restait moins de quinze jours. On s'attendait à des manifestations. Dans la *Rietch* (*La Parole*), organe des cadets, en même temps qu'un communiqué du général Khabalov, chef du corps d'armée de la région de Pétrograd, interdisant les manifestations, fut imprimée une lettre de Milioukov mettant en garde les ouvriers contre " les mauvais et dangereux conseils " venus de " sources obscures ". En dépit des grèves, la réouverture de la Douma eut lieu dans un calme relatif. Feignant de ne plus s'intéresser à la question du pouvoir, la Douma s'occupa d'un problème exclusivement pratique, quoique grave : celui du ravitaillement. L'atmosphère était languissante — comme l'a écrit plus tard Rodzianko — " on sentait l'impuissance de la Douma, sa lassitude dans une lutte inutile ", Milioukov répétait que le bloc progressiste " agirait par la parole et seulement par la parole ". C'est ainsi disposée que la Douma s'engagea dans le tourbillon de la Révolution de Février.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (Didier Fort).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

3 Le Prolétariat et les paysans

Le prolétariat russe a fait ses premiers pas dans les conditions politiques d'un État despotique. Grèves interdites par la loi, cercles clandestins, proclamations illégales, manifestations de rues, collisions avec la police et la troupe — telle fut l'école créée par la combinaison d'un capitalisme en rapide développement et d'un absolutisme qui cédait lentement ses positions. La concentration des ouvriers dans de gigantesques entreprises, le caractère également concentré de l'oppression exercée par l'État, enfin les poussées impulsives d'un prolétariat jeune et plein de fraîcheur, firent de la grève politique, si rare en Occident, la méthode essentielle de lutte en Russie. Les chiffres des grèves ouvrières depuis le début de ce siècle sont des indices des plus instructifs sur l'histoire politique de la Russie. Quelque désir que l'on ait de ne point encombrer le texte de chiffres, il est impossible de s'abstenir de citer les tableaux des grèves politiques en Russie pour la période de 1903 à 1917. Ces données, ramenées à leur plus simple expression, concernent seulement les entreprises qui étaient du ressort de l'inspection des fabriques : les chemins de fer, les industries minières et métallurgiques, divers métiers et, en général, les petites entreprises, sans parler, bien entendu, de l'agriculture, ne rentrent pas, pour différentes raisons, dans ce calcul. Cependant, la courbe du mouvement des grèves ne s'en dessine pas moins nettement.

Années	*Nombre de grévistes politiques (en milliers)*
1903	87 [1]
1904	25 [1]
1905	1843
1906	651
1907	540
1908	93
1909	8
1910	4
1911	8
1912	550
1913	502
1914 (premier semestre)	1059
1915	156
1916	310
1917 (janvier - février)	575

[1] Pour 1903 et 1904, la statistique se rapporte à toutes les grèves, dans lesquelles prédominaient sans aucun doute les grèves économiques.

Nous avons devant nous la courbe, unique en son genre, de la température politique d'une nation qui portait en son sein une grande révolution. Dans un pays arriéré où le prolétariat n'est pas nombreux — dans les entreprises subordonnées à l'inspection des fabriques — environ un million et demi d'ouvriers en 1905, environ deux millions en 1917 ! le mouvement de grève prend une ampleur qu'il n'avait jamais eue nulle part dans le monde. Compte tenu de la faiblesse de la démocratie petite-bourgeoise, de l'éparpillement et de la cécité politique du mouvement paysan, la grève révolutionnaire des ouvriers devient le bélier que la nation à son réveil dirige contre le rempart de l'absolutisme. Qu'il y ait eu 1 million 843 000 participants dans les grèves politiques pour la seule année 1905 (les ouvriers ayant participé à plusieurs grèves sont, bien entendu, comptés ici en tant que grévistes) ce chiffre seul nous permettrait d'indiquer du doigt sur le tableau l'année de la révolution, quand bien même nous ne saurions rien de plus des éphémérides politiques de la Russie.

Pour 1904, première année de la guerre russo-japonaise, l'inspection des

fabriques n'accusa au total que 25 000 grévistes. En 1904, les grèves politiques et économiques comptèrent ensemble 2 millions 863 000 participants, soit un chiffre 115 fois supérieur à celui de l'année précédente. Ce bond prodigieux suggère déjà que le prolétariat, forcé par la marche des événements d'improviser cette activité révolutionnaire inouïe, devait à tout prix tirer de son propre fonds une organisation qui correspondît à l'ampleur de la lutte et à l'immensité des tâches envisagées : ainsi naquirent les *soviets* (conseils) de la première révolution, qui devinrent les organes de la grève générale et de la lutte pour la conquête du pouvoir.

Brisé dans son insurrection de décembre 1905, le prolétariat fait des efforts héroïques pour conserver une partie des positions enlevées au cours des deux années suivantes, lesquelles, comme le montrent les chiffres des grèves, se rattachent encore de tout près à la révolution, tout en étant déjà des années de régression. Les quatre années suivantes (1908-1911) apparaissent dans le miroir de la statistique des grèves comme une période de contre-révolution victorieuse. La crise industrielle qui coïncide avec elle épuise encore davantage le prolétariat déjà saigné à blanc. La profondeur de la chute est symétrique à la hauteur de l'envolée antérieure. Les convulsions de la nation trouvent leur empreinte dans ces simples chiffres.

La vie industrielle se ranimant à partir de 1910 remet les ouvriers sur pied et donne une nouvelle impulsion à leur énergie. Les chiffres de 1912-1914 reproduisent presque les données de 1905-1907, mais en sens inverse : la tendance n'est plus à la chute, elle est à la montée. Sur de nouvelles bases historiques plus élevées — les ouvriers sont maintenant plus nombreux et ils ont plus d'expérience — une nouvelle offensive révolutionnaire se déclenche. Le premier semestre de 1914 se rapproche évidemment, quant à l'importance des grèves politiques, de l'année qui data le point culminant de la première révolution. Mais la guerre éclate et interrompt brutalement ce processus. Les premiers mois en sont marqués par l'inaction politique de la classe ouvrière. Cependant, dès le printemps de 1915, cette torpeur commence à se dissiper. Il s'ouvre un nouveau cycle de grèves politiques qui, en février 1917, aboutit à l'insurrection des ouvriers et des soldats.

Les brusques flux et reflux de la lutte des masses rendirent, en quelques années, le prolétariat russe presque méconnaissable. Des usines qui, deux ou trois ans auparavant, s'étaient mises en grève, d'un accord unanime, à propos d'un acte quelconque d'arbitraire policier, perdaient à présent toute apparence d'esprit révolutionnaire et laissaient passer sans protestation les crimes les plus monstrueux des autorités. Les grandes défaites sont décourageantes pour longtemps. Les éléments révolutionnaires perdent leur pouvoir sur la masse. Dans la conscience de celle-ci remontent en surface des préjugés et des superstitions mal cuvés. Les nouveaux venus des campagnes, masses ignorantes, délaient pendant ce temps les

rangs ouvriers. Les sceptiques hochent la tête ironiquement. Il en fut ainsi de 1907 à 1911. Mais les processus moléculaires dans les masses guérissent les plaies psychiques causées par les défaites. Un nouveau tournant des événements ou bien une sourde poussée économique inaugurent un nouveau cycle politique. Les éléments révolutionnaires retrouvent leur auditoire. La lutte reprend à un degré plus élevé.

Pour comprendre les deux principaux courants dans la classe ouvrière de Russie, il est important de considérer que le menchévisme s'est définitivement formé pendant les années de réaction et de régression, s'appuyant principalement sur une mince couche d'ouvriers qui avaient rompu avec la révolution ; tandis que le bolchévisme, terriblement écrasé durant la période de réaction, monta rapidement, au cours des années qui précédèrent la guerre, à la crête du nouveau flux révolutionnaire. " L'élément le plus énergique, le plus allègre, le plus capable de lutter infatigablement, de résister et de s'organiser constamment, se trouve dans les groupements et les individus qui se concentrent autour de Lénine... " C'est ainsi que le département de la Police appréciait le travail des bolchéviks, dans les années qui précédèrent la guerre.

En juillet 1914, lorsque les diplomates plantaient leurs derniers clous dans la croix sur laquelle devait être crucifiée l'Europe, Pétrograd était en pleine ébullition révolutionnaire. Le président de la République française, Poincaré, quand il vint déposer une couronne sur le tombeau d'Alexandre III, dut entendre les derniers échos d'une bataille de rue avec les premiers éclats des manifestations patriotiques.

Le mouvement d'offensive des masses en 1912-1914 aurait-il amené le renversement du tsarisme si la guerre ne s'était pas intercalée? Il n'est guère possible de répondre à cette question en toute certitude. Le processus conduisait inéluctablement à la révolution. Mais par quelles étapes, en ce cas, aurait-on dû passer ? Ne courait-on point à quelque nouvelle défaite ? Combien de temps aurait-il fallu aux ouvriers pour soulever les paysans et conquérir l'armée? Dans toutes ces directions, l'on ne peut que conjecturer. La guerre, en tout cas, fit d'abord rétrograder le processus pour l'accélérer d'autant plus puissamment dans la phase suivante et lui assurer une écrasante victoire.

Aux premiers roulements du tambour, le mouvement révolutionnaire fut suspendu. Les couches ouvrières plus actives se trouvèrent mobilisées. Les éléments révolutionnaires enlevés aux usines furent jetés sur le front. Les grèves étaient châtiées rigoureusement. La presse ouvrière fut balayée. Les syndicats furent étouffés. On embaucha dans les ateliers, par centaines de mille, des femmes, des adolescents, des paysans. Politiquement, la guerre, en connexion avec l'effondrement de l'Intemationale, désorienta extraordinairement les masses et donna aux directeurs d'usines qui relevaient la tête la possibilité de parler un langage

patriotique au nom de leurs entreprises, entraînant à leur suite une partie considérable de la main-d'œuvre et contraignant à un silence expectant les ouvriers les plus hardis et résolus. La pensée révolutionnaire fut mise en veilleuse dans de petits cercles devenus silencieux. En ce temps-là, nul ne se risquait, dans les usines, à se dire " bolchévik ", de crainte d'être arrêté ou même brutalisé par des ouvriers arriérés.

A la Douma, la fraction bolcheviste, dont l'effectif était faible, ne se montra pas, au moment où éclata la guerre, à la hauteur de sa tâche. En accord avec les députés menchéviks, elle déposa une motion déclarant qu'elle s'engageait à " défendre les biens culturels du peuple contre toutes atteintes, d'où qu'elles vinssent ". La Douma souligna par des applaudissements cette reddition. De toutes les organisations et groupes russes du parti, pas un ne prit ouvertement la position défaitiste que Lénine proclama à 1'étranger. Cependant, la proportion des patriotes parmi les bolchéviks s'avéra insignifiante. En contrepartie des populistes et des menchéviks, les bolchéviks, dès 1914, commencèrent à développer dans les masses, par la presse et la parole, leur agitation contre la guerre. Les députés à la Douma revinrent bientôt de leur effarement et reprirent leur travail révolutionnaire sur lequel les autorités étaient informées de très près, grâce aux ramifications de leurs services de provocateurs. Il suffit de dire que, sur sept membres du comité du parti, à Pétersbourg, à la veille de la guerre, trois étaient des agents de la Sûreté (*Okhrana*). C'est ainsi que le tsarisme jouait à colin-maillard avec la révolution.

En novembre, les députés bolchéviks furent arrêtés. L'on entreprit de détruire le parti dans toute l'étendue du pays. En février 1915, l'affaire de la fraction parlementaire fut entendue au Palais de Justice. Les accusés se tinrent sur la réserve. Kaménev, comme théoricien inspirateur de la fraction, désavouait la position défaitiste de Lénine, de même que Pétrovsky, actuellement président du Comité exécutif central en Ukraine. Le département de la police nota avec satisfaction que la sévère sentence rapportée contre les députés n'avait donné lieu à aucun mouvement protestataire chez les ouvriers.

Il semblait que la guerre eût escamoté la classe ouvrière. Il en fut ainsi dans une considérable mesure : à Pétrograd, les effectifs de la main-d'œuvre furent renouvelés dans la proportion de presque 40 %. La continuité révolutionnaire était brutalement coupée. Ce qui avait existé avant la guerre, en particulier la fraction bolchéviste à la Douma, fut soudain rejeté dans le passé et sombra presque dans l'oubli. Mais sous les apparences fallacieuses de l'apaisement, du patriotisme, voire d'un certain monarchisme, se formaient les états d'âme propres à une nouvelle explosion.

En août 1915, les ministres du tsar se communiquaient entre eux que les ouvriers " cherchaient partout à déceler la trahison, des intelligences avec les

Allemands, du sabotage au profit de ceux-ci et qu'ils se complaisaient à s'enquérir des coupables de nos revers sur le front ". Effectivement, en cette période, le sens critique de la masse se réveillait et, partiellement sincère, partiellement camouflé, se réclamait assez souvent de " la défense de la patrie. " Mais cette idée ne marquait qu'un point de départ. Le mécontentement des ouvriers procède alors à des percées de plus en plus profondes, réduisant au silence les contremaîtres, les Cent-Noirs de leur milieu, et permettant aux travailleurs bolchéviks de relever la tête.

De la critique, les masses en viennent à l'action. L'indignation trouve, avant tout, une issue dans les troubles causés par l'insuffisance du ravitaillement, lesquels, çà et là, prennent la forme d'émeutes locales. Femmes, vieillards, adolescents se sentent, au marché ou sur la place publique, plus indépendants et plus hardis que les ouvriers mobilisés dans les usines. A Moscou, le mouvement, au mois de mai, dérive en saccage des maisons allemandes. Bien que les participants soient principalement du rebut de la population urbaine que patronne la police, le fait que le pogrome soit possible dans Moscou industrielle prouve que les ouvriers ne s'étaient pas encore réveillés au point d'imposer leurs mots d'ordre et leur discipline aux petites gens des villes, sortis de leur équilibre. En se répandant dans tout le pays, les troubles au sujet de l'approvisionnement dissipent l'hypnose de la guerre et fraient aux grèves leur chemin.

L'afflux d'une main-d'œuvre peu qualifiée dans les usines et la course effrénée aux bénéfices de guerre entraînèrent, de tous côtés, une aggravation des conditions de travail et ressuscitèrent les procédés d'exploitation les plus grossiers. La hausse du coût de la vie réduisait automatiquement la valeur des salaires. Les grèves économiques furent l'inévitable réflexe de la masse, d'autant plus violent qu'il avait été plus longtemps contenu. Les grèves s'accompagnèrent de meetings, de motions d'ordre politique, de collisions avec la police, fréquemment de coups de feu, et il y eut des victimes.

La lutte gagne d'abord la région centrale du textile. Le 5 juin, la police tire une salve sur les tisserands à Kostroma : 4 morts, 9 blessés. Le 10 août, des troupes ouvrent une fusillade sur les ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk : 16 morts, 30 blessés. Dans le mouvement des ouvriers du textile sont compromis des soldats du bataillon garnisonné en cet endroit. Des grèves de protestation répondent, en divers points du pays, aux fusillades d'Ivanovo-Voznessensk. Parallèlement se répand la lutte économique. Les ouvriers du textile marchent souvent dans les premiers rangs.

En comparaison avec le premier semestre de 1914, le mouvement, quant à la violence de la pression et à la netteté des mots d'ordre, marque un grand recul. Ce n'est pas étonnant : dans la lutte sont entraînées, pour une part considérable, des masses incultes, alors que les couches ouvrières dirigeantes sont en complet désarroi. Néanmoins, dès les premières grèves du temps de guerre, on sent

l'imminence de grandes batailles. Khvostov, ministre de la Justice, déclarait, le 16 août : " Si les ouvriers ne se livrent pas en ce moment à des manifestations armées, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas d'organisation. " Gorémykine s'exprima d'une façon encore plus précise : " La question, pour les meneurs d'ouvriers, réside en l'insuffisance d'une organisation disloquée à la suite de l'arrestation de cinq membres de la Douma. " Le ministre de l'Intérieur ajouta : " Il est impossible d'amnistier les membres de la Douma (les bolchéviks), car ils constituent le centre d'organisation du mouvement ouvrier dans ses manifestations les plus dangereuses. " Ces gens-là, en tout cas, savaient discerner sans erreur où se trouvait le véritable ennemi.

Tandis que le Cabinet, même à un moment d'extrême affolement, même tout disposé à faire des concessions libérales, estimait indispensable de continuer à frapper la révolution ouvrière à la tête, c'est-à-dire de frapper les bolchéviks, la haute bourgeoisie s'efforçait d'entrer en collaboration avec les menchéviks. Épouvantés par l'ampleur des grèves, les industriels libéraux tentèrent d'imposer aux ouvriers une discipline patriotique en admettant leurs élus dans les Comités des Industries de guerre. Le ministre de l'Intérieur se plaignait de ne pouvoir s'opposer que très difficilement à cette initiative de Goutchkov : " Toute cette affaire est présentée sous l'enseigne du patriotisme et au nom des intérêts de la défense. " Il faut cependant noter que la police même évitait d'arrêter les social-patriotes, voyant en eux des alliés indirects dans la lutte contre les grèves et les " excès " révolutionnaires. Sur une confiance exagérée en la force du socialisme patriotique se basait la conviction de la Sûreté qu'aussi longtemps que durerait la guerre il n'y aurait pas d'insurrection.

Lors des élections au Comité des Industries de guerre, les partisans de la défense nationale, à la tête desquels se trouva l'énergique Gvozdiev, ouvrier métallurgiste — nous le retrouverons ministre du Travail dans un gouvernement révolutionnaire de coalition — furent mis en minorité. Ils profitèrent cependant de divers appuis, venus non seulement de la bourgeoisie libérale, mais aussi de la bureaucratie, pour renverser les partisans du boycottage que guidaient les bolchéviks et imposer au prolétariat de Pétrograd une délégation dans les groupements organiques du patriotisme industriel. La position des menchéviks fut clairement formulée dans un discours qu'un de leurs représentants prononça par la suite devant les industriels, au sein du Comité : " Vous devez exiger que le pouvoir bureaucratique qui existe actuellement quitte la scène, cédant la place à vous autres, héritiers du régime présent. " Cette jeune amitié politique s'accroissait d'heure en heure. Au lendemain de la révolution, elle donnerait des fruits mûrs.

La guerre avait terriblement dévasté les organisations clandestines. Les bolcheviks n'eurent plus d'organisation centralisée du parti après l'arrestation de la

fraction parlementaire. Les comités n'avaient qu'une existence épisodique et n'étaient pas toujours en liaison avec les districts. L'action venait de groupes disséminés, de cercles, d'individus isolés. Cependant, le mouvement de grèves qui commençait à se ranimer leur donnait, dans les usines, de l'entrain et de la vigueur. Peu à peu, ils se retrouvaient entre eux, créant des liaisons entre groupes. Le travail reprit, clandestin. Au département de la Police, on écrivit plus tard : " Les partisans de Lénine, qui mènent en Russie la grande majorité des organisations social-démocrates clandestines, ont mis en circulation depuis le début de la guerre, dans leurs principaux centres (savoir : Pétrograd, Moscou, Kharkov, Kiev, Toula, Kostroma, le gouvernement de Vladimir, Samara), une quantité considérable de tracts révolutionnaires, réclamant la fin des hostilités, le renversement du pouvoir actuel et la proclamation de la république ; en outre, cette activité a eu pour résultat sensible 1'organisation par les ouvriers de grèves et de désordres. "

L'anniversaire traditionnel de la marche des ouvriers vers le Palais d'Hiver, qui n'a presque pas été remarqué l'année précédente, suscite une large grève le 9 janvier 1916. Le mouvement de grèves, cette année, devient deux fois plus intense. Des collisions avec la police accompagnent toute grève puissante et opiniâtre. A l'égard des troupes, les ouvriers ont une attitude manifestement amicale et la Sûreté note plus d'une fois ce fait alarmant.

Les industries de guerre s'enflaient démesurément, dévorant autour d'elles toutes les ressources et sapant ainsi leurs propres assises. Les branches de production de nature pacifique commencèrent à s'étioler. La réglementation de l'économie générale, en dépit de tous les plans, n'aboutit à rien. La bureaucratie, déjà incapable d'assumer cette tâche devant l'obstruction des puissants Comités d'Industries de guerre, ne consentait cependant pas à se dessaisir du rôle régulateur en faveur de la bourgeoisie. Le chaos s'accroissait. Les ouvriers expérimentés étaient remplacés par des novices. Les charbonnages, les usines et fabriques de Pologne se trouvèrent bientôt perdus : dans la première année de guerre, le pays fut dépossédé d'environ un cinquième de ses ressources industrielles. Jusqu'à 50 % de la production étaient affectés aux besoins de l'armée et de la guerre, dont à peu près 75 % des tissus fabriqués dans le pays. Les transports, surchargés de besogne, n'étaient pas en mesure de livrer aux usines les quantités indispensables de combustibles et de matières premières. Non seulement la guerre absorbait tout le revenu national courant, mais elle commença à dissiper sérieusement le capital fondamental du pays.

Les industriels se refusaient de plus en plus à faire des concessions aux ouvriers et le gouvernement continuait à répondre à chaque grève par une rigoureuse répression. Tout cela portait la pensée ouvrière du particulier au général, de l'économique à la politique : " Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps. "

Ainsi renaît l'idée d'une grève générale. Le processus de la radicalisation des masses est exprimé de la façon la plus convaincante par la statistique. En 1915, le chiffre des participants aux grèves politiques est de 2,5 inférieur à celui des ouvriers engagés dans des conflits économiques ; en 1916, infériorité exprimée par le chiffre 2 ; au cours des deux premiers mois de 1917, les grèves politiques englobèrent six fois plus d'ouvriers que les grèves économiques. Le rôle de Pétrograd est suffisamment indiqué par un chiffre : pendant des années de guerre, 72 % des grévistes politiques appartiennent à la capitale !

Dans le feu de la lutte, bien des vieilles croyances sont consumées. La Sûreté déclare " avec douleur ", dans un rapport, que si l'on réagissait conformément aux exigences de la loi, " dans toutes les occasions où se produisent insolemment et ouvertement des crimes de lèse-majesté, le nombre des procès basés sur l'article 103 serait sans précédent ". Cependant, la conscience des masses retarde sur leur propre mouvement. La terrible pression de la guerre et du désarroi accélère tellement le processus de la lutte que les larges masses ouvrières n'ont pas le temps de se défaire, avant la révolution, de bien des idées et des préjugés apportés des campagnes ou bien, dans les villes, des familles petites-bourgeoises. Ce fait mettra son empreinte sur les premiers mois de la Révolution de Février.

Vers la fin de 1916, le coût de la vie s'élève par bonds. A l'inflation et à la désorganisation des transports, s'ajoute une véritable pénurie de marchandises. La consommation, vers cette date, s'est réduite de plus de moitié. La courbe du mouvement ouvrier dessine une montée brusque. A dater d'octobre, la lutte entre dans une phase décisive, unifiant toutes les variétés de mécontentement : Pétrograd prend son élan pour le grand saut de Février. Dans les usines déferlent les meetings. Sujets traités : les approvisionnements, la vie chère, la guerre, le gouvernement. Les tracts des bolchéviks sont diffusés. Des grèves politiques se déclarent. A la sortie des usines ont lieu des manifestations improvisées. Il arrive que les ouvriers de certaines entreprises fraternisent avec les soldats. Une violente grève éclate, en protestation contre le procès fait aux matelots révolutionnaires de la flotte balte. L'ambassadeur de France, informé d'un cas de fusillade ouverte par des soldats sur la police, attire l'attention de Stürmer, président du Conseil, sur cet incident. Stürmer rassure l'ambassadeur : " La répression sera impitoyable. " En novembre, un important contingent d'ouvriers mobilisables est prélevé sur les usines de Pétrograd et envoyé au front. L'année s'achève dans l'orage et la tempête.

Comparant la situation avec celle de 1905, Vassiliev, directeur du département de la Police, arrive à des conclusions extrêmement peu consolantes. " L'esprit d'opposition a gagné dans des proportions exceptionnelles, qu'il était fort loin d'atteindre, parmi les larges masses, au cours de la période de troubles ci-dessus mentionnée. " Vassiliev ne compte pas sur les garnisons. Et même les gardes

mobiles ne lui semblent pas tout à fait sûrs. La Sûreté rapporte que le mot d'ordre de la grève générale se ranime et qu'il y a danger d'une reprise de terrorisme. Des soldats et des officiers qui reviennent du front disent de la situation actuelle : " A quoi bon chercher ? Il ne reste qu'à passer au fil de la baïonnette tel coquin. Si nous séjournions ici, ce ne serait pas long... "

Chliapnikov, membre du Comité central des bolchéviks, ancien ouvrier métallurgiste, raconte qu'en ces jours-là les ouvriers étaient très nerveux : " Il suffisait parfois d'un coup de sifflet, d'une rumeur, pour que les ouvriers crussent entendre le signal de débrayer. " Ce détail est aussi remarquable comme symptôme politique que comme trait psychologique : la révolution attend nerveusement de descendre dans la rue.

La province passe par les mêmes étapes, mais plus lentement. La massiveté et la combativité croissantes du mouvement transfèrent le centre de gravité des ouvriers du textile à ceux de la métallurgie, des grèves économiques aux grèves politiques, de la province à Pétrograd. Au cours des deux premiers mois de 1917, on compte 575 000 grévistes politiques, dont la part du lion revient à la capitale. Bien que la police eût encore sévi rigoureusement la veille du 9 janvier, il y eut, pour cet anniversaire de la journée sanglante, 150 000 ouvriers en grève à Pétrograd. Les esprits sont surexcités, les métallos ont pris les devants, les ouvriers sentent de plus en plus qu'il n'y a pas de retraite possible. Dans chaque usine se détache un noyau d'action, le plus souvent aggloméré autour des bolchéviks. Les grèves et les meetings se suivent sans interruption durant les deux premières semaines de février. Le 8, à l'usine Poutilov, les policiers sont accueillis par " une grêle de ferraille et de scories ". Le 14, jour de l'ouverture de la Douma, il y eut à Pétrograd environ 90 000 grévistes. Plusieurs entreprises fermèrent aussi à Moscou. Le 16, les autorités décidèrent d'introduire à Pétrograd les " cartes de pain ". Cette innovation accrut la nervosité. Le 19, près des boutiques d'approvisionnement, des attroupements se formèrent, composés surtout de femmes, et tous réclamaient du pain. Le lendemain, dans certains quartiers de la ville, on saccagea des boulangeries. Ce furent les éclairs précurseurs de l'insurrection qui devait éclater quelques jours plus tard.

Le prolétariat russe ne puisait pas seulement en lui-même son audace révolutionnaire. Sa situation de minorité dans la nation montre déjà qu'il n'aurait pu donner à sa lutte une telle ampleur, ni, à plus forte raison, prendre la tête de l'État, s'il n'avait trouvé un puissant appui au plus épais des masses populaires. C'est la question agraire qui lui assura ce soutien.

La tardive demi-émancipation des paysans, en 1861, porta sur une économie rurale dont le niveau n'était guère différent de celui qui avait existé deux siècles auparavant. Le maintien de l'ancien fonds de terres communales, frauduleusement écorné lors de la réforme, avec des méthodes de culture tout archaïques, aggravait automatiquement la crise de surpopulation dans les campagnes, qui était aussi la crise du système des assolements triennaux. La classe paysanne se sentait d'autant plus prise au piège que le processus se déroulait non point au XVIIe siècle, mais au XIXe, c'est-à-dire dans des conditions où le rôle de l'argent dans l'économie était déjà très avancé, imposant au primitif soc de bois des exigences qui n'eussent guère été admissibles que pour des tracteurs. Encore ici nous constatons la coïncidence de degrés inégaux du processus historique — en suite de quoi s'affirment des contradictions extrêmement aiguës.

De savants agronomes et économistes prêchaient que les fonds de terre, à condition de les travailler rationnellement, auraient été parfaitement suffisants, c'est-à-dire qu'ils invitaient le paysan à gagner d'un seul bond un degré supérieur de technique et de culture, sans contrarier le propriétaire noble, ni le chef de police ni le tsar. Mais aucun régime économique, et moins encore un régime agricole, de tous le plus arriéré, n'a jamais cédé le terrain sans avoir d'abord épuisé toutes ses possibilités. Avant de se voir forcé d'adopter des méthodes de culture plus intensive, le paysan devait se livrer à une dernière expérience : il allait tenter d'élargir son exploitation par assolements triennaux. Il ne pouvait évidemment y parvenir qu'en s'emparant de terres qui ne lui appartenaient pas. Étouffant, se sentant à l'étroit sur les vastes espaces qu'il occupait, étrillé par le fisc et par le marché, le moujik devait inévitablement essayer d'en finir une fois pour toutes avec le propriétaire noble.

A la veille de la première révolution, la superficie globale des terres utilisables, dans les limites de la Russie d'Europe, était estimée à 280 millions de déciatines. Environ 140 millions constituaient les lots des communes paysannes ; plus de 5 millions étaient des apanages ; l'Église et les monastères détenaient à peu près 2 millions 500 000 déciatines. La propriété privée, représentée par 30 000 gros possédants qui occupaient chacun plus de 500 déciatines, constituait 70 millions de déciatines, c'est-à-dire une superficie telle qu'en possédaient, en chiffre rond, 10 millions de familles rurales. Cette statistique agraire représentait le programme tout fait d'une guerre paysanne.

La première révolution ne réussit pas à régler leur compte aux propriétaires nobles. La masse rurale ne s'était pas soulevée tout entière, le mouvement dans les campagnes ne coïncida pas avec celui des villes, l'armée, composée de paysans, n'osait se décider et, finalement, fournit des effectifs suffisants pour l'écrasement des ouvriers. Dès que le régiment Séménovsky, de la Garde impériale, eut pris

l'avantage sur l'insurrection de Moscou, la monarchie rejeta toute idée de prélèvement sur la grande propriété, ou de réduction de ses privilèges autocratiques.

Cependant, la révolution brisée était loin d'avoir passé sans laisser de traces dans la vie des campagnes. Le gouvernement annula les créances de 1861 au titre de rachat des terres par les paysans et ouvrit de nouvelles possibilités d'immigration en Sibérie. Les propriétaires, effrayés, n'accordèrent pas seulement d'importants rabais sur les loyers de fermage mais s'empressèrent de vendre par lots leurs latifundia. Ces résultats de la révolution furent au profit des paysans les plus cossus qui étaient en état de prendre à ferme et d'acheter des terres domaniales.

La plus grande latitude pour la formation, dans la classe paysanne, d'une catégorie de fermiers capitalistes fut, toutefois, octroyée par la loi du 9 novembre 1906, principale réforme de la contre-révolution victorieuse. Accordant même à une toute petite minorité de paysans, dans n'importe quelle commune, le droit de prélever, contre la volonté de la majorité, un lot indépendant sur les terres communales, la loi du 9 novembre tombait comme un obus lancé du camp capitaliste contre la commune. Stolypine, président du Conseil, définissait la nouvelle politique du gouvernement dans la question agraire comme " une mise sur les plus forts ". Ce qui signifiait : pousser la catégorie supérieure des paysans à mettre la main sur les terres de la communauté par l'achat de lotissements " rendus autonomes " et transformer ainsi les nouveaux fermiers capitalistes en soutiens du régime. Il était plus facile de poser ce problème que de le résoudre. En essayant de substituer à la question agraire celle du sort des *koulaks* (paysans riches), la contre-révolution devait se rompre le cou.

Au 1er janvier 1916, 2 millions 500 000 cultivateurs avaient fait leur propriété privée de 17 millions de déciatines. Deux autres millions réclamaient qu'on leur cédât 14 millions de déciatines. Cela pouvait passer pour un formidable succès de la réforme. Mais, en majorité, les exploitations détachées des communes étaient totalement dépourvues de vitalité et ne représentaient que des éléments voués à la sélection naturelle. Alors que les propriétaires les plus arriérés et les paysans de condition modeste vendaient à qui mieux mieux — les uns leurs latifundia, les autres des arpents de terre, les acheteurs venaient principalement de la nouvelle bourgeoisie rurale. L'économie agricole entra dans une phase d'indubitable essor capitaliste. L'exportation des produits de la terre russe augmenta, passant en cinq ans (de 1908 à 1912) de 1 milliard de roubles à 1 milliard et demi. Cela signifiait que les larges masses paysannes se prolétarisaient tandis que les éléments riches de la campagne jetaient sur le marché des quantités de blé toujours plus grandes.

Aux attaches obligatoires du régime communal dans les villages se substituait rapidement la coopération volontaire qui réussit, en quelques années, à pénétrer d'une façon relativement profonde les masses paysannes et qui devint aussitôt

l'objet d'une idéalisation libérale et démocratique. La force réelle, dans la coopération, n'appartenait pourtant qu'aux paysans riches, lesquels, en fin de compte, en profitaient. Les intellectuels populistes, qui avaient concentré sur la coopération paysanne leurs forces principales, aiguillèrent enfin leur amour du peuple vers les rails résistants de la bourgeoisie. C'est ainsi, en particulier, que se prépara le bloc du parti socialiste-révolutionnaire " anti-capitaliste " avec le parti cadet qui était, par excellence, celui du capitalisme.

Le libéralisme, tout en gardant des apparences d'opposition à l'égard de la politique agraire de la réaction, considérait pourtant avec grand espoir la destruction de la commune rurale entreprise par le capitalisme. " Dans les campagnes — écrivait un libéral, le prince Troubetskoï — se forme une puissante petite bourgeoisie qui, par sa nature, par sa structure, est également étrangère aux idéaux de la noblesse unifiée et aux rêveries socialistes. "

Mais cette merveilleuse médaille avait son revers. De la commune rurale se détachaient non seulement " une puissante petite bourgeoisie " mais aussi son extrême opposé, ses antipodes. Le nombre des paysans qui avaient vendu leurs lots non viables s'était élevé, au début de la guerre, jusqu'au million, ce qui signifiait au moins cinq million d'habitants prolétarisés. Comme réserve d'explosifs assez puissants, il existait aussi des millions de paysans pauvres qui n'avaient plus autre chose à faire que de se tenir sur leurs lotissements de famine. Par suite, dans la classe paysanne, se reproduisirent les contradictions qui avaient, de si bonne heure, entravé en Russie le développement de la société bourgeoise dans son ensemble. La nouvelle bourgeoisie rurale, qui devait constituer l'appui des propriétaires plus anciens et plus puissants, se trouvait en état d'hostilité déclarée à l'égard des masses paysannes, tout autant que les anciens propriétaires à l'égard du peuple pris en bloc.

Avant de devenir un soutien de l'ordre, la bourgeoisie rurale avait elle-même besoin d'un ordre fortement établi pour se maintenir sur les positions conquises. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la question agraire, dans toutes les Doumas d'Empire, ait conservé son acuité. Tous sentaient que le dernier mot n'avait pas été dit. Pétritchenko, député paysan, déclara un jour du haut de la tribune de la Douma : " Vous pourrez poursuivre vos débats tant que vous voudrez, vous ne réussirez pas à créer un autre globe terrestre. Il faudra donc bien que vous nous cédiez la terre sur laquelle nous sommes. " Or, ce paysan n'était ni bolchévik, ni socialiste-révolutionnaire ; loin de là, c'était un député de droite, un monarchiste.

Le mouvement agraire, qui, vers la fin de 1907, s'était apaisé, de même que la montée des grèves ouvrières, se réveille partiellement dès 1908 et se renforce dans le courant des années suivantes. Il est vrai que la lutte se transfère, pour une bonne part, à l'intérieur de la vie communale : et c'est en quoi consistait le calcul politique de la réaction. Les collisions entre paysans armés ne sont pas rares à l'occasion des

partages de terres communales. Mais la lutte contre le propriétaire noble n'a point de relâche. Les ruraux s'acharnent à incendier des manoirs seigneuriaux, des moissons, des meules de paille, sans épargner en chemin les paysans riches qui ont fait leur nid à part contre la volonté des communes.

Les campagnes en étaient là quand survint la guerre. Le gouvernement expédia au front environ 10 millions de cultivateurs et près de 2 millions de chevaux. Les entreprises agricoles, déjà faibles, furent encore plus débilitées. Le nombre de ceux qui n'avaient pas de champs à ensemencer augmenta. Mais, dès la deuxième année de guerre, les paysans de condition moyenne descendirent la pente à leur tour. L'aversion croissante du paysan pour la guerre s'affirmait de mois en mois. En octobre 1916, la direction de la gendarmerie de Pétrograd rapportait que, dans les campagnes, on ne croyait déjà plus à une heureuse issue des hostilités : d'après les propos tenus par les agents d'assurances, les maîtres d'école, les commerçants et autres personnes, " tout le monde attend avec la dernière impatience la fin de cette guerre maudite ". Bien plus : " Partout, on discute de questions politiques, on vote des résolutions contre les propriétaires nobles et les marchands ; diverses organisations créent des cellules... Pour l'instant, il n'existe pas encore de centre unitaire, mais il faut penser que les paysans trouveront leur unité par l'intermédiaire des coopératives qui se multiplient d'heure en heure par toute la Russie. " Il y a là quelques exagérations, le gendarme anticipe un peu sur les faits, mais, sans aucun doute, il a raison pour l'essentiel.

Les classes possédantes ne pouvaient s'abstenir de prévoir que les campagnes présenteraient la facture, mais tâchaient de chasser les idées noires, espérant se tirer d'affaire de quelque façon. A ce sujet, Paléologue, ambassadeur de France, qui aimait à s'instruire, eut des conversations, en temps de guerre, avec Krivochéine, ancien ministre de l'Agriculture, avec Kokovtsev, ancien président du Conseil, avec le comte Bobrinsky, grand propriétaire, avec Rodzianko, président de la Douma d'Empire, avec le grand industriel Poutilov et avec d'autres personnages distingués. Voici ce qu'il tira de ces entretiens : pour que l'on puisse appliquer une réforme radicale dans la question agraire, il faudrait employer une armée permanente de 300 000 arpenteurs durant au moins quinze ans ; mais, pendant ce temps, le nombre des exploitations agricoles se serait élevé à 30 millions et, par conséquent, tous les calculs préliminaires n'auraient plus aucune valeur. Ainsi, la réforme agraire, aux yeux des propriétaires nobles, des hauts dignitaires et des banquiers, se présentait comme la quadrature du cercle. Inutile de dire que de tels scrupules de mathématiciens étaient totalement étrangers à la mentalité du moujik. Le paysan estimait qu'il faudrait avant tout enfumer le seigneur : pour le reste, on verrait.

Si, toutefois, les campagnes restèrent relativement calmes pendant les années de guerre, c'est que leurs forces actives se trouvaient au front. Les soldats

n'oubliaient pas cette question de la terre, du moins quand ils ne songeaient point à la mort, et leurs réflexions de moujiks sur l'avenir se pénétraient, dans les tranchées, de l'odeur de la poudre. Cependant, la classe paysanne, même formée au maniement des armes, n'eût jamais réalisé par ses propres forces une révolution agraire démocratique, c'est-à-dire la révolution qu'elle voulait. Elle avait besoin d'une direction. Pour la première fois, dans l'histoire universelle, le paysan devait trouver son guide en la personne de l'ouvrier. C'est essentiellement et, l'on peut dire, intégralement ce qui distingue la révolution russe de toutes celles qui l'ont précédée.

En Angleterre, le servage a disparu effectivement vers la fin du XIVe siècle, c'est-à-dire deux siècles avant qu'il ne fût institué en Russie, quatre cent cinquante ans avant son abolition dans ce dernier pays. L'expropriation des biens-fonds de la classe paysanne anglaise se prolonge, à travers la Réforme et deux révolutions, jusqu'au XIXe siècle. Le développement du capitalisme, que ne hâtait aucune contrainte de l'extérieur, eut ainsi tout le temps nécessaire pour mettre fin à l'autonomie des ruraux, longtemps avant que ne s'éveillât à la vie politique le prolétariat.

En France, la lutte contre la monarchie absolue, l'aristocratie et les princes de l'Église força la bourgeoisie de différents niveaux à accomplir, par étapes, vers la fin du XVIIIe siècle, une révolution agraire radicale. Après cela, les ruraux de France, devenus indépendants, s'avérèrent pour longtemps le sûr appui de l'ordre bourgeois et, en 1871, aidèrent la bourgeoisie à mater la Commune de Paris.

En Allemagne, la bourgeoisie se montra incapable de donner une solution révolutionnaire à la question agraire et, en 1848, livra les paysans aux hobereaux, de même que Luther, plus de trois siècles auparavant, avait abandonné aux princes d'Empire les gueux soulevés. D'autre part, le prolétariat allemand, au milieu du XIXe siècle, était encore trop faible pour prendre la direction de la classe paysanne. Par suite, le développement du capitalisme, en Allemagne, obtint aussi un délai suffisant, quoique moins étendu qu'en Angleterre, pour se subordonner l'économie agricole telle qu'elle était sortie d'une révolution bourgeoise non parachevée.

La réforme du statut de la paysannerie, en Russie, en 1861, fut l'œuvre d'une monarchie menée par des nobles et des fonctionnaires sous la pression des besoins de la société bourgeoise, et cependant la bourgeoisie était complètement impuissante en politique. Le caractère de l'émancipation des paysans était tel que la transformation accélérée du pays, dans le sens du capitalisme, faisait inévitablement du problème agraire un problème de révolution. Les bourgeois russes rêvaient d'une évolution agraire à la française, à la danoise, ou à l'américaine — de tout ce qu'on voudrait, sauf d'une évolution russe. Ils ne songèrent pas, cependant, à se pourvoir dans l'histoire de France, en temps opportun, ou bien dans la structure sociale de

l'Amérique. Les intellectuels démocrates, en dépit de leur passé révolutionnaire, se rangèrent, à l'heure décisive, du côté de la bourgeoisie libérale et des propriétaires nobles, non du côté des campagnes révolutionnaires. Dans ces conditions, la classe ouvrière était la seule qui pût se mettre à la tête de la révolution paysanne.

La loi d'un développement combiné des pays arriérés — dans le sens d'une combinaison originale des éléments retardataires avec des facteurs des plus modernes — se formule ici pour nous dans les termes les plus parfaits et donne, en même temps, la clef de l'énigme de la révolution russe. Si la question agraire, héritage de la barbarie, de l'histoire ancienne de la Russie, avait reçu sa solution de la bourgeoisie, si elle avait pu en recevoir une solution, le prolétariat russe ne serait jamais parvenu à prendre le pouvoir en 1917. Pour que se fondât un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par Didier Fort

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

4 Le tsar et la tsarine

Ce livre n'a pas le moins du monde pour objet de pratiquer de ces recherches psychologiques autonomes que l'on essaye fréquemment, aujourd'hui, de substituer à l'analyse sociale et historique. Notre champ d'observation porte avant tout sur les grandes forces motrices de l'histoire qui ont un caractère suprapersonnel. La monarchie est une de ces forces. Mais toutes ces forces agissent par des truchements individuels. La monarchie est liée à l'individualité en vertu même de son principe. Ainsi se justifie de soi l'intérêt porté à la personne d'un souverain que le développement de l'histoire a confronté avec la révolution. Nous espérons, en outre, montrer dans la suite, au moins partiellement, quelles sont les bornes de l'individuel dans l'individu — souvent plus étroites qu'il ne semble — et comment, en maintes occasions, un " signe particulier " n'est autre chose que la griffe individuelle d'une loi générale plus élevée.

Nicolas II avait reçu en héritage de ses aïeux non seulement un immense empire, mais aussi la révolution. Ils ne lui avaient légué aucune qualité qui le rendît apte à gouverner soit l'Empire, soit même une province ou un district. Au flux de l'histoire, dont les lames se rapprochaient de plus en plus des portes du palais, le dernier Romanov opposait une sourde insouciance : on eût dit qu'entre sa mentalité

et son époque se dressait une cloison légère mais absolument impénétrable.

Les personnalités qui fréquentaient le tsar ont relaté plus d'une fois, après la révolution, qu'aux plus tragiques moments de son règne — lors de la reddition de Port-Arthur et quand la flotte russe fut coulée à Tsou-Shima, puis, dix ans plus tard, quand les troupes russes battirent en retraite, abandonnant la Galicie, puis encore deux ans après, en des journées qui précédaient l'abdication, alors que tout l'entourage du tsar se sentait accablé, effaré, consterné — Nicolas II fut le seul à garder son calme. Il continuait à s'informer du nombre de verstes parcourues par lui dans ses voyages en Russie, évoquait des incidents de chasse du temps jadis, des anecdotes relatives à des réceptions officielles et, d'une façon générale, s'intéressait aux futilités de sa vie coutumière, tandis que le tonnerre grondait au-dessus de lui et que son ciel était strié d'éclairs. " Qu'est-ce que cela veut dire? se demandait un des généraux qui l'approchaient. Est-ce une formidable, presque invraisemblable maîtrise de soi-même due à l'éducation, de la foi en la Providence divine, ou bien une insuffisante conscience des faits? " La question comporte déjà à moitié sa réponse. Ce que l'on appelle " l'éducation " du tsar, sa faculté de se dominer dans les circonstances les plus extrêmes, ne peut du tout s'expliquer uniquement par un dressage de surface : son fond était une intime indifférence, une grande indigence de forces morales, la faiblesse des impulsions volitives. Le masque de l'indifférence, que, dans certains milieux, l'on dénomme " éducation ", se confondait naturellement avec le visage même de Nicolas.

Le journal particulier du tsar a plus de valeur que n'importe quel témoignage : d'un jour à l'autre, d'une année à l'autre, s'allongent, dans ces pages, les accablantes notations de son vide moral. " Me suis promené longtemps et ai tué deux corbeaux. Il faisait encore clair quand j'ai pris le thé. " Promenade à pied, canotage. D'autres corbeaux tués et du thé par là-dessus. Tout sur la limite de la physiologie. Les cérémonies d'églises sont mentionnées sur le même ton que les beuveries.

A la veille de l'ouverture de la Douma d'Empire, alors que tout le pays était en convulsions, Nicolas écrivait : " 14 avril. Me suis promené en blouse fine et ai repris le canotage. Pris le thé sur le balcon. Stana a dîné et canoté avec nous. Puis, lecture. " Pas un mot sur ce qu'il a lu : était-ce un roman sentimental anglais ou un rapport de police? " 15 avril. Accepté la démission de Witte. Ont dîné avec nous Marie et Dmitri. On les a reconduits en voiture au palais. "

Le jour où l'on décidait de l'ajournement de la Douma, alors que les hauts dignitaires comme aussi bien des cercles libéraux passaient par toutes les affres de la peur, le tsar écrivait dans son journal : " 7 juillet. Vendredi. Matinée très occupée. On s'est mis en retard d'une demi-heure pour le déjeuner des officiers... Il y a eu de l'orage et une atmosphère étouffante. Promenade ensemble. Reçu Gorémykine ; signé l'oukase d'ajournement de la Douma! Dîné chez Olga et Pétia.

Lu toute la soirée. " Le point d'exclamation qui suit l'annonce du renvoi de la Douma exprime le maximum des émotions du tsar.

Les députés de la Douma dispersée exhortèrent le peuple à refuser le paiement des impôts et le service militaire. Plusieurs mutineries militaires se produisirent : à Svéaborg, à Cronstadt, sur les vaisseaux et parmi les troupes ; le terrorisme révolutionnaire dirigé contre les hauts dignitaires prit une recrudescence inouïe. Le tsar écrit : " 9 juillet. Dimanche. L'affaire est faite! La Douma est aujourd'hui fermée. Au déjeuner, après la messe, on pouvait remarquer bien des mines allongées... Très beau temps. En promenade, avons rencontré l'oncle Micha, qui est venu s'installer ici depuis hier, venant de Gatchina. Jusqu'au dîner et toute la soirée, ai travaillé tranquillement. Me suis promené en canot. " Qu'il se soit promené en bateau, la chose est claire ; mais à quoi a-t-il travaillé ? Il ne le dit pas. C'est toujours la même chose.

Voyons plus loin en ces mêmes fatales journées : " 14 juillet. Une fois habillé, me suis rendu à bicyclette à la maison de bain, me suis baigné en mer avec délices. " " 15 juillet. Me suis baigné deux fois. Il faisait très chaud. Dîné en tête à tête. L'orage est passé. " " 19 juillet. Me suis baigné ce matin. Réception à la ferme. L'oncle Vladimir et Tchaguine au déjeuner. " Les soulèvements, les explosions de dynamite sont tout juste indiqués par cette seule appréciation : " Quant aux événements, c'est du joli ! " On est frappé de cette basse insouciance qui n'atteint pas à un cynisme conscient.

" A neuf heures et demie du matin, nous sommes rendus en visite au régiment de la Caspienne... Fait une longue promenade. Un temps magnifique. Bain en mer. Après le thé, ai reçu Lvov et Goutchkov. " Pas un mot pour dire que cette audience extraordinaire, accordée à deux libéraux, était motivée par une tentative de Stolypine d'inclure des politiciens de l'opposition dans son ministère. Le prince Lvov, qui devait se trouver plus tard à la tête du Gouvernement provisoire, disait dès alors de cette audience : " Je m'attendais à voir le souverain accablé de chagrin ; au lieu de quoi s'avança vers moi, jovial et désinvolte, un gaillard en blouse couleur framboise. "

Les vues du tsar ne s'étendaient pas au-delà de celles d'un médiocre fonctionnaire de police, avec cette seule différence qu'un policier connaissait tout de même mieux la réalité et était moins encombré de superstitions. La seule gazette que Nicolas ait lue pendant des années, et dans laquelle il puisait ses idées, était un hebdomadaire publié, aux frais du Trésor, par le prince Méchtchersky, homme vil, vendu, méprisé même dans son propre milieu, journaliste des cliques réactionnaires de la bureaucratie. Le tsar ne changea rien à ses vues générales au cours de deux guerres et de deux révolutions : entre sa mentalité et les événements s'éleva toujours la cloison impénétrable de l'indifférence.

Ce n'est pas sans raison que l'on disait Nicolas fataliste. Il faut seulement ajouter que son fatalisme était tout à l'opposé d'une foi active en son " étoile ". Bien au contraire, Nicolas se considérait lui-même comme un raté. Son fatalisme n'était qu'une forme de défense passive devant le développement historique et s'accompagnait d'un arbitraire mesquin en ses motifs psychologiques, mais monstrueux par ses conséquences.

" Je le veux ainsi, donc cela doit être ", écrit le comte Witte. " Cette formule se manifestait dans tous les actes de ce débile souverain qui a fait, uniquement par faiblesse, tout ce qui a caractérisé son règne — versant constamment du sang plus ou moins innocent, et, le plus souvent, sans aucune utilité... "

On a parfois comparé Nicolas à son trisaïeul à demi fou, Paul Ier, qu'une camarilla étouffa, du consentement de son propre fils, Alexandre Ier, l'empereur " béni ". Ces deux Romanov se rapprochaient en effet par leur défiance à l'égard de tous, procédant de leur méfiance à l'égard d'eux-mêmes, par les dispositions ombrageuses de leur toute-puissante nullité, par des sentiments de relégués, et, pourrait-on dire, par une mentalité de parias couronnés. Mais Paul Ier avait infiniment plus d'éclat, ses divagations comportaient un élément de fantaisie, quoique démente. En son descendant, tout est terne ; pas un trait vif.

Nicolas était non seulement déséquilibré, mais déloyal. Ses flatteurs disaient de lui qu'il était un charmeur, un enchanteur, à cause de son aménité dans ses rapports avec la Cour. Mais il se montrait particulièrement caressant à l'égard des dignitaires qu'il avait décidé de mettre à la porte : tel ministre, ravi outre mesure de son accueil trouvait, en rentrant à la maison, une lettre de destitution. C'était pour le tsar une façon de venger sa propre nullité.

Nicolas se détournait avec hostilité de tout ce qui était talentueux et grand. Il ne se sentait à l'aise qu'au milieu d'esprits indigents, dépourvus de tous talents, de dévots, de déliquescents, qu'il n'avait pas à regarder de bas en haut. Il avait son amour-propre, même assez raffiné, mais non point actif, sans une once d'initiative, se tenant sur une défensive d'envieux. Dans le choix de ses ministres, son principe était de les prendre toujours plus bas. Il n'appelait à lui des gens d'esprit et de caractère qu'à toute extrémité et s'il n'y avait pas d'autre issue, comme on fait appel aux chirurgiens quand on est en danger de mort. Il en fut ainsi avec Witte, ensuite avec Stolypine. Le tsar les considéra, l'un et l'autre, avec une aversion mal dissimulée. Dès que la crise était dénouée, Nicolas s'empressait de se défaire des conseillers qui étaient trop grands pour sa taille. La sélection était tellement systématique que Rodzianko, président de la dernière Douma, s'enhardit à dire au tsar, le 7 janvier 1917, quand la révolution frappait aux portes : " Sire, autour de vous, il ne reste pas un homme sûr et honnête : les meilleurs ont été éloignés ou sont partis d'eux-mêmes ; il ne reste que ceux qui jouissent d'une mauvaise

réputation. "

Tous les efforts de la bourgeoisie libérale pour prendre langue avec la Cour n'aboutirent à rien. Incoercible et bruyant, Rodzianko essayait de secouer le tsar par des rapports. En vain! Nicolas se taisait, non seulement sur les arguments invoqués, mais sur les impertinences, préparant en catimini la dissolution de la Douma. Le grand-duc Dmitri, autrefois favori du tsar et qui devait, plus tard, participer au meurtre de Raspoutine, se plaignait devant le prince Ioussoupov, son conjuré, de ce que le tsar, au G. Q. G., devenait de jour en jour plus indifférent à tout ce qui l'entourait. Suivant Dmitri, l'on intoxiquait le tsar par quelque mixture qui engourdissait ses facultés spirituelles. " D'après certains bruits, écrit de son côté Milioukov, historien libéral, cet état d'apathie intellectuelle et morale du tsar était entretenu par des abus d'alcool. " Tout cela n'était qu'invention ou exagération. Le tsar n'avait pas besoin de stupéfiants ; la " mixture " mortelle, il l'avait dans le sang. Mais les signes d'intoxication semblaient particulièrement frappants sur le fond des grands événements de la guerre et de la crise intérieure qui conduisit à la révolution. Raspoutine, qui était psychologue, disait brièvement du tsar " qu'il lui manquait quelque chose en dedans ".

Cet homme terne, pondéré et " bien éduqué ", était cruel. Non de la cruauté active, poursuivant des fins historiques, d'un Ivan le Terrible ou d'un Pierre — quoi de commun entre Nicolas et eux? — mais de la cruauté poltronne d'un rejeton épouvanté de se sentir condamné. Dès l'aube de son règne, il félicitait " les braves du régiment de Fanagoria " qui avaient tiré sur des ouvriers. Toujours il " lisait avec plaisir " comment on avait fouaillé à coups de nagaïka des étudiantes " aux cheveux courts ", comment des gens sans défense avaient eu le crâne fracassé dans les pogromes de Juifs. Rebut couronné de la société, il était porté de toute son âme vers les fonds orduriers, vers les bandits Cent-Noirs, et non seulement il les payait largement sur les disponibilités du Trésor, mais il aimait à s'entretenir avec eux de leurs exploits et à les gracier lorsque, par hasard, ils étaient convaincus d'avoir assassiné des députés de l'opposition. Witte, qui se trouvait à la tête du gouvernement à l'époque où l'on réprimait la première révolution, a écrit dans ses Mémoires : " Quand d'inutiles sévices commis par les chefs de ces détachements parvenaient à la connaissance du souverain, il les approuvait ou, du moins, les couvrait. " Comme le général-gouverneur des provinces baltes demandait qu'on mît à la raison un certain capitaine en second nommé Richter qui " procédait à des exécutions de son propre gré, sans aucun jugement, même à l'égard de gens qui n'avaient point opposé de résistance ", le tsar nota sur le rapport : " Ah ! celui-là, c'est un gaillard ! " Il distribuait sans compter de tels encouragements. Ce " charmeur ", sans volonté, sans but, sans imagination, fut plus terrible que tous les tyrans de l'histoire ancienne et moderne.

Le tsar se trouvait sous l'immense influence de la tsarine, influence qui s'accrut avec les années et les difficultés. Ensemble, ils constituaient une sorte de tout. Cette combinaison montre déjà dans quelle mesure, sous la pression des circonstances, l'individuel se complète par l'élément de groupe. Mais il convient de parler d'abord de la tsarine.

Maurice Paléologue, ancien ambassadeur de France à Pétrograd pendant la guerre, psychologue raffiné pour académiciens et pour concierges, donne un portrait soigneusement léché de la dernière tsarine : anxiété morale, dit-il en substance, mélancolie chronique, angoisse sans bornes, alternatives de sursauts de forces et de crises d'asthénie, méditations douloureuses sur le monde de l'au-delà et l'invisible, superstitions — est-ce que tous ces traits, si fortement marqués dans la personne de l'impératrice, ne sont pas ceux qui caractérisent le peuple russe ? Si étrange que cela puisse paraître, il y a un grain de vérité dans cette fiction doucereuse. Ce n'est pas à tort que le satirique russe Saltykov disait des ministres et des gouverneurs issus des baronnies baltes qu'ils étaient " des Allemands à l'âme russe " : il est hors de doute que précisément des allogènes, n'ayant aucune attache avec le peuple, élaboraient la plus fine culture de l'administrateur " vraiment russe ".

Mais pourquoi donc le peuple payait-il d'une haine si déclarée la tsarine qui, à en croire Paléologue, avait si bien adopté l'âme nationale? La réponse est simple : pour justifier sa nouvelle situation, cette Allemande tentait de s'assimiler, avec une froide frénésie, toutes les traditions et les suggestions du moyen âge russe, de tous le plus indigent et le plus grossier, en une période où le peuple faisait de puissants efforts pour s'émanciper de sa propre barbarie médiévale. Cette princesse hessoise était littéralement possédée par le démon de l'autocratie : s'étant élevée de son trou de province jusqu'aux sommets du despotisme byzantin, elle ne voulait pour rien au monde en redescendre. Elle trouva dans l'orthodoxie une mystique et une magie assorties à son nouveau destin. Elle crut d'autant plus inébranlablement à sa vocation que l'ignominie de l'ancien régime se dévoilait de plus en plus. Forte de caractère, capable d'une exaltation sèche et rassise, la tsarine complétait le tsar veule en le dominant.

Le 17 mars 1916, un an avant la révolution, lorsque le pays déchiré se tordait déjà dans les tenailles de la défaite et du désarroi, la tsarine écrivait à son mari, au G. Q. G. : " ... Tu ne dois pas te laisser fléchir ; pas de ministère responsable, etc. — rien de ce qu'*ils* veulent. Cette guerre doit être ta guerre, et la paix ta paix, à ton honneur et à celui de la patrie, mais en aucun cas à l'honneur de la Douma. Ces gens-là n'ont pas le droit de dire même un seul mot sur ces questions. " C'était en tout cas un programme achevé et qui, précisément, l'emportait toujours sur les continuelles tergiversations du tsar.

Lorsque Nicolas fut parti pour l'armée, en qualité de fictif généralissime, ce fut

la tsarine qui s'occupa ouvertement des affaires de l'intérieur. Les ministres se présentaient à elle avec leurs rapports, comme à une régente. Elle complotait avec une petite camarilla contre la Douma, contre les ministres, contre les généraux du G. Q. G., contre tout le monde, partiellement même contre le tsar. Le 6 décembre 1916, elle écrivait à Nicolas : " Du moment que tu as dit que tu veux garder Protopopov, comment ose-t-il [le président du Conseil, Trépov] marcher contre ta volonté ? Donne un bon coup de poing sur la table, ne cède pas, sois le maître, écoute ta forte petite femme et notre Ami. Crois-nous. " Trois jours après : " Tu sais que tu as raison. Porte haut la tête, ordonne à Trépov de travailler avec lui... Donne un bon coup de poing sur la table... " Ces phrases semblent inventées. Mais elles sont extraites de lettres authentiques. Et puis ce sont de ces choses qu'on n'invente pas.

Le 13 décembre, la tsarine revient à la charge : " Surtout, pas de ce ministère responsable qui est la marotte de tous. Tout s'apaise et va de mieux en mieux, mais on veut sentir ta poigne. Voici bien longtemps, des années entières, que l'on me répète la même chose : " La Russie aime qu'on la caresse avec la cravache — c'est dans la nature de *ces gens-là !* " La Hessoise orthodoxe, élevée à Windsor, coiffée du diadème byzantin, n' " incarne " pas seulement l'âme russe : elle a pour cette âme un mépris organique ; il est dans la nature de *ces gens-là* de réclamer la cravache, écrit la tsarine de Russie, au tsar de Russie, parlant du peuple russe, et cela dix semaines avant le jour où la monarchie tombera dans le gouffre.

Quoique plus douée de caractère que son mari, la tsarine ne lui est pas supérieure intellectuellement, elle lui est même plutôt inférieure ; plus encore que lui elle recherche la société des pauvres d'esprit. L'étroite amitié qui, durant de longues années, lia le tsar et la tsarine avec la demoiselle d'honneur Vyroubova marque le niveau spirituel du couple impérial. Vyroubova se disait elle-même bêtasse, et ce n'était point par modestie. Witte, à qui l'on ne peut refuser la sûreté du coup d'œil, la caractérise comme " la plus banale, la plus sotte demoiselle du genre pétersbourgeois, vilaine, pareille à une boursouflure sur de la pâte de brioche ". Dans la société de cette personne que courtisaient servilement des dignitaires chenus, des ambassadeurs, des financiers, et qui avait pourtant assez de jugeote pour ne pas négliger de remplir ses poches, le tsar et la tsarine passaient des heures et des heures, la consultaient sur les affaires, correspondaient avec elle et s'entretenaient d'elle par lettres. Vyroubova était plus influente que la Douma d'Empire et même que le ministère.

Elle-même n'était pourtant que le médium de 1' " Ami " dont l'autorité dominait ces trois personnes. " ... Telle est mon opinion *particulière* — écrit la tsarine au tsar — mais je vais tâcher de savoir ce qu'en pense notre Ami. " L'opinion de l'Ami n'est point une " opinion particulière " ; elle est décisive. " ... Je suis forte — insiste la

tsarine, quelques semaines plus tard — mais écoute-moi bien, *c'est-à-dire*, écoute notre Ami et fais-nous confiance en tout... Je souffre pour toi comme pour un enfant délicat, au cœur tendre, qui a besoin d'être dirigé, mais qui prête l'oreille à de mauvais conseillers alors qu'un homme est là, envoyé de Dieu, qui lui dit ce qu'il doit faire. "

L'Ami, l'envoyé de Dieu, c'est Grigori Raspoutine.

" ... Avec les prières et l'assistance de notre Ami, tout marchera bien. "

" Si nous ne L'avions pas près de nous, tout serait fini depuis longtemps, j'en suis absolument convaincue. "

Pendant toute la durée du règne de Nicolas et d'Alexandra, on fit venir à la Cour des rebouteurs, des mages, des possédés, racolés non seulement dans toute la Russie, mais à l'étranger. Il existait à cet effet des dignitaires attitrés comme fournisseurs, qui se groupaient autour de l'oracle en faveur pour le moment, constituant auprès du monarque une toute-puissante Chambre Haute. Ce milieu ne manquait ni de vieilles bigotes, dénommées comtesses, ni d'excellences hypocondres faute d'emploi, ni de financiers qui affermaient des cabinets ministériels entiers. Considérant avec jalousie la concurrence non patentée des hypnotiseurs et des sorciers, le haut clergé orthodoxe s'empressait à se frayer des débouchés dans le sanctuaire de l'intrigue. Witte appelait ce cercle dirigeant, qui lui avait cassé les reins à deux reprises, " une camarilla lépreuse ".

Plus la dynastie s'isolait et plus l'autocrate se sentait délaissé, plus il ressentait le besoin d'une aide de l'au-delà. Certains sauvages, pour obtenir du beau temps, font tourner en l'air une planchette accrochée à une ficelle. Le tsar et la tsarine se servaient de planchettes pour les fins les plus diverses. Il existait dans le wagon impérial un oratoire bien monté en grandes et petites icônes et en toutes sortes d'objets de piété qui furent opposés d'abord à l'artillerie japonaise, plus tard à l'artillerie allemande.

A proprement parler, le niveau intellectuel de la Cour n'avait pas tellement changé d'une génération à l'autre. Du temps d'Alexandre II, surnommé " l'Émancipateur ", les grands-ducs croyaient ferme aux diables qui hantent les maisons et aux sorcières. Sous Alexandre III, cela n'allait pas mieux, mais c'était plus calme. La " camarilla lépreuse " exista toujours, modifiant sa composition et changeant de procédés. Nicolas II n'a point créé, mais a hérité de ses aïeux

l'atmosphère de sauvagerie médiévale qui régnait au palais. Mais, pendant ces quelques dizaines d'années, le pays se transformait, les problèmes devinrent plus complexes, la culture s'éleva, et le cercle de la Cour se trouva rejeté en arrière, dépassé de loin. Si la monarchie fit, par contrainte, des concessions aux forces nouvelles, elle n'arrivait pas intérieurement à se moderniser ; bien au contraire, elle se renfermait en elle-même ; son esprit médiéval s'épaississait sous la pression de la haine et de la crainte, tant qu'enfin il prit le caractère d'un affreux cauchemar qui monta sur le pays.

A la date du 1er novembre 1905, c'est-à-dire au moment le plus critique de la première révolution, le tsar écrit dans son journal : " Avons fait la connaissance d'un homme de Dieu, Grigori, de la province de Tobolsk. " Il s'agissait de Raspoutine, paysan sibérien, qui avait à la tête une cicatrice indélébile à la suite de coups reçus pour vol de chevaux. Mis en valeur au moment opportun, " l'homme de Dieu " trouva bientôt des auxiliaires haut placés, ou, plus exactement, ils le trouvèrent, et ainsi se forma une nouvelle coterie dirigeante qui mit solidement la main sur la tsarine et, par l'intermédiaire de celle-ci, sur le tsar.

A dater de l'hiver 1913-1914, dans la haute société pétersbourgeoise, on disait déjà ouvertement que de la clique de Raspoutine dépendaient toutes les hautes nominations, les commandes et les adjudications. Le " saint vieillard ", le *staretz*, était devenu lui-même, peu à peu, une institution d'État. On veillait soigneusement à sa sécurité et, non moins soigneusement, les ministères en rivalité le faisaient espionner. Les limiers du département de la Police tenaient à jour un horaire de son existence et ne manquèrent pas de relater que Raspoutine, en visite chez les siens, au village de Pokrovskoïé, étant ivre, s'était battu jusqu'au sang, dans la rue, avec son propre père. Le même jour, le 9 septembre 1915, Raspoutine expédiait deux télégrammes affables, l'un pour l'impératrice, à Tsarskoïé-Sélo, l'autre pour le tsar, au G. Q. G.

Ils sont épiques les rapports des mouchards, écrits, au jour le jour, sur les fredaines de l'Ami. " Il est rentré chez lui, aujourd'hui, à cinq heures du matin, complètement saoul. " " L'artiste V*** a couché chez Raspoutine dans la nuit du 25 au 26. " " Il est arrivé avec la princesse D*** [femme d'un chambellan de la Cour] à l'Hôtel Astoria. " On lit un peu plus loin : " Il est rentré chez lui de Tsarskoïé-Sélo vers onze heures du soir. " " Raspoutine est rentré chez lui avec la pr. Ch. ; il était très ivre ; tous deux sont ressortis presque aussitôt. " Le lendemain, dans la matinée ou le soir, visite à Tsarskoïé-Sélo. Un mouchard, demandant avec componction au saint vieillard pourquoi il semblait soucieux, obtint cette réponse : " Je ne puis résoudre si l'on convoquera ou non la Douma. " On lit ensuite, encore : " Est rentré chez lui à cinq heures du matin, assez ivre. " Ainsi, pendant des mois et des années, la même mélodie se jouait sur trois tons : " assez ivre ", " très ivre ", " complètement

ivre ". Ces informations de haute importance pour l'État étaient colligées et signées par le général de gendarmerie Globatchev.

L'épanouissement de l'influence raspoutinienne se prolongea six ans, les dernières années de la monarchie. " Son existence à Pétersbourg — raconte le prince Ioussoupov, qui participa dans une certaine mesure à cette vie de Raspoutine pour le tuer ensuite — n'était plus qu'une noce continuelle, l'ivrognerie et la débauche d'un bagnard qui a rencontré sa chance. " " J'ai disposé — écrivait Rodzianko, président de la Douma — d'un grand nombre de lettres de mères dont les filles avaient été déshonorées par cet impudent débauché. " En même temps, c'est à Raspoutine que devaient leurs places Pitirim, métropolite de Pétrograd, et l'archevêque Varnava, qui savait à peine lire. C'est sur Raspoutine que reposa longtemps le pouvoir de Sabler, haut-procureur du Saint-Synode, c'est du gré de Raspoutine que fut renvoyé le président du Conseil Kokovtsev qui n'avait pas voulu recevoir le " saint vieillard ". Raspoutine nomma Stürmer président du Conseil des ministres, Protopopov, ministre de l'Intérieur, Raïev, nouveau haut-procureur du Saint-Synode, et bien d'autres. Paléologue, ambassadeur de la République française, obtint audience de Raspoutine, l'embrassa et s'écria : " Voilà un véritable illuminé! " Il pensait conquérir ainsi le cœur de la tsarine à la cause de la France. Un Juif nommé Simanovitch, agent financier du " saint vieillard ", repéré par la police comme joueur dans les clubs et comme usurier, fit, avec l'aide de Raspoutine, nommer ministre de la Justice un homme absolument véreux, Dobrovolsky.

" Garde par devers toi la petite liste — écrit la tsarine au tsar, au sujet des nouvelles nominations. Notre Ami a demandé que tu t'entretiennes de tout cela avec Protopopov. " Deux jours plus tard : " Notre Ami dit que Stürmer peut rester encore un certain temps président du Conseil des ministres. " Et encore ceci : " Protopopov vénère notre Ami, et il sera béni. "

Un jour, comme les mouchards avaient enregistré une fois de plus le nombre des bouteilles et des femmes, la tsarine disait son affliction dans une lettre au tsar : " On accusait Raspoutine d'avoir embrassé des femmes, etc. Lis les Apôtres, ils embrassaient tous et toutes, en manière de bienvenue. " Il est douteux que ce renvoi aux Apôtres eût été persuasif pour les mouchards. Dans une autre lettre, la tsarine va plus loin : " Pendant la lecture de l'Évangile du soir, écrit-elle, j'ai tellement pensé à notre Ami : je voyais comment les scribes et les pharisiens persécutent le Christ, feignant d'être des perfections... En vérité, nul n'est prophète en son pays. " Il était habituel, dans ce milieu, de comparer Raspoutine au Christ, et pas du tout par hasard. L'effroi devant les forces grondantes de l'histoire était trop pénétrant pour qu'il suffît au couple impérial d'un Dieu impersonnel et de l'ombre non charnelle d'un Christ d'Évangile. Il leur fallait un nouvel avènement du " Fils de l'Homme ". En Raspoutine la monarchie condamnée et agonisante trouva un Christ

à son image et à sa ressemblance.

" Si Raspoutine n'avait pas existé — a dit un homme de l'ancien régime, le sénateur Tagantsev — il eût fallu l'inventer. " Cette parole a beaucoup plus de sens que ne pensait son auteur. Si l'on entend par " voyouterie " l'expression extrême du parasitisme antisocial dans les bas-fonds de la société, on peut dire, à bon droit, de l'aventure raspoutinienne que c'est au premier chef une affaire de voyouterie couronnée.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par Didier Fort

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

5 L'idée d'une révolution de palais

Pourquoi donc les classes dirigeantes, cherchant à se préserver de la révolution, n'essayèrent-elles pas de se défaire du tsar et de son entourage ? Elles l'auraient voulu, mais n'osaient. Elles n'avaient ni assez de foi en leur propre cause ni assez de résolution. L'idée d'une révolution de palais hanta les esprits jusqu'au jour où elle sombra dans la révolution d'État. Il convient d'insister sur ce sujet, ne serait-ce que pour avoir une conception plus nette des rapports entre la monarchie et les sommets de la bureaucratie et de la bourgeoisie, à la veille de la conflagration.

Les classes possédantes étaient monarchistes en presque totalité : par la force des intérêts, de l'accoutumance et de la lâcheté, Mais elles désiraient une monarchie sans Raspoutine. La monarchie leur répliquait : prenez-moi telle que je suis. En réponse à qui réclamait un ministère décent, la tsarine envoyait au G. Q. G. une pomme donnée par Raspoutine, exigeant du tsar qu'il la mangeât pour raffermir sa volonté! Elle le conjurait : " Rappelle-toi que même M. Philippe [il s'agit d'un charlatan français hypnotiseur] a dit qu'il ne fallait pas accorder de constitution, car ce serait ta perte et celle de la Russie... " " Sois un Pierre le Grand, un Ivan le

Terrible, un empereur Paul, et écrase tout ce monde sous tes pieds! "

Quel odieux mélange de couardise, de superstition et d'aversion pour le pays dont on se tient à l'écart! Il pourrait sembler, à vrai dire, que, du moins dans la haute société, la famille impériale n'était point tellement isolée : car enfin Raspoutine était toujours entouré d'une pléiade de grandes dames et, d'une façon générale, la sorcellerie est en vogue dans l'aristocratie. Mais cette mystique de la peur ne lie pas les gens ; au contraire, elle les désunit. Chacun entend faire son salut à sa manière. De nombreuses maisons aristocratiques se font concurrence avec leurs " saints ", Même dans les hautes sphères de Pétrograd, la famille impériale, comme pestiférée, mise en quarantaine, est entourée de défiance et d'hostilité. La demoiselle d'honneur Vyroubova a écrit dans ses Souvenirs : " Je discernais et ressentais profondément dans tout l'entourage de l'animosité à l'égard de ceux que j'adorais, et sentais que cette animosité prenait des proportions épouvantables... "

Sur le fond empourpré de la guerre, aux grondements distincts des secousses souterraines, les privilégiés ne renoncèrent pas un instant aux plaisirs de l'existence, mais, au contraire, s'en grisaient. Mais, en leurs festins, apparaissait de plus en plus souvent un spectre qui les menaçait de ses doigts squelettiques. Ils commençaient alors à s'imaginer que tout le mal venait du détestable caractère d'Alice, de la fourbe veulerie du tsar, de cette sotte, cupide Vyroubova, et du Christ sibérien, au crâne balafré. D'intolérables pressentiments déferlaient sur les classes dirigeantes, se resserrant par spasmes de la périphérie au centre, isolant de plus en plus la cime détestée de Tsarskoïé-Sélo. Vyroubova a exprimé assez vivement quel fut alors l'état d'arme de ce petit groupe dans ses Mémoires, soit dit, en général, extrêmement mensongers : " ... Pour la centième fois je me demandais ce qui était arrivé à la société de Pétrograd. Étaient-ils tous atteints de maladies mentales ou d'une épidémie sévissant en temps de guerre ? Il est difficile de se rendre compte, mais, en fait, tous étaient dans un état de surexcitation anormal. "

Au nombre de ces déments appartenait aussi la nombreuse famille des Romanov, toute cette meute avide, insolente, odieuse à tous, des grands-ducs et des grandes-duchesses. Mortellement épouvantés, ils essayaient d'échapper à l'encerclement de plus en plus étroit, caquetaient avec l'aristocratie frondeuse, propageaient des cancans sur le couple impérial, se taquinaient entre eux, taquinaient leur entourage. De très augustes oncles adressèrent au tsar des lettres de remontrances dans lesquelles, sous des formes respectueuses, s'entendaient du persiflage et des grincements de dents.

Protopopov, après la Révolution d'octobre, devait caractériser en style assez incorrect, mais pittoresque, l'état d'esprit des hautes sphères : " Même les classes les plus élevées se montrèrent frondeuses à la veille de la révolution. Dans les salons et les clubs de la haute société, la politique du gouvernement était l'objet de critiques

acerbes et malveillantes ; on examinait, on discutait des rapports qui s'étaient établis au sein de la famille impériale ; des anecdotes couraient au sujet du chef de l'État ; on écrivait des épigrammes ; nombreux étaient les grands-ducs qui fréquentaient ces réunions, et leur présence donnait un caractère particulier d'authenticité, pour le public, aux racontars caricaturaux et aux exagérations perfides. Jusqu'au dernier moment, l'on n'eut point conscience du danger qu'il y avait à se jouer ainsi. "

Les bruits qui couraient sur la camarilla du palais prenaient une particulière gravité du fait qu'on l'accusait de germanophilie et même de connivence directe avec l'ennemi, Le bruyant et point trop sagace Rodzianko déclare sans ambages : " La relation et l'analogie des tendances sont logiquement si évidentes qu'il ne reste plus, du moins pour moi, de doutes sur l'action conjuguée de l'état-major allemand et du cercle de Raspoutine : là-dessus, aucun doute ne peut subsister. " Comme ici l'évidence " logique " est alléguée sans preuves, le ton catégorique de ce témoignage perd beaucoup de sa force persuasive. Aucune preuve d'une collusion des raspoutiniens avec l'état-major allemand n'a été découverte, même après la révolution. Quant à la " germanophilie ", c'est une autre affaire. Il ne s'agissait pas, bien entendu, des sympathies ou antipathies nationales d'une tsarine allemande, d'un Stürmer premier ministre, d'une comtesse Kleinmichel, d'un comte Frederiks, ministre de la Cour, ou d'autres personnages aux noms allemands. Les cyniques Mémoires de la vieille intrigante Kleinmichel montrent avec une vivacité frappante le caractère supra-national qui distinguait les hautes sphères aristocratiques de tous les pays d'Europe, liées entre elles par des nœuds de parenté, d'hérédité, par leur dédain pour tout ce qui se trouvait au-dessous d'elles et — *last, but not least* — par le cosmopolitisme de l'adultère dans les vieux châteaux, dans les villes d'eaux à la mode et dans les Cours d'Europe. Beaucoup plus réelles étaient les antipathies organiques de la valetaille du Palais à l'égard des obséquieux avocats de la République française, et les sympathies des réactionnaires, aux noms de famille teutons ou slaves, pour l'esprit purement prussien du régime berlinois qui leur en avait si longtemps imposé avec ses moustaches cosmétiquées, ses façons de *Feldwebel* et son arrogante sottise.

Mais cela ne résolvait point la question. Le danger résultait de la logique même de la situation : la Cour, en effet, ne pouvait se dispenser de chercher son salut dans une paix séparée, et avec d'autant plus d'opiniâtreté que le péril devenait plus imminent. Le libéralisme, en la personne de ses leaders, comme nous le verrons encore, entendait se réserver les chances d'une paix séparée, calculant sur la perspective de son arrivée au pouvoir. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il menait avec acharnement son agitation chauvine, trompant le peuple et terrorisant la Cour. La camarilla, dans une question si grave, n'osait trop se démasquer avant l'heure et se trouvait même forcée de contrefaire le ton patriotique de l'opinion, tout

en tâtant le terrain pour aboutir à la paix séparée.

Le général Kourlov, ancien grand chef de la Police, qui avait adhéré à la camarilla raspoutinienne, nie, bien entendu, dans ses mémoires, les relations avec l'Allemagne, et la germanophilie de ses protecteurs, mais il ajoute aussitôt : " On ne saurait reprocher à Stürmer d'avoir pensé que la guerre faite à l'Allemagne était le plus grand des malheurs pour la Russie et qu'elle n'avait aucun sérieux motif politique. " On ne doit pas cependant oublier que Stürmer, qui " pensait " d'une façon si intéressante, était à la tête du gouvernement d'un pays en guerre avec l'Allemagne. Protopopov, le dernier des ministres du tsar à l'Intérieur, eut, à la veille d'entrer dans le gouvernement, des pourparlers à Stockholm avec un diplomate allemand, dont il fit un rapport au tsar. Raspoutine lui-même, d'après le même Kourlov, " estimait que la guerre avec l'Allemagne était une immense calamité pour la Russie ". Enfin, l'impératrice écrivait au tsar, le 5 avril 1916 : " ... Qu'ils n'osent pas dire qu'il y ait en Lui la moindre chose de commun avec les Allemands ; Il est bon et magnanime Pour tous, comme le Christ, quelle que soit la religion à laquelle les gens appartiennent ; tel doit être le véritable chrétien. "

Sans doute, auprès de ce véritable chrétien qui ne sortait guère de l'état d'ivresse, pouvaient fort bien se faufiler, avec des fripons, des usuriers et d'aristocratiques entremetteuses, de véritables espions. Des " liaisons " de cette sorte ne sont pas impossibles. Mais les patriotes d'opposition posaient la question plus largement et directement : ils accusaient nettement la tsarine de trahison. En des Mémoires écrits beaucoup plus tard, le général Dénikine en témoigne : " Dans l'armée, l'on parlait hautement, sans aucun souci du lieu et du moment, des instances de l'impératrice qui réclamait une paix séparée, de sa trahison à l'égard du feld-maréchal Kitchener, dont elle aurait fait savoir le voyage aux Allemands, etc. Cette circonstance joua un rôle énorme dans l'opinion de l'armée, dans son attitude à l'égard de la dynastie et de la révolution. " Ce même Dénikine raconte qu'après la révolution, le général Alexéïev, comme on lui demandait tout net si l'impératrice avait trahi, répondit " évasivement et à contrecœur " que l'on avait découvert chez la tsarine, en classant ses papiers, une carte où étaient indiqués en détail les emplacements des corps d'armée sur tout le front, et que lui, Alexéïev, avait ressenti de cette trouvaille une impression accablante... " Pas un mot de plus — ajoute Dénikine d'une façon très significative : Alexéïev changea de conversation. " Que la tsarine ait ou non détenu chez elle une carte mystérieuse, les généraux mal avisés étaient évidemment assez enclins à rejeter sur elle une part de la responsabilité de leurs défaites. Les griefs de trahison portés contre la Cour se répandaient dans l'armée, venant sans aucun doute principalement d'en haut, des états-majors incapables.

Mais si la tsarine elle-même, à laquelle le tsar se soumet en toutes choses, livre

à Guillaume les secrets militaires et même les têtes des grands capitaines alliés, que reste-t-il à attendre, sinon des sanctions contre le couple impérial? Or, l'on considérait le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch comme le véritable chef de l'armée et du parti antigermanique et, par suite, et pour ainsi dire en vertu de ses fonctions, c'était lui qui était indiqué pour patronner une révolution de palais. Ce fut pour cette raison que le tsar, sur les instances de Raspoutine et de la tsarine, destitua le grand-duc et assuma en personne le commandement suprême, Mais l'impératrice appréhendait même l'entrevue du neveu avec l'oncle, au moment de la remise des pouvoirs : " Mon chéri, écrit-elle au tsar au G. Q. G., tâche d'être prudent et ne te laisse pas duper par des promesses quelconques de Nicolacha, ou par quelque chose autre ; rappelle-toi que Grigori (Raspoutine) t'a sauvé de lui et de ces méchantes gens... Rappelle-toi, au nom de la Russie, ce qu'ils voulaient faire : te chasser (ce n'est pas un cancan, chez Orlov tous les papiers étaient déjà prêts) et moi, m'enfermer dans un monastère... "

Le frère du tsar, Michel, disait à Rodzianko : " Toute la famille reconnaît à quel point est nuisible Alexandra Fédorovna. Mon frère et elle sont exclusivement entourés de traîtres. Tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens s'est écarté. Mais que faire en pareil cas? " Oui, précisément : que faire en pareil cas?

La grande-duchesse Maria Pavlovna, en présence de ses fils, disait et répétait que Rodzianko devrait prendre l'initiative d' " éliminer " la tsarine. Rodzianko proposa d'admettre que ces propos n'avaient pas été tenus, car autrement, son serment de fidélité l'eût obligé de faire savoir, par un rapport au tsar, qu'une grande-duchesse invitait le président de la Douma à supprimer l'impératrice. C'est ainsi que l'inventif chambellan ramenait la question de l'assassinat de la tsarine à une gentille boutade comme on en use dans le grand monde.

Le ministère même se trouvait par moments en vive opposition avec le tsar. Dès 1915, dix-huit mois avant la révolution, il se tenait ouvertement, en Conseil des ministres, des propos qui nous semblent encore aujourd'hui invraisemblables. Polivanov, ministre de la Guerre : " Seule une politique de conciliation avec la société peut sauver la situation. Les digues fragiles qui existent actuellement ne sauraient prévenir une catastrophe. " Grigorovitch, ministre de la Marine : " Ce n'est pas un secret que l'armée n'a pas confiance en nous et attend des changements. " Sazonov, ministre des Affaires étrangères : " La popularité du tsar et son autorité sont considérablement ébranlées aux yeux des masses. " Le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur : " Nous sommes tous ensemble incapables de gouverner la Russie dans les circonstances présentes... Il faut ou bien une dictature, ou bien une politique de conciliation. " (Séance du 21 août 1915). Ni l'une ni l'autre solution n'étaient de quelque secours ; ni l'une ni l'autre n'étaient réalisables. Le tsar ne se décidait pas à la dictature, déclinait une politique de conciliation et n'acceptait pas

les démissions de ministres qui se jugeaient incapables. Un haut fonctionnaire qui prenait des notes, ajouta aux harangues ministérielles ce bref commentaire : " Pour nous, alors, c'est la lanterne! "

Dans de telles dispositions, il n'est pas étonnant que, même dans les milieux bureaucratiques, l'on ait parlé de la nécessité d'une révolution de palais, comme du seul moyen de prévenir une révolution imminente. " Si j'avais fermé les yeux — écrit un de ceux qui participèrent à ces entretiens — j'aurais pu croire que je me trouvais dans la société de révolutionnaires enragés. "

Un colonel de gendarmerie qui fit une enquête, en mission spéciale, dans les armées du Midi, donna dans son rapport un sombre tableau : par suite des efforts de la propagande, qui portait surtout sur la germanophilie de l'impératrice et du tsar, l'armée était disposée à accueillir l'idée d'une révolution de palais. " Il y a eu, en ce sens, dans les assemblées d'officiers, des conversations franches qui ne rencontraient pas l'indispensable réaction du haut commandement. " Protopopov, d'autre part, déclare qu'un " grand nombre de personnages du haut commandement étaient favorables à une révolution ; certains se trouvaient dans les relations et sous l'influence des principaux leaders du bloc dénommé progressiste ".

L'amiral Koltchak, qui, dans la suite, devait se faire une réputation, a déclaré, devant la commission rogatoire des Soviets, lorsque ses troupes furent défaites par l'Armée Rouge, qu'il avait été en liaison avec de nombreux membres de l'opposition à la Douma, dont il avait approuvé les manifestations, vu que " son attitude à l'égard du pouvoir existant avant la révolution était négative. " Koltchak, cependant, ne fut pas mis au courant des plans de révolution de palais.

Après l'assassinat de Raspoutine et les mesures de relégation qui frappèrent en conséquence certains grands-ducs, la haute société se mit à parler plus fort que jamais de la nécessité d'une révolution à la Cour. Le prince Ioussoupov raconte que le grand-duc Dmitri, tenu aux arrêts de rigueur dans son palais, reçut des visites d'officiers de plusieurs régiments qui lui proposèrent divers plans d'action décisive " qu'il ne pouvait accepter, naturellement ".

On estimait que la diplomatie des Alliés participait au complot, du moins celle de l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Ce dernier, sur l'initiative des libéraux russes, tenta, en janvier 1917, d'influencer Nicolas II, après avoir demandé la sanction préalable de son gouvernement. Nicolas écouta attentivement et poliment l'ambassadeur, le remercia... et parla d'autre chose. Protopopov informait Nicolas qu'il existait des rapports entre Buchanan et les principaux leaders du bloc progressiste et proposait d'établir une surveillance autour de l'ambassade britannique. Il paraît que Nicolas II n'aurait pas approuvé cette mesure, trouvant qu'une surveillance exercée sur un ambassadeur " serait contraire aux traditions

internationales ". Entre-temps, Kourlov, sans ambages, déclare que " les services de renseignements ont noté quotidiennement des relations du leader du parti cadet Milioukov avec l'ambassade d'Angleterre ". Par conséquent, les traditions internationales n'empêchèrent rien. Mais si elles furent violées, le résultat fut médiocre : la conspiration de palais ne fut pas découverte.

A-t-elle existé ? Rien ne le prouve. Il était trop étendu, ce " complot ", il englobait des cercles trop nombreux et divers pour être une conspiration. Il flottait en l'air, en tant qu'état d'opinion dans les hautes sphères de la société pétersbourgeoise, en tant que confuse idée de sauvetage ou bien comme formule de désespoir. Mais il ne se condensa pas jusqu'à devenir un plan pratique.

Au XVIIIe siècle, la haute noblesse a, plus d'une fois, apporté pratiquement des correctifs à l'ordre de succession des occupants du trône, incarcérant ou étouffant les empereurs gênants : pour la dernière fois, cette opération fut faite sur Paul 1er, en 1801. On ne peut dire, par conséquent, qu'une révolution de palais eût contrevenu aux traditions de la monarchie russe : c'en était au contraire un élément indispensable. Cependant, l'aristocratie avait cessé depuis longtemps de se sentir bien en selle. Elle cédait l'honneur d'étouffer le tsar et la tsarine à la bourgeoisie libérale. Mais les leaders de cette dernière n'étaient pas beaucoup plus résolus.

Après la révolution, on a plus d'une fois désigné les capitalistes libéraux Goutchkov et Téréchtchenko, ainsi que le général Krymov qui leur était proche, comme le noyau de la conspiration. Goutchkov et Téréchtchenko ont eux-mêmes témoigné en ce sens, mais sans donner de précisions. Ancien engagé volontaire dans l'armée des Boers contre les Anglais, duelliste, libéral qui chaussait les éperons, Goutchkov devait sembler à la généralité de " l'opinion publique " l'homme le plus fait pour une conspiration. Non point le prolixe professeur Milioukov, en vérité! Goutchkov a dû se rappeler plus d'une fois qu'un régiment de la Garde, en frappant rapidement un bon coup, peut se substituer à la révolution et la prévenir. Déjà, dans ses Mémoires, Witte dénonçait Goutchkov, qu'il détestait, comme un admirateur des méthodes employées par les Jeunes-Turcs pour régler son compte à un sultan indésirable. Mais Goutchkov qui, en ses jeunes années, n'avait pas trouvé le temps de manifester sa bravoure de Jeune-Turc, était maintenant d'un âge bien trop avancé. Et, surtout, cet émule de Stolypine ne pouvait se dispenser de voir une différence entre les conditions russes et celles de la vieille Turquie : un coup d'État au Palais, au lieu d'être un moyen préventif contre la révolution, ne serait-il pas la dernière commotion qui déclencherait l'avalanche, et le remède ne deviendrait-il pas ainsi pire que le mal ?

Dans la littérature consacrée à la Révolution de Février, l'on parle des préparatifs d'une révolution de palais comme d'un fait parfaitement établi. Milioukov s'exprime ainsi : " La réalisation de ce plan était prévue pour février. "

Dénikine reporte en mars l'opération. L'un et l'autre mentionnent qu'il était dans " le plan " d'arrêter en cours de route le train impérial, d'exiger une abdication et, au cas d'un refus, que l'on supposait inévitable, de procéder à " l'élimination physique " du tsar. Milioukov ajoute que, devant l'éventualité admissible du coup d'État, ceux des leaders du bloc progressiste qui n'étaient point du complot et qui n'étaient point " exactement " informés des préparatifs des conspirateurs, délibérèrent en petit comité sur la meilleure façon d'utiliser le coup d'État s'il réussissait. Plusieurs études marxistes, en ces dernières années, ajoutent foi à cette version d'une préparation pratique de la révolution. D'après cet exemple — soit dit en passant — l'on peut constater combien facilement et solidement les légendes conquièrent une place dans la science de l'histoire.

On donne souvent comme la plus importante preuve du complot un récit pittoresque de Rodzianko qui démontre que, précisément, il n'y eut aucune conspiration. En janvier 1917, le général Krymov, revenant du front à la capitale, se plaignit devant des membres de la Douma d'une situation qui ne pouvait durer : " Si vous vous résolvez à cette mesure extrême [déposer le tsar], nous vous soutiendrons. " Si vous vous résolvez... Un Octobriste, Chidlovsky, s'écria, exaspéré : " Inutile de le ménager et d'avoir pitié quand il mène la Russie à sa perte! " Dans un débat tumultueux, on a cité un propos authentique ou apocryphe de Broussilov : " S'il faut choisir entre le tsar et la Russie, je marcherai pour la Russie. " *S'il faut!* Le jeune millionnaire Téréchtchenko se montrait irréductible régicide. Chingarev, cadet, déclara : " Le général a raison : un coup d'État est indispensable. *Mais qui s'y décidera?* " Toute la question est là : qui s'y décidera? Telles sont en substance les déclarations de Rodzianko qui, lui-même, se prononçait contre le coup d'État. Au cours des peu nombreuses semaines qui suivirent, le plan ne fit, vraisemblablement, aucun progrès. On parlait d'un arrêt du train impérial, mais on ne voit pas du tout quel homme eût dû se charger de l'opération.

Le libéralisme russe, quand il était plus jeune, soutenait de son argent et de ses sympathies les révolutionnaires-terroristes, espérant qu'à coups de bombes ces derniers réduiraient la monarchie à se jeter dans ses bras. Aucun de ces honorables personnages n'était habitué à risquer sa tête. Mais la crainte n'était pas tellement celle des individus que celle d'une classe : cela va mal pour l'instant — raisonnaient-ils — mais si nous tombions dans le pire! En tout cas, si Goutchkov, Téréchtchenko et Krymov avaient marché sérieusement vers un coup d'État, le préparant pratiquement, mobilisant des forces et des ressources, on l'aurait su de la façon la plus exacte et la plus précise après la révolution, car les participants, surtout les jeunes exécutants dont on aurait eu besoin, en bon nombre, n'eussent eu aucun motif de taire un exploit " presque " réalisé : à dater de février, cela eût tout simplement assuré leur carrière, Or, aucune révélation de ce genre n'a été faite. Il est parfaitement évident aussi que, du côté de Goutchkov et de Krymov, l'affaire ne fut

pas poussée au-delà de soupirs patriotiques entre le vin et le cigare. Ainsi, les étourdis de la Fronde aristocratique de même que les lourdauds de l'opposition ploutocratique ne trouvèrent pas en eux-mêmes assez de souffle pour corriger par des actes la marche d'une entreprise qui tournait mal.

En mai 1917, Maklakov, un des libéraux les plus diserts et les plus futiles, s'écriera, dans une conférence particulière de la Douma que la révolution congédiera avec la monarchie : " Si la postérité vient à maudire cette révolution, elle nous maudira aussi de n'avoir pas su prévenir les événements en temps opportun par un coup d'État d'en haut! " Plus tard encore, dans l'émigration, Kérensky, à la suite de Maklakov, dira sa contrition : " Oui, la Russie censitaire a trop atermoyé pour faire en temps utile le coup d'État d'en haut (dont on parlait tant et auquel l'on se préparait tellement [?]) ; elle a tardé à prévenir l'explosion des forces élémentaires de l'État. "

Ces deux exclamations parachèvent le tableau, montrant que même après la révolution, quand celle-ci eut déchaîné toutes ses indomptables énergies, de savants bélîtres continuèrent à croire que l'on eût pu la prévenir en remplaçant, " en temps utile " une petite caboche dynastique!

On n'eut pas assez d'audace pour décider une " grande " révolution de palais. Mais de là naquit le plan d'un petit coup d'État. Les conspirateurs libéraux n'osèrent pas supprimer le principal acteur de la monarchie ; les grands-ducs résolurent de s'en prendre au souffleur : ils conçurent l'assassinat de Raspoutine comme le dernier moyen de sauver la dynastie.

Le prince Ioussoupov, marié à une Romanova, s'assura le concours du grand-duc Dmitri Pavlovitch et du député monarchiste Pourichkévitch. Ils tentèrent d'entraîner le libéral Maklakov, évidemment pour donner à l'assassinat un caractère d'acte national. Le célèbre avocat se récusa bien sagement, après avoir tout de même procuré du poison aux conjurés. Détail de grand style! Les affidés jugèrent, non sans raison, qu'une automobile de la maison impériale faciliterait l'enlèvement du cadavre : les armoiries grand-ducales trouvaient leur emploi. Les faits se déroulèrent ensuite comme d'après une mise en scène de cinéma calculée pour des gens de mauvais goût. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, Raspoutine, attiré dans une ripaille au palais Ioussoupov, fut tué.

Les classes dirigeantes, exception faite d'une étroite camarilla et de mystiques admiratrices, considérèrent l'assassinat de Raspoutine comme un acte de salut. Mis aux arrêts de rigueur dans son palais, le grand-duc dont les mains, selon l'expression du tsar, se trouvèrent maculées du sang du moujik — un Christ, c'est entendu, mais un moujik tout de même! — reçut des visites de sympathie de tous les membres de la famille impériale qui se trouvaient à Pétrograd, La propre sœur de

la tsarine, veuve du grand-duc Serge, télégraphia qu'elle priait pour les meurtriers et qu'elle bénissait leur geste patriotique. Les journaux, tant qu'il ne leur fut pas interdit de mentionner Raspoutine, publièrent des articles enthousiastes. Dans les théâtres, il y eut des tentatives de manifestations en l'honneur des assassins. Dans la rue, des félicitations étaient échangées entre passants. " Dans les maisons privées, dans les assemblées d'officiers, dans les restaurants — écrit le prince Ioussoupov — on buvait à notre santé ; dans les usines, les ouvriers poussaient des hourras en notre honneur. " Il est parfaitement permis d'admettre que les ouvriers ne furent pas chagrinés quand ils apprirent l'assassinat de Raspoutine. Mais leurs acclamations n'avaient rien de commun avec les espoirs fondés sur un relèvement de la dynastie.

La camarilla raspoutinienne s'était tapie dans l'expectative. Le staretz fut enterré dans la plus stricte intimité, par le tsar, la tsarine, leurs filles et Vyroubova ; auprès du cadavre du saint Ami, de l'ex-voleur de chevaux, exécuté par les grands-ducs, la famille régnante devait se sentir elle-même proscrite. Cependant, même enseveli, Raspoutine ne trouva point le repos. Lorsque Nicolas et Alexandra Romanov furent considérés comme en état d'arrestation, des soldats, à Tsarskoïé-Sélo, défoncèrent la tombe et ouvrirent le cercueil. Au chevet du mort se trouvait une icone portant cette inscription ; " Alexandra, Olga, Tatiana, Maria, Anastasia, Ania. " Le Gouvernement provisoire envoya un fondé de pouvoir chargé — on se demande pourquoi — de ramener le corps à Pétrograd. La foule s'y opposa et le délégué dut faire incinérer le cadavre sur place.

Après l'assassinat de l'Ami, la monarchie n'avait plus que dix semaines à vivre. Cependant, ce court laps de temps lui appartenait encore. Raspoutine n'était plus, mais son ombre continuait de régner. Contrairement à toutes les attentes des conspirateurs, le couple impérial, après le meurtre, s'entêta à mettre en première ligne les personnages les plus méprisés de la clique raspoutinienne. Pour venger le mort, un vaurien fieffé fut nommé ministre de la Justice. Plusieurs grands-ducs furent exilés de la capitale. On colportait que Protopopov s'occupait de spiritisme, évoquant l'esprit de Raspoutine. Le nœud d'une situation sans issue se resserrait.

L'assassinat joua un grand rôle, mais non point celui qu'avaient escompté les exécuteurs et les inspirateurs. Au lieu d'atténuer la crise, cet acte l'aggrava. Partout l'on parlait de ce meurtre : dans les palais, dans les états-majors, dans les usines et dans les isbas de paysans. Une déduction s'imposait : les grands-ducs eux-mêmes n'avaient contre la camarilla lépreuse d'autres voies que le poison et le revolver. Le poète Blok a écrit au sujet de l'assassinat de Raspoutine : " La balle qui l'acheva atteignit en plein cœur la dynastie régnante. "

Robespierre rappelait déjà à l'Assemblée constituante que l'opposition de la noblesse, ayant affaibli la monarchie, avait mis en branle la bourgeoisie et, après elle, les masses populaires. Robespierre donnait en même temps cet avertissement : dans le reste de l'Europe, disait-il, la révolution ne pourrait pas se développer aussi rapidement qu'en France, parce que les classes privilégiées des autres pays, instruites par l'expérience de la noblesse française, ne se chargeraient pas de l'initiative d'une révolution. En présentant cette analyse remarquable, Robespierre se trompait cependant à supposer que la noblesse française, par son étourderie dans l'opposition, avait dû donner une fois pour toutes une leçon aux aristocrates des autres pays. La Russie démontra de nouveau, et en 1905 et, particulièrement, en 1917, qu'une révolution dirigée contre un régime d'autocratie et de demi-servage, par conséquent contre la classe noble, rencontre, en ses premières démarches, l'assistance non systématique, contradictoire, néanmoins très efficace, non seulement de la noblesse moyenne, mais aussi des sommets les plus privilégiés de cette classe, y compris même certains membres de la dynastie. Ce remarquable phénomène historique peut sembler inconciliable avec la théorie d'une société constituée en classes, mais, en réalité, n'en contredit que la conception triviale.

La révolution éclate lorsque tous les antagonismes sociaux ont atteint leur extrême tension. Mais c'est précisément ainsi que la situation devient intolérable même pour les classes de la vieille société, c'est-à-dire pour celles qui sont condamnées à la disparition. Sans accorder plus de valeur qu'il ne convient aux analogies biologiques, il est à propos de rappeler qu'un accouchement, à une certaine date, devient tout aussi inévitable pour l'organe maternel que pour son fruit. L'opposition des classes privilégiées prouve que leur situation sociale traditionnelle est incompatible avec les besoins de survivance de la société. La bureaucratie dirigeante commence à tout laisser partir à vau-l'eau. L'aristocratie, se sentant directement visée par l'hostilité générale, rejette la faute sur la bureaucratie. Celle-ci accuse l'aristocratie, et ensuite ces deux castes, ensemble ou séparément, retournent leur mécontentement contre la monarchie qui couronne leur pouvoir.

Le prince Chtcherbatov, qui, exerçant des fonctions dans les institutions de la noblesse, fut appelé un moment au ministère, disait ceci : " Et Samarine et moi sommes d'anciens maréchaux de la noblesse. Jusqu'à présent, personne ne nous a considérés comme des hommes de gauche, et nous ne nous considérons pas nous-mêmes comme tels. Mais ni l'un ni l'autre n'arrivons à comprendre une situation pareille dans l'État : le monarque et son gouvernement se trouvant en désaccord radical avec tout ce qu'il y a de raisonnable dans la société (les intrigues révolutionnaires ne valent pas qu'on en parle), avec la noblesse, les marchands, les municipalités, les zemstvos, et même l'armée. Si, en haut, l'on ne veut pas tenir compte de nos avis, notre devoir est de partir. "

La noblesse voit l'origine de tous les maux en ceci que la monarchie a été frappée de cécité ou a perdu la raison. La caste privilégiée ne croit pas qu'en général il ne puisse plus y avoir de politique qui réconcilierait l'ancienne société avec la nouvelle ; en d'autres termes la noblesse ne se résigne pas à accepter sa condamnation et, dans les affres de l'agonie, se met en opposition contre ce qu'il y a de plus sacré dans l'ancien régime, contre la monarchie. La violence et l'irresponsabilité de l'opposition aristocratique s'expliquent par les privilèges dont bénéficièrent historiquement les hautes sphères de la noblesse et par leurs craintes intolérables devant la révolution. Le manque de système et les contradictions de la Fronde aristocratique s'expliquent par ce fait que c'est l'opposition d'une classe qui n'a plus d'issue. Mais, de même qu'une lampe, avant de s'éteindre, projette un brillant bouquet de flamme, quoique fumeux, la noblesse, avant son extinction, passe par des éclats d'opposition qui rendent les plus grands services à ses mortels ennemis. Telle est la dialectique de ce processus qui non seulement s'accorde avec la théorie des classes sociales, mais ne s'explique que par cette théorie.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (D.F.).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

6 L'agonie de la monarchie

La dynastie s'était abattue sous la secousse comme un fruit pourri avant même que la révolution eût eu le temps d'aborder l'examen de ses problèmes les plus urgents. L'image de l'ancienne classe dirigeante ne serait point achevée si l'on ne s'efforçait de montrer comment la monarchie parvint à l'heure de sa chute.

Le tsar se trouvait au G. Q. G., à Mohilev, où il s'était rendu non point parce que l'on y aurait eu besoin de lui, mais pour échapper aux inquiétudes que donnait Pétrograd. Le général Doubensky, mémorialiste de la Cour, qui avait accompagné le tsar au G. Q. G., notait dans son journal : " Ici, le train de vie est devenu tranquille. Tout continuera comme par le passé. Il n'y a rien à attendre de lui [du tsar]. A moins seulement de circonstances extérieures qui pourraient, par hasard, provoquer quelque changement... " Le 24 février la tsarine écrivait (en anglais, comme d'habitude) à Nicolas, au G. Q. G. : " J'espère que ce Kédrinsky de la Douma [il s'agit de Kérensky] sera pendu pour ses épouvantables discours : c'est indispensable (loi martiale) et ce sera un exemple. Tous sont extrêmement désireux de te voir montrer de la fermeté et te supplient de le faire. " Le 25 février, le G. Q. G. recevait

un télégramme du ministre de la Guerre, annonçant que des grèves s'étaient déclarées dans la capitale, que des troubles commençaient dans les milieux ouvriers, mais que des mesures étaient prises et qu'il ne se passait rien de sérieux. En un mot, l'on en avait vu d'autres et l'on en verrait encore !

La tsarine, qui avait toujours exhorté le tsar à ne point céder, essayait encore de payer d'aplomb. Le 26 février, dans l'évidente intention de remonter le courage incertain de Nicolas, elle lui télégraphie que " tout est calme en ville ". Mais, dans un télégramme du soir, elle est déjà forcée de reconnaître que " cela ne va pas bien du tout en ville ". Par lettre, elle dit : " Il faut déclarer nettement aux ouvriers qu'il leur est défendu de se mettre en grève et, en cas d'infraction, les envoyer au front pour les punir. Les fusillades sont tout à fait inutiles ; il faut seulement maintenir l'ordre et empêcher les ouvriers de passer les ponts. " Oui, vraiment, il suffisait de peu : de l'ordre seulement ! Et surtout ne pas admettre les ouvriers dans le centre, les laisser étouffer dans la rageuse impuissance de leurs faubourgs.

Le matin du 27, le général Ivanov est expédié du front sur la capitale avec un bataillon de chevaliers de Saint-Georges et des pouvoirs de dictateur qu'il ne doit cependant révéler qu'après occupation de Tsarskoïé-Sélo. " Il est difficile d'imaginer un personnage moins approprié à la situation — écrira le général Dénikine, qui, dans la suite, s'exerça lui-même à la dictature militaire — un vieillard caduc, qui ne se rendait pas bien compte de la situation politique, qui n'avait plus ni forces, ni énergie, ni volonté, ni rigueur. " Le choix était tombé sur Ivanov d'après les souvenirs gardés de la première Révolution : onze ans auparavant, il avait réprimé le soulèvement de Cronstadt. Mais ces années ne s'étaient pas écoulées sans laisser de traces : les punisseurs s'étaient usés, les punis étaient devenus des hommes mûrs. Les fronts du Nord et de l'Ouest reçurent l'ordre de préparer des troupes pour une expédition sur Pétrograd. Évidemment, l'on croyait avoir du temps devant soi. Ivanov, personnellement, pensait en finir bientôt avec succès, et il n'oublia même pas de charger un de ses aides de camp d'acheter à Mohilev des provisions pour les connaissances qu'il avait à Pétrograd.

Le 27 février, dans la matinée, Rodzianko expédiait au tsar un nouveau télégramme qui s'achevait ainsi : " La dernière heure est venue : le sort de la patrie et de la dynastie est en jeu. " Le tsar dit au comte Frederiks, ministre de la Cour : " C'est encore ce gros Rodzianko qui m'écrit toutes sortes de balivernes auxquelles je ne répondrai même pas. " Pourtant, non, ce n'étaient point des balivernes ! Et il allait falloir répondre.

Vers midi de ce même 27 février, le G. Q. G. recevait du général Khabalov un rapport sur le soulèvement des régiments Pavlovsky, volhynien, lituanien et Préobrajensky, et sur la nécessité d'envoyer du front des troupes sûres. Une heure après arrive, du ministre de la Guerre, un télégramme tout à fait rassurant : " Les

troubles qui avaient commencé, ce matin, dans certains éléments de la garnison, sont réprimés fortement et énergiquement par des compagnies et des bataillons fidèles à leur devoir. ... Je suis fermement convaincu d'un rapide rétablissement du calme... " Pourtant, après sept heures du soir, le même Béliaev rapporte déjà que " les peu nombreuses troupes qui sont restées fidèles à leur devoir ne réussissent pas à en finir avec la mutinerie ", et réclame l'arrivée, d'urgence, de troupes vraiment sûres, et encore en quantité suffisante " pour qu'elles puissent agir simultanément dans les différents secteurs de la ville ".

Le Conseil des ministres, ce jour-là, crut opportun d'éliminer, d'autorité, de son propre milieu, celui que l'on supposait être le responsable de tous les malheurs : Protopopov, le détraqué qui était ministre de l'Intérieur. En même temps, le général Khabalov mettait en circulation un document préparé à l'insu du gouvernement déclarant Pétrograd en état de siège, de par les ordres de Sa Majesté. C'est ainsi qu'on essayait encore de combiner le chaud avec le froid, mais vraisemblablement sans préméditation et, en tout cas, sans espoir de succès. L'on ne réussit même pas à faire coller en ville les affiches annonçant l'état de siège : le *gradonatchalnik* (préfet de la Ville) Balka ne trouva ni colle ni brosses. D'une façon générale, " rien ne collait plus " pour ces autorités, car elles appartenaient déjà au royaume des ombres.

La plus grande de ces ombres, dans le dernier ministère du tsar, fut un septuagénaire, le prince Golytsine, qui avait dirigé auparavant certaines œuvres philanthropiques de la tsarine, et que celle-ci avait promu chef de gouvernement pendant la période de guerre et de révolution. Lorsque des amis demandaient à ce " débonnaire *barine* russe ", à ce " vieux ramolli " (d'après les termes du baron Nolde, libéral), pourquoi il avait accepté un poste si lourd de soucis, Golytsine répondait : " Pour avoir un bon souvenir de plus. " Il n'arriva toutefois point à ce résultat. Sur l'état d'âme du dernier gouvernement du tsar en ces heures-là, nous avons comme témoignage le récit suivant de Rodzianko : " A la première nouvelle d'un mouvement des masses vers le palais Marie, où le Conseil des ministres tenait ses séances, toutes les lumières furent immédiatement éteintes dans l'édifice. Les gouvernants ne voulaient qu'une seule chose : n'être pas remarqués par la révolution. Pourtant, le bruit qui avait couru se trouva trompeur, le palais ne fut pas attaqué et quand on ralluma les feux, un des membres du gouvernement du tsar fut découvert, " à sa propre surprise ", caché sous une table. Quels étaient les souvenirs qu'il amassait là, on ne sait. "

Mais l'état d'âme de Rodzianko lui-même n'était vraisemblablement pas à la hauteur des circonstances. Par de longs mais vains appels téléphoniques au gouvernement, le président de la Douma essaie encore de prendre à l'écoute le prince Golytsine. Celui-ci répond : " Je vous prie de ne plus vous adresser à moi.

J'ai donné ma démission. " A cette nouvelle, Rodzianko, d'après le récit de son fidèle secrétaire, retomba lourdement sur son fauteuil et se couvrit le visage des deux mains... " Seigneur ! C'est affreux ! Nous n'avons plus de pouvoir !... C'est l'anarchie !... C'est du sang !... " Et il pleura doucement. Lorsque s'évanouissait le fantôme sénile du pouvoir tsariste, Rodzianko se sentait malheureux, abandonné, orphelin. Comme il était loin à cette heure de penser que, le lendemain, il devrait " se mettre à la tête " de la révolution !

La réponse que Golytsine donnait par téléphone s'explique ainsi : dans la soirée du 27, le Conseil des ministres se reconnut définitivement incapable de dominer la situation et invita le tsar à placer à la tête du gouvernement une personnalité jouissant de la confiance générale. Le tsar répondit à Golytsine : " Pour ce qui est de changements dans le personnel en ces circonstances, je les juge inadmissibles. Nicolas. " Quelles autres circonstances attendait-il donc ? En même temps, il exigeait que l'on prît les " mesures les plus résolues " pour écraser la révolte. C'était plus facile à dire qu'à faire.

Le lendemain 28, l'indomptable tsarine perd enfin courage à son tour. Elle télégraphie à Nicolas : " Des concessions sont indispensables. Les grèves continuent. De nombreuses troupes se sont mises du côté de la révolution. Alice. " Il avait fallu le soulèvement de la Garde tout entière, de toute la garnison, pour forcer la Hessoise, zélatrice de l'autocratie, à reconnaître que des " concessions étaient indispensables ". Alors, le tsar commence à entrevoir que " le gros Rodzianko " ne lui avait pas communiqué des balivernes. Nicolas décide de rejoindre sa famille. Il est possible qu'il soit légèrement poussé dehors par les généraux du G. Q. G. qui éprouvent un certain malaise.

Le train impérial passa d'abord sans incidents ; comme d'ordinaire, les chefs de police et les gouverneurs venaient le saluer aux stations. Loin du tourbillon révolutionnaire, dans son wagon habituel, entouré de sa suite familière, le tsar avait apparemment encore perdu le sens d'un dénouement imminent. Le 28, à 3 heures de l'après-midi, alors que son sort est déjà décidé par la marche des événements, il expédie à la tsarine, de Viazma, ce télégramme : " Il fait très beau. J'espère que vous vous sentez bien et tranquille. De nombreuses troupes sont envoyées du front. Votre tendrement affectueux Niki. " Au lieu des concessions que la tsarine elle-même réclame avec instance, le tsar tendrement affectueux envoie des troupes du front. Mais, bien qu'il fasse " très beau ", le tsar va se trouver, dans quelques heures, face à face avec la tempête révolutionnaire. Le train impérial atteignit la station de Vichéra ; les cheminots ne le laissèrent pas aller plus loin : " un pont en mauvais état ". Le plus probable est que ce prétexte fut inventé par la suite impériale pour donner meilleur aspect à sa situation. Nicolas essaya de passer ou bien l'on essaya de le faire passer par Bologoïé, qui se trouve sur le chemin de fer de Moscou

à Pétrograd ; mais son train ne fut point admis de ce côté-là. La démonstration devenait plus éloquente que tous les télégrammes reçus de Pétrograd. Le tsar, coupé de son G. Q. G., ne trouvait pas de voies vers sa capitale. Avec de simples " pions ", les cheminots, la révolution faisait échec au roi !

L'historiographe de la Cour, Doubensky, qui accompagnait le tsar dans le train, note dans son journal particulier : " Tous reconnaissent que le tournant de cette nuit, à Vichéra, a une importance historique... Pour moi, il est absolument clair que la question d'une constitution est réglée ; à coup sûr, la constitution sera accordée... Tous disent qu'il faut seulement marchander avec eux, avec les membres du Gouvernement provisoire. " La voie est barrée par un sémaphore au delà duquel il y aurait péril de mort, et le comte Frederiks, le prince Dolgouroky, le duc de Leuchtenberg, tous, tous ces hauts seigneurs, sont maintenant partisans d'une constitution. Ils ne songent même plus à la lutte. Il faut seulement marchander, c'est-à-dire essayer de duper encore les gens, comme en 1905.

Tandis que le train errait, ne trouvant pas la bonne voie, la tsarine envoyait au tsar télégrammes sur télégrammes, le priant de rentrer le plus tôt possible. Mais les télégrammes lui revenaient avec mention au crayon bleu : " Résidence du destinataire inconnue. " Les employés du télégraphe ne retrouvaient plus le tsar de Russie...

Des régiments, drapeaux et musique en tête, marchaient vers le palais de Tauride. Les équipages de la Garde se mirent en branle sous le commandement du grand-duc Kirile Vladimirovitch, lequel trouva tout d'un coup, comme en témoigne la comtesse Kleinmichel, la prestance d'un révolutionnaire. Les factionnaires s'étaient dispersés. Les familiers du palais quittaient les lieux. " Ce fut un sauve-qui-peut ", a écrit Vyroubova. Dans le palais rôdaient des bandes de soldats révolutionnaires, examinant toutes choses avec une avide curiosité. Avant même que les hautes sphères n'eussent décidé du sort de la monarchie, les éléments de la base transformaient le palais des tsars en musée.

Le tsar, dont le domicile est inconnu, oblique vers Pskov, vers l'état-major du front Nord, qui est commandé par le vieux général Roussky. Les membres de la suite impériale font propositions sur propositions. Le tsar atermoie. Il compte encore sur des jours et des semaines, bien que la révolution ne calcule plus que par minutes.

Le poète Alexandre Blok caractérisait le tsar, au cours des derniers mois de la monarchie, dans les termes suivants : " Entêté et cependant dépourvu de volonté, nerveux mais émoussé sous tous les rapports, n'ayant plus confiance en personne, excédé mais circonspect dans ses propos, il n'était plus maître de lui. Il avait cessé de comprendre la situation et ne faisait plus aucun pas dont il se rendît compte, se

laissant totalement aller aux mains de ceux que lui-même avait élevés au pouvoir. " A quel point donc durent s'accentuer ces traits particuliers, manque de volonté, énervement, circonspection et méfiance à la fin de février et au début de mars !

Finalement, Nicolas se détermina à envoyer — et pourtant, semble-t-il, n'expédia point — un télégramme au Rodzianko qu'il exécrait : disant que, pour le salut de la patrie, le président de la Douma était chargé de constituer un nouveau cabinet ministériel ! Cependant, le tsar se réservait de distribuer lui-même les portefeuilles des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine. Il voulait encore marchander avec " ces gens-là " ; des " troupes nombreuses " ne marchaient-elles pas sur Pétrograd ?...

Effectivement, le général Ivanov atteignit sans difficulté Tsarskoïé-Sélo : de toute évidence, les cheminots n'osaient opposer de la résistance au bataillon des chevaliers de Saint-Georges. Le général a avoué plus tard qu'en cours de route il eut à faire trois ou quatre fois des " remontrances paternelles " à de simples soldats qui lui avaient parlé grossièrement : il les faisait mettre à genoux. Dès l'arrivée du " dictateur " à Tsarskoïé-Sélo, les autorités locales vinrent lui rapporter qu'un conflit entre le bataillon Saint-Georges et les troupes du rang comporterait un danger pour la famille impériale. Tout simplement, ces autorités, ayant peur pour leur compte, conseillaient au " pacificateur " de rétrograder sans avoir déchargé ses wagons.

Le général Ivanov posa à l'autre " dictateur ", Khabalov, dix questions auxquelles il fut répondu avec précision. Nous les reproduisons intégralement — cela en vaut la peine.

Questions d'Ivanov, réponses de Khabalov

1. Quels sont les contingents qui restent disciplinés et quels sont ceux qui se livrent à des désordres ?

J'ai à ma disposition, dans les bâtiments de l'Amirauté, quatre compagnies de la Garde, cinq escadrons et sotnias de Cosaques, deux batteries d'artillerie ; les autres troupes ont pris le parti des révolutionnaires, ou bien, par un accord conclu avec ces derniers, restent neutres. Il y a des soldats et des bandes qui rôdent par la ville et désarment les officiers.

2. Quelles sont les gares qui sont gardées ?

Toutes les gares sont au pouvoir des révolutionnaires et rigoureusement gardées par eux.

3. Quels sont les quartiers de la ville où l'ordre est maintenu ?

Toute la ville est au pouvoir des révolutionnaires, le téléphone ne fonctionne pas, il n'y a plus de liaison avec les quartiers.

4. Quelles sont les autorités qui administrent ces quartiers ?

Je ne puis répondre.

5. Tous les ministères fonctionnent-ils normalement ?

Les ministres ont été mis en état d'arrestation par les révolutionnaires.

6. Quelles sont les autorités de police dont vous disposez en ce moment ?

Aucune.

7. Quelles sont les institutions techniques et administratives du département de la Guerre dont vous disposez en ce moment ?

Néant.

8. Quelle est la quantité de ravitaillement dont vous disposez ?

Je ne dispose d'aucune quantité. Il y avait en ville, à la date du 25 février, 5 600 000 pouds de farine en réserve.

9. La quantité d'armes, de pièces d'artillerie et de munitions dont se sont

emparés les émeutiers est-elle grande ?

Tout ce qui relève de l'artillerie est au pouvoir des révolutionnaires.

10. Quels sont les pouvoirs militaires et états-majors qui restent à vos ordres ?

J'ai personnellement à ma disposition le chef d'état-major du corps d'armée ; je n'ai pas de liaison avec les autres centres de commandement.

Ainsi renseigné, d'une façon si peu équivoque, sur la situation, le général Ivanov " consentit " à ramener en arrière son échelon de troupes, qui n'avait pas débarqué, jusqu'à la station de Dno. " C'est de cette façon — conclut le général Loukomsky, un des principaux personnages du G. Q. G. — qu'il ne résulta rien sauf un scandale, de la mission confiée au général Ivanov avec pleins pouvoirs de dictateur. "

D'ailleurs, ce scandale eut peu de retentissement, il fut noyé sans laisser de traces dans le flot des événements. Le dictateur expédia, doit-on croire, des provisions à ses connaissances de Pétrograd et eut un long entretien avec la tsarine : elle allégua l'abnégation de son travail dans les hôpitaux militaires et se plaignit de l'ingratitude de l'armée et du peuple.

Entre-temps arrivent à Pskov, par Mohilev, des nouvelles de plus en plus désastreuses. Les gardes du corps de sa majesté, qui étaient restés à Pétrograd, et dont chaque soldat, connu par son petit nom, était l'objet des faveurs de la famille impériale, se présentèrent à la Douma d'Empire, demandant l'autorisation d'arrêter ceux de leurs officiers qui avaient refusé de participer au soulèvement. Le vice-amiral Kouroch fait savoir qu'il ne voit pas la possibilité de prendre des mesures pour dompter la rébellion à Cronstadt, étant donné qu'il ne peut répondre d'aucun contingent. L'amiral Népénine télégraphie que la flotte de la Baltique a reconnu le Comité provisoire de la Douma d'Empire. Le chef du corps d'armée de Moscou, Mrozovsky, communique : " La majorité des troupes, avec l'artillerie, s'est livrée aux révolutionnaires qui, par conséquent, sont maîtres de la ville ; le *gradonatchalnik* et son adjoint ont quitté leur résidence. " *Quitté* voulait dire *fui*.

Le tsar eut connaissance de tout cela le 1er mars dans la soirée. Jusque tard dans la nuit, ce furent des conversations, des exhortations au sujet d'un ministère responsable. Enfin, le tsar, vers deux heures du matin, donna son consentement et il y eut, dans son entourage, un soupir de soulagement. Comme on croyait qu'ainsi le

problème révolutionnaire avait reçu sa solution, l'ordre fut donné de ramener au front les contingents qui avaient été dirigés sur Pétrograd pour écraser le soulèvement. Roussky s'empressait, dès l'aube, de communiquer la bonne nouvelle à Rodzianko. Mais la montre du tsar retardait beaucoup. Rodzianko, qui, au palais de Tauride, était déjà assailli par les démocrates, les socialistes, les soldats, les députés ouvriers, répondait à Roussky : " Ce que vous comptez faire est insuffisant et c'est le sort de la dynastie qui se joue... Partout, les troupes prennent le parti de la Douma et du peuple, exigeant une abdication en faveur de l'héritier sous la régence de Michel Alexandrovitch. "

A vrai dire, les troupes ne songeaient nullement à réclamer l'héritier, ni Michel Alexandrovitch. Rodzianko attribuait tout simplement à l'armée et au peuple un mot d'ordre à l'aide duquel la Douma espérait encore contenir la révolution. Quoi qu'il en soit, l'acquiescement du tsar fut encore tardif. " L'anarchie, déclara Rodzianko, prend une telle extension que j'ai été forcé, cette nuit, de nommer un gouvernement provisoire. A mon regret, le manifeste est venu trop tard... " Ces paroles solennelles prouvent que le président de la Douma avait déjà trouvé le temps de sécher les larmes versées par lui sur Golytsine. Le tsar lut le compte rendu de cet entretien entre Rodzianko et Roussky, hésita, relut le document et prit le parti d'attendre. Mais, alors, les chefs d'armée sonnèrent l'alarme : c'est qu'ils se sentaient un peu mis en cause, eux aussi !

Le général Alexéïev procéda pendant la nuit à une sorte de plébiscite dans le haut commandement des divers fronts. Il est bon que les révolutions modernes s'accomplissent avec le concours du télégraphe, de sorte que les toutes premières réactions et répliques des détenteurs du pouvoir restent fixées pour l'histoire sur le ruban de papier. Les pourparlers qui eurent lieu entre les feld-maréchaux de sa majesté dans la nuit du 1er au 2 mars constituent un document humain d'un intérêt incomparable. Le tsar devait-il, oui ou non, abdiquer ? Evert, général en chef du front Ouest, ne consentait à donner son opinion qu'après avoir connu l'avis des généraux Roussky et Broussilov. Le général Sakharov, commandant sur le front roumain, exigeait qu'on lui communiquât préalablement les conclusions de tous les autres grands chefs. Après bien des simagrées, ce valeureux guerrier déclara que son ardent attachement au monarque ne lui permettait pas, en son âme et conscience, d'accepter " l'infâme proposition " ; néanmoins, " en sanglotant ", il recommandait au tsar d'abdiquer, à seule fin " de s'épargner des sollicitations encore plus abominables ". Le général aide de camp Evert expliquait persuasivement la nécessité de la capitulation : " Je prends toutes mesures pour que les informations concernant la situation actuelle dans les capitales ne pénètrent pas dans l'armée, afin de prévenir des troubles qui se produiraient indubitablement. Il n'existe aucun moyen d'arrêter le cours de la révolution dans les capitales. " Le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, du front caucasien, suppliait à genoux le tsar de prendre " une

mesure extraordinaire " et d'abdiquer ; mêmes supplications de la part des généraux Alexéïev et Broussilov, et de l'amiral Népénine. Quant à Roussky, il formulait oralement les mêmes instances. Sept grands chefs appliquaient respectueusement leurs revolvers aux tempes du monarque adoré. Appréhendant de laisser passer le moment d'une conciliation avec le nouveau pouvoir, redoutant en outre, et non moins, leurs propres troupes, ces hauts capitaines, habitués à rendre les positions, donnèrent à leur tsar-généralissime un conseil unanime : disparaître de la scène sans coup férir. Ainsi parlait non plus le lointain Pétrograd contre lequel, semblait-il, il eût été possible d'envoyer des troupes, mais le front sur lequel il eût fallu prélever des contingents.

Après avoir entendu un rapport si convaincant, le tsar se détermina à abandonner un trône qu'il ne possédait déjà plus. Un télégramme approprié aux circonstances fut préparé, à l'adresse de Rodzianko : " Il n'est point de sacrifice que je ne puisse consentir pour le véritable bien et le salut de notre mère la Russie. En suite de quoi, je suis disposé à abdiquer en faveur de mon fils, à condition qu'il reste auprès de moi jusqu'à sa majorité, sous la régence de mon frère le grand-duc Michel Alexandrovitch. Nicolas. " Cependant, encore une fois, ce télégramme ne fut pas expédié, car on apprit que, de la capitale, se rendaient à Pskov les députés Goutchkov et Choulguine. C'était un nouveau motif de différer la décision. Le tsar ordonna qu'on lui rendît le télégramme. Il appréhendait évidemment de faire un mauvais marché et attendait encore des nouvelles consolantes, ou, plus exactement, comptait sur un miracle. Les députés étant arrivés, Nicolas les reçut à minuit, entre les 2 et 3 mars, Le miracle ne s'était pas produit et il était désormais impossible de s'esquiver. Le tsar déclara inopinément qu'il ne pouvait se séparer de son fils (quels vagues espoirs fermentaient alors dans sa tête ?) et signa le manifeste d'abdication en faveur de son frère. Il signait en même temps des oukases au Sénat, nommant le Prince Lvov président du Conseil des ministres et Nicolas Nicolaïévitch généralissime. Les soupçons familiaux de la tsarine se trouvèrent comme justifiés : l'exécré " Nicolacha " revenait au pouvoir avec les conspirateurs. Vraisemblablement, Goutchkov estimait sérieusement que la révolution se résignerait à avoir un très auguste chef de guerre. Nicolas Nicolaïévitch, lui aussi, prit cette nomination pour monnaie sonnante. Il essaya même, pendant quelques jours, de donner des ordres et de lancer des appels à l'accomplissement du devoir patriotique. Cependant, la révolution procéda sans douleur à son expulsion.

Pour garder une apparence de libre arbitre, le manifeste d'abdication fut daté de 3 heures de l'après-midi, sous prétexte que cette décision du tsar avait été primitivement prise à cette heure-là. Mais, en fait, la " solution " adoptée dans la journée, transmettant le trône au fils et non point au frère, avait été retirée dans l'espoir que les événements prendraient une meilleure tournure. Personne, pourtant, ne signala ouvertement le faux. Le tsar tentait une dernière fois de sauver la face

devant des députés odieux, lesquels, d'autre part, admirent la falsification dans un acte historique, c'est-à-dire une imposture devant le peuple. La monarchie quittait la scène en gardant son style particulier. Mais ses héritiers restèrent aussi fidèles à eux-mêmes. Il est probable qu'ils considérèrent même leur défaillance comme la magnanimité du vainqueur à l'égard du vaincu.

Délaissant un peu le style impersonnel de son journal intime, Nicolas note ceci, le 2 mars : " Ce matin Roussky est venu et m'a lu le texte d'une très longue conversation qu'il a eue par téléphone avec Rodzianko. A l'entendre, la situation à Pétrograd est telle qu'un ministère composé de membres de la Douma d'Empire sera impuissant à faire quoi que ce soit, car il est combattu par le parti s.-dékiste (social-démocrate) représenté par un comité ouvrier. Mon abdication est nécessaire. Roussky a transmis la teneur de cette conversation au G. Q. G. d'Alexéïev et à tous les commandants d'armée. A midi et demi, les réponses ont été reçues. Pour le salut de la Russie et le maintien de l'armée sur le front, je me suis décidé à faire ce pas. J'ai consenti et un projet de manifeste a été envoyé du G. Q. G. Le soir sont arrivés de Pétrograd Goutchkov et Choulguine avec lesquels j'ai eu des pourparlers et à qui j'ai remis le manifeste modifié et signé. A une heure du matin suis parti de Pskov, le cœur lourd ; autour de moi tout est trahison, lâcheté, tromperie. "

L'amertume de Nicolas II n'était pas, il faut le reconnaître, dépourvue de motifs. Tout récemment encore, le 28 février, le général Alexéïev télégraphiait à tous les commandants en chef sur les fronts : " Nous avons tous l'obligation sacrée, devant le souverain et la patrie, de maintenir dans les troupes du front la fidélité au devoir et au serment prêté. " Or, deux jours après, Alexéïev invitait les mêmes chefs à manquer à leur " devoir ", à violer leur " serment ". Dans le haut commandement, il ne se trouva personne qui intervînt en faveur de son tsar. Tous se hâtaient de prendre place sur le vaisseau de la Révolution, comptant bien y trouver des cabines confortables. Généraux et amiraux se défaisaient des insignes tsaristes et se paraient de rubans rouges. Dans la suite, on signala le cas unique d'un juste : un chef de corps d'armée mourut d'une embolie au moment de prêter le nouveau serment. Mais il n'est pas démontré que la rupture cardiaque ait eu lieu par suite de l'offense faite à son sentiment monarchiste et non par quelque autre cause. Les dignitaires civils, par leur situation même, n'étaient pas plus tenus de faire preuve de courage que les militaires. Chacun se tirait d'affaire comme il pouvait.

Décidément, la montre de la monarchie n'était plus d'accord avec celle de la révolution. Le 3 mars, à l'aube, Roussky fut de nouveau appelé, par fil direct, de la capitale. Rodzianko et le prince Lvov exigeaient qu'on retirât le manifeste qui venait encore trop tard. L'avènement d'Alexis, disaient évasivement les nouveaux maîtres du pouvoir, pourrait être agréé — par qui? — mais l'intronisation de Michel est absolument inacceptable. Roussky, non sans causticité, exprima le regret

d'apprendre que les députés de la Douma arrivés la veille n'étaient pas suffisamment renseignés sur le but et l'objet de leur voyage. Mais les députés trouvèrent aussi leur justification : " D'une façon inattendue pour tout le monde a éclaté une mutinerie de soldats telle que je n'ai rien vu de pareil ", expliqua à Roussky le chambellan, comme s'il n'avait fait autre chose, toute sa vie, que d'observer des mutineries de soldats. " Proclamer Michel empereur, ce serait jeter de l'huile sur le feu et alors commencerait l'implacable extermination de tout ce qui peut être exterminé. " Comme les voilà tous retournés, ployés, secoués, tortillés !

Le corps des généraux encaisse encore sans mot dire cette nouvelle " prétention infâme " de la révolution. Seulement, Alexéïev soulage un peu sa conscience en télégraphiant aux chefs d'armée : " Le président de la Douma subit la puissante pression des partis de gauche et des députés ouvriers ; dans les communications de Rodzianko, il n'y a ni franchise, ni sincérité. " Seulement, la sincérité manquait aux généraux en ces heures-là.

Mais le tsar changea d'avis encore une fois. Arrivé de Pskov à Mohilev, il remit à son ancien chef d'état-major Alexéïev une feuille de papier à transmettre à Pétrograd : il déclarait consentir à laisser le trône à son fils. Évidemment, cette combinaison lui avait finalement semblé plus prometteuse. Alexéïev, d'après le récit de Dénikine, emporta la dépêche et... ne l'expédia point. Il estima que c'en était assez des deux manifestes précédemment adressés à l'armée et au pays. L'incohérence provenait du fait que non seulement le tsar et ses conseillers, mais aussi les libéraux de la Douma réfléchissaient plus lentement que la révolution.

Avant de quitter définitivement Mohilev, le 8 mars, le tsar, qui, formellement, se trouvait déjà en état d'arrestation, rédigea un appel aux armées qui se terminait ainsi : " Quiconque songe en ce moment à la paix, quiconque la désire est un félon, un traître à la patrie. " C'était une tentative faite, à l'instigation de quelqu'un, pour désarmer les libéraux qui l'accusaient de sentiments germanophiles. Cette tentative échoua : on n'osa point publier l'appel.

Ainsi s'achevait un règne qui, d'un bout à l'autre, avait été un enchaînement de mécomptes, de malheurs, de calamités et d'actes criminels, depuis la catastrophe sur le terrain de la Khodynka, le jour du couronnement, en passant par les fusillades dirigées sur les grévistes et les paysans soulevés, par la guerre russo-japonaise, par l'impitoyable écrasement de la Révolution de 1905, par d'innombrables exécutions, des expéditions punitives, des pogromes nationaux, pour finir par la folle et infâme participation de la Russie à la folle et infâme guerre mondiale.

Quand il arriva à Tsarskoïé-Sélo, où il fut interné avec sa famille dans le palais, le tsar aurait dit à voix basse, si l'on en croit Vyroubova : " II n'y a point de justice parmi les hommes. " Or, ces paroles mêmes témoignaient irréfutablement de

l'existence d'une justice de l'histoire qui, pour être tardive, n'en est pas moins réelle.

La ressemblance du dernier couple des Romanov et du couple royal français à l'époque de la grande Révolution saute aux yeux. Elle a déjà été notée, dans la littérature, mais brièvement et sans déductions. Or, elle n'est pas du tout si fortuite qu'il semble à première vue, et elle donne une précieuse matière à conclusions.

A vingt-cinq lustres de distance entre eux, le tsar et le roi se présentent, à certains moments, comme deux acteurs qui ont rempli un seul et même rôle. Une traîtrise passive, expectante mais vindicative, caractérisait ces deux hommes, avec cette différence que, du côté de Louis, la fausseté se dissimulait sous une douteuse bonhomie, tandis qu'avec Nicolas elle semblait affable. L'un et l'autre ont donné l'impression d'hommes à qui leur métier était à charge et qui, cependant, ne consentaient pas à céder la moindre parcelle de leurs droits, dont ils ne savaient faire aucun usage. Leurs journaux intimes, analogues même par le style, ou par le manque de style, dévoilent semblablement une accablante vacuité spirituelle.

L'Autrichienne et la Hessoise, d'autre part, constituent une évidente symétrie. Les deux souveraines sont plus grandes que leurs souverains non seulement par la taille, mais par le moral. Marie-Antoinette était moins pieuse qu'Alexandra Fédorovna, et se distinguait d'elle par sa passion des divertissements. Mais l'une et l'autre méprisaient également le peuple, ne toléraient pas l'idée de concessions, ne croyaient pas en la virilité de leurs maris, regardaient ceux-ci de haut, Marie-Antoinette avec une nuance de mépris, Alexandra avec pitié.

Lorsque des auteurs de Mémoires qui, en leur temps, ont eu des accointances avec la Cour de Pétersbourg entreprennent de nous démontrer que Nicolas II, s'il avait été un simple particulier, eût laissé de bons souvenirs, ils reproduisent tout simplement les clichés de jugements bienveillants sur Louis XVI, ne nous enrichissant guère par rapport à l'histoire ni pour la connaissance de la nature humaine.

On a déjà lu que le prince Lvov, au plus fort des tragiques événements de la première Révolution, s'indigna de rencontrer non point un tsar accablé, mais " un gars joyeux, désinvolte, en blouse de couleur framboise ". Sans le savoir, le prince reproduisait simplement un rapport du gouverneur Morris, envoyé à Washington, en 1790, sur Louis XVI : " Qu'attendre d'un homme qui, dans sa situation, mange bien, boit bien, dort bien et sait rire ; *Qu'attendre de ce brave garçon qui est plus gai que personne ?* "

Quand Alexandra Fédorovna, trois mois avant la chute de la monarchie,

vaticine (" Tout s'arrange pour le mieux, les rêves de notre Ami sont tellement significatifs ") elle s'identifie simplement à Marie-Antoinette qui écrivait, un mois avant le renversement du pouvoir royal : " Je me sens pleine d'entrain et quelque chose me dit que, bientôt, nous serons heureux et hors de danger. " En se noyant, elles ont toutes deux des songes irisés.

Certains traits de ressemblance sont, naturellement, dus au hasard et n'ont, dans l'histoire, qu'un intérêt anecdotique. Infiniment plus importants sont les traits greffés ou directement imposés par de toutes-puissantes circonstances, qui jettent une vive lumière sur les rapports réciproques de l'individu et des facteurs objectifs de l'histoire.

" Il ne savait pas vouloir et voilà le trait principal de son caractère ", déclare, au sujet de Louis, un historien réactionnaire français. Il semblerait que ce fût écrit au sujet de Nicolas. L'un et l'autre étaient incapables de vouloir. Mais tous deux étaient capables de ne pas vouloir. A vrai dire, qu'auraient bien pu " vouloir " les derniers représentants d'une cause historique irrévocablement perdue ?

" D'ordinaire, il écoutait, souriait ; rarement, il prenait une décision. Habituellement, il commençait par dire : *non*. " De qui s'agit-il ici ? Encore de Capet. Mais, en ce cas, la manière d'agir de Nicolas fut constamment d'un plagiaire. Tous deux vont à l'abîme, " la couronne leur tombant sur les yeux ". Mais est-il plus facile de marcher les yeux ouverts vers un gouffre inévitable de toutes façons ? Qu'y aurait-il de changé, vraiment, s'ils se mettaient leur couronne sur la nuque ?

On pourrait recommander aux professionnels de la psychologie d'établir une chrestomathie des symétriques appréciations de Nicolas et de Louis, d'Alexandra et de Marie-Antoinette, ainsi que de leurs familiers à leur sujet. Ce ne sont pas les matériaux qui manquent et le résultat serait un témoignage historique des plus édifiants en faveur de la psychologie matérialiste : des excitations de même nature (bien entendu, non identiques, loin de là), dans des conditions similaires, appellent les mêmes réflexes. Plus l'excitant a de puissance, plus rapidement il l'emporte sur les particularités individuelles. Au chatouillement les gens réagissent diversement ; à l'épreuve du fer rouge tous de la même façon. De même que le marteau-pilon transforme indifféremment en lamelle une boule ou un cube, ainsi, sous les coups de trop grands et inéluctables événements, ceux qui résistent sont écrasés, perdant les arêtes de leur " individualité ".

Louis et Nicolas étaient les derniers rejetons de dynasties dont la vie fut orageuse. En l'un et l'autre, un certain équilibre, du calme, de la " gaieté " aux minutes difficiles exprimaient l'indigence de leurs forces intimes de gens bien éduqués, la faiblesse de leurs détentes nerveuses, la misère de leurs ressources spirituelles. Moralement castrats, tous deux, absolument dénués d'imagination et de

faculté créatrice, n'eurent assez d'intelligence que tout juste pour sentir leur trivialité et ils nourrissaient une hostilité jalouse à l'égard de tout ce qui est talentueux et considérable. Tous deux eurent à gouverner en présence de profondes crises intérieures et d'un éveil révolutionnaire des populations. Tous deux se défendirent contre l'invasion d'idées nouvelles et la montée de forces ennemies. L'irrésolution, l'hypocrisie, la fausseté furent en tous deux l'expression non point tant d'une faiblesse personnelle que d'une complète impossibilité de se maintenir sur les positions héritées.

Mais, du côté des épouses, comment cela se passait-il ? Alexandra, plus encore que Marie-Antoinette, avait été portée au sommet des rêves d'une princesse, puisqu'elle épousa, simple provinciale du duché de Hesse, le monarque absolu d'un puissant pays. Toutes deux prirent conscience au dernier degré de leur haute mission : Marie-Antoinette dans un sens plus frivole ; Alexandra dans un esprit de cagoterie protestante transposé en slavon orthodoxe. Les malheurs du règne et le mécontentement croissant du peuple détruisaient impitoyablement le monde de fantaisie que s'étaient bâti des cervelles présomptueuses qui n'étaient, en fin de compte, que des cervelles de pécores. De là une exécration grandissante, une haine dévorante à l'égard d'un peuple étranger qui ne s'inclinait pas devant elles ; de là l'aversion pour des ministres qui tenaient compte en quelque mesure du monde ennemi, c'est-à-dire du pays ; de là l'isolement de ces femmes dans leur propre Cour, et leurs perpétuels griefs contre le mari qui n'avait pas justifié les espérances éveillées par le fiancé.

Les historiens et les biographes à tendances psychologiques cherchent fréquemment et découvrent l'élément purement individuel, occasionnel, là où se réfléchissent, à travers des individualités, les grandes forces historiques. C'est une illusion d'optique analogue à celle des courtisans qui considéraient le dernier tsar de Russie comme un " raté " de naissance. Lui-même croyait être né sous une mauvaise étoile. En réalité, ses infortunes provenaient d'une contradiction entre les vieilles visées que lui avaient léguées ses ancêtres et les nouvelles conditions historiques dans lesquelles il se trouva placé. Lorsque les Anciens disaient que Jupiter, s'il veut perdre quelqu'un, lui ôte d'abord la raison, ils résumaient, sous une forme superstitieuse, de profondes observations d'histoire. Lorsque Goethe parle de la raison qui devient un non-sens, *Vernunft wird Unsinn*, nous retrouvons la même idée d'un Jupiter impersonnel de la dialectique historique qui prive de raison les institutions périmées et condamne leurs défenseurs à toutes les malchances. Les textes des rôles de Romanov et de Capet étaient fixés d'avance par le développement du drame historique. Il ne restait guère aux acteurs qu'à nuancer l'interprétation. Les déboires de Nicolas comme ceux de Louis provenaient non de leur horoscope personnel, mais de l'horoscope historique d'une monarchie de caste bureaucratique. Tous deux étaient, avant tout, les rejetons de l'absolutisme. Leur

nullité morale, résultat de leur situation d'épigones de dynasties, donnait à cette position un caractère particulièrement sinistre.

On peut objecter que si Alexandre III avait moins bu il eût vécu bien plus longtemps ; la révolution eût rencontré un tsar d'une autre trempe et aucun rapprochement symétrique avec Louis XVI n'eût été possible. Cette objection n'atteint pourtant en rien ce qui a été dit ci-dessus. Nous n'avons nullement l'intention de nier l'importance de l'élément individuel dans le mécanisme du processus historique, ni la signification du fortuit dans l'individuel. Une personnalité historique doit être seulement considérée, avec toutes ses particularités, non comme une simple somme de traits psychologiques, mais comme une vivante réalité, sortie de conditions sociales bien définies et réagissant à ces dernières. De même qu'une rose ne cesse pas de donner son parfum quand un naturaliste a indiqué quels sont les ingrédients qu'elle tire du sol et de l'atmosphère, la mise à nu des racines sociales d'une individualité ne lui enlève ni son parfum ni sa puanteur.

Si l'on considère, comme il est dit ci-dessus, qu'Alexandre III eût pu atteindre un âge avancé, le même problème s'éclaire d'un autre côté. Il est permis de conjecturer qu'en 1904 Alexandre III ne se fût point engagé dans une guerre avec le Japon. De ce fait, la première Révolution eût été différée. Jusqu'à quand ? Il est possible que la " Révolution de 1905 ", c'est-à-dire une première épreuve de forces, première brèche dans le système de l'absolutisme, eût alors été simplement le prélude de la deuxième révolution, républicaine, et de la troisième, prolétarienne. A cet égard, on ne peut faire que des suppositions plus ou moins intéressantes. Il est incontestable, en tout cas, que la révolution n'était point une résultante du caractère de Nicolas II et qu'Alexandre III n'eût pas davantage été capable d'en résoudre les problèmes. Il suffit de rappeler que jamais, nulle part, la transition du régime féodal au régime bourgeois ne s'est effectuée sans de violentes secousses. Hier encore, nous l'avons observé en Chine ; aujourd'hui, nous le constatons dans l'Inde. Le plus qu'on puisse dire est que telle ou telle politique de la monarchie, tel ou tel monarque pouvaient rapprocher ou éloigner la révolution, et lui donner, superficiellement, une sorte d'estampille.

Quelle ne fut pas l'obstination rageuse et impuissante du tsarisme à essayer de se maintenir en ses derniers mois, ses dernières semaines, ses derniers jours, alors qu'il avait irrémédiablement perdu la partie ! S'il y eut en Nicolas insuffisance de volonté, la compensation se trouva du côté de la tsarine. Raspoutine était l'instrument d'une clique qui se débattait avec acharnement pour son propre salut. Même dans ce cadre étroit, la personnalité du tsar est absorbée par le groupe en lequel se concentre le passé et se manifestent les dernières convulsions. La " politique " des médiocres dirigeants de Tsarskoïé-Sélo, placés en face de la

révolution, ne fut que de réflexes, ceux du fauve traqué et affaibli. Si, dans la steppe, une automobile poursuit à toute vitesse un loup, l'animal finira par s'essouffler et se couchera, épuisé. Mais essayez de lui passer un collier ; il tâchera de vous mettre en pièces, ou du moins de vous blesser. D'ailleurs, que lui reste-t-il d'autre à faire, en ces conditions ?

Les libéraux estimaient qu'il restait quelque chose à faire. Au lieu de chercher en temps opportun un accord avec la bourgeoisie censitaire et de prévenir ainsi la révolution (tel était l'acte d'accusation du libéralisme contre le dernier tsar) Nicolas refusait obstinément toutes concessions, et même, dans les derniers jours, sous le fatal couteau, alors que chaque minute était précieuse, atermoyait, marchandait avec le destin, laissait échapper les dernières possibilités. Tout cela semble convaincant. Mais comme il est regrettable que le libéralisme, qui connaissait de si infaillibles remèdes pour sauver la monarchie, n'ait pas trouvé les moyens de se sauver lui-même!

Il serait absurde d'affirmer que le tsarisme ne fit jamais, en aucune circonstance, de concessions. Il céda toutes les fois qu'il y fut obligé pour sa sauvegarde. Après la désastreuse guerre de Crimée, Alexandre II procéda à une demi-émancipation des paysans et à un certain nombre de réformes libérales dans le domaine des zemstvos, des tribunaux, de la presse, de l'enseignement, etc. Le tsar lui-même exprima alors la pensée directrice de ses réformes : émanciper les paysans d'en haut pour qu'ils ne s'émancipent pas d'en bas. Sous la poussée de la première révolution, Nicolas II accorda une moitié de constitution. Stolypine s'en prit à la commune rurale pour élargir l'arène des forces capitalistes. Toutes ces réformes n'avaient cependant de sens pour la monarchie que dans la mesure où des concessions partielles sauvaient le principal, les bases d'une société de castes et de la monarchie elle-même. Lorsque les conséquences des réformes commençaient à déferler au-delà de ces limites, la monarchie reculait inévitablement. Alexandre II, dans la seconde moitié de son règne, escamotait les réformes de la première moitié. Alexandre III poussa plus loin les contre-réformes. Nicolas II battit en retraite en octobre 1905, devant la révolution, ensuite prononça la dissolution des Doumas qu'il avait lui-même créées, et, dès que la révolution faiblit, fit un coup d'État. En trois quarts de siècle, si l'on compte à partir des réformes d'Alexandre II, se déroule, soit clandestinement, soit ouvertement, la lutte de forces historiques bien supérieures aux qualités individuelles des tsars, qui se parachève par le renversement de la monarchie. C'est seulement dans les cadres historiques de ce processus que l'on peut situer les tsars, leurs caractères, leurs " biographies ".

Même le plus autoritaire des despotes ressemble fort peu à une individualité " libre " qui mettrait sa marque, à son gré, sur les événements. Il est toujours l'agent couronné des classes privilégiées qui forment la société à leur image. Tant que ces

classes n'ont pas épuisé leur mission, la monarchie reste forte et sûre d'elle-même. Elle possède encore un sûr appareil de pouvoir, un choix illimité d'exécutants, car les hommes les plus capables n'ont pas encore gagné le camp de l'adversaire. Dans ce cas, le monarque, personnellement ou par l'intermédiaire d'un favori, peut devenir le réalisateur d'une grande tâche historique, dans un sens progressiste. Il en est tout autrement quand le soleil de la vieille société tombe à son couchant ; les classes privilégiées, organisatrices de la vie nationale, se transforment en excroissances parasitaires : dépouillées de leurs fonctions directrices, elles perdent conscience de leur mission et l'assurance en leurs propres forces ; du mécontentement qu'elles ont d'elles-mêmes, elles font leur mécontentement de la monarchie ; la dynastie s'isole ; le cercle de ceux qui lui resteront dévoués jusqu'au bout se rétrécit ; leur niveau s'abaisse ; cependant, les dangers s'accroissent ; des forces nouvelles font pression ; la monarchie perd toute capacité d'initiative créatrice ; elle reste sur la défensive, se débat, recule, ses gestes prennent l'automatisme des plus simples réflexes. A ce sort n'a pas échappé le despotisme à demi asiatique des Romanov.

Si l'on se représente le tsarisme à son agonie, comme, disons, en coupe verticale, Nicolas serait l'axe d'une clique dont les assises reposaient sur un passé irrémédiablement condamné. En coupe horizontale, dans l'histoire de la monarchie, Nicolas était le dernier chaînon de la chaire dynastique. Ses plus récents prédécesseurs, qui avaient aussi appartenu à la collectivité de famille, de caste, de bureaucratie, seulement plus étendue, essayèrent d'appliquer diverses mesures, divers procédés de gouvernement, pour protéger l'ancien régime social contre les destinées qui le menaçaient et, néanmoins, léguèrent à Nicolas II un empire chaotique, qui portait déjà la révolution dans ses entrailles. Si Nicolas avait eu le choix, ç'aurait été entre différents chemins de perdition.

Les libéraux rêvaient d'une monarchie du modèle britannique. Mais le parlementarisme sur la Tamise fut-il le fruit d'une paisible évolution ou bien le résultat de la " libre " prévoyance d'un monarque ? Non, le parlementarisme s'y établit comme résultat d'une lutte qui avait duré des siècles et dans laquelle un roi avait laissé sa tête à un carrefour.

Le parallèle historique et psychologique esquissé ci-dessus entre les Romanov et les Capet peut d'ailleurs fort bien être reporté sur le couple royal qui se trouvait à la tête de la Grande-Bretagne à l'époque de la première Révolution. Charles Ier présentait, au fond, la même combinaison de traits essentiels que les mémorialistes et les historiens attribuent avec plus ou moins de raison à Louis XVI et à Nicolas II. " Charles restait passif — écrit Montégut — cédait quand il lui était impossible de résister, quoique à son corps défendant, mais recourait à la ruse, et ne sut se concilier ni la popularité, ni la confiance. " " Il n'était point obtus — dit de ce Charles Stuart un autre historien — mais il manquait de fermeté... Le rôle d'une

méchante fatalité fut joué, à son égard, par sa femme, Henriette, une Française, sœur de Louis XIII, qui était encore plus pénétrée que Charles d'idées absolutistes... " N'insistons pas dans le détail sur ce troisième couple royal — le premier, chronologiquement — qui fut écrasé par une révolution nationale. Notons seulement qu'en Angleterre aussi l'aversion se portait avant tout sur la reine, Française et papiste, que l'on accusait d'intrigues avec Rome, de relations clandestines avec les Irlandais révoltés et de machinations auprès de la Cour de France.

Du moins l'Angleterre avait-elle des siècles de répit à sa disposition. Elle fut le pionnier de la civilisation bourgeoise. Elle ne subissait pas l'oppression d'autres nations : bien au contraire, elle imposait de plus en plus sa domination à l'extérieur. Elle exploitait le monde entier. Cela atténuait les antagonismes intérieurs, condensait l'esprit conservateur, contribuait à la multiplication et à la stabilité des couches de profiteurs parasitaires sous formes de landlords, de monarchie, de Chambre Haute et d'Église d'État. Grâce aux privilèges historiques exceptionnels de l'Angleterre bourgeoise dans son développement, l'esprit conservateur passa avec souplesse des institutions dans les mœurs. C'est ce qui fait encore, jusqu'aujourd'hui, l'admiration des philistins du continent, de gens tels que le professeur Milioukov ou l'austro-marxiste Otto Bauer. Mais, précisément à présent, lorsque l'Angleterre, gênée dans le monde entier, dissipe les dernières ressources de ses privilèges de jadis, son esprit conservateur perd de son élasticité et même, en la personne des travaillistes, devient une réaction forcenée. En face de la révolution de l'Inde, le " socialiste " MacDonald ne trouve pas d'autres méthodes que celles dont se servait Nicolas II contre la révolution russe. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la Grande-Bretagne s'achemine vers de formidables ébranlements révolutionnaires dans lesquels disparaîtront définitivement les restes de son esprit conservateur, les débris de sa puissance mondiale et de son actuelle machine gouvernementale. MacDonald prépare ces secousses tout aussi expertement que Nicolas II, et n'est pas moins aveugle que ce dernier. On a là, constatons-le, une assez bonne illustration du rôle d'une " libre " personnalité dans l'histoire !

Mais comment la Russie, au développement attardé, la dernière de toutes les nations européennes, établie sur de médiocres bases économiques, eût-elle pu élaborer un " souple esprit conservateur " dans les formes sociales — sans doute spécialement pour les besoins des professeurs libéraux et de leur ombre de gauche, les socialistes réformistes ? La Russie était restée trop longtemps en retard, et, lorsque l'impérialisme mondial la saisit dans son étau, elle se trouva forcée de vivre son histoire politique avec de considérables abréviations. Si Nicolas avait fait bon accueil au libéralisme et remplacé Stürmer par Milioukov, la marche des événements eût été un peu différente, mais elle eût été la même au fond. Car c'est le chemin que suivit Louis XVI, à la deuxième étape de la Révolution, en appelant la

Gironde au pouvoir, ce qui ne sauva de la guillotine ni lui-même, ni ensuite les Girondins. Les antagonismes sociaux accumulés devaient exploser, et, après explosion, faire place nette. Devant la poussée des masses qui manifestaient enfin, ouvertement, leurs malaises, calamités, vexations, passions, espoirs, illusions et revendications, les combinaisons superficielles de la monarchie avec le libéralisme n'avaient qu'un intérêt épisodique et ne pouvaient guère influer que sur l'ordre de succession des événements, peut-être aussi sur le nombre des actes joués ; mais nullement sur le développement général du drame, et encore moins sur son terrible dénouement.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

7 Cinq journées : du 23 au 27 février 1917

Le 23 février, c'était la " Journée internationale des Femmes ". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette " Journée des Femmes " pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte. Mais comme le Comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu – le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante – il avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolutionnaire pour une date indéterminée. Telle fut la ligne de conduite préconisée par le Comité à la veille du 23, et il semblait que tous l'eussent adoptée. Mais le lendemain matin, en dépit de toutes les directives, les ouvrières du textile quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux

métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est " à contrecœur ", écrit Kaïourov, que les bolcheviks marchèrent, suivis par les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement : telle fut la résolution que proposa Kaïourov, et le Comité de Vyborg se vit contraint de l'approuver. " L'idée d'une manifestation mûrissait depuis longtemps parmi les ouvriers, mais, à ce moment, personne ne se faisait encore une idée de ce qui en sortirait. " Prenons bonne note de ce témoignage d'un participant, très important pour la compréhension du mécanisme des événements.

On croyait d'avance que, sans le moindre doute, en cas de manifestation, les troupes devraient sortir des casernes et seraient opposées aux ouvriers. Qu'allait-il se passer ? On est en temps de guerre, les autorités ne sont pas disposées à plaisanter. Mais, d'autre part, le soldat de la " réserve ", en ces jours-là, n'est déjà plus celui que, jadis, l'on a connu dans les cadres de l'" active " . Est-il vraiment si redoutable ? A ce sujet, on raisonnait beaucoup dans les cercles révolutionnaires, mais plutôt abstraitement, car personne, absolument personne – on peut l'affirmer catégoriquement d'après tous les documents recueillis – ne pensait encore que la journée du 23 février marquerait le début d'une offensive décisive contre l'absolutisme. Il n'était question que d'une manifestation dont les perspectives restaient indéterminées et, en tout cas, fort limitées.

En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres – les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut, ce jour-là, d'environ 90 000. Les dispositions combatives se traduisirent en manifestations, meetings, collisions avec la police. Le mouvement se développa d'abord dans le rayon de Vyborg, où se trouvent les grosses entreprises, et gagna ensuite le faubourg dit " de Pétersbourg ". Dans les autres parties de la ville, d'après les rapports de la Sûreté, il n'y eut ni grèves, ni manifestations. Ce jour-là, les forces de police furent complétées par des détachements de troupes, apparemment peu nombreux, mais il ne se produisit point de collisions. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc. Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestaient que les travailleurs exigeaient du pain, mais ne voulaient plus de l'autocratie ni de la guerre. La " Journée des femmes " avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes. Mais de quoi elle était lourde, nul ne se doutait encore dans la

soirée.

Le lendemain, le mouvement, loin de s'apaiser, est doublement en recrudescence : environ la moitié des ouvriers industriels de Pétrograd font grève le 24 février. Les travailleurs se présentent dés le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. Le mot d'ordre " Du pain " est écarté ou couvert par d'autres formules : " A bas l'autocratie ! " et " A bas la guerre ! " Les manifestations ne cessent pas sur la Perspective Nevsky : d'abord des masses compactes d'ouvriers chantant des hymnes révolutionnaires ; puis une multitude disparate de citadins, des casquettes bleues d'étudiants. " Le public en promenade nous témoignait de la sympathie et, aux fenêtres de plusieurs hôpitaux, des soldats nous saluèrent en secouant en l'air ce qui leur tombait sous la main. " Étaient-ils nombreux ceux qui comprenaient la portée de ces gestes de sympathie de soldats malades à l'adresse des manifestants ? Cependant, les Cosaques attaquaient la foule, quoique sans brutalité ; leurs chevaux étaient couverts d'écume ; les manifestants se jetaient de côté et d'autre, puis reformaient des groupes serrés. Point de peur dans la multitude. Un bruit courait de bouche en bouche : " Les Cosaques ont promis de ne pas tirer. " De toute évidence, les ouvriers avaient réussi à s'entendre avec un certain nombre de Cosaques. Un peu plus tard, pourtant, des dragons survinrent, à moitié ivres, beuglant des injures et firent une percée dans la foule, frappant aux têtes à coups de lance. Les manifestants tinrent de toutes leurs forces, sans lâcher pied. " Ils ne tireront pas. " Et, en effet, ils ne tirèrent pas.

Un sénateur libéral qui observa, dans les rues, des tramways immobilisés (mais cela ne se passait-il pas le lendemain ?), certains aux vitres cassées, quelques-uns couchés le long des rails, a évoqué les journées de juillet 1914, la veille de la guerre. " On croyait voir se renouveler la tentative de jadis. " Le sénateur voyait juste, il y avait à coup sûr un lien de continuité : l'histoire ramassait les bouts du fil révolutionnaire cassé par la guerre et les renouait.

Durant toute cette journée, les foules populaires ne firent que circuler de quartier en quartier, violemment pourchassées par la police, contenues et refoulées par la cavalerie et par certains détachements d'infanterie. On criait " A bas la police ! " mais, de plus en plus fréquemment, partaient des hourras à l'adresse des Cosaques. C'était significatif. La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient accueillis par des sifflets, des pierres, des glaçons. Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats. Autour des casernes, auprès des sentinelles, des patrouilles et des cordons de barrage, des travailleurs et des travailleuses s'assemblaient, échangeant des paroles amicales avec la troupe. C'était une nouvelle étape due à la croissance de la grève et à la confrontation des

ouvriers avec l'armée. Cette étape est inévitable dans toute révolution. Mais elle semble toujours inédite et, en effet, se présente chaque fois sous un nouvel aspect : ceux qui ont lu ou écrit à ce sujet ne se rendent pas compte de l'événement quand il se produit.

A la Douma d'Empire, on racontait, ce jour-là, qu'une formidable multitude de peuple couvrait toute la place Znamenskaïa, toute la Perspective Nevsky et toutes les rues avoisinantes, et que l'on constatait un phénomène absolument insolite : la foule, révolutionnaire, et non patriotique, acclamait les Cosaques et les régiments qui marchaient en musique. Comme un député demandait ce que cela signifiait, un passant, le premier venu, lui répondit : " Un policier a frappé une femme de sa *nagaïka* ; les Cosaques s'en sont mêlés et ont chassé la police. " Il se peut que les choses ne se soient pas passées ainsi, personne ne serait en mesure de vérifier. Mais la foule croyait que c'était bien ça, que la chose était possible. Croyance qui ne tombait pas du ciel, mais qui venait d'une expérience déjà faite et qui, par conséquent, devait être un gage de victoire.

Les ouvriers de l'usine Erikson, qui compte parmi les plus modernes du rayon de Vyborg, après s'être assemblés le matin, s'avancèrent en masse, au nombre de 2 500 hommes, sur la Perspective Sampsonovsky, et, dans un passage étroit, tombèrent sur des Cosaques. Poussant leurs chevaux, les officiers fendirent les premiers la foule. Derrière eux, sur toute la largeur de la chaussée, trottaient les Cosaques. Moment décisif ! Mais les cavaliers passèrent prudemment, en longue file, par le couloir que venaient de leur ouvrir leurs officiers. " Certains d'entre eux souriaient, écrit Kaïourov, et l'un d'eux cligna de l'œil, en copain, du côté des ouvriers ". Il signifiait quelque chose, ce clin d'œil ! Les ouvriers s'étaient enhardis, dans un esprit de sympathie et non d'hostilité à l'égard des Cosaques qu'ils avaient légèrement contaminés. L'homme qui avait cligné de l'œil eut des imitateurs. En dépit des nouvelles tentatives des officiers, les Cosaques, sans contrevenir ouvertement à la discipline, ne pourchassèrent pas la foule avec trop d'insistance et passèrent seulement à travers elle. Ainsi en fut-il trois ou quatre fois et les deux partis opposés s'en trouvèrent encore rapprochés. Les Cosaques se mirent à répondre individuellement aux questions des ouvriers et même eurent avec eux de brefs entretiens. De la discipline, il ne restait que les apparences les plus minces, les plus ténues, avec le danger d'un déchirement imminent. Les officiers se hâtèrent d'éloigner leurs troupes de la foule et, renonçant à l'idée de disperser les ouvriers, disposèrent leurs troupes en barrage d'une rue pour empêcher les manifestants de gagner le centre. Et ce fut peine perdue : postés et montant la garde en tout bien tout honneur, les Cosaques ne s'opposèrent cependant pas aux " plongeons " que faisaient les ouvriers entre les jambes des chevaux. La révolution ne choisit pas ses voies à son gré : au début de sa marche à la victoire, elle passait sous le ventre d'un cheval cosaque. Épisode remarquable ! Remarquable aussi le coup d'œil du

narrateur qui a fixé toutes ces péripéties. Rien d'étonnant, le conteur était un dirigeant, il avait derrière lui plus de deux mille hommes : l'œil du chef qui se tient en garde contre les *nagaïkas* ou les balles de l'ennemi est acéré.

Le revirement d'opinion dans l'armée semble s'être manifesté d'abord chez les Cosaques, perpétuels fauteurs de répression et d'expéditions punitives. Cela ne signifie pourtant pas que les Cosaques aient été plus révolutionnaires que les autres. Au contraire, ces solides propriétaires, montés sur leurs propres chevaux, jaloux des particularités de leur caste, traitant avec un certain dédain les simples paysans, défiants à l'égard des ouvriers, étaient fort pénétrés d'esprit conservateur. Mais c'est précisément à ce titre que les changements provoqués par la guerre semblèrent chez eux plus vivement accusés. Et, en outre, n'était-ce pas précisément eux que l'on tiraillait en tous sens, les envoyant constamment en expédition, les jetant contre le peuple, les énervant, et qui, les premiers, furent mis à l'épreuve ? Ils en avaient " marre ", ils voulaient rentrer dans leurs foyers et clignaient de l'œil : " Faites donc à votre aise, si vous en êtes capables ; nous ne vous gênerons pas. " Cependant, il n'y avait encore là que des symptômes, d'ailleurs très significatifs. L'armée est encore l'armée, liée par la discipline, et les fils conducteurs se trouvent encore aux mains de la monarchie. Les masses ouvrières sont dépourvues d'armes. Leurs dirigeants ne songent même pas encore à un dénouement décisif.

Ce jour-là, en conseil des ministres, l'ordre du jour comportait, entre autres questions, celle des troubles dans la capitale. La grève ? Des manifestations ? On en avait vu d'autres... Tout est prévu, des ordres sont donnés. On passe simplement à l'expédition des affaires courantes.

Mais quels étaient donc les ordres donnés ? Bien que, dans les journées du 23 et du 24, vingt-huit policiers eussent été assommés – séduisante exactitude de la statistique ! – le général Khabalov, chef de la région militaire de Pétrograd, investi de pouvoirs presque dictatoriaux, ne recourait pas encore à la fusillade. Non certes par bonté d'âme ! Mais tout avait été prévu et prémédité ; les coups de fusil partiraient à leur heure.

Il n'y eut dans la révolution d'inattendu que le moment où elle se déclencha. En somme, les deux pôles contraires, celui des révolutionnaires et celui du gouvernement, s'étaient soigneusement préparés depuis des années, depuis toujours. Pour ce qui est des bolcheviks, toute leur activité depuis 1905 avait uniquement consisté en ces préparatifs. Mais l'œuvre du gouvernement avait été, elle aussi, en très grande partie, de machiner d'avance l'écrasement de la deuxième révolution qui s'annonçait. Dans ce domaine, le travail du gouvernement prit, à dater de l'automne 1916, un caractère particulièrement méthodique. Une commission présidée par Khabalov avait achevé, vers le milieu de janvier 1917, l'élaboration minutieuse d'un plan pour écraser la nouvelle insurrection. La capitale avait été divisée en six

secteurs administrés par des " maîtres de police " et subdivisés en quartiers. A la tête de toutes les forces armées l'on avait placé le général Tchébykine, commandant en chef des réserves de la Garde. Les régiments furent répartis dans les quartiers. Dans chacun des six principaux secteurs, la police, la gendarmerie et l'armée étaient groupées sous le commandement d'officiers d'état-major spécialement désignés. La cavalerie cosaque restait à la disposition de Tchébykine en personne, pour les opérations de plus grande envergure. La méthode de répression était ordonnée de la façon suivante : on ferait d'abord marcher la police ; ensuite, on lancerait les Cosaques avec leurs *nagaïkas* ; enfin, à toute extrémité, l'on mettrait en ligne les troupes avec leurs fusils et des mitrailleuses. Ce fut précisément ce plan, application élargie de l'expérience de 1905, qui fut mis en œuvre en Février. Le malheur n'était pas dans un défaut de prévoyance, ni dans une conception vicieuse, mais dans le matériel humain. C'est par là que l'arme devait se trouver enrayée.

Formellement, le plan comptait sur l'ensemble de la garnison qui s'élevait à cent cinquante mille hommes ; mais, en réalité, l'on envisageait tout au plus l'emploi d'une dizaine de milliers d'hommes ; indépendamment des agents de police qui étaient au nombre de trois mille cinq cents, le plus ferme espoir portait sur les élèves sous-officiers. Cela s'explique par la composition même de la garnison à cette date : elle était formée presque exclusivement de réservistes, avant tout de 14 bataillons de réserve, rattachés aux régiments de la Garde qui se trouvaient sur le front. En outre, la garnison comprenait : un régiment d'infanterie de réserve, un bataillon de réserve d'automobiles, une division de réserve d'autos blindées, de peu nombreux contingents de sapeurs et d'artilleurs et deux régiments de Cosaques du Don. C'était beaucoup, c'était même trop. Les effectifs de la réserve, trop copieux, consistaient en une masse humaine à peine travaillée ou bien déjà dégagée de ce dressage. Au surplus, toute l'armée n'était-elle pas de même composition ?

Khabalov s'en tenait soigneusement au plan qu'il avait élaboré. Le premier jour, le 23, la police seule entra en ligne. Le 24, on fit avancer dans les rues surtout de la cavalerie, mais seulement armée de *nagaïkas* et de lances. On ne pensait utiliser l'infanterie et ouvrir le feu que d'après la tournure des événements. Or les événements ne se firent pas attendre.

Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240000 ouvriers. Des éléments arriérés s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées. Dans le courant de la journée, les étudiants de l'enseignement supérieur se joignent au mouvement. Vers midi, c'est par dizaines de mille que la foule s'amasse autour de la cathédrale de Kazan et dans les rues avoisinantes. On essaie d'organiser des meetings à ciel ouvert, il se produit des conflits avec la police. Devant la statue d'Alexandre III des

hommes prennent la parole. La police montée ouvre la fusillade. Un orateur tombe blessé. Des coups de feu partent de la foule : un commissaire de police est tué, un maître de police blessé ainsi que plusieurs de ses agents. On lance sur les gendarmes des bouteilles, des pétards, des grenades. La guerre a donné de bonnes leçons dans cet art. Les soldats font preuve de passivité et parfois d'hostilité à l'égard de la police. On se répète avec émotion dans la foule que les policiers, quand ils ont commencé à tirer sur le peuple aux alentours de la statue d'Alexandre III, ont essuyé le feu de salve des Cosaques : les " *pharaons* " à cheval (ainsi appelait-on les agents de police) ont été forcés de se sauver au galop. Ce n'était vraisemblablement pas une légende répandue à dessein d'affermir les courages, car le même épisode, quoique relaté diversement, a été certifié de divers côtés.

Un des authentiques meneurs en ces journées, l'ouvrier bolchevik Kaïourov, raconte que les manifestants s'étaient tous enfuis, en certain point, sous les coups de *nagaïka* de la police à cheval, en présence d'un peloton de Cosaques ; alors lui, Kaïourov, et quelques autres ouvriers qui n'avaient pas suivi les fuyards se décoiffèrent, s'approchèrent des Cosaques, le bonnet à la main : " Frères Cosaques, venez au secours des ouvriers dans leur lutte pour de pacifiques revendications ! Vous voyez comment nous traitent, nous, ouvriers affamés, ces *pharaons*. Aidez-nous ! " Ce ton consciemment obséquieux, ces bonnets que l'on tient à la main, quel juste calcul psychologique, quel geste inimitable ! Toute l'histoire des combats de rues et des victoires révolutionnaires fourmille de pareilles improvisations. Mais elles se perdent d'ordinaire dans le gouffre des grands événements, et les historiens ne ramassent qu'un tégument de lieux communs. " Les Cosaques échangèrent entre eux des coups d'œil singuliers, dit encore Kaïourov, et nous n'avions pas eu le temps de nous éloigner qu'ils se jetaient en plein dans la mêlée. " Quelques minutes plus tard, devant le perron de la gare, la foule portait en triomphe un Cosaque qui venait de sabrer un commissaire de police.

Les *pharaons* disparurent bientôt, autrement dit n'agirent plus qu'en catimini. Mais des soldats se montrèrent, baïonnette en avant. Des ouvriers les interpellent avec angoisse : " Camarades, vous venez aider la police ? " En réponse, grossièrement : " Circulez ! " Nouvelle tentative pour entrer en pourparlers ; même résultat. Les soldats sont moroses, rongés par une même pensée, et tolèrent mal qu'on les atteigne au cœur même de leur anxiété.

Entre temps, le mot d'ordre général est qu'il faut désarmer les *pharaons*. La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. On assomme ses gens ou bien on les tue. Mais il en est tout autrement pour les troupes ; la foule s'applique de toutes manières à éviter des conflits avec l'armée ; elle cherche, au contraire, les moyens de conquérir les soldats, de les convaincre, de les attirer, de se les apparenter, de les faire siens.

Malgré les bruits favorables – peut-être légèrement exagérés – qui ont couru sur la conduite des Cosaques, la foule considère encore la cavalerie avec une certaine inquiétude. Un cavalier domine de haut la foule ; entre sa mentalité et celle du manifestant il y a les quatre jambes du cheval. Un personnage que l'on est obligé de regarder de bas en haut semble toujours plus considérable et plus redoutable. Avec l'infanterie, on se trouve de plain-pied sur la chaussée, elle est plus proche, plus accessible. La masse s'efforce d'aborder le fantassin, de le dévisager franchement, de lui insuffler ses brûlantes haleines. Dans ces rencontres entre soldats et ouvriers, les travailleuses jouent un rôle important. Plus hardiment que les hommes, elles s'avancent vers les rangs de la troupe, s'agrippent aux fusils, supplient et commandent presque : " Enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous ! " Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide avant les autres et les baïonnettes se relèvent dans un mouvement de repentir au-dessus des épaules des assaillants, le barrage s'ouvre, l'air retentit de hourras joyeux et reconnaissants, les soldats sont entourés, de toutes parts s'élèvent des discussions, des reproches, des appels ; la révolution fait un pas de plus.

Du G. Q. G., Nicolas avait télégraphié à Khabalov de mettre fin aux désordres " dès demain ". La volonté du tsar concordait avec la seconde partie du plan de Khabalov ; la dépêche ne donnait donc qu'une impulsion supplémentaire. Dés le lendemain la troupe devra parler. N'est-il pas trop tard ? On ne saurait le dire encore. La question est posée, mais loin d'être résolue. La condescendance des Cosaques, les flottements de certains barrages d'infanterie ne sont que des épisodes pleins de promesses, auxquels la rue en éveil donne le retentissement de milliers d'échos. C'en est assez pour exalter la foule révolutionnaire, mais trop peu pour la victoire. D'autant plus que se sont produits des incidents d'un caractère tout contraire. Dans l'après-midi, un peloton des dragons, soi-disant en réplique à des coups de revolver partis de la foule, a pour la première fois ouvert le feu sur les manifestants, devant les Galeries du Commerce (*Gostiny Dvor*) : d'après le rapport de Khabalov au G. Q. G., il y eut trois tués et dix blessés. Sérieux avertissement ! En même temps, Khabalov menace d'expédier au front tous les ouvriers mobilisables qui n'auraient pas repris leur travail avant le 28. L'ultimatum du général donnait donc un délai de trois jours : c'était plus qu'il n'en fallait à la révolution pour renverser Khabalov et la monarchie par-dessus le marché. Mais l'on ne devait s'en rendre compte qu'après la victoire. Et le soir du 25, personne ne savait encore de quoi était gros le lendemain.

Essayons de nous représenter plus clairement la logique interne du mouvement. Sous le drapeau de la " Journée des Femmes ", le 23 février, se déclencha une insurrection longtemps mûrie, longtemps contenue, des masses ouvrières de Pétrograd. La première phase fut la grève. En trois jours, elle s'étendit

au point de devenir pratiquement générale. Ce seul fait suffisait déjà à donner de l'assurance à la masse et à la pousser en avant. La grève, prenant un caractère de plus en plus offensif, accentué, se combina avec des manifestations qui mirent en présence les foules révolutionnaires et les troupes. Le problème était porté, dans son ensemble, sur un plan supérieur où il devait se résoudre par la force armée. Ces premières journées furent marquées par des succès partiels, symptomatiques plutôt qu'effectifs.

Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

Les trois premières journées se signalaient par une montée et une aggravation constantes de la lutte. Mais c'est précisément pour cette raison que le mouvement parvint à un niveau où des succès symptomatiques devenaient insuffisants. Toute la masse en activité était descendue dans la rue. Elle tint tête à la police avec de bons résultats et sans trop de difficultés. Les troupes, dans les deux dernières de ces trois journées, se trouvèrent déjà engagées dans les événements : le deuxième jour, la cavalerie seule avait marché ; le troisième jour, l'infanterie. Elles refoulaient, formaient des barrages, parfois laissaient faire, mais elles ne recoururent presque pas aux armes à feu. L'autorité supérieure ne se hâtait pas de modifier son plan, sous-estimant en partie l'importance des événements (cette illusion d'optique de la réaction était complétée par l'erreur parallèle des dirigeants de la révolution) et, dans une certaine mesure, n'ayant pas confiance en son armée. Mais, justement, le troisième jour, en raison du développement de la lutte comme par suite de l'ordre du tsar, le gouvernement se vit forcé de mettre en ligne les troupes, et pour de bon. Les ouvriers, surtout leur élite, avaient compris, d'autant plus que, la veille, les dragons avaient tiré. Dès lors, la question était posée des deux côtés dans toute son ampleur.

La nuit du 25 au 26, dans différents quartiers, une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés, dont cinq membres du Comité des bolcheviks de Pétrograd. Cela marquait aussi que le gouvernement prenait l'offensive. Qu'allait-il donc se passer dans la journée ? Quel serait le réveil des ouvriers après les fusillades du jour précédent ? Et – problème essentiel – que diraient les troupes ? L'aube du 26 fut toute brumeuse d'incertitudes et de vives anxiétés.

Le Comité de Pétrograd ayant été arrêté, la conduite des opérations en ville est transmise au district de Vyborg. Peut-être est-ce pour le mieux. La haute direction du parti atermoie désespérément. C'est seulement le matin du 25 que le bureau du

Comité central des bolcheviks décida enfin de publier un tract faisant appel à la grève générale dans toute la Russie. Au moment où cette feuille sortit – si toutefois elle sortit – la grève générale, à Pétrograd, tournait déjà toute en insurrection armée. La direction observe de son haut, hésite, retarde, c'est-à-dire ne dirige pas. Elle est à la remorque du mouvement.

Plus on se rapproche des usines, plus on découvre de résolution. Cependant, aujourd'hui, le 26, l'alarme gagne les districts. Faméliques, fourbus, grelottants, sous le fardeau d'une énorme responsabilité historique, les meneurs de Vyborg tenaient des conciliabules, hors la ville, dans des potagers, échangeant leurs impressions, essayant d'établir ensemble un itinéraire. Lequel ?... Celui d'une nouvelle manifestation ? Mais à quoi mènerait une démonstration de gens désarmés si le gouvernement avait décidé d'aller jusqu'au bout ? Question qui torture les consciences. " On eût dit seulement que l'insurrection allait être liquidée. " Ainsi s'exprime une voix déjà connue, celle de Kaïourov, et, de prime abord, cette voix, semble-t-il, n'est pas la sienne. Le baromètre était donc tombé bien bas avant la tempête.

En des heures où les hésitations touchent même les révolutionnaires les plus proches des masses, le mouvement est allé, en fait, beaucoup plus loin que ne l'imaginent les participants. La veille encore, le soir du 25, les quartiers de Vyborg se trouvèrent totalement en la possession des insurgés. Les commissariats de police furent saccagés, des agents furent massacrés ; la plupart des autres s'éclipsèrent. Le centre préfectoral du secteur (*gradonatchalstvo*) eut ses communications coupées avec la plus grande partie de la capitale. Le matin du 26, il s'avéra que non seulement ce secteur, mais les quartiers de Peski, presque jusqu'à la Perspective Liteïny, étaient au pouvoir des rebelles. C'est du moins ainsi que des rapports de police ont décrit la situation. En un certain sens, c'était exact, bien que, fort probablement, les insurgés ne s'en rendissent pas tout à fait compte : il est hors de doute qu'en bien des cas la police déserta ses tanières avant même de se trouver sous la menace de l'offensive ouvrière. Mais, indépendamment du fait, l'évacuation des quartiers industriels par la police ne pouvait avoir, aux yeux des travailleurs, une signification décisive, car les troupes n'avaient pas encore dit leur dernier mot. L'insurrection " va être liquidée ", pensèrent des braves entre les braves. Or, elle se développait seulement.

Le 26 février était un dimanche ; les usines restèrent fermées, et, par suite, il fut impossible de calculer dès le matin, d'après l'ampleur de la grève, la force de la poussée des masses. En outre, les ouvriers ne purent se réunir, comme ils l'avaient fait les jours précédents, dans leurs établissements, et il était plus difficile de manifester. La Perspective Nevsky fut calme dans la matinée. C'est alors que la tsarine télégraphiait au tsar : " Le calme règne en ville. " Mais cette tranquillité ne

dure pas longtemps. Peu à peu, les ouvriers opèrent leur concentration et, de tous les faubourgs, convergent vers le centre. On les empêche de passer les ponts. Ils déferlent sur la glace ; car, en février, toute la Néva est un pont de glace. Il ne suffit pas de tirer sur une foule qui traverse un fleuve gelé pour la retenir. La ville a totalement changé d'aspect. Partout des patrouilles, des barrages, des reconnaissances de cavalerie. Les artères qui mènent à la Perspective Nevsky sont particulièrement bien gardées. Fréquemment éclatent des salves, partant de postes en embuscade. Le nombre des tués et des blessés augmente. Des voitures d'ambulance circulent en divers sens. D'où tire-t-on ? Qui tire ? Il n'est pas toujours possible de s'en rendre compte. Sans aucun doute, la police, durement corrigée, a résolu de ne plus s'exposer. Elle tire par les fenêtres, les balcons, de derrière des colonnes, du haut des greniers. Des hypothèses sont faites qui deviennent facilement des légendes. On raconte que, pour terrifier les manifestants, beaucoup de soldats ont été revêtus de l'uniforme de la police. On raconte que Protopopov a fait établir de nombreux postes de mitrailleuses sur les toits. La Commission d'enquête qui fut instituée après la révolution ne trouva pas trace de ces postes. La preuve n'est pourtant pas acquise qu'ils n'aient pas existé. Cependant, ce jour-là, la police passe à l'arrière-plan. C'est l'armée qui, définitivement, entre en action. Les soldats ont reçu l'ordre rigoureux de tirer, et ils tirent, principalement ceux qui appartiennent à des écoles de sous-officiers. D'après les données officielles, il y eut, ce jour-là, environ quarante morts et autant de blessés, sans compter ceux que la foule put emmener ou emporter. La lutte aboutit à sa phase décisive. La masse va-t-elle refluer, sous les balles, vers ses faubourgs ? Non, elle ne reflue point. Elle veut gagner la partie.

La ville des fonctionnaires, des bourgeois, des libéraux, Pétersbourg, est dans l'épouvante. Le président de la Douma d'Empire, Rodzianko, réclamait, ce jour-là, l'envoi de troupes sûres du front ensuite il " changea d'idée " et conseilla au ministre de la Guerre, Béliaev, d'employer contre la foule non des fusils, mais les lances des pompiers, de l'eau froide... Béliaev, après avoir consulté le général Khabalov, répondit que les douches d'eau froide avaient un effet contraire, " précisément parce qu'elles sont un excitant ". Tels étaient les entretiens que menaient les libéraux avec les hauts dignitaires et les policiers, sur les avantages relatifs de la douche froide ou chaude pour mater un peuple insurgé. Les rapports de police, ce jour-là, prouvent que les lances des pompiers ne suffisent pas : " Au cours des troubles, on a observé, d'une façon générale, une attitude extrêmement provocante des rassemblements d'émeutiers à l'égard des détachements de troupes, sur lesquels la foule répondait aux sommations en lançant des pierres et des glaçons détachés de la chaussée. Lorsque la troupe tirait en l'air, en manière d'avertissement, la foule, au lieu de se disperser, a répliqué aux salves par des rires. C'est seulement en tirant à balles dans le tas que l'on a réussi à disloquer les rassemblements : encore les participants se cachaient-ils, pour la plupart, dans les cours des maisons voisines et, dès que la

fusillade avait cessé, ressortaient dans la rue. " Ce compte-rendu de police témoigne de l'extrême élévation de température des masses. A vrai dire, il est peu probable que la foule ait commencé la première à bombarder de pierres et de glaçons les soldats, même les contingents des écoles de sous-officiers : il y a là une trop grande contradiction avec la psychologie des insurgés et leur sage tactique à l'égard de l'armée. Pour mieux justifier des massacres de masses, les couleurs données au rapport et leur disposition ne sont pas tout à fait celles qui convenaient. Cependant, l'essentiel s'y trouve exactement représenté, et avec une vivacité remarquable : la masse ne veut plus battre en retraite, elle résiste avec une fureur optimiste et tient la rue même après avoir essuyé des salves meurtrières ; elle s'accroche non plus à la vie, mais au pavé, aux pierres, aux glaçons. La foule n'est pas simplement exaspérée, elle est intrépide. C'est qu'en dépit des fusillades, elle ne perd pas confiance dans la troupe. Elle compte sur la victoire et veut l'obtenir coûte que coûte.

La pression exercée par les ouvriers sur l'armée s'accentue, contrecarrant l'action des autorités sur les forces militaires. La garnison de Pétrograd devient définitivement le point de mire des événements. La période d'expectative, qui dura presque trois jours, pendant lesquels la grande majorité de la garnison put encore garder une neutralité amicale à l'égard des insurgés, touchait à sa fin. " Tirez sur l'ennemi ! " commande la monarchie. " Ne tirez pas sur vos frères et sœurs !" crient les ouvriers et les ouvrières. Et pas seulement cela : " Marchez avec nous ! " Ainsi, dans les rues, sur les places, devant les ponts, aux portes des casernes, se déroula une lutte incessante, tantôt dramatique, tantôt imperceptible, mais toujours acharnée, pour la conquête du soldat. Dans cette lutte, dans ces violentes prises de contact entre les travailleurs, les travailleuses et les soldats, sous les continuelles détonations des fusils et des mitrailleuses, se décidaient les destins du pouvoir, de la guerre et du pays.

Les fusillades dirigées sur les manifestants augmentent l'incertitude des meneurs. L'ampleur même du mouvement commence à leur sembler périlleuse. Même à la séance du Comité de Vyborg, le soir du 26, c'est-à-dire douze heures avant la victoire, certains en vinrent à demander s'il n'était pas temps de mettre fin à la grève. Le fait peut sembler surprenant. Mais on doit comprendre qu'une victoire se constate plus facilement le lendemain que la veille. Au surplus, les états d'âme se modifient souvent en répercussion des événements et des nouvelles reçues. A la prostration succède bien vite un nouvel entrain. Les Kaïourov et les Tchougourine ont du courage en suffisance, mais, par moments, ce qui les pince au cœur, c'est le sentiment de leur responsabilité devant la masse. Il y a moins d'hésitation dans les rangs ouvriers. Sur leurs dispositions d'alors, on possède un rapport adressé à l'autorité supérieure par un agent bien renseigné de la Sûreté, Chourkanov, qui joua un rôle important dans l'organisation bolcheviste : " Étant donné que les troupes

n'ont point fait obstacle à la foule – écrivait le provocateur – que même, dans certains cas, elles ont pris des mesures pour paralyser les initiatives de la police, les masses se sont senties assurées de leur impunité, et, actuellement, après deux jours de libres allées et venues dans la rue, alors que les cercles révolutionnaires ont lancé des mots d'ordre comme " A bas la guerre !" et " A bas l'autocratie ! " le peuple s'est persuadé que la révolution était commencée, que le succès était assuré aux masses, que le pouvoir serait incapable de réprimer le mouvement, vu que les troupes se rangent du côté des révoltés et que leur victoire décisive est proche, vu que l'armée, aujourd'hui ou demain, prendra ouvertement le parti des forces révolutionnaires et qu'alors le mouvement, loin de s'apaiser, s'accroîtra constamment, jusqu'à une complète victoire et à un renversement du régime. " Appréciation d'une concision et d'une luminosité remarquables ! Ce rapport est un document historique de la plus grande valeur. Cela ne devait pas empêcher, bien entendu, les ouvriers, après la victoire, de fusiller l'auteur.

Les provocateurs, dont le nombre était formidable, surtout à Pétrograd, redoutent, plus que personne, la victoire de la révolution. Ils mènent leur politique : dans les conférences des bolcheviks, Chourkanov se prononce pour les mesures les plus extrêmes ; dans ses rapports à la Sûreté, il suggère la nécessité de faire résolument usage des armes. Peut-être Chourkanov s'efforça-t-il, à cette fin, d'exagérer même l'assurance des ouvriers dans leur offensive. Mais, dans l'essentiel, il avait raison : les événements devaient bientôt justifier son estimation.

On hésitait et conjecturait dans les sphères supérieures des deux camps, car aucun ne pouvait, a priori, mesurer le rapport des forces. Les indices extérieurs avaient définitivement cessé de servir de mesure : un des principaux traits d'une crise révolutionnaire consiste, en effet, en un violent contraste entre la conscience et les anciennes formes des rapports sociaux. Les nouvelles proportions des forces gîtaient mystérieusement dans la conscience des ouvriers et des soldats. Mais, précisément, le passage du gouvernement à une offensive appelée et précédée par celle des masses révolutionnaires transforma le nouveau rapport de forces de potentiel en effectif. L'ouvrier dévisageait le soldat bien en face, avidement et impérieusement ; et celui-ci, inquiet, décontenancé, détournait son regard ; ce qui marquait que le soldat n'était déjà plus bien sûr de lui. L'ouvrier s'avançait plus hardiment vers le soldat. Le troupier morose, mais non point hostile, plutôt repentant, se défendait par le silence et parfois de plus en plus souvent – répliquait d'un ton de sévérité affectée pour dissimuler l'angoisse dont battait son cœur. C'est ainsi que s'accomplissait la brisure. Le soldat se dépouillait évidemment de l'esprit soldatesque. Et encore, en ce cas, ne se reconnaissait-il pas tout de suite lui-même. Les chefs disaient que le soldat était enivré par la révolution ; il semblait au soldat qu'au contraire il reprenait ses sens après l'opium de la caserne. Ainsi se prépara la journée décisive : le 27 février.

Pourtant, la veille encore, un fait s'était produit qui, pour être épisodique, ne donne pas moins une nouvelle couleur à tous les événements du 26 février : vers le soir se mutina la 4e compagnie du régiment Pavlovsky, gardes du corps de sa majesté. Dans le rapport écrit d'un commissaire de police, la cause de cette révolte est indiquée, en termes tout à fait catégoriques : " C'est un mouvement d'indignation à l'égard des élèves sous-officiers du même régiment qui, se trouvant de service sur la Perspective Nevsky, ont tiré sur la foule. " Par qui la 4e compagnie fut-elle informée ? Sur ce point nous renseigne un témoignage conservé par hasard. Vers deux heures de l'après-midi, un petit groupe d'ouvriers accourut aux casernes du régiment Pavlovsky ; en paroles entrecoupées, ils faisaient part de la fusillade sur la Nevsky. " Dites aux camarades que les vôtres aussi tirent sur nous ; nous avons vu sur la Perspective des soldats qui ont votre uniforme ! " Le reproche était cinglant, l'appel ardent. " Tous étaient accablés et livides. " Le grain ne tomba point sur de la pierre. Vers six heures, la 4e compagnie quitta de son propre gré les casernes, sous le commandement d'un sous-officier – lequel ? son nom s'est perdu sans laisser de traces, parmi des centaines et des milliers d'autres noms héroïques – et se dirigea vers la Nevsky pour relever les élèves sous-officiers du régiment. Ce n'était point une mutinerie à propos de viande avariée ; c'était un acte de haute initiative révolutionnaire. En chemin, la 4e compagnie eut une escarmouche avec une patrouille de police montée, tira, tua un agent et un cheval, blessa un autre policier et un autre cheval. L'itinéraire que suivirent ensuite les " pavlovtsy ", dans la cohue, n'a pas été reconstitué. Ils regagnèrent leurs casernes et soulevèrent le régiment tout entier. Mais les armes avaient été cachées ; d'après certaines données, les mutins se seraient pourtant emparés de trente fusils. Bientôt, ils furent cernés par le régiment Préobrajensky ; dix-neuf des " pavlovtsy " furent arrêtés et écroués à la forteresse ; les autres se rendirent. D'après d'autres informations, vingt et un soldats manquèrent, ce soir-là, à l'appel, avec leurs fusils. Dangereuse " fuite ". Ces vingt et un soldats allaient toute la nuit se chercher des alliés, des défenseurs. Il n'y avait que la victoire de la révolution qui pût les sauver. Les ouvriers apprendraient d'eux, à coup sûr, ce qui s'était passé. Ce n'est pas un mauvais présage pour les batailles du lendemain.

Nabokov, un des leaders libéraux les plus en vue et dont les véridiques *Mémoires* semblent être parfois le journal intime de son parti et de sa classe, rentrait à pied d'une soirée passée chez des amis, vers une heure du matin, par des rues sombres et anxieuses ; il revenait " alarmé et plein de sombres pressentiments ". Il se peut qu'il ait rencontré à quelque carrefour un des déserteurs du régiment Pavlovsky. Tous deux se hâtèrent de s'écarter : ils n'avaient rien à se dire. Dans les quartiers ouvriers et dans les casernes, certains veillaient ou se consultaient, d'autres, plongés dans un demi-sommeil de bivouac, rêvaient fiévreusement au lendemain. Par là le déserteur " pavlovets " trouvait un asile.

Combien indigentes les notes prises sur les combats de masses en Février, même comparées aux comptes rendus peu remplis qui ont été donnée des batailles d'Octobre. En Octobre, les insurgés furent quotidiennement sous la direction du parti, dont les articles, les manifestes, les procès-verbaux représentent au moins la continuité extérieure de la lutte. Il n'en fut pas de même en Février. D'en haut, les masses n'étaient presque pas dirigées. Les journaux se taisaient, la grève étant toute-puissante. Les masses, sans regarder derrière elles, faisaient elles-mêmes leur propre histoire. Reconstituer un vivant tableau des événements qui se sont produits dans la rue est presque inconcevable. On doit être heureux si l'on réussit à en retrouver la succession générale et la logique interne.

Le gouvernement, qui n'avait pas encore lâché l'appareil du pouvoir, considérait l'ensemble des événements d'une façon même plus pessimiste que les partis de gauche qui, pourtant, nous le savons, étaient moins que tous autres à la hauteur. Après les fusillades " réussies " du 26, les ministres se sentirent un moment réconfortés. A l'aube du 27, Protopopov affirmait, dans un communiqué rassurant, que, d'après les informations reçues, " un certain nombre d'ouvriers seraient disposés à reprendre le travail ". Or, les ouvriers ne songeaient nullement à rejoindre leurs machines. Les fusillades et les revers de la veille n'avaient pas découragé les masses. Comment expliquer le fait ? Évidemment, les " minus " étaient largement compensés par certains " plus ". Se répandant dans les rues, en venant aux prises avec l'ennemi, secouant les soldats par les épaules, se faufilant sous le poitrail même des chevaux, se ruant en avant, fuyant à la débandade, laissant des cadavres aux carrefours, s'emparant parfois de quelques armes, transmettant des nouvelles, captant des rumeurs, la masse insurgée devient un être collectif qui a d'innombrables yeux, oreilles et tentacules. Quittant vers la nuit le terrain de la bataille pour rentrer chez elle, dans les quartiers des usines, la foule ressasse les impressions de la journée, et, laissant tomber les menus faits, les faits accidentels, établit son lourd bilan. Dans la nuit du 27, ce bilan était à peu près celui que le provocateur Chourkanov avait présenté aux autorités. Dès le matin, les ouvriers affluent vers les usines et, dans leurs assemblées générales, décident de continuer la lutte. Ce sont ceux du quartier de Vyborg qui, comme toujours, se montrent les plus résolus. Mais, dans d'autres districts, les meetings de cette matinée sont aussi pleins d'entrain. Continuer la lutte ! Mais qu'est-ce que cela signifie, ce jour-là ? La grève générale a abouti à des manifestations révolutionnaires de masses immenses, les manifestations ont conduit les foules à des collisions avec les troupes. Continuer la lutte signifie, ce jour-là, faire appel à l'insurrection armée. Cependant, cet appel n'a été lancé par personne. Inéluctablement, les événements l'imposent, mais il n'est pas du tout inscrit à l'ordre du jour du parti révolutionnaire.

L'art d'une direction révolutionnaire, dans les moments les plus critiques, consiste, pour les neuf dixièmes, à savoir surprendre la voix des masses – de même que Kaïourov avait surpris le mouvement de sourcils d'un Cosaque – bien qu'il soit nécessaire de voir plus largement. La faculté jamais surpassée de surprendre la voix de la masse faisait la grande force de Lénine. Mais Lénine ne se trouvait pas à Pétrograd. Les états-majors " socialistes ", légaux ou à demi légaux, les Kérensky, les Tchkhéidzé, les Skobélev et tous ceux qui évoluaient autour d'eux, proféraient maints avertissements et contrecarraient le mouvement. Mais même l'état-major central des bolcheviks, qui se composait de Chliapnikov, de Zaloutsky et de Molotov, montre une incapacité et un manque d'initiative des plus frappants. En fait, les quartiers de la ville et les casernes étaient livrés à eux-mêmes. Le premier manifeste adressé aux troupes par une organisation de la social-démocratie proche des bolcheviks ne fut lancé que le 26. Ce manifeste, conçu en termes assez hésitants, qui n'exhortait même pas l'armée à prendre le parti du peuple, fut distribué, dès le matin du 27, dans tous les districts. " Cependant – déclare Iouréniev, un des dirigeants de l'organisation – la marche des événements révolutionnaires était telle que nos mots d'ordre venaient en retard. Lorsque nos tracts parvinrent à se répandre dans la masse des soldats, celle-ci s'était déjà mise en mouvement. " En ce qui concerne le centre des bolcheviks, Chliapnikov, sur les instances de Tchougourine, un des meilleurs leaders ouvriers de Février, ne rédigea que dans la matinée du 27 un appel aux soldats. Cet appel fut-il imprimé ? Dans le meilleur des cas, il ne put paraître qu'en fin de séance, à l'heure du vestiaire. Il est impossible qu'il ait eu quelque influence sur les événements du 27 février. On doit poser en principe qu'en ces journées-là, les dirigeants se mirent d'autant plus en retard qu'ils dominaient de plus haut la masse.

Mais l'insurrection, que personne ne désignait encore par son vrai nom, était néanmoins portée à l'ordre du jour. La pensée ouvrière se concentrait toute sur l'armée. Ne saurait-on pas entraîner celle-ci ? Il ne suffisait plus dès lors d'une agitation disséminée. Les travailleurs du quartier de Vyborg organisèrent un meeting devant les casernes du régiment moscovite. L'entreprise donna un mauvais résultat : est-il difficile à un officier ou à un adjudant de presser la détente d'une mitrailleuse ? Les ouvriers furent dispersés par un feu violent. Une même tentative fut faite devant les casernes du régiment de réserve. Même issue : entre les ouvriers et les soldats se placèrent des officiers, armés d'une mitrailleuse. Les meneurs ouvriers, exaspérés, cherchaient des armes, en réclamaient au parti. Il leur fut répondu que les armes étaient en la possession des soldats, chez qui il fallait se les procurer. Les ouvriers le savaient bien déjà. Mais comment obtenir des armes ? Et si la partie était totalement perdue dans la journée ? C'est ainsi qu'on en arrivait au point critique de la lutte. La mitrailleuse devait balayer l'insurrection, ou bien celle-ci se saisirait d'abord des mitrailleuses.

Dans ses *Mémoires*, Chliapnikov, principale figure d'alors au centre des bolcheviks de Pétrograd, raconte que, sur la demande des ouvriers qui voulaient des armes, tout au moins des revolvers, il leur opposait un refus, les envoyant en réclamer aux casernes. Il voulait ainsi éviter des collisions sanglantes entre ouvriers et soldats, en misant exclusivement sur l'agitation, c'est-à-dire sur la conquête des soldats par la parole et l'exemple. Nous ne connaissons pas d'autres témoignages qui confirmeraient ou réfuteraient cette disposition d'un des dirigeants les plus en vue de ces jours-là, déposition plutôt évasive que prévoyante. Il eût été plus simple d'avouer que les dirigeants n'avaient pas d'armes. Sans aucun doute le sort de toute révolution, à une certaine étape, se décide par un revirement d'opinion dans l'armée. Contre une troupe nombreuse, disciplinée, bien équipée et habilement dirigée, des masses populaires dépourvues, complètement ou à peu près, d'armes de combat, ne pourraient remporter la victoire. Mais aucune crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée ; en sorte que, dans les conditions d'une révolution véritablement populaire, la possibilité s'ouvre – bien entendu sans garantie – d'une victoire du mouvement. Cependant, le passage de l'armée du côté des insurgés ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation. L'armée est hétérogène et ses éléments antagonistes sont liés par la terreur disciplinaire. Les soldats révolutionnaires, à la veille de l'heure décisive, ne savent pas encore ce qu'ils représentent comme force et quelle peut être leur influence. Bien entendu encore, les masses ouvrières ne sont pas homogènes. Mais elles ont infiniment plus la possibilité de réviser leurs effectifs au cours des préparatifs d'un conflit qui décidera. Les grèves, les meetings, les manifestations sont tout autant des actes de la lutte que des moyens de la mesurer. La masse n'est pas toute engagée dans la grève. Les grévistes ne sont pas tous disposés à se battre. Aux moments les plus graves, les plus résolus se trouvent dans la rue. Ceux qui hésitent, soit par lassitude, soit par esprit conservateur, restent chez eux. Là, la sélection révolutionnaire se fait d'elle-même ; les hommes sont tamisés par l'histoire. Il en est autrement pour l'armée. Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles, restent liés par une discipline rigide dont les commandes se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans le poing de l'officier. Les soldats sont encore comme auparavant comptés comme de " première " ou de " deuxième " classe ; mais comment se répartiraient-ils en mutins et en soumis ?

Le moment psychologique où les soldats passent à la révolution est préparé par un long processus moléculaire qui, comme tout processus naturel, atteint son point critique. Mais où placer exactement ce point ? La troupe peut être tout à fait prête à se joindre au peuple, mais ne pas recevoir du dehors l'impulsion nécessaire. La direction révolutionnaire ne croit pas encore en la possibilité de gagner à elle l'armée et laisse échapper les chances de victoire. Après cette insurrection mûrie, mais non réalisée, une réaction peut se produire dans les troupes : les soldats perdront l'espérance qui les enflammait, tendront une fois de plus le cou sous le

joug de la discipline et, dès une nouvelle rencontre avec les ouvriers, se trouveront dès lors dressés contre les insurgés, surtout à distance. Dans ce processus, les impondérables ou difficilement pondérables, les courants croisés, les suggestions collectives ou individuelles sont nombreux. Mais de cette complexe combinaison de forces matérielles et psychiques, une déduction s'impose, d'une netteté irrésistible : les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le troupier devra rentrer encore une foin et rendre des comptes ; qu'il y a lutte à mort ; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi non seulement l'on peut s'assurer l'impunité, mais des allégements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or, cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes.

L'heure critique de la prise de contact de la masse assaillante avec les soldats qui lui barrent la route a sa minute critique, c'est lorsque le barrage des capotes grises ne s'est pas encore disloqué, quand les soldats se tiennent encore épaule contre épaule, mais hésitent déjà, tandis que l'officier, rassemblant ce qui lui reste de courage, commande le feu. Les cris de la foule, hurlements d'épouvante et de menace, couvrent, mais à moitié seulement, la voix du chef. Les fusils sont en suspens, la foule presse. Alors, tel officier braque son revolver sur le plus suspect des soldats. Dans la minute décisive, voici la seconde décisive. La mort du plus hardi soldat vers lequel les autres se retournent involontairement, le coup de fusil tiré sur la foule par un sous-officier qui a ramassé l'arme du mort – et voici que le barrage se resserre, les fusils partent tout seuls, balayant la multitude, par les rues et par les cours. Mais combien de fois, depuis 1905, n'en fut-il pas autrement : à la seconde la plus critique, quand l'officier va presser la gâchette, son geste est prévenu par un coup de feu parti de la foule qui a ses Kaïourov et ses Tchougourine. Cela décide non seulement de l'issue d'une escarmouche dans la rue, mais peut-être des résultats de toute la journée ou même de toute l'insurrection.

La tâche que s'est assignée Chliapnikov – préserver les ouvriers de collisions violentes avec les soldats, en refusant de distribuer aux insurgés des armes à feu – n'est pas en général réalisable. Avant d'en arriver à une rencontre avec les troupes, il y eut d'innombrables escarmouches avec la police. La bataille de rues commençait par le désarmement des *pharaons* détestés, dont les revolvers passèrent aux mains des insurgés. Le revolver, en soi, est une arme faible, presque un jouet, quand on l'oppose aux fusils, aux mitrailleuses et aux canons de l'ennemi. Mais ces armes sont-elles vraiment aux mains de l'ennemi ? C'est pour vérification que les ouvriers réclamaient des armes. La question est du domaine psychologique. Cependant,

même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels. Pour atteindre le fusil du soldat, il faut d'abord enlever son revolver au *pharaon*.

Les émotions des soldats en ces heures furent moins agissantes que celles des ouvriers, mais non moins profondes. Rappelons encore que la garnison se composait principalement de bataillons de réserve comptant de nombreux milliers d'hommes destinés à compléter les régiments du front. Ces hommes, pour la plupart pères de famille, devaient prévoir leur envoi aux tranchées, alors que sur le front la partie était déjà perdue et le pays ruiné. Ils ne voulaient pas de la guerre, ils voulaient rentrer chez eux, reprendre leur vie familiale. Ils savaient suffisamment ce qui se tramait à la Cour et ne se sentaient nullement attachés à la monarchie. Ils ne voulaient pas batailler avec les Allemands et encore moins avec les ouvriers de Pétrograd. Ils détestaient la classe dirigeante de la capitale qui festoyait en temps de guerre. Parmi eux se trouvaient des ouvriers qui, ayant un passé révolutionnaire, savaient donner à tous ces états d'esprit une expression généralisée.

Conduire les soldats, partant d'un mécontentement révolutionnaire profond mais non encore manifesté, à des actes de franche rébellion ou, du moins, pour commencer, à un séditieux refus d'action – tel était le problème. Vers le troisième jour de lutte, les soldats avaient définitivement perdu toute possibilité de se maintenir sur les positions d'une neutralité bienveillante à l'égard de l'insurrection. C'est seulement par hasard que des indications fragmentaires sur ce qui se passa en ces heures entre ouvriers et soldats nous sont parvenues. On sait comment, la veille, les travailleurs avaient élevé, face aux " pavlovtsy ", des plaintes véhémentes contre la conduite des élèves sous-officiers. Des scènes, des pourparlers, des reproches, des invites du même genre eurent lieu sur tous les points de la ville. Les soldats n'avaient plus le temps d'hésiter. On les a forcés, la veille, à tirer ; on les y forcera encore aujourd'hui. Les ouvriers ne cèdent point, ne reculent pas et, sous les balles, entendent parvenir à leur but. Auprès d'eux, les ouvrières, mères et sœurs, épouses et compagnes. Et puis l'heure n'est-elle point venue dont on avait si souvent parlé à voix basse, dans les recoins : " Si l'on se mettait tous ensemble ? " Et, au moment des suprêmes affres, de l'intolérable épouvante devant la journée qui vient, d'une haine étouffante envers ceux qui vous imposent le rôle de bourreaux, les premiers cris de révolte ouverte s'élèvent dans la caserne, et dans ces voix que nul n'a pu nommer, toute la caserne, soulagée, enthousiaste, se reconnaît. C'est ainsi que monta sur la terre le jour du renversement de la monarchie des Romanov.

A la réunion du matin, chez l'infatigable Kaïourov, une quarantaine de délégués d'usines se prononcèrent en majorité pour la continuation du mouvement. La majorité, mais non l'unanimité. Il est regrettable que l'on ne puisse établir ce que fut cette majorité. Mais l'heure n'était point à la rédaction de procès-verbaux.

D'ailleurs, cette décision retardait sur les faits : la réunion fut interrompue par une enivrante nouvelle ; les soldats s'étaient soulevés et les portes des prisons avaient été forcées. " Chourkanov échangea des baisers avec tous les assistants " : baisers de Judas qui, fort heureusement, n'annonçaient pas une crucifixion.

L'un après l'autre, dès le matin, avant de sortir des casernes, les bataillons de réserve de la Garde se mutinèrent, suivant l'exemple donné, la veille, par la 4e compagnie des " pavlovtsy ". Dans les documents, notes et mémoires, il ne reste de ce grandiose événement de l'histoire humaine que des traces pâles et ternes. Les masses opprimées, même quand elles s'élèvent aux plus hauts sommets de la création historique, racontent peu de chose d'elles-mêmes et prennent encore moins de notes. Et le sentiment poignant du triomphe efface ensuite le travail de la mémoire. Contentons-nous de ce qui reste.

Ce furent les soldats du régiment de Volhynie qui s'insurgèrent les premiers. Dès sept heures du matin, un commandant de bataillon appelait Khabalov au téléphone pour lui communiquer une terrifiante nouvelle : les élèves sous-officiers, c'est-à-dire un contingent spécialement destiné à la besogne de répression, avaient refusé de marcher, et leur chef avait été tué ou bien s'était suicidé devant les rangs de sa troupe ; la seconde version fut d'ailleurs bientôt abandonnée. Ayant brûlé leurs vaisseaux, les " volhyniens " s'efforcèrent d'élargir la base de l'insurrection : c'était leur seule chance de salut. Ils se précipitèrent vers les casernes voisines, des régiments lituanien et Préobrajensky, pour y " débaucher " les soldats, de même que des grévistes, courant d'usine en usine, " débauchent " les ouvriers. Peu de temps après, Khabalov apprit que les " volhyniens " non seulement se refusaient à rendre leurs fusils comme le général l'avait ordonné, mais, avec les " préobrajentsy " et les " lituaniens ", et, ce qui était plus terrible, " ayant fait cause commune avec les ouvriers ", avaient mis à sac les casernes de la division de gendarmerie. Cela prouve que l'expérience faite, la veille, par les " pavlovtsy " n'avait pas été perdue : les mutins avaient trouvé des dirigeants et, en même temps, un plan d'action.

Aux premières heures de la journée du 27, les ouvriers imaginaient la solution du problème de l'insurrection comme infiniment plus lointaine qu'elle ne l'était en réalité. Plus exactement ils croyaient encore avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec le mouvement révolutionnaire des soldats qui déjà sortaient dans la rue. Dans le courant de la journée, ces deux torrents impétueux vont se mêler pour dévaler et emporter d'abord la toiture du vieil édifice, puis les murs, et plus tard les fondations.

Tchougourine fut un des premiers à se présenter dans le local des bolcheviks, le fusil à la main, en bandoulière un ruban de cartouches, " tout souillé, mais

rayonnant et triomphant ". Comment ne point rayonner ! Les soldats passent à nous, les armes à la main ! Çà et là, des ouvriers ont déjà réussi à s'unir avec la troupe, à pénétrer dans les casernes, à obtenir des fusils et des cartouches. Le groupe de Vyborg, en collaboration avec les soldats les plus résolus, a esquissé un plan d'action : s'emparer des commissariats de police, où se sont retranchés les sergents de ville, et désarmer tous les agents ; délivrer les ouvriers incarcérés dans les commissariats, ainsi que les détenus politiques dans les prisons ; écraser les troupes gouvernementales en ville, rallier les troupes non encore insurgées et les ouvriers des autres quartiers.

Le régiment " moscovite " adhéra au soulèvement non sans lutte intérieure. Ce qui est frappant, c'est qu'il y ait si peu de ces sortes de lutte dans l'armée. Le mince sommet de la monarchie, impuissant, tombait, ayant perdu l'appui de la masse des soldats, et se terrait dans des fissures, ou bien se hâtait de revêtir de nouvelles couleurs. " Vers deux heures de l'après-midi – raconte Korolev, ouvrier de l'usine " Arsenal " – comme le régiment " moscovite " sortait, nous prîmes les armes... Chacun avait un revolver et un fusil. Nous entraînâmes un groupe de soldats qui s'était approché (certains d'entre eux nous prièrent de les commander et de leur indiquer ce qu'il fallait faire) et nous nous dirigeâmes vers la rue Tikhvinskaia pour ouvrir le feu sur le commissariat de police. " C'est ainsi que les ouvriers ne furent pas une minute embarrassés pour montrer aux soldats " ce qu'il y avait à faire ".

Les joyeuses nouvelles de victoire venaient coup sur coup : on disposa d'autos blindées. Parées de drapeaux rouges, elles répandaient l'épouvante dans tous les quartiers non encore soumis. Il n'était plus besoin de ramper sous le poitrail du cheval cosaque. La révolution se dresse de toute sa taille.

Vers midi, Pétrograd est redevenu un champ de bataille : les coups de fusil et le tacotement des mitrailleuses retentissent de tous côtés. Il n'est pas toujours facile de savoir qui tire et d'où l'on tire. Ce qui est clair, c'est qu'on se fusille entre le passé et l'avenir. Pas mal de coups de feu inutiles : des adolescents tirent avec des revolvers qu'ils se sont procurés par occasion. L'arsenal est pillé : " A ce qu'on dit, si l'on ne compte que les brownings, il s'en est distribué plusieurs dizaines de milliers. " Du Palais de Justice et des commissariats de police qui brûlaient, la fumée montait en colonnes vers le ciel. Sur certains points, les escarmouches et les échanges de coups de feu s'aggravaient jusqu'à devenir de véritables combats. Sur la Perspective Sampsonovsky, devant des baraquements occupés par les soldats des autos de guerre, dont certains s'attroupent aux portes, des ouvriers s'approchent : " Qu'est-ce que vous attendez, camarades ? " Les soldats ont le sourire, mais " un mauvais sourire ", et ils se taisent, rapporte un témoin ; les officiers ordonnent brutalement aux travailleurs de passer leur chemin.

Les automobilistes de l'armée, de même que la cavalerie, se montrèrent, en

Février comme en Octobre, les forces les plus conservatrices. Bientôt, devant une palissade, se groupent des ouvriers et des soldats révolutionnaires. Il faut obliger à sortir le bataillon douteux. Quelqu'un vient dire qu'on a envoyé chercher des autos blindées : autrement, on n'aurait probablement pas les autos de l'armée, dont l'équipe s'est fortifiée avec des mitrailleuses. Mais la masse trouve difficile d'attendre, elle s'impatiente, s'alarme, et, dans son impatience, elle a raison. Les premiers coups de feu partent des deux côtés. Cependant, la palissade est un obstacle entre les soldats et la révolution. Les assaillants décident de démolir cette barrière. On l'abat partiellement, on incendie une autre partie. Les baraquements sont mis à nu, il y en a une vingtaine. Les automobilistes se sont retranchés dans deux ou trois. Les baraques évacuées sont immédiatement brûlées. Six ans plus tard, Kaïourov écrira dans ses *Souvenirs* : " Les baraquements en feu, et autour d'eux la palissade abattue, le tir des mitrailleuses et des fusils, l'animation visible des assaillants, l'arrivée à toute vitesse d'un camion automobile amenant des révolutionnaires armés et, enfin, d'une auto blindée dont les pièces d'artillerie étincelaient, formaient un tableau splendide, inoubliable. " C'était la vieille Russie des tsars, du servage, des popes et de la police qui brûlait avec ses baraques et ses palissades, crachant feu et fumée, crevant dans les hoquets du tir des mitrailleuses. Comment les Kaïourov, des dizaines, des centaines, des milliers de Kaïourov n'auraient-ils pas été enthousiasmés ? L'auto blindée qui survint tira quelques coups de canon sur le baraquement où s'étaient enfermés les officiers et les soldats automobilistes. Le commandant de la défense fut tué. Les officiers, s'étant dépouillés de leurs galons et décorations, s'enfuirent à travers les potagers du voisinage. Les autres se rendirent. Ce fut peut-être la plus grosse des collisions de la journée.

Le soulèvement dans l'armée prenait entre-temps un caractère d'épidémie. Ce jour-là les effectifs qui ne se soulevèrent pas furent seulement ceux qui n'avaient pas trouvé le moment de se soulever. Vers le soir se joignirent au mouvement les soldats du régiment Séménovsky, bien connu pour avoir férocement écrasé l'insurrection moscovite en 1905 : onze ans écoulés avaient laissé leur marque ! Avec les chasseurs, les " séménovtsy " vinrent, à la nuit, enlever les soldats du régiment Ismaïlovsky que leurs chefs tenaient enfermés dans leurs casernes ; ce régiment qui, le 3 décembre 1905, avait cerné et arrêté les membres du premier Soviet de Pétrograd, était encore considéré comme un des plus arriérés. La garnison du tsar, dans la capitale, au nombre de cent cinquante mille hommes, se désagrégeait, fondait, s'éclipsait. Vers la nuit, elle n'existait déjà plus.

Informé dans la matinée du soulèvement des régiments, Khabalov tente d'opposer encore quelque résistance, en envoyant contre les insurgés un détachement sélectionné d'environ mille hommes, nanti des plus draconiennes instructions. Mais le sort de ce détachement s'enveloppe de mystère. " Il commence

à se passer, ce jour-là, des choses invraisemblables, raconte, après la révolution, l'incomparable Khabalov : le détachement se met en route, il part sous le commandement d'un officier brave et résolu – il s'agit du colonel Koutiépov – mais... point de résultats ! " Des compagnies envoyées à la suite du détachement disparurent également sans laisser de traces. Le général commença à former des réserves sur la place du Palais, mais " les cartouches manquaient et l'on ne savait où s'en procurer ". Tout cela est consigné authentiquement dans les dépositions de Khabalov devant la Commission d'enquête du Gouvernement provisoire. Où donc avaient filé les détachements destinés à la répression ? Il n'est pas difficile de le deviner : dès qu'ils se trouvèrent dehors, ils se confondirent avec l'insurrection. Ouvriers, femmes, adolescents, soldats mutinés s'accrochaient de tous côtés aux troupes de Khabalov, les prenant pour de nouvelles recrues ou bien s'efforçant de les convertir, et ne leur donnaient pas la possibilité de se mouvoir autrement qu'avec l'incommensurable multitude. Livrer bataille à cette masse agglutinante, qui ne craignait plus rien, qui se pressait inépuisable, qui pénétrait partout, c'eût été comme faire un assaut d'escrime dans un pétrin !

En même temps qu'affluaient les rapports sur l'extension de la révolte dans les régiments, Khabalov réclamait des troupes sûres pour la répression, pour la protection du Central téléphonique, du château Litovsky, du palais Marie et d'autres lieux plus sacrés encore. Le général téléphona à la forteresse de Cronstadt, exigeant des renforts, mais le commandant répondit que lui-même avait des craintes au sujet de la place. Khabalov ne savait pas encore que l'insurrection avait gagné les garnisons voisines. Il essaya, ou fit semblant, de transformer le palais d'Hiver en redoute, mais ce plan fut aussitôt abandonné comme irréalisable, et la dernière poignée de troupes " fidèles " se transporta à l'Amirauté. Là, le dictateur se préoccupa enfin de prendre les mesures les plus importantes et urgentes ; il fit imprimer deux avis à la population qui constituent les derniers actes officiels du régime : l'un sur la démission de Protopopov " pour cause de maladie " ; l'autre décrétant l'état de siège à Pétrograd. Il était effectivement urgent de prendre cette dernière mesure car, quelques heures plus tard, l'armée de Khabalov levait le " siège " et, s'esquivant de l'Amirauté, se dispersait, chacun gagnant son chez-soi. C'est seulement par inadvertance que la révolution ne mit pas en état d'arrestation dès le soir du 27 le général, dont les pouvoirs étaient formidables, mais qui lui même n'était pas du tout à redouter. L'arrestation eut lieu le lendemain sans complications.

Est-ce donc là toute la résistance que le terrible régime impérial de la Russie a pu manifester devant un danger de mort ? Oui, à peu près tout, en dépit d'une grande expérience dans la répression, malgré des plans minutieusement élaborés. Plus tard, des monarchistes, revenus à eux-mêmes, ont expliqué la facile victoire du peuple en Février par le caractère particulier de la garnison de Pétrograd. Mais tout

le cours ultérieur de la révolution réfute cette explication. Il est vrai que, dès le début de l'année fatale, la camarilla suggérait au tsar la nécessité de remanier la garnison de la capitale. Le tsar consentit à croire, sans difficulté, que la cavalerie de la Garde, considérée comme particulièrement dévouée, s'était " suffisamment longtemps exposée au feu " et avait mérité de prendre du repos dans ses casernes de Pétrograd. Cependant, cédant à de respectueuses remontrances venues du front, le tsar se déclara d'accord pour remplacer quatre régiments de la Garde à cheval par trois unités des équipages de la flotte de la Garde. D'après la version de Protopopov, cette permutation aurait été faite sans l'assentiment du tsar, du fait d'une préméditation félonne des grands chefs : " les matelots ont été recrutés parmi les ouvriers et constituent l'élément le plus révolutionnaire de toute l'armée. " Mais ce sont là d'évidentes absurdités. Tout simplement, le haut commandement de la Garde, surtout dans la cavalerie, faisait au front une trop belle carrière pour chercher à rentrer. En outre, ces officiers supérieurs devaient éprouver des appréhensions en songeant à l'œuvre de répression qui leur serait imposée, à la tête de régiments qui ne ressemblaient plus en rien à ce qu'ils avaient été dans la garnison de la capitale. Comme le prouvèrent bientôt les événements sur le front, la Garde montée ne se distinguait déjà plus du reste de la cavalerie, et les matelots de la Garde que l'on installa à Pétrograd ne jouèrent point un rôle actif dans la Révolution de Février. Car le tissu du régime était définitivement pourri et il n'en restait pas un fil indemne....

Dans la journée du 27, la foule délivra, sans coup férir, les détenus politiques de nombreux lieux de détention de la capitale, et, dans ce nombre, le groupe patriotique des industries de guerre qui avait été arrêté le 26 janvier et les membres du comité bolchevik de Pétrograd que Khabalov avait fait enfermer depuis quarante heures. Les distances politiques s'établissent dès la sortie de prison : les mencheviks-patriotes se dirigent vers la Douma, où sont distribués les rôles et les postes : les bolcheviks se rendent dans les districts, vers les ouvriers et les soldats, pour achever avec eux la conquête de la capitale. Il ne faut plus donner à l'ennemi le temps de reprendre haleine. La révolution, plus nécessairement que toute autre affaire, doit être menée jusqu'au bout.

Qui donna l'idée de diriger les régiments insurgés vers le palais de Tauride ? On ne saurait le dire. Cet itinéraire politique résultait de l'ensemble de la situation. Vers le palais de Tauride, comme centre d'information de l'opposition, se dirigeaient naturellement tous les éléments du radicalisme non liés avec les masses. Il est fort probable que ce furent précisément ces éléments qui, le 27 février, sentant un soudain afflux de forces vitales, prirent la conduite de la Garde soulevée. C'était un rôle honorable qui ne comportait presque plus aucun danger. Le palais Potemkine, par toutes ses dispositions, était ce que l'on pouvait concevoir de mieux comme centre de la révolution. Le jardin de Tauride n'est séparé que par une rue

d'une entière petite cité militaire où se trouvent les casernes de la Garde et divers services administratifs de l'armée. Il est vrai que, pendant de nombreuses années, cette partie de la ville avait été considérée, tant par le gouvernement que par les révolutionnaires, comme le donjon de la monarchie. Et il en était ainsi. Mais, à présent, tout est bouleversé. C'est du secteur de la Garde que sort une insurrection de soldats. Les troupes insurgées n'avaient qu'à traverser la rue pour tomber dans le jardin de Tauride qui n'était séparé de la Néva que par un pâté de maisons. Or, de l'autre côté de la Néva, s'étend le rayon de Vyborg, chaudière de la révolution : les ouvriers n'avaient qu'à passer le pont Alexandre, ou bien, s'il était coupé, à descendre sur la glace de la Néva, pour gagner les casernes de la Garde ou le palais de Tauride. C'est ainsi que cette formation hétérogène et d'origines opposées, le triangle du nord-est de Pétrograd – la Garde, le palais Potemkine, les usines géantes – se resserra en place d'armes de la révolution.

A l'intérieur du palais de Tauride sont créés ou ébauchés divers centres, dont un état-major de guerre insurrectionnelle. On ne saurait dire que cet état-major ait eu un caractère bien sérieux. Des officiers " révolutionnaires ", c'est-à-dire des officiers que quelque chose, ne fût-ce qu'un malentendu, a rattachés dans leur passé à la révolution, mais qui ont béatement dormi aux premières heures de l'insurrection, se hâtent de rappeler, après la victoire, qu'ils existent, ou bien, sollicités par d'autres, viennent se mettre " au service de la révolution ". Ils examinent d'un air sagace l'ensemble de la situation et dodelinent de la tête, en pessimistes. Car ces foules de soldats exaspérés, souvent désarmés, sont incapables de quoi que ce soit. Ils n'ont ni artillerie, ni mitrailleuses, ni liaison, ni chefs. L'ennemi se tirerait d'affaire avec un seul détachement solide ! Pour l'instant, les foules révolutionnaires empêchent, c'est vrai, toute opération méthodique dans la rue. Mais, la nuit venue, les ouvriers rentreront chez eux, les citadins se calmeront, la ville sera déserte. Si Khabalov frappe, au moyen d'un fort contingent, sur les casernes, il peut se trouver maître de la situation. Cette idée, soit dit en passant, se présente, en diverses variantes, à toutes les étapes de la révolution. " Donnez-moi un régiment solide, diront plus d'une fois dans leurs milieux de vaillants colonels, je vous balaie en cinq sec toute cette ordure. " Plusieurs de ces officiers tentèrent l'aventure, comme nous le verrons. Mais tous ne pouvaient que répéter la déclaration de Khabalov : " Le détachement s'est mis en route, commandé par un brave officier, mais... point de résultats... "

Et d'où pourraient-ils donc provenir ? Le contingent le plus inébranlable se composait d'agents de police, de gendarmes et partiellement d'élèves sous-officiers de quelques régiments. Mais ces effectifs se révélaient lamentables devant la poussée de véritables masses, de même que les bataillons de Saint-Georges et les écoles d'officiers, huit mois plus tard, en Octobre. Où la monarchie aurait-elle trouvé pour son salut la force armée toute prête et capable d'engager un duel

prolongé et désespéré avec une ville de deux millions d'habitants ? La révolution semble à des chefs d'armée, entreprenants en paroles, indéfendable parce qu'elle est effroyablement chaotique : partout des mouvements sans but, des courants contraires, des remous humains, des faces étonnées et comme subitement abasourdies, des capotes claquant au vent, des étudiants qui gesticulent, des soldats sans fusil, des fusils sans soldats, des gamins tirant en l'air, le brouhaha de milliers de voix, des tourbillons de rumeurs déchaînées, de craintes injustifiées, de joies trompeuses... ; il suffirait, semble-t-il, de lever le sabre sur toute cette cohue et elle s'éparpillerait aussitôt sans demander son reste. Mais c'est là une grossière illusion d'optique. Un chaos seulement en apparence. Là-dessous a lieu une irrésistible cristallisation des masses sur de nouveaux axes. Ces foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais elles sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus. Elles laissent derrière elles un irréparable effondrement historique. Point de retour possible. S'il se trouvait même quelqu'un pour les disperser, elles se rassembleraient d'elles-mêmes, une heure plus tard, et la nouvelle montée du flot serait encore plus furieuse et sanglante. A dater de ces journées de Février, l'atmosphère de Pétrograd devient tellement incandescente que toute troupe hostile tombant dans ce puissant foyer, ou s'en approchant seulement et s'exposant à son haleine brûlante, se transforme, perd toute assurance, se sent paralysée, et se rend, sans coup férir, à la merci du vainqueur. C'est ce que devait comprendre, le lendemain, le général Ivanov qui, sur l'ordre du tsar, arrivait du front avec un bataillon de chevaliers de Saint-Georges. Cinq mois plus tard, le même sort était réservé au général Kornilov. Huit mois après, à Kérensky.

Dans la rue, au cours des journées précédentes, les Cosaques paraissaient les plus conciliants : c'est ainsi qu'on les avait, plus que tous autres, tracassés. Mais quand on en arriva à une véritable insurrection, la cavalerie justifia une fois de plus sa réputation d'élément conservateur en se laissant devancer par l'infanterie. Le 27, elle gardait encore, dans l'expectative, une apparence de neutralité. Si Khabalov ne comptait plus sur elle, la révolution la craignait encore.

Restait ainsi l'énigme de la forteresse Pierre-et-Paul, située sur un îlot que baigne la Néva, en face du palais d'Hiver et des résidences des grands-ducs. Derrière ses remparts, la garnison était ou semblait être un petit monde très protégé contre les influences extérieures. Il n'y a pas d'artillerie permanente dans la place, à l'exception d'un antique canon qui annonce quotidiennement l'heure de midi. Mais, aujourd'hui, des pièces de campagne ont été hissées sur les remparts, et braquées sur le pont. Que se prépare-t-il par là ? L'état-major du palais de Tauride, la nuit, se casse la tête à se demander quelle conduite tenir à l'égard de la " Pierre-Pauline ", et dans la forteresse des gens se tourmentent à se demander ce que fera d'eux la révolution. Dans la matinée, l'énigme aura sa solution : " Sous condition de

sauf-conduit pour le corps des officiers ", la place se rendra à la discrétion du palais de Tauride. Ayant enfin vu clair dans la situation, ce qui n'était pas si difficile, les officiers de la garnison s'empresseront d'aller au-devant d'événements inéluctables.

Vers le soir du 27 s'avancent, vers le palais de Tauride, soldats, ouvriers, étudiants, gens du commun. Là ils espèrent trouver ceux qui savent tout, obtenir des renseignements ou des directives. C'est par brassées que l'on introduit dans le palais des armes ramassées de divers côtés, et on les dépose dans une salle transformée en arsenal. Entre-temps, la nuit, dans ces locaux, l'état-major révolutionnaire se met au travail. Il expédie des détachements pour la surveillance des gares et des patrouilles dans toutes les directions d'où l'on peut attendre une menace. Les soldats accomplissent volontiers, sans discuter, quoique dans le plus grand désordre, les instructions du nouveau pouvoir. Ils exigent seulement, chaque fois, un ordre écrit : cette initiative provient, probablement, des débris de commandement qui sont restés attachés aux régiments, ou bien de scribes militaires. Mais ils ont raison : il faut sans retard mettre de l'ordre dans le chaos. L'état-major révolutionnaire, de même que le Soviet qui vient tout juste de se créer, n'a pas encore de timbres humides. La révolution doit encore se procurer son matériel bureaucratique. Hélas ! dans quelque temps, elle fera cette acquisition bien au-delà du nécessaire.

La révolution se met à la recherche de ses ennemis. En ville ont lieu des arrestations – " arbitraires ", diront, sur un ton de reproche, les libéraux. Mais toute la révolution est arbitraire. On ne cesse d'amener au palais de Tauride des prévenus : le Président du Conseil d'État, des ministres, des sergents de ville, des agents de l'*Okhrana*, une comtesse " germanophile ", des officiers de gendarmerie, par entières nichées. Certains dignitaires, comme Protopopov, viennent d'eux-mêmes se constituer prisonniers : c'est plus sûr, " Les murs de cette salle qui, naguère, avaient retenti d'hymnes en l'honneur de l'absolutisme, n'entendirent plus ce jour que des soupirs et des sanglots, raconta plus tard la comtesse rendue à la liberté. Un général arrêté s'assit, à bout de forces, sur la chaise la plus proche. Plusieurs membres de la Douma m'offrirent aimablement une tasse de thé. Ébranlé jusqu'au fond de l'âme, le général me disait : " Comtesse, nous assistons à la ruine d'un grand pays. "

Cependant, ce grand pays, qui n'était pas du tout disposé à périr, passait devant les déchus, tapant des bottes, frappant le sol des crosses de ses fusils, ébranlant l'air de ses appels et marchant sur les pieds des gens. Les révolutions se sont toujours distinguées par un manque d'urbanité : probablement parce que les classes dirigeantes n'avaient pas pris soin, en temps voulu, d'inculquer au peuple les bonnes manière.

Le palais de Tauride devient provisoirement un G. Q. G., un centre gouvernemental, un arsenal, une maison d'arrêt de la révolution qui n'a pas encore épongé sa face couverte de sang et de sueur. En ce lieu, dans ce remous, se glissent

des ennemis entreprenants. Par hasard, l'on démasque un colonel de gendarmerie qui, déguisé, prend des notes dans un coin, non pour servir l'histoire, mais pour renseigner les cours martiales. Des soldats et des ouvriers veulent l'exécuter sur place. Mais des gens de " l'état-major " s'interposent et enlèvent sans peine le gendarme à la foule. A cette date, la révolution est encore débonnaire, confiante, pleine de mansuétude. Elle ne deviendra implacable qu'après une série de trahisons, de duperies et d'expériences sanglantes.

La première nuit de la révolution triomphante est pleine d'alarmes. Des commissaires improvisés, pour la surveillance des gares et d'autres points, en majeure partie des intellectuels que leurs relations personnelles ont amenés par hasard, des aventuriers, ceux qui tirent des coups de chapeau à la révolution (des sous-officiers, surtout d'origine ouvrière, eussent été combien plus utiles !) commencent à s'énerver, voient partout des dangers, énervent les soldats et, par téléphone, demandent à tout instant des renforts au palais de Tauride. Là aussi l'on s'émeut, on téléphone, on envoie des renforts qui, le plus souvent, n'arrivent pas à destination. Un de ceux qui, cette nuit-là, firent partie de " l'état-major " de Tauride s'exprime ainsi : " Ceux qui reçoivent des ordres ne les exécutent pas ; ceux qui agissent le font sans recevoir des ordres..."

C'est sans ordres qu'agissent les quartiers ouvriers. Les dirigeants de la révolution, ayant mis en marche les effectifs de leurs usines, s'étant emparés de commissariats, ayant ensuite soulevé des régiments et démoli les refuges de la contre-révolution, ne se hâtent pas de gagner le palais de Tauride, les états-majors, les centres directeurs ; bien au contraire, ils hochent la tête avec ironie et méfiance de ce côté-là : déjà des gaillards accourent pour se partager la peau d'un ours qu'ils n'ont pas tué et qui n'est pas encore achevé. Les ouvriers bolcheviks, de même que les ouvriers des autres partis de gauche, passent leurs journées dans la rue et leurs nuits dans les " états-majors " de districts, se maintiennent en liaison avec les casernes, préparent le lendemain. Au cours de la première veillée de la victoire, ils continuent et développent le travail qu'ils ont accompli dans ces cinq premières journées. Ils constituent le squelette embryonnaire de la révolution, encore trop frêle, comme toute révolution à ses débuts.

Nabokov, que le lecteur connaît déjà en sa qualité de membre du centre constitutionnel-démocrate (cadets), alors déserteur légal, embusqué au grand état-major de l'armée tsariste, se rendit comme d'ordinaire, le 27, à son service et y resta, ignorant tout des événements, jusqu'à trois heures de l'après-midi. Le soir, dans la rue Morskaïa, on entendit des coups de feu – Nabokov, dans son appartement, prêtait l'oreille – des autos blindées passèrent à toute vitesse, des soldats, des matelots couraient aussi, rasant les murs... L'honorable libéral les observa par les vitres latérales d'une fenêtre en tambour. " Le téléphone fonctionnait

encore et des informations sur ce qui s'était passé dans la journée m'étaient transmises, comme je me rappelle, par des amis. Nous nous couchâmes à l'heure habituelle. " Cet homme devait devenir bientôt un des inspirateurs du gouvernement provisoire révolutionnaire (!), en qualité de secrétaire général. Dans la rue, le lendemain, un vieux bonhomme inconnu, un employé de bureau ou bien un maître d'école, s'approchera, ôtant son bonnet, et dira : " Merci de tout ce que vous avez fait pour le peuple. " Il appartenait à Nabokov de le raconter lui-même avec une modeste fierté.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

8 Qui dirigea l'insurrection de Février?

Les avocats et les journalistes appartenant aux classes atteintes par la révolution ont, dans la suite, dépensé pas mal d'encre à démontrer qu'en Février il n'y avait eu en somme qu'une émeute de femmes, renforcée par une mutinerie de soldats ; c'est précisément ainsi que d'aucuns nous ont présenté la révolution. Louis XVI, en son temps, voulut lui aussi s'imaginer que la prise de la Bastille était le fait d'une révolte, mais on lui expliqua avec déférence que c'était le fait d'une révolution ! Ceux qui perdent dans une révolution sont rarement enclins à lui reconnaître son vrai nom, car celui-ci, en dépit de tous les efforts des réactionnaires exaspérés, prend dans la mémoire historique de l'humanité l'auréole d'un affranchissement à l'égard des vieilles chaînes et des préjugés. De tout temps, les privilégiés et leurs laquais ont immanquablement essayé de présenter la révolution qui les avait abattus comme différente des révolutions précédentes, comme une mutinerie, comme des troubles ou émeutes populacières. Les classes qui se survivent ne se distinguent pas par l'esprit d'invention.

Bientôt après le 27 février, on essaya d'établir des analogies entre la révolution

russe et le coup d'État militaire des Jeunes-Turcs dont, comme on sait, les sphères supérieures de la bourgeoisie russe avaient pas mal rêvé. Ce rapprochement était toutefois si peu convaincant qu'il rencontra une sérieuse réfutation dans un journal bourgeois. Tougan-Baranovsky, économiste qui, dans sa jeunesse, avait passé par l'école de Marx, et qui était en Russie une sorte de Sombart, écrivait le 10 mars dans les *Birjévyié Viédomosti* :

" La révolution turque a consisté en un soulèvement victorieux de l'armée, préparé et réalisé par les chefs de celle-ci. Les soldats n'étaient que les exécutants dociles des desseins de leurs officiers. Par contre ceux des régiments de la Garde qui, le 27 février, ont renversé le trône de Russie, ont marché sans leurs officiers... Ce n'est pas l'armée qui a déclenché l'insurrection, ce sont les ouvriers. Ce ne sont pas des généraux, mais des soldats qui se sont rendus à la Douma d'Empire. Et les soldats ont soutenu les ouvriers non point pour obtempérer docilement à des injonctions de leurs officiers, mais... parce qu'ils se sentaient apparentés par le sang aux ouvriers, en tant que classe de travailleurs, comme eux-mêmes. Les paysans et les ouvriers constituent les deux classes sociales qui ont fait la révolution russe. "

Il n'y a rien à rectifier ou à compléter dans ces termes. Le développement ultérieur de la révolution a suffisamment confirmé et renforcé leur signification.

Le dernier jour de février, à Pétrograd, fut la première journée qui suivit la victoire : journée d'enthousiasme, d'embrassades, de larmes de joie, de prolixes épanchements, mais aussi journée où l'on frappait les derniers coups sur l'ennemi. Dans les rues éclataient encore des coups de fusil. On racontait que les *pharaons* de Protopopov, non encore avertis de la victoire du peuple, continuaient à tirer du haut des toits. D'en bas, l'on tirait sur les greniers, les lucarnes et les clochers, où l'on s'imaginait apercevoir les fantômes armés du tsarisme. Vers quatre heures de l'après-midi fut occupée l'Amirauté, où se cachaient les derniers tenants de ce qui, naguère, avait été le pouvoir d'État. Des organisations révolutionnaires et des groupes improvisés procédaient dans la ville à des arrestations. La forteresse-bagne de Schlusselbourg fut prise sans coup férir. A tout instant, de nouveaux régiments donnaient leur adhésion à la révolution : dans la capitale et aux environs.

Le renversement du régime à Moscou ne fut qu'un écho de l'insurrection de Pétrograd. Mêmes états d'opinion chez les ouvriers et les soldats, quoique moins vivement exprimés. Des dispositions un peu plus à gauche dans la bourgeoisie. La faiblesse des organisations révolutionnaires encore plus marquée qu'à Pétrograd. Lorsque commencèrent les événements sur la Néva, les intellectuels radicaux de Moscou se consultèrent entre eux sur ce qu'il y avait à faire et ne trouvèrent aucune solution. C'est seulement le 27 février, que dans les fabriques de Moscou, éclatèrent des grèves, suivies de manifestations. Les officiers disaient aux soldats, dans les casernes, que la canaille faisait des émeutes dans la rue et qu'il faudrait la réprimer.

" Mais, dès ce moment-là, raconte le soldat Chichiline, les nôtres donnaient au mot " canaille " un sens tout opposé ! " Vers deux heures de l'après-midi, de nombreux soldats, appartenant à divers régiments, se présentèrent devant la Douma municipale, cherchant le moyen d'adhérer à la révolution. Le lendemain, les grèves prirent de l'extension. Les masses s'avançaient avec leurs drapeaux vers la Douma. Mouralov, soldat de la compagnie automobile, vieux bolchevik, agronome, géant magnanime et valeureux, conduisit à la Douma le premier détachement de troupes solide et discipliné qui occupa la station de T. S. F. et d'autres postes. Huit mois plus tard, Mouralov devait commander la région militaire de Moscou.

Les prisons s'ouvrirent. Le même Mouralov ramena tout un camion de prisonniers politiques délivrés. Saluant, la main à la visière, un sous-commissaire de police demandait au révolutionnaire si l'on devait aussi relâcher les Juifs. Dzerjinski, à peine sorti de la maison de force et non encore débarrassé de ses vêtements de détenu, prenait la parole dans l'enceinte de la Douma où le Soviet était déjà en formation. Doroféiev, artilleur, devait raconter plus tard comment les ouvriers de la confiserie Siou se présentèrent, le 1er mars, avec des drapeaux, à la caserne de la brigade d'artillerie, fraternisèrent avec les soldats et comment, dans l'excès de leur joie, nombre de ces hommes ne purent s'empêcher de pleurer. Il y eut dans la ville quelques coups de feu tirés en embuscade, mais dans l'ensemble, il ne se produisit point de collisions armées et il n'y eut pas de victimes : c'était Pétrograd qui tenait pour Moscou.

Dans un bon nombre de villes provinciales, le mouvement ne se déclencha que le 1er mars, quand la révolution était déjà également accomplie à Moscou. A Tver, les ouvriers, abandonnant le travail, allèrent manifester devant les casernes et, mêlés aux soldats, défilèrent dans les rues de la ville. A cette époque, on chantait encore la *Marseillaise*, et non *l'Internationale*. A Nijni-Novgorod, des milliers de gens s'assemblèrent devant l'édifice de la municipalité qui, comme dans la plupart des villes, tenait lieu de " palais de Tauride ". Après une harangue du maire, les ouvriers, portant leurs drapeaux rouges, allèrent délivrer les détenus politiques. Sur les vingt et un contingents qui formaient la garnison, dix-huit vinrent, avant le soir, adhérer spontanément à la révolution. A Samara et à Saratov, il y eut des meetings, et des soviets de députés ouvriers se constituèrent. A Kharkov, le maître de police, ayant eu le temps de se renseigner à la gare sur les événements, monta en voiture devant une foule surexcitée, et, levant sa casquette, cria très fort, à pleins poumons : " Vive la Révolution ! Hourra ! " Ekatérinoslav reçut de Kharkov la nouvelle. En tête de la manifestation marcha l'adjoint du maître de police, soutenant du poing le fourreau de son grand sabre, dans l'attitude qui était réglementaire à la parade, les jours de fêtes impériales. Quand il fut définitivement démontré que la monarchie ne se relèverait plus, on se mit à décrocher précautionneusement, dans tous les établissements publics, les portraits des tsars que l'on remisa aux greniers. Les

anecdotes de ce genre, vraies ou inventées, circulaient en quantité dans les cercles libéraux qui n'avaient pas encore perdu le goût du badinage à propos de révolution. Les ouvriers comme les soldats des garnisons vivaient les événements de tout autre façon.

Sur ce qui se passa dans un certain nombre d'autres villes (Pskov, Orel, Rybinsk, Penza, Kazan, Tsaritsyne, etc.), la chronique, à la date du 2 mars, note ceci : " On a su que le pouvoir était renversé et la population a adhéré à la révolution. " Ce communiqué, quoique sommaire, traduit exactement ce qui se passa.

Dans les campagnes, les nouvelles de la révolution venaient des villes voisines, partiellement des autorités, mais principalement des marchés, des travailleurs, des soldats en permission. Le village accueillit l'événement par une réaction plus lente et moins enthousiaste que celle de la ville, mais non moins profonde : le village vit le rapport de la révolution avec la guerre et la question de la terre.

Il n'est nullement exagéré de dire que Pétrograd a accompli seul la Révolution de Février. Le reste du pays n'a fait que se joindre à lui. Il n'y eut bataille qu'à Pétrograd. Dans tout le pays, il n'existait point de groupes populaires, de partis, d'institutions ou d'effectifs militaires qui se fussent dressés pour la défense de l'ancien régime. Ce qui montre à quel point étaient peu fondés les raisonnements tardifs de réactionnaires, disant que si la cavalerie de la Garde s'était trouvée à Pétrograd, ou bien si Ivanov avait amené du front une brigade sûre, le sort de la monarchie eût été différent. Ni à l'arrière, ni sur le front, l'on n'eût trouvé une brigade ou un régiment prêt à se battre pour Nicolas II.

Le renversement du pouvoir eut lieu sur l'initiative et par les forces d'une cité qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. Si l'on veut, on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli. Si l'on avait en perspective une Assemblée constituante, cette circonstance ne changeait rien à rien, cal les délais et les modalités de la convocation d'une représentation nationale devaient être déterminés par des organes qui émanaient de la victorieuse insurrection de Pétrograd. Cela jette une lumière crue sur la question de la fonction des formes démocratiques en général, et, en particulier, en période révolutionnaire. Au fétichisme juridique de la " volonté populaire " les révolutions ont constamment infligé de rudes coups, d'autant plus implacables, qu'elles étaient plus profondes, plus hardies, plus démocratiques.

On a souvent dit, particulièrement à l'égard de la grande Révolution française, que l'extrême centralisation de la monarchie permit plus tard à la capitale révolutionnaire de penser et d'agir pour tout le pays. C'est une explication

superficielle. Si la révolution manifeste des tendances centralisatrices, elle agit, non pas à l'imitation de la monarchie renversée, mais en raison des inéluctables besoins d'une nouvelle société qui ne sont pas compatibles avec le particularisme. Si, dans une révolution, une capitale joue un rôle à tel point dominant et, à certains moments, concentre en quelque sorte les volontés de la nation, c'est précisément parce qu'elle exprime le plus vivement les tendances essentielles de la nouvelle société et les pousse jusqu'à leur fin. La province considère les démarches de la capitale comme émanant de ses propres intentions, mais déjà transformées en action. L'initiative des centres n'est pas une atteinte à la démocratie, mais sa réalisation dynamique. Cependant, dans les grandes révolutions, le rythme de cette dynamique ne correspondit jamais à celui de la démocratie formelle et représentative. La province se joint aux actes du centre, mais avec retard. En raison de la rapidité caractéristique avec laquelle se développent les événements dans une révolution, on arrive à de graves crises du parlementarisme révolutionnaire, insolubles par les méthodes de la démocratie. Dans toutes les révolutions véritables, la représentation nationale s'est inévitablement brisé la tête, se heurtant à la dynamique révolutionnaire dont le foyer principal était la capitale. Il en fut ainsi au XVII^{e} siècle en Angleterre, au XVIII^{e} en France, au XX^{e} en Russie. Le rôle de la capitale est déterminé non point par les traditions du centralisme bureaucratique, mais par la situation de la classe révolutionnaire dirigeante, dont l'avant-garde est naturellement concentrée dans la métropole : cela est aussi vrai pour la bourgeoisie que pour le prolétariat.

Quand la victoire de Février fut solidement établie, l'on s'occupa du recensement des victimes. A Pétrograd on compta mille quatre cent quarante-trois morts ou blessés, dans ce nombre huit cent soixante-neuf militaires, dont soixante officiers. Comparativement au chiffre d'hommes tombés dans n'importe quelle bataille de la Grande Guerre, ces chiffres sont insignifiants. La presse libérale proclama que la Révolution de Février n'avait pas été sanglante. En des jours d'effusions générales et d'amnisties réciproques entre partis patriotiques, personne n'entreprit de reconstituer la vérité. Albert Thomas, toujours l'ami du vainqueur, et même d'une insurrection victorieuse, écrivait alors que la révolution lui était apparue " tout ensoleillée, pleine d'allégresse, exempte de toute effusion de sang" ! Sans doute espérait-il que cette révolution resterait aux ordres de la Bourse de Paris. Mais, décidément, Albert Thomas n'avait pas inventé la poudre. Déjà, le 27 juin 1789, Mirabeau s'était écrié : " Quel bonheur de voir cette grande révolution s'accomplir sans avoir perpétré l'homicide, sans avoir fait couler les larmes !... L'histoire ne nous a que trop parlé d'actes de bêtes féroces... Nous pouvons espérer que nous commençons l'histoire humaine. " Lorsque les trois États se furent constitués en Assemblée nationale, les ancêtres d'Albert Thomas écrivaient : " La révolution est finie, elle n'a pas coûté une goutte de sang. " Et l'on doit accorder qu'effectivement, en cette période, aucune effusion de sang n'avait eu lieu. Il en fut

autrement pendant les journées de Février. Cependant, la légende d'une révolution non sanglante fut opiniâtrement soutenue, répondant au besoin qu'avaient les bourgeois libéraux de représenter les faits comme si le pouvoir leur était tombé de lui-même entre les mains.

Si la Révolution de Février ne fut nullement exempte d'effusion de sang, on ne peut que rester stupéfait du petit nombre de victimes, aussi bien au moment de l'insurrection que surtout dans la première période qui suivit. Il y avait là en effet un règlement de comptes après l'oppression, les persécutions et humiliations, après d'ignobles traitements que les masses populaires russes avaient subis depuis des siècles ! De-ci, de-là, il est vrai, des matelots et des soldats réglèrent des comptes avec leurs pires bourreaux, avec des officiers. Cependant le nombre de ces actes de représailles fut insignifiant, au début, par rapport à la quantité de sanglants outrages naguère encore infligés. Les masses ne se défirent de leur bonhomie que beaucoup plus tard, quand elles eurent constaté que les classes dirigeantes cherchaient à reprendre partout du terrain et à exploiter à leur profit la révolution qu'elles n'avaient pas faite, de même qu'elles s'appropriaient des biens qu'elles n'avaient pas produits.

Tougan-Baranovsky a raison de dire que la Révolution de Février fut l'œuvre des ouvriers et des paysans, ces derniers représentés par les soldats. Subsiste cependant une grosse question : qui donc a mené l'insurrection ? Qui a mis sur pied les ouvriers ? Qui a entraîné dans la rue les soldats ? Après la victoire, ces questions devinrent un objet de lutte des partis. La solution la plus simple consistait en cette formule universelle : personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule. La théorie des " forces élémentaires " était mieux que toute autre à la convenance non seulement de tous les messieurs qui, la veille encore, avaient quiètement administré, jugé, accusé, plaidé, commercé ou commandé, et qui se hâtaient, maintenant, de se rallier à la révolution ; mais elle convenait à de nombreux politiciens professionnels et à d'ex-révolutionnaires qui, ayant dormi pendant la révolution ; désiraient croire que, dans cette affaire, ils ne s'étaient pas conduits autrement que tous les autres.

Dans sa curieuse *Histoire des Troubles en Russie*, le général Dénikine, ancien généralissime de l'armée blanche, dit du 27 février : " En ce jour décisif, il n'y eut pas de meneurs ; il n'y eut que des éléments déchaînés. Dans leur cours impétueux, l'on ne pouvait discerner ni but, ni plan, ni mots d'ordre. " Le docte historien Milioukov ne creuse pas davantage que le général dont la passion était de barbouiller du papier. Jusqu'à l'insurrection, le leader libéral avait présenté toute idée de révolution comme suggérée par l'état-major allemand. Mais la situation se compliqua après l'insurrection qui porta les libéraux au pouvoir. Dès lors, la tâche

de Milioukov n'était plus de déshonorer la révolution en la rattachant à une initiative du Hohenzollern, mais, au contraire, de ne plus laisser aux révolutionnaires l'honneur de l'initiative.

Le libéralisme adopta entièrement la théorie du caractère élémentaire et impersonnel de l'insurrection. C'est avec sympathie que Milioukov s'est réclamé du demi-libéral, demi-socialiste, Stankévitch, maître de conférences, qui fut un moment commissaire du gouvernement au G. Q. G. " La masse se mit d'elle-même en mouvement, obéissant à un appel intime, inconscient... – écrit Stankévitch au sujet des journées de Février. – Sur quel mot d'ordre les soldats sont-ils partis ? Qu'est-ce qui les a conduits lorsqu'ils s'emparèrent de Pétrograd, lorsqu'ils incendièrent le Palais de Justice ? Non une idée politique, non un mot d'ordre révolutionnaire, non un complot et non une mutinerie, mais un mouvement des forces élémentaires qui réduisit brusquement en cendres tout l'ancien régime sans en rien laisser. " La force élémentaire prend ici un caractère presque mystique.

Le même Stankévitch apporte un témoignage de la plus grande valeur : " A la fin de janvier, j'eus l'occasion de rencontrer Kérensky dans un cercle très intime. Au sujet de la possibilité d'un soulèvement populaire, tous se prononcèrent d'une façon nettement négative, de crainte de voir le mouvement des masses, une fois déclenché, tomber dans des courants d'extrême-gauche et créer ainsi de très grandes difficultés dans la conduite de la guerre. " Les vues du cercle de Kérensky ne différaient nullement dans l'essentiel de celles des cadets. Ce n'était pas de là que l'initiative pouvait sortir.

" La révolution tomba comme la foudre d'un ciel sans nuages ", dit Zenzinov, représentant du parti socialiste-révolutionnaire. " Soyons francs : elle arriva comme une grande et joyeuse surprise pour nous autres aussi, révolutionnaires, qui y avions travaillé pendant de longues années et l'avions constamment attendue. "

L'affaire ne se présentait pas beaucoup mieux avec les mencheviks. Un journaliste appartenant à l'émigration bourgeoise relate la rencontre qu'il fit, dans un tramway, le 24 février, de Skobélev, futur ministre du gouvernement provisoire : " Ce social-démocrate, un des leaders du mouvement, me déclara que les désordres tournaient en déprédations qu'il était indispensable de réprimer. Cela n'empêcha pas Skobélev, un mois plus tard, de prétendre que lui et ses amis avaient fait la révolution. " Les couleurs sont ici visiblement chargées. Mais, dans l'essentiel, la position des social-démocrates mencheviks est rendue d'une façon qui correspond assez bien à la réalité.

Enfin, Mstislavsky, qui plus tard devait être un des leaders de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, pour passer ensuite aux bolcheviks, a dit de la Révolution de Février : " La révolution nous a surpris, nous autres, hommes de

parti, en plein sommeil, comme les vierges folles de l'Évangile. " Peu importe ici que ces hommes aient ressemblé en quelque mesure à des vierges ; mais ils dormaient tous effectivement.

Mais qu'advenait-il des bolcheviks ? On le sait déjà en partie. Les principaux leaders des organisations bolchevistes clandestines à Pétrograd étaient alors au nombre de trois : les anciens ouvriers Chliapnikov et Zaloutsky, et l'ancien étudiant Molotov. Chliapnikov, qui avait vécu assez longtemps à l'étranger et avait été très lié avec Lénine, était, au point de vue politique, le plus mûr et le plus actif des trois qui constituaient le Bureau du Comité central. Cependant, les souvenirs de Chliapnikov lui-même établissent mieux que tout que le trio n'était point à la hauteur des événements. Jusqu'à la toute dernière heure, les leaders s'imaginèrent qu'il ne s'agissait que d'une démonstration révolutionnaire, une entre tant d'autres, mais nullement d'une insurrection armée. Kaïourov, que nous avons déjà cité, un des leaders du district de Vyborg, affirme catégoriquement ceci : " On ne sentait venir aucun principe directeur des centres du parti... Le Comité de Pétrograd était emprisonné, et le représentant du Comité central, le camarade Chliapnikov, se trouvait dans l'impuissance de donner des directives pour la journée suivante. "

La faiblesse des organisations clandestines était le résultat immédiat des manœuvres policières d'écrasement qui donnèrent au gouvernement des avantages tout à fait exceptionnels devant l'opinion patriotique au début de la guerre. Toute organisation, et, dans ce nombre, une organisation révolutionnaire, a tendance à rester en arrière de sa base sociale. Les organisations clandestines des bolcheviks, au début de 1917, ne s'étaient pas encore relevées de leur écrasement et de leur désagrégation, tandis que, dans les masses, l'atmosphère du patriotisme faisait place, soudain, à l'indignation révolutionnaire.

Pour se représenter plus clairement la situation dans le domaine de la direction révolutionnaire, il faut se rappeler que les révolutionnaires les plus autorisés, les leaders des partis de gauche, se trouvaient dans l'émigration, et, partiellement, dans les prisons ou en déportation. Plus un parti était redoutable pour l'ancien régime, plus il se trouvait rigoureusement décapité au début de la révolution. Les populistes avaient à la Douma une fraction dont le leader, Kérensky, était un radical indépendant. Le leader officiel des socialistes-révolutionnaires, Tchernov, se trouvait dans l'émigration. Les mencheviks disposaient à la Douma d'une fraction à la tête de laquelle figuraient Tchkhéidzé et Skobélev. Martov était émigré. Dan et Tsérételli déportés. Autour des fractions de gauche – populistes et mencheviks – se groupait un fort contingent d'intellectuels socialistes ayant un passé révolutionnaire. Cela constituait une apparence d'état-major politique, mais qui ne fut capable de se montrer qu'après la victoire. Les bolcheviks n'avaient aucune fraction à la Douma : les cinq députés ouvriers que le gouvernement tsariste avait

considérés comme formant le centre organisateur de la révolution avaient été arrêtés dès les premiers mois de la guerre. Lénine était dans l'émigration avec Zinoviev, Kaménev était déporté, de même que les dirigeants-praticiens, peu connus alors, Sverdlov, Rykov, Staline. Le social-démocrate polonais Dzerjinski, qui n'appartenait pas encore aux bolcheviks, se trouvait au bagne. Ceux des leaders qui, par hasard, furent présents, précisément parce qu'ils étaient habitués à agir sous une direction autorisée et sans appel, ne se considéraient pas et n'étaient pas considérés par les autres comme capables de jouer dans les événements révolutionnaires un rôle dirigeant.

Mais, du moment que le parti bolchevik ne pouvait assurer aux insurgés une direction autorisée, que dire des autres organisations politiques ? Ainsi se fortifiait la conviction générale d'un mouvement des forces élémentaires dans la Révolution de Février. Néanmoins, cette opinion est profondément erronée, ou, dans le meilleur des cas, sans contenu.

La bataille, dans la capitale, dura non point une ou deux heures, mais cinq jours. Les leaders s'étaient efforcés de l'endiguer. Les masses répliquèrent par un élan d'autant plus accru et poussèrent de l'avant. Elles avaient contre elles le vieil État dont la façade traditionnelle dissimulait encore, pouvait-on présumer, une force puissante, celle de la bourgeoisie libérale, avec sa Douma d'Empire, l'Union des zemstvos et des Villes, les Comités des Industries de guerre, les Académies, les Universités et une presse ramifiée ; enfin, deux forts partis socialistes qui opposaient une résistance patriotique à la poussée d'en bas. Dans le parti bolchevik, l'insurrection trouvait l'organisation qui lui était la plus proche, mais décapitée, aux cadres disloqués, aux faibles cellules clandestines. Cependant, la révolution, à laquelle personne ne s'était attendu en ces jours-là, s'était étendue et, tandis que, dans les sphères supérieures, l'on croyait déjà à l'extinction du mouvement, celui-ci s'assurait la victoire par une violente poussée et de puissantes convulsions.

D'où provenait donc cette puissance sans exemple de persévérance et d'impétuosité ? Il ne suffirait pas d'alléguer l'exaspération. L'exaspération explique peu. Si délayés qu'aient été pendant la guerre les éléments ouvriers de Pétrograd, par suite de l'immixtion d'éléments bruts, ils portaient en eux une grande expérience révolutionnaire. Dans leur persévérance et leur impétuosité, malgré le manque de direction, et les résistances d'en haut, il y avait une appréciation des forces, non toujours exprimée, mais basée sur l'expérience de la vie, et un calcul stratégique spontané.

A la veille de la guerre, les éléments ouvriers révolutionnaires marchaient avec les bolcheviks et entraînaient les masses à leur suite. Dès le début de la guerre, la situation se modifia brusquement : les couches conservatrices intermédiaires relevèrent la tête et entraînèrent à leur suite une partie considérable de la classe

ouvrière ; les éléments révolutionnaires se trouvèrent isolés et réduits au silence. Au cours de la guerre, la situation commença à se modifier, lentement au début, puis, après les défaites, de plus en plus vite et plus radicalement. Un mécontentement actif s'emparait de la classe ouvrière tout entière. A vrai dire, cette irritation était encore, en des cercles étendus, teintée de patriotisme, mais elle n'avait rien de commun avec le patriotisme calculé et lâche des classes possédantes qui ajournaient tous les problèmes intérieurs jusqu'à la victoire. Car, précisément, la guerre, ses victimes, ses épouvantes et ses infamies poussaient les anciennes comme les nouvelles couches ouvrières contre le régime tsariste, les poussaient avec une violence redoublée et les amenaient à cette conclusion : cela ne peut plus durer ? C'était une opinion générale qui fit la cohésion des masses et leur donna une grande puissance pour l'offensive.

L'armée avait gonflé, s'étant grossie de millions d'ouvriers et de paysans. Chacun comptait dans l'armée quelqu'un des siens : un fils, un mari, un frère, un proche parent. L'armée n'était plus comme avant la guerre un milieu séparé du peuple. A présent, on se rencontrait beaucoup plus souvent avec les soldats ; on les escortait lorsqu'ils partaient pour le front, on vivait de leur vie quand ils venaient en permission, on s'entretenait avec eux, dans la rue, en tramway, et l'on parlait des tranchées, on allait les voir dans les hôpitaux. Les quartiers ouvriers, les casernes, le front et aussi, dans une proportion considérable, les villages devinrent en quelque sorte des vases communicants. Les ouvriers savaient ce que le soldat sent et pense. Entre eux, c'étaient d'interminables conversations sur la guerre, sur les gens qui s'en enrichissent, sur les généraux, sur le gouvernement, sur le tsar et la tsarine. Le soldat disait de la guerre : " Malédiction ! " L'ouvrier répondait, parlant du gouvernement : " Qu'ils soient tous maudits ! " Le soldat disait : " Pourquoi vous taisez-vous ici, au centre ? " L'ouvrier répondait : " Quand on a les mains vides, il n'y a rien à faire. En 1905, nous nous sommes déjà heurtés peu heureusement à l'armée. " Le soldat, après réflexion : " Ah ! si tous se soulevaient ensemble ! " L'ouvrier : " Oui, tous ensemble. " Des conversations de cette sorte, avant la guerre, n'avaient lieu qu'entre individus isolés et d'une manière clandestine. Maintenant, c'était ainsi que l'on parlait de tous côtés, à tout propos, et presque ouvertement, du moins dans les quartiers ouvriers.

L'*Okhrana* tsariste réussit parfois à opérer de bons sondages. Quinze jours avant la révolution, un mouchard pétersbourgeois, qui signait du pseudonyme de Krestianinov, faisait un rapport sur une conversation entendue dans un tramway qui traversait un faubourg ouvrier. Un soldat aurait raconté que huit hommes de son régiment avaient été expédiés au bagne pour avoir refusé, en automne dernier, de tirer sur les ouvriers de l'usine Nobel et pour avoir tiré sur la police. Cette conversation a eu lieu tout à fait ouvertement, attendu que les policiers et les mouchards, dans les quartiers ouvriers, préfèrent rester inaperçus. " Nous leur

réglerons leur compte ", conclut le soldat. Le rapport continue ainsi : " Un ouvrier dit alors : " Pour cela, on doit s'organiser, pour qu'on soit tous comme un seul homme. " Le soldat répliqua : " Pour ça, pas la peine de s'en faire, il y a longtemps que c'est organisé chez nous... Ils ont bu assez de sang, les hommes souffrent sur le front, mais, ici, les gens s'empiffrent !... " Il ne se produisit point d'incidents particuliers. 10 février 1917. Krestianinov. " Incomparablement épique, le rapport du mouchard ! " Pas d'incidents particuliers ! " Les incidents devaient se produire, et bientôt : la causerie en tramway en signale l'inéluctable imminence.

Le caractère élémentaire de l'insurrection est illustré par un exemple curieux que donne Mstislavsky : lorsque " l'Union des Officiers du 27 février ", constituée sitôt après l'insurrection, essaya d'établir par enquête quel était celui qui, le premier, avait entraîné dans la rue le régiment de Volhynie, il y eut sept dépositions concernant sept initiateurs de cette action décisive. Il est extrêmement probable, ajouterons-nous, qu'une parcelle de l'initiative appartint effectivement à quelques soldats ; ce qui n'empêche pas que le principal dirigeant ait pu tomber dans les combats de rues, emportant avec lui son nom dans l'inconnu. Mais cela n'amoindrit pas la valeur historique de son initiative anonyme. Et ce qui est encore plus important, c'est un autre côté de l'affaire, par lequel nous sortons de l'enceinte de la caserne. Le soulèvement de bataillons de la Garde qui se déclara, à la grande surprise des cercles libéraux et des socialistes légalitaires, ne fut nullement inattendu pour les ouvriers. Si ces derniers ne s'étaient pas soulevés, le régiment " volhynien " ne serait pas non plus sorti. La rencontre entre ouvriers et Cosaques que certain avocat put observer de sa fenêtre, pour en faire part ensuite, par téléphone, à un député, apparut à l'un et à l'autre comme un épisode d'un processus impersonnel : les sauterelles des fabriques s'étaient heurtées aux sauterelles des casernes. Mais il en sembla tout autrement au Cosaque qui osa cligner de l'œil du côté de l'ouvrier, autrement encore à l'ouvrier qui décida d'emblée que le Cosaque " avait eu le bon coup d'œil ". L'interpénétration moléculaire de l'armée et du peuple se poursuivait, ininterrompue. Les ouvriers prenaient constamment la température de l'armée et sentaient aussitôt approcher le point critique. C'est ce qui donna aussi à la poussée des masses, qui croyaient à la victoire, cette force irrésistible.

Ici, nous devons rapporter la saisissante remarque d'un dignitaire qui essaya d'établir le bilan de ses observations en Février : " Il est usuel de dire que le mouvement a commencé par un déclenchement des forces élémentaires, que les soldats sont d'eux-mêmes sortis dans la rue. Je ne saurais, en aucun cas, tomber d'accord là-dessus. Et que signifie d'ailleurs ce mot : " élémentaires " ?… La " génération spontanée " est, en sociologie, encore moins à sa place que dans les sciences naturelles. Si aucun meneur révolutionnaire renommé n'a attaché au mouvement son étiquette, le mouvement, sans être impersonnel, sera seulement anonyme. " Cette façon de poser la question, incomparablement plus rigoureuse que

les allégations d'un Milioukov, concernant les agents de l'Allemagne et les forces élémentaires de la Russie, est due à un ancien procureur du tsar qui était sénateur quand la révolution éclata. Peut-être est-ce bien son expérience judiciaire qui permit à Zavadsky de discerner qu'un soulèvement révolutionnaire ne pouvait provenir des directives d'agents de l'étranger, ni d'un processus naturel où ne seraient pas intervenues des personnalités.

Le même auteur cite deux épisodes qui lui ont permis de jeter, en quelque sorte par le trou de la serrure, un coup d'œil sur le laboratoire du processus révolutionnaire. Le vendredi 24 février, alors que, dans les hautes sphères, personne encore ne prévoyait un soulèvement à si bref délai, un tramway dans lequel le sénateur avait pris place tourna brusquement avec un tel fracas que les vitres tintèrent et qu'une se brisa, entre la Perspective Liteïny et une rue avoisinante, et s'immobilisa. Le conducteur invita tous les occupants à descendre. " La voiture n'ira pas plus loin. " Les voyageurs protestaient, déblatéraient, mais descendaient. " Je vois encore la tête du conducteur, taciturne, sombrement résolue : une tête de loup. " La circulation des tramways cessa partout aussi loin que portait la vue. Ce conducteur résolu, qui déjà donnait à un dignitaire libéral la vision d'une " tête de loup ", devait avoir une haute conscience du devoir pour oser seul arrêter sa voiture, pleine de fonctionnaires, dans une rue du Pétersbourg impérial, en temps de guerre. Ce sont justement de tels conducteurs qui arrêtèrent le wagon de la monarchie, à peu près dans les mêmes termes : " La voiture n'ira pas plus loin ", et débarquèrent la bureaucratie sans établir, étant pressés, quelque différence entre les généraux de gendarmerie et les sénateurs libéraux. Le conducteur de la Perspective Liteïny était un instrument conscient de l'histoire. Il avait dû être préalablement éduqué.

Pendant l'incendie du Palais de Justice, un juriste libéral, du même monde que le susdit sénateur, exprima dans la rue son regret d'assister à la destruction du laboratoire d'expertises judiciaires et des archives notariales. Un homme d'âge mûr, d'aspect maussade, ouvrier selon toute apparence, répliqua, grognonnant : " Nous saurons nous partager les maisons et les terres sans tes archives. " Vraisemblablement, l'épisode est arrangé littérairement. Mais des ouvriers d'âge mûr de cette sorte et en mesure de donner la réplique indispensable n'étaient pas peu nombreux dans la foule. Eux-mêmes n'étaient pour rien dans l'incendie du Palais de Justice : à quoi bon ? En tout cas, de tels " excès " ne pouvaient nullement les épouvanter. Ils armaient les masses, leur inspirant non seulement les idées indispensables contre la police du tsar, mais aussi contre les juristes libéraux, qui redoutaient surtout que dans le feu de la révolution ne brûlassent les actes notariés de la propriété. Ces anonymes, rudes politiques de l'usine et de la rue, n'étaient pas tombés du ciel ; ils devaient avoir été éduqués.

Enregistrant les événements des dernières journées de Février, l'*Okhrana* disait

aussi du mouvement qu'il était " élémentaire ", c'est-à-dire non dirigé méthodiquement d'en haut ; mais elle ajoutait aussitôt : " Le prolétariat tout entier a été travaillé par la propagande. " Cette affirmation touchait juste : les professionnels de la lutte contre la révolution, avant d'aller occuper les cellules des révolutionnaires mis en liberté, avaient discerné le processus du moment beaucoup mieux que ne le surent les leaders du libéralisme.

La mystique des " forces élémentaires " n'élucide rien. Pour évaluer justement la situation et déterminer le moment de la levée contre l'ennemi, il était indispensable que la masse, en ses éléments dirigeants, posât ses propres revendications devant les événements historiques, et possédât ses critères, pour en avoir l'estimation. En d'autres termes, il n'était pas besoin de la masse en général, mais de la masse des ouvriers de Pétrograd et de toute la Russie, ayant passé par la révolution de 1905, par l'insurrection moscovite de décembre 1905 qu'avait brisée le régiment de la Garde dit Séménovsky ; il fallait que, dans cette masse, fussent disséminés des ouvriers qui avaient réfléchi sur l'expérience de 1905, critiqué les illusions constitutionnelles des libéraux et des mencheviks, s'étaient assimilé les perspectives de la révolution, avaient examiné maintes et maintes fois le problème de l'armée, avaient attentivement observé ce qui se passait dans ce milieu, et étaient capables de tirer de leurs observations des conclusions révolutionnaires, et de les communiquer à d'autres. Enfin, il fallait trouver, dans la garnison, des soldats d'esprit avancé, jadis saisis ou, du moins, touchés par la propagande révolutionnaire.

Dans chaque usine, dans chaque corporation, dans chaque compagnie militaire, dans chaque taverne, dans les hôpitaux d'armée, à chaque cantonnement, et même dans les campagnes dépeuplées, progressait un travail moléculaire de l'idée révolutionnaire. Partout il existait des commentateurs des événements, principalement des ouvriers, auprès de qui l'on s'informait et de qui l'on attendait la parole nécessaire. Ces chefs de file étaient souvent abandonnés à eux-mêmes, ingéraient des bribes de généralisations révolutionnaires parvenues à eux par diverses voies, découvrant par eux-mêmes, dans les journaux libéraux, ce qu'il leur fallait en lisant entre les lignes. Leur instinct de classe était aiguisé par le critère politique et, s'ils ne poussaient pas toutes leurs idées jusqu'au bout, leur pensée n'en travaillait pas moins, sans relâche, obstinément, toujours dans la même direction. Les éléments d'expérience, de critique, d'initiative, d'abnégation, pénétraient les masses et constituaient le mécanisme intime, insaisissable à un regard superficiel, néanmoins décisif, du mouvement révolutionnaire, en tant que processus conscient.

Aux présomptueux politiciens du libéralisme et du socialisme apprivoisé, tout ce qui se produit dans les masses semble d'ordinaire être un processus instinctif, comme si cela se passait dans une fourmilière ou dans une ruche. En réalité, la

pensée qui taraudait la masse ouvrière était combien plus hardie, plus perspicace, plus consciente que les petites idées dont s'amusaient les classes cultivées. Mieux encore : la pensée ouvrière était plus scientifique : non seulement parce qu'elle avait été fécondée dans une large mesure par les méthodes du marxisme, mais avant tout parce qu'elle s'était constamment nourrie de la vivante expérience des masses qui devaient entrer bientôt dans l'arène révolutionnaire.

Le caractère scientifique de la pensée se manifeste en sa correspondance au processus objectif et en son aptitude à influer sur ce processus et à le régler. Est-ce que cette faculté, même dans la moindre mesure, appartenait à la mentalité des sphères gouvernantes, où l'on s'inspirait de l'Apocalypse, où l'on croyait aux songes de Raspoutine ? Ou bien, d'aventure, auraient-elles été scientifiquement fondées, les idées du libéralisme qui espérait que la Russie arriérée, participant à la mêlée des géants du capitalisme, pourrait en même temps vaincre et obtenir un régime parlementaire ? Ou bien, peut-être étaient-elles scientifiques les conceptions des cercles intellectuels qui se conformaient servilement à un libéralisme décrépit dès son enfance, abritant ainsi leur illusoire indépendance sous un verbiage depuis longtemps périmé ? Vraiment, l'on se trouvait là dans le royaume d'une toute-puissante torpeur spirituelle, au pays des fantômes, des superstitions, des fictions, si l'on veut, le royaume des " forces élémentaires ".

Par conséquent n'avons-nous point le droit absolu de réviser du tout au tout la philosophie libérale de la Révolution de Février ? Si ! Nous avons le droit de dire : tandis que la société officielle – cette superstructure à nombreux étages que constituaient les classes dirigeantes, avec leurs couches distinctes, leurs groupes, leurs partis et leurs cliques – vivait au jour le jour dans son inertie et son automatisme, s'alimentant de restes d'idées usées, sourde aux fatales exigences de l'évolution, séduite par des fantômes, ne prévoyant rien, il s'accomplissait dans les masses ouvrières un processus spontané et profond, non seulement de haine grandissante contre les dirigeants, mais de jugement critique sur leur impuissance, d'accumulation d'expérience et de conscience créatrice qui se confirma dans le soulèvement révolutionnaire et dans sa victoire.

A la question posée ci-dessus : qui donc a guidé la Révolution de Février ? nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection, n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

9 Le paradoxe de la Révolution de Février

L'insurrection avait vaincu. Mais à qui transmit-elle le pouvoir arraché à la monarchie ? Nous en arrivons au problème capital de la Révolution de Février : comment et pourquoi le pouvoir se trouva-t-il entre les mains de la bourgeoisie libérale ?

Quand les troubles éclatèrent, le 23 février, l'on n'y attacha pas d'importance dans les cercles de la Douma et dans la " société " bourgeoise. Les députés libéraux et les journalistes patriotes se rencontraient comme d'habitude dans les salons et discutaient ensemble la question de Trieste et de Fiume, et affirmaient de nouveau que la Russie avait absolument besoin des Dardanelles. Alors que l'oukase de dissolution de la Douma était déjà signé, une commission parlementaire discutait encore, hâtivement, de la transmission des services de ravitaillement à la municipalité. Moins de douze heures avant le soulèvement des bataillons de la Garde, *l'Association pour les rapports entre Slaves* entendait paisiblement lecture de son rapport annuel. " C'est seulement en revenant à pied de cette réunion – a écrit un des députés – c'est seulement alors que je fus frappé de l'angoissant silence

et de l'aspect désertique de rues qui, d'ordinaire, étaient très animées. " Un vide angoissant s'était fait autour des vieilles classes dirigeantes, et leurs héritiers de demain en avaient le cœur serré.

Vers le 26, il devint clair, tant pour le gouvernement que pour les libéraux, que le mouvement était sérieux. Ce jour-là, il y a entre les ministres et certains membres de la Douma des conciliabules tendant à un accord, sur lesquels les libéraux, dans la suite, n'ont jamais soulevé le voile. Protopopov, dans ses dépositions, a déclaré que les leaders du bloc de la Douma exigeaient encore, comme d'ordinaire, la nomination de nouveaux ministres jouissant de la confiance publique : " Cette mesure, peut-être, calmera le peuple. " Mais la journée du 26 marqua, comme on sait, un temps d'arrêt dans le développement de la révolution et le gouvernement, pour quelques heures, se sentit mieux assis. Lorsque Rodzianko se présenta chez Golytsine pour le persuader de donner sa démission, le président du Conseil indiqua sur sa table, dans un carton, un oukase de dissolution de la Douma, déjà signé par Nicolas, mais encore sans date. Ce fut Golytsine qui data le document. Comment le gouvernement put-il se résoudre à cette démarche au moment même où s'accroissait la poussée de la révolution ? A ce sujet, la bureaucratie dirigeante avait depuis longtemps son siège fait. " Que nous soyons avec le bloc ou sans lui, peu importe au mouvement ouvrier. On peut avoir raison de ce mouvement par d'autres moyens et, jusqu'à présent, le ministère de l'Intérieur s'en est bien tiré. " C'est ainsi que parlait Gorémykine dès le mois d'août 1915. D'autre part, la bureaucratie estimait que la Douma, si elle était dissoute, ne se résoudrait à aucune démarche audacieuse. C'est aussi en août 1915 que le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur, comme on discutait du renvoi de la Douma mécontente, déclara ceci : " Il est fort improbable que les députés se décident à l'insubordination. Ce sont, en grande majorité, des lâches, et qui craignent pour leur peau. " Le prince ne s'exprimait pas avec trop d'élégance, mais il disait juste, en fin de compte. Dans sa lutte contre l'opposition libérale, la bureaucratie se sentait ainsi sur un terrain ferme.

Dans la matinée du 27, les députés alarmés par l'ampleur croissante des événements, se réunirent en séance ordinaire. C'est alors seulement que la majorité apprit que la dissolution était prononcée. La mesure sembla d'autant plus inattendue que, la veille encore, des pourparlers de conciliation avaient eu lieu. " Et néanmoins – écrit fièrement Rodzianko – la Douma s'inclina devant la loi, espérant encore trouver une issue à cette situation embrouillée ; elle ne vota aucune résolution dans le sens d'un refus de se dissoudre ou d'un emploi de la violence pour se réunir. " Les députés s'assemblèrent en conférence privée, et là se firent entre eux confession de leur impuissance. Chidlovsky, libéral modéré, rappela plus tard, non sans sarcasme, qu'un certain Nékrassov, cadet d'extrême-gauche, futur associé de Kérensky, avait proposé " d'établir une dictature militaire en remettant tout le pouvoir à un général

populaire ". Entre temps, certains dirigeants du bloc progressiste, qui n'avaient pas assisté à cette conférence particulière, essayèrent d'une mesure pratique pour sauver la situation. Ils prièrent le grand-duc Michel de venir à Pétrograd et, là, lui proposèrent d'exercer la dictature, de " forcer " le personnel du gouvernement à donner sa démission et d'exiger du tsar, par fil direct, qu'il " octroyât " un ministère responsable. Aux heures mêmes où se soulevaient les premiers régiments de la Garde, les leaders de la bourgeoisie libérale faisaient une dernière tentative pour écraser l'insurrection avec l'aide d'une dictature dynastique et, en même temps, pour se mettre d'accord avec la monarchie aux frais de la révolution. " L'irrésolution que manifesta le grand-duc – déclare Rodzianko, d'un ton désolé – eut pour conséquence qu'on laissa échapper le moment favorable. "

Combien aisément les intellectuels radicaux croyaient à ce qu'ils désiraient, on le voit par le témoignage de Soukhanov, socialiste non affilié à un parti, qui commence, en cette période, à jouer, au palais de Tauride, un certain rôle politique. " On m'informa – écrit-il dans ses amples Mémoires – de l'essentiel de ce qui s'était produit de nouveau en politique aux premières heures de cette inoubliable journée : l'oukase mettant en congé la Douma était promulgué, et la Douma refusait de se séparer, élisant un Comité provisoire. " Ce qui précède est écrit par un homme qui ne sortait presque pas du palais de Tauride et qui tenait par le bouton de leur veste les députés notoires. Dans son *Histoire de la Révolution*, Milioukov, après Rodzianko, déclare catégoriquement : " Après une série d'ardents discours, il fut décidé que les députés ne *quitteraient* pas Pétrograd, mais il n'était nullement dit, contrairement à la légende qui s'accrédita, que les membres de la Douma refuseraient de *se séparer* en tant que représentants d'une institution. " *Refuser de se séparer*, c'eût été prendre, en effet, une initiative, quoique trop tard. *Ne pas quitter la capitale*, c'était se laver les mains et attendre pour voir le tour que prendraient les événements. La crédulité de Soukhanov s'excuse cependant par certaines circonstances atténuantes. Le bruit d'après lequel la Douma aurait pris la décision révolutionnaire de ne point obéir à l'oukase impérial avait été mis en circulation, à la hâte, par les journalistes parlementaires, dans leur bulletin d'information, seule publication d'alors, par suite de la grève générale. Or, comme l'insurrection avait remporté la victoire dans la journée, les députés ne s'empressèrent point de réfuter l'erreur commise, encourageant ainsi dans leurs illusions leurs amis de gauche : ils ne s'occupèrent de rétablir la vérité qu'après avoir émigré. L'épisode est, semble-t-il, d'une importance secondaire, mais il est très significatif. Le rôle révolutionnaire de la Douma dans la journée du 27 février était au total un mythe né de la crédulité politique des intellectuels radicaux, réjouis et épouvantés par la révolution, incapables de croire que les masses pussent mener l'affaire à bien, et empressés à trouver le plus vite possible un appui auprès de la bourgeoisie censitaire.

Parmi les Mémoires des députés qui appartinrent alors à la majorité de la Douma, l'on a fort heureusement conservé une relation qui nous dit comment cette Douma accueillit la révolution. D'après le prince Mansyriev, cadet de droite, il ne se trouva, parmi les députés qui s'assemblèrent en grand nombre le matin du 27, aucun des membres du bureau, aucun des leaders de partis, aucun des chefs de file du bloc progressiste : les absents étaient déjà renseignés sur la dissolution de la Douma et sur l'insurrection, et préféraient ne pas se montrer le plus longtemps possible ; d'autant plus que, précisément à ces heures-là, ils étaient probablement en pourparlers avec le grand-duc Michel au sujet d'une dictature. " Au sein de la Douma, l'émoi était général, le bouleversement profond, – dit Mansyriev. On n'entendait même plus de conversations animées ; ce n'étaient que soupirs et courtes répliques dans ce genre : " Nous y voilà ! " ou bien des aveux de craintes personnelles. " Tel est le récit d'un député des plus modérés, qui dut soupirer plus fort que les autres.

Avant deux heures de l'après-midi, quand les leaders se virent forcés de se montrer à la Douma, le secrétaire du bureau apporta une joyeuse nouvelle, cependant mal fondée : " Les désordres seront bientôt réprimés, des mesures ont été prises. " Il se peut que l'on ait entendu par " mesures " les pourparlers au sujet d'une dictature. Mais la Douma est accablée et attend un mot décisif du leader du bloc progressiste. Or, Milioukov déclare ceci : " Nous ne pouvons prendre, en ce moment, aucune décision, d'abord parce que nous ne savons pas quelle est l'étendue des troubles, ensuite parce que nous ignorons de quel côté se range la majorité des troupes de la garnison, des ouvriers et des organisations sociales. Il faut recueillir des renseignements précis sur tout cela, et, ensuite examiner la situation ; maintenant, il est encore trop tôt. " A deux heures de l'après-midi, le 27 février, il était encore " trop tôt " pour le libéralisme ! " Recueillir des renseignements " signifie se laver les mains et attendre l'issue de la lutte.

Mais Milioukov n'acheva pas son discours, que, d'ailleurs, il n'avait commencé qu'avec l'idée de le terminer avec rien, car voici Kérensky qui se précipite dans la salle, fortement ému : une immense foule de peuple et de soldats, annonce-t-il, s'avance vers le palais de Tauride, et cette multitude a le dessein d'exiger de la Douma qu'elle prenne le pouvoir entre ses mains !... Un député radical sait exactement ce que réclament les puissantes masses populaires. En réalité, c'est Kérensky en personne qui exige, pour la première fois, que la Douma prenne le pouvoir – cette Douma qui, au fond de l'âme, espère toujours que le soulèvement sera réprimé. La communication de Kérensky provoque " un trouble général " et il y a " des regards effarés ". Cependant, il n'a pas eu le temps de terminer qu'il est interrompu par un huissier de la Douma, accouru tout épouvanté : des détachements de soldats, devançant les autres, se sont approchés du palais, n'ont pas été admis à l'entrée, par les hommes du poste, le chef de garde serait grièvement blessé. Une

minute après, il se trouve que les soldats se sont déjà introduits dans le palais.

Plus tard, il devait être dit, dans des discours et dans des articles, que les soldats étaient venus saluer la Douma et lui prêter serment. Mais, pour l'instant, c'est chez tous une mortelle panique. Le flot leur monte à la gorge. Les leaders chuchotent entre eux. Il faut gagner du temps. Rodzianko se hâte de mettre aux voix la proposition qu'on lui a suggérée de constituer un Comité Provisoire. Acclamations. Mais tous n'ont que l'idée de déguerpir au plus vite, il ne s'agit guère d'élections ! Le président, non moins terrifié que les autres, propose de confier au Conseil des doyens la tâche de former le Comité. Nouvelles approbations bruyantes du petit nombre de députés restés dans la salle : la majorité a déjà trouvé moyen de s'éclipser. C'est ainsi que réagit d'abord la Douma dissoute par le tsar devant l'insurrection victorieuse.

Pendant ce temps, la révolution, dans le même édifice, mais dans un local moins décoratif, créait un autre organe de pouvoir. Les dirigeants révolutionnaires n'avaient là rien à inventer. L'expérience des soviets de 1905 s'était gravée pour toujours dans la conscience ouvrière. A chaque montée du mouvement, même au cours de la guerre, l'idée de constituer des soviets renaissait presque automatiquement. Et, bien que la conception du rôle des soviets fût profondément différente chez les bolcheviks et les mencheviks (les socialistes-révolutionnaires n'avaient point à ce sujet de ferme opinion), la forme même de cette organisation était, semble-t-il, hors de discussion. Les mencheviks, membres du Comité des Industries de guerre, que l'on venait de tirer de prison, se rencontrèrent au palais de Tauride avec des représentants actifs du mouvement syndical et de la coopération appartenant à la même aile droite, ainsi qu'avec les parlementaires mencheviks Tchkhéidzé et Skobélev, – et ils constituèrent sur-le-champ un Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers, lequel Comité se compléta dans la journée, principalement avec d'anciens révolutionnaires qui avaient perdu le contact des masses, mais gardé " un nom ". Le Comité exécutif, s'étant également adjoint des bolcheviks, invita les ouvriers à élire immédiatement leurs députés.

La première séance du Soviet fut fixée pour le soir du même jour, au palais de Tauride. Elle s'ouvrit, en effet, à 9 heures, et ratifia la composition de l'Exécutif en y désignant, de plus, des représentants officiels de tous les partis socialistes. Mais là n'était point la véritable signification de cette première assemblée des représentants du prolétariat vainqueur dans la capitale. Des délégués des régiments soulevés vinrent à la séance exprimer leurs félicitations. Dans ce nombre, il y avait des soldats tout à fait incultes, comme contusionnés par l'insurrection et qui tournaient difficilement leur langue dans leur bouche. Mais eux précisément trouvaient des mots dont aucun tribun ne se fût avisé.

Ce fut une des scènes les plus pathétiques d'une révolution qui venait de sentir

sa force, le réveil des masses innombrables, l'immensité des tâches à accomplir, l'orgueil de ses succès, une joyeuse palpitation de cœur à la pensée d'un lendemain qui devait être encore plus radieux que cette journée. La révolution n'a pas encore de rites, la rue est encore pleine de fumée, les masses ne savent pas encore chanter leur nouveau répertoire, la séance se déroule dans le désordre, avec la puissance des eaux vernales qui débordent, le Soviet s'étouffe d'enthousiasme. La révolution est déjà puissante, mais encore puérile en sa naïveté.

En cette première séance il fut décidé d'unir la garnison avec les ouvriers en un seul Soviet de députés ouvriers et soldats. Qui, le premier, proposa cette résolution ? Il est probable qu'elle vint de divers côtés, ou plutôt de toutes parts, comme un écho de la fraternisation entre ouvriers et soldats, qui, ce jour-là, avait décidé du sort de la révolution. On ne peut, cependant, se dispenser de signaler que, d'après Chliapnikov, les social-patriotes protestaient contre l'immixtion de l'armée dans la politique.

A dater du moment où il s'est constitué, le Soviet, par le truchement de son Comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. Il élit une commission provisoire pour les approvisionnements et la charge de s'occuper d'une façon générale des besoins des insurgés et de la garnison. Il organise son état-major révolutionnaire provisoire (tout, en ces jours-là, est déclaré provisoire) dont nous avons parlé précédemment. Pour enlever aux fonctionnaires de l'ancien régime la faculté de disposer des ressources financières, le Soviet décide que des corps de garde révolutionnaires occuperont immédiatement la Banque d'Empire, la Trésorerie, la Monnaie et les services de fabrication des papiers-valeurs d'État. Les tâches et les fonctions du Soviet s'accroissent constamment sous la pression des masses. La révolution trouve son centre incontesté. Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au Soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution. Mais les représentants des classes possédantes viendront aussi demander au Soviet, quoique en grinçant des dents, une protection, des directives, des solutions de conflits.

Cependant, dès ces premières heures de victoire, alors que le nouveau pouvoir révolutionnaire se constituait avec une rapidité fabuleuse et une force irrésistible, les socialistes qui se trouvèrent à la tête du Soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant un véritable " patron ". Ils estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie. Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : d'une part, le fil conduit à la salle de l'Exécutif des ouvriers et des soldats ; par l'autre bout, il mène au centre des partis bourgeois.

Le Conseil des doyens de la Douma, vers trois heures, alors que la victoire dans la capitale était déjà tout à fait décisive, élut un " Comité provisoire des

membres de la Douma ", constitué avec des éléments des partis du bloc progressiste, en y joignant Tchkhéidzé et Kérensky. Tchkhéidzé refusa. Kérensky tergiversait. Le nom du comité indiquait, en termes circonspects, qu'il ne s'agissait pas d'un organe officiel de la Douma d'Empire, qu'il se formait seulement, à titre privé, un organe de la conférence des membres de la Douma. Les leaders du bloc progressiste ne méditèrent jusqu'au bout qu'une seule question : comment échapper aux responsabilités en gardant les mains libres ?

La tâche du Comité était déterminée en termes ambigus, soigneusement choisis : " rétablissement de l'ordre et rapports avec les institutions et les personnalités ". Pas un mot sur la nature de l'ordre que ces messieurs entendent rétablir, sur les institutions avec lesquelles ils désirent entrer en rapports. Ils ne tendent pas encore la main vers la peau de l'ours... il se pourrait que l'animal eût été mal tué, seulement grièvement blessé !... C'est seulement à onze heures du soir, le 27 février, lorsque, de l'aveu de Milioukov, " le mouvement révolutionnaire se manifesta dans toute son ampleur ", que " le Comité provisoire décida de faire un pas de plus et de prendre en main le pouvoir que laissait échapper le gouvernement ". Imperceptiblement, le Comité des membres de la Douma se transforma en Comité de la Douma : quand on veut conserver les apparences juridiques d'une succession du pouvoir, il n'y a pas de meilleur moyen que de commettre un faux.

Mais Milioukov se tait sur le principal : les leaders du Comité exécutif qui s'était formé dans la journée avaient trouvé le temps de se présenter au Comité provisoire et de lui demander avec instance de prendre le pouvoir. Cette pression amicale devait avoir ses conséquences. Par la suite, Milioukov expliqua la décision du Comité de la Douma en disant que le gouvernement se serait apprêté à faire marcher contre les insurgés des troupes sûres et que, " dans les rues de la capitale, l'on pouvait redouter de véritables batailles ". En réalité, le gouvernement ne disposait plus d'une seule troupe, il était déjà complètement renversé. Rodzianko écrivit plus tard que " si la Douma avait refusé de prendre le pouvoir, elle aurait été mise en état d'arrestation et massacrée tout entière par les troupes mutinées, et que le pouvoir se serait trouvé immédiatement entre les mains des bolcheviks. " Il y a là, bien sûr, une absurde exagération, tout à fait dans l'esprit de l'honorable chambellan ; mais elle traduit sans ombre d'erreur l'état d'âme de la Douma qui, en se voyant remettre le pouvoir, se considéra comme politiquement violée.

Dans de telles dispositions, la solution ne se présentait pas facile. Les hésitations de Rodzianko étaient particulièrement mouvementées, qui demandait à d'autres : " Que va-t-il arriver ? Est-ce une révolte, oui ou non ? " Un député monarchiste, Choulguine, fit, d'après ses propres termes, cette réplique à Rodzianko : " Il n'y a là aucune révolte. Prenez le pouvoir en qualité de sujet fidèle... Si les ministres se sont sauvés, quelqu'un doit tout de même les remplacer... Il peut y avoir

deux issues : ou bien tout s'arrangera, le souverain désignera un nouveau gouvernement, nous lui remettrons le pouvoir. Si cela ne réussit pas, si nous ne recueillons pas le pouvoir, celui-ci tombera entre les mains de gens déjà élus par une certaine canaille, dans les usines... " Inutile de relever les grossièretés d'un gentleman réactionnaire à l'adresse des ouvriers : la révolution a mis le pied sur ces messieurs. La morale est claire : si la monarchie l'emporte, nous serons avec elle ; si la révolution est victorieuse, tâchons de la dépouiller.

La consultation fut longue. Les leaders démocrates attendaient, fort agités, une solution. Enfin, du cabinet de Rodzianko, sortit Milioukov. Il avait l'air solennel. S'avançant vers la délégation du Soviet, il déclara : " Il y a une décision, nous prenons le pouvoir... " Et, dans ses Mémoires, Soukhanov de s'écrier avec enthousiasme : " Je ne demandais pas ce que signifiait ce " nous ". Je ne demandais plus rien. Mais, selon l'expression courante, je ressentais dans tout mon être la nouvelle situation. Je sentais comment le vaisseau de la révolution, ballotté en ces heures, au gré des éléments déchaînés, venait de hisser ses voiles, de trouver sa stabilité et la régularité de ses mouvements dans l'effroyable tempête qui le secouait. " Qu'en termes raffinés ces choses-là sont dites pour avouer prosaïquement la servilité de la démocratie petite-bourgeoise devant le capitalisme libéral ! Et quelle épouvantable erreur de perspective politique : l'abandon du pouvoir aux libéraux ne donnera aucune stabilité au vaisseau de l'État, et, au contraire, à dater de ce jour, deviendra pour la révolution une cause d'impuissance, de chaos formidable, de surexcitation des masses, de débâcle du front et, par la suite, d'un extrême acharnement dans la guerre civile.

Si l'on jette seulement un coup d'œil sur les siècles passés, le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie paraîtra suffisamment suivre une règle définie : dans toutes les révolutions précédentes, sur les barricades se battaient des ouvriers, de petits artisans, un certain nombre d'étudiants ; des soldats prenaient leur parti ; ensuite, la bourgeoisie cossue, qui avait prudemment observé les combats de barricades par la fenêtre, recueillait le pouvoir. Mais la Révolution de Février 1917 différait des révolutions précédentes par le caractère social incomparablement plus élevé et par le haut niveau politique de la classe révolutionnaire, par une hostile défiance des insurgés à l'égard de la bourgeoisie libérale et, en conséquence, par la création, au moment même de la victoire, d'un nouvel organe de pouvoir révolutionnaire : un Soviet s'appuyant sur la force armée des masses. Dans ces conditions, la remise du pouvoir à la bourgeoisie isolée politiquement et désarmée réclame une explication.

Avant tout, il faut considérer de près les rapports de forces qui s'établirent en résultat de l'insurrection. La démocratie soviétique n'était-elle pas forcée par les circonstances objectives de renoncer au pouvoir, au profit de la haute bourgeoisie ?

La bourgeoisie elle-même ne le pensait pas. Nous savons déjà que, loin d'attendre de la révolution le pouvoir, la bourgeoisie prévoyait en cette dernière un péril de mort pour toute sa situation sociale. " Les partis modérés – écrit Rodzianko – non seulement ne désiraient pas la révolution : mais ils la redoutaient tout simplement. Le parti de la liberté du peuple (" cadets "), notamment, comme gauche des groupes modérés et, par conséquent, ayant le plus de points de contact avec les partis révolutionnaires du pays, était plus que tous soucieux devant la catastrophe imminente. " L'expérience de 1905 rappelait d'une façon trop convaincante aux libéraux qu'une victoire des ouvriers et des paysans pourrait se révéler non moins dangereuse pour la bourgeoisie que pour la monarchie. La marche de l'insurrection de Février, selon toute apparence, confirmait seulement cette prévision. Si informes que fussent, sous beaucoup de rapports, les idées politiques des masses révolutionnaires, en ces journées-là, la ligne de séparation entre les travailleurs et la bourgeoisie fut néanmoins irréductiblement tracée.

Stankévitch - maître de conférences – (*privat-docent*) à l'Université, qui avait des accointances dans les cercles libéraux, ami et non ennemi du bloc progressiste, caractérise de la manière suivante l'état d'âme de ces milieux au lendemain d'une insurrection qu'ils n'avaient pas réussi à prévenir : " Officiellement, ils triomphaient, ils célébraient la révolution, poussaient des hourras en l'honneur des combattants de la liberté, se paraient de rubans rouges, marchaient sous les drapeaux rouges... Mais, au fond de l'âme et en tête à tête, ils étaient épouvantés, frissonnaient et se sentaient prisonniers de l'élément hostile qui s'engageait sur des voies inconnues. Jamais ne s'oubliera la figure de Rodzianko, gros propriétaire de pesante allure, grand personnage, lorsque, gardant un air de hautaine dignité, mais aussi, dans ses traits pâlis, les marques figées d'une profonde souffrance et du désespoir, il traversait la cohue des soldats débraillés, dans les couloirs du palais de Tauride. Officiellement, il était dit que " les soldats étaient venus soutenir la Douma dans sa lutte contre le gouvernement ", mais, en fait, la Douma se trouva dissoute, dès les premiers jours. Et l'on retrouvait la même expression sur tous les visages, parmi les membres du Comité provisoire de la Douma et dans les milieux qui les entouraient. A ce qu'on dit, des représentants du bloc progressiste versèrent des larmes, une fois rentrés chez eux, en des crises d'hystérie causées par leur désespoir et leur impuissance. "

Ce vivant témoignage a plus de valeur que toutes autres recherches sociologiques au sujet des rapports entre forces. D'après le propre récit de Rodzianko, celui-ci frémissait d'indignation impuissante à voir que des soldats inconnus, " obéissant à des ordres donnés on ne savait par qui ", procédaient à l'arrestation de hauts dignitaires de l'ancien régime et les amenaient à la Douma. Le chambellan se trouvait ainsi, en quelque sorte, chef de prison vis-à-vis de personnes avec lesquelles, certes, il n'était pas toujours d'accord, mais qui restaient pour lui,

toutefois, des gens de son milieu. Atterré par ces mesures " arbitraires ", Rodzianko convoqua dans son cabinet Chtchéglovitov, que l'on avait arrêté, mais les soldats se refusèrent à lui remettre le dignitaire qu'ils exécraient. " Comme j'essayais de faire preuve d'autorité – écrit Rodzianko – les soldats encerclèrent leur prisonnier en me montrant leurs fusils, d'un air provocant et insolent ; ensuite, Chtchéglovitov fut emmené sans plus de façons dans je ne sais quel autre lieu. " Pouvait-on confirmer d'une façon plus éclatante Stankévitch, disant que les régiments venus, affirmait-on, soutenir la Douma, l'abrogèrent en réalité ?

Que le pouvoir, dès la première heure, appartînt au Soviet, les membres de la Douma pouvaient seulement se permettre à ce sujet moins d'illusions que personne. Chidlovsky, député octobriste, un des leaders du bloc progressiste, écrit dans ses *Souvenirs* : " Le Soviet prit possession de tous les bureaux de poste et de télégraphe, de toutes les gares de Pétrograd, de toutes les imprimeries, de sorte que, sans sa permission, il eût été impossible d'expédier un télégramme, ou bien de quitter Pétrograd, ou bien d'imprimer un manifeste. " Cette caractéristique non équivoque des rapports de forces n'a besoin d'être clarifiée qu'à un seul point de vue : la " prise " des bureaux de poste et de télégraphe, des chemins de fer, des imprimeries, etc., par le Soviet, signifie seulement que les ouvriers et les employés de ces entreprises ne voulaient se subordonner à personne, le soviet excepté.

La plainte de Chidlovsky est illustrée le mieux du monde par un épisode qui trouva sa place au moment où les négociations au sujet du pouvoir étaient des plus animées entre les leaders du Soviet et de la Douma. Leur réunion générale fut interrompue par un communiqué urgent leur apprenant de Pskov, où le tsar, après avoir erré sur les lignes de chemin de fer, se trouvait alors, que Rodzianko était appelé par fil direct. Le tout-puissant président de la Douma déclara qu'il ne se rendrait pas seul au télégraphe. " Que Messieurs les députés ouvriers et soldats me donnent une escorte ou viennent avec moi ; autrement, je serai arrêté en arrivant au télégraphe... Bien entendu ! – poursuivit-il, en s'échauffant. – Vous avez maintenant le pouvoir et la force. Vous pouvez naturellement me faire arrêter... Peut-être nous arrêterez-vous tous tant que nous sommes ! Nous n'en savons rien ! " Ceci se passait le 1er mars ; à peine quarante-huit heures s'étaient écoulées depuis que le Comité provisoire, à la tête duquel se trouvait Rodzianko, avait " pris " le pouvoir.

Comment, cependant, en de telles circonstances, les libéraux se trouvèrent-ils au pouvoir ? Qui (et comment ?) les avait habilités, à former ce gouvernement issu d'une révolution qu'ils redoutaient, contre laquelle ils avaient agi, qu'ils avaient cherché à écraser, qu'avaient accomplie des masses exécrées, et qui s'était faite avec tant de résolution et de hardiesse que le Soviet des ouvriers et soldats, sorti de l'insurrection, se montrait naturellement et incontestablement maître de la situation ?

Ecoutons maintenant l'autre côté, celui qui abandonnait le pouvoir. Soukhanov écrit au sujet des journées de Février : " Le peuple n'était nullement porté vers la Douma, il ne s'intéressait pas à elle et ne songeait pas du tout à faire d'elle – à titre politique ou technique – le centre du mouvement. " Cet aveu est d'autant plus digne d'attention que l'auteur, aux premières heures, va appliquer tous ses efforts à obtenir que le pouvoir soit remis au Comité de la Douma d'Empire. Plus loin, au sujet des tractations qui eurent lieu le 1er mars, Soukhanov dit encore : " Milioukov comprit fort bien qu'il était complètement dans les possibilités du Comité exécutif de transmettre ou de ne pas transmettre le pouvoir à un gouvernement de la haute bourgeoise. " Peut-on s'exprimer plus catégoriquement ? Une situation politique peut-elle être plus claire ? Et, néanmoins, Soukhanov, en complète contradiction avec la situation et avec lui-même, déclare aussitôt : " Le pouvoir qui vient remplacer le tsarisme ne doit être que bourgeois... C'est sur cette déduction qu'il faut se guider. Autrement, l'insurrection échouerait et la révolution serait perdue. " La révolution perdue faute d'un Rodzianko !

Au problème des rapports vivants entre forces sociales est ici substitué un schéma conçu a priori et dans une terminologie conventionnelle : là précisément est la quintessence du doctrinarisme des intellectuels. Et nous verrons plus loin que ce doctrinarisme n'avait rien de platonique : il remplissait une fonction politique parfaitement réaliste, quoiqu'il eût les yeux bandés.

Ce n'est point par hasard que nous avons cité Soukhanov. En cette première période, l'inspirateur du Comité exécutif était non point son président, Tchkhéidzé, honnête et borné provincial, mais Soukhanov, l'homme le moins fait, à parler, d'une manière générale pour la conduite d'une révolution. A demi populiste, à demi marxiste, plutôt observateur consciencieux qu'homme politique, plus journaliste que révolutionnaire, plus raisonneur que journaliste, il n'était capable de s'en tenir à une conception révolutionnaire que jusqu'au moment où cette conception devrait être mise en application. Internationaliste passif pendant la guerre, il décida dès le premier jour de la révolution, que l'on devait aussitôt que possible glisser le pouvoir et la guerre à la bourgeoisie. Comme théoricien, du moins par son besoin, sinon par sa capacité de joindre les deux bouts, il était supérieur aux autres membres du Comité exécutif d'alors. Mais sa principale force consistait tout de même en ceci qu'il traduisait en un langage de doctrinaire les traits organiques de cette confrérie de gens de tout poil et pourtant homogène : manque de foi en leurs propres forces, peur des masses, attitude arrogante, mais déférente à l'égard de la bourgeoisie. Lénine disait de Soukhanov qu'il était un des meilleurs représentants de la petite bourgeoisie. Et c'est ce que l'on peut dire de plus flatteur de lui.

On ne doit seulement pas oublier qu'il s'agit ici, avant tout, de la petite bourgeoisie d'un nouveau type capitaliste : des employés d'industrie, de commerce,

de banque, des fonctionnaires du capital d'une part, et de la bureaucratie ouvrière d'autre part, c'est-à-dire de ce *nouveau Tiers-État* au nom duquel le social-démocrate allemand bien connu, Édouard Bernstein, à la fin du siècle dernier, avait entrepris de réviser la conception révolutionnaire de Marx. Pour dire comment la révolution ouvrière et paysanne céda le pouvoir à la bourgeoisie, on doit introduire un chaînon intermédiaire dans la suite des faits politiques : les petits bourgeois démocrates et socialistes du genre de Soukhanov, les journalistes et les politiciens d'un nouveau Tiers-État, qui enseignaient aux masses que la bourgeoisie est l'ennemi, mais redoutaient par-dessus tout de soustraire les masses à l'autorité de cet ennemi. La contradiction entre le caractère de la révolution et celui du gouvernement qui en sortit s'explique par le caractère contradictoire du nouveau milieu petit-bourgeois qui se plaça entre les masses révolutionnaires et la bourgeoisie capitaliste. Au cours des événements ultérieurs de la révolution, le rôle politique de la démocratie petite-bourgeoise nouveau modèle nous sera entièrement dévoilé. Préalablement, bornons-nous à en dire quelques mots.

Dans l'insurrection, c'est la minorité de la classe révolutionnaire qui intervient directement et elle trouve sa force dans l'appui ou, du moins, les sympathies de la majorité. La minorité active et combative, sous le feu de l'ennemi, met inévitablement en avant ses éléments les plus révolutionnaires et les plus remplis d'abnégation. Il est tout naturel que, dans les combats de Février, les ouvriers bolcheviks aient été aux avant-postes. Mais la situation change avec la victoire, quand elle commence à trouver sa stabilité politique. Aux élections pour la constitution d'organes et d'institutions de la révolution victorieuse sont convoquées et affluent des masses infiniment plus nombreuses que celles qui ont combattu les armes à la main. Ceci concerne non seulement les institutions générales de la démocratie, telles que les Doumas municipales, les zemstvos, ou bien, plus tard, l'Assemblée constituante, mais aussi les organes de castes tels que les soviets de députés ouvriers.

L'écrasante majorité des ouvriers, mencheviks, socialistes-révolutionnaires et sans-parti, soutinrent les bolcheviks au moment où la lutte contre le tsarisme devint un corps-à-corps. Mais il n'y eut qu'une petite minorité d'ouvriers pour comprendre en quoi les bolcheviks se distinguent des autres partis socialistes. Cependant, tous les travailleurs traçaient une ligne de démarcation très nette entre eux et la bourgeoisie. C'est ce qui détermina la situation politique après la victoire. Les ouvriers élisaient des socialistes, c'est-à-dire ceux qui étaient non seulement contre la monarchie, mais aussi contre la bourgeoisie. Ils ne faisaient presque aucune différence entre les trois partis socialistes. Mais comme les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires disposaient de cadres intellectuels incomparablement plus considérables qui affluaient vers eux de tous côtés, et obtinrent ainsi d'emblée une formidable réserve d'agitateurs, les élections, même dans les fabriques et les

usines, leur donnèrent une formidable prépondérance.

Dans le même sens, mais avec une force encore plus incalculable, allait la pression de l'armée réveillée. Au cinquième jour de l'insurrection, la garnison de Pétrograd suivit les ouvriers. Après la victoire, elle se trouva appelée aux élections de soviets. Les soldats donnèrent leur voix et leur confiance à ceux qui se prononçaient contre le corps des officiers monarchistes, pour la révolution, et surent le dire à haute voix : ces derniers étaient des engagés volontaires, des greffiers d'armée, des officiers de santé, de jeunes officiers du temps de guerre recrutés chez les intellectuels, de petits employés de l'administration militaire, c'est-à-dire la couche inférieure du même " nouveau Tiers-État ". Presque tous s'inscrivaient depuis mars au parti socialiste-révolutionnaire qui, par l'inconsistance de sa pensée, répondait le mieux à leur situation sociale intermédiaire et à leur insuffisance politique. Les représentants de la garnison furent par conséquent infiniment plus modérés et plus bourgeois que la masse même des soldats. Celle-ci, cependant, ne voyait pas la différence, laquelle ne devait se manifester qu'après l'expérience des mois suivants.

Les ouvriers, d'autre part, voulaient rendre leur liaison avec les soldats aussi étroite que possible pour consolider une alliance achetée au prix du sang et armer plus sûrement la révolution. Et comme, au nom de l'armée, parlaient surtout des socialistes-révolutionnaires de la dernière fournée, l'autorité de ce parti et de ses alliés, les mencheviks, ne pouvait que s'accroître aux yeux des ouvriers. C'est ainsi que, dans les soviets, s'affirma la prédominance des deux partis de conciliateurs. Il suffit de dire que, même au Soviet du quartier de Vyborg, le rôle de dirigeants appartint dans les premiers temps à des ouvriers mencheviks. Le bolchevisme, en cette période, bouillonnait seulement encore dans les profondeurs de la révolution. Les officiels du bolchevisme, même au sein du Soviet de Pétrograd, représentaient une infime minorité qui, d'ailleurs, ne se définissait pas bien clairement sa tâche.

C'est ainsi que se constitua le paradoxe de la Révolution de Février. Le pouvoir est aux mains des socialistes démocrates. Ils ne l'ont nullement saisi par hasard, par un coup de force à la Blanqui ; non, le pouvoir leur est ouvertement remis par les masses populaires victorieuses. Ces masses ne refusent pas seulement à la bourgeoisie leur confiance, leur appui, mais elles ne la différencient point de la noblesse ou de la bureaucratie. Elles mettent leurs armes exclusivement à la disposition des soviets. Or, le seul souci des socialistes si facilement parvenus à la tête des soviets est de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentira à recueillir le pouvoir de leurs mains. Son assentiment doit être acquis à tout prix ; mais comme la bourgeoisie ne peut évidemment renoncer à son propre programme, c'est à nous, " socialistes ", qu'il convient de nous désister du nôtre : nous taire sur la monarchie,

sur la guerre, sur la question agraire, pourvu seulement que la bourgeoisie accepte le cadeau du pouvoir.

En se livrant à cette opération, les " socialistes ", comme s'ils se moquaient d'eux-mêmes, continuent à dénommer la bourgeoisie non autrement que l'ennemi de classe. C'est avec un cérémonial quasi religieux que l'on célèbre un acte de provocation sacrilège. Une lutte de classe menée jusqu'au bout vise à la conquête du pouvoir. La faculté essentielle d'une révolution est de pousser la lutte de classe jusqu'au bout. Une révolution est précisément une lutte directe pour la prise du pouvoir. Or, nos " socialistes " se soucient non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe (disent-ils) qui, pourtant, ne le détient pas et ne saurait le prendre par ses propres forces, mais de lui livrer à tout prix ce pouvoir. N'est-ce pas un paradoxe ? Il sembla d'autant plus frappant que l'expérience de la Révolution allemande de 1918 n'existait pas encore et que l'humanité n'avait pas encore été témoin de la prodigieuse opération du même genre, beaucoup mieux réussie, qu'accomplit le " nouveau Tiers-État " qui dirige la social-démocratie allemande.

Comment les conciliateurs expliquaient-ils leur conduite ? Ils avaient d'abord un argument de doctrinaires : la révolution étant bourgeoise, les socialistes ne doivent point se compromettre en prenant le pouvoir ; – que la bourgeoisie réponde pour elle-même ! C'était d'un ton très intransigeant. Mais, en réalité, la petite bourgeoisie masquait sous des dehors d'intransigeance ses flagorneries devant la puissance de la richesse, de l'instruction, du cens. Les petits bourgeois reconnaissaient à la haute bourgeoisie une sorte de droit primordial à prendre le pouvoir, indépendant des rapports de forces. C'était à peu près, au fond, le geste instinctif du petit marchand ou du modeste professeur qui, dans une gare ou au théâtre, s'efface respectueusement pour laisser passer... Rothschild ! Les arguments des doctrinaires ne servaient que de compensation à la conscience qu'ils avaient de leur propre nullité. Deux mois plus tard, lorsqu'il devint évident que la bourgeoisie ne parviendrait pas à retenir par ses seules forces le pouvoir qu'on lui avait cédé, les conciliateurs rejetèrent sans peine leurs préjugés " socialistes " et entrèrent dans un ministère de coalition. Non point pour en chasser la bourgeoisie, mais au contraire pour la sauver. Non point contre la volonté de celle-ci, mais au contraire sur son invitation qui avait le ton d'un ordre : la bourgeoisie menaçait les démocrates de leur faire tomber, en cas de refus, le pouvoir sur la tête.

Le deuxième argument invoqué pour décliner le pouvoir était, eu apparence, d'ordre pratique, sans être plus sérieux au fond. Soukhanov, que nous connaissons déjà, invoquait avant tout " l'éparpillement " de la Russie démocratique : " Aux mains de la démocratie il ne se trouvait alors point d'organisations en quelque mesure solides et influentes, ni partis, ni syndicats, ni municipalité. " Cela a un ton de raillerie ! Sur les soviets de députés ouvriers et soldats, pas un mot n'est dit par

un socialiste qui parle au nom des soviets. Et cependant, grâce à la tradition de 1905, les soviets étaient en quelque sorte sortis de terre et étaient tout de suite devenus incomparablement plus puissants que toutes les autres organisations qui essayèrent plus tard de rivaliser avec eux (municipalités, coopératives, partiellement aussi les syndicats). En ce qui concerne la classe paysanne, force dispersée par sa nature même, elle était organisée, plus qu'elle ne l'avait jamais été, en conséquence de la guerre et de la révolution : la guerre avait groupé les paysans dans l'armée et la révolution avait donné à l'armée un caractère politique ! Il n'y eut pas moins de huit millions de paysans rassemblés en compagnies et en escadrons, lesquels constituèrent immédiatement leurs délégations révolutionnaires par l'intermédiaire desquelles, à tout moment, sur un appel téléphonique, ils pouvaient être mis sur pied. Cela ressemble-t-il à de " l'éparpillement " ?

On peut assurément dire qu'au moment où se décidait la question du pouvoir, la démocratie ne savait pas encore quelle serait l'attitude de l'armée sur le front. Nous ne soulèverons pas la question de savoir s'il y avait le moindre motif de craindre ou d'espérer que les soldats du front, excédés par la guerre, voulussent soutenir la bourgeoisie impérialiste. Il suffit de constater que cette question fut intégralement résolue dans les deux ou trois premiers jours que les conciliateurs employèrent justement à préparer dans la coulisse un gouvernement bourgeois. " L'insurrection était, le 3 mars, heureusement achevée ", avoue Soukhanov. Bien que toute l'armée eût donné son adhésion aux soviets, leurs leaders repoussaient le pouvoir de toutes leurs forces : ils le redoutaient d'autant plus qu'il se concentrait plus entièrement entre leurs mains.

Mais pourquoi donc ? Comment les démocrates, les " socialistes ", qui s'appuyaient directement sur de telles masses humaines que ne connut jamais à sa suite aucune démocratie dans l'histoire, et encore sur des masses pourvues d'une expérience considérable, disciplinées, armées, organisées en soviets – comment cette démocratie puissante, inébranlable eût-il semblé, pouvait-elle craindre de prendre le pouvoir ? Cette énigme, subtile à première vue, s'explique par ce fait que la démocratie n'avait pas confiance en son propre appui, appréhendait les masses, doutait de la solidité de la confiance accordée par celle-ci, et, surtout, redoutait l'" anarchie ", c'est-à-dire craignait, après avoir recueilli le pouvoir, de devenir, dans l'exercice de l'autorité, le jouet de ce que l'on appelle les éléments déchaînés. En d'autres termes, la démocratie se sentait non appelée à prendre la conduite du peuple, au moment de sa montée révolutionnaire, mais désignée comme aile gauche de l'ordre bourgeois, une sorte d'antenne de celui-ci tendue du côté des masses. Elle se disait et s'estimait même socialiste pour masquer non seulement aux masses, mais à ses propres yeux, son rôle effectif : si elle ne s'était pas ainsi enivrée d'elle-même, elle n'eût pas pu jouer ce rôle. Ainsi s'explique le paradoxe fondamental de la Révolution de Février.

Le soir du 1er mars, les délégués du Comité exécutif, Tchkhéidzé, Stiéklov, Soukhanov et autres, se rendirent à la séance du Comité de la Douma pour discuter des conditions dans lesquelles le nouveau gouvernement serait soutenu par les soviets. Le programme des démocrates passait complètement sous silence les problèmes de la guerre, de la proclamation de la République, de la répartition des terres, de la journée de huit heures, et n'aboutissait qu'à une seule et unique revendication : celle de la liberté d'agitation pour les partis de gauche. Bel exemple de désintéressement pour les peuples et les siècles : des socialistes qui avaient dans les mains la totalité du pouvoir, et de qui il dépendait complètement d'accorder ou de refuser à d'autres la liberté d'agitation, cédaient le pouvoir à leurs " ennemis de classe " sous condition que ceux-ci leur promettraient... la liberté d'agitation ! Rodzianko n'osait se rendre au télégraphe et disait à Tchkhéidzé et à Soukhanov : " Vous avez le pouvoir, vous pouvez nous taire arrêter tous. " Tchkhéidzé et Soukhanov lui répondaient ; " Prenez le pouvoir, mais ne nous arrêtez pas pour faits de propagande ! " Si l'on étudie les tractations des conciliateurs avec les libéraux et, en somme, tous les épisodes des rapports mutuels entre l'aile gauche et l'aile droite du palais de Tauride, en ces journées, on dirait que, sur la gigantesque scène où se déroulait un drame populaire historique, un groupe d'acteurs provinciaux, profitant d'un coin libre et d'une pause, jouait un trivial vaudeville à travestissements.

Les leaders de la bourgeoisie, on doit leur rendre cette justice, n'attendaient rien de pareil. Ils eussent peut-être moins redouté la révolution s'ils avaient calculé que ses dirigeants adopteraient une pareille politique. A vrai dire, même dans ce cas, ils auraient certainement fait une erreur de compte, mais dès lors en commun avec ces derniers. Craignant pourtant que la bourgeoisie ne consente pas à prendre le pouvoir, même aux conditions proposées, Soukhanov pose un ultimatum menaçant : " Les éléments déchaînés peuvent être maîtrisés par nous – sinon, par personne... Il n'y a qu'une issue : c'est que vous acceptiez nos clauses. " En d'autre termes : " Acceptez un programme qui est aussi le vôtre. Mais nous vous promettons, en revanche, de refréner les masses qui nous ont donné le pouvoir. " Pauvres dompteurs des éléments !

Milioukov était surpris. " Il ne songeait nullement – écrit Soukhanov – à cacher sa satisfaction et son agréable surprise. Mais lorsque les délégués du Soviet, pour donner à leurs paroles plus de poids, ajoutèrent que leurs conditions étaient " définitives ", Milioukov se fit même sentimental et les encouragea par une phrase : " Oui, je vous ai bien entendus et j'ai beaucoup réfléchi ensuite, me disant combien notre mouvement ouvrier avait avancé depuis 1905... " C'est sur le même ton débonnaire que les crocodiles de la diplomatie du Hohenzollern s'entretenaient, à Brest-Litovsk, avec les délégués de la Rada ukrainienne, rendant hommage à leur maturité d'hommes d'État avant de les avaler. Si la démocratie soviétique n'a pas été avalée parla bourgeoisie, ce n'est pas un mérite pour Soukhanov, ni la faute de

Milioukov.

La bourgeoisie reçut le pouvoir derrière le dos du peuple. Elle ne disposait d'aucun soutien dans les classes laborieuses. Mais, avec le pouvoir, elle obtint de seconde main quelque chose comme un appui : les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, soulevés par la masse, remettaient d'eux-mêmes un mandat de confiance à la bourgeoisie. Si l'on considère cette opération sous le biais d'une démocratie formelle, on aura le tableau d'élections à deux degrés, dans lesquelles les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires prennent le rôle technique d'intermédiaires, c'est-à-dire d'électeurs cadets. Si l'on considère la question du point de vue politique, on doit dire que les conciliateurs trahirent la confiance des masses en appelant au pouvoir ceux contre lesquels eux-mêmes avaient été élus. Et enfin, d'un point de vue social plus profond, la question se pose ainsi : les partis petits-bourgeois qui, dans les conditions de la vie quotidienne, se montraient extraordinairement prétentieux et satisfaits d'eux-mêmes, ressentirent, dès que la révolution les eut portés au sommet du pouvoir, de l'anxiété devant leur propre insuffisance et se hâtèrent de passer le gouvernail aux représentants du capital. Dans cet acte de défaillance se manifestait soudainement l'effroyable inconsistance du nouveau Tiers-État et son humiliante dépendance devant la haute bourgeoisie. Comprenant ou simplement pressentant que, d'ailleurs, ils ne seraient pas en état de garder longtemps le pouvoir, qu'ils devraient bientôt le céder, soit à la droite, soit à la gauche, les démocrates conclurent qu'il était préférable de le livrer le jour même à de solides libéraux, plutôt que le lendemain aux représentants extrémistes du prolétariat. Et ainsi élucidé, le rôle des conciliateurs, quel que soit son conditionnement social, ne laisse pas d'être une trahison à l'égard des masses.

Ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux-mêmes, politiquement expropriés. Ils en étaient déconcertés, s'alarmaient, mais ne trouvèrent pas aussitôt l'issue. Leurs propres élus les abasourdirent avec des arguments auxquels ils n'avaient aucune réponse prête, mais qui contredisaient tous leurs sentiments et leurs desseins. Les tendances révolutionnaires des masses ne correspondaient déjà plus, au moment de l'insurrection de Février, aux tendances conciliatrices des partis petits-bourgeois. Le prolétaire et le paysan votaient pour le menchevik et le socialiste-révolutionnaire, non comme pour des conciliateurs, mais comme pour des ennemis du tsar, du propriétaire et du capitaliste. Mais en votant pour ces derniers, ils établirent une cloison entre eux-mêmes et leurs objectifs. Ils ne pouvaient déjà plus avancer sans heurter la cloison qu'ils avaient eux-mêmes élevée et sans la renverser. Tel fut le surprenant quiproquo dans les rapports de classes que révéla la Révolution de Février.

Au paradoxe fondamental s'en ajouta immédiatement un autre. Les libéraux consentaient à recueillir le pouvoir des mains des socialistes seulement à cette condition que la monarchie accepterait le pouvoir de leurs propres mains.

Tandis que Goutchkov, avec le monarchiste Choulguine, que le lecteur connaît déjà, se rendait à Pskov pour sauver la dynastie, le problème d'une monarchie constitutionnelle devint le point central des négociations entre les deux comités du palais de Tauride. Milioukov s'efforçait de démontrer aux démocrates, qui lui apportaient le pouvoir sur la paume de la main, que les Romanov ne pouvaient plus être un danger, que, naturellement, Nicolas devait être éliminé, mais que le tsarévitch Alexis, sous la régence de Michel, pourrait fort bien assurer la prospérité du pays : " L'un est un enfant malade, l'autre est un imbécile. " Joignons donc à ceci la caractéristique donnée par un monarchiste libéral, Chidlovsky, au candidat-tsar : " Michel Alexandrovitch évitait de toutes manières de se mêler à des affaires d'État, quelles qu'elles fussent, et se consacrait tout entier aux sports hippiques. " Surprenante recommandation, surtout si l'on voulait la soutenir devant les masses. Lors de la fuite de Louis XVI à Varennes, Danton déclara hautement, au Club des Jacobins, qu'un homme qui avait l'esprit faible ne pouvait plus être un roi. Les libéraux russes croyaient au contraire qu'un monarque d'esprit faible ferait le plus bel ornement du régime constitutionnel. D'ailleurs, c'était un argument non forcé, calculé sur la psychologie des nigauds de la gauche, et c'était encore trop grossier pour eux. Il fut suggéré, dans les larges sphères de la bourgeoisie libérale, que Michel Alexandrovitch était un " anglomane ", sans préciser si son anglomanie concernait les courses de chevaux ou le parlementarisme. L'essentiel était d'avoir un " symbole familier du pouvoir ", à défaut duquel le peuple s'imaginerait que le pouvoir n'existait plus.

Les démocrates écoutaient, admiraient poliment et conseillaient-ils de... proclamer la République ? Non, seulement de ne pas anticiper sur cette question. L'article 3 des stipulations du Comité exécutif disait explicitement : " Le gouvernement provisoire ne doit en aucune façon entreprendre des démarches qui prédétermineraient la forme future du gouvernement. " Milioukov posait la question de la monarchie en ultimatum. Les démocrates étaient au désespoir. Mais alors les masses vinrent à leur secours. Dans les meetings du palais de Tauride, absolument personne, ni ouvriers, ni soldats, ne voulait d'un tsar et il n'y eut pas moyen de le leur imposer. Néanmoins, Milioukov tenta de remonter le courant et, passant par-dessus les têtes des alliés de la gauche, de sauver le trône et la dynastie.

Dans son *Histoire de la Révolution*, il note, lui-même, avec circonspection que, vers le soir du 2 mars, l'agitation causée par son communiqué au sujet d'une régence de Michel " s'était considérablement accrue ". Rodzianko dépeint en couleurs beaucoup plus vives l'effet que produisirent sur les masses les

machinations monarchistes des libéraux. A peine revenu de Pskov, rapportant l'acte d'abdication de Nicolas en faveur de Michel, Goutchkov se rendit, sur la demande des cheminots, aux ateliers de la voie, décrivit ce qui s'était passé, lut en public le document et termina en criant : " Vive l'empereur Michel " Le résultat fut tout à fait inattendu. L'orateur, d'après la relation de Rodzianko, fut immédiatement mis en arrestation par les ouvriers, même, dit-on, avec menaces de fusillade. " C'est à grand-peine que l'on parvint à le délivrer avec l'aide d'une compagnie qui était de garde dans un régiment du voisinage. " Comme d'ordinaire, Rodzianko exagère sur certains points ; mais, dans l'essentiel, les faits sont exactement reproduits. Le pays avait si radicalement vomi la monarchie qu'elle n'aurait pu d'aucune manière rentrer dans la gorge du peuple. Les masses révolutionnaires n'admettaient plus qu'il fût question d'un nouveau tsar ?

Placés devant de telles circonstances, les membres du Comité provisoire, l'un après l'autre, s'écartaient de Michel non définitivement, mais " en attendant l'Assemblée constituante " : on verrait bien. Seuls Milioukov et Goutchkov soutinrent la monarchie jusqu'au bout et continuèrent à poser cette condition préalable pour leur participation au cabinet ministériel. Que faire ? Les démocrates pensaient que, sans Milioukov, l'on ne saurait former un gouvernement bourgeois et que, sans un gouvernement bourgeois, l'on ne pourrait sauver la révolution. Les récriminations et palabres se prolongeaient interminablement. En sa séance du matin, le 3 mars, le Comité provisoire semble s'être rangé tout entier à cet avis qu'il " serait nécessaire d'engager le grand-duc à abdiquer... " Michel était donc déjà considéré comme le tsar ! Un cadet de gauche, Nékrassov, avait même un texte d'abdication tout prêt. Mais comme Milioukov refusait opiniâtrement de céder, l'on trouva enfin, après des débats passionnés, cette formule : " les deux partis soumettent au grand-duc leurs avis motivés et, sans pousser plus avant la discussion, s'en rapportent à sa décision. "

Ainsi, l'homme " tout à fait imbécile " à qui son frère aîné, renversé par l'insurrection, avait essayé, contrairement même aux statuts dynastiques, de repasser le trône, se trouvait érigé en arbitre dans la question de la forme d'État qui conviendrait à un pays en révolution. Si invraisemblable que cela puisse sembler, ces débats sur le sort de l'État eurent vraiment lieu. Pour inciter le grand-duc à se désintéresser de ses écuries en considération du trône, Milioukov lui assurait qu'il y aurait possibilité entière de réunir, en dehors de Pétrograd, des forces militaires qui défendraient ses droits. En d'autres termes, à peine Milioukov eut-il reçu le pouvoir des mains des socialistes qu'il produisit le plan d'un coup d'État monarchique. Lorsque furent terminés les discours pour et contre, lesquels n'avaient pas été peu nombreux, le grand-duc demanda un moment de réflexion. Il invita Rodzianko à passer dans une salle voisine et lui posa carrément cette question : les nouveaux dirigeants pouvaient-ils lui garantir non seulement la couronne, mais aussi sa tête ?

L'incomparable chambellan répondit qu'il ne pouvait promettre au monarque que de mourir avec lui, s'il le fallait.

Cela n'arrangeait nullement le prétendant. Quand, après avoir serré Rodzianko dans ses bras, Michel Romanov revint vers les députés qui attendaient, il expliqua, " assez fermement ", qu'il renonçait à la haute mais redoutable fonction qui lui était offerte. Alors, Kérensky, qui personnifiait dans ces pourparlers la conscience de la démocratie, sursauta sur son siège en s'écriant : " Votre Altesse est un noble cœur ? " Sur quoi, il jura qu'il irait le proclamer en tous lieux. " L'emphase de Kérensky – remarque sèchement Milioukov – s'harmonisait mal avec la prosaïque décision adoptée. " On ne peut qu'être d'accord là-dessus. Le texte de cet intermède ne se prêtait certainement pas à des discours emphatiques. La comparaison faite ci-dessus avec un vaudeville joué dans un coin d'une arène antique doit être complétée on ce sens que la scène se trouva coupée en deux par des écrans : d'un côté, les révolutionnaires suppliaient les libéraux de sauver la révolution ; de l'autre côté, les libéraux suppliaient la monarchie de sauver le libéralisme.

Les représentants du Comité exécutif furent franchement étonnés de voir qu'un homme aussi éclairé et perspicace que Milioukov se montrait récalcitrant, s'entêtait pour une monarchie quelconque, et même était prêt à se désister du pouvoir du moment qu'on ne lui faisait pas le cadeau supplémentaire d'un Romanov. Le monarchisme de Milioukov n'était pourtant ni d'un doctrinaire ni d'un romantique ; bien au contraire, il procédait d'un explicite calcul des propriétaires épouvantés. En leur cynisme consistait aussi leur irrémédiable débilité. L'historien Milioukov pouvait certainement alléguer qu'un des leaders de la bourgeoisie révolutionnaire française, Mirabeau, en son temps, avait également essayé de réconcilier la révolution avec le roi. Là aussi, la base était dans les appréhensions des propriétaires au sujet de la propriété : il était plus prudent de la mettre sous l'abri de la monarchie, de même que la monarchie se tenait sous le couvert de l'Église. Mais, en 1789, la tradition du pouvoir royal en France restait encore reconnue de tout le peuple, sans compter que toute l'Europe environnante était monarchique. En s'attachant au roi, la bourgeoisie française se tenait sur un même terrain, avec le peuple, du moins dans ce sens qu'elle tirait des préjugés de ce dernier contre lui-même.

La situation était toute différente en Russie en 1917. Abstraction faite des catastrophes et des avaries subies par le régime monarchique en différents pays, la monarchie russe avait été irrémédiablement fêlée dès 1905. Après le 9 janvier, le pope Gapone jetait l'anathème sur le tsar et sa " race de vipères ". Le Soviet des députés ouvriers qui se constitua on 1905 se tenait ouvertement sur le terrain républicain. Les sentiments monarchistes de la classe paysanne, sur lesquels le tsarisme avait longtemps compté et qu'alléguait la bourgeoisie pour couvrir son

propre monarchisme s'avérèrent tout simplement inexistants. La contre-révolution belliqueuse, qui, plus tard, se dressa – à dater de l'entreprise de Kornilov – quoique hypocritement, mais d'autant plus démonstrativement, reniait le pouvoir tsariste : tant l'idée monarchiste avait perdu ses racines dans le peuple.

Cependant, cette même Révolution de 1905, qui avait porté un coup mortel à la monarchie, avait pour toujours sapé les incertaines tendances républicaines de la bourgeoisie " avancée ". C'est en contradiction l'un avec l'autre que s'accomplirent ces deux processus complémentaires. Dès les premières heures de la Révolution de Février, la bourgeoisie, sentant qu'elle se noyait, se raccrochait à un brin de paille. Elle avait besoin de la monarchie, non point qu'elle eût cette foi en commun avec le peuple, mais, au contraire, parce qu'elle ne pouvait plus opposer aux croyances populaires autre chose qu'un fantôme couronné. Les classes " cultivées " de la Russie se sont avancées sur le terrain de la révolution non point en annonciatrices d'un État rationnel, mais comme les champions des institutions médiévales. N'ayant ni dans le peuple, ni en elles-mêmes, aucun point d'appui, elles cherchèrent au-dessus d'elles.

Archimède prétendait soulever la terre, pourvu qu'on lui donnât un point d'appui. Milioukov, par contre, cherchait un point d'appui pour empêcher qu'on bouleversât la propriété. Et là, il se sentait plus proche des plus décrépits généraux du tsar, des hauts dignitaires de l'Église orthodoxe, que des démocrates apprivoisés qui ne se souciaient que de la bienveillance des libéraux. Impuissant à faire échouer la révolution, Milioukov prit fermement le parti de la duper. Il était prêt à encaisser bien des choses : les libertés civiques pour les soldats, les municipalités démocratiques, l'Assemblée constituante, mais seulement à cette condition qu'on lui laissât son point d'appui d'Archiméde : en l'espèce, la monarchie. Il se proposait de faire graduellement, pas à pas, de la monarchie l'axe autour duquel se grouperaient le corps des officiers généraux, la bureaucratie rénovée, les princes de l'Église, les propriétaires, tous les mécontents de la révolution et, en commençant par un " symbole ", de créer peu à peu un frein réel monarchique, au fur et à mesure que les masses se fatigueraient de la révolution. Il ne s'agissait que de gagner du temps !

Un autre leader du parti cadet, Nabokov, expliqua plus tard quel eût été l'avantage capital si Michel avait accepté le trône : " La fatale question de la convocation d'une Assemblée constituante en temps de guerre eût été mise de côté. " Ce sont là des mots que l'on doit retenir : la lutte engagée pour ajourner de délais en délais l'Assemblée constituante tint une grande place dans la période qui s'écoula entre Février et Octobre ; les cadets, dans cette lutte, tout en niant catégoriquement que leur idée fût de traîner en longueur la convocation des représentants du peuple, poursuivirent avec persévérance, avec opiniâtreté, une politique d'escamotage. Hélas ! en agissant ainsi ils n'avaient à s'appuyer que sur eux-mêmes : il ne leur fut pas

donné de s'abriter en fin de compte derrière la monarchie. Après la désertion de Michel, Milioukov ne pouvait même plus se raccrocher à un brin de paille.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (P.R.).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

10 Le nouveau pouvoir

Détachée du peuple, liée beaucoup plus étroitement avec le capital financier étranger qu'avec les masses laborieuses de son propre pays, hostile à la révolution, qui avait remporté la victoire, apparue tardivement sur la scène, la bourgeoisie russe ne pouvait, de son propre chef, trouver aucun motif en faveur de ses prétentions au pouvoir. Cependant, une base justifiante était indispensable, car la révolution soumet à un contrôle impitoyable non seulement les droits hérités, mais les nouvelles prétentions. Le moins apte à faire valoir devant les masses des motifs convaincants était le président du Comité provisoire, Rodzianko, qui, dans les premiers jours après l'insurrection, se trouva à la tête d'un pays en révolution.

Page du palais sous Alexandre II, officier d'un régiment de cavalerie de la Garde, maréchal de la noblesse en province, chambellan de Nicolas II, monarchiste invétéré, riche propriétaire de terres et membre influent des zemstvos, membre du parti octobriste, député à la Douma d'Empire, Rodzianko fut ensuite élu président

de cette Douma. Cela se produisit après que se fut désisté de ses pleins pouvoirs Goutchkov qui, comme " Jeune-Turc ", était détesté à la cour : la Douma espérait que par l'intermédiaire du chambellan elle trouverait plus facilement accès au cœur du monarque.

Rodzianko faisait ce qu'il pouvait : sans hypocrisie, il assurait le tsar de son dévouement à la dynastie, demandait comme une aumône à être présenté au tsarévitch héritier et se flattait devant ce dernier d'être " l'homme le plus grand et le plus gros de toute la Russie ". Malgré ces bouffonneries byzantines, le chambellan ne conquit pas le tsar à une constitution, et la tsarine, dans ses lettres, appelait brièvement Rodzianko une canaille. Pendant la guerre, le président de la Douma procura sans aucun doute bien des minutes désagréables au tsar, le mettant en audience particulière au pied du mur, par des remontrances embrouillées, de la critique patriotique et de sombres prophéties. Raspoutine considérait Rodzianko comme son ennemi personnel. Kourlov, un des proches de la bande du palais, parle de " l'insolence " naturelle à Rodzianko jointe à " un esprit indubitablement borné ". Witte parlait du président de la Douma avec plus d'indulgence, mais guère mieux : " Un homme qui n'est pas bête, assez compréhensif; cependant, la principale qualité de Rodzianko se trouve non dans son esprit, mais dans sa voix, il a une excellente basse. " Rodzianko essaya d'abord de vaincre la révolution au moyen d'une lance de pompiers ; il pleura quand il apprit que le gouvernement du prince Golytsine avait déserté son poste ; il refusa avec effroi le pouvoir que lui avaient apporté les socialistes, puis accepta de le prendre, mais en fidèle sujet, pour restituer, dès la première possibilité, au monarque l'objet perdu. Ce n'est pas de la faute de Rodzianko si cette possibilité ne se présenta pas. En revanche, la révolution, grâce au concours des mêmes socialistes, procura au chambellan la large faculté d'exercer sa retentissante voix de basse devant les régiments soulevés.

Dès le 27 février, le chef d'escadrons de la Garde Rodzianko déclarait à un régiment de cavalerie survenu au palais de Tauride : " Guerriers orthodoxes, écoutez mon conseil. Je suis un vieil homme, je ne chercherai pas à vous tromper, écoutez les officiers, ils ne vous apprendront rien de mauvais et décideront en plein accord avec la Douma d'Empire. Vive la sainte Russie ! " Tous les officiers de la Garde étaient prêts à accepter une pareille révolution. Mais les soldats étaient surpris : pourquoi était-il donc nécessaire de la faire ? Rodzianko redoutait les soldats, redoutait les ouvriers, considérait Tchkhéidzé et autres hommes de gauche comme des agents de l'Allemagne, et, placé à la tête de la révolution, regardait à tout instant autour de lui pour voir si le Soviet n'allait pas l'arrêter.

Le personnage de Rodzianko est un peu ridicule, mais non fortuit : le chambellan à l'excellente basse figurait l'alliance des deux classes dirigeantes de la Russie — les propriétaires nobles et la bourgeoisie — auxquelles se joignait le

clergé progressiste : Rodzianko lui-même était très dévot et instruit des chants liturgiques, alors que les bourgeois libéraux, indépendamment de leur opinion sur l'orthodoxie, estimaient qu'une alliance avec l'Église était aussi nécessaire pour l'ordre qu'une alliance avec la monarchie.

L'honorable monarchiste qui reçut le pouvoir des conspirateurs, des mutins et des tyrannicides, en ces jours-là, avait l'air piteux. Les autres membres du Comité ne se sentaient guère mieux. Certains d'entre eux évitaient généralement de se présenter au palais de Tauride, jugeant que la situation n'était pas assez définie. Les plus sages marchaient sur les pointes autour du bûcher de la révolution, toussaient à cause de la fumée et se disaient : qu'il achève de flamber, et alors nous essaierons d'y faire un rôti. Ayant consenti à prendre le pouvoir, le Comité ne se décida pas tout de suite à constituer un ministère. " Dans l'attente du moment de former un gouvernement ", comme s'exprime Milioukov, le Comité se borna à désigner des commissaires, parmi les membres de la Douma, pour les plus hautes institutions gouvernementales : se laissant ainsi une possibilité de retraite.

Au ministère de l'Intérieur fut envoyé un député insignifiant, mais peut-être moins poltron que les autres, Karaoulov, qui promulga, le 1er mars, un décret d'arrestation de tous les fonctionnaires de la police publique ou secrète et du corps des gendarmes. Ce terrible geste révolutionnaire avait un caractère tout platonique, étant donné que la police avait été mise en état d'arrestation avant toutes ordonnances et que la prison était pour elle le seul asile contre les représailles. Beaucoup plus tard, la réaction considéra l'acte démonstratif de Karaoulov comme le début de toutes les calamités.

Comme commandant de place à Pétrograd, on désigna le colonel Engelhardt, officier d'un régiment de la Garde, propriétaire d'écuries de chevaux de courses et grand seigneur terrien. Au lieu d'arrêter le " dictateur " Ivanov, arrivé du front pour mettre à la raison la capitale, Engelhardt envoya à sa disposition un officier réactionnaire, en qualité de chef d'état-major : en fin de compte, ils étaient du même bord.

Au ministère de la Justice fut envoyé un astre du barreau libéral de Moscou, l'éloquent et vide Maklakov, lequel donna tout d'abord à comprendre aux bureaucrates réactionnaires qu'il n'entendait pas être ministre par la grâce de la révolution, et, " jetant un coup d'œil sur un camarade expéditionnaire qui entrait ", dit en français : " Le danger est à gauche. "

Les ouvriers et les soldats n'avaient pas besoin de savoir le français pour pressentir en tous ces messieurs leurs pires ennemis.

Cependant, à la tête du Comité, Rodzianko ne fit pas longtemps son vacarme.

Sa candidature à la présidence du gouvernement révolutionnaire tomba d'elle-même : l'intermédiaire entre les propriétaires et la monarchie était trop évidemment inapte à jouer le même rôle entre les propriétaires et la révolution. Mais il ne descendit point de la scène, s'entêtant à essayer d'animer la Douma, comme contrepoids au Soviet, et restant invariablement au centre de toutes les tentatives de coalition de la contre-révolution des bourgeois et des propriétaires. Nous entendrons encore parler de lui.

Le 1er mars, le Comité provisoire s'occupa de la formation d'un cabinet ministériel, mettant en avant les personnalités que la Douma, depuis 1915, avait maintes fois recommandées au tsar comme jouissant de la confiance du pays : c'étaient de considérables agrariens et industriels, des députés de l'opposition à la Douma, les leaders du bloc progressiste. Le fait est que la révolution opérée par les ouvriers et les soldats n'avait eu aucun effet sur la composition du gouvernement révolutionnaire, à une exception près. L'exception était Kérensky. L'amplitude Rodzianko-Kérensky est l'amplitude officielle de la Révolution de Février.

Kérensky entra dans le gouvernement comme, peut-on dire, en qualité de son ambassadeur plénipotentiaire. Cependant, son attitude envers la révolution était celle d'un avocat de province qui plaide dans des procès politiques. Kérensky n'était pas révolutionnaire, il se frottait seulement à la révolution. Élu pour la première fois à la IVe Douma, grâce à sa situation légale, Kérensky devint président de la grise et impersonnelle fraction des *troudoviks* (travaillistes), fruit anémique d'un croisement politique du libéralisme avec le populisme. Il n'avait ni préparation théorique, ni discipline politique, ni capacité pour les généralisations, ni volonté comme politicien. Toutes ces qualités étaient remplacées par une fugitive émotivité, par une facile effervescence, et par cette éloquence qui agit non sur la pensée ou la volonté, mais sur les nerfs. Les discours de Kérensky à la Douma, dans un esprit de radicalisme déclamatoire qui ne manquait pas de motifs, lui valurent sinon la popularité, du mois la célébrité. Pendant la guerre, en tant que patriote, il estimait avec les libéraux que l'idée même d'une révolution menait à la perdition. Il reconnut la révolution quand elle vint et que, s'accrochant à son apparente popularité, elle le porta au pinacle. L'insurrection s'identifie naturellement pour lui au nouveau pouvoir.

Le Comité exécutif avait cependant décidé que, dans une révolution bourgeoise, le pouvoir doit appartenir à la bourgeoisie. Cette formule semblait fausse à Kérensky pour cette raison déjà qu'elle lui fermait la porte du ministère. Il était convaincu, très justement, de ceci : que son socialisme n'empêcherait pas la révolution bourgeoise, de même que celle-ci ne causerait aucun dommage à son socialisme. Le Comité provisoire de la Douma décida d'essayer d'arracher le député radical au Soviet et y parvint sans peine en lui proposant le portefeuille de la

Justice que Maklakov avait déjà eu le temps de déposer. Kérensky arrêtait dans les couloirs ses amis et les questionnait : j'accepte ou non? Les amis ne doutaient point que Kérensky fût décidé à accepter. Soukhanov, très disposé en faveur de Kérensky en cette période, observa en ce dernier, il est vrai, dans des Mémoires venus plus tard, " l'assurance de quelque mission à remplir… et la plus grande acrimonie envers ceux qui ne devinaient pas encore cette mission ". Finalement les amis, dont Soukhanov, conseillèrent à Kérensky d'accepter le portefeuille : ce serait tout de même plus sûr, on aurait un homme à soi pour savoir ce qui se faisait chez ces roublards de libéraux. Mais en poussant à voix basse Kérensky vers le péché mortel qu'il aspirait sans leur aide à commettre de toutes ses forces, les leaders du Comité exécutif lui refusaient une sanction officielle. Car l'Exécutif s'était déjà prononcé, comme le rappelait Soukhanov à Kérensky et il n'était pas " sans danger " de poser encore la question devant le Soviet qui pourrait simplement répondre : " Le pouvoir doit appartenir à la démocratie soviétique. "

Tel est, littéralement, le récit de Soukhanov lui-même, invraisemblable combinaison de naïveté et de cynisme. L'inspirateur de toute la comédie sacrée du pouvoir reconnaît ouvertement que, dès le 2 mars, le Soviet de Pétrograd était disposé en faveur d'une prise formelle du pouvoir qui lui appartenait de fait depuis le soir du 27 février, et que c'était seulement derrière le dos des ouvriers et des soldats, à leur insu et contre leur volonté effective, que les leaders socialistes pouvaient exproprier le Soviet au profit de la bourgeoisie. Le marché conclu entre les démocrates et les libéraux acquiert, dans le récit de Soukhanov, toutes les apparences juridiques nécessaires d'un crime contre la révolution, savoir d'une conspiration secrète contre le pouvoir et les droits du peuple.

Au sujet de l'impatience de Kérensky, les dirigeants du Comité exécutif chuchotaient entre eux qu'il n'était point décent à un socialiste d'accepter officiellement une parcelle du pouvoir des mains des hommes de la Douma qui venaient tout juste de recevoir l'autorité entière des mains des socialistes. Mieux valait que Kérensky fît cela sous sa responsabilité personnelle. En vérité, ces messieurs, par quelque infaillible instinct, trouvaient à chaque situation l'issue la plus embrouillée et la plus fausse. Mais Kérensky ne voulait pas entrer dans le gouvernement avec un veston de député radical ; il lui fallait la toge d'un plénipotentiaire de la révolution victorieuse. Pour ne point tomber sur des résistances, il ne demandait ni la sanction du parti dont il s'était proclamé membre, ni celle du Comité exécutif, où il comptait comme vice-président.

Sans prévenir les dirigeants, à la séance plénière du Soviet qui représentait encore en ces jours-là un meeting chaotique, il demanda la parole pour une déclaration d'urgence et, dans un discours que les uns caractérisent comme confus, les autres comme hystérique, — en quoi d'ailleurs il n'y a point de contradiction, —

il réclama pour lui la confiance, parla de son entière détermination de mourir pour la révolution et de sa décision encore plus immédiate de prendre le portefeuille de ministre de la Justice. Il suffit qu'il mentionnât la nécessité d'une complète amnistie politique et de la mise en jugement des hauts dignitaires du tsar pour qu'il suscitât une tempête d'applaudissements dans une assemblée inexpérimentée que personne ne dirigeait. " Cette farce, dit Chliapnikov dans ses Souvenirs, provoqua chez maintes personnes une profonde indignation et de l'aversion pour Kérensky. " Mais nul ne lui répliqua : ayant transmis le pouvoir à la bourgeoisie, les socialistes, comme le sait le lecteur, évitaient de soulever cette question devant la masse. Il n'y eut point de vote. Kérensky décida d'interpréter les applaudissements comme un mandat de confiance. A sa manière, il avait raison. Le Soviet était indubitablement partisan de l'entrée des socialistes dans le ministère, voyant en cela un pas vers la liquidation du gouvernement bourgeois avec lequel il ne s'accordait pas une minute. Quoi qu'il en soit, ayant renversé la doctrine officielle du pouvoir, Kérensky accepta, le 2 mars, le poste de ministre de la Justice. D'après l'octobriste Chidlovsky, " il fut très content de sa nomination et je me rappelle parfaitement que, dans le local du Comité provisoire, allongé dans un fauteuil, il se flattait avec ardeur de porter sur un piédestal inaccessible la Justice en Russie ". Ce que Kérensky montra effectivement, quelques mois plus tard, dans le procès contre les bolcheviks.

Le menchevik Tchkhéidzé auquel les libéraux, se guidant sur un calcul trop simpliste et sur la tradition internationale, voulurent à un moment difficile, imposer le ministère du Travail, se récusa catégoriquement et resta président du Soviet des députés. Moins brillant que Kérensky, Tchkhéidzé était néanmoins fait d'une étoffe plus solide.

L'axe du gouvernement provisoire fut, quoique sans être formellement son chef, Milioukov, incontestablement leader du parti cadet. " Milioukov était, généralement, d'autre taille que ses collègues de Cabinet — écrivait Nabokov après avoir rompu avec Milioukov lui-même — en tant que force intellectuelle, en tant qu'individu aux connaissances innombrables, presque inépuisables et d'esprit large. " Soukhanov, qui fit retomber sur la personnalité de Milioukov la responsabilité de la chute du libéralisme russe, écrivait en même temps : " Milioukov était alors la figure centrale, l'âme et le cerveau de tous les cercles politiques bourgeois… Sans lui, il n'y aurait eu aucune politique bourgeoise dans la première période de la révolution. " Si excessif que soient ces jugements, ils notent l'indiscutable supériorité de Milioukov à l'égard des autres politiciens de la bourgeoisie russe. Sa force consistait en ce qui faisait aussi sa faiblesse : il exprimait plus et plus parfaitement que d'autres, dans le langage de la politique, pleinement le sort de cette bourgeoisie, c'est-à-dire son incapacité historique. Si les mencheviks déploraient que Milioukov eût ruiné le libéralisme, on pourrait dire plus justement

que le libéralisme ruina Milioukov.

En dépit d'un néoslavisme réchaufé par lui des desseins impérialistes, Milioukov restait toujours un partisan bourgeois de l'Occident. Il considérait comme le but de son parti le triomphe en Russie de la civilisation européenne. Mais, de plus en plus, il redoutait les voies révolutionnaires par lesquelles avaient passé les peuples occidentaux. C'est pourquoi son occidentalisme se ramena à une impuissante envie à l'égard de l'occident.

La bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française avaient édifié une nouvelle société à leur image. La bourgeoisie allemande vint plus tard et elle dut longtemps se contenter d'une bouillie d'avoine philosophique. Les Allemands ont inventé le mot *Weltanschauung* (vision du monde), qui n'existe ni chez les Anglais ni chez les Français : tandis que les nations occidentales créaient un nouveau monde, les Allemands le contemplaient. Mais la bourgeoisie allemande, déficiente dans l'action politique, créa la philosophie classique — et ce n'est pas un mince apport. La bourgeoisie russe vint encore plus tard ; il est vrai qu'elle traduisit le mot allemand *Weltanschauung* en russe, même en plusieurs variantes, mais elle n'en démontra que plus clairement, avec son impuissance politique, sa mortelle indigence philosophique. Elle importait les idées de même que la technique après avoir établi pour cette dernière de hauts tarifs douaniers et pour les premières la quarantaine de la peur. C'est à de tels traits de caractère de sa classe que Milioukov était appelé à donner une expression politique.

Ancien professeur d'histoire à Moscou, auteur d'importants ouvrages scientifiques, puis fondateur du parti cadet où fusionnèrent l'union des propriétaires libéraux et l'union des intellectuels de gauche, Milioukov était absolument exempt de l'intolérable dilettantisme politique, partiellement seigneurial, partiellement intellectuel, qui caractérise la majorité des politiciens libéraux russes. Milioukov exerçait sa profession très sérieusement et cela suffisait à le mettre en valeur.

Les libéraux russes, jusqu'à 1905, se sentaient d'ordinaire gênés d'être des libéraux. Une teinte de populisme et, plus tard, de marxisme, fut longtemps pour eux l'indispensable couleur de protection. Cette capitulation honteuse, en fait peu profonde, d'assez larges cercles bourgeois, dont un certain nombre de jeunes industriels, devant le socialisme, exprimait le manque d'assurance intime d'une classe qui était survenue assez à temps pour ramasser des millions, mais trop tard pour prendre la tête de la nation. Des pères barbus, des moujiks et des boutiquiers enrichis, thésaurisaient sans réfléchir à leur rôle social. Les fils sortaient des universités en une période de fermentation prérévolutionnaire des idées et, lorsqu'ils essayaient de se trouver une place dans la société, ne s'empressaient pas à se mettre sous le drapeau du libéralisme, déjà usé par les pays avancés, déteint et tout couvert de reprises. Pendant un certain temps, ils abandonnèrent aux révolutionnaires une

partie de leur âme et même une parcelle de leurs revenus. Plus encore, ceci concerne les représentants des professions libérales : en nombre considérable, ils avaient passé, dans leurs jeunes années, par une période de sympathies socialistes. Le professeur Milioukov ne souffrit jamais de la rougeole du socialisme. Il était organiquement un bourgeois et ne s'en faisait pas honte.

Il est vrai qu'à l'époque de la première révolution, Milioukov n'avait pas encore tout à fait renoncé à l'espérance de s'appuyer sur les masses révolutionnaires par l'intermédiaire des partis socialistes apprivoisés. Witte raconte qu'au moment où il formait son Cabinet constitutionnel, en octobre 1905, comme il demandait aux cadets de " couper la queue à la révolution ", ceux-ci lui répliquèrent qu'ils ne pouvaient pas plus renoncer aux forces armées de la révolution que Witte à l'armée. Au fond, c'était déjà, dès lors, un chantage : pour se faire valoir, les cadets cherchaient à intimider Witte avec les masses qu'ils redoutaient eux-mêmes. Précisément d'après l'expérience de 1905, Milioukov constata que, si fortes que fussent les sympathies des groupes socialistes intellectuels, les véritables forces de la révolution - les masses - ne rendraient jamais leurs armes à la bourgeoisie et qu'elles seraient d'autant plus dangereuses pour celle-ci qu'elles seraient mieux armées. Ayant ouvertement proclamé que le drapeau rouge est un chiffon rouge, Milioukov en finissait avec un évident soulagement d'un roman qu'il n'avait en somme jamais commencé sérieusement.

La séparation de la dénommée *intelliguentsia* et du peuple constituait un des thèmes traditionnels du journalisme russe, où les libéraux, contrairement aux socialistes, entendaient par *intelliguentsia* toutes les personnes " instruites ", c'est-à-dire les classes possédantes. Dés lors que cet isolement se découvrit total et menaçant devant les libéraux pendant la première révolution, les idéologues des classes " instruites " vécurent comme dans l'attente perpétuelle d'un jugement dernier. Un des écrivains libéraux, un philosophe non lié par les conventions de la politique, exprima son appréhension des masses avec une violence forcenée qui rappelle la pensée réactionnaire épileptique de Dostoïevsky : " Quels que nous soyons, non seulement nous ne pouvons pas rêver d'une fusion avec le peuple, mais nous devons le craindre plus que toutes les exécutions du gouvernement et bénir ce pouvoir qui seul, au moyen de ses baïonnettes et de ses prisons, nous protège contre la fureur populaire. " Dans de telles dispositions politiques, les libéraux pouvaient-ils rêver de diriger une nation révolutionnaire? Toute la politique de Milioukov est marquée du sceau du désespoir. Au moment de la crise nationale, le parti à la tête duquel il se trouve pense à éviter le coup et non à le porter.

Comme écrivain, Milioukov est pesant, prolixe et lassant. De même comme orateur. Le décoratif n'est point dans son genre. Ce pourrait être un " plus " si l'avare politique de Milioukov n'avait pas si évidemment besoin d'être masquée, ou

bien si, du moins, il avait eu l'abri objectif d'une grande tradition : mais il n'en avait même pas de petite. La politique officielle en France, quintessence de l'égoïsme et de la fourberie des bourgeois, a deux puissants soutiens : la tradition et la rhétorique. Multipliées l'une par l'autre, elles enveloppent d'un voile protecteur chaque politicien bourgeois, même un factotum aussi prosaïque du grand capital que Poincaré. Ce n'est pas de la faute de Milioukov si les prédécesseurs en pathétisme lui ont manqué et s'il a dû appliquer la politique de l'égoïsme bourgeois sur la frontière de l'Europe et de l'Asie.

" A côté de sympathies pour Kérensky - lisons-nous dans les Souvenirs du socialiste-révolutionnaire Sokolov, sur la Révolution de Février - dés le début, il exista une grande antipathie, non dissimulée et étrange en son genre, à l'égard de Milioukov. Je ne comprenais pas et ne comprends pas encore pourquoi cet honorable politicien était si impopulaire. " Si les philistins avaient compris la cause de leur enthousiasme polir Kérensky et de leur aversion pour Milioukov, ils auraient cessé d'être des philistins. Le bourgeois moyen n'aimait pas Milioukov parce que celui-ci exprimait dans un sens trop prosaïque et rassis, sans coloriage, l'essence politique de la bourgeoisie russe. A se regarder dans le miroir, Milioukov, le bourgeois vit qu'il était insignifiant, cupide, poltron et, comme il arrive d'ordinaire, se fâcha contre son miroir.

Remarquant de son côté les grimaces de mécontentement du bourgeois libéral, Milioukov disait tranquillement, et avec assurance : " L'homme de la rue est bête. " Il parlait ainsi sans irritation, d'un accent presque caressant, désirant dire : si l'homme de la rue ne me comprend pas aujourd'hui, ce n'est pas un malheur, il comprendra plus tard. Et Milioukov vivait cette profonde assurance que le bourgeois ne le trahirait pas, et, obéissant à la logique de la situation, se laisserait entraîner par lui, Milioukov, faute de toute autre issue. Et en effet : après l'insurrection de Février, tous les partis bourgeois, même ceux de droite, suivirent le leader cadet, en l'invectivant parfois et même en le maudissant.

Il en était autrement d'un politicien démocrate de nuance socialiste, d'un quelconque Soukhanov. Ce n'était pas l'homme de la rue simplement, c'était, au contraire, le politicien professionnel, suffisamment expert en son petit métier. " Intelligent ", ce politicien ne le pouvait paraître, car il sautait trop aux yeux qu'un contraste continuel existait entre ce que Soukhanov voulait et ce à quoi il arrivait. Mais il faisait le malin, embrouillait et ennuyait. Pour l'entraîner il fallait le tromper, non seulement en lui reconnaissant une entière indépendance, mais même en l'accusant d'abus dans le commandement, d'arbitraire. Cela le flattait et l'accommodait à son rôle de complaisance. C'est précisément dans un entretien avec ces malins du socialisme que Milioukov jeta sa phrase " l'homme de la rue est bête ". C'était une délicate flatterie : " Il n'y a d'intelligents que vous et nous. " En réalité,

Milioukov, précisément à ce moment, mettait l'anneau dans le nez à ses amis démocrates. Avec cet anneau, ils furent dans la suite rejetés.

L'impopularité personnelle de Milioukov ne lui permettait pas de prendre la tête du gouvernement : il se chargea des Affaires étrangères, qui étaient sa spécialité déjà à la Douma.

Le ministre de la Guerre de la révolution se trouva être le gros industriel de Moscou que l'on connaît déjà, Goutchkov, libéral en sa jeunesse avec des dispositions d'aventurier, puis homme de confiance de la haute bourgeoisie du temps de Stolypine, dans la période d'écrasement de la première révolution. La dissolution des deux premières Doumas, où dominaient les cadets, amena le coup d'État du 3 juin 1907, visant à modifier le droit électoral au profit du parti de Goutchkov, parti qui dirigea ensuite les deux dernières Doumas jusqu'à la révolution. Quand, en 1911, à Kiev, on inaugura le monument de Stolypine, qui avait été tué par un terroriste, Goutchkov, déposant une couronne, s'inclina silencieusement jusqu'à terre : c'était un geste au nom d'une classe.

A la Douma, Goutchkov se consacrait surtout aux questions de " puissance militaire " et, dans la préparation de la guerre, marchait de pair avec Milioukov. En qualité de président du Comité central des Industries de guerre, Goutchkov groupa les industriels sous l'enseigne de l'opposition patriotique sans aucunement empêcher en même temps les dirigeants du bloc progressiste, dont Rodzianko, de " faire leur beurre " dans les fournitures militaires. Une recommandation de révolutionnaire était la demi-légende liée à son nom de la préparation d'une révolution de palais. L'ancien chef de la police affirmait en outre que Goutchkov " s'était permis, dans des conversations privées au sujet du monarque, d'appliquer au nom de celui-ci une épithète au plus haut point outrageante. " C'est tout à fait vraisemblable. Mais Goutchkov, à cet égard, ne faisait pas exception. La pieuse tsarine haïssait Goutchkov, dispensait à son adresse de grossières insultes dans des lettres et exprimait l'espoir qu'il serait pendu " haut et court à un arbre ". D'ailleurs, à cette même fin, la tsarine avait plus d'un homme en vue. Quoi qu'il en soit, celui qui avait salué jusqu'à terre le bourreau de la première révolution se trouva ministre de la Guerre dans la deuxième.

Comme ministre de l'Agriculture fut nommé le cadet Chingarev, médecin de province, devenu ensuite député à la Douma. Ses plus proches partisans le considéraient comme une honnête médiocrité, ou, selon l'expression de Nabokov, comme un " intellectuel russe de province, fait à la mesure non de l'État, mais d'un département ou d'un district ". Le radicalisme indéterminé des jeunes années de Chingarev avait pu depuis longtemps se corroder, et le principal souci de cet homme fut de montrer aux classes possédantes sa maturité d'homme d'État. Bien que l'ancien programme cadet parlât d'une " expropriation obligatoire des terres de

propriétaires nobles d'après une juste estimation ", aucun des possédants ne prenait ce programme au sérieux, surtout maintenant, pendant les années de l'inflation de guerre, et Chingarev voyait le principal de sa tâche à différer la solution du problème agraire en donnant aux paysans de l'espoir, avec le mirage d'une Assemblée constituante que les cadets ne voulaient pas convoquer. Sur la question de la terre et sur celle de la guerre, la Révolution de Février devait se casser le cou.

Chingarev l'y aida tant qu'il put.

Le portefeuille des Finances échut à un jeune homme nommé Téréchtchenko. D'où l'a-t-on tiré? se demandait-on avec surprise au palais de Tauride. Les personnes renseignées expliquaient que c'était un propriétaire de raffineries sucrières, de domaines, de forêts et d'autres richesses incalculables estimées à quatre-vingts millions de roubles-or, le président du Comité des Industries de guerre de Kiev, prononçant bien le français et, de plus, connaisseur en ballets. On ajoutait, significativement, que Téréchtchenko, en qualité de confident de Goutchkov, avait presque participé au grand complot qui devait obtenir la déposition de Nicolas II. La révolution qui gêna le complot aida Téréchtchenko.

Pendant les cinq journées de Février, alors que, dans les rues gelées de la capitale, se déroulaient des combats révolutionnaires, devant nous a passé plusieurs fois l'ombre d'un libéral né d'une famille de dignitaires, fils de l'ancien ministre du tsar, Nabokov, figure presque symbolique en la correction de son amour-propre et en son égoïsme rassis. Les journées décisives de l'insurrection, Nabokov les passa entre les quatre murs d'une chancellerie ou en famille, " dans une expectative ahurie et anxieuse ". Maintenant, devenu secrétaire d'État du gouvernement provisoire, il était en fait ministre sans portefeuille. Dans l'émigration, à Berlin, où l'abattit d'une balle insensée un garde blanc, il laissa des notes non dépourvues d'intérêt sur le gouvernement provisoire. Portons ce mérite à son compte.

Mais nous avons oublié de nommer le premier ministre, que, d'ailleurs, tous oubliaient aux moments les plus sérieux de son éphémère primauté. Le 2 mars, recommandant le nouveau gouvernement au meeting du palais de Tauride, Milioukov désigna le prince Lvov comme " l'incarnation des milieux sociaux russes persécutés par le régime tsariste ". Plus tard, dans son *Histoire à la Révolution*, Milioukov note prudemment qu'à la tête du gouvernement fut placé le prince Lvov " personnellement peu connu de la majorité des membres du Comité provisoire ". L'historien tente ici de libérer le politicien de sa responsabilité pour ce choix. En réalité, le prince comptait depuis longtemps au parti cadet, dans son aile droite.

Après la dissolution de la première Douma, en la fameuse séance des députés à Vyborg qui adressèrent à la population l'appel rituel du libéralisme offensé - " ne pas payer les impôts " - le prince Lvov, présent, ne signa pas le manifeste. Nabokov

rappelle dans ses Souvenirs que, dés son arrivée à Vyborg, le prince tomba malade et que son indisposition était " attribuée à l'émotion dans laquelle il se trouvait ". Selon toute apparence, le prince n'était pas fait pour des secousses révolutionnaires. Extrêmement modéré, le prince Lvov, en vertu d'une indifférence politique qui ressemblait à de la largeur de vues, supportait, dans toutes les organisations à la tête desquelles il se trouva, un grand nombre d'intellectuels de gauche, d'anciens révolutionnaires, de patriotes socialistes embusqués. Ils ne travaillaient pas plus mal que les autres fonctionnaires, ne volaient point et, en même temps, créaient au prince une apparence de popularité. Prince, riche et libéral, cela en imposait au bourgeois moyen. C'est pourquoi le prince Lvov était indiqué comme premier ministre dés le temps du tsar. Si l'on résume ce qui vient d'être dit, il faudra reconnaître que le chef du gouvernement de la Révolution de Février représentait un vide patent, quoique sérénissime. Rodzianko aurait eu, en tout cas, plus de coloris.

L'histoire légendaire de l'État russe commence par une chronique racontant que des envoyés de peuplades slaves seraient venus prier des princes scandinaves et leur dire : " Venez nous posséder et être nos princes. " Les misérables représentants de la démocratie socialiste ont transformé la légende historique en geste, non au IXe siècle, mais au XXe, avec cette différence qu'ils s'adressèrent non aux princes d'outre-mer, mais aux princes du pays. Ainsi, en résultat de l'insurrection des ouvriers et des soldats se trouvèrent au pouvoir plusieurs propriétaires et industriels extrêmement riches, qui n'étaient remarquables absolument en rien, des dilettantes de la politique dépourvue programme, ayant à leur tète un prince qui ne supportait pas les troubles.

La composition du gouvernement fut agréée avec satisfaction par les ambassades alliées, dans les salons bourgeois et bureaucratiques et dans les plus larges milieux de la moyenne et partiellement de la petite bourgeoisie. Le prince Lvov, l'octobriste Goutchkov, le cadet Milioukov - ces noms étaient d'une sonorité tranquillisante. Peut-être le nom de Kérensky obligeait-il les Alliés à faire la grimace, mais il ne les effrayait pas. Les plus perspicaces comprenaient ceci : il y a tout de même une révolution dans le pays; avec un limonier aussi sûr que Milioukov, un sémillant cheval de volée ne peut être qu'utile. Ainsi devait raisonner l'ambassadeur de France Paléologue, qui aimait les métaphores russes.

Chez les ouvriers et les soldats, la composition du gouvernement engendra immédiatement des sentiments d'hostilité ou bien, dans le meilleur cas, une sourde perplexité. Les noms de Milioukov ou de Goutchkov ne pouvaient susciter aucune acclamation ni à la fabrique, ni à la caserne. A cet égard se sont conservés de nombreux témoignages. L'officier Mstislavsky exprime la morose anxiété des soldats qui voyaient le pouvoir passer du tsar à un prince : était-ce la peine de verser du sang pour ça? Stankévitch, qui appartenait au cercle intime de Kérensky,

fit, le 3 mars, une toumée dans son bataillon de sapeurs, visitant une compagnie après l'autre, et recommandait le nouveau gouvernement que lui-même estimait le meilleur de tous les gouvernements possibles et dont il parlait avec une grande animation. " Mais, dans l'auditoire, on sentait un petit froid. " C'est seulement quand l'orateur nommait Kérensky que les soldats " éclataient d'une véritable satisfaction ". Vers ce temps, l'opinion publique de la petite bourgeoisie dans la capitale était déjà arrivée à transformer Kérensky en héros placé au centre de la révolution. Les soldats, beaucoup plus que les ouvriers, voulaient voir en un Kérensky contrepoids au gouvernement bourgeois et s'étonnaient seulement qu'il fût seul en cet endroit. Mais Kérensky, loin d'être contrepoids, était un complément, un camouflage, un décor. Il défendait les mêmes intérêts que Milioukov, mais avec des éclairs de magnésium

Quelle fut la réelle constitution du pays après l'institution du nouveau pouvoir ?

La réaction monarchiste s'était cachée dans des fissures. Dès que surgirent les premières eaux du déluge, les propriétaires de toute espèce et de toute tendance se groupèrent sous le drapeau du parti cadet qui, du coup, se trouva être le seul parti non socialiste et, en même temps, l'extrême-droite dans l'arène ouverte.

Les masses marchaient en presque totalité vers les socialistes qui se confondaient, dans leur opinion, avec les soviets. Non seulement les ouvriers et les soldats des formidables garnisons de l'arrière, mais le petit peuple bigarré des villes, artisans, camelots, petits fonctionnaires, cochers, garçons portiers, domestiques de toutes sortes, s'écartaient du gouvernement provisoire et de ses bureaux, cherchaient un pouvoir plus proche, plus accessible. En nombre toujours plus grand se présentaient au palais de Tauride des délégués des campagnes. Les masses affluaient dans les soviets comme sous des arcs de triomphe de la révolution. Tout ce qui restait en dehors des soviets retombait en quelque sorte à l'écart de la révolution et semblait appartenir à un autre monde. Il en était bien ainsi : en dehors des soviets restait le monde des possédants dont toutes les couleurs s'étaient immédiatement fondues en une seule nuance grisâtre-rose de protection.

Ce ne fut pas toute la masse laborieuse qui élut les soviets, elle ne s'éveilla pas toute d'un seul coup, ce ne furent pas tous les milieux opprimés qui osèrent aussitôt croire que la révolution les concernait aussi. Nombreux étaient ceux en la conscience de qui ne se remuait, lourdement, qu'un espoir indistinct. Vers les soviets se précipita tout l'actif des masses, et, en temps de révolution, plus que jamais, l'activité est victorieuse; et comme l'activité des masses s'accroissait de jour en jour, la base des soviets s'élargissait constamment. Ce fut même la seule base réelle de la révolution.

Au palais de Tauride siégeaient la Douma et le Soviet. Le Comité exécutif, au début, se resserrait dans d'étroits bureaux par lesquels passait un incessant torrent humain. Les députés de la Douma essayaient de se sentir maîtres de la situation dans leurs salles d'apparat. Mais les cloisons furent bientôt emportées par les grandes eaux de la révolution. Malgré toute l'indécision de ses dirigeants, le Soviet s'élargissait irrésistiblement, tandis que la Douma était rejetée toujours plus dans l'arrière-cour. Le nouveau rapport de forces se frayait la voie de tous côtés.

Les députés au palais de Tauride, les officiers dans leurs régiments, les généraux dans leurs états-majors, les directeurs et administrateurs dans les usines, les chemins de fer, les télégraphes, les propriétaires ou régisseurs de domaines, tous se sentaient, dés les premiers jours de la révolution, sous la malveillante et infatigable surveillance de la masse. Le Soviet était aux yeux de cette masse l'expression organisée de sa défiance à l'égard de tous ceux qui l'avaient opprimée. Les typos surveillaient jalousement le texte des articles composés, les cheminots contrôlaient avec inquiétude et vigilance les trains militaires, les télégraphistes apportaient une attention nouvelle à la lecture des télégrammes, les soldats s'interrogeaient entre eux du regard au moindre geste suspect d'un officier, les ouvriers expulsaient de l'usine le contremaître Cent-Noir et mettaient en observation le directeur libéral. La Douma, dès les premières heures de la révolution, et le gouvernement provisoire, dès les premiers jours, devinrent un réservoir où affluaient les plaintes et griefs de la haute société, leurs protestations contre " les excès ", leurs observations attristées, leurs sombres pressentiments.

" Sans la bourgeoisie nous ne pourrons nous saisir de l'appareil d'État ", ratiocinait le petit bourgeois socialiste, jetant un coup d'œil effaré sur les établissements d'État, d'où le squelette de l'ancien régime paraissait regarder de ses orbites creuses. L'issue trouvée fut que sur l'appareil décapité par la révolution l'on colla à peu prés une tête libérale. De nouveaux ministres s'installaient dans les ministères du tsar, et devenus maîtres des machines à écrire, des téléphones, des garçons courriers, des sténos-dactylos et des fonctionnaires, se persuadaient de jour en jour que la machine tournait à vide.

Kérensky se rappela plus tard comment le gouvernement provisoire " avait pris en main le pouvoir au troisième jour de l'anarchie de toute la Russie, lorsque, sur toute l'étendue de la terre russe, non seulement il ne subsistait aucune autorité, mais il n'y avait littéralement plus un seul sergent de ville ". Les soviets de députés ouvriers et soldats, qui dirigeaient de nombreux millions, des masses, n'entrent pas en compte : car enfin ils ne sont guère qu'un élément d'anarchie. Le pays est abandonné à lui-même, ce que caractérise la disparition de l'agent de police, En cette confession de celui des ministres qui était le plus à gauche est la clef de toute la politique du gouvernement.

Les places de gouverneurs de province furent occupées, sur décision du prince Lvov, par les présidents des directions départementales de zemstovs, lesquels ne se distinguaient pas tellement de leurs prédécesseurs! En plus d'un cas, c'étaient de ces propriétaires féodaux qui considéraient même les gouverneurs de province comme des jacobins. En tête des districts se placèrent des présidents d'administration de district. Sous la dénomination toute nouvelle de " commissaires ", la population reconnaissait de vieux ennemis. " Les mêmes vieux popes, plus pompeusement dénommés ", comme disait jadis Milton au sujet de la lâche Réforme des presbytériens. Les commissaires de provinces et de districts s'emparèrent des machines à écrire, des dactylos, des fonctionnaires au service des gouverneurs et chefs de police (*ispravniks*) pour bien constater que ceux-ci ne leur léguaient aucun pouvoir. La vie, dans les provinces et les districts, se concentrait autour des soviets. La dualité du pouvoir passa ainsi de haut en bas. Mais, dans les localités, les dirigeants de soviets, les mêmes socialistes-révolutionnaires et mencheviks, agissaient plus simplement et ne rejetaient pas - loin de là - le pouvoir que leur imposaient toutes les circonstances. En résultat, l'activité des commissaires de province consistait principalement en plaintes sur l'absolue impossibilité d'exercer leurs pleins pouvoirs.

Le lendemain de la formation d'un ministère libéral, la bourgeoisie sentit que, loin d'avoir acquis le pouvoir, elle l'avait perdu. Si fantastique qu'ait été l'arbitraire de la clique raspoutinienne jusqu'à l'insurrection, son pouvoir réel avait un caractère limité. L'influence de la bourgeoisie sur les affaires d'État était immense. La participation même de la Russie dans la guerre fut en grande mesure l'œuvre de la bourgeoisie plus que de la monarchie. Mais l'essentiel était en ceci que le pouvoir tsariste garantissait aux Propriétaires leurs usines, terres, banques, immeubles, journaux, et, par conséquent, dans la question la plus vitale, était *leur* pouvoir. La Révolution de Février modifia la situation dans deux directions contraires : elle confia solennellement à la bourgeoisie les attributs extérieurs du pouvoir, mais, en même temps, lui enleva la portion de puissance réelle dont elle disposait avant la révolution. Ceux qui, la veille, avaient servi dans l'Union des zemstvos, où le prince Lvov était patron, et au Comité des Industries de guerre, où commandait Goutchkov, devinrent dès lors, sous la dénomination de " socialistes-révolutionnaires " et de " mencheviks ", les maîtres de la situation dans le pays et sur le front, en ville et au village, nommèrent ministres Lvov et Goutchkov et, en cette occasion, leur posèrent des conditions comme s'ils les embauchaient en qualité de commis.

D'autre part le Comité exécutif, ayant créé un gouvernement bourgeois, ne pouvait nullement se décider, tel le Dieu de la Bible, à déclarer que sa création était bonne. Au contraire, le Comité se hâta tout de suite d'agrandir la distance entre lui-même et son œuvre, affirmant qu'il se disposait à soutenir le nouveau pouvoir uniquement dans la mesure où celui-ci servirait fidèlement la révolution

démocratique. Le gouvernement provisoire concevait parfaitement qu'il ne tiendrait pas même une heure sans l'appui de la démocratie officielle! Or, ce soutien ne lui était promis que comme prix de bonne conduite, c'est-à-dire pour la réalisation de tâches auxquelles il se sentait étranger, et dont la démocratie elle-même venait justement de décliner la solution. Le gouvernement ne sut jamais dans quelles limites il pouvait manifester son pouvoir de demi-contrebande. Les dirigeants du Comité exécutif ne purent pas toujours le renseigner là-dessus d'avance, car il leur était aussi difficile de deviner la limite où éclaterait le mécontentement dans leur propre milieu, comme reflet du mécontentement de la masse. La bourgeoisie faisait semblant d'avoir été trompée par les socialistes. D'autre part, les socialistes craignaient que, par leurs prétentions prématurées, les libéraux ne soulevassent seulement les masses, gâtant ainsi une situation qui n'était pas déjà si facile, " *Dans la mesure où… nous d'autant…* " - cette formule équivoque a marqué toute la période qui précède Octobre, devenant la formule juridique d'un mensonge interne au régime hybride de la Révolution de Février.

Pour agir sur le gouvernement, le Comité exécutif élut une commission spéciale qu'il dénomma poliment, mais cocassement, " commission de contact ". L'organisation du pouvoir révolutionnaire fut ainsi officiellement bâtie sur les principes de l'exhortation mutuelle. Un écrivain mystique d'un certain renom, Mérejkovsky, trouva un précédent pour un pareil régime, mais seulement dans l'Ancien Testament - près des rois d'Israël se tenaient les prophètes. Mais les prophètes de la Bible, de même que le prophète du dernier Romanov, recevaient du moins l'inspiration directement des cieux, et les rois n'osaient pas y contredire : ainsi était assurée l'unité de pouvoir. Il en était tout autrement pour les prophètes du Soviet : ils vaticinaient seulement sous l'inspiration de leur propre pensée bornée. Cependant les ministères libéraux estimaient que rien de bon en général ne pouvait provenir du Soviet. Tchkhéidzé, Skobélev, Soukhanov et autres faisaient des démarches auprès du gouvernement et lui conseillaient verbeusement de céder! les ministres répliquaient ; les délégués s'en retournaient au Comité exécutif ; lui imposaient la pression de l'autorité gouvemementale ; se remettaient en contact avec les ministres et… recommençaient le même jeu. Ce moulin compliqué ne donnait pas de mouture.

A la commission de contact, tous se plaignaient. Goutchkov, particulièrement, se lamentait devant les démocrates au sujet des désordres provoqués dans l'armée par les complaisances du Soviet. Parfois, le ministre de la Guerre de la révolution, " au sens propre et littéral… versait des larmes, ou, du moins, se frottait avec application les yeux de son mouchoir ". Il jugeait, non sans raison, que sécher les pleurs des oints du Seigneur rentre directement dans les fonctions des prophètes. Le 9 mars, le général Alexéiev, qui se trouvait à la tête du G. Q. G., télégraphiait au ministre de la Guerre : " Le joug allemand est proche si seulement nous nous

montrons conciliants avec le Soviet. " Goutchkov lui répondait en termes très larmoyants : le gouvernement, hélas! ne dispose pas du pouvoir réel, le Soviet détient les troupes, les chemins de fer, les postes, les télégraphes. " On peut dire nettement que le gouvernement Provisoire n'existe qu'autant que le permet le Soviet. "

De semaine en semaine, la situation ne s'améliorait nullement. Lorsque le gouvernement provisoire, au commencement d'avril, envoya des députés de la Douma au front, il leur intima, grinçant des dents, de ne manifester aucun désaccord avec les délégués du Soviet. Les députés libéraux se sentirent, pendant tout le voyage, comme placés sous escorte, mais comprenaient qu'autrement, quels que fussent leurs hauts pouvoirs, ils n'auraient pu non seulement se présenter devant les soldats, mais même trouver leur place dans un wagon. Ce détail prosaïque dans les Mémoires du prince Mansyriev complète admirablement la correspondance de Goutchkov avec le G. Q. G. sur le contenu essentiel de la constitution de Février. Un homme d'esprit réactionnaire caractérisait non sans raison la situation ainsi : " L'ancien pouvoir est enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul, le nouveau est aux arrêts à domicile. "

Mais le gouvernement provisoire n'avait-il pas d'autre soutien que l'équivoque appui des dirigeants du Soviet? Où s'étaient fourrées les classes possédantes? Une question bien fondée. Liées par leur passé avec la monarchie, elles se hâtèrent, après le bouleversement, de se regrouper sur un nouvel axe. Le Conseil de l'Industrie et du Commerce, représentant le capital unifié de tout le pays, dès le 2 mars, " s'inclina devant le haut fait de la Douma d'Empire " et se mit " à l'entière disposition " de son Comité. Les zemstovs et les municipalités s'engagèrent dans la même voie. Déjà, le 10 mars, le Conseil de la Noblesse unifiée, appui du trône, appelait, dans le pathétique langage de la lâcheté, tous les hommes russes " à serrer les rangs autour du gouvernement provisoire, actuellement le seul pouvoir légal en Russie ". Presque en même temps, les institutions et les organes des classes possédantes commencèrent à condamner la dualité du pouvoir, attribuant la responsabilité des désordres aux soviets, d'abord prudemment, ensuite toujours plus hardiment.

Derrière les patrons s'alignèrent les hauts employés, les unions des professions libérales, les fonctionnaires de l'État. De l'armée arrivaient des télégrammes fabriqués dans les états-majors, des manifestes et des résolutions du même genre. La presse libérale ouvrit une campagne " pour le pouvoir unique " qui, dans les mois suivants, prit le caractère d'un tir de barrage contre les leaders des soviets. Le tout ensemble avait un air extrêmement imposant. Le grand nombre d'institutions, de noms connus, de résolutions, d'articles, le ton résolu, tout cela exerçait infailliblement une action sur les impressionnables dirigeants du Comité exécutif.

Et, néanmoins, derrière cette menaçante parade des classes possédantes, il n'y avait pas de force sérieuse, - " Mais la force de la propriété ? " répliquaient aux bolcheviks les socialistes petits-bourgeois. La propriété est un rapport entre hommes. Elle représente une force énorme tant qu'elle jouit d'une reconnaissance générale qui a pour appui un système de coercition dénommé " le Droit ,et l'État ". Mais la situation consistait précisément en ceci que l'ancien État s'était écroulé et que tout le droit ancien se trouvait placé pour les masses sous un point d'interrogation.

Dans les usines, les ouvriers se voyaient de plus en plus patrons - et le patron un hôte mal venu. Il y avait encore moins d'assurance chez les propriétaires ruraux, face à face avec les moujiks sombres et hostiles, loin d'un pouvoir à l'existence duquel les maîtres de domaines, à cause de la distance, avaient d'abord cru. Mais les propriétaires, ayant perdu la possibilité de disposer de leurs biens et même de les sauvegarder, cessaient d'être de véritables propriétaires et devenaient de simples habitants fortement secoués qui ne pouvaient, de nulle manière, accorder une aide à leur gouvernement, car ils avaient surtout besoin eux-mêmes d'être aidés par lui. Ce fut de très bonne heure qu'ils commencèrent à maudire le gouvernement pour sa faiblesse. Mais, en maudissant le gouvernement, ils ne s'en prenaient qu'à leur propre sort.

Pendant ce temps, l'action conjuguée du Comité exécutif et du Conseil des ministres sembla prendre pour tâche de démontrer que l'art de diriger en temps de révolution consiste à perdre du temps en nombreuses paroles. Chez les libéraux, c'était l'affaire d'un calcul conscient. D'après leur ferme conviction, tous les problèmes devaient être remis à plus tard, sauf celui du serment de fidélité à l'Entente.

Milioukov donna connaissance à ses collègues des traités secrets. Kérensky fit mine de n'avoir pas entendu. De toute évidence, seul, le haut procureur du Saint-Synode, un Lvov riche en imprévus, homonyme du premier ministre, mais non prince, s'indigna violemment et même déclara les traités " dignes de bandits et de filous ", par quoi il provoqua indubitablement un sourire indulgent de Milioukov (" l'homme de la rue est bête ") et la proposition de passer simplement à l'ordre du jour. La déclaration officielle du gouvernement promettait la convocation de l'Assemblée constituante dans le plus court délai, lequel délai, pourtant, n'était pas, intentionnellement, fixé.

Il n'était point question de la forme de l'État : le gouvernement espérait encore restaurer le paradis perdu de la monarchie. Mais en réalité la déclaration consistait en l'obligation de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire et " de respecter absolument les accords signés avec les Alliés ". En ce qui concernait le plus terrible problème de l'existence populaire, la révolution avait eu lieu seulement, semblait-il,

pour déclarer : tout reste comme par le passé. Comme les démocrates donnaient à la reconnaissance du nouveau pouvoir par l'Entente une signification mystique : - le petit commerçant n'est rien tant qu'une banque ne l'a pas reconnu solvable, - le Comité exécutif encaissa en silence la déclaration impérialiste du 6 mars. " Pas un organe officiel de la démocratie - déclarait un an plus tard Soukhanov, d'un ton désolé - … ne réagit publiquement devant l'acte du gouvernement provisoire qui déshonora notre révolution dès sa naissance aux yeux de l'Europe démocratique. " Le 8 mars sortit enfin du laboratoire ministériel un décret d'amnistie. A ce moment, les portes des prisons avaient déjà été ouvertes dans tout le pays par le peuple, les déportés politiques rentraient dans un immense courant de meetings, d'enthousiasmes, de musiques militaires, de discours et de fleurs. Le décret eut le retentissement d'un écho tardif des chancelleries. Le 12 fut proclamée l'abrogation de la peine de mort. Quatre mois plus tard, la même peine fut rétablie pour les soldats. Kérensky avait promis d'élever la Justice à une hauteur inconnue. Dans un accès de zèle, effectivement, il fit admettre une proposition du Comité exécutif préconisant l'admission de représentants des ouvriers et des soldats comme membres des justices de paix. Ce fut la seule mesure par laquelle on sentit battre le cœur de la révolution, mesure qui provoqua par conséquent l'épouvante de tous les eunuques de la Justice. Mais là s'arrêtèrent les frais. Un homme qui occupait, auprès de Kérensky, un poste élevé dans le ministère, l'avocat Démianov, " socialiste " lui aussi, décida, d'après ses propres termes, de s'en tenir au principe du maintien en place de tous les anciens fonctionnaires : " La politique du gouvernement révolutionnaire ne doit vexer personne sans nécessité. " Ce fut essentiellement la règle de tout le gouvernement provisoire, qui craignait par-dessus tout d'offenser quelqu'un parmi les classes dirigeantes, même la bureaucratie tsariste. Non seulement les juges, mais même les procureurs du tsar restèrent en place. Bien entendu, les masses pouvaient s'en fâcher. Mais cela, c'était l'affaire des soviets : les masses n'entraient pas dans l'horizon du gouvernement.

Une sorte de souffle d'air frais venait seulement d'un personnage déjà nommé, le haut procureur Lvov, qui faisait des rapports officiels sur les " idiots et les coquins " installés au très Saint-Synode. Les ministres n'écoutaient pas sans s'en alarmer ces savoureuses appréciations, mais le Synode restait une institution d'État, comme l'orthodoxie une religion d'État. La composition même du Synode fut conservée ; la révolution ne doit se disputer avec personne.

Et continuèrent à tenir des séances, ou, du moins, à toucher leurs honoraires, les membres du Conseil d'État, fidèles serviteurs de deux ou trois empereurs. Ce fait prit bientôt une signification symbolique. Dans les usines et les casernes, on protestait bruyamment. Le Comité exécutif s'agitait. Le gouvernement employa deux séances à discuter du sort et des honoraires des membres du Conseil d'État, et ne put aboutir à aucune décision. Oui, comment inquiéter d'honorables personnages,

parmi lesquels, d'ailleurs, un certain nombre de bons amis ?

Les ministres raspoutiniens étaient encore en forteresse, mais le gouvernement provisoire s'empressa de leur fixer des pensions. Cela prenait le ton ou d'une raillerie, ou d'une voix de l'autre monde. Mais le gouvernement ne voulait pas se brouiller avec ses prédécesseurs, ceux-ci fussent-ils incarcérés.

Les Sénateurs continuaient à somnoler dans leurs uniformes chamarrés, et quand le sénateur de gauche Sokolov, récemment élevé à cette dignité par Kérensky, osa se présenter en redingote noire, il fut tout simplement expulsé de la séance : les sénateurs du tsar n'avaient pas peur de se brouiller avec la Révolution de Février lorsqu'ils se convainquirent que le gouvernement de cette révolution n'avait point de dents.

Jadis, en Allemagne, Marx vit la cause de l'écroulement de la Révolution de Mars en ceci que le mouvement avait " seulement réformé le plus haut sommet politique, tandis qu'il ne touchait nullement toutes les couches sous ce sommet - la vieille bureaucratie, la vieille armée, les vieux juges, nés, éduqués et blanchis au service de l'absolutisme ". Les socialistes du type de Kérensky ont cherché le salut là où Marx voyait la cause de la perdition. Les marxistes mencheviks étaient avec Kérensky et non avec Marx.

Le Seul domaine dans lequel le gouvernement montra de l'initiative et prit une allure révolutionnaire fut sa législation sur les sociétés par actions : un décret de réforme fut promulgué dès le 17 mars. Les restrictions nationales et confessionnelles ne furent abrogées que trois jours plus tard. Dans la composition du gouvernement, il y avait un bon nombre de personnes qui, sous l'ancien régime, n'avaient guère souffert que des imperfections du système des sociétés par actions.

Les ouvriers exigeaient impatiemment la journée de huit heures. Le gouvernement fit semblant d'être sourd des deux oreilles. On était en temps de guerre, tout le monde devait se sacrifier pour la patrie. D'ailleurs, c'était l'affaire du Soviet de calmer les ouvriers.

Plus menaçante encore était la question de la terre. Là, il fallait faire au moins quelque chose. Harcelé par les prophètes, le ministre de l'Agriculture, Chingarev, prescrivit de créer des comités agraires locaux, sans déterminer, par circonspection, leurs fonctions et leurs tâches. Les paysans s'imaginèrent que les comités devaient leur remettre les terres. Les propriétaires de domaines estimaient que les mêmes comités devaient protéger leurs possessions. C'est ainsi que, dès le début, le régime de Février se sentit serré au cou par le nœud du moujik, plus impitoyable que tous autres liens.

D'après la doctrine officielle, toutes les questions d'où sortit la révolution étaient ajournées jusqu'à l'Assemblée Constituante. La volonté nationale pouvait-elle être prévenue par les irréprochables démocrates constitutionnels qui n'avaient pas réussi, hélas! à la faire chevaucher par Michel Romanov ? La préparation de la future représentation nationale, entre-temps, se faisait avec un tel sérieux bureaucratique et des lenteurs si calculées que l'Assemblée Constituante même tournait au mirage. C'est seulement le 25 mars, presque un mois après l'insurrection - un mois de révolution! - que le gouvernement décida de former, pour l'élaboration de la loi électorale, une encombrante Conférence spéciale. Mais cette assemblée ne s'ouvrit point. Dans son *Histoire de la Révolution*, constamment fausse, Milioukov déclare d'un ton confus qu'en résultat de diverses complications, " sous le premier gouvernement, l'œuvre de la Conférence spéciale ne fut pas entreprise ", Les complications rentraient dans la constitution de la commission et dans ses obligations. La tâche était de différer l'Assemblée Constituante jusqu'à des temps meilleurs : jusqu'à la victoire, jusqu'à la paix ou jusqu'aux calendes korniloviennes.

La bourgeoisie russe, venue trop tard au monde, haïssait mortellement la révolution. Mais sa haine manquait de force. Elle devait rester sur l'expectative et manœuvrer. N'ayant pas la possibilité de renverser et d'étouffer la révolution, la bourgeoisie comptait la prendre par voie d'extinction.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (P.R.).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

11 La dualité de pouvoirs

En quoi consiste la dualité de pouvoirs ? On ne peut manquer de s'arrêter sur cette question que nous n'avons pas trouvée élucidée dans les travaux d'histoire. Pourtant, la dualité de pouvoirs est un état particulier d'une crise sociale, caractéristique non point seulement de la Révolution russe de 1917, quoique marqué précisément le plus nettement en elle. Des classes antagonistes existent toujours dans la société et la classe dépourvue de pouvoir s'efforce inévitablement de faire pencher à tel ou tel degré le cours de l'État de son côté. Cela ne signifie pourtant pas du tout que, dans la société, règne une dualité ou une pluralité de pouvoirs. Le caractère d'un régime politique est directement déterminé par le rapport des classes opprimées avec les classes dirigeantes. L'unité de pouvoir,

condition absolue de la stabilité d'un régime, subsiste tant que la classe dominante réussit à imposer à toute la société ses formes économiques et politiques comme les seules possibles.

La domination simultanée des *junkers* et de la bourgeoisie — que ce soit d'après la formule des Hohenzollern ou de la République - ne constitue pas une dualité de pouvoirs, si violents que soient par moments les conflits entre les deux détenteurs du pouvoir : ils ont une commune base sociale, une scission dans l'appareil gouvernemental n'est point à redouter de leurs dissensions. Le régime d'un double pouvoir ne surgit que sur un conflit irréductible des classes, n'est possible, par conséquent, qu'à une époque révolutionnaire et constitue un des éléments essentiels de celle-ci.

Le mécanisme politique de la révolution consiste dans le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'insurrection violente en elle-même s'accomplit habituellement en un court délai. Mais aucune classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand bien même ce serait une nuit de révolution, Elle doit déjà, la veille, occuper une position extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante ; bien plus, elle doit concentrer en elle les espoirs des classes et couches intermédiaires mécontentes de ce qui existe, mais incapables d'un rôle indépendant. La préparation historique d'une insurrection conduit, en période prérévolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'État, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est là le point de départ de la dualité de pouvoirs dans toute révolution.

Mais ce n'est pas son unique aspect. Si une nouvelle classe portée au pouvoir par une révolution dont elle ne voulait point est, en réalité, une classe déjà vieille, historiquement attardée ; si elle a eu le temps de s'user avant d'être couronnée officiellement ; si, arrivant au pouvoir, elle tombe sur un antagoniste déjà suffisamment mûr et qui cherche à mettre la main sur le gouvernail de l'État - l'équilibre instable du double pouvoir est remplacé, dans la révolution politique, par un autre équilibre, parfois encore moins stable. La victoire sur " l'anarchie " du double pouvoir constitue, à chaque nouvelle étape, la tâche de la révolution, ou bien de… la contre-révolution.

La dualité de pouvoirs non seulement ne suppose pas mais, généralement, exclut le partage de l'autorité à parties égales et, en somme, tout équilibre formel des autorités. C'est un fait non constitutionnel, mais révolutionnaire. Il prouve que la rupture de l'équilibre social a déjà démoli la superstructure de l'État. La dualité de pouvoirs se manifeste là où des classes ennemies s'appuient déjà sur des

organisations d'État foncièrement incompatibles - l'une périmée, l'autre se formant - qui, à chaque pas, se repoussent entre elles dans le domaine de la direction du pays. La part de pouvoir obtenue dans ces conditions par chacune des classes en lutte est déterminée par le rapport des forces et par les phases de la bataille.

Par sa nature même, une telle situation ne peut être stable. La société a besoin d'une concentration du pouvoir et, soit dans la classe dominante, soit, pour le cas présent, dans les deux classes qui se partagent la puissance, cherche irrésistiblement cette concentration. Le morcellement du pouvoir n'annonce pas autre chose que la guerre civile. Avant, pourtant, que les classes et les partis en rivalité se décident à cette guerre, surtout s'ils redoutent l'intervention d'une tierce force, ils peuvent se trouver contraints assez longtemps de patienter et même de sanctionner en quelque sorte le système du double pouvoir. Néanmoins, ce dernier explose inévitablement. La guerre civile donne au double pouvoir son expression la plus démonstrative, précisément territoriale : chacun des pouvoirs, ayant créé sa place d'armes retranchée, lutte pour la conquête du reste du territoire, lequel, assez souvent, subit la dualité de pouvoirs sous la forme d'invasions alternatives des deux puissances belligérantes tant que l'une d'elles ne s'est pas définitivement affermie.

La révolution anglaise du XVIIe siècle, précisément parce que c'était une grande révolution qui bouleversa la nation de fond en comble, représente nettement les alternatives de dualité des pouvoirs avec les violents passages de l'un à l'autre, sous l'aspect de la guerre civile.

D'abord, au pouvoir royal, appuyé sur les classes privilégiées ou les sommets des classes, aristocrates et évêques, s'opposent la bourgeoisie et les couches proches d'elle des hobereaux. Le gouvernement de la bourgeoisie est le Parlement presbytérien qui s'appuie sur la City londonienne. La lutte prolongée de ces deux régimes se résout par une guerre civile ouverte. Deux centres gouvernementaux, Londres et Oxford, créent leurs armées, la dualité des pouvoirs prend forme territorialement, quoique, comme toujours dans une guerre civile, les limitations territoriales soient extrêmement instables. Le parlement l'emporte. Le roi, fait prisonnier, attend son sort.

Il semblerait que se constituent les conditions du pouvoir unique de la bourgeoisie presbytérienne. Mais, avant encore que soit brisé le pouvoir royal, l'armée du parlement se transforme en une force politique autonome. Elle rassemble dans ses rangs les indépendants, les petits bourgeois, artisans, agriculteurs, dévots et résolus. L'armée se mêle autoritairement à la vie sociale, non simplement en tant que force d'armée, non comme garde prétorienne, mais comme représentation politique d'une nouvelle classe opposée à la bourgeoisie aisée et riche. En conséquence, l'armée crée un nouvel organe d'État qui se dresse au-dessus des chefs militaires : un conseil de députés soldats et officiers (" agitateurs "). Vient alors une

nouvelle période de double pouvoir : ici, le parlement presbytérien, là, l'armée indépendante. La dualité du pouvoir conduit au conflit déclaré. La bourgeoisie se trouve impuissante à dresser contre 1"' armée modèle " de Cromwell - c'est-à-dire la plèbe en armes - ses propres troupes. Le conflit se termine par l'épuration du parlement presbytérien à l'aide du sabre de l'indépendance. Du parlement reste une séquelle, la dictature de Cromwell s'établit. Les couches inférieures de l'armée,. sous la direction des " levellers " (niveleurs), aile extrême-gauche de la révolution, tentent d'opposer à la domination des hautes sphères militaires, des grands de l'armée, lotir propre régime, authentiquement plébéien. Mais le nouveau double pouvoir ne parvient pas à se développer : les " levellers ", les basses couches de la petite bourgeoisie, n'ont pas encore et ne peuvent avoir de voie indépendante dans l'histoire, Cromwell a tôt fait de régler leur compte à ses adversaires. Un nouvel équilibre politique, d'ailleurs loin de la stabilité, s'instaure pour un certain nombre d'années.

Du temps de la grande Révolution française, l'Assemblée constituante, dont l'épine dorsale se composait de l'élite du Tiers-État, concentrait en ses mains le pouvoir sans supprimer, pourtant, en totalité, les prérogatives du roi. La période de l'Assemblée constituante est celle d'une critique dualité de pouvoirs qui s'achève par la fuite du roi jusqu'à Varennes et n'est formellement liquidée qu'avec la proclamation de la République.

La première Constitution française (1791), construite sur la fiction de l'absolue indépendance des pouvoirs législatifs et exécutifs vis-à-vis l'un de l'autre, dissimulait en fait, ou essayait de cacher au peuple une réelle dualité de pouvoirs : celui de la bourgeoisie, définitivement retranchée dans l'Assemblée nationale après la prise de la Bastille par le peuple, et celui de la vieille monarchie, encore étayée par la haute noblesse, le clergé, la bureaucratie et la caste militaire, sans parler d'espérances fondées sur une intervention étrangère. Dans les contradictions de ce régime se préparait son inévitable effondrement. Il n'y avait d'issue possible que dans l'anéantissement de la représentation bourgeoise par les forces de la réaction européenne, ou bien dans la guillotine pour le roi et la monarchie. Paris et Coblence devaient se mesurer.

Mais, avant encore qu'on en soit arrivé à la guerre et à la guillotine, entre en scène la Commune de Paris, qui s'appuie sur les couches inférieures du Tiers-État de la capitale, et qui, de plus en plus crânement, dispute le pouvoir aux représentants officiels de la nation bourgeoise. Une nouvelle dualité de pouvoirs s'institue, dont nous relevons les premières manifestations dès 1790, lorsque la bourgeoisie, grande et moyenne, est encore solidement installée dans l'administration et les municipalités. Quel frappant tableau - et odieusement calomnié - des efforts des couches plébéiennes pour monter d'en bas, des sous-sols

sociaux et des catacombes, et pénétrer dans l'arène interdite où des gens, portant perruque et culotte, réglaient les destinées de la nation. Il semblait que les fondations mêmes, foulées par la bourgeoisie cultivée, se ranimassent et se missent en mouvement, que, de la masse compacte, surgissaient des têtes humaines, se tendaient des mains calleuses, retentissaient des voix rauques, mais viriles. Les districts de Paris, citadelles de la révolution, vécurent de leur propre vie. Ils furent reconnus - il était impossible de ne pas les reconnaître! - et se transformèrent en sections. Mais ils brisaient invariablement les cloisons de la légalité, et recueillaient un afflux de sang frais venu d'en bas, ouvrant, malgré la loi, leurs rangs aux parias, aux pauvres, aux sans-culotte. En même temps les municipalités rurales deviennent l'abri de l'insurrection paysanne contre la légalité bourgeoise qui protège la propriété féodale. Ainsi, sous une deuxième nation s'en lève une troisième.

Les sections parisiennes se dressèrent d'abord en opposition contre la Commune dont disposait encore l'honorable bourgeoisie. Par l'audacieux élan du 10 août 1792, les sections s'emparèrent de la Commune. Désormais, la Commune révolutionnaire s'opposa à l'Assemblée législative, puis à la Convention, lesquelles, toutes deux, retardaient sur la marche et les tâches de la révolution, enregistraient les événements mais ne les produisaient pas, car elles ne disposaient point de l'énergie, de la vaillance et de l'unanimité de cette nouvelle classe qui avait eu le temps de surgir du fond des districts parisiens et avait trouvé un appui dans les villages les plus arriérés. De même que les sections s'étaient emparées de la Commune, celle-ci, par une nouvelle insurrection, mit la main sur la Convention. Chacune de ces étapes était caractérisée par une dualité de pouvoirs nettement dessinée dont les deux ailes s'efforçaient d'établir une autorité unique et forte, la droite par la défensive, la gauche par l'offensive.

Un besoin de dictature si caractéristique pour les révolutions comme pour les contre-révolutions procède des intolérables contradictions d'un double pouvoir. Le passage d'une de ces formes à l'autre s'accomplit par la voie de la guerre civile. Les grandes étapes de la révolution, c'est-à-dire le transfert du pouvoir à de nouvelles classes ou couches sociales, ne coïncident d'ailleurs pas du tout avec les cycles des institutions parlementaires qui font suite à la dynamique de la révolution comme son ombre attardée. En fin de compte, la dictature révolutionnaire des sans-culottes fusionne, il est vrai, avec celle de la Convention, mais de quelle Convention ? - d'une assemblée débarrassée, par la terreur, des Girondins qui, la veille, y prédominaient encore, diminuée, adaptée à la prépondérance d'une nouvelle force sociale. Ainsi, par les degrés d'un double pouvoir, la Révolution française, durant quatre années, s'élève à son point culminant. A partir du 9 thermidor, de nouveau par les degrés d'un double pouvoir, elle commence à descendre. Et, encore une fois, la guerre civile précède chaque retombée, de même qu'elle avait accompagné chaque montée. De cette façon, la société nouvelle cherche un nouvel équilibre de forces.

La bourgeoisie russe, combattant la bureaucratie raspoutinienne et collaborant avec elle, avait, au cours de la guerre, extraordinairement fortifié ses positions politiques. Exploitant les défaites du tsarisme, elle concentra entre ses mains, au moyen des unions de zemstvos et de municipalités et des Comités des Industries de guerre, une grande puissance, elle disposait à son gré d'énormes fonds d'État et représentait en somme un gouvernement parallèle. Pendant la guerre, les ministres du tsar se plaignaient de voir le prince Lvov ravitailler l'armée, nourrir, soigner les soldats et même créer pour eux des installations de coiffeurs. " Il faut en finir ou bien lui remettre tout le pouvoir ", disait, dès 1915, le ministre Krivochéine. Il n'imaginait pas que Lvov, dix-huit mois plus tard, obtiendrait " tout le pouvoir ", non point des mains du tsar, mais de celles de Kérensky, de Tchkhéidzé et de Soukhanov. Pourtant, le lendemain même du jour où ceci s'accomplit, une nouvelle dualité de pouvoirs se manifesta : à côté du demi-gouvernement libéral de la veille, dès lors formellement légalisé, surgit un gouvernement libéral de la veille, dès lors formellement légalisé, surgit un gouvernement non officiel, mais d'autant plus effectif, celui des masses laborieuses, en l'espèce, des soviets. A partir de ce moment, la Révolution russe commence à s'élever à la hauteur d'un événement d'une signification historique mondiale.

En quoi, cependant, réside l'originalité de la dualité de pouvoirs de la Révolution de Février ? Dans les événements des XVIIe et XVIIIe siècles, la dualité des pouvoirs constitue chaque fois une étape naturelle de la lutte, imposée aux participants par un rapport temporaire de forces, et alors chacun des partis s'efforce de substituer à la dualité son pouvoir unique. Dans la Révolution de 1917, nous voyons comment la démocratie officielle, consciemment et avec préméditation, constitue un pouvoir double, se défendant de toutes ses forces d'accepter l'autorité pour elle seule. La dualité s'établit, à première vue, non par suite d'une lutte des classes pour le pouvoir mais en résultat d'une " concession " bénévole d'une classe à l'autre. Dans la mesure où la " démocratie " russe cherchait à se sortir de la dualité, elle ne voyait d'issue que dans son propre renoncement à l'autorité. C'est précisément ce que nous avons appelé " le paradoxe de la Révolution de Février ".

On pourrait peut-être trouver une certaine analogie dans la conduite de la bourgeoisie allemande, en 1848, à l'égard de la monarchie. Mais l'analogie n'est pas complète. La bourgeoisie allemande essayait, il est vrai, de partager coûte que coûte le pouvoir avec la monarchie sur les bases d'un accord. Mais la bourgeoisie n'avait pas la plénitude de l'autorité entre ses mains et ne voulait nullement la céder totalement à la monarchie. " La bourgeoisie prussienne possédait nominalement le pouvoir, pas une minute elle ne douta que les forces de l'ancien régime ne se missent sans arrière-pensée à sa disposition et ne se transformassent en partisans dévoués de sa propre toute-puissance, " (Marx et Engels.) La démocratie russe de 1917, possédant dès le moment de l'insurrection le pouvoir entier, s'efforça non

simplement de le partager avec la bourgeoisie, mais de céder à celle-ci intégralement les affaires publiques. Cela signifie peut-être bien que, dans le premier quart du XXe siècle, l'officielle démocratie russe était déjà arrivée à une décomposition politique plus grande que celle de la bourgeoisie libérale allemande au milieu du XIXe. C'est tout à fait dans l'ordre des choses, car c'est le revers de la montée effectuée en ces quelques lustres par le prolétariat qui avait pris la place des artisans de Cromwell et des sans-culottes de Robespierre.

Si l'on considère le fait plus profondément, le double pouvoir du gouvemement provisoire et du Comité exécutif avait un caractère net de reflet. Le prétendant au nouveau pouvoir ne pouvait être que le prolétariat. S'appuyant sans assurance sur les ouvriers et les soldats, les conciliateurs étaient forcés de maintenir la comptabilité en partie double des tsars et des prophètes. Le double pouvoir des libéraux et des démocrates reflétait seulement un partage d'autorité non encore apparent entre la bourgeoisie et le prolétariat. Lorsque les bolcheviks évinceront les conciliateurs à la tête des soviets - cela dans quelques mois - la dualité souterraine des pouvoirs se manifestera, et ce sera la veille de la Révolution d'Octobre. Jusqu'à ce moment, la révolution vivra dans un monde de réfractions politiques. Déviant à travers les ratiocinations des intellectuels socialistes, la dualité de pouvoirs, étape de la lutte de classe, se transforma en idée régulatrice. C'est précisément par là qu'elle se plaça au centre de la discussion théorique. Rien ne se perd. Le caractère de reflet du double pouvoir de Février nous a permis de mieux comprendre les étapes de l'histoire où cette dualité apparaît comme un épisode de pléthore dans la lutte de deux régimes. C'est ainsi qu'une faible clarté lunaire, comme reflet, permet d'établir d'importantes conclusions sur la lumière solaire.

Dans l'infiniment plus grande maturité du prolétariat russe, par comparaison avec les masses urbaines des anciennes révolutions, résidait l'essentielle particularité de la révolution russe, qui conduisit d'abord au paradoxe d'une dualité de pouvoirs à demi fantomatique, et ensuite empêcha la réelle dualité de se résoudre à l'avantage de la bourgeoisie. Car la question se posait ainsi : ou bien la bourgeoisie s'emparera effectivement du vieil appareil d'État, l'ayant remis à neuf pour servir ses desseins, et alors les soviets devront s'effacer ; ou bien les soviets constitueront la base du nouvel État, ayant liquidé non seulement l'ancien appareil, mais aussi la domination des classes qui s'en servaient. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires s'orientaient vers la première solution. Les bolcheviks vers la seconde. Les classes opprimées qui, selon Marat, n'avaient pas eu, jadis, assez de connaissances, ni d'expérience, ni de direction pour mener leur œuvre jusqu'au bout, se trouvèrent, dans la révolution du XXe siècle, armées de ces trois manières. Les bolcheviks furent vainqueurs.

Un an après leur victoire, la même question, devant un autre rapport de forces,

se posa de nouveau en Allemagne. La social-démocratie s'orientait vers l'établissement d'un pouvoir démocratique de la bourgeoisie et la liquidation des soviets. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht tenaient pour la dictature des soviets. Les social-démocrates l'emportèrent. Hilferding et Kautsky en Allemagne, Max Adler en Autriche proposaient de " combiner " la démocratie avec le système soviétique, en intégrant les soviets ouvriers dans la constitution. C'eût été transformer la guerre civile, potentielle ou déclarée, en une composante du régime de l'État. On ne saurait imaginer plus curieuse utopie. son unique justification sur les territoires allemands serait peut-être dans une vieille tradition : les démocrates du Wurtemberg, en 1848, voulaient déjà une république présidée par le duc.

Le phénomène du double pouvoir, insuffisamment évalué jusqu'à présent, est-il en contradiction avec la théorie marxiste de l'État qui considère le gouvernement comme le comité exécutif de la classe dominante? Autant dire : l'oscillation des cours sous l'influence de la demande et de l'offre contredit-elle la théorie de la valeur basée sur le travail ? Le dévouement de la femelle qui défend son petit réfute-t-il la théorie de la lutte pour l'existence ? Non, dans ces phénomènes, nous trouvons seulement une combinaison plus complexe des mêmes lois. Si l'État est l'organisation d'une suprématie de classe et si la révolution est un remplacement de la classe dominante, le passage du pouvoir, des mains de l'une aux mains de l'autre, doit nécessairement créer des antagonismes dans 1a situation de l'État, avant tout sous forme d'un dualisme de pouvoirs. Le rapport des forces de classe n'est pas une grandeur mathématique qui se prête à un calcul a priori. Lorsque le vieux régime a perdu son équilibre, un nouveau rapport de forces ne peut s'établir qu'en résultat de leur vérification réciproque dans 1a lutte. Et c'est là la révolution.

Il peut sembler que cette digression théorique nous ait distraits des événements de 1917. En réalité, elle nous fait pénétrer au cœur du sujet. C'est précisément autour du problème de la dualité du pouvoir qu'évoluait la lutte dramatique des partis et des classes. C'est seulement du sommet de la théorie que l'on peut embrasser du regard cette lutte et la comprendre exactement.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (P.R.).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

12 Le Comité exécutif

Ce qui se créa, le 27 février, au palais de Tauride, sous la dénomination de " Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers ", avait essentiellement peu de chose de commun avec cette appel1ation. Le Soviet des députés ouvriers de 1905, premier ascendant du système, était né de la grève générale. Il représentait directement les masses en lutte. Les dirigeants de la grève devenaient députés au Soviet. La sélection des effectifs se produisait sous le feu. L'organe de direction fut élu par le Soviet pour mener ultérieurement la lutte. C'est précisément le Comité exécutif de 1905 qui mit à l'ordre du jour l'insurrection armée.

La Révolution de Février, grâce au soulèvement des régiments, fut victorieuse avant que les ouvriers eussent constitué des soviets.

Le Comité exécutif se forma arbitrairement, avant le Soviet, indépendamment des usines et des régiments, après la victoire de la révolution. Nous voyons ici la

classique initiative des radicaux qui se tiennent à l'écart de la lutte révolutionnaire, mais se disposent à en récolter les fruits. Les véritables dirigeants ouvriers ne quittaient pas encore la rue, désarmaient les uns, armaient les autres, consolidaient la victoire. Les plus prévoyants d'entre eux furent immédiatement alarmés par des informations annonçant qu'au palais de Tauride se créait un certain Soviet de députés ouvriers. De même que la bourgeoisie libérale, dans l'attente d'une révolution de palais que quelqu'un devait accomplir, avait préparé, pendant l'automne de 1916, un gouvernement de réserve pour l'imposer, en cas de succès, au nouveau tsar - les intellectuels radicaux constituaient leur sous-gouvernement de réserve au moment de la victoire de Février. Et comme, du moins dans le passé, ils avaient adhéré au mouvement ouvrier et étaient enclins à se couvrir de ses traditions, ils donnèrent à leur enfant le titre de " Comité exécutif du Soviet ". Ce fut une des falsifications à demi préméditées dont est pleine l'histoire, notamment l'histoire des soulèvements populaires.

Lorsque les événements prennent un tour révolutionnaire et que se brise l'ordre de succession, les couches " instruites ", appelées à participer au pouvoir, se saisissent volontiers de noms et de symboles qui se rattachent aux souvenirs héroïques des masses. Les mots, fréquemment, dissimulent l'essence des choses, surtout quand sont mis en jeu les intérêts de couches influentes. L'énorme autorité du Comité exécutif, dès le jour de sa création, s'appuyait sur son prétendu droit de succession à l'égard du Soviet de 1905. Le Comité, ratifié par la première et chaotique assemblée du Soviet, exerça ensuite une influence décisive, aussi bien sur la composition du Soviet que sur sa politique. Cette influence était d'autant plus conservatrice que la sélection naturelle des représentants révolutionnaires, d'ordinaire assurée par une incandescente atmosphère de lutte, ne se produisait plus. L'insurrection était déjà du passé, tous s'enivraient de la victoire, se disposaient à réorganiser leur existence ; les âmes s'étaient amollies, et certaines têtes aussi. Il fallut des mois de nouveaux conflits et de lutte dans de nouvelles conditions, déterminant un regroupement des hommes, pour que les soviets, organes qui parachevaient la victoire après coup, devinssent de véritables organes de lutte et de préparation pour un nouveau soulèvement. Nous insistons d'autant plus sur cet aspect de l'affaire qu'il est jusqu'à présent resté complètement dans l'ombre.

Cependant, ce n'étaient pas seulement les conditions dans lesquelles se formèrent le Comité exécutif et le Soviet qui déterminèrent leur caractère modéré et conciliateur ; il existait des causes plus profondes et durables qui agirent dans le même sens.

Il y avait à Pétrograd plus de cent cinquante mille soldats. Comme ouvriers et ouvrières de toutes catégories, au moins quatre fois plus. Néanmoins, contre deux délégués ouvriers au Soviet, on comptait cinq délégués soldats. Les normes de la

représentation étaient extrêmement extensibles, toutes les prévenances étaient pour les soldats. Tandis que les ouvriers élisaient un seul représentant par millier d'individus, de petits contingents militaires envoyaient fréquemment deux délégués. Le drap gris des uniformes constitua le principal fond de tableau du Soviet.

Mais même parmi les civils, tous ne furent pas élus par les ouvriers, loin de là! Au Soviet furent admis un bon nombre d'individus sur invitation personnelle, ou par protection, ou simplement grâce à leurs propres manigances - avocats et médecins radicaux, étudiants, journalistes - qui représentaient divers groupes problématiques, mais, le plus souvent, leurs ambitions particulières. Cette évidente altération du caractère du Soviet était volontiers tolérée par les dirigeants qui ne demandaient pas mieux que de diluer l'essence trop âcre des usines et des casernes avec l'eau tiède de la petite bourgeoisie instruite. Nombre de ces nouveaux venus d'occasion, chercheurs d'aventures, imposteurs, bavards habitués à la tribune, jouant des coudes avec autorité, tinrent longtemps en échec les ouvriers silencieux et les soldats irrésolus.

S'il en était ainsi à Pétrograd, il n'est pas difficile de se représenter comment les choses se passaient en province, où la victoire était arrivée sans aucune lutte. Tout le pays fourmillait de soldats. Les garnisons de Kiev, de Helsingfors, de Tiflis ne le cédaient point en nombre à celle de Pétrograd ; à Saratov, Samara, Tambov, Omsk, on comptait de soixante-dix à quatre-vingt mille soldats ; à Iaroslav, Ekatérinojlav, Ekatérinbourg, dans les soixante mille ; dans une longue série d'autres villes, cinquante, quarante et trente mille. La représentation soviétique était diversement organisée selon les lieux, mais plaçait partout la troupe dans une situation privilégiée. Au sens politique, se manifestait ainsi l'effort des ouvriers eux-mêmes pour se rapprocher le plus possible des soldats. Les dirigeants s'empressaient tout aussi volontiers à contenter les officiers. Outre un nombre considérable de lieutenants et sous-lieutenants qui, dans les premiers temps, étaient sortis du rang, on accordait fréquemment, surtout en province, une représentation particulière au commandement. En résultat, les militaires avaient, dans de nombreux soviets, une majorité absolument écrasante. La masse des soldats, qui n'avaient pas encore pris physionomie politique, déterminait, par l'intermédiaire de ses représentants, la physionomie des soviets.

Dans toute représentation il existe un élément de disproportion. C'est un élément particulièrement considérable au lendemain d'une insurrection. Souvent figurèrent comme députés des soldats incapables en politique, au début, des gens absolument étrangers à la troupe et à la révolution, des intellectuels et demi-intellectuels de tout acabit, embusqués dans les garnisons de l'arrière et qui se montraient par conséquent patriotes. Ainsi se créait une divergence entre la mentalité des casernes et celle des soviets. L'officier Stankévitch, que les hommes

de son bataillon accueillaient, après l'insurrection, d'un air morose et méfiant, parla avec succès, dans une section de soldats, sur le thème brûlant de la discipline. " Pourquoi, se demandait-il, les dispositions des esprits, au Soviet, sont-elles plus douces, plus agréables, que celles du bataillon? " Cette naïve incompréhension montre une fois de plus combien il est difficile aux véritables sentiments de la base de se frayer leur voie vers les sommets.

Néanmoins, dès le 3 mars, les meetings de soldats et d'ouvriers commencent à exiger du Soviet qu'il élimine immédiatement le gouvernement provisoire de la bourgeoisie libérale et prenne lui-même le pouvoir en main. L'initiative, sur ce point encore, appartient au quartier de Vyborg. Et, en effet, quelle revendication pouvait être plus compréhensible, plus afférente aux masses ? Mais bientôt cette agitation fut suspendue : non seulement parce que les partisans de la défense nationale y mirent une violente opposition, mais, chose plus grave, parce que la direction bolcheviste, dès la première quinzaine de mars, s'inclinait en fait devant le régime du double pouvoir. Or, excepté les bolcheviks, personne ne pouvait poser carrément la question du pouvoir. Les dirigeants de Vyborg durent battre en retraite. Les ouvriers de Pétrograd, pourtant, n'accordèrent pas une heure de confiance au nouveau gouvernement et ne le considérèrent pas comme leur. Mais ils prêtaient une oreille attentive aux soldats, s'efforçant de ne pas s'opposer trop brutalement à eux. Quant aux troupiers qui n'en étaient encore qu'à épeler les premiers mots de la politique, bien qu'en moujiks ils ne fissent pas confiance à n'importe quels messieurs, ils prêtaient une attention soutenue à leurs représentants, lesquels, d'autre part, écoutaient respectueusement les leaders autorisés du Comité exécutif ; alors que ces derniers ne faisaient autre chose que de tâter anxieusement le pouls de la bourgeoisie libérale. D'en bas jusqu'en haut, tout reposait sur ces attentions - provisoirement.

Cependant, les états d'âme de la base perçaient au dehors, et la question du pouvoir, artificiellement écartée, ressortait chaque fois, quoique sous une forme masquée. " Les soldats ne savent qui écouter", déclarent les districts et la province, portant ainsi leurs doléances à l'Exécutif, au sujet de la dualité des pouvoirs. Les délégations des flottes de la Baltique et de la mer Noire affirment, le 16 mars, qu'elles sont disposées à tenir compte du gouvernement provisoire dans la mesure où celui-ci marchera d'accord avec le Comité exécutif. En d'autres termes, ces délégués se disposaient à ne tenir aucun compte du gouvernement. Plus l'on va, plus cette note devient insistante : " L'armée et la population doivent obéir uniquement aux décisions du Soviet ", telle est la résolution du 172e régiment de réserve, qui formule en même temps ce corollaire : " Les ordonnances du gouvernement provisoire qui contreviennent aux décisions du Soviet ne sont pas sujettes à exécution. " C'est avec un sentiment complexe de satisfaction et d'inquiétude que l'Exécutif sanctionna cette disposition. C'est en grinçant des dents que le

gouvernement la toléra. L'un et l'autre n'avaient plus autre chose à faire.

Dès le début de mars, des soviets surgissent dans toutes les principales villes et les centres industriels. De là, en quelques semaines, ils s'étendent dans tout le pays. Ils ne commencent à gagner les campagnes qu'en avril-mai. Au nom de la paysannerie, primitivement, c'est surtout l'armée qui parle.

Le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd avait naturellement pris l'importance d'une grande institution d'État. Les autres soviets réglaient leur pas sur celui de la capitale, adoptant, l'un après l'autre, des résolutions d'appui conditionnel au gouvernement provisoire. Bien que, dans les premiers mois, les rapports entre le Soviet de Pétrograd et les soviets provinciaux se fussent aisément arrangés, sans conflits ni sérieux malentendus, la nécessité d'une organisation étatique n'en découlait pas moins de toute la situation. Un mois après le renversement de l'autocratie, une première conférence des soviets fut convoquée, incomplète et de composition unilatérale. Si, de cent quatre-vingt-cinq organisations représentées, les soviets de localités constituaient les deux tiers, c'étaient pourtant surtout des soviets de soldats ; avec les représentants des organisations du front, les délégués militaires, en majeure partie officiers, formaient une écrasante majorité. Des discours retentissaient sur la guerre jusqu'à complète victoire et des invectives à l'adresse des bolcheviks, malgré leur conduite plus que modérée. La conférence adjoignit seize provinciaux conservateurs au Comité exécutif de Pétrograd, légitimant son caractère d'institution d'État.

L'aile droite se trouva encore renforcée. Désormais, l'on intimida de plus en plus souvent les mécontents en les menaçant de la province. Une décision sur la réorganisation de la composition du Soviet de Pétrograd, adoptée dés le 14 mars, ne fut à peu prés point mise en exécution. Peu importe en effet : ce n'est pas un soviet local qui décide, mais c'est bien le Comité exécutif panrusse. Les leaders officiels avaient occupé une position presque inaccessible. Les plus importantes décisions étaient prises à l'Exécutif, plus exactement dans son noyau dirigeant, sur entente préalable avec le noyau du gouvernement. Le Soviet restait à l'écart. On le traitait de meeting : " Ce n'est pas là, dans des assemblées générales, que se fait la politique, et tous ces " plenums " n'ont absolument aucune importance pratique " (Soukhanov). Infatués d'eux-mêmes, les maîtres du destin estimaient qu'en leur confiant la direction, les soviets avaient en somme rempli leur rôle. Un prochain avenir montrera qu'il n'en est pas ainsi. La masse est très patiente, mais elle n'est nullement de cette glaise que l'on peut modeler à son gré. Et, dans les époques révolutionnaires, elle s'instruit rapidement. Là réside la plus haute puissance de la révolution.

Pour mieux comprendre le développement ultérieur des événements, il faut s'arrêter à la caractéristique des deux partis qui, au début de la révolution, formèrent

un bloc serré, dominèrent dans les soviets, dans les municipalités démocratiques, dans les congrès de la démocratie dite " révolutionnaire ", et même conservèrent leur majorité, d'ailleurs de plus en plus fondante, jusqu'à l'Assemblée constituante, qui devint le dernier reflet de leur puissance de naguère, de même que le rougeoiement au sommet d'une montagne éclairée par le soleil déjà couché!

Si la bourgeoisie russe se montra trop tard pour être démocratique, la démocratie russe, par la même raison, voulut se croire socialiste. L'idéologie démocratique s'était dépensée jusqu'à épuisement irrémédiable dans le courant du XIXe siècle. Au seuil du XXe, l'*intelliguentsia* radicale russe, si elle voulait trouver accès auprès des masses, avait besoin d'une teinte socialiste. Telle était, dans l'ensemble, la cause historique qui amena la création de deux partis intermédiaires : mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Chacun d'eux avait, cependant, sa généalogie et son idéologie particulières.

Les conceptions des menchéviks s'étaient établies sur la base marxiste. Toujours en conséquence du retard historique de la Russie, le marxisme y consista au début non point tant en la critique de la société capitaliste qu'en l'argument de l'inévitable développement bourgeois du pays. Lorsqu'elle en eut besoin, l'histoire utilisa matoisement une théorie châtrée de la révolution prolétarienne pour européaniser, par ce moyen, dans un esprit bourgeois, de larges sphères de l'*intelliguentsia* populiste rancie. Dans ce processus, les mencheviks occupèrent la place la plus considérable. Constituant l'aile gauche de l'*intelliguentsia* bourgeoise, ils reliaient celle-ci aux couches intermédiaires des ouvriers les plus modérés qu'attirait un travail légal autour de la Douma et dans les syndicats.

Les socialistes-révolutionnaires, par contre, combattaient théoriquement le marxisme, subissant partiellement son influence. Ils se considéraient comme un parti réalisant l'alliance des intellectuels, des ouvriers et des paysans, bien entendu sous le contrôle de la raison critique. Dans le domaine économique, leurs idées représentaient un mélange indigeste de divers sédiments historiques, reflétant les conditions contradictoires de l'existence de la paysannerie dans un pays où croissait rapidement le capitalisme.

La future révolution semblait aux socialistes-révolutionnaires devoir être non bourgeoise et non socialiste, mais " démocratique " ; ils substituaient une formule politique au contenu social. Ils se traçaient ainsi une voie entre la bourgeoisie et le prolétariat, et, par conséquent, le rôle d'arbitres entre ces derniers. Après Février, il put sembler que les socialistes-révolutionnaires s'étaient très approchés de cette situation.

Dés l'époque de la première révolution, ils avaient déjà des racines dans la classe paysanne. Durant les premiers mois de 1917, toute l'*intelliguentsia* des

campagnes s'assimila la formule traditionnelle des populistes : " terre et liberté ". Différemment des mencheviks, toujours restés un parti exclusivement urbain, les socialistes-révolutionnaires avaient trouvé, semblait-il, un appui extrêmement puissant chez les ruraux. Bien plus, ils dominaient même dans les villes : dans les soviets, par les sections de soldats, et dans les premières municipalités démocratiques, où ils recueillaient la majorité absolue des voix. La puissance de ce parti semblait illimitée. En réalité, il n'y avait là qu'une aberration politique.

Un parti pour lequel tout le monde vote, hormis une minorité qui sait pour qui voter, n'est pas un parti, de même que le langage dont se servent les poupons de tous les pays n'est pas une langue nationale. Le parti socialiste-révolutionnaire apportait solennellement une dénomination à tout ce qui était prématuré, informe et confus dans la Révolution de Février. Quiconque n'avait pas hérité du passé prérévolutionnaire des motifs suffisants de voter soit pour les cadets, soit pour les bolcheviks, votait pour les socialistes-révolutionnaires. Mais les cadets se tenaient dans le camp retranché des propriétaires. Les bolcheviks étaient encore peu nombreux, incompréhensibles, même effrayants. Voter pour les socialistes-révolutionnaires signifiait voter pour la révolution dans son ensemble et n'engageait à rien. Dans les villes, c'était un effort des soldats pour se rapprocher du parti qui défendait la cause des paysans, un effort des éléments arriérés de la classe ouvrière pour se tenir plus près des soldats, un effort des petites gens des villes pour ne pas se détacher des soldats et des paysans. En cette période, une carte de membre du parti socialiste-révolutionnaire donnait un droit provisoire d'entrée dans les institutions révolutionnaires et gardait sa valeur jusqu'à échange contre un document de valeur plus sérieuse. Ce n'est pas pour rien qu'il fut dit du grand parti, qui entraînait les uns et les autres, qu'il n'était qu'un " zéro grandiose ".

A dater de la première révolution, les mencheviks déduisaient la nécessité d'une alliance avec les libéraux d'après le caractère bourgeois de la révolution, et situaient cette alliance au-dessus d'une collaboration avec la classe paysanne, considérée comme alliée peu sûre. Les bolcheviks, par contre, établissaient toute la perspective de la révolution sur une alliance du prolétariat avec les paysans contre la bourgeoisie libérale. Comme les socialistes-révolutionnaires s'estimaient avant tout parti paysan, il convenait, eût-on dit, de s'attendre, dans la révolution, à une alliance entre bolcheviks et populistes, en contrepartie de l'alliance des mencheviks avec la bourgeoisie libérale. En réalité nous voyons dans la Révolution de Février un groupement inverse. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires agissent dans la plus étroite entente que complète leur bloc avec la bourgeoisie libérale. Les bolcheviks, sur le champ officiel de la politique, sont complètement isolés.

Ce fait inexplicable à première vue est, en réalité, tout à fait logique. Les socialistes-révolutionnaires n'étaient nullement un parti paysan, en dépit des

innombrables sympathies qui accueillaient leurs mots d'ordre dans les campagnes. Le noyau essentiel du parti - celui qui déterminait la politique effective et détachait de son propre milieu des ministres et des fonctionnaires - était beaucoup plus lié avec les cercles libéraux et radicaux de la ville qu'avec les masses paysannes soulevées. Ce noyau dirigeant, terriblement gonflé par l'afflux de socialistes-révolutionnaires carriéristes de Mars, fut mortellement épouvanté par l'ampleur du mouvement paysan qui marchait sous ses mots d'ordre. Les populistes de la dernière fournée souhaitaient, certes, aux paysans tout le bien possible, mais ne voulaient pas du " coq rouge ", ne voulaient pas l'incendie. L'effroi des socialistes-révolutionnaires devant les campagnes soulevées est parallèle à celui des mencheviks devant l'offensive du prolétariat ; dans son ensemble, l'épouvante des démocrates refléta un danger tout à fait réel que le mouvement des opprimés suscitait pour les classes possédantes, groupant ces dernières en un seul camp de réaction bourgeoise et nobiliaire. Le bloc des socialistes-révolutionnaires avec le gouvernement du noble propriétaire Lvov marquait leur rupture avec la révolution agraire, de même que le bloc des mencheviks avec des industriels et des banquiers du genre de Goutchkov, de Téréchtchenko et de Konovalov, équivalait à leur rupture avec le mouvement du prolétariat. L'alliance des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires signifiait, dans ces conditions, non point une collaboration du prolétariat avec les paysans, mais une coalition de partis qui avaient rompu avec le prolétariat et la campagne pour faire bloc en commun avec les classes possédantes.

De ce qui est dit ci-dessus, on voit clairement à quel point était fictif le socialisme des deux partis démocratiques ; mais cela ne signifie nullement que leur démocratisme ait été réel. Bien au contraire, c'est précisément l'anémie du démocratisme qui avait besoin d'un camouflage socialiste. Le prolétariat russe menait la lutte pour la démocratie dans un antagonisme irréductible avec la bourgeoisie libérale. Les partis démocratiques, faisant bloc avec la bourgeoisie libérale, devaient inévitablement entrer en conflit avec le prolétariat. Telles sont les racines sociales de la lutte implacable qui se déroula ensuite entre conciliateurs et bolcheviks.

Si l'on ramène les processus esquissés ci-dessus à leur mécanisme de classe tout dépouillé, dont, bien entendu, ne prirent pas conscience, jusqu'au bout, les participants et même les dirigeants des deux partis conciliateurs, on obtiendra à peu prés cette distribution des fonctions historiques. La bourgeoisie libérale ne pouvait déjà plus s'emparer de la masse. Par conséquent, elle redoutait la révolution. Mais la révolution était nécessaire pour le développement de la bourgeoisie. De la bourgeoisie censitaire se détachèrent deux clans composés de ses plus jeunes frères et fils. Un des détachements se dirigea vers les ouvriers, l'autre vers les paysans. L'un et l'autre tentèrent d'attirer à eux ouvriers et paysans, en démontrant avec

sincérité et ardeur qu'ils étaient des socialistes hostiles à la bourgeoisie. Par cette voie, ils acquirent, effectivement, une considérable influence sur le peuple. Mais, à court délai, l'effet résultant de leurs idées dépassa leur pensée. La bourgeoisie se sentit en danger de mort et donna le signal d'alarme. Les deux clans qui s'étaient détachés d'elle, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, répondirent avec ensemble à l'appel de l'aîné de la famille. Passant sur de vieilles dissensions, ils s'épaulèrent et, tournant le dos aux masses, se lancèrent au secours de la société bourgeoise.

Les socialistes-révolutionnaires, même comparés aux mencheviks, étaient étonnants de friabilité et d'amollissement. Aux bolcheviks ils semblèrent seulement, à tous les instants graves, des cadets de troisième ordre. Aux cadets ils paraissaient être des bolcheviks de troisième ordre. La deuxième qualité, dans les deux cas, était attribuée aux mencheviks. Leur base mobile et leur idéologie informe entraînaient une sélection individuelle correspondante : tous les leaders socialistes-révolutionnaires portaient le cachet de l'inachevé, du superficiel et d'une légèreté sentimentale. On peut dire sans aucune exagération : le bolchevik de la base montrait plus de perspicacité en politique, c'est-à-dire dans les rapports entre les classes, que les plus illustres leaders socialistes-révolutionnaires.

N'ayant point de solides critères, les socialistes-révolutionnaires se montraient enclins à des impératifs moraux. Inutile de montrer que les prétentions moralisatrices ne les empêchaient nullement de manifester, dans la grande politique, les mesquines filouteries qui caractérisent si bien, en général, les partis intermédiaires, dépourvus de base solide, de claire doctrine et d'axe moral authentique.

Dans le bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, le rôle dirigeant appartenait aux mencheviks, bien que la majorité fût incontestablement du côté des socialistes-révolutionnaires. Cette distribution des rôles traduisait à sa façon l'hégémonie de la ville sur les campagnes, la prépondérance de la petite bourgeoisie urbaine sur la rurale, et enfin la prédominance idéologique de l'*intelliguentsia* " marxiste " sur cette autre *intelliguentsia* qui s'en tenait à une sociologie nationaliste de " vrais-Russes " et se prévalait de l'indigence de l'histoire ancienne du pays.

Dans les premières semaines qui suivirent l'insurrection, aucun des partis de gauche, comme on sait, n'eut dans la capitale de véritable état-major. Les leaders généralement reconnus des partis socialistes vivaient dans l'émigration. Les leaders de seconde ligne s'acheminaient vers le centre, venant du lointain Orient. De là résultait, chez les dirigeants provisoires, une attitude circonspecte dans l'expectative, qui les rapprochait entre eux. Pas un des groupes dirigeants, en ces semaines-là, n'alla jusqu'au bout de sa pensée. La lutte des partis au Soviet avait un

caractère extrêmement pacifique : on eût dit qu'il ne s'agissait que de nuances à l'intérieur d'une seule et même " démocratie révolutionnaire ". Il est vrai qu'à l'arrivée de Tsérételli, revenu d'un lieu de déportation (19 mars), la direction soviétique fit un assez brusque tour à droite, dans le sens d'une complète responsabilité pour le pouvoir et pour la guerre. Mais les bolcheviks aussi, au milieu de mars, sous l'influence de Kaménev et de Staline, qui rentraient de la déportation, bifurquèrent rapidement vers la droite, de sorte que la distance entre la majorité soviétique et l'opposition de gauche au début d'avril devint, peut-être bien, moins grande qu'elle n'avait été au début de mars. La véritable différenciation commença un peu plus tard. On peut même donner sa date précise : le 4 avril, le lendemain de l'arrivée de Lénine à Pétrograd.

Le parti menchevik avait à la tête de ses diverses tendances un certain nombre de figures éminentes, mais pas un seul guide révolutionnaire. L'extrême-droite, que dominaient de vieux maîtres de la social-démocratie russe, Plékhanov, Zassoulitch, Deutsch, se tenait sur la position patriotique déjà sous l'autocratie. C'est juste à la veille de la Révolution de Février que Plékhanov, se survivant lamentablement, publia dans un journal américain que les grèves et autres procédés de lutte des ouvriers en Russie seraient maintenant criminels. De plus larges cercles de vieux mencheviks, personnifiés entre autres par Martov, Dan, Tsérételli, se rattachaient au camp de Zimmervlald et rejetaient toute responsabilité concernant la guerre. Mais l'internationalisme des mencheviks de gauche, de même que celui des socialistes-révolutionnaires de gauche, dissimulait dans la plupart des cas un esprit d'opposition démocratique. La Révolution de Février réconcilia la majorité de ces " zimmerwaldiens " avec la guerre, dans laquelle ils virent dés lors une défense de la révolution. Le plus résolu dans cette voie fut Tsérételli, qui entraîna à sa suite Dan et d'autres.

Martov, que le début de la guerre avait surpris en France et qui ne rentra de l'étranger que le 9 mai, ne put pas ne pas voir que ses coreligionnaires de la veille étaient arrivés, après l'insurrection de Février, à un point d'où étaient partis Guesde, Sembat et d'autres en 1914, lorsqu'ils se chargèrent de défendre la république bourgeoise contre l'absolutisme germanique. Ayant pris la tête de l'aile gauche des mencheviks, qui ne réussit pas à s'attribuer un rôle tant soit peu sérieux dans la révolution, Martov resta en opposition vis-à-vis de la politique Tsérételli-Dan, contrecarrant en même temps le rapprochement des mencheviks de gauche vers les bolcheviks. Au nom du menchevisme officiel agit Tsérételli que suivait une indubitable majorité : les patriotes d'avant la révolution s'unirent sans peine aux patriotes de l'appel de février. Plékhanov avait cependant son groupe, tout à fait chauvin, situé en dehors du parti et même en dehors du Soviet. La fraction de Martov, sans avoir quitté le parti, n'avait pas de journal à elle comme elle n'avait pas de politique. Comme toujours en de grands événements historiques, Martov avait

irrémédiablement perdu la tête et ne reposait plus sur rien. En 1917 comme en 1905, la révolution s'aperçut à peine de l'existence de cet homme remarquable.

A la présidence du Soviet de Pétrograd, et ensuite du Comité exécutif central, c'est presque automatiquement que se trouva le président de la fraction mencheviste à la Douma, Tchkhéidzé. Il s'efforçait d'introduire en ses devoirs tout ce qu'il avait en réserve de probité, couvrant sa constante incertitude de plaisanteries peu recherchées. Il portait l'ineffaçable marque de son origine provinciale. La Géorgie montagneuse, pays du soleil, des vignes, pays de paysans et de hobereaux, comptant un faible pourcentage d'ouvriers, avait produit une large couche d'intellectuels de gauche, souples, doués de tempérament, mais, en leur écrasante majorité, ne s'élevant pas au-dessus de l'horizon petit-bourgeois. A toutes les quatre Doumas, la Géorgie envoya comme députés des mencheviks, et, dans les quatre fractions parlementaires, ses députés jouèrent le rôle de leaders. La Géorgie devint la Gironde de la révolution russe. Si les Girondins du XVIIe siècle furent accusés de fédéralisme, les Girondins de la Géorgie, ayant commencé par la défense d'une Russie une et indivisible, terminèrent par le séparatisme.

La figure la plus marquante de la Gironde géorgienne fut, indiscutablement, Tsérételli, ancien député à la IIe Douma, qui, dès son retour de la déportation, prit la tête non seulement des mencheviks, mais de toute la majorité soviétique d'alors. Non théoricien, pas même journaliste, mais remarquable orateur, Tsérételli était et resta un radical du type méridional français. Dans les conditions de la routine parlementaire, il se serait senti comme un poisson dans l'eau. Mais il était né à une époque révolutionnaire et s'était intoxiqué, en sa jeunesse, d'une dose de marxisme. En tout cas, de tous les mencheviks, ce fut lui qui montra, dans les événements de la révolution, le plus d'envolée et d'effort pour être conséquent, C'est précisément pour cela que, plus que d'autres, il contribua à l'effondrement du régime de Février. Tchkhéidzé se subordonnait totalement à Tsérételli, quoique, par moments, intimidé devant son intransigeance de doctrinaire qui rapprochait le révolutionnaire, la veille encore forçat, des représentants conservateurs de la bourgeoisie.

Le menchevik Skobélev, qui devait une popularité toute neuve à sa situation de député de la dernière Douma, donnait, non pas seulement à cause de son air de jeunesse, l'impression d'un étudiant qui joue, sur une scène de famille, le rôle d'un homme d'État. Skobélev se fit une spécialité d'extincteur d' " excès ", d'éliminateur de conflits locaux, et s'occupa, en général, de calfater les fissures de la dualité de pouvoirs jusqu'au moment où, dans le rôle désastreux de ministre du Travail, il se trouva inséré dans le gouvernement de coalition de mai.

Une des personnalités les plus influentes parmi les mencheviks fut Dan, vieux militant du parti, qui avait toujours été considéré comme le second de Martov. Si, en général, le menchevisme s'assimila, dans la chair et le sang, les coutumes de

l'esprit de la social-démocratie allemande en décadence, Dan, tout bonnement, semblait être un membre de la direction du parti allemand, un Ebert de format inférieur. Le Dan allemand réalisa avec succès, un an plus tard, en Allemagne, la politique qui n'avait pas réussi à l'Ebert russe. La cause n'en était point cependant aux hommes, mais aux circonstances.

Si le premier violon dans l'orchestre de la majorité soviétique était Tsérételli, c'est d'une perçante clarinette que, soufflant à pleins poumons, les yeux injectés de sang, jouait Liber. Menchevik de l'Union ouvrière israélite (*Bund*), il avait un passé révolutionnaire de longue date, beaucoup de sincérité, beaucoup de tempérament, beaucoup d'éloquence, était très borné et s'efforçait passionnément de se poser en inflexible patriote et en rigide homme d'État. Liber débordait littéralement de haine à l'égard des bolcheviks.

La phalange des leaders mencheviks peut être close avec Voïtinsky, ancien bolchevik ultra-gauchiste, participant distingué de la première révolution, ayant fait son temps de bagne, qui rompit en mars avec le parti sur le terrain du patriotisme. S'étant joint aux mencheviks, Voïtinsky, comme il se doit, devint un dévoreur professionnel de bolcheviks. Seulement, il n'avait pas assez de tempérament pour égaler Liber dans la persécution de ses anciens camarades de pensée.

L'état-major des populistes, tout aussi peu homogène, était bien moins important et brillant. Ceux que l'on appelait " socialistes populistes ", constituant le flanc d'extrême-droite, avaient à leur tête le vieil émigré Tchaïkovsky, dont le chauvinisme militant égalait celui de Plékhanov et qui ne possédait pourtant ni les talents ni le passé de celui-ci. Aux côtés de Tchaïkovsky, une vieille femme, Brechko-Brechkovskaïa, que les socialistes-révolutionnaires appelaient " la grand-mère de la révolution russe ", mais qui mettait tout son zèle à devenir la marraine de la contre-révolution. Le vétéran anarchiste Kropotkine, qui conservait, depuis ses jeunes années, une faiblesse à l'égard des populistes, tirant propos de la guerre, désavoua tout ce qu'il avait enseigné presque pendant un demi-siécle : négateur de l'État, il soutint l'Entente et, s'il blâmait la dualité de pouvoirs en Russie, ce n'était pas pour réclamer la suppression du pouvoir, mais c'était pour le pouvoir unique de la bourgeoisie. Cependant ces vieillards jouaient plutôt un rôle décoratif, bien que Tchaïkovsky, plus tard, dans la guerre contre les bolcheviks, ait pris la tête d'un des gouvernements blancs qu'entretenait Churchill.

La première place parmi les socialistes-révolutionnaires, bien avant les autres, mais non dans le parti, et au-dessus du parti, fut occupée par Kérensky, homme dépourvu de tout passé de parti. Nous aurons encore, plus d'une fois, à considérer cette figure providentielle dont la force consistait, en période de dualité de pouvoirs, dans une combinaison de faiblesses du libéralisme avec les faiblesses de la démocratie. En adhérant formellement au parti socialiste-révolutionnaire,

Kérensky ne changea rien à son opinion dédaigneuse à l'égard des partis en général : il se considérait comme l'élu direct de la nation. Mais, en vérité, le parti socialiste-révolutionnaire lui-même n'avait-il pas cessé, vers cette date, d'être un parti, étant devenu une grandiose nullité, véritablement nationale? En Kérensky il trouva un leader adéquat.

Futur ministre de l'Agricultt1re et ensuite président de l'Assemblée constituante, Tchernov était incontestablement la figure la plus représentative du vieux parti socialiste-révolutionnaire, et ce n'est pas par hasard qu'il était considéré comme l'inspirateur, le théoricien et le guide de ce parti. Possédant des connaissances considérables, mais non liées en un tout, plutôt grand liseur qu'homme instruit, Tchernov avait toujours à sa disposition un choix illustré de citations appropriées aux circonstances, qui frappaient pour longtemps la jeunesse russe sans lui enseigner grand-chose. Il n'était qu'une seule question à laquelle ce prolixe leader n'avait pas de réponse : qui menait-il et où ? Les formules éclectiques de Tchernov, assaisonnées de morale et de rimailleries, faisaient pour un bout de temps l'unité d'un public disparate qui, à toutes les heures critiques, se dispersait de côté et d'autre. Il n'est pas étonnant que Tchernov ait opposé avec fatuité sa méthode de formation d'un parti au " sectarisme " de Lénine.

Tchernov rentra de l'étranger cinq jours après Lénine : l'Angleterre, finalement, l'avait laissé passer. Aux multiples acclamations du Soviet, le leader du plus grand parti répondit par le plus long discours, que Soukhanov, à demi socialiste-révolutionnaire, jugea ainsi : " Je n'étais pas seul, mais bien d'autres étaient là avec moi, patriotes du parti socialiste-révolutionnaire, à faire la grimace et à hocher la tête, nous demandant pourquoi il chantait si désagréablement, se livrait à de si étranges simagrées, roulait de gros yeux, et pérorait interminablement à propos de tout et de rien. " Toute l'activité ultérieure de Tchernov dans la révolution fut au diapason de son premier discours. Après avoir tenté, à quelques reprises, de s'opposer, du côté gauche, à Kérensky et à Tsérételli, Tchernov, bloqué de toutes parts, se rendit sans combat, se purifia de son zimmerwaldisme d'émigré, entra dans la Commission de contact et, plus tard, dans le gouvernement de coalition. Tout ce qu'il faisait tombait mal. Il décida, par conséquent, de s'esquiver. L'abstention au moment de voter devint pour lui une forme d'existence politique. Son autorité, d'avril à octobre, fondit encore plus vite que les rangs de son parti. Toute distinction établie entre Tchernov et Kérensky, qui se haïssaient réciproquement, tous deux avaient complètement leurs racines dans le passé prérévolutionnaire, dans la vieille société russe délabrée, dans l'anémique et prétentieuse *intelliguentsia* qui brûlait du désir d'enseigner les masses populaires, de les prendre en tutelle et de leur assurer sa bienfaisance, mais était absolument incapable de les écouter, de les comprendre et d'apprendre quelque chose d'elles. Or, à défaut de cela, il n'y a point de politique révolutionnaire.

Avksentiev, que son parti éleva aux plus hauts postes de la révolution - président du Comité exécutif des députés paysans, ministre de l'Intérieur, président du Préparlement - représentait déjà la parfaite caricature d'un homme politique : délicieux professeur de littérature du lycée de jeunes filles à Orel, - voilà tout ce que l'on peut dire de lui. Il est vrai que son activité politique s'avéra beaucoup plus novice que sa personne.

Un rôle considérable, mais plutôt dans les coulisses, fut joué, au sein de la fraction socialist-révolutionnaire et du noyau dirigeant du Soviet, par Gotz. Terroriste issu d'une famille révolutionnaire réputée, Gotz était moins prétentieux et plus agissant que ses plus proches amis politiques. Mais, à titre de " praticien " comme on l'appelait, il se limitait aux opérations de cuisine, abandonnant à d'autres les grandes questions. Il faut, d'ailleurs, ajouter que ce n'était ni un orateur, ni un écrivain, et que sa principale ressource était dans une autorité personnelle payée par des années de bagne.

Nous avons en somme dénombré tous ceux que l'on pouvait nommer parmi le cercle dirigeant des populistes. Autour les suivent des figures déjà tout à fait accidentelles, dans le genre de Philippovsky, au sujet duquel personne ne pouvait expliquer pourquoi vraiment il avait atteint la plus haute cime de l'Olympe de Février : il faut penser que le rôle décisif revint à son uniforme d'officier de marine.

A côté des leaders officiels des deux partis dominants dans le Comité exécutif, il y avait un bon nombre de " sauvages ", d'isolés, ayant participé dans le passé au mouvement en différentes étapes de celui-ci, gens qui, longtemps avant l'insurrection, s'étaient écartés dé la lutte et, maintenant, revenus en hâte sous le drapeau de la révolution victorieuse, ne se pressaient pas de se mettre sous un joug de parti. Sur toutes les questions fondamentales, les " sauvages " suivaient la ligne de la majorité soviétique. Dans les premiers temps, ils détinrent même le rôle dirigeant. Mais à mesure que revenaient de la déportation ou de l'émigration les leaders officiels, les sans-parti étaient refoulés au second rang, la politique prenait forme, l'esprit de parti retrouvait ses droits.

Les adversaires du Comité exécutif, dans le camp de la réaction, notèrent plus d'une fois, par la suite, la prépondérance des allogènes dans ce Comité : Juifs, Géorgiens, Lettons, Polonais et autres. Bien que, par rapport à la totalité des membres du Comité exécutif, les allogènes aient été en proportion infime, il est indubitable qu'ils occupaient une place très marquée au Bureau, dans diverses commissions, comme rapporteurs, etc. Comme les intellectuels des nationalités opprimées, groupés principalement dans les villes, complétaient d'abondance les rangs révolutionnaires, il n'est pas étonnant que, dans la génération aînée des révolutionnaires, le nombre des allogènes ait été particulièrement considérable. Leur expérience, quoique non toujours de haute qualité, les rendait indispensables

pour l'institution de nouvelles formes sociales.

Absolument stupides, cependant, sont les tentatives faites pour faire découler la politique des soviets et le cours de toute la révolution d'une prétendue prépondérance des allogènes. Le nationalisme, encore en ce cas, manifeste du mépris à l'égard de la véritable nation, c'est-à-dire du peuple, représentant celui-ci, en la période de son grand réveil national, comme un simple soliveau entre des mains étrangères et fortuites. Mais pourquoi donc et comment les allogènes prirent-ils une influence si prodigieuse sur des millions d'autochtones? En réalité, précisément au moment d'un profond tournant historique, la masse de la nation prend fréquemment à son service les éléments qui, la veille encore, étaient opprimés et qui, par conséquent, sont les plus empressés à donner une expression aux nouveaux problèmes. Ce ne sont pas les allogènes qui mènent la révolution, c'est la révolution nationale qui se sert des allogènes. Il en fut ainsi même lors des grandes réformes d'en haut. La politique de Pierre Ier ne cessa pas d'être nationale quand, se détournant des vieilles routes, elle s'agrégea des allogènes et des étrangers. Les maîtres artisans du faubourg allemand et les capitaines de vaisseau hollandais exprimaient mieux, en cette période, les besoins du développement national de la Russie que les popes russes, jadis introduits par des Grecs, ou les boïars moscovites qui se plaignaient aussi de l'invasion étrangère, bien que provenant eux-mêmes des allogènes qui avaient formé l'État russe. En tout cas, l'*intelliguentsia* allogène de 1917 était partagée entre les mêmes partis que l'*intelliguentsia* purement russe, souffrait des mêmes vices et commettait les mêmes fautes, et c'étaient justement les allogènes, parmi les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui faisaient parade d'un zèle particulier pour la défense de l'unité de la Russie.

Ainsi se présentait le Comité exécutif, organe suprême de la démocratie. Deux partis, ayant perdu leurs illusions mais conservé leurs préjugés, avec un état-major de dirigeants incapables de passer de la parole aux actes, se trouvèrent à la tête de la révolution qui était appelée à rompre les entraves des siècles et à jeter les bases d'une nouvelle société. Toute l'activité des conciliateurs devint un enchaînement de douloureuses contradictions qui débilitaient les masses populaires et préparaient les convulsions de la guerre civile.

Les ouvriers, les soldats, les paysans prenaient les événements au sérieux. Ils estimaient que les soviets créés par eux devaient immédiatement s'occuper de la suppression des calamités qui avaient engendré la révolution. Tous allaient aux soviets. Chacun apportait là sa souffrance particulière. Or, quel était celui qui n'avait pas son mal? On exigeait des décisions, on espérait de l'aide, on attendait de la justice, on insistait sur des représailles. Démarcheurs, plaignants, solliciteurs, accusateurs comptaient qu'enfin au pouvoir hostile était substitué le leur. Le peuple a confiance dans le Soviet, le peuple est armé ; donc, le Soviet est bien le

gouvernement. Ainsi l'entendaient les gens, - et n'avaient-ils pas raison?

Un flot ininterrompu de soldats, d'ouvriers, de femmes de soldats, de petits commerçants, d'employés, de mères et pères, ouvrait et refermait les portes, cherchait, questionnait, pleurait, réclamait, imposait des mesures, indiquant parfois exactement lesquelles - et transformait le Soviet en réel pouvoir révolutionnaire. " Ce n'était nullement dans les intérêts et n'entrait pas, en tout cas, dans les plans du Soviet lui-même ", gémit notre connaissance Soukhanov, lequel, bien entendu, combattait autant que possible le processus. Avec succès ? Hélas ! il est obligé d'avouer aussitôt que " l'appareil soviétique se mit, malgré lui, automatiquement, contre la volonté du Soviet, à refouler la machine officielle de l'État qui travaillait de plus en plus à vide ". Que faisaient donc les doctrinaires de la capitulation, les mécaniciens du roulement à vide? " On était obligé de se résigner et d'assumer certaines fonctions gouvernementales - avoue mélancoliquement Soukhanov - tout en soutenant cette fiction que la direction était au palais Marie. " Voilà de quoi s'occupaient ces gens dans un pays ruiné, enveloppé par les flammes de la guerre et de la révolution : avec des moyens de mascarade ils couvraient le prestige d'un gouvernement que le peuple repoussait organiquement. Périsse la révolution, mais vive la fiction ! Or, en même temps, le pouvoir que ces gens expulsaient par la porte rentrait chez eux par la fenêtre, les prenant chaque fois au dépourvu et les mettant dans une situation ou ridicule ou indigne.

Dès la nuit du 27 au 28 février, le Comité exécutif avait interdit la presse monarchiste et avait établi pour les journaux un régime d'autorisation. On entendit des protestations. Ceux qui crièrent le plus fort étaient ceux qui avaient l'habitude de bâillonner tout le monde. Quelques jours après, le Comité se heurta de nouveau au problème de la liberté de la presse : autoriser ou non la parution de journaux réactionnaires? Des différends se manifestèrent.

Des doctrinaires du genre Soukhanov tenaient pour l'absolue liberté de la presse. Tchkhéidzé, au début, n'était pas d'accord : comment laisser les armes à la disposition non contrôlée de mortels ennemis? Personne, soit dit en passant, n'eut un moment en tête de soumettre la question à la décision du gouvernement.

D'ailleurs, c'eût été oeuvre vaine : les ouvriers typographes n'admettaient que les décisions du Soviet.

Le 5 mars, le Comité exécutif donna cette confirmation : interdire les publications de droite, subordonner la publication de nouveaux journaux à l'autorisation du Soviet. Mais, dès le 10, cette décision fut abrogée sous l'attaque des cercles bourgeois. " Il suffit de trois jours pour que l'on en vînt à raison ", s'écriait, triomphant, Soukhanov. Triomphe non fondé! La presse n'est pas au-dessus de la société. Les conditions de son existence en temps de révolution

reflètent la marche de la révolution même. Lorsque celle-ci prend ou menace de prendre le caractère d'une guerre civile, aucun des camps belligérants n'admettra l'existence d'une presse hostile dans son rayon d'influence, comme il n'abandonnera de bon gré le contrôle des arsenaux, des chemins de fer, des imprimeries. Dans la lutte révolutionnaire, la presse n'est qu'un des moyens d'armement. Le droit de parole, en tout cas, n'est pas au-dessus du droit de vie. Or, la révolution s'attribue aussi ce dernier droit. On peut établir cette loi : les gouvernements révolutionnaires sont d'autant plus libéraux, d'autant plus tolérants, d'autant plus " généreux " à l'égard de la réaction, que leur programme est plus mesquin, qu'ils sont plus liés avec le passé, que leur rôle est plus conservateur. Et inversement : plus sont grandioses les tâches, plus est grand le nombre des droits et des intérêts qu'elles violent, plus le pouvoir révolutionnaire est concentré, plus sa dictature est affichée. Que ce soit bon ou mauvais, c'est précisément par de telles voies que l'humanité a avancé jusqu'à présent.

Le Soviet avait raison lorsqu'il voulut garder le contrôle de la presse. Pourquoi donc y renonça-t-il si facilement? Parce qu'il avait généralement renoncé à toute lutte sérieuse. Il se taisait sur la guerre, sur l'attribution des terres, même sur la question de la république. Ayant cédé le pouvoir à la bourgeoisie conservatrice, il n'avait ni motif de redouter la presse de droite, ni possibilité de la combattre. En revanche, peu de mois après, le gouvernement, avec l'appui du Soviet, réprima impitoyablement la presse de gauche. Les journaux des bolcheviks étaient interdits les uns après les autres.

Le 7 mars, Kérensky déclamait à Moscou : " Nicolas II est entre mes mains… Je ne serai jamais un Marat de la Révolution russe… Nicolas II, sous mon contrôle personnel, se rendra en Angleterre… " Des dames jetaient des fleurs, des étudiants applaudissaient. Mais les masses s'agitèrent. Aucune révolution sérieuse, c'est-à-dire de celles qui avaient à perdre, n'avait jamais laissé un monarque détrôné gagner l'étranger. Les ouvriers et les soldats ne cessaient pas d'exiger l'arrestation des Romanov. Le Comité exécutif sentit qu'il ne fallait pas plaisanter sur cette question, Il fut décidé que le Soviet devait prendre en main l'affaire des Romanov : ainsi fut-il reconnu ouvertement que le gouvernement était indigne de confiance. Le Comité exécutif donna ordre à tous les chemins de fer de ne pas laisser passer Romanov : voilà pourquoi le train du tsar errait sur les voies. Un des membres de l'Exécutif, l'ouvrier Gvozdiev, menchevik de droite, fut détaché pour l'arrestation de Nicolas, Kérensky se trouva désavoué, et, avec lui, le gouvernement. Mais celui-ci, au lieu de se retirer, se soumit en silence. Dès le 9 mars, Tchkhéidzé rapportait au Comité exécutif que le gouvernement " avait renoncé " à la pensée d'expédier Nicolas en Angleterre. Le tsar et sa famille étaient mis aux arrêts, au palais d'Hiver. C'est ainsi que le Comité exécutif subtilisait son propre pouvoir sous l'oreiller. Or, du front, de plus en plus instantes se faisaient les exigences : transférer le ci-devant

tsar à la forteresse Pierre-et-Paul.

Les révolutions ont toujours signifié des bouleversements de la propriété, non seulement dans l'ordre de la législation, mais dans celui des saisies opérées par les masses. Aucune révolution agraire, en somme, ne s'est produite autrement dans l'histoire : la réforme légale suivit toujours le " coq rouge ", l'incendie. Dans les villes, les confiscations jouèrent un moindre rôle : les révolutions bourgeoises n'avaient pas pour but d'ébranler la propriété bourgeoise. Mais il n'y a pas encore eu de révolution où les masses ne se seraient pas emparées, pour des fins sociales, des édifices qui appartenaient auparavant aux ennemis du peuple. Aussitôt après l'insurrection de Février sortirent de l'illégalité des partis, naquirent des syndicats, se tinrent d'incessants meetings, tous les quartiers entrent leurs soviets - tous avaient besoin de locaux. Les organisations s'emparaient des villas inhabitées des ministres du tsar ou des palais désertés de ses ballerines. Les victimes se plaignaient ou bien les pouvoirs intervenaient de leur propre initiative. Mais comme les ravisseurs possédaient en réalité le pouvoir, et comme le pouvoir officiel n'était qu'un fantôme, les procureurs devaient finalement s'adresser au même Comité exécutif, avec requête de rétablir dans ses droits piétinés telle ballerine dont les fonctions peu compliquées étaient hautement payées par les membres de la dynastie sur les fonds du peuple. Comme il se doit, la Commission de contact fut mise en mouvement, les ministres tinrent séance, le bureau du Comité exécutif prit consultation, des délégations furent envoyées aux ravisseurs - et l'affaire traîna pendant des mois.

Soukhanov déclare qu'en qualité d' " homme de gauche " il n'avait rien à opposer aux plus radicales intrusions légales dans les droits de propriété, mais que, par contre, il était " le violent ennemi de toutes appropriations violentes ". C'est par de telles subtilités que la lamentable gauche camouflait, d'ordinaire, son incapacité. Un gouvernement réellement révolutionnaire aurait sans doute pu réduire au minimum les saisies chaotiques en promulguant à temps un décret de réquisition des locaux. Mais les conciliateurs de gauche avaient livré le pouvoir aux fanatiques de la propriété pour prêcher ensuite, vainement, aux masses, le respect de la légalité révolutionnaire… à la belle étoile. Le climat de Pétrograd n'est pas favorable au platonisme.

Les longues attentes aux portes des boulangeries avaient donné la dernière impulsion pour la révolution. Ces " queues " furent aussi la première menace pour le nouveau régime. Déjà, à la séance constitutive du Soviet, il avait été décidé de créer une Commission d'approvisionnement. Le gouvernement ne se demandait guère comment il alimenterait la capitale. Il ne lui eût point répugné de la réduire par la famine. Le problème, dans la suite aussi, incomba au Soviet. Il avait à sa disposition des économistes et des statisticiens pourvus d'une certaine expérience

pratique, ayant auparavant servi dans les organes économiques et administratifs de la bourgeoisie. C'étaient en majeure partie des mencheviks de l'aile droite, comme Gromann et Tchérévanine, ou d'anciens bolcheviks fortement éloignés dans le sens de la droite, comme Bazarov et Avilov. Mais à peine étaient-ils face à face avec le problème du ravitaillement de la capitale qu'ils se trouvaient contraints par l'ensemble des circonstances de proposer des mesures très radicales pour juguler la spéculation et organiser le marché.

Dans une série de séances du Soviet fut ratifié tout un système de mesures de " socialisme de guerre ", comprenant la proclamation comme biens d'État de tous les stocks de grains, l'établissement de cours forcés pour le pain en corrélation avec des cours également forcés sur les produits industriels, un contrôle d'État sur la production, une régularisation des échanges de marchandises avec le village. Les leaders du Comité exécutif s'entre-regardaient avec anxiété : ne sachant que proposer, ils accédaient aux résolutions radicales. Les membres de la Commission de contact transmettaient avec timidité ces résolutions au gouvernement. Le gouvernement promettait de les étudier. Mais ni le prince Lvov, ni Goutchkov, ni Konovalov n'avaient envie de contrôler, de réquisitionner et de se restreindre en quelque façon, eux et leurs amis. Toutes les décisions économiques du Soviet se brisaient à la résistance passive de l'appareil gouvernemental, dans la mesure où elles n'étaient pas mises en exécution, d'autorité, par des soviets locaux. La seule mesure pratique dont le Soviet de Pétrograd obtint l'exécution dans le domaine du ravitaillement fut de réduire le consommateur à une ration fixe : une livre et demie de pain pour les travailleurs manuels, une livre pour les autres. Il est vrai que cette limitation n'apporta presque aucun changement dans le réel budget alimentaire de la population de la capitale : avec une livre ou une livre et demie, on peut vivre. Les calamités de la faim quotidienne sont pour plus tard.

La révolution aura pendant des années, non des mois, mais des années, à se serrer de plus en plus la ceinture. Elle surmontera cette épreuve. Ce qui, pour l'instant, la tourmente, ce n'est pas la famine, mais bien l'inconnu, l'indétermination du cours des événements, le manque d'assurance pour demain. Les difficultés économiques, aggravées par trente-deux mois de guerre, frappent aux portes et aux fenêtres du nouveau régime. Le désarroi des transports, le manque de diverses matières premières, l'usure d'une considérable partie de l'outillage, l'inflation menaçante, le désordre de la circulation des marchandises - tout cela exige des mesures hardies et urgentes. En y arrivant sur la ligne économique, les conciliateurs rendaient ces mesures impossibles sur la ligne politique. Tout problème économique sur lequel ils tombaient se transformait en condamnation de la dualité de pouvoirs, et toute décision qu'ils avaient à signer leur brûlait intolérablement les doigts.

Il y eut une importante vérification des forces et des rapports sur la question de la journée de huit heures. L'insurrection a vaincu, mais la grève générale continue. Les ouvriers estiment sérieusement que le changement de régime doit apporter aussi des changements dans leur propre sort. De là provient l'anxiété chez les nouveaux dirigeants, tant libéraux que socialistes. Les partis et journaux patriotes lancent le mot d'ordre : " Soldats, aux casernes ! Ouvriers, aux machines ! " Ainsi donc, tout reste comme par le passé? se demandent les ouvriers. Pour l'instant, oui, répondent, tout confus, les mencheviks. Mais les ouvriers comprennent ; s'il n'y a pas de changements immédiats, ils seront encore une fois dupés. C'est aux socialistes que la bourgeoisie laisse le soin de régler l'affaire avec les ouvriers. Alléguant que la victoire remportée " a suffisamment assuré la position de la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire " - en effet, n'a-t-on pas maintenant au pouvoir des propriétaires libéraux? - le Comité exécutif décide, le 5 mars, que le travail sera repris dans la région de Pétrograd. Ouvriers, aux machines!

Telle est la force de l'égoïsme blindé des classes instruites, des libéraux comme de leurs socialistes. Ces gens s'imaginaient que des millions d'ouvriers et de soldats, mis en insurrection par une irrésistible poussée de mécontentement et d'espérances, se résigneraient docilement après victoire aux anciennes conditions de vie. D'après les livres d'histoire, les leaders s'étaient persuadés que les choses s'étaient ainsi produites dans les anciennes révolutions. Mais non, même dans le passé, il n'en fut jamais ainsi. Si les travailleurs étaient refoulés dans leur ancienne étable, ce n'était pas autrement que par des voies détournées, à travers une série de défaites et de duperies.

Le cruel revers social des révolutions politiques était vivement ressenti par Marat. C'est pourquoi il est si calomnié par les historiens officiels. " La révolution - écrivait-il en substance, un mois avant le 10 août 1792 - est accomplie et soutenue uniquement par les basses classes de la population, par tous ces êtres lésés que l'insolente richesse traite en canailles et que les Romains, avec leur cynisme coutumier, appelèrent jadis des " prolétaires ". Que donne donc la révolution aux êtres lésés? " Après certains succès au début, le mouvement est finalement vaincu ; il lui manque toujours des connaissances, du savoir-faire, des ressources, des armes, des chefs, un plan d'action ; il reste sans défense contre les conspirateurs, qui ont pour eux l'expérience, l'habileté et la ruse. " Est-il étonnant que Kérensky n'ait pas voulu être le Marat de la révolution russe?

Un des anciens capitaines de l'industrie russe, V. Auerbach, raconte d'un ton indigné que " la lie du peuple comprenait la révolution comme une sorte de carnaval : les domestiques, par 'exemple, disparaissaient pendant des journées entières, se promenaient avec des rubans rouges, roulaient en automobile, ne rentraient qu'au matin, pour se débarbouiller, et repartaient en promenade ". Il est remarquable qu'en

s'efforçant de montrer l'effet démoralisateur de la révolution, l'accusateur caractérise la conduite de la domesticité par les traits mêmes qui - exception faite peut-être du port du ruban rouge - reconstituent le mieux la vie habituelle d'une patricienne bourgeoise. Oui, la révolution est considérée par les opprimés comme une fête ou comme une veille de fête, et le premier mouvement des servantes-esclaves réveillées par elle est de détendre le joug d'une servitude quotidienne, humiliante, morne et sans issue.

La classe ouvrière, dans son ensemble, ne pouvait et ne voulait se consoler uniquement avec des rubans rouges, symboles d'une victoire au profit d'autrui. Dans les usines de Pétrograd, il régnait de l'agitation, Pas mal d'entreprises avaient ouvertement refusé de se soumettre aux décisions du Soviet. Les ouvriers sont, bien entendu, disposés à rejoindre leurs machines, car ils y sont forcés; mais à quelles conditions? Ils réclamaient la journée de huit heures. Les mencheviks alléguaient qu'en 1905, les travailleurs, ayant essayé d'imposer les huit heures, avaient subi une défaite : " La lutte sur deux fronts - contre la réaction et les capitalistes - était au-dessus des forces du prolétariat. " Telle était leur idée centrale. Les mencheviks, d'une façon générale, admettaient qu'une rupture avec la bourgeoisie serait, dans l'avenir, inévitable. Mais cet aveu purement théorique ne les obligeait à rien. Ils estimaient qu'il ne fallait pas brusquer la rupture. Et comme la bourgeoisie est rejetée dans le camp de la réaction non point par des phrases flambantes d'orateurs et de journalistes, mais par le mouvement spontané des classes laborieuses, les mencheviks contrecarraient de toutes leurs forces la lutte économique des ouvriers et des paysans. " Pour la classe ouvrière - professaient-ils - les questions sociales, actuellement, ne se posent pas au premier plan. En ce moment, elle conquiert sa liberté politique. "

Mais en quoi consiste cette liberté conceptuelle? les ouvriers ne le pouvaient réaliser. Ils voulaient avant tout un peu de liberté pour leurs muscles et nerfs. Et ils faisaient pression sur les patrons. Quelle ironie : juste le 10 mars, comme un journal menchevik déclarait que la journée de huit heures n'était pas à l'ordre du jour, l'association des usiniers et fabricants, qui, dès la veille, s'était trouvée contrainte d'entrer en rapports officiels avec le Soviet, déclara qu'elle acceptait les huit heures et l'organisation de comités de fabrique et d'usine. Les industriels montrèrent plus de perspicacité que les stratèges démocrates du Soviet. Rien d'étonnant : dans les usines, les patrons se trouvaient en face des ouvriers qui, au moins pour une bonne moitié des entreprises de Pétrograd, en majorité les plus grosses, abandonnaient unanimement les machines après huit heures de travail. Ils prenaient d'eux-mêmes ce que leur refusaient le gouvernement et le Soviet.

Lorsque la presse libérale compara avec attendrissement le geste des industriels russes, du 10 mars 1917, à celui de la noblesse française, du 4 août 1789, elle était

beaucoup plus proche de la vérité historique qu'elle-même ne le pensait : de même que les féodaux de la fin du XVIIIe siècle, les capitalistes russes se pliaient à la nécessité et, par une concession temporaire, espéraient s'assurer dans l'avenir une restitution. Un des publicistes cadets, transgressant le mensonge officiel, avouait nettement : " Pour le malheur des mencheviks, les bolcheviks avaient déjà contraint, par la terreur, l'association des fabricants à accepter l'instauration immédiate des huit heures. " En quoi consistait la terreur, nous le savons déjà. Les ouvriers bolcheviks, indubitablement, occupaient dans le mouvement la première place. Et, de nouveau, comme dans les journées décisives de Février, l'écrasante majorité des ouvriers marchait avec eux.

C'est avec des sentiments très divers que le Soviet, dirigé par les mencheviks, enregistra la formidable victoire, remportée en somme contre lui-même. Flétris, les leaders durent pourtant faire encore un pas en avant et inviter le gouvernement provisoire à décréter, avant l'Assemblée constituante, la journée de huit heures pour toute la Russie. Mais le gouvernement, s'étant mis d'accord avec les entrepreneurs, se buta, et, dans l'attente de meilleurs jours, refusa de céder à une revendication qui lui était présentée sans aucune insistance.

Dans la région moscovite s'ouvrit la même lutte, mais elle traîna plus longtemps. Là aussi le Soviet, malgré la résistance des ouvriers, exigea la reprise du travail. Dans une des plus grandes usines, une résolution contre la cessation de la grève groupa sept mille voix contre six mille. C'est à peu près ainsi que réagirent d'autres entreprises. Le 10 mars, le Soviet confirma encore une fois l'obligation de revenir aux machines. Si, dans la majorité des usines, après cela, le travail recommença, en revanche, presque partout, se déclencha une lutte pour la réduction de la journée de travail. Les travailleurs corrigeaient leurs dirigeants par des actes. Après une longue résistance, le Soviet de Moscou dut enfin, le 21 mars, établir la journée de huit heures de sa propre autorité. Les industriels se soumirent immédiatement. En province, la lutte se prolongea jusqu'en avril. Presque partout, les soviets freinaient et contrecarraient, d'abord, le mouvement, puis, sous la pression des ouvriers, entraient en pourparlers avec les entrepreneurs ; là où ces derniers refusaient leur consentement, les ouvriers se trouvaient forcés de décréter d'autorité la journée de huit heures. Quelle brèche dans le système!

Le gouvernement, avec préméditation, restait à l'écart. Entre temps, sous la baguette des leaders libéraux, s'ouvrit une campagne furibonde contre les ouvriers. Pour réduire ces derniers, il fut décidé de dresser contre eux les soldats. La diminution des heures de travail ne signifie-t-elle pas un affaiblissement du front? A-t-on le droit de ne songer qu'à soi en temps de guerre ? Est-ce que, dans les tranchées, l'on compte les heures? Lorsque les classes possédantes s'engagent dans la voie de la démagogie, elles ne s'arrêtent devant rien. L'agitation prit un caractère

enragé et, bientôt, fut portée jusqu'aux tranchées. Le soldat Pireiko, dans ses souvenirs du front, reconnaît que l'agitation, principalement menée par des officiers tout nouvellement promus socialistes, ne fut pas inefficace. " Mais tout le malheur du corps des officiers qui tenta de dresser les soldats contre les ouvriers consista en ceci qu'il se composait d'officiers. Trop frais encore était, dans la mémoire de chaque soldat, le souvenir de ce qu'avait été pour lui, naguère, l'officier. "

C'est cependant dans la capitale que les ouvriers furent traqués de la manière la plus pressante. Les industriels, conjointement avec l'état-major cadet, trouvèrent des moyens et des forces illimitées pour l'agitation dans la garnison. " Vers le 20 et les jours suivants, raconte Soukhanov, à tous les carrefours, dans les tramways, en n'importe quel lieu public, on pouvait voir des ouvriers et des soldats qui en venaient aux prises dans une furieuse bataille oratoire. " Il se produisit aussi des bagarres. Les ouvriers comprirent le danger et y parèrent habilement. Pour cela, il leur suffisait de raconter la vérité, de citer les chiffres des bénéfices de guerre, de montrer aux soldats les usines et ateliers où grondaient les machines, la flamme infernale des fourneaux - front permanent sur lequel les travailleurs subissaient d'innombrables pertes. Sur l'initiative des ouvriers, commencèrent des visites régulières, par des détachements de la garnison, d'usines, surtout de celles qui travaillaient pour la défense. Le soldat regardait et écoutait, l'ouvrier montrait et expliquait. Les visites se terminaient par une solennelle fraternisation. Les journaux socialistes publiaient de nombreuses résolutions de contingents militaires, affirmant leur indéfectible solidarité avec les ouvriers. Vers le milieu d'avril, l'objet même du conflit disparut des colonnes des journaux. La presse bourgeoise se tut. Ainsi, après la victoire économique, les ouvriers en remportèrent une autre, politique et morale.

Les événements qu'entraîna la lutte pour la journée de huit heures eurent une grande importance pour tout le développement ultérieur de la révolution. Les ouvriers conquirent quelques heures de liberté dans la semaine pour la lecture, les réunions, et aussi pour l'exercice du fusil qui devint régulier du moment de la création d'une milice ouvrière. Après une leçon si claire, les travailleurs commencèrent à observer de plus près les dirigeants du Soviet. L'autorité des mencheviks subit des dommages sérieux. Les bolcheviks se renforcèrent dans les usines et, partiellement, dans les casernes. Le soldat devint plus attentif, plus réfléchi, plus circonspect : il comprit que quelqu'un le guettait. Le perfide dessein de la démagogie se retourna contre ses instigateurs. Au lieu d'éloignement et d'hostilité, il y eut soudure plus étroite entre les ouvriers et les soldats.

Le gouvernement, en dépit de l'idylle du " contact ", détestait le Soviet, ses dirigeants et leur tutelle. Il le démontra dés la première possibilité. Comme le Soviet remplissait des fonctions purement gouvernementales, et ce sur la demande du gouvernement même, quand il s'agissait de pacifier les masses, le Comité

exécutif demanda une modeste subvention pour ses dépenses. Le gouvernement refusa et, malgré les instances réitérées du Soviet, resta ferme sur son terrain : le gouvernement ne peut dispenser des fonds d'État à " une organisation privée ". Le Soviet se tut. Le budget du Soviet tomba sur les ouvriers qui ne se lassèrent point d'ouvrir des souscriptions pour les besoins de la révolution.

En même temps, les deux partis, libéraux et socialistes, gardaient le décorum d'une complète amitié mutuelle. A la Conférence panrusse des soviets, l'existence d'une dualité de pouvoirs fut qualifiée d'invention. Kérensky assura aux délégués de l'armée qu'entre le gouvernement et le Soviet il y avait complète unité dans les tâches et les buts. Avec un zèle non moindre, la dualité de pouvoirs fut niée par Tsérételli, Dan et autres dirigeants du Soviet. Par le mensonge ils s'efforçaient de consolider un régime fondé sur le mensonge. Cependant, le régime vacillait dès les premières semaines. Les leaders se montraient inépuisables en combinaisons d'organisation : ils tentaient de s'appuyer sur des représentants de hasard contre la masse, sur les soldats contre les ouvriers, sur les nouvelles doumas, les *zemstvos* et les coopératives contre les soviets, sur la province contre la capitale, et, finalement, sur le corps des officiers contre le peuple.

La forme soviétique ne contient en soi aucune force mystique. Elle n'est nullement exempte des vices inhérents à toute forme de représentation inévitable tant que celle-ci reste indispensable. Mais la force du soviétisme réside en ceci que, tout de même, il réduit ces vices au minimum. On peut dire avec assurance et l'expérience le confirmera bientôt, que toute autre représentation, atomisant la masse, aurait exprimé, dans la révolution, la réelle volonté de cette dernière incomparablement plus mal et avec beaucoup plus de retard. De toutes les formes de représentation révolutionnaire, le soviet est la plus souple, la plus directe et transparente. Mais ce n'est pourtant qu'une forme. Elle ne peut donner davantage que ce dont les masses sont capables d'y mettre à tout moment déterminé. En revanche, elle peut faciliter aux masses la compréhension des fautes commises et leur réparation. En cela même résidait un des plus importants gages du développement de la révolution.

Quelles étaient donc les perspectives politiques du comité exécutif ? Il est douteux qu'aucun des leaders ait eu des perspectives méditées à fond. Soukhanov affirma, dans la suite que, d'après son plan le pouvoir n'était cédé à la bourgeoisie que pour un court délai, à telle fin que la démocratie ayant pris des forces pût d'autant plus sûrement reprendre ce pouvoir. Néanmoins, cette construction des faits naïve en soi, a un caractère évidemment rétrospectif. En tout cas, à l'époque, elle ne fut formulée par personne. Sous la direction de Tsérételli, les oscillations du Comité exécutif, si elles ne s'arrêtèrent point, furent du moins érigées en système. Tsérételli proclama ouvertement qu'à défaut d'un solide pouvoir bourgeois la

révolution allait inévitablement à sa perte. La démocratie doit se borner à faire pression sur la bourgeoisie libérale, se gardant de la pousser par une démarche imprudente dans le camp de la réaction, la soutenant au contraire dans la mesure où elle consolidera les conquêtes de la révolution. A la fin des fins, ce régime intermédiaire devait se parachever par une république bourgeoise, avec des socialistes en qualité d'opposition parlementaire.

La pierre d'achoppement pour les leaders était moins dans la perspective que dans le programme courant d'action. Les conciliateurs avaient promis aux masses d'obtenir de la bourgeoisie une politique démocratique intérieure et extérieure par " pression ". Indiscutablement, sous la pression des masses populaires, les classes dirigeantes ont plus d'une fois dans l'histoire fait des concessions. Mais la " pression " signifie en fin de compte que l'on menace d'écarter du pouvoir la classe dominante et de prendre sa place. C'est précisément une arme qui manquait tout de même à la démocratie. Elle avait elle-même, de son plein gré, confié le pouvoir à la bourgeoisie. A l'éclosion des conflits, ce n'était pas la démocratie qui menaçait de supprimer le pouvoir, c'était, au contraire, la bourgeoisie qui menaçait de le refuser. Ainsi, le principal levier, dans le mécanisme de la pression, se trouvait entre les mains de la bourgeoisie. Par là s'explique que le gouvernement, malgré toute son impuissance, ait pu résister avec succès à toutes les sommations tant soit peu sérieuses des dirigeants du Soviet.

Au milieu d'avril, le Comité exécutif lui-même se trouva devenu un organe trop nombreux pour les mystérieux agissements politiques du noyau dirigeant qui s'était définitivement tourné vers les libéraux. Un bureau fut constitué, exclusivement composé de gens de droite, partisans de la défense nationale. Dès lors, la haute politique se fit dans un cercle intime. Tout semblait s'arranger et se consolider. Tsérételli dominait dans les soviets d'une façon illimitée. Kérensky montait et montait. Mais précisément alors se manifestèrent nettement les premiers symptômes alarmants à la base, dans les masses. " Il est frappant - écrit Stankévitch, proche du cercle de Kérensky - que juste au moment où le Comité s'organisait, quand la responsabilité du travail fut prise par un bureau exclusivement choisi parmi les partis de défense nationale, juste à ce moment, lui échappa la direction de la masse, qui s'écarta de lui. " Frappant ? Non. Seulement normal.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

13 L'armée et la guerre

Déjà, au cours des mois qui précédèrent la révolution, la discipline dans l'armée s'était fortement ébranlée. On peut relever un bon nombre de doléances d'officiers pour l'époque : les soldats manquent de respect aux officiers, leur traitement des chevaux, de l'équipement et même des armes est au-dessous de toute critique, le désordre règne dans les trains militaires. La situation n'était pas également mauvaise sur tous les points. Mais partout elle se dessinait dans la même direction : vers la décomposition.

Maintenant s'ajoutait l'ébranlement de la révolution. Le soulèvement de la garnison de Pétrograd se produisit non seulement sans l'adhésion des officiers, mais contre eux. Aux heures critiques, les commandants se dérobèrent tout simplement. Chidlovsky, député octobriste, s'entretint, le 27 février, avec des officiers du régiment Préobrajensky, évidemment dans le but de les tâter au sujet de leur attitude à l'égard de la Douma, mais, parmi les aristocrates de la Garde, il rencontra une

complète incompréhension de ce qui se passait, peut-être, après tout, à demi simulée : tous ces hommes étaient des monarchistes épouvantés. " Quel fut mon étonnement – raconte Chidlovsky – lorsque, le lendemain matin, je vis tout le régiment Préobrajensky défiler en bon ordre dans la rue, musique en tête, sans un seul officier… " A vrai dire, quelques contingents vinrent au palais de Tauride avec leurs chefs, ou, plus exactement, amenèrent leurs chefs avec eux. Les officiers, dans le cortège triomphal, se sentaient en quelque sorte prisonniers. La comtesse Kleinmichel qui, comme détenue, observa ces scènes, s'exprime plus nettement : les officiers ressemblaient à des moutons conduits à l'abattoir.

La Révolution de Février ne créa point de division entre soldats et officiers, elle la mit seulement à nu. Dans l'esprit des soldats, le soulèvement contre la monarchie était avant tout un soulèvement contre le corps des officiers. " Dès le matin du 28 février – écrit dans ses *Mémoires* le cadet Nabokov, qui portait en ces jours-là un uniforme d'officier – il devint dangereux de sortir de chez soi, car on arrachait déjà aux officiers leurs épaulettes. " Ainsi se présentait dans la garnison la première journée du nouveau régime !

Le premier souci du Comité exécutif fut de réconcilier les soldats avec les officiers. Cela signifiait en somme tout simplement qu'on replaçait la troupe sous l'ancien commandement. Le retour des officiers dans leurs régiments devait, d'après Soukhanov, préserver l'armée " d'une anarchie générale ou de la dictature d'une soldatesque sombre et incohérente ". Ces révolutionnaires, de même que les libéraux, redoutaient les soldats, non les officiers. Cependant, les ouvriers, d'accord avec " la sombre soldatesque ", appréhendaient tous les malheurs précisément du côté des brillants officiers. La réconciliation obtenue n'était, par conséquent, pas solide.

Stankévitch décrit de la manière suivante l'attitude des soldats à l'égard des officiers qui leur revinrent après l'insurrection : " Les soldats, en violant la discipline et en sortant des casernes non seulement sans officiers, mais... en bien des cas contre la volonté de ces derniers, même en tuant certains d'eux qui remplissaient leur devoir, se trouvèrent avoir accompli un grand exploit d'émancipation. Si c'est là un exploit, et si le corps des officiers lui-même l'affirme maintenant, pourquoi les chefs n'ont-ils pas d'eux-mêmes fait sortir les soldats dans la rue ? Car enfin, c'eût été pour eux plus facile et moins dangereux. Maintenant, la victoire acquise, ils se sont ralliés aux courageux vainqueurs. Mais est-ce sincère et pour longtemps ? " Ces paroles sont d'autant plus instructives que leur auteur appartenait lui-même à ces officiers " de gauche " qui n'eurent nullement l'idée de conduire leurs soldats dans la rue.

Le matin du 28, sur la Perspective Sampsonievsky, un officier du génie expliqua à ses soldats que " le gouvernement détesté de tous était renversé ", qu'un

nouveau était formé, avec le prince Lvov en tête, et que, par suite, il fallait continuer à obéir aux officiers. " Et maintenant, je prie chacun de regagner son poste dans la caserne. " Quelques soldats crièrent la formule d'usage : " Heureux d'être à vos ordres ! " Mais la majorité paraissait déconcertée : alors, quoi, c'était tout ? Par hasard, Kaïourov se trouva présent à cette scène. Il en fut tout secoué. " Permettez-moi de dire un mot, monsieur le commandant "... Et, sans attendre l'autorisation, Kaïourov posa cette question : " Est-ce pour remplacer un propriétaire par un autre que, dans les rues de Pétrograd, pendant trois jours, le sang des ouvriers a coulé ? " Kaïourov, encore une fois, prenait le taureau par les cornes. La question qu'il posait fit l'objet de la lutte dans les mois suivants. L'antagonisme entre le soldat et l'officier était la réfraction de l'hostilité entre le paysan et le propriétaire noble.

En province, les chefs de troupe, ayant évidemment reçu en temps voulu des instructions, exposaient les événements d'une manière uniforme : le souverain avait, disaient-ils, épuisé ses forces dans le souci de la défense du pays et était forcé de transmettre la lourde charge du gouvernement à son frère. On voyait, à regarder les soldats – déclare plaintivement un officier dans un recoin de la Crimée – on voyait que, pour eux, Nicolas ou Michel, c'était tout un. Lorsque, pourtant, le même chef se trouva forcé, le lendemain matin, d'annoncer au bataillon la victoire de la révolution, les soldats, d'après ses propres paroles, se transfigurèrent. Leurs questions, gestes, regards, témoignaient clairement d'un " long et persévérant travail accompli avec insistance par quelqu'un sur ces cerveaux obscurs, gris, inaccoutumés à penser ". Quel abîme entre l'officier dont le cerveau s'adapte sans difficulté au dernier télégramme de Pétrograd et ces soldats qui, quoique péniblement, déterminent honnêtement leur attitude devant les événements, les soupesant d'eux-mêmes sur leurs mains noueuses !

Le haut commandement, ayant reconnu, formellement, l'insurrection, décida généralement de ne pas laisser la révolution gagner le front. Le chef d'état-major du Grand Quartier Général ordonna aux commandants de fronts, au cas où se présenteraient dans leurs secteurs des délégations révolutionnaires, que le général Alexéïev appelait pour abréger des " bandes ", de les arrêter immédiatement et de les traduire en cour martiale sur-le-champ. Le lendemain, le même général, au nom de " son altesse " le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, exigeait du gouvernement " qu'il mît fin à tout ce qui se produisait à l'arrière de l'armée ", autrement dit : à la révolution.

Le commandement différait autant que possible de renseigner l'armée du front sur l'insurrection, non point tant par fidélité à la monarchie que par crainte de la révolution. Sur certains fronts fut établie une véritable quarantaine : les lettres de Pétrograd étaient interceptées, les arrivants étaient mis en état d'arrestation –

l'ancien régime volait ainsi quelques heures encore à l'éternité. La nouvelle de la révolution n'atteignit la ligne du feu que vers le 5 ou 6 mars, mais sous quelle forme ? Nous avons à peu près entendu ceci : le grand-duc est nommé généralissime, le tsar a abdiqué au nom de la patrie, pour le reste aucun changement. Dans bien des tranchées, peut-être même dans la plupart, les renseignements sur la révolution vinrent de chez les Allemands plutôt que de Pétrograd. Pouvait-il y avoir encore doute, parmi les soldats, que tout le commandement ne se fût conjuré pour dissimuler la vérité ? Et les soldats pouvaient-ils accorder la moindre créance à ces mêmes officiers qui, le lendemain ou le surlendemain, se parèrent de rubans rouges ?

Le chef d'état-major de la flotte de la mer Noire raconte que la nouvelle des événements de Pétrograd n'aurait pas eu d'abord de sensible influence sur les matelots. Mais, dès qu'arrivèrent de la capitale les premiers journaux socialistes, " en un clin d'œil, l'état d'esprit des équipages se modifia, les meetings commencèrent et, des fissures, sortirent en rampant de criminels agitateurs ". L'amiral ne comprit tout simplement point ce qui se passait sous ses yeux. Ce ne furent point les journaux qui provoquèrent un changement dans les esprits. Ils dissipèrent seulement les doutes des matelots au sujet de la profondeur de l'insurrection et permirent aux équipages de manifester ouvertement leurs véritables sentiments, la crainte de représailles du côté du commandement étant abolie. La physionomie politique du corps des officiers de la mer Noire, et la sienne propre sont caractérisées par le même auteur en une seule phrase : " La majorité des officiers estimait que sans tsar la patrie irait à sa perte, " Les démocrates pensaient que la patrie se perdrait si de pareilles lumières n'étaient pas rendues aux obscurs matelots.

Le commandement de l'armée et de la flotte se partagea en deux ailes distinctes : les uns essayaient de se maintenir à leurs postes, composaient avec la révolution, s'inscrivaient au parti socialiste-révolutionnaire, et, plus tard, certains d'entre eux essayèrent même de se faufiler parmi les bolcheviks. Les autres, par contre, se gendarmaient, tentaient de s'opposer au nouvel ordre, mais, bientôt, perdaient pied dans quelque conflit aigu et étaient emportés par le flot montant des soldats. De tels groupements sont si naturels qu'ils se sont reproduits dans toutes les révolutions. Les officiers intransigeants de la monarchie française, ceux qui, d'après les termes de l'un d'eux, " luttèrent à outrance ", souffrirent moins de l'insubordination des soldats que de la servilité de certains collègues nobles. En fin de compte, la majorité de l'ancien commandement était éliminée, écrasée, et c'en est seulement une petite partie qui se rééduqua et s'adapta. Le corps des officiers partageait seulement, mais sous une forme plus dramatique, le sort des classes dans lesquelles il s'était recruté.

L'armée représente en général une image de la société qu'elle sert, se

distinguant en ceci qu'elle donne aux rapports sociaux un caractère concentré, poussant jusqu'à l'extrême leurs traits positifs et négatifs. Ce n'est pas fortuitement que la guerre, du côté russe, n'a mis en valeur aucun nom de grand capitaine. Le haut commandement est caractérisé d'une façon suffisamment brillante par un des siens : " Beaucoup d'aventurisme, beaucoup d'ignorance, beaucoup d'égoïsme, d'intrigues, de carriérisme, de cupidité, d'incapacité, de manque de perspicacité – écrit le général Zalessky – et fort peu de science, de talents, de préparation, peu d'envie de se risquer, même de risquer confort et santé ". Nicolas Nicolaïévitch, qui fut le premier généralissime, se distinguait seulement par sa haute taille et sa grossièreté de très auguste personnage. Le général Alexéïev, grise médiocrité, doyen en quelque sorte des greffiers de l'armée, l'emportait par l'assiduité. Kornilov, capitaine résolu, était considéré, même par ses admirateurs, comme un simple d'esprit. Verkhovsky, ministre de la Guerre de Kérensky, déclara plus tard au sujet de Kornilov que c'était un cœur de lion avec une tête de mouton. Broussilov et l'amiral Koltchak étaient dans une certaine mesure, admettons, supérieurs par leur intellectualité aux autres, mais c'est tout, Dénikine ne manquait pas de caractère, mais, pour le reste, c'était un général ordinaire de l'armée, qui avait peut-être lu cinq ou six livres. Venaient ensuite les Ioudénitch, les Dragomirov, les Loukomsky, sachant ou non le français, simplement buveurs, et grands buveurs, mais parfaites nullités.

Dans le corps des officiers furent, il est vrai, largement représentées non seulement la Russie des nobles, mais celle de la bourgeoisie et de la démocratie. La guerre jeta dans les rangs de l'armée des dizaines de milliers de jeunes gens de la petite bourgeoisie – officiers, fonctionnaires de l'administration militaire, médecins, ingénieurs. Ces cercles, qui tenaient presque intégralement pour la guerre jusqu'à la victoire, ressentaient la nécessité de certaines larges mesures, mais se soumettaient, en fin de compte, aux hautes sphères réactionnaires – par peur, du temps du tsarisme, et par conviction après la révolution – de même que la démocratie, à l'arrière, se subordonnait à la bourgeoisie. Les éléments conciliateurs du corps des officiers partagèrent dans la suite le funeste sort des partis conciliateurs avec cette différence, que, sur le front, la situation se dessinait incommensurablement plus grave. Au Comité exécutif on avait pu longtemps se maintenir par des équivoques, mais, en face des soldats, c'était plus difficile.

La jalousie et les frottements entre officiers démocrates et aristocrates, sans réussir à rénover l'armée, y introduisaient seulement un nouvel élément de décomposition. La physionomie de l'armée était déterminée par la vieille Russie et elle était toute marquée par l'empreinte du servage. Ainsi que jadis, les officiers considéraient comme le meilleur soldat le jeune campagnard qui obéissait sans raisonner et dans lequel ne s'était pas encore éveillée la conscience de sa personnalité humaine. Telle était la tradition " nationale ", souvorovienne, de

l'armée russe, qui s'était appuyée sur une agriculture primitive, sur le droit de servage et la communauté agraire. Au XVlII^{e} siècle, Souvorov obtenait encore des prodiges avec ce matériel.

Léon Tolstoï a idéalisé avec une prédilection de grand seigneur, dans son Platon Karataiév, l'ancien type du soldat russe qui se soumet sans broncher à la nature, à l'arbitraire et à la mort (*La guerre et la Paix*). La Révolution française, ayant ouvert une merveilleuse voie d'invasion à l'individualisme, dans tous les domaines de l'activité humaine, a annulé l'art militaire de Souvorov. Dans le courant du XIX^{e} siècle ainsi que du XX^{e}, pendant tout le laps de temps qui sépare la Révolution française de la révolution russe, l'armée tsariste, en tant qu'armée féodale, fut invariablement battue. Le commandement qui s'était constitué sur ce terrain " national " se distinguait par le mépris de la personnalité du soldat, par un esprit de mandarinisme passif, par l'ignorance du métier, par un manque complet d'héroïsme et par un remarquable don de filouterie. L'autorité du corps des officiers reposait sur des signes extérieurs de distinction, sur le rituel des marques de respect, sur le système des répressions et même sur un certain langage conventionnel, ignoble dialecte d'esclaves " compris, j'ignore " – langage que le soldat devait tenir en s'adressant à l'officier.

En acceptant verbalement la révolution et en prêtant serment au gouvernement provisoire, les maréchaux du tsar faisaient tout simplement retomber sur la dynastie déchue leurs propres fautes. Ils acceptaient gracieusement que Nicolas II fût déclaré le bouc émissaire pour tout le passé. Mais, quant à aller plus loin, halte-là ! Comment donc auraient-ils compris que l'essence morale de la révolution était d'animer la masse humaine sur l'immobilité spirituelle de laquelle était édifié tout leur bien-être ? Désigné pour commander le front, Dénikine déclara à Minsk : " J'admets la révolution totalement et sans restrictions. Mais j'estime périlleux pour le pays de révolutionner l'armée et d'y introduire la démagogie. " Formule classique de l'obtuse pensée d'un général ! En ce qui concerne les généraux subalternes, ils ne réclamaient, d'après les termes de Zalessky, qu'une seule chose : " Ne nous touchez pas, et, pour le reste, ça nous est égal ? " Cependant, la révolution ne pouvait se dispenser de les toucher. Issus des classes privilégiées, ils ne pouvaient rien gagner, mais beaucoup perdre. Ils étaient menacés de devoir abandonner non seulement leurs privilèges de commandants, mais aussi leurs propriétés foncières. Tout en affectant une attitude loyaliste à l'égard du gouvernement provisoire, le corps réactionnaire des officiers mena une lutte d'autant plus acharnée contre les soviets. Et lorsqu'il se convainquit que la révolution pénétrait irrésistiblement dans les masses des soldats et dans leurs campagnes natales, le commandement considéra ce fait comme une trahison inouïe de la part de Kérensky, de Milioukov, même de Rodzianko. Des bolcheviks aussi, est-il besoin de le dire ?

Les conditions d'existence de la flotte de guerre, plus encore que celles de l'armée, comportaient de permanents et vivants germes de guerre civile. La vie des matelots dans les caissons d'acier où en les empile de force pour plusieurs années, ne se distinguait pas toujours, même au point de vue nourriture, de l'existence des bagnards. En outre, les officiers, appartenant pour la plupart aux cercles privilégiés, ayant choisi par vocation et de leur plein gré le service de la marine, identifient la patrie au tsar, le tsar à eux-mêmes, et dans le matelot voient la partie la moins précieuse d'un navire de guerre. Deux mondes étrangers l'un à l'autre et fermés vivent en contact étroit, ne cessant d'avoir l'œil fixé l'un sur l'autre. Les vaisseaux avaient leurs bases sur des villes maritimes industrielles, comptant un grand nombre d'ouvriers indispensables pour la construction et la réparation des navires. De plus, les équipes des machines et des services techniques, sur les vaisseaux mêmes, comportaient un bon nombre d'ouvriers qualifiés. Voilà les conditions qui transformaient la flotte de guerre en une mine révolutionnaire. Dans les insurrections et les soulèvements militaires de tous les pays les matelots constituaient l'élément le plus explosif : presque toujours, dès la première possibilité, ils exerçaient de rigoureuses représailles sur leurs officiers. Les matelots russes ne firent pas exception.

A Cronstadt, l'insurrection s'accompagna d'une explosion de sanglantes vengeances contre les chefs qui, épouvantés de leur propre passé, avaient tenté de dissimuler aux matelots la révolution. Une des premières victimes fut le commandant en chef de la flotte, l'amiral Viren, qui jouissait d'une haine bien méritée. Une partie des officiers furent arrêtés par les matelots. Ceux qu'on laissa en liberté furent désarmés.

A Helsingfors et à Svéaborg, l'amiral Népénine ne laissait parvenir aucune nouvelle de Pétrograd insurgé jusqu'à la nuit du 4 mars, intimidant les matelots et les soldats par des menaces de répression. Le soulèvement, de ce côté, n'en éclata qu'avec plus de violence et dura une nuit et un jour. De nombreux officiers furent arrêtés. Parmi eux, les plus détestés furent précipités sous la glace. " A en juger par ce que raconte Skobélev de la conduite des autorités de Helsingfors et de la flotte – écrit Soukhanov pourtant bien peu disposé à l'indulgence à l'égard de " l'obscure soldatesque " – on doit seulement s'étonner que ces excès aient été si insignifiants. "

Mais, dans l'armée de terre également, il n'y eut pas manque de représailles sanglantes qui se produisirent par vagues successives. Au début, on se vengeait du passé, des infâmes traitements infligés aux soldats. Les mauvais souvenirs, brûlants comme des ulcères, ne manquaient pas. A partir de 1915, où l'on avait officiellement établi dans l'armée tsariste le châtiment disciplinaire des verges, des officiers faisaient, à leur convenance, fustiger des soldats, souvent des pères de famille. Mais il ne s'agissait pas toujours et seulement du passé. A la Conférence

panrusse des soviets, le rapporteur sur la question de l'armée communiqua que, entre le 15 et le 17 mars, on avait encore ordonné, dans l'armée du front, des châtiments corporels à l'égard des soldats. Un député de la Douma revenu du front racontait que des Cosaques, en l'absence des officiers, lui avaient déclaré ceci : " Tenez, vous parlez de l'ordre donné (il s'agit vraisemblablement du fameux " ordre N^O 1 ", dont il sera question plus loin). On l'a reçu hier, et pourtant, aujourd'hui, le commandant m'a tapé dans la gueule. " Les bolcheviks tout aussi souvent que les conciliateurs allèrent prévenir des excès chez les soldats. Mais les vengeances sanglantes étaient aussi inévitables que le choc en retour après un coup de feu. En tout cas, à dire de la révolution de février qu'elle n'avait pas été sanglante, les libéraux n'étaient autrement fondés que par le fait d'en avoir reçu le pouvoir.

Certains officiers trouvèrent moyen de provoquer de violents conflits à propos des rubans rouges qui, aux yeux des soldats, étaient le symbole de la rupture avec le passé. Ainsi eut lieu le meurtre du commandant du régiment de Soumy. Un commandant de corps, ayant exigé d'un effectif de complément nouvellement arrivé l'enlèvement du ruban rouge, fut arrêté par les soldats et mis aux arrêts de rigueur. Il y eut aussi un bon nombre de collisions au sujet des portraits du tsar non enlevés des locaux officiels. Y avait-il là fidélité à la monarchie ? Dans la majorité des cas, ce n'était seulement que défiance concernant la solidité de la révolution et précaution personnelle pour l'avenir. Mais les soldats n'avaient pas tort de discerner, derrière les portraits, le spectre embusqué de l'ancien régime.

Des mesures irréfléchies d'en haut, des soubresauts d'en bas établissaient le nouveau régime dans l'armée. L'autorité disciplinaire des officiers ne fut ni abolie ni limitée ; elle tomba tout simplement d'elle-même durant les premières semaines de mars. " Il était clair – dit le chef d'état-major de la mer Noire – que si un officier avait essayé d'appliquer une peine disciplinaire à un matelot, il n'y aurait point eu de forces pour en obtenir l'exécution. " Là se voit un des symptômes d'une révolution véritablement populaire.

Dès la chute du pouvoir disciplinaire, l'incapacité pratique du corps des officiers ne fut plus dissimulée par rien. Stankévitch, à qui l'on ne peut refuser ni le don d'observation, ni l'intérêt pour la chose militaire s'exprime en termes accablants sur le commandement, même de ce côté ; l'instruction se faisait encore d'après d'anciens règlements qui ne répondaient plus du tout aux exigences de la guerre. " De tels exercices n'étaient que des épreuves d'endurance et de soumission des soldats. " Le corps des officiers s'efforçait, bien entendu, de rejeter la faute de sa propre incapacité sur la révolution.

Prompts aux règlements de compte impitoyables par le poing, les soldats étaient aussi enclins à une crédulité enfantine et à une gratitude pleine d'abnégation.

Pendant un court moment, le député Filonenko, prêtre et libéral, sembla aux soldats du front être le porteur des idées d'émancipation, le pasteur de la révolution, Les vieilles conceptions ecclésiastiques s'allièrent bizarrement à la nouvelle foi. Les soldats portaient le prêtre en triomphe, le soulevaient au-dessus des têtes, l'installaient avec maintes prévenances dans son traîneau, et lui, ensuite, suffoquant d'enthousiasme, rapportait à la Douma : " Nous ne pouvions en finir de nos adieux. Ils nous baisaient les mains et les pieds. " Il semblait à ce député que la Douma eût dans l'armée une formidable autorité. En réalité, l'autorité appartenait à la révolution et c'était elle qui jetait son éblouissant reflet sur certaines figures surgies par hasard.

L'épuration symbolique à laquelle procéda Goutchkov dans le haut commandement, en destituant quelques dizaines de généraux, ne donnait aucune satisfaction aux soldats, et, en même temps, créait chez les officiers supérieurs un état d'incertitude. Chacun craignait de ne pas faire ses preuves, la majorité se laissait aller au courant, flagornait et gardait le poing serré dans sa poche. Pis encore doit-on dire des officiers des rangs intermédiaires et subalternes, qui se rencontraient face à face avec les soldats. De ce côté, le gouvernement ne fit absolument aucune épuration. Cherchant les voies légales, les artilleurs d'une batterie du front écrivaient au Comité exécutif et à la Douma d'État, au sujet de leur commandant : " Frères... nous vous prions humblement d'éloigner notre ennemi intérieur Vantchékhasa. " Comme ils ne recevaient pas de réponse, les soldats commençaient d'ordinaire à agir par leurs propres moyens : insubordination, expulsions et même arrestations. C'est seulement après cela que le commandement, revenant à lui-même, faisait disparaître de la circulation les officiers qu'on avait arrêtés ou malmenés, essayant parfois de punir les soldats, mais encore, plus souvent, les laissant impunis, de crainte de compliquer les choses encore davantage. Ainsi se créa une situation intolérable pour le corps des officiers, laquelle, toutefois, n'apportait aucune netteté dans la situation des soldats.

Et même nombreux étaient les officiers combattants qui, prenant tout à fait au sérieux le sort de l'armée, insistaient sur la nécessité d'une épuration générale du commandement : à défaut de quoi, assuraient-ils, on ne saurait songer à une régénération dés capacités combatives de la troupe. Les soldats soumettaient aux députés de la Douma des arguments non moins convaincants. Antérieurement, quand ils subissaient des vexations, ils devaient porter plainte devant leurs chefs, lesquels, d'ordinaire, ne faisaient pas attention aux doléances. A présent, comment donc agir ? Puisque le commandement restait celui d'autrefois, les plaintes déposées auraient toujours le même sort. " A cette question, il était très difficile de répondre ", reconnaît un député. Pourtant, cette simple question concernait tout le sort de l'armée et décidait préalablement de son avenir.

Il ne convient point de se figurer que les rapports dans l'armée aient été identiques dans toute l'étendue du pays, dans toutes les différentes formations et tous les corps de troupe. Non, les contrastes étaient très considérables. Si les matelots de la flotte de la Baltique réagirent à la première nouvelle de la révolution par des représailles sur les officiers, tout à côté, dans la garnison de Helsingfors, les officiers occupaient encore au début d'avril une situation dirigeante dans le soviet des soldats et, dans les solennités, paraissait, au nom des socialistes-révolutionnaires, un général imposant. De tels contrastes de haine et de confiance n'étaient pas rares. Néanmoins, l'armée présentait un système de vases communicants, et les dispositions politiques des soldats et des matelots tendaient à rejoindre un seul et même niveau.

La discipline se maintenait à peu près tant que les soldats comptèrent sur des changements rapides et décisifs. Mais lorsqu'ils virent – déclare un délégué du front – que tout continuait comme par le passé, même oppression, même esclavage, mêmes ténèbres, mêmes vexations, les troubles commencèrent. La nature qui n'a pas eu l'idée de munir de bosses tous les humains, s'est avisée, par malheur, de procurer aux soldats un système nerveux. Les révolutions servent à rappeler de temps à autre cette double bévue.

A l'arrière comme sur le front, des causes accidentelles provoquaient aisément des conflits. On avait accordé aux soldats le droit de fréquenter librement, " à égalité avec tous les citoyens ", les théâtres, les réunions, les concerts, etc. De nombreux soldats l'entendirent ainsi qu'ils avaient le droit d'entrée gratuite dans les théâtres. Le ministre leur expliqua qu'il convenait de comprendre " la liberté " dans un sens transcendantal. Mais les masses populaires soulevées ne se sont jamais montrées enclines au platonisme ni au kantisme.

Le tissu usé de la discipline se déchirait places par places, en divers moments, dans différentes garnisons et divers corps de troupe. Tel commandant, fréquemment, s'imaginait que, dans son régiment ou sa division, tout allait bien jusqu'à l'arrivée des journaux ou d'un agitateur du dehors. En réalité s'accomplissait le travail de forces plus profondes et plus irrésistibles.

Le député libéral Ianouchkévitch rapporta du front cette idée générale que la désorganisation se manifestait surtout dans les troupes appelées " vertes ", troupes de moujiks. " Dans les contingents plus révolutionnaires, on s'entend très bien avec les officiers. " En fait, la discipline se maintint le plus longtemps sur deux pôles : dans la cavalerie privilégiée, composée de paysans cossus, et dans l'artillerie ; en général, dans les effectifs techniques présentant un pourcentage élevé d'ouvriers et d'intellectuels. La résistance la plus longue fut celle des cosaques-propriétaires, qui redoutaient une révolution agraire dans laquelle la plupart d'entre eux avaient seulement à perdre et rien à gagner. Certains éléments des troupes cosaques, plus

d'une fois, même après l'insurrection, exécutèrent des tâches de répression. Mais, pour l'ensemble, la différence ne consistait guère que dans les degrés de rapidité et les délais de la décomposition.

Dans la sourde lutte, il y eut des flux et reflux. Les officiers essayaient de s'adapter. Les soldats recommençaient à espérer. Mais, après des apaisements temporaires, après des jours et des semaines de trêve, la haine sociale, qui décomposait l'armée de l'ancien régime, prenait une tension de plus en plus grande. De plus en plus souvent elle brillait de tragiques éclairs. A Moscou, dans un cirque, fut convoquée une réunion d'invalides, soldats et officiers. Un orateur, mutilé, du haut de la tribune, parla avec vigueur pour les officiers. Un vacarme de protestations s'éleva ; un bruit de pieds, de cannes, de béquilles. " Y a-t-il longtemps, messieurs les officiers, que vous offensiez les soldats à coups de verges, à coups de poing ? " Blessés, contusionnés, éclopés, des hommes se dressaient en murailles, les uns en face des autres, les soldats mutilés en face des officiers mutilés, majorité contre minorité, béquilles contre béquilles. Dans cette scène de cauchemar sur l'arène d'un cirque, s'annonçaient déjà les fureurs de la guerre civile.

Sur tous les rapports et contradictions, dans l'armée comme dans le pays, pesait une question que définissait un mot bref : la guerre, De la Baltique à la mer Noire, de la mer Noire à la Caspienne, et plus loin, jusqu'au fond de la Perse, sur un front immense, se tenaient soixante-huit corps d'infanterie et neuf de cavalerie. Qu'allaient-ils devenir ? Qu'en serait-il de la guerre ?

Au point de vue des fournitures de guerre, l'armée, au début de la révolution, était considérablement renforcée. La production intérieure pour les besoins du front s'était élevée ; en même temps augmentaient les arrivages de matériel de guerre, surtout d'artillerie, venant des alliés par Mourmansk et Arkhangel. Fusils, canons, munitions, on avait de tout cela en infiniment plus grande quantité que dans les premières années de la guerre. On procédait à la formation de nouvelles divisions d'infanterie. On développait les troupes du génie. Se basant là-dessus, certains des infortunés grands capitaines tentèrent plus tard de démontrer que la Russie s'était trouvée à la veille de la victoire et que le seul empêchement avait été la révolution. Douze ans auparavant, Kouropatkine et Linévitch affirmaient, avec tout autant de raison, que Witte les avait empêchés d'écraser les Japonais. En réalité, la Russie, au début de 1917, était plus loin de remporter la victoire que jamais. Tandis que les munitions de guerre augmentaient, on constata dans l'armée, vers la fin de 1916, une grande insuffisance en produits d'alimentation ; le typhus et le scorbut causaient plus de victimes que les combats. Le désarroi des transports gênait de plus en plus les mouvements de troupe, ce qui réduisait à néant les combinaisons stratégiques liées à d'importants déplacements des masses militaires. Pour comble, une grande

insuffisance de la remonte en chevaux condamnait fréquemment l'artillerie à l'immobilité.

Mais l'essentiel n'était pourtant pas là : on ne pouvait compter sur le moral de l'armée. Ce que l'on peut formuler ainsi : l'armée, en tant qu'armée, n'était déjà plus. Les défaites, les retraites, les ignominies commises par les dirigeants avaient complètement ébranlé l'esprit de la troupe. On ne pouvait remédier à cela par des mesures administratives, de même qu'on ne pouvait modifier le système nerveux du pays. Le soldat considérait maintenant une pile de projectiles avec autant de dégoût qu'un tas de viande pourrie de vers : tout cela lui semblait superflu, inutilisable, c'était duperie et filouterie. Et l'officier ne pouvait rien lui dire de persuasif et n'osait déjà plus lui casser la figure. L'officier se considérait lui-même comme dupé par le haut commandement et, en même temps, il lui arrivait bien des fois de se sentir responsable de ses supérieurs devant le soldat. L'armée était irrémédiablement malade. Elle valait encore quelque chose pour dire son mot dans la révolution. Mais, pour la guerre, elle n'existait déjà plus. Personne ne croyait à la victoire, pas plus les officiers que les soldats. Personne ne voulait plus des hostilités – ni l'armée, ni le peuple.

Il est vrai que dans les hautes chancelleries où l'on vivait à part soi, l'on parlait encore, par inertie, de grandes opérations, d'une offensive au printemps, de la prise des détroits de Turquie. On préparait même, en Crimée, pour cette dernière fin, un grand contingent. Les bulletins annonçaient que, pour opérer une descente, l'on désignait les meilleurs éléments de l'armée. De Pétrograd furent envoyés des hommes de la Garde. Cependant, d'après le récit d'un officier qui avait commencé à leur faire faire l'exercice le 25 février, c'est-à-dire deux jours avant l'insurrection, les effectifs de complément se trouvaient au-dessous de toute critique. Aucune envie de faire la guerre ne se voyait dans ces yeux indifférents bleus, marron et gris… " Toutes leurs pensées, tous leurs désirs tendaient seulement et exclusivement à la paix. "

Les témoignages de cette sorte ne sont pas peu nombreux. La révolution a seulement manifesté ce qui s'était préparé avant elle. Le mot d'ordre : " A bas la guerre " devint par conséquent un des principaux cris de ralliement des journées de Février. Il venait des manifestations de femmes, des ouvriers du quartier de Vyborg et des casernes de la Garde.

Lorsque les députés parcoururent le front au début de mars, les soldats, surtout les plus âgés, demandaient invariablement : " Et qu'est-on qu'on dit de la terre ? " Les députés répondaient évasivement que la question agraire serait résolue par l'Assemblée constituante. Mais alors s'élève une voix qui trahit la pensée secrète de tous : " A quoi bon la terre ? Si je n'existe plus, je n'en aurai plus besoin. " Tel est le point de départ du programme révolutionnaire des soldats : d'abord la paix, ensuite

la terre.

A la Conférence panrusse des soviets, en fin mars, où l'on entendit pas mal de palabres patriotiques, un des délégués, représentant direct des soldats des tranchées, exposait avec beaucoup d'exactitude comment le front s'était comporté à la nouvelle de la révolution : " Tous les soldats ont dit : grâce à Dieu, peut-être qu'à présent on aura bientôt la paix. " Les tranchées avaient chargé ce délégué de dire à la Conférence : " Nous sommes prêts à sacrifier notre vie pour la liberté, mais, cependant, camarades, nous voulons qu'on en finisse de la guerre. " C'était la vivante voix de la réalité, surtout dans la deuxième partie de cette revendication. Pour ce qui est de tenir encore, nous tiendrons, mais qu'on se hâte, là-haut, de faire la paix.

Les troupes du tsar en France, c'est-à-dire, dans un milieu tout à fait étranger pour elles, étaient animées des mêmes sentiments et passaient par les mêmes étapes de décomposition que l'armée demeurée au pays. " Quand on a entendu dire que le tsar avait abdiqué – expliquait, sur la terre étrangère, à un officier, un soldat d'âge mûr, paysan illettré – on a pensé ici qu'alors la guerre allait finir... Car c'est le tsar qui nous a envoyés à la guerre... Et qu'est-ce que j'ai à faire de la liberté si je dois encore pourrir dans les tranchées ? " Telle est l'authentique philosophie du soldat, non introduite du dehors : des mots si simples et si persuasifs ne sauraient être inventés par aucun agitateur.

Les libéraux et les socialistes à demi libéraux tentèrent après coup de représenter la révolution comme un soulèvement patriotique. Le 11 mars, Milioukov s'en expliquait ainsi devant les journalistes français : " La révolution russe a été faite pour écarter les obstacles qui se dressaient sur le chemin de la Russie vers la victoire. " Ici l'hypocrisie se combine avec l'illusion, bien que, doit-on penser, l'hypocrisie l'emporte sur le reste. De francs réactionnaires y voyaient plus clair. Von Struve, panslaviste de race allemande, orthodoxe d'origine luthérienne et monarchiste de formation marxiste, définissait, quoique dans le langage de la haine réactionnaire, plus exactement les sources réelles de l'insurrection. " Dans la mesure où ont pris part à la révolution les masses populaires, et particulièrement les masses de soldats – écrivait-il – le mouvement ne fut pas une explosion de patriotisme, ce fut une démobilisation spontanée et désastreuse, expressément dirigée contre la continuation de la guerre, c'est-à-dire faite pour arrêter les hostilités. "

En même temps qu'une idée juste, ces mots renferment pourtant aussi une calomnie. La démobilisation désastreuse provenait en réalité de la guerre. Ce n'est pas la révolution qui la créa – bien au contraire, elle l'arrêta même pour un moment. Les désertions, extrêmement nombreuses à la veille de la révolution, diminuèrent dans les premières semaines qui suivirent l'insurrection. L'armée gardait l'expectative. Espérant que la révolution donnerait la paix, le soldat ne se refusait

pas à épauler le front : autrement, le nouveau gouvernement ne pourrait donc pas conclure la paix.

" Les soldats expriment cette opinion nette – déclare, dans un rapport du 23 mars, le chef d'une division de grenadiers – que nous ne pouvons que rester sur la défensive, et non point prendre l'offensive. " Les rapports militaires et les rapports politiques reproduisent de diverses manières la même pensée. Le sous-lieutenant Krylenko, vieux révolutionnaire et futur commandant en chef des armées chez les bolcheviks, témoigne que, pour les soldats, la question de la guerre se résolvait, en ce temps-là, par la formule : " tenir le front, ne pas marcher pour l'offensive ". Dans un langage plus solennel et pourtant tout à fait sincère, cela signifiait défendre la liberté.

" On ne doit pas planter en terre des baïonnettes ! " Sous l'influence d'opinions troubles et contradictoires, les soldats, en ces temps-là, refusaient souvent d'écouter les bolcheviks. Il leur semblait peut-être, sous l'impression de certains discours maladroits, que les bolcheviks ne se préoccupaient pas de la défense de la révolution et pouvaient empêcher le gouvernement de conclure la paix. Plus on allait, plus les soldats en étaient persuadés par les journaux et les agitateurs social-patriotes. Mais, sans permettre parfois aux bolcheviks de parler, les soldats, dés les premiers jours de la révolution, repoussaient résolument l'idée d'une offensive. Les politiciens de la capitale voyaient là une sorte de malentendu que l'on pouvait écarter si l'on faisait convenablement pression sur les soldats.

L'agitation pour la poursuite de la guerre s'accrut au dernier degré. La presse bourgeoise, à millions d'exemplaires, présentait les tâches de la révolution à la lumière de la guerre jusqu'à la victoire. Les conciliateurs soutenaient cette agitation, d'abord à mi-voix, puis plus hardiment. L'influence des bolcheviks, très faible au moment de l'insurrection, diminua encore lorsque des milliers d'ouvriers, expédiés au front pour faits de grève, quittèrent les rangs de l'armée. La tendance vers la paix ne trouvait pour ainsi dire pas d'expression franche et claire précisément là où elle se trouvait le plus intense. Les commandants et commissaires qui cherchaient des illusions consolantes, trouvaient dans cette situation la possibilité de s'abuser sur la réalité des choses. Dans les articles et les discours de cette époque, il n'est pas rare que l'on affirme que les soldats auraient refusé de prendre l'offensive uniquement parce qu'ils ne comprenaient pas exactement la formule " sans annexions ni contributions ". Les conciliateurs ne se ménagèrent pas à expliquer qu'une guerre défensive pouvait comporter aussi l'offensive, et même maintes fois l'exiger. Comme s'il s'était agi de cette scolastique ! Une offensive, c'était la reprise de la guerre. L'expectative sur le front, c'était une trêve. La théorie et la pratique de la guerre défensive, chez les soldats, constituaient une forme d'entente tacite d'abord, plus tard avouée, avec les Allemands : " Ne nous touchez pas et nous ne vous toucherons

pas. " L'armée ne pouvait déjà plus donner davantage à la guerre.

Les soldats cédaient d'autant moins aux exhortations bellicistes que, sous prétexte de préparer l'offensive, le corps réactionnaire des officiers essayait évidemment de reprendre les guides. Un dicton devint coutumier chez les soldats : " La baïonnette contre les Allemands, la crosse contre l'ennemi intérieur. " La baïonnette en tout cas était destinée à la défensive. Les soldats des tranchées ne songeaient nullement à la conquête des détroits. Le désir de la paix formait un puissant courant souterrain qui devait bientôt surgir en surface.

Sans nier que, dès avant la révolution, " on remarquait " dans l'armée des phénomènes négatifs, Milioukov s'efforça pourtant, longtemps après cette insurrection, de prouver que l'armée aurait été capable de réaliser les tâches que lui prescrivait l'Entente. " La propagande bolcheviste – écrivit-il en qualité d'historien – fut loin de pénétrer d'emblée le front. Pendant un mois ou six semaines après le début de la révolution, l'armée resta complètement saine. " Toute la question est vue ici sur le plan de la propagande, comme si s'épuisait ainsi le processus historique. Sous apparence de combattre, avec du retard, les bolcheviks auxquels il attribue une force mystique, Milioukov mène la lutte contre les faits. Nous avons déjà vu comment l'armée se présentait en réalité. Voyons maintenant comment les chefs eux-mêmes évaluaient sa capacité combative dans les premières semaines et même les premiers jours qui suivirent l'insurrection.

Le 6 mars, le général Roussky, commandant en chef du front Nord, fait savoir au Comité exécutif que les soldats refusent complètement d'obéir à l'autorité ; il est nécessaire que viennent au front des hommes populaires pour rétablir au moins quelque calme dans l'armée.

Le chef d'état-major de la flotte de la mer Noire raconte dans ses *Souvenirs* : " Dès les premiers jours de la révolution, il était clair pour moi que l'on ne pouvait continuer la guerre et que la partie était perdue. " Telle était aussi l'opinion de Koltchak d'après ses propres termes, et s'il resta à son poste de commandant en chef de la flotte, c'était uniquement pour protéger le corps des officiers contre des actes de violence.

Le comte Ignatiev, qui occupait un poste élevé de commandant de la Garde, écrivait, en mars, à Nabokov : " Il faut bien se rendre compte de ceci que la guerre est finie, que nous ne pouvons pas la continuer et ne la continuerons point. Les hommes intelligents doivent imaginer un moyen de liquider la guerre sans douleur ; autrement se produira une catastrophe. " Goutchkov, à la même époque, disait à Nabokov qu'il recevait de pareilles lettres en énorme quantité.

Certains jugements, en apparence plus favorables, extrêmement rares, sont

d'ordinaire annihilés par les commentaires qui les accompagnent. " Dans les troupes, le désir de remporter la victoire subsiste – rapporte Danilov, commandant de la 2e armée – et même, dans certains effectifs, il a augmenté. " Mais, aussitôt après, cette remarque : " La discipline est tombée... Il est désirable que l'on diffère les opérations d'offensive jusqu'au moment où la situation critique se sera apaisée (de un à trois mois). " Ensuite cet ajouté inattendu : " Les renforts n'arrivent que dans la proportion de 50 % ; s'ils continuent à fondre de la même façon et se montrent toujours aussi indisciplinés on ne peut compter sur le succès d'une offensive. "

" La division est tout à fait capable d'agir pour la défensive ", rapporte le valeureux commandant de la 51e division d'infanterie. Et il ajoute aussitôt : " Il est indispensable d'écarter de l'armée l'influence des députés soldats et ouvriers. " Pourtant, ce n'était pas tellement simple !

Le chef de la 182e division rapporte au commandant de corps d'armée : " De jour en jour, de plus en plus souvent, se manifestaient des malentendus sur des choses qui étaient, au fond, des vétilles, mais d'un caractère dangereux ; les soldats, de plus en plus, s'énervaient et d'autant plus les officiers. "

Jusqu'à présent, il ne s'agit que de témoignages dispersés, quoique nombreux. Mais voici que, le 18 mars, eut lieu, au Grand Quartier Général, une conférence des autorités suprêmes au sujet de la situation dans l'armée. Les conclusions des directions centrales sont unanimes. " Dans les mois qui vont suivre, il est impossible d'envoyer des effectifs de complément au front dans la mesure nécessaire, car il se produit une fermentation dans tous les contingents de la réserve. L'armée passe par une maladie. On ne réussira probablement à accommoder les rapports entre officiers et soldats que dans deux ou trois mois. (Les généraux ne comprenaient pas que la maladie ne pouvait encore que progresser.) Pour le moment, on note du découragement dans le corps des officiers, de la fermentation dans les troupes, un considérable mouvement de désertion. La combativité de l'armée a baissé et il est très difficile de compter sur elle, présentement, pour une marche en avant. " Conclusion : " Il n'est pas admissible de mettre actuellement à exécution les opérations actives projetées pour le printemps. "

Dans les semaines qui suivirent, la situation continuait à empirer rapidement, et les témoignages se multiplient interminablement.

A la fin de mars, le commandant de la 5e armée, le général Dragomirov, écrit au général Roussky : " L'esprit combatif est tombé. Non seulement les soldats n'ont aucune envie de prendre l'offensive, mais même la simple persévérance dans la défensive s'est amoindrie à un degré dangereux pour l'issue de la guerre... La

politique, qui s'est largement emparée de toutes les couches de l'armée... a déterminé toute la masse des troupes à ne désirer qu'une seule chose – la cessation des hostilités et le retour au foyer. "

Le général Loukomsky, un des piliers du Grand Quartier Général réactionnaire, mécontent des nouveaux usages, permuta au début de la révolution pour le commandement d'un corps d'armée et trouva, d'après son propre récit, que la discipline ne subsistait plus que dans l'artillerie et le génie, où l'on comptait beaucoup d'officiers du cadre et de soldats rengagés. " En ce qui concerne les divisions d'infanterie, toutes trois étaient dans la voie d'une complète décomposition. "

La désertion qui avait diminué après l'insurrection en raison des espoirs éveillés, reprit de plus belle par suite des déceptions. En une semaine, du I^{er} au 7 avril, désertèrent, d'après un communiqué du général Alexéïev, environ 8 000 soldats des fronts Nord et Ouest. " C'est avec un grand étonnement – écrivait-il à Goutchkov – que je lis les rapports d'hommes irresponsables sur l' " excellent " moral de l'armée. A quoi bon ? Nous ne duperons point les Allemands et, pour nous, c'est une fanfaronnade fatale. "

Il convient de remarquer que, jusque-là, l'on ne fait encore presque jamais allusion aux bolcheviks ; la plupart des officiers s'étaient à peine assimilé cette bizarre appellation. Si, dans les rapports, il est question des causes de la décomposition de l'armée, on allègue les journaux, les agitateurs, les soviets, surtout la " politique ", en un mot, la Révolution de Février.

On rencontrait encore quelques chefs optimistes qui espéraient que tout s'arrangerait. Plus nombreux étaient ceux qui, intentionnellement, fermaient les yeux sur les faits, de crainte de causer des désagréments au nouveau pouvoir. Et, par contre, un nombre considérable d'officiers, surtout dans le haut commandement, exagéraient consciemment les symptômes de décomposition pour obtenir du gouvernement des mesures décisives qu'eux-mêmes, cependant, ne pouvaient ou n'osaient désigner par leur nom. Mais, dans l'essentiel, le tableau est indiscutable. Trouvant devant elle une armée malade, la révolution enveloppa le processus de son irrésistible dissolution en des formes politiques qui, de semaine en semaine, prenaient une netteté de plus en plus inexorable. La révolution poussait à bout non seulement l'ardent désir de la paix, mais aussi l'hostilité de la masse des soldats à l'égard du commandement et des classes dirigeantes en général.

Au milieu d'avril, Alexéïev fit un rapport personnel au gouvernement sur le moral de l'armée, et sans lésiner apparemment sur les couleurs. " Je me souviens fort bien – écrit Nabokov – du sentiment d'angoisse et de désespérance qui s'emparait de moi. " Il faut admettre qu'à la lecture de ce rapport, lequel ne pouvait concerner que

les six premières semaines de la révolution, assistait aussi Milioukov ; il est très probable qu'il fit précisément marcher Alexéïev dans l'intention d'alarmer ses collègues et, par leur intermédiaire, les amis socialistes. Goutchkov eut effectivement, après ce rapport, un entretien avec les représentants du Comité exécutif. " On en est venu à de catastrophiques fraternisations, – gémissait-il. – On a enregistré des cas de complète insubordination. Les ordres donnés sont préalablement discutés dans les organisations de l'armée et dans des meetings. Dans tels et tels contingents, on n'a même pas voulu entendre parler d'opérations actives... Quand des hommes espèrent que la paix sera pour demain – observait non sans raison Goutchkov – on ne peut les forcer aujourd'hui à sacrifier leur vie. " Par suite, le ministre de la Guerre concluait : " Il faut cesser de parler à haute voix de la paix. " Mais, comme précisément la révolution avait appris aux gens à parler à haute voix de tout ce qu'ils gardaient auparavant dans leur for intérieur, cela signifiait : il faut en finir avec la révolution.

Le soldat, certes, dès le premier jour de la guerre, n'avait aucune envie de mourir, ni de combattre. Mais il y répugnait de la même façon qu'un cheval d'artillerie désire fort peu traîner une lourde pièce dans la boue. Tel le cheval, le soldat ne croyait pas pouvoir se débarrasser du fardeau qui était tombé sur lui. Entre sa volonté et les événements de la guerre, il n'y avait aucun rapport. La révolution lui révéla ce rapport. Pour des millions de soldats, elle signifia le droit à une meilleure existence, avant tout, plus généralement, le droit à la vie, le droit de se protéger des balles et des obus, comme aussi de se préserver le visage des coups de poing qu'assénaient les officiers. En ce sens, nous avons dit déjà que le processus psychologique essentiel dans l'armée consistait en un réveil de la personnalité. Dans l'éruption volcanique de l'individualisme qui prenait fréquemment des formes anarchiques, les classes cultivées voyaient une trahison à l'égard de la nation. Or, en réalité, dans les tumultueuses manifestations des soldats, dans leurs protestations effrénées, même dans leurs excès sanguinaires, c'était seulement la nation qui se formait avec des matériaux bruts, impersonnels, préhistoriques. Le débordement, si détestable pour la bourgeoisie, de l'individualisme des masses, était provoqué par le caractère de la Révolution de Février, précisément parce que c'était une révolution *bourgeoise*.

Mais là n'était point son seul contenu. Car, indépendamment du paysan et de son fils troupier, l'ouvrier participait à la révolution. Depuis longtemps l'ouvrier sentait sa dignité personnelle, il était entré dans la guerre non seulement avec de la haine pour celle-ci, mais avec l'idée de la combattre, et la révolution signifiait pour lui non seulement le simple fait d'une victoire, mais aussi un triomphe partiel de ses idées. Le renversement de la monarchie n'était pour lui qu'un premier degré, et il ne s'y arrêtait pas, se hâtant vers d'autres buts. Toute la question était pour lui de savoir dans quelle mesure il serait, ensuite, soutenu par le soldat et le paysan. " A quoi

bon pour moi la terre, si je ne suis plus ? " demandait le soldat. " A quoi bon pour moi la liberté disait-il après l'ouvrier, devant les portes inaccessibles pour lui du théâtre – si les clefs de la liberté sont dans les mains des maîtres ? " Ainsi, à travers l'indescriptible chaos de la Révolution de Février, luisaient déjà les contours d'acier d'Octobre.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

14 Les dirigeants et la guerre

Que pensaient tirer de cette guerre et de cette armée le gouvernement provisoire et le Comité exécutif ?

Avant tout, il faut comprendre la politique de la bourgeoisie libérale, étant donné qu'elle jouait le premier violon. En apparence, la politique de guerre du libéralisme restait celle de l'offensive patriotique, une politique de proie, et sans merci. En réalité, cette politique était contradictoire, félonne et devenait rapidement défaitiste.

" S'il n'y avait pas eu de révolution, la guerre n'en aurait pas moins été perdue, et, selon toute probabilité, une paix séparée aurait été conclue ", écrivait dans la suite Rodzianko, dont les jugements ne se distinguaient pas par leur originalité, mais exprimaient d'autant mieux l'opinion moyenne des cercles libéraux-conservateurs. Le soulèvement des bataillons de la Garde était pour les classes possédantes un présage non de victoire extérieure, mais de défaite à l'intérieur. A cet égard, les libéraux pouvaient se faire d'autant moins d'illusions qu'ils avaient

prévu le danger et l'avaient combattu comme ils avaient pu. L'inattendu optimisme révolutionnaire de Milioukov, déclarant que la révolution était un pas vers la victoire, représentait en somme la dernière ressource du désespoir. La question de la guerre et de la paix cessa aux trois quarts d'être pour les libéraux une question indépendante. Ils sentaient qu'il ne leur serait pas donné d'utiliser la révolution pour la guerre. D'autant plus impérieusement s'imposait à eux une autre tâche : utiliser la guerre contre la révolution.

Les problèmes de la situation internationale de la Russie après la guerre : dettes et nouveaux emprunts, marchés de capitaux et débouchés, se posaient, bien entendu, dés alors, devant les leaders de la bourgeoisie russe. Mais ce n'étaient pas ces problèmes qui déterminaient directement leur politique. Aujourd'hui, il s'agissait non d'assurer les conditions internationales les plus avantageuses pour la Russie bourgeoise, mais de sauver le régime bourgeois lui-même, fût-ce au prix d'un nouvel affaiblissement de la Russie. " Il faut d'abord guérir – disait la classe grièvement blessée – et ensuite seulement remettre en ordre les affaires. " Guérir signifiait mater la révolution.

L'entretien de l'hypnose belliciste et du moral chauvin ouvrait à la bourgeoisie la seule et dernière possibilité de liaison politique avec les masses, avant tout avec l'armée, contre ceux que l'on appelait " les approfondisseurs " de la révolution. La tâche était de présenter au peuple la guerre héritée du tsarisme, avec les précédents alliés et les mêmes buts, comme une nouvelle guerre, comme une défense des conquêtes et des espoirs révolutionnaires.

Si seulement l'on en arrivait là – mais comment ? – le libéralisme comptait fermement diriger contre la révolution toute cette organisation de l'opinion publique patriotique qui, la veille, lui avait servi contre la clique de Raspoutine. Si l'on n'avait pas réussi à sauver la monarchie, en tant que suprême instance contre le peuple, il fallait d'autant plus se raccrocher aux Alliés : pendant la durée de la guerre, en tout cas, l'Entente constituait une cour d'appel incomparablement plus puissante que n'aurait pu être la monarchie du pays.

La continuation de la guerre devait justifier la conservation de l'ancien appareil militaire et bureaucratique, l'ajournement de l'Assemblée constituante, la subordination du pays révolutionnaire au front, c'est-à-dire aux généraux dans leur jonction avec la bourgeoisie libérale. Toutes les questions intérieures, avant tout le problème agraire, et toute la législation sociale étaient reléguées jusqu'à la fin de la guerre et cette fin même, à son tour, était remise jusqu'à la victoire en laquelle les

libéraux ne croyaient pas. La guerre jusqu'à épuisement de l'ennemi se transformait en une guerre pour l'épuisement de la révolution. Ce n'était peut-être pas un plan parachevé, discuté et pesé d'avance dans des séances officielles. Mais il n'était nullement besoin de cela. Le plan découlait de toute la politique antérieure du libéralisme et de la situation créée par la révolution.

Obligé de marcher par la voie de la guerre, Milioukov n'avait pas, bien entendu, de motifs de renoncer d'avance au partage du butin. Car, enfin, les espérances de la victoire des Alliés restaient tout à fait réelles et, avec l'entrée de l'Amérique dans la guerre, s'étaient extraordinairement accrues. Il est vrai que l'Entente est une chose et que la Russie en est une autre. Les leaders de la bourgeoisie russe avaient appris au cours des années à comprendre qu'en raison de la faiblesse économique et militaire de la Russie, la victoire de l'Entente sur les empires centraux devait inévitablement devenir une victoire sur la Russie, laquelle, toutes variantes possibles étant examinées, sortirait nécessairement de la guerre brisée et affaiblie. Mais les impérialistes libéraux décidèrent consciemment de fermer les yeux sur cette perspective. Ils n'avaient plus autre chose à faire. Goutchkov déclarait tout net dans son cercle que la Russie ne pourrait être sauvée que par miracle et que l'espoir d'un miracle constituait son programme de ministre de la Guerre.

Milioukov, pour la politique intérieure, avait besoin du mythe de la victoire. Dans quelle mesure il y croyait lui-même, cela n'a pas d'importance. Mais il s'obstinait à affirmer que Constantinople devait être nôtre. Et là il agissait avec le cynisme qui le caractérise. Le 20 mars, le ministre russe des Affaires étrangères exhortait les ambassadeurs alliés à trahir la Serbie pour acheter, par ce moyen, la trahison de la Bulgarie à l'égard des empires centraux. L'ambassadeur de France faisait la grimace. Milioukov, néanmoins, insistait sur " la nécessité de renoncer, dans cette question, aux considérations sentimentales ", et, du même coup, au néoslavisme qu'il avait prêché depuis l'écrasement de la première révolution. Ce n'est pas à tort qu'Engels écrivait à Bernstein déjà en 1882 : " A quoi se ramène tout le charlatanisme des panslavistes russes ? A la prise de Constantinople – et voilà tout. "

Les accusations de germanophilie et même d'achat par l'Allemagne, hier encore dirigées contre la camarilla du palais, étaient aujourd'hui retournées, avec une pointe empoisonnée, contre la révolution. Plus on allait, plus hardiment, bruyamment, insolemment, retentissait cette note dans les discours et les articles du parti cadet. Avant de s'emparer des eaux turques, le libéralisme troublait les sources et empoisonnait les puits de la révolution.

Ce ne furent pas tous les leaders libéraux, loin de là, ou du moins non tous aussitôt, qui adoptèrent après l'insurrection une attitude intransigeante sur la

question de la guerre. Nombre d'entre eux se trouvaient encore dans l'atmosphère morale pré révolutionnaire qui se rattachait à la perspective d'une paix séparée. Certains cadets dirigeants ont raconté cela dans la suite avec une entière franchise. Nabokov, de son propre aveu, dès le 7 mars, complotait avec des membres du gouvernement au sujet d'une paix séparée. Plusieurs membres du centre cadet essayaient collectivement de démontrer à leur leader l'impossibilité de la prolongation de la guerre. " Milioukov, avec la froide netteté qui le caractérise exposait – raconte le baron Nolde – que les buts de guerre devaient être atteints. " Le général Alexéïev qui, pendant ce temps, s'était rapproché des cadets, soutenait Milioukov, affirmant que " l'armée pouvait être relevée ". Pour ce relèvement était tout désigné, évidemment, cet homme d'état-major, organisateur de catastrophes.

Certains, plus naïfs, parmi les libéraux et les démocrates, ne comprenaient pas le cours suivi par Milioukov et le considéraient comme le chevalier même de la fidélité aux Alliés, le Don Quichotte de l'Entente. Quelle absurdité ! Lorsque les bolcheviks se furent emparés du pouvoir, Milioukov n'hésita pas une minute à partir pour Kiev, occupée par les Allemands, et à proposer ses services au gouvernement du Hohenzollern, lequel, à vrai dire, ne s'empressa pas de les accepter. Le but le plus immédiat de Milioukov, dans cette affaire, était d'obtenir, pour la lutte contre les bolcheviks, ce même or allemand dont il avait cherché à utiliser le fantôme pour salir la révolution. L'appel de Milioukov à l'Allemagne sembla, en 1918, à de nombreux libéraux tout aussi incompréhensible que l'avait été, dans les premiers mois de 1917, son programme d'écrasement de l'Allemagne. Mais ce n'était là que l'avers et le revers d'une seule et même médaille. Se préparant à trahir les Alliés comme, précédemment, la Serbie, Milioukov ne trahit ni lui-même, ni sa classe. Il poursuivait une seule et même politique, et ce n'est pas sa faute si elle avait assez mauvaise apparence. Cherchant à tâtons, sous le tsarisme, les voies d'une paix séparée dans le but d'éviter la révolution ; réclamant la guerre jusqu'au bout pour mater la Révolution de Février ; cherchant plus tard une alliance avec le Hohenzollern, pour renverser la Révolution d'Octobre – Milioukov restait invariablement fidèle aux intérêts des possédants. S'il ne parvint pas à les aider, se heurtant chaque fois contre un nouveau mur, c'est parce que ses commettants se trouvaient dans une impasse.

Ce qui manqua particulièrement à Milioukov dans les premiers temps qui suivirent l'insurrection, ce fut une offensive de l'ennemi, une bonne raclée allemande sur le crâne de la révolution. Par malheur, mars et avril, par leurs conditions climatiques, étaient peu propices, sur le front russe, à des opérations de grande envergure. Et surtout, les Allemands, dont la situation devenait de plus en plus pénible, résolurent, après de grandes hésitations, de laisser la révolution russe suivre ses processus intérieurs. Seul, le général Linsingen fit preuve d'une initiative privée, les 20, 21 mars à Stokhod. Son succès effraya le gouvernement allemand,

tout en réjouissant le gouvernement russe. Le Grand Quartier Général, avec l'impudence qu'il avait mise, du temps du tsar, à exagérer les moindres succès, donnait une importance excessive à la défaite de Stokhod. La presse libérale le suivit. Les cas d'instabilité, de panique et les pertes de l'armée russe étaient décrits avec autant de goût qu'auparavant les captures de prisonniers et de trophées, La bourgeoisie et les généraux en venaient de toute évidence au défaitisme. Mais Linsingen reçut d'en haut l'ordre de s'arrêter et le front se figea de nouveau dans les fanges printanières et dans l'expectative.

L'idée d'utiliser la guerre contre la révolution pouvait avoir des chances de succès à cette condition seulement que les partis intermédiaires, que suivaient les masses populaires, consentissent à se charger du rôle de mécanisme de transmission pour la politique libérale. Rattacher l'idée de la guerre à celle de la révolution dépassait les forces du libéralisme : la veille encore, il avait prêché que la révolution serait désastreuse pour la guerre. Il fallait donc repasser cette tâche à la démocratie. Mais, bien entendu, sans lui révéler " le secret ", Non point l'initier au plan, mais l'attraper à l'hameçon. Il fallait l'accrocher par ses préjugés, par ses prétentions à la sagesse politique, par ses appréhensions devant l'anarchie, par son obséquiosité superstitieuse devant la bourgeoisie.

Dans les premiers jours, les socialistes – nous sommes obligé d'appeler ainsi brièvement les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires – ne savaient que faire de la guerre. Tchkhéidzé soupirait : " Nous avons parlé tout le temps contre la guerre, comment puis-je maintenant appeler à la continuation de la guerre ? " Le 10 mars, le Comité exécutif décida d'envoyer un télégramme pour saluer Franz Mehring. Par cette petite manifestation, l'aile gauche essayait de calmer sa conscience socialiste qui n'était pas très exigeante. Sur la guerre même, le Soviet continuait à se taire. Les leaders craignaient de provoquer, sur cette question, un conflit avec le gouvernement provisoire et d'assombrir la lune de miel du " contact ", Ils ne redoutaient pas moins la discorde dans leur propre milieu. Il y avait parmi eux des partisans de la défense nationale et des zimmerwaldiens. Les uns et les autres surestimaient leurs dissensions.

De larges cercles intellectuels révolutionnaires avaient subi, pendant la guerre, une importante métamorphose bourgeoise. Le patriotisme, avoué ou masqué, avait lié les intellectuels avec les classes dirigeantes en les détachant des masses. Le drapeau de Zimmerwald dont se couvrait l'aile gauche n'imposait pas de grandes obligations et, en même temps, permettait de ne pas dévoiler une solidarité patriotique avec la clique de Raspoutine. Mais, maintenant, le régime du Romanov était renversé. La Russie était devenue un pays démocratique. Sa liberté, irisée de toutes les nuances, se détachait brillamment sur le fond policier de l'Europe prise dans les tenailles d'une dictature militaire. Allons-nous donc ne pas défendre notre

révolution contre le Hohenzollern ? s'écriaient les anciens et nouveaux patriotes placés à la tête du Comité exécutif. Les zimmerwaldiens, du type de Soukhanov et de Stiéklov, alléguaient sans assurance que la guerre restait impérialiste : car enfin les libéraux affirment que la révolution doit assurer les annexions projetées au temps du tsar. " Comment donc puis-je faire appel maintenant à la continuation de la guerre ? " s'écriait Tchkhéidzé alarmé. Mais comme les zimmerwaldiens eux-mêmes étaient les initiateurs de la transmission du pouvoir aux libéraux, leurs objections restaient en suspens. Après quelques semaines d'hésitations et de résistance, la première partie du plan de Milioukov fut, avec le concours de Tsérételli, réglée d'une façon satisfaisante : les mauvais démocrates qui se considéraient comme socialistes s'attelèrent au harnais de la guerre et, sous le fouet des libéraux, employaient toutes leurs faibles forces à assurer la victoire… de l'Entente sur la Russie, de l'Amérique sur l'Europe.

La fonction principale des conciliateurs consistait à brancher l'énergie révolutionnaire des masses sur le courant du patriotisme. Ils essayaient, d'une part, de réveiller la combativité de l'armée – ce qui était difficile ; ils essayèrent, d'autre part, d'inciter les gouvernements de l'Entente à renoncer aux pillages – et c'était ridicule. Dans les deux directions, ils marchaient des illusions aux déceptions et des erreurs aux humiliations. Notons les premiers jalons sur cette route.

Aux heures de sa peu durable grandeur, Rodzianko avait eu le temps d'édicter le retour immédiat des soldats dans les casernes, les replaçant sous les ordres des officiers. L'effervescence de la garnison causée par cette ordonnance contraignit le Soviet à consacrer une de ses premières séances à la question du sort ultérieur du soldat. Dans l'ardente atmosphère de cette heure-là, dans le chaos d'une séance semblable à un meeting, sous la dictée directe de soldats que les leaders absents n'avaient pu arrêter, naquit le fameux " *Prikaz* N^{o} 1 " (Ordre N^{o} 1), le seul document estimable de la Révolution de Février, la charte des libertés de l'armée révolutionnaire. Ses audacieux paragraphes donnant aux soldats une issue organisée sur une nouvelle voie, décidaient : créer dans tous les contingents de troupe des comités élus ; élire des représentants des soldats au Soviet ; dans toutes les manifestations politiques se subordonner au Soviet et à ses comités ; garder les armes sous le contrôle des comités de compagnie et de bataillon et " en aucun cas ne les remettre aux officiers " ; dans le service, la plus sévère discipline militaire ; en dehors du service, plénitude des droits civiques ; en dehors du service, le salut militaire et les titres hiérarchiques sont supprimés ; il est interdit aux officiers de traiter grossièrement les soldats, en particulier de les tutoyer, etc.

Telles étaient les déductions faites par les soldats de Pétrograd de leur

participation à l'insurrection. Pouvaient-elles être différentes ? Personne n'osa résister. Au moment de l'élaboration du " Prikaz ", les leaders du Soviet étaient distraits par des soucis plus relevés : ils menaient des pourparlers avec les libéraux. Cela leur donna la possibilité d'invoquer un alibi lorsqu'ils durent se justifier devant la bourgeoisie et le commandement.

En même temps que le " *Prikaz* N^{o} 1 ", le Comité exécutif, ayant eu le temps de se ressaisir, avait expédié à l'imprimerie, comme contrepoison, un appel aux soldats, lequel, tout en ayant l'air de condamner le lynchage des officiers, exigeait soumission devant l'ancien commandement. Les typographes refusèrent tout simplement de composer ce document. Les auteurs, démocrates, n'en revenaient pas d'indignation : ou allons ? Il ne serait pourtant pas exact d'imaginer que les typographes poussaient à des représailles sanglantes contre les officiers. Mais, quand on exhortait la troupe à obéir à l'ancien corps des officiers du tsar, le lendemain de l'insurrection, les ouvriers d'imprimerie voyaient là comme une ouverture des portes à la contre-révolution. Certes, les typographes avaient commis un abus de pouvoir. Mais ils ne se sentaient pas seulement typographes. Il s'agissait, dans leur esprit, de la tête de la révolution.

Dans les premiers jours, lorsque le sort des officiers qui rentraient dans leurs régiments tracassait extrêmement les soldats comme les ouvriers, l'organisation social-démocrate interdistricts, proche des bolcheviks, posa la question irritante avec une hardiesse révolutionnaire. " Pour que les nobles et les officiers ne vous trompent pas – était-il dit dans l'appel adressé aux soldats – élisez vous-mêmes vos chefs d'escouade, de compagnie et de régiment. N'acceptez parmi vous que ceux des officiers que vous connaissez comme amis du peuple. " Mais qu'arriva-t-il? La proclamation qui répondait complètement à la situation fut immédiatement confisquée par le Comité exécutif, et Tchkhéidzé, dans son discours, la désigna comme une provocation. Les démocrates, nous le voyons, ne se gênaient nullement pour limiter la liberté de la presse quand il s'agissait de porter des coups à gauche. Par bonheur, leur propre liberté était suffisamment limitée. En soutenant le Comité exécutif comme leur organe suprême, les ouvriers et les soldats, à tous les moments graves, corrigeaient la politique des dirigeants par une intervention directe.

Déjà, quelques jours plus tard, le Comité exécutif tentait, par un "*Prikaz* N^{o} 2 " d'abolir le premier ordre donné, limitant sa portée au corps d'armée de Pétrograd. En vain ! Le "*Prikaz* N^{o} 1 " était indestructible, car il n'inventait rien, mais seulement consolidait ce qui éclatait de toutes parts, à l'arrière comme sur le front, et exigeait d'être reconnu. Face à face avec les soldats, même les députés libéraux esquivaient les questions et reproches concernant le "*Prikaz* N^{o} 1 ". Mais, dans la grande politique, l'audacieuse ordonnance devint le principal argument de la

bourgeoisie contre les soviets. Battus, des généraux découvrirent dès lors, dans le "*Prikaz* N° 1 ", le principal obstacle qui les avait empêchés d'écraser les armées allemandes. On attribuait à une origine allemande le " *Prikaz* ". Les conciliateurs ne cessaient de se justifier de leur complicité et énervaient les soldats en essayant de reprendre de la main droite ce qu'ils avaient lâché de la main gauche.

Entre-temps, dans le Soviet, la majorité des députés exigeait déjà l'élection des chefs. Les démocrates furent bouleversés. Ne trouvant point de meilleurs motifs, Soukhanov essayait d'intimider, disant que la bourgeoisie, à laquelle était commis le pouvoir, n'admettrait pas l'élection. Les démocrates se cachaient franchement derrière le dos de Goutchkov. Dans leur jeu, les libéraux occupaient la place même que la monarchie avait dû prendre dans le jeu du libéralisme. " Revenant de la tribune à ma place – raconte Soukhanov – je tombai sur un soldat qui me barra la route et, me montrant le poing sous les yeux, criait rageusement au sujet des messieurs qui n'avaient jamais endossé la capote du soldat. " Après cet " excès ", notre démocrate, ayant définitivement perdu l'équilibre, courut chercher Kérensky, et c'est seulement avec l'aide de ce dernier que " l'affaire fut arrangée d'une façon quelconque ". Ces hommes ne s'occupaient que d'arranger des affaires.

Pendant quinze jours, ils réussirent à faire semblant de ne rien savoir de la guerre. Enfin, il devint impossible de différer davantage. Le 14 mars, le Comité exécutif présenta au Soviet un projet de manifeste rédigé par Soukhanov : " Aux peuples du monde entier. "

La presse libérale déclara bientôt, de ce document qui unissait les conciliateurs de droite et de gauche, que c'était un "*Prikaz* N° 1 " dans le domaine de la politique extérieure ". Mais cette appréciation élogieuse était tout aussi fausse que le document auquel elle se rapportait. Le " *Prikaz* N° 1 " constituait une réponse honnête, directe, de la base aux questions posées par la révolution devant l'armée. Le manifeste du 14 mars était une réponse fallacieuse d'en haut aux questions posées honnêtement par les soldats et les ouvriers.

Le manifeste, bien entendu, exprimait un désir de paix, et même de paix démocratique, sans annexions ni contributions. Mais les impérialistes d'Occident avaient appris à se servir de cette phraséologie longtemps avant l'insurrection de Février. C'est précisément au nom d'une paix solide, honnête, " démocratique ", que Wilson se disposait, en ces jours-là, à entrer dans la guerre. Le pieux Asquith présentait au parlement une classification scientifique des annexions d'après laquelle il résultait indubitablement que l'on devait condamner comme immorales toutes les annexions qui seraient contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne. En ce qui concerne la diplomatie française, elle consistait à donner à la cupidité du boutiquier et de l'usurier l'expression la plus libératrice.

Le document expédié par le Soviet, dont on ne saurait nier une certaine sincérité simpliste, tombait fatalement dans l'ornière de l'officielle hypocrisie française. Le manifeste promettait de " défendre résolument notre propre liberté " contre le militarisme étranger. Cela rentrait précisément dans l'industrie des social-patriotes français depuis août 1914. " Le temps est venu pour les peuples de prendre en main la solution de la guerre ou de la paix ", criait le manifeste dont les auteurs, au nom du peuple russe, venaient tout justement de laisser cette question à la discrétion de la haute bourgeoisie. Le manifeste lançait cet appel aux ouvriers d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie : " Renoncez à servir d'instrument de conquête et de violence dans les mains des rois, des propriétaires et des banquiers ! " Ces termes contenaient une quintessence de mensonge, car les leaders du Soviet ne pensaient pas du tout à rompre leur alliance avec les rois de Grande-Bretagne et de Belgique, avec l'empereur du Japon, avec les propriétaires et les banquiers, ceux du pays russe et ceux de tous les pays de l'Entente. Ayant transmis la direction de la politique extérieure à Milioukov qui, tout récemment encore, se disposait à transformer la Prusse Orientale en province russe, les leaders du Soviet appelaient les ouvriers allemands et austro-hongrois à suivre l'exemple de la révolution russe. Condamner théâtralement le carnage, cela ne changeait rien à rien, le pape lui aussi s'en occupait. Avec des phrases pathétiques, dirigées contre les ombres du banquier, du propriétaire noble et du roi, les conciliateurs faisaient de la Révolution de Février l'arme des réels rois, propriétaires et banquiers.

Déjà dans son télégramme de félicitations au gouvernement provisoire, Lloyd George appréciait la révolution russe comme prouvant que " la guerre actuelle, en son essence, est une lutte pour le gouvernement populaire et pour la paix ". Le manifeste du 14 mars, " en son essence ", se solidarisait avec Lloyd George et donnait un précieux soutien à la propagande militariste en Amérique. Il avait trois fois raison, le journal de Milioukov, lorsqu'il écrivait que " l'appel, commencé sur des tons si typiquement pacifistes, se développe au fond en une idéologie que nous avons commune avec tous nos alliés ". Si les libéraux russes, néanmoins, s'attaquèrent plus d'une fois, et furieusement, au manifeste, si la censure française se refusa en général à le laisser passer, cela venait de la peur de l'interprétation donnée à ce document par les masses révolutionnaires, mais encore confiantes.

Rédigé par un zimmerwaldien, le manifeste marquait la victoire de principe de l'aile patriotique. En province, les soviets prirent en considération le signal. Le mot d'ordre " guerre à la guerre " fut déclaré inadmissible. Même dans l'Oural et à Kostroma, où les bolcheviks étaient forts, le manifeste patriotique obtint une approbation unanime. Ce n'est pas étonnant : car, même dans le Soviet de Pétrograd, les bolcheviks n'avaient rien opposé à ce document mensonger.

Quelques semaines plus tard, il fallut effectuer un versement partiel sur la

traite. Le gouvernement provisoire ouvrit un emprunt de guerre qui, bien entendu, fut appelé " l'emprunt de la liberté ". Tsérételli démontrait que le gouvernement s'acquittant " dans l'ensemble et intégralement " de ses obligations, la démocratie devait soutenir l'emprunt. Au Comité exécutif, l'aile oppositionnelle réunit plus du tiers des voix. Mais, au plénum du Soviet (22 avril), votèrent contre l'emprunt tout juste cent douze délégués sur presque deux mille. De là, l'on tirait parfois cette conclusion : le Comité exécutif est plus à gauche que le Soviet. Mais ce n'est pas exact. Le Soviet était seulement plus honnête que le Comité exécutif. Si la guerre est la défense de la révolution, il faut donner l'argent pour la guerre, il faut soutenir l'emprunt. Le Comité exécutif était non point plus révolutionnaire mais plus évasif. Il vivait d'équivoque et de subterfuges. Il soutenait le gouvernement établi par lui, " dans l'ensemble et totalement ", et prenait la responsabilité de la guerre seulement " dans la mesure où et autant que... " Ces petites ruses étaient étrangères aux masses. Les soldats ne pouvaient ni combattre " dans la mesure où ", ni mourir " dans l'ensemble et totalement ".

Pour consolider la victoire de la conception étatique sur des divagations, le général Alexéïev, qui se disposait le 5 mars à faire fusiller les bandes de propagandistes, fut officiellement placé, le 1er avril, à la tête des forces armées. Désormais, tout était en ordre. L'inspirateur de la politique extérieure du tsarisme, Milioukov, était ministre des Affaires étrangères. Le commandant en chef de l'armée sous le tsar, Alexéïev, était devenu le généralissime de la révolution. Le principe de la succession était intégralement restitué.

En même temps, les leaders du Soviet étaient contraints par la logique de la situation de relâcher les mailles du filet qu'ils avaient eux-mêmes tissé. La démocratie officielle redoutait à l'extrême les chefs d'armée qu'elle tolérait et soutenait. Elle ne pouvait se dispenser de leur opposer un contrôle, essayant en même temps d'appuyer ce contrôle sur les soldats et aussi de le rendre, autant que possible, indépendant de ces derniers. A la séance du 6 mars, le Comité exécutif reconnut souhaitable d'installer des commissaires à lui dans tous les contingents de troupe et dans les administrations militaires. Ainsi se constituait une triple attache : les troupes déléguaient leurs représentants au Soviet ; le Comité exécutif envoyait ses commissaire aux troupes ; enfin, à la tête de chaque contingent se plaçait un comité recruté par élection qui représentait en quelque sorte une cellule de base du Soviet.

Une des plus importantes obligations des commissaires était de veiller à l'intégrité politique des états-majors et du corps des officiers. " Le régime démocratique a peut-être surpassé celui de l'autocratie ", s'exclame avec indignation Dénikine, et, là-dessus, il se vante de l'habileté de son état-major qui interceptait et

lui transmettait la correspondance chiffrée des commissaires avec Pétrograd. Surveiller des monarchistes et des partisans du servage – quoi de plus outrageant ? Mais c'est une tout autre affaire si l'on vole le courrier adressé par les commissaires au gouvernement. Quoi qu'il en fût de la morale, les rapports intérieurs de l'appareil dirigeant de l'armée se manifestent en pleine clarté : les deux parties ont peur l'une de l'autre et s'observent avec hostilité. Ce qui les unit, c'est seulement la peur qu'elles ont des soldats. Les généraux et amiraux eux-mêmes, quels que fussent pour l'avenir leurs espoirs et leurs plans, voyaient clairement qu'à défaut du voile de la démocratie leur affaire tournerait mal. Le statut des comités de la flotte fut élaboré par Koltchak. Il comptait ainsi les étouffer plus tard. Mais comme, pour l'instant, on ne pouvait faire un pas sans les comités, Koltchak intervenait auprès du Grand Quartier Général pour obtenir leur autorisation. De la même façon, le général Markov, un des futurs capitaines de l'armée blanche, envoya, au début d'avril, au ministère, un projet d'instauration de commissaires pour la surveillance du loyalisme du commandement. C'est ainsi que " les lois séculaires de l'armée ", c'est-à-dire les traditions de la bureaucratie militaire, se brisaient comme des fétus de paille, sous la pression de la révolution.

Les soldats venaient aux comités d'un point opposé et se groupaient autour d'eux contre le commandement. Et si les comités protégeaient les chefs contre les soldats, ce n'était pourtant que dans une certaine mesure. La situation de l'officier qui était entré en conflit avec un comité devenait intolérable. Ainsi se constituait le droit non écrit des soldats de destituer leurs chefs. Sur le front Ouest, d'après Dénikine, vers juillet, on avait congédié jusqu'à soixante officiers, depuis un commandant de corps d'armée jusqu'à un chef de régiment. Des mutations du même genre avaient lieu à l'intérieur des régiments.

Pendant ce temps s'accomplissait un méticuleux travail de chancellerie au ministère de la Guerre, au Comité exécutif, dans les réunions de la Commission de contact, travail ayant pour but de créer des formes " raisonnables " de rapports dans l'armée et de relever l'autorité des chefs, en réduisant les comités d'armée à un rôle secondaire, principalement administratif. Mais, tandis que les grands chefs nettoyaient avec une ombre de balai une ombre de révolution, les comités se développèrent en un puissant système centralisé, remontant au Comité exécutif de Pétrograd et consolidant par l'organisation l'autorité de celui-ci sur l'armée. De cette autorité, cependant, le Comité exécutif faisait surtout usage pour entraîner de nouveau, par l'intermédiaire des commissaires et des comités, l'armée dans la guerre. Les soldats avaient de plus en plus fréquemment sujet de se demander comment il se faisait que les comités élus par eux exprimassent souvent non ce qu'ils pensaient, eux, soldats, mais ce que voulaient d'eux les chefs.

Les tranchées envoient à la capitale des députés de plus en plus nombreux pour

savoir ce qui se passe. Au début d'avril, le mouvement des hommes du front devient incessant, chaque jour ont lieu au palais de Tauride des conversations collectives ; les soldats survenus ont bien du mal à comprendre les mystères de la politique du Comité exécutif, lequel n'est pas capable de répondre clairement à une seule question. L'armée se transfère lourdement sur la position soviétique pour se convaincre d'autant plus clairement de l'inconsistance de la direction soviétique.

Les libéraux, n'osant s'opposer ouvertement au Soviet, tentent pourtant encore la lutte pour mener l'armée. Comme lien politique avec elle, le chauvinisme doit être, évidemment, maintenu. Le ministre cadet Chingarev, dans un de ses entretiens avec les délégués des tranchées, défendait l'ordonnance de Goutchkov contre " une excessive indulgence " à l'égard des prisonniers, alléguant " les actes de sauvagerie des Allemands ". Le ministre n'obtint pas la moindre expression de sympathie. L'assemblée se prononça résolument pour l'allégement du sort des prisonniers. Et c'étaient là les hommes que les libéraux accusaient à tout bout de champ d'excès et de férocité. Mais les obscurs hommes du front avaient leurs critères à eux. Ils croyaient admissible de tirer vengeance d'un officier pour des vexations infligées aux soldats ; mais il leur semblait lâche de se venger d'un soldat allemand fait prisonnier pour les actes de sauvagerie réels ou fictifs d'un Ludendorff. Les normes éternelles de la morale, hélas ! restaient étrangères à ces rugueux et pouilleux moujiks.

Des tentatives de la bourgeoisie pour s'emparer de l'armée résulta au congrès des délégués du front Ouest (7-10 avril) une compétition entre libéraux et conciliateurs qui d'ailleurs ne se développa point. Le premier congrès d'un des fronts devait donner une décisive vérification politique de l'armée, et les deux partis envoyèrent à Minsk leurs meilleurs représentants. Pour le Soviet : Tsérételli, Tchkhéidzé, Skobélev, Gvozdiev ; pour la bourgeoisie, Rodzianko soi-même, le Démosthène des cadets, Roditchev et autres. L'agitation était extrême dans le théâtre de Minsk, bondé d'assistants, et se répandait par ondes dans toute la ville. D'après les témoignages des délégués, l'on découvrait le tableau de la situation réelle. Sur tout le front, ce sont des fraternisations, les soldats prennent de plus en plus hardiment l'initiative, le commandement ne saurait même songer à des mesures de répression. Que pouvaient dire à cela les libéraux ? Devant cet auditoire passionné, ils renoncèrent aussitôt à l'idée d'opposer leurs résolutions à celles du Soviet. Ils se bornaient à des notes patriotiques dans les discours d'inauguration et furent bientôt nettement dominés. La bataille fut gagnée par les démocrates sans coup férir. Ils n'avaient pas à mener les masses contre la bourgeoisie, ils avaient à les contenir. Le mot d'ordre de la paix, enchevêtré d'une façon équivoque avec le mot d'ordre de la défense de la révolution, dans l'esprit du Manifeste du 14 mars, dominait le congrès. La résolution du Soviet sur la guerre fut adoptée par six cent dix voix contre huit et quarante-six abstentions. Le dernier espoir des libéraux

d'opposer le front à l'arrière, l'armée au Soviet, tombait en poussière. Mais même les leaders démocrates revenaient du Congrès plus effrayés de leur victoire qu'enthousiasmés par elle. Ils avaient vu quels étaient les esprits réveillés par la révolution, et ils avaient senti que ces esprits étaient au-dessus de leurs forces.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

15 Les bolcheviks et Lénine

Le 3 avril, arrivait à Pétrograd, de l'émigration, Lénine. C'est seulement à partir de ce moment que le parti bolchevik commence à parler à pleine voix et, ce qui est encore plus important, de sa propre voix.

Le premier mois de la révolution avait été, pour le bolchevisme, un temps de désarroi et de tergiversations. Dans le " Manifeste " du Comité central des bolcheviks, rédigé aussitôt après la victoire de l'insurrection, il était dit que " les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes soulevées, doivent immédiatement élire leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire ". Le manifeste fut imprimé dans l'organe officiel du Soviet sans commentaire ni objections, comme s'il ne s'agissait que d'une question académique. Mais même les bolcheviks dirigeants donnaient à leur mot d'ordre une signification purement démonstrative. Ils agissaient non pas en tant que représentants d'un parti prolétarien qui se prépare à ouvrir de son propre chef la lutte pour le pouvoir, mais comme l'aile gauche de la démocratie qui, en proclamant ses principes, se dispose, pour une durée indéterminée, à jouer le rôle d'une opposition loyale.

Soukhanov affirme qu'à la séance du Comité exécutif du 1er mars le centre de la discussion porta seulement sur les conditions de la transmission du pouvoir : contre le fait même de la formation d'un gouvernement bourgeois, pas une seule voix ne s'éleva, bien qu'il y eût alors dans le Comité exécutif, sur trente-neuf membres, onze bolcheviks et sympathisants dont trois membres du centre, Zaloutsky, Chliapnikov et Molotov, étaient présents à la séance.

Le lendemain, au Soviet, d'après le propre récit de Chliapnikov, sur quelque quatre cents députés, votèrent contre la transmission du pouvoir à la bourgeoisie tout juste dix-neuf délégués, alors que la fraction bolcheviste comptait déjà quarante délégués. Ce vote même passa complètement inaperçu, dans une procédure formellement parlementaire, sans claires contre-propositions du côté des bolcheviks, sans lutte et sans agitation quelconque dans la presse bolcheviste.

Le 4 mars, le Bureau du Comité central adopta une résolution sur le caractère contre-révolutionnaire du gouvernement provisoire et sur la nécessité de s'orienter vers la dictature démocratique du prolétariat et des paysans. Le Comité de Pétrograd, reconnaissant non sans raison que cette résolution était purement académique, étant donné qu'elle n'indiquait nullement ce qu'il fallait faire le jour même, aborda le problème du côté opposé." Tenant compte de la résolution sur le gouvernement provisoire adoptée par le Soviet ", il déclara qu'il " ne s'opposait pas au pouvoir du gouvernement provisoire dans la mesure où... " Au fond, c'était la position des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, reportée seulement sur la deuxième ligne des tranchées. La résolution ouvertement opportuniste du Comité de Pétrograd ne contredisait que dans la forme la position du Comité central dont le caractère académique ne signifiait pas autre chose que de la résignation politique devant le fait accompli.

La disposition à s'incliner, tacitement ou avec réserves, devant le gouvernement de la bourgeoisie n'obtenait nullement un consentement indivis dans le parti. Les ouvriers bolcheviks se heurtèrent du premier coup au gouvernement provisoire, comme à une fortification ennemie inopinément surgie sur leur chemin. Le Comité de Vyborg rassembla en un meeting des milliers d'ouvriers et de soldats qui, presque unanimement, adoptèrent une résolution sur la nécessité de la prise du pouvoir par le Soviet. Participant actif à cette agitation, Dingelstedt témoigne ainsi :" Il n'y eut pas un seul meeting, pas une seule réunion ouvrière qui eût rejeté notre résolution dans ce sens, du moment qu'il se trouvait quelqu'un pour la proposer. " Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, n'osaient, dans les premiers temps, déclarer franchement comment ils posaient la question du pouvoir devant des auditoires d'ouvriers et de soldats. La résolution de Vyborg, en raison de son succès, fut imprimée et collée en affiches. Mais le Comité de Pétrograd jeta son interdit formel sur cette résolution et Vyborg fut contraint de s'incliner.

Au sujet du contenu social de la révolution et des perspectives de son développement, la position des dirigeants bolcheviks n'était pas moins confuse. Chliapnikov raconte ceci: " Nous étions d'accord avec les mencheviks pour dire que nous passions par une phase de démolition révolutionnaire des rapports de féodalité et de servage, auxquels allaient se substituer toutes sortes de " libertés ", particulières aux régimes bourgeois. " La *Pravda* écrivait en son premier numéro : " La tâche essentielle est... d'instituer un règne républicain démocratique. " Dans ses instructions aux députés ouvriers, le Comité de Moscou déclarait : " Le prolétariat vise à obtenir la liberté afin de lutter pour le socialisme qui est son but final. " L'allégation traditionnelle d'un " but final " souligne suffisamment la distance historique par rapport au socialisme. Personne ne dépassait ce point. La crainte de franchir les frontières de la révolution démocratique dictait une politique de temporisation, d'adaptation et de recul effectif devant les conciliateurs.

Il n'est pas difficile de comprendre quelle influence pénible le manque de caractère du centre, en sa politique, avait sur la province. Bornons-nous au témoignage d'un des dirigeants de l'organisation de Saratov : " Notre parti, qui avait activement participé à l'insurrection, laissa visiblement échapper son influence sur la masse, et cette influence fut interceptée par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Quels étaient les mots d'ordre des bolcheviks, personne n'en savait rien... Le tableau était fort désagréable. "

Les bolcheviks de gauche, avant tout des ouvriers, tâchaient à toutes forces de rompre la quarantaine. Mais eux non plus ne savaient comment parer aux arguments sur le caractère bourgeois de la révolution et les dangers d'un isolement du prolétariat. A contre-jour, ils se soumettaient aux instructions des dirigeants. Divers courants dans le bolchevisme, dès le premier jour, se heurtèrent assez violemment, mais pas un d'eux ne poussait ses idées jusqu'au bout. La *Pravda* reflétait cet état confus et instable des idées du parti sans y mettre aucune unité. La situation se compliqua davantage vers le milieu de mars, lorsque revinrent de la déportation Kaménev et Staline qui donnèrent un brusque coup de volant à la politique officielle du parti dans le sens de la droite."

Bolchevik presque depuis la naissance même du bolchevisme, Kaménev s'était toujours tenu sur le flanc droit du parti. Non dépourvu de préparation théorique et de flair politique, possédant une grande expérience de la lutte fractionnelle en Russie et une provision d'observations politiques faites en Occident, Kaménev, mieux que beaucoup d'autres bolcheviks, saisissait les idées générales de Lénine, mais seulement pour leur donner dans la pratique une interprétation aussi pacifique que possible. On ne pouvait attendre de lui ni de l'indépendance dans la décision, ni de l'initiative dans l'action. Remarquable propagandiste, orateur, journaliste, non brillant mais réfléchi, Kaménev était particulièrement précieux dans les pourparlers

avec d'autres partis et aussi comme éclaireur dans d'autres milieux sociaux, où, de telles excursions, il rapportait toujours, pour son compte, quelque parcelle de la mentalité de partis différents. Ces traits de Kaménev étaient tellement évidents que presque personne ne se trompait sur sa physionomie politique. Soukhanov note en lui l'absence d' " angles aigus " : il faut " toujours le prendre en remorque et s'il résiste un peu parfois, ce n'est pas fort ". Dans le même esprit se prononce aussi Stankévitch : les attitudes de Kaménev à l'égard des adversaires " étaient si molles que, semblait-il, lui-même avait honte de l'intransigeance de sa position; au Comité, il était, indubitablement, non un ennemi, mais seulement une opposition ". A cela, il n'y a presque rien à ajouter.

Staline représentait un tout autre type de bolchevik, et par sa formation mentale, et par le caractère de son travail dans le parti : solide organisateur primitif pour la théorie et la politique. Si Kaménev, en qualité de publiciste, vécut un certain nombre d'années avec Lénine dans l'émigration où se trouvait le foyer du travail théorique du parti, Staline, lui, en qualité de ce que l'on appelle un praticien, sans larges vues théoriques, sans larges intérêts politiques et sans connaissance des langues étrangères, était inséparable du sol russe. De tels militants ne se montraient à l'étranger que dans de courts voyages, pour recevoir des instructions, convenir de la tâche à poursuivre et rentrer en Russie. Staline se distingua parmi les praticiens par son énergie, son entêtement et son ingéniosité dans les manœuvres de coulisses. Si Kaménev, par nature, se sentait "gêné " devant les déductions pratiques du bolchevisme, Staline, par contre, était enclin à maintenir les déductions pratiques qu'il s'était assimilées sans aucun adoucissement, combinant l'opiniâtreté avec la grossièreté.

Quelle que soit l'opposition de leurs caractères, ce n'est pas par hasard que Kaménev et Staline prirent, au début de la révolution, une position commune : ils se complétaient mutuellement. Une conception révolutionnaire sans volonté révolutionnaire vaut autant qu'une montre dont le ressort est cassé : l'aiguille politique de Kaménev était toujours en retard sur les problèmes révolutionnaires. Mais l'absence d'une large conception politique condamne le politicien le plus doué de volonté à l'irrésolution lorsque surviennent de grands et compliqués événements. L'empirique Staline est ouvert aux influences de l'extérieur non du côté de la volonté, mais du côté de la pensée. C'est ainsi qu'un publiciste sans volition et un organisateur sans horizon menèrent, en mars, leur bolchevisme jusqu'à la limite même du menchevisme. Staline, dans la circonstance, se trouva encore moins que Kaménev capable d'occuper une position délibérée dans le Comité exécutif où il était entré comme représentant du parti. Il ne subsiste dans les procès-verbaux ou dans la presse aucune proposition, déclaration, protestation, par lesquelles Staline aurait exprimé le point de vue bolchevik en contrepartie de l'attitude rampante de la " démocratie " devant le libéralisme.

Soukhanov dit dans ses Souvenirs : " Parmi les bolcheviks à cette époque, outre Kaménev, apparut, au Comité exécutif, Staline... Pendant tout le temps de sa modeste activité au Comité exécutif, (il) produisait - non pas seulement sur moi - l'impression d'une tache grise qui, parfois, sautillait, terne et vite effacée. A proprement parler, il n'y a rien à dire de plus sur lui. " Si Soukhanov sous-estime évidemment Staline dans l'ensemble, du moins caractérise-t-il exactement son impersonnalité politique dans le Comité exécutif conciliateur.

Le 14 mars, le manifeste " Aux peuples du monde entier ", qui interprétait la victoire de la Révolution de Février selon les intérêts de l'Entente et signifiait le triomphe d'un nouveau social-patriotisme républicain de marque française, fut adopté par le Soviet *à l'unanimité*. Cela marquait un indubitable succès pour Kaménev-Staline, succès obtenu, apparemment, sans grande lutte. La *Pravda* écrivait à ce sujet qu'il y avait un "compromis conscient entre les diverses tendances représentées au Soviet ". Il conviendrait d'ajouter que le compromis marquait une nette rupture avec le courant de Lénine qui, au Soviet, ne se trouva nullement représenté.

Le membre de la rédaction de l'organe central à l'étranger Kaménev, le membre du Comité central Staline et le député à la Douma Mouranov, également revenu de Sibérie, écartèrent l'ancienne rédaction de la *Pravda* trop " à gauche " et, s'appuyant sur leurs droits problématiques, prirent en main le journal dès le 15 mars. Dans l'article-programme de la nouvelle rédaction, il était déclaré que les bolcheviks soutiendraient résolument le gouvernement provisoire, " dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ". Sur la question de la guerre, les nouveaux dirigeants ne se prononçaient pas moins catégoriquement : tant que l'armée allemande obéirait à son empereur, le soldat russe devait " rester ferme à son poste, répondre à toute balle par une balle et à tout obus par un obus ". " Nous ne faisons pas nôtre l'inconsistant mot d'ordre " A bas la guerre ! " Notre mot d'ordre est d'exercer une pression sur le gouvernement provisoire pour le contraindre… à faire une tentative dans le but de disposer tous les pays belligérants à ouvrir immédiatement des pourparlers... Mais, jusque-là, chacun reste à son poste de combat ! " Les idées, de même que les formules, sont totalement dans l'esprit de la défense nationale. Le programme de pression sur le gouvernement impérialiste dans le but de le "disposer" à des procédés d'action pacifique était le programme de Kautsky en Allemagne, de Jean Longuet en France, de MacDonald en Angleterre, mais ce n'était nullement le programme de Lénine qui appelait au renversement de la domination impérialiste. En ripostant à la presse patriotique, la *Pravda* allait encore plus loin : " Tout " défaitisme " - écrivait-elle, - ou plus exactement ce qu'une presse peu délicate, sous la surveillance de la censure tsariste, stigmatisait de ce nom, est mort au moment où, dans les rues de Pétrograd, s'est montré le premier régiment révolutionnaire. " C'était nettement se séparer de Lénine. Le " défaitisme " n'avait

nullement été inventé par la presse ennemie sous la surveillance de la censure, c'était Lénine qui l'avait formulé ainsi : " La défaite de la Russie, c'est le moindre mal. " L'apparition du premier régiment révolutionnaire et même le renversement de la monarchie ne changeaient en rien le caractère impérialiste de la guerre. " Le jour où sortit le premier numéro de la *Pravda* transformée, le 15 mars - raconte Chliapnikov - fut un jour de jubilation chez les partisans de la défense nationale. Tout le palais de Tauride, depuis les gens d'affaires du Comité de la Douma d'État, jusqu'au cœur même de la démocratie révolutionnaire - le Comité exécutif - retentissait d'une nouvelle : la victoire des bolcheviks modérés, raisonnables, sur les extrémistes. Au Comité exécutif même, on nous reçut avec des sourires venimeux... Lorsque ce numéro de la *Pravda* arriva dans les usines, il y causa une profonde stupéfaction parmi les membres de notre parti et nos sympathisants, ainsi qu'une satisfaction sarcastique chez nos adversaires... L'indignation dans les quartiers fut énorme, et lorsque les prolétaires apprirent que la *Pravda* était tombée dans les mains de trois de ses anciens dirigeants, revenus de Sibérie, ils exigèrent leur exclusion du parti. "

La *Pravda* fut bientôt obligée d'imprimer une véhémente protestation des militants de Vyborg : " Si le journal ne veut pas perdre la confiance des quartiers ouvriers, il doit porter et portera la lumière de la conscience révolutionnaire, si blessante soit-elle pour les hiboux de la bourgeoisie. " Les protestations de la base contraignirent la rédaction à devenir plus circonspecte dans ses expressions, mais non à changer de politique. Même le premier article de Lénine qui put parvenir de l'étranger ne remua pas la conscience de la rédaction. L'orientation était vers la droite sur toute la ligne. " Dans notre agitation - raconte Dingelstedt, représentant de l'aile gauche - il nous fallut compter sur le principe du double pouvoir... et démontrer l'inéluctabilité de cette voie détournée à cette masse d'ouvriers et de soldats qui, pendant ces quinze jours de vie politique intensive, était éduquée dans une compréhension toute différente de ses tâches. "

La politique du parti dans tous le pays se réglait naturellement sur la *Pravda*. Dans de nombreux soviets, des résolutions sur les questions essentielles étaient maintenant adoptées à l'unanimité; les bolcheviks s'inclinaient tout simplement devant la majorité soviétique. A la conférence des soviets de la région de Moscou, les bolcheviks se rallièrent à la résolution des social-patriotes sur la guerre. Enfin, à la Conférence panrusse des représentants de quatre-vingt-deux soviets qui eut lieu à Pétrograd, en fin mars et au début d'avril, les bolcheviks votèrent pour une résolution officielle sur le pouvoir défendue par Dan. Ce rapprochement politique extrêmement prononcé avec les mencheviks se situait à la base des tendances unitaires qui s'étaient largement développées. En province, les bolcheviks et les mencheviks s'unifiaient dans des organisations communes. La fraction Kaménev-Staline se transformait de plus en plus en une aile gauche de la soi-disant

démocratie révolutionnaire et s'incorporait au mécanisme de " pression ", par les coulisses parlementaires, sur la bourgeoisie, qu'elle complétait par une pression, dans les coulisses, sur la démocratie.

Ceux des membres du Comité central qui résidaient à l'étranger et la rédaction de l'organe central, le Social-démocrate, constituaient le centre spirituel du parti. Lénine, avec Zinoviev en qualité d'auxiliaire, menait tout le travail de direction. Les obligations du secrétariat, extrêmement lourdes de responsabilités, étaient remplies par la femme de Lénine, Kroupskaïa. Dans le travail pratique, ce petit centre s'appuyait sur l'aide de quelques dizaines de bolcheviks émigrés. L'éloignement de la Russie devenait, au cours de la guerre, d'autant plus insupportable que la police de l'Entente resserrait de plus en plus ses entraves. L'explosion de la révolution, attendue longuement et intensément, fut un imprévu. L'Angleterre refusa catégoriquement aux émigrés internationalistes, dont elle tenait méticuleusement à jour les listes, de les laisser passer en Russie. Lénine s'exaspérait, dans la cage de Zürich, à chercher une issue. Dans une centaine de plans échafaudés l'un après l'autre, il y eut celui de traverser avec le passeport d'un Scandinave sourd-muet.

En même temps, Lénine ne perd pas une occasion de faire entendre, de la Suisse, sa voix. Dés le 6 mars, il télégraphie, par Stockholm, à Pétrograd : " Notre tactique : complète défiance, aucun soutien au nouveau gouvernement; soupçonnons particulièrement Kérensky; armement du prolétariat - seule garantie; immédiates élections à Douma Pétrograd; aucun rapprochement avec autres partis. " Seule l'exigence d'élections à la Douma, et non au Soviet, avait dans cette première directive un caractère épisodique et fut bientôt rejetée; les autres points, formulés dans les termes catégoriques d'un télégramme, dessinent déjà entièrement la direction générale de la politique. En outre, Lénine commence à envoyer à la *Pravda* ses *Lettres de loin* qui, basées sur une fragmentaire information étrangère, renferment une analyse inachevée de la situation révolutionnaire. Les nouvelles données par les journaux de l'étranger lui permettent bientôt de conclure que le gouvernement provisoire, avec l'assistance directe non seulement de Kérensky, mais aussi de Tchkhéidzé, dupe non sans succès les ouvriers, en présentant la guerre impérialiste comme une guerre de défense nationale. Le 17 mars, il expédie, par l'intermédiaire d'amis à Stockholm une lettre toute pleine d'appréhensions. " Notre parti se déshonorerait pour toujours, se suiciderait politiquement, s'il admettait pareille imposture... Je préférerais même une scission immédiate avec n'importe qui de notre parti plutôt que de céder au social-patriotisme... " Après cette menace, en apparence impersonnelle, pourtant calculée pour atteindre certaines personnes, Lénine adjure : "Kaménev doit comprendre que sur lui tombe une responsabilité

historique d'importance mondiale. " Kaménev est désigné parce qu'il s'agit des questions de principe de la politique. Si Lénine avait eu en vue une tâche pratique de combat, il se serait souvenu plutôt de Staline. Mais justement aux heures où Lénine s'efforçait de transmettre, à travers l'Europe fumante, vers Pétrograd, la tension de sa volonté, Kaménev, avec le concours de Staline, tournait brusquement vers le social-patriotisme.

Divers plans - grimes, perruques, passeports faux ou empruntés - tombaient l'un après l'autre, comme irréalisables. En même temps s'affirmait de plus en plus concrète l'idée du passage par l'Allemagne. Ce plan effrayait la plupart des émigrés et non seulement les patriotes. Martov et les autres mencheviks n'osèrent pas se joindre à l'audacieuse initiative de Lénine et continuèrent à frapper inutilement aux portes de l'Entente. Des récriminations au sujet du passage par l'Allemagne eurent lieu dans la suite même du côté de nombreux bolcheviks, en raison des difficultés que le " wagon plombé " suscita dans le domaine de l'agitation. Lénine, dès le début n'avait pas fermé les yeux sur ces difficultés futures. Kroupskaïa écrivait peu de temps avant le départ de Zürich : " Bien entendu, en Russie, les patriotes vont pousser des hurlements, mais nous sommes forcés de nous y tenir prêts. " La question se posait ainsi : ou rester en Suisse, ou passer par l'Allemagne. Aucune autre voie n'était ouverte. Lénine pouvait-il hésiter même une minute de plus ? Exactement un mois plus tard, Martov, Axelrod et autres durent s'engager sur les traces de Lénine.

Dans l'organisation de ce voyage insolite à travers un pays ennemi en temps de guerre s'affirment les traits essentiels de Lénine comme homme politique : la hardiesse du dessein et une circonspection méticuleuse dans l'exécution. En ce grand révolutionnaire vivait un notaire pédant qui, pourtant, connaissait sa place et entreprenait de rédiger son acte au moment où cela pouvait aider à la destruction de tous actes notariaux. Les conditions du passage à travers l'Allemagne, élaborées avec un soin extrême, donnèrent une base à un original traité international entre la rédaction d'un journal d'émigrés et l'empire du Hohenzollern. Lénine exigea pour le transit un droit absolu d'exterritorialité : aucun contrôle sur le contingent des voyageurs, sur leurs passeports et leurs bagages, personne n'a le droit d'entrer en cours de route dans le wagon (de là la légende du wagon " plombé "). De son côté, le groupe des émigrés s'engageait à réclamer que l'on relâchât de Russie un nombre correspondant de prisonniers civils, allemands et austro-hongrois.

En collaboration avec quelques révolutionnaires étrangers fut élaborée une déclaration. " Les internationalistes russes qui... se rendent maintenant en Russie pour y servir la révolution nous aideront à soulever les prolétaires des autres pays, en particulier les prolétaires d'Allemagne et d'Autriche, contre leurs gouvernements. " Ainsi parlait le procès-verbal signé par Loriot et Guilbeaux pour la France, par

Paul Lévy pour l'Allemagne, par Patten pour la Suisse, par des députés suédois de gauche, etc. Dans ces conditions et avec ces précautions, partirent de Suisse, à la fin du mois de mars, trente émigrés russes, au milieu de wagons de munitions - eux-mêmes étant un chargement explosif d'une extraordinaire puissance.

Dans sa *Lettre d'adieu* aux ouvriers suisses, Lénine rappelait la déclaration faite par l'organe central des bolcheviks pendant l'automne de 1915 : si la révolution amène en Russie au pouvoir un gouvernement républicain désirant continuer la guerre impérialiste, les bolcheviks s'opposeront à la défense de la patrie républicaine. Actuellement, cette situation se présente. " Notre mot d'ordre : aucun soutien pour le gouvernement Goutchkov-Milioukov. " Parlant ainsi, Lénine mettait maintenant le pied sur le territoire de la révolution.

Les membres du gouvernement provisoire n'aperçurent pourtant aucun motif de s'alarmer. Nabokov raconte ceci : " A une des séances du gouvernement provisoire, en mars, pendant une suspension, alors qu'on continuait à discuter sur la propagande bolcheviste qui se développait de plus en plus, Kérensky déclara avec le gros rire hystérique qui lui était coutumier : " Voilà, attendez un peu, Lénine lui-même va venir, et alors tout cela deviendra sérieux... " Kérensky avait raison : on en était encore à attendre que cela devînt sérieux. Cependant, les ministres, d'après Nabokov, ne voyaient pas de raison de s'inquiéter : " Le fait même que Lénine se soit adressé à l'Allemagne affaiblira tellement son autorité qu'il n'y aura pas lieu de le craindre. " Comme c'est bien dans leur genre, les ministres étaient très perspicaces.

Les amis et disciples allèrent à la rencontre de Lénine en Finlande. " A peine entré dans le compartiment et assis sur la banquette - raconte Raskolnikov, jeune officier de marine et bolchevik - Vladimir Illitch tombe aussitôt sur Kaménev : - Qu'est ce que vous écrivez dans la *Pravda*? Nous en avons vu quelques numéros et nous vous avons fameusement engueulés... " Telle est la rencontre après plusieurs années de séparation. Ce qui n'empêche pas qu'elle soit cordiale.

Le Comité de Pétrograd, avec le concours de l'organisation militaire, avait mobilisé plusieurs milliers d'ouvriers et de soldats pour faire une réception solennelle à Lénine. Une division amicalement disposée, celle des autos blindées, avait envoyé pour l'occasion toutes ses machines. Le Comité décida de se rendre à la gare sur ces équipages de guerre : la révolution avait déjà éveillé une passion pour ces monstres obtus qu'il est si avantageux d'avoir de son côté dans les rues d'une cité.

La description de la rencontre officielle qui eut lieu dans la salle dite " impériale " de la gare de Finlande constitue une page très vivante dans les Mémoires à nombreux tomes massifs de Soukhanov. " Dans la salle impériale entra,

ou pour mieux dire, accourut Lénine, portant un chapeau melon, le visage figé, ayant à la main un magnifique bouquet. Arrêtant sa course au milieu de la salle, il se planta devant Tchkhéidzé comme s'il était tombé sur un obstacle tout à fait inattendu. Et là, Tchkhéidzé, sans se défaire de son air morose, prononça le " compliment " suivant, s'en tenant non seulement à l'esprit, non seulement à la rédaction, mais au ton d'une leçon de morale : " Camarade Lénine, au nom du Soviet de Pétrograd et de toute la Révolution, nous saluons votre arrivée en Russie... Mais nous estimons que la tâche principale de la démocratie révolutionnaire est pour l'instant de défendre notre révolution de tous attentats qui pourraient venir contre elle, tant de l'intérieur que de l'extérieur... Nous espérons qu'avec nous vous poursuivrez ces buts. " Tchkhéidzé se tut. Devant cette sortie inattendue, je restai interloqué... Mais Lénine, évidemment, savait fort bien comment se comporter devant tout cela. Son attitude était celle d'un homme que rien ne touche de ce qui se passe autour de lui : il regardait de côté et d'autre, examinait des visages, levait même les yeux vers le plafond de la salle " impériale ", arrangeant son bouquet (qui ne s'accordait guère avec l'ensemble de sa personne), et, ensuite, se détournant déjà tout à fait de la délégation du Comité exécutif, il " répondit " ainsi : " Chers camarades, soldats, matelots et ouvriers, je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, de vous saluer comme l'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale... L'heure n'est pas loin où, sur l'appel de notre camarade Karl Liebknecht, les peuples retourneront leurs armes contre les capitalistes exploiteurs... La révolution russe accomplie par vous a ouvert une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale!... "

Soukhanov a raison, - le bouquet s'accordait mal avec l'ensemble de la physionomie de Lénine, le gênait indubitablement et l'incommodait comme un objet déplacé sur le fond sévère des événements. Et, au surplus, Lénine n'aimait pas les fleurs en bouquet. Mais il devait être encore plus gêné par cette réception officielle et hypocritement moralisatrice dans une salle d'apparat de la gare. Tchkhéidzé valait mieux que son discours de réception. Il avait un peu peur de Lénine. Mais on l'avait sans doute persuadé qu'il faudrait rappeler à l'ordre, dés le début, " le sectaire ". Pour compléter le discours de Tchkhéidzé, qui prouvait le lamentable niveau de la direction, un jeune officier des équipages de la flotte, parlant au nom des marins, eut cette bonne idée de souhaiter que Lénine devînt membre du gouvernement provisoire. C'est ainsi que la Révolution de Février, flasque, prolixe et encore ingénue, recevait un homme qui était venu avec la ferme intention de lui imposer pensée et volonté. Déjà, ces premières impressions de Lénine, augmentant de beaucoup l'inquiétude qu'il avait en arrivant, provoquaient un sentiment de protestation difficilement contenue. Plutôt bien vite retrousser ses manches. En faisant appel de Tchkhéidzé aux matelots et aux soldats, de la défense de la patrie à la révolution internationale, du gouvernement provisoire à Liebknecht, Lénine faisait seulement, à la gare, une petite répétition de toute sa politique ultérieure.

Et, pourtant, cette révolution balourde adopta du premier coup et solidement le leader dans son sein. Les soldats exigèrent que Lénine prît place sur une des autos blindées et il ne lui restait qu'à obéir. La nuit qui tombait donna au cortège un caractère particulièrement imposant. Les feux des autres autos blindées étant éteints, les ténèbres étaient percées par la claire lumière du phare de la voiture sur laquelle roulait Lénine. La lumière projetée détachait de l'obscurité des rues des groupes agités d'ouvriers, de soldats, de matelots, de ceux-là mêmes qui avaient accompli la plus grande des insurrections, mais qui avaient laissé le pouvoir filer entre leurs doigts. La fanfare militaire dut cesser de jouer, plusieurs fois, en cours de route, pour donner à Lénine la possibilité de répéter, avec des variantes, le discours prononcé à la gare devant des auditeurs toujours nouveaux. " Le triomphe fut éclatant - dit Soukhanov - et même assez symbolique. "

Au palais de Kszesinska, quartier général bolchevik dans le nid drapé de satin de la ballerine de la Cour - cette juxtaposition devait amuser l'ironie de Lénine toujours en éveil - recommencèrent les compliments. C'en était trop. Lénine endurait les averses d'éloges à la façon dont un piéton impatient supporte la pluie sous une porte cochère. Il sentait que l'on se réjouissait sincèrement de son arrivée, mais s'irritait de cette joie grandiloquente. Le ton même des félicitations officielles lui semblait imité, affecté, en un mot emprunté à la démocratie petite-bourgeoise, déclamatrice, sentimentale et fallacieuse. Il voyait que la révolution, n'ayant pas encore déterminé ses tâches et ses voies, avait déjà institué sa lassante étiquette. Il souriait avec une bonhomie fâchée, en consultant sa montre, et, par moments, ne se gênait probablement pas pour bâiller. Les paroles de la dernière harangue avaient à peine cessé de retentir que l'insolite arrivant déversa sur cet auditoire une cascade d'idées passionnées qui résonnait trop souvent comme des coups de fouet.

En ce temps-là, l'art de la sténographie n'avait pas encore été découvert pour le bolchevisme. Personne ne prenait de notes, tous étaient absorbés par ce qui se passait. Le discours ne subsista point, il n'en resta qu'une impression générale dans les souvenirs des auditeurs, mais cette impression même fut modifiée par le temps : l'enthousiasme en fut accru, l'effroi amoindri. Pourtant, l'impression principale, même parmi les plus proches de Lénine, était précisément celle de l'effroi. Toutes les formules habituelles qui, semblait-il, avaient acquis en un mois une solidité inébranlable grâce à d'innombrables répétitions, sautaient l'une après l'autre devant l'auditoire. La courte réplique de Lénine, à la gare, envoyée par-dessus la tête de Tchkhéidzé embarrassé, fut ici développée en un discours de deux heures adressé directement aux cadres bolcheviks de Pétrograd.

Par hasard, à titre d'invité, admis grâce à la bienveillance de Kaménev - Lénine avait horreur de ces indulgences-là - assistait à cette séance le sans-parti Soukhanov. C'est ainsi que nous avons une description, faite par un observateur

d'à-côté, à demi hostile, à demi enthousiaste, de la première rencontre de Lénine avec les bolcheviks de Pétrograd.

" Je n'oublierai jamais ce discours tonitruant, qui ébranla et stupéfia non seulement moi, hérétique survenu là par hasard, mais aussi tous les orthodoxes. J'affirme que personne n'attendait rien de pareil. Il semblait que, de leurs tanières, se fussent levés tous les éléments et que l'esprit de la destruction universelle, ne connaissant ni limites, ni doutes, ni difficultés humaines, ni calculs humains, planait dans le salon de Kszesinska sur les têtes des disciples ensorcelés. "

Difficultés et calculs humains, pour Soukhanov, ce sont principalement les hésitations du petit cercle de rédaction de la *Novaïa Jisn*, en prenant le thé chez Maxime Gorki. Les calculs de Lénine étaient plus profonds. Ce n'étaient pas des éléments qui tournoyaient dans la salle, c'était une pensée humaine que n'intimidaient pas les éléments, qui s'efforçait de les comprendre pour les dominer. Mais, n'importe : l'impression est vivement donnée.

" Lorsque mes camarades et moi arrivions ici - disait Lénine, d'après Soukhanov - je pensais que l'on nous conduirait directement de la gare à la forteresse Pierre-et-Paul. Comme il se trouve, nous en sommes très loin. Mais nous ne perdrons pas l'espoir d'y échapper encore et de l'éviter. " Au moment où, pour d'autres, le développement de la révolution équivalait à une consolidation de la démocratie, pour Lénine la perspective la plus immédiate était de rentrer dans la forteresse Pierre-et-Paul. On eût dit que c'était là une plaisanterie sinistre. Mais Lénine ne se disposait nullement à plaisanter, et la révolution pas plus que lui.

Soukhanov se plaint : " Il rejeta la réforme agraire par la voie législative de même que tout le reste de la politique du Soviet. Il proclama la saisie organisée de la terre par les paysans, sans délai... quel que fût le pouvoir d'État. "

" Nous n'avons pas besoin d'une république parlementaire, nous n'avons pas besoin d'une démocratie bourgeoise, nous n'avons besoin d'aucun gouvernement en dehors des soviets de députés ouvriers, soldats et ouvriers agricoles ! "

En même temps, Lénine s'écartait nettement de la majorité soviétique, la rejetant dans le camp des adversaires. " A cette époque-là, il n'en fallait pas plus pour que l'auditeur eût le vertige ! "

" Seule, la gauche de Zimmerwald préside à la défense des intérêts prolétariens et de la révolution mondiale - s'exclame Soukhanov, traduisant avec indignation les idées de Lénine. Les autres, ce sont toujours les mêmes opportunistes qui prononcent de belles paroles, mais, en réalité,... trahissent la cause du socialisme et des masses ouvrières. "

" Il tomba résolument sur la tactique précédemment appliquée par les groupes dirigeants du parti et certains camarades avant son arrivée ", ajoute Raskolnikov aux propos de Soukhanov. " Ici étaient présents les plus responsables militants du parti. Mais, pour eux aussi, le discours d'Illitch était une véritable révélation. Il traça un Rubicon entre la tactique de la veille et celle du jour. " Le Rubicon, comme nous verrons, ne fut pas tracé d'un seul coup.

Il n'y eut point de débats sur le rapport : tous étaient trop abasourdis et chacun avait envie de rassembler du moins un peu ses pensées. " Je sortis dans la rue - termine Soukhanov ; ma sensation était d'avoir reçu, cette nuit-là, des coups de fléau sur la tète. Une seule chose était claire : non, moi, sauvage, je ne marcherai pas avec Lénine! " Nous le croyons bien !

Le lendemain, Lénine présenta au parti un bref exposé écrit de ses idées qui devint un des plus importants documents de la révolution, sous la dénomination de " thèses du 4 avril ". Les thèses exprimaient de simples pensées, en termes simples et accessibles à tous. La république qui est sortie de l'insurrection de Février n'est pas notre république, et la guerre qu'elle mène n'est pas notre guerre. La tâche pour les bolcheviks est de renverser le gouvernement impérialiste. Mais celui-ci se maintient grâce à l'appui des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, lesquels s'appuient sur la confiance des masses populaires. Nous sommes en minorité. Dans ces conditions, il ne peut être question d'un acte de force de notre côté. Il faut apprendre aux masses à ne plus se fier aux conciliateurs et aux partisans de la défense nationale. " Il faut patiemment donner des explications. " Le succès d'une telle politique, imposée par l'ensemble des circonstances, est garanti et il nous amènera à la dictature du prolétariat, par conséquent il nous conduira au-delà du régime bourgeois. Nous voulons rompre totalement avec le capital, publier ses traités secrets et appeler les ouvriers du monde entier à briser avec la bourgeoisie et à liquider la guerre. Nous commençons la révolution internationale. Seul le succès de cette révolution consolidera la nôtre, et assurera le passage au régime socialiste.

Les thèses de Lénine furent publiées en son nom, et seulement en son propre nom. Les institutions centrales du parti les accueillirent avec une hostilité que tempérait seulement la stupéfaction. Personne - ni organisation ni groupe, ni aucun militant - n'y joignait sa signature. Même Zinoviev, qui était arrivé avec Lénine de l'étranger ou sa pensée, pendant dix ans, s'était formée sous l'influence directe et quotidienne de Lénine, s'écarta en silence. Et cet éloignement ne fut pas surprenant pour le maître qui ne connaissait que trop bien son plus proche disciple. Si Kaménev était un propagandiste popularisateur, Zinoviev était un agitateur, et même, selon l'expression de Lénine, n'était que cela. Pour être un leader, il manquait trop du sentiment de la responsabilité. Mais ce n'était pas seulement cela

qui lui manquait. Dépourvue de discipline intérieure, sa pensée est complètement incapable de travail théorique et se dissout dans l'informe intuition de l'agitateur. Grâce à un flair exceptionnellement subtil il saisissait toujours, à la volée, les formules dont il avait besoin, c'est-à-dire celles qui aidaient à la plus effective action sur les masses. Et comme journaliste, et comme orateur, il restait invariablement un agitateur, avec cette différence que, dans ses articles, il se montre surtout par ses côtés faibles, tandis que dans ses discours les côtés forts l'emportent. Beaucoup plus audacieux et effréné dans l'agitation qu'aucun des bolcheviks, Zinoviev est moins encore que Kaménev capable d'une initiative révolutionnaire. Il est irrésolu, comme tous les démagogues. Ayant quitté l'arène des conflits de fractions pour celle des immédiates luttes de masses, Zinoviev se séparait presque involontairement de son maître.

En ces dernières années, les tentatives n'ont pas été peu nombreuses de démontrer que la crise d'avril du parti avait été un égarement passager et presque accidentel. Tout cela s'effondre au premier contact avec les faits [1].

Déjà, ce que nous savons de l'activité du parti au cours de mars, nous découvre une contradiction très profonde entre Lénine et la direction pétersbourgeoise. Juste au moment de l'arrivée de Lénine, la contradiction avait atteint sa plus haute tension. En même temps que la Conférence panrusse des représentants de quatre-vingt-deux soviets, où Kaménev et Staline votaient pour une résolution sur le pouvoir déposée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, avait lieu à Pétrograd la conférence du Parti, composée de bolcheviks venus de tous les points de la Russie. Pour caractériser les tendances et les opinions du parti, ou plus exactement de sa couche supérieure, telle qu'elle sortit de la guerre, la conférence à laquelle survint Lénine comme elle se terminait, présente un intérêt tout à fait exceptionnel. La lecture des procès-verbaux, non publiés jusqu'à ce jour, appelle plus d'une fois l'étonnement : est-ce donc bien le parti représenté par ces délégués qui, dans sept mois, devait prendre le pouvoir d'une main de fer ?

Depuis l'insurrection, un mois s'était écoulé - longue période pour une révolution comme pour une guerre. Cependant, dans le parti, les opinions ne s'étaient pas encore clarifiées sur les questions les plus essentielles de la révolution. D'extrêmes patriotes, tels que Voitinsky, Eliav, et autres participaient à la Conférence à côté de ceux qui se considéraient comme internationalistes. Le pourcentage des patriotes déclarés, incomparablement moindre que chez les mencheviks, était néanmoins important. La Conférence, dans son ensemble, ne résolut pas la question : scission avec ses propres patriotes ou union avec les

patriotes du menchevisme. Au cours d'une suspension de séance de la conférence bolcheviste, eut lieu une réunion commune de bolcheviks et de mencheviks, délégués de la Conférence des soviets, pour discuter la question de la guerre. Le plus fougueux menchevik-patriote, Liber, déclara dans cette assemblée : " La distinction faite naguère entre bolcheviks et mencheviks doit être écartée et il faut seulement parler de notre attitude à l'égard de la guerre. " Le bolchevik Voïtinsky ne tarda pas à proclamer qu'il était tout prêt à signer toute parole de Liber. Tous ensemble, bolcheviks et mencheviks, patriotes et internationalistes, cherchaient une formule commune exprimant leur attitude au sujet de la guerre.

Les opinions de la conférence bolcheviste trouvèrent indubitablement leur expression la plus adéquate dans le rapport de Staline sur l'attitude vis-à-vis du gouvernement provisoire. Il est indispensable de citer ici l'idée centrale du rapport qui, jusqu'à présent, n'a pas été publié, nulle part, pas plus que les procès-verbaux dans leur ensemble. " Le pouvoir est partagé entre deux organes dont aucun ne possède tout le pouvoir. Des frictions et une lutte entre eux existent et doivent être. Les rôles sont partagés. Le Soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires ; le Soviet est le leader révolutionnaire du peuple soulevé, l'organe contrôlant le gouvernement provisoire. Mais le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le Soviet mobilise les forces, exerce un contrôle. Le gouvernement provisoire, résistant, s'empêtrant, prend le rôle de consolidateur des conquêtes que le peuple a déjà effectivement faites. Cette situation a des côtés négatifs, mais elle en a aussi de positifs : nous n'avons pas avantage pour l'instant à forcer la marche des événements en accélérant le processus d'éviction des couches bourgeoises qui, inévitablement, par la suite, devront se détacher de nous. "

Les relations entre la bourgeoisie et le prolétariat sont dessinées par le rapporteur, qui s'est situé au-dessus des classes, comme une simple division du travail. Les ouvriers et les soldats accomplissent la révolution, Goutchkov et Milioukov la " consolident ". Nous reconnaissons ici la conception traditionnelle du menchevisme, inexactement copiée sur les événements de 1789. Ce sont précisément les leaders du menchevisme que caractérisent cette attitude d'inspecteurs devant le processus historique, cette façon de distribuer les tâches à des classes diverses et de critiquer d'un ton protecteur leur exécution. Cette idée qu'il serait désavantageux de pousser à la disjonction entre la bourgeoisie et la révolution fut toujours le plus haut critère de toute la politique des mencheviks. En réalité, cela signifiait : émousser et affaiblir le mouvement des masses pour ne pas effrayer les libéraux alliés. Enfin la conclusion de Staline au sujet du gouvernement provisoire se raccorde entièrement à la formule équivoque des conciliateurs : " Dans la mesure où le gouvernement provisoire consolide les progrès de la révolution, il faut le soutenir ; dans la mesure où ce gouvernement est contre-révolutionnaire, il

est inadmissible qu'on le soutienne. "

Le rapport de Staline fut lu le 29 mars. Le lendemain, le rapporteur officiel de la Conférence soviétique, le social-démocrate sans-parti Stiéklov, préconisant la même assistance conditionnelle au gouvernement provisoire, traça, dans le feu de l'enthousiasme, un tel tableau de l'activité des " consolidateurs " de la révolution - résistance aux réformes sociales, visées monarchistes, protection accordée aux forces contre-révolutionnaires, appétits annexionnistes - que la Conférence des bolcheviks, alarmée, rejeta la formule de soutien. Le bolchevik de droite Noguine déclara : " Le rapport de Stiéklov a apporté une idée neuve : il est clair qu'à présent l'on doit parler non de *soutien*, mais d'*opposition*. " Skrypnik en vint également à conclure qu'après le rapport de Stiéklov " il y avait beaucoup de changé : impossible de parler d'un soutien au gouvernement. Il y a complot du gouvernement provisoire contre le peuple et la révolution. " Staline qui, la veille, dessinait un tableau idyllique de " la division du travail " entre le gouvernement et le Soviet, s'estima obligé de supprimer l'article relatif au soutien.

Des débats courts et peu profonds se poursuivaient autour de la question de savoir si l'on soutiendrait le gouvernement provisoire " dans la mesure où... " ou bien seulement les actes révolutionnaires du gouvernement provisoire. Un délégué de Saratov, Vassiliev, déclarait non sans raison : " L'attitude à l'égard du gouvernement provisoire est la même chez tous. " Krestinsky formulait la situation encore plus vivement : " Il n'y a pas de désaccords sur les démarches pratiques entre Staline et Voïtinsky. " Bien que Voïtinsky, fût, aussitôt après la conférence, passé aux mencheviks, Krestinsky n'avait pas tellement tort : en retirant la mention explicite du soutien, Staline ne supprimait pas le soutien lui-même. Il n'y eut pour essayer de poser la question de principe que Krassikov, un de ces vieux bolcheviks qui s'étaient écartés du parti pendant nombre d'années et qui, maintenant, lourds de l'expérience de la vie, tentaient de rentrer dans ses rangs. Krassikov n'avait pas peur de prendre le taureau par les cornes : n'avez-vous pas l'intention d'établir la dictature du prolétariat? demandait-il ironiquement. Mais la conférence laissa l'ironie de côté, et la question en même temps, comme ne méritant pas attention. La résolution de la conférence demandait à la démocratie révolutionnaire d'exhorter le gouvernement provisoire " à la lutte la plus énergique pour la complète liquidation de l'ancien régime ", c'est-à-dire réservait au parti prolétarien un rôle de dame de compagnie auprès de la bourgeoisie.

Le lendemain fut discutée une proposition de Tsérételli sur la fusion des bolcheviks et des mencheviks. Staline considéra cette invite avec une entière sympathie : " Nous devons marcher. Il est indispensable de fixer nos propositions sur la ligne d'unification. L'unification est possible sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal. " Molotov, qui avait été évincé par Kaménev et Staline de la rédaction de

la *Pravda* pour avoir donné une direction trop radicale au journal, formula des objections : Tsérételli désire unifier des éléments de tout poil, lui-même se dit aussi zimmerwaldien, la fusion sur cette ligne est une erreur. Mais Staline en tenait pour son idée : " Il ne convient point, disait-il, d'anticiper et de prévenir les différends. Sans désaccords, il n'y a pas de vie de parti. A l'intérieur du parti, nous éliminerons les petits désaccords. "

Toute la lutte que Lénine avait menée, pendant les années de guerre, contre le social-patriotisme et son camouflage pacifiste, était comme réduite à néant. En septembre 1916, Lénine écrivait avec une particulière insistance, par l'intermédiaire de Chliapnikov, à Pétrograd : " L'esprit de conciliation et d'unification est ce qu'il y a de plus nuisible pour le parti ouvrier en Russie ; non seulement c'est une idiotie, mais c'est la perte du parti... Nous ne pouvons compter que sur ceux qui ont compris tout le leurre de l'idée d'unité et toute la nécessité d'une scission avec cette confrérie (les Tchkhéidzé et Cie) en Russie. " Cet avertissement n'avait pas été compris. Les dissensions avec Tsérételli, leader du bloc soviétique dirigeant, étaient présentées par Staline comme de petits désaccords que l'on pouvait " éliminer " à l'intérieur d'un parti commun. Ce critère donne la meilleure évaluation des opinions d'alors de Staline lui-même.

Le 4 avril, au Congrès du parti, apparaît Lénine. Son discours, commentant les "thèses", passe sur les travaux de la Conférence comme l'éponge humide d'un maître qui efface au tableau ce qu'a écrit un écolier embarrassé.

" Pourquoi n'a-t-on pas pris le pouvoir ? " demande Lénine.

A la Conférence des soviets, Stiéklov, peu auparavant, avait expliqué en termes embrouillés les motifs qu'on avait de s'abstenir du pouvoir : la révolution bourgeoise est une première étape, - il y a la guerre, etc. " Ce sont des fadaises, déclare Lénine. L'affaire est en ceci que le prolétariat n'est pas suffisamment conscient ni suffisamment organisé. Il faut le reconnaître. La puissance matérielle est dans les mains du prolétariat, mais la bourgeoisie s'est trouvée là, consciente et préparée. C'est un fait monstrueux, mais il est indispensable de le reconnaître ouvertement et franchement et de déclarer au peuple qu'on n'a pas pris le pouvoir parce qu'on n'était ni organisés, ni conscients. "

Du plan d'objectivité mensongère, derrière lequel s'abritaient les capitulards de la politique, Lénine transposait toute la question sur le plan subjectif. Le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir en Février parce que le parti des bolcheviks n'avait pas été à la hauteur des tâches objectives et n'avait pu empêcher les conciliateurs d'exproprier politiquement les masses populaires au profit de la bourgeoisie.

La veille, l'avocat Krassikov lançait ce défi : " Si nous estimons que le moment

est venu de réaliser la dictature du prolétariat, c'est donc ainsi qu'il faut poser la question. La force physique, dans le sens de la prise du pouvoir, nous l'avons indubitablement." Le président retira alors la parole à Krassikov, alléguant que l'on s'occupait de tâches pratiques et que la question de la dictature n'entrait point dans le débat. Mais Lénine estimait que la seule tâche pratique était précisément la question de préparer la dictature du prolétariat. " La particularité du moment actuel en Russie - disait-il dans les thèses - est de marquer une transition entre la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite de l'insuffisance de pensée consciente et d'organisation du prolétariat, et sa deuxième étape qui doit apporter le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie. "

La Conférence, à la suite de la *Pravda*, limitait les tâches de la révolution à des réformes démocratiques, réalisables par l'Assemblée constituante. En contrepartie, Lénine déclara : " La vie et la révolution rejettent l'Assemblée constituante à l'arrière plan. La dictature du prolétariat existe, mais on ne sait qu'en faire. "

Les délégués s'interrogeaient du regard. Ils disaient entre eux qu'Illitch, s'éternisant à l'étranger, n'avait pas vu les choses d'assez près, n'avait pas discerné. Mais le rapport de Staline sur une sage division du travail entre le gouvernement et le Soviet sombra du coup et pour toujours dans l'insondable passé. Staline lui-même se taisait. Désormais il devra se taire longtemps. Seul Kaménev continuera à se défendre.

Déjà, de Genève, Lénine avertissait par lettres qu'il était prêt à rompre avec quiconque accepterait des concessions sur les questions de la guerre, du chauvinisme et d'une conciliation vis-à-vis de la bourgeoisie. Maintenant, face à face avec la couche dirigeante du parti, il déclenche l'attaque sur toute la ligne. Mais, au début, il ne désigne nommément aucun des bolcheviks. S'il a besoin d'un vivant exemple de fausseté ou d'équivoque, il indique du doigt des sans-parti, Stiéklov ou Tchkhéidzé. C'est le procédé habituel de Lénine : ne jamais river prématurément quelqu'un à sa position pour donner la possibilité aux plus prudents de se retirer à temps de la bataille et, par ce moyen, affaiblir du coup les futurs adversaires déclarés. Kaménev et Staline estimaient qu'en participant à la guerre après Février, le soldat et l'ouvrier défendaient la révolution. Lénine estime que le soldat et l'ouvrier, comme auparavant, participent à la guerre en esclaves assujettis au capital. " Même nos bolcheviks - dit-il, rétrécissant le cercle autour des adversaires - manifestent de la confiance au gouvernement. Cela ne peut s'expliquer que par le délire de la révolution. C'est courir à la perte du socialisme... S'il en est ainsi, nous ne ferons pas route ensemble. J'aime mieux rester en minorité. " Ce n'est pas une simple menace d'orateur. C'est une démarche méditée clairement jusqu'en ses conséquences.

Sans nommer ni Kaménev ni Staline, Lénine est pourtant forcé de nommer le journal : " La *Pravda* exige du gouvernement qu'il renonce aux annexions. Exiger d'un gouvernement de capitalistes qu'il renonce aux annexions, c'est une ineptie, une criante dérision... " Une indignation contenue se trahit ici par une haute note. Mais l'orateur se ressaisit aussitôt : il tient à dire rien de moins que le nécessaire, mais rien de trop. Au passage, en glissant, Lénine donne d'inégalables règles de politique révolutionnaire : " Lorsque les masses déclarent qu'elles ne veulent pas de conquêtes, je les crois. Lorsque Goutchkov et Lvov déclarent qu'ils ne veulent pas de conquêtes, ils sont des menteurs. Lorsque l'ouvrier dit qu'il veut la défense du pays, ce qui parle en lui, c'est l'instinct d'un opprimé. " Ce critère, pour le désigner par son nom, semble simple comme la vie même. Mais la difficulté est de le désigner en temps voulu par son nom.

A propos du Manifeste du Soviet " Aux peuples du monde entier ", qui donna prétexte à la *Rietch* libérale de déclarer en son temps que le thème du pacifisme se développait chez nous en une idéologie commune avec celle de nos alliés, Lénine s'exprima avec plus de précision et de vivacité : " Ce qui est particulier à la Russie, c'est une transition à pas gigantesque d'une oppression sauvage à la plus subtile imposture. "

" Cet appel - écrivait Staline au sujet du Manifeste - s'il atteint les larges masses (d'Occident), ramènera sans aucun doute des centaines et des milliers d'ouvriers au mot d'ordre oublié : " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous "

"L'appel du Soviet - réplique Lénine ; il n'y a pas là-dedans un seul mot pénétré de la conscience de classe. Il n'y a là que de la phraséologie. " Le document dont étaient si fiers les zimmerwaldiens qui n'étaient jamais sortis de chez eux n'est aux yeux de Lénine qu'un des instruments de " la plus subtile imposture ".

Avant l'arrivée de Lénine, la *Pravda* ne mentionnait généralement pas la gauche de Zimmerwald. Parlant de l'Internationale, elle n'indiquait pas laquelle. C'est ce que Lénine appelait le " kautskysme " de la *Pravda*. " A Zimmerwald et à Kienthal déclara-t-il à la conférence du parti - le centre a obtenu la prépondérance... Nous déclarons que nous avons formé une gauche et rompu avec le centre... Il existe un courant de la gauche de Zimmerwald dans tous les pays du monde. Les masses doivent discerner que le socialisme est scindé dans le monde entier... "

Trois jours auparavant, Staline se proclamait, dans cette même conférence, tout disposé à éliminer les désaccords avec Tsérételli, sur les bases de Zimmerwald-Kienthal, c'est-à-dire sur les bases du kautskysme. " J'apprends qu'en Russie se manifeste une tendance unificatrice - disait Lénine ; s'unir avec les partisans de la défense nationale, c'est trahir le socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul comme Liebknecht. Seul contre cent dix " L'accusation de trahir le socialisme, pour

l'instant encore sans désignation de personnes, n'est pas simplement ici un mot dur : elle exprime intégralement l'attitude de Lénine à l'égard des bolcheviks qui tendent un doigt aux social-patriotes. En opposition à Staline, qui juge possible de fusionner avec les mencheviks, Lénine estime intolérable que l'on garde en commun avec eux le nom de social-démocratie. " Parlant en mon nom personnel - déclare-t-il - je propose de changer l'appellation du parti, de nous dénommer Parti communiste. " "En mon nom personnel ", cela signifie que nul, pas un des membres de la Conférence, ne consentait à ce geste symbolique d'une rupture définitive avec la IIe internationale.

" Vous craignez de trahir de vieux souvenirs? " dit l'orateur aux délégués déconcertés, interloqués, partiellement indignés. Mais le moment est venu " de changer de linge, il faut ôter la chemise sale et en mettre une propre. " Et il insiste de nouveau : " Ne vous accrochez pas à un vieux mot qui est entièrement pourri. Si vous voulez édifier un nouveau parti... tous les opprimés viendront à vous. "

Devant le grandiose des tâches à entamer, devant le trouble des idées dans ses propres rangs, la pensée du temps précieux stupidement perdu en réceptions, en félicitations, en résolutions rituelles arrache à l'orateur cette plainte : " Assez de félicitations, de résolutions, il est temps de se mettre à l'ouvrage, d'entreprendre un travail efficace et réfléchi "

Une heure après, Lénine fut obligé de répéter son discours à une réunion générale, fixée d'avance, des bolcheviks et des mencheviks, et sa harangue sembla à la majorité des auditeurs être quelque chose d'intermédiaire entre la raillerie et le délire. Les plus indulgents haussaient les épaules. Cet homme était évidemment tombé de la lune : après une absence de dix ans, à peine a-t-il descendu les marches du perron de la gare de Finlande, le voilà qui prêche la prise du pouvoir par le prolétariat. Les moins débonnaires des patriotes rappelaient le wagon plombé. Stankévitch témoigne que le discours de Lénine réjouit beaucoup ses adversaires : " Un homme qui dit de pareilles bêtises n'est pas dangereux. C'est bien qu'il soit arrivé ; maintenant, il n'y a qu'à le regarder ; ... maintenant, c'est lui-même qui se réfute. "

Et pourtant, avec toute la hardiesse de son emprise révolutionnaire, inflexiblement décidé à rompre même avec d'anciens partisans de sa pensée et camarade de combat s'ils étaient incapables d'emboîter le pas à la révolution, le discours de Lénine, dont toutes les parties sont équilibrées entre elles, est pénétré d'un profond réalisme et d'un infaillible sentiment de la masse. Mais c'est précisément pour cela qu'il devait sembler fantasque aux démocrates qui glissaient en surface.

Les bolcheviks sont une petite minorité dans les soviets, et Lénine médite la

prise du pouvoir. N'est-ce pas de l'esprit d'aventure? Il n'y avait pas ombre dans la façon dont Lénine posait la question. Pas une minute il ne ferme les yeux sur l'existence d'une " honnête " mentalité de défense nationale dans les larges masses. Sans se résorber en elles, il ne se dispose pas non plus à agir derrière leur dos. " Nous ne sommes pas des charlatans, - lance-t-il à l'adresse des futures objections et accusations, - nous devons nous baser seulement sur la conscience des masses. Si même nous devons rester en minorité, c'est bon. Cela vaut la peine de renoncer pour un temps à une situation dirigeante, il ne faut pas craindre de rester en minorité. " Ne pas craindre de rester en minorité, même seul, comme Liebknecht contre cent dix !Tel est le leitmotiv du discours.

" Le véritable gouvernement est le Soviet des députés ouvriers... Au Soviet, notre parti est en minorité.., Rien à y faire ! Il ne nous reste qu'à expliquer patiemment, persévéramment, systématiquement, l'aberration de leur tactique. Tant que nous sommes en minorité, nous accomplissons un travail de critique pour dégager les masses de l'imposture. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses se détachent par expérience de leurs erreurs. " Ne pas craindre de rester en minorité, non pour toujours, mais temporairement. L'heure du bolchevisme sonnera. " Notre ligne s'avérera juste... Tout opprimé viendra à nous parce que la guerre nous l'amènera. Il n'y a pas d'autre issue pour lui. " .

" A la Conférence d'unification - raconte Soukhanov - Lénine se montra comme la vivante incarnation de la scission... Je me rappelle Bogdanov (menchevik en vue), assis à deux pas de la tribune des orateurs. Mais enfin c'est du délire, - s'écriait-il interrompant Lénine, - c'est le délire d'un fou f.., Il est honteux d'applaudir à ce galimatias - criait-il, se tournant vers l'auditoire, blême de colère et de mépris - vous vous déshonorez ? Marxistes ? "

Un ancien membre du Comité central bolchevik, Goldenberg, qui se tenait à cette époque en dehors du parti, apprécia dans les débats les thèses de Lénine en les termes méprisants que voici : " Pendant de nombreuses années, la place de Bakounine dans la révolution russe est restée inoccupée ; maintenant, elle est prise par Lénine. "

" Son programme - racontait plus tard le socialiste-révolutionnaire Zenzinov - souleva alors non point tant d'indignation que de railleries, tant il semblait à tous stupide et chimérique. "

Le soir du même jour, dans un entretien entre deux socialistes et Milioukov, préliminaire à la Commission de contact, on en vint à parler de Lénine. Skobélev le considérait comme " un homme absolument fini, situé en dehors du mouvement ". Soukhanov donna son adhésion au jugement de Skobélev et ajouta que Lénine "

était à tel point indésirable pour tous qu'en ce moment il n'était pas du tout dangereux pour son interlocuteur Milioukov ". La distribution des rôles, dans cette conversation, apparut cependant tout à fait celle qu'avait prévue Lénine : les socialistes veillaient à préserver la tranquillité du libéral contre les soucis que pouvait lui donner le bolchevisme.

Même l'ambassadeur d'Angleterre eut vent des racontars suivant lesquels Lénine était reconnu mauvais marxiste. " Parmi les anarchistes nouvellement arrivés - nota Buchanan - se trouvait Lénine, venu d'Allemagne en wagon plombé. Il se montra publiquement pour la première fois dans une réunion du parti social-démocrate, et fut mal reçu. "

Plus indulgent que les autres pour Lénine fut peut-être en ces jours-là Kérensky, lequel déclara inopinément, dans le cercle des membres du gouvernement provisoire, qu'il avait l'intention de visiter Lénine, et s'expliqua, en réponse à des questions étonnées, comme suit : " Mais vraiment il vit dans une atmosphère complètement isolée, il ne sait rien, il voit tout à travers les lunettes de son fanatisme, il n'a auprès de lui personne qui l'aiderait un peu à s'orienter dans ce qui se passe. " Tel est le témoignage de Nabokov. Mais Kérensky ne trouva tout de même pas un moment de liberté pour orienter Lénine dans ce qui se passait.

Les thèses d'avril de Lénine ne provoquèrent pas seulement l'indignation stupéfaite des ennemis et adversaires. Elles rejetèrent un certain nombre de vieux bolcheviks dans le camp du menchevisme ou bien dans le groupe intermédiaire qui s'agrégeait autour du journal de Gorki. Cette évasion n'eut pas d'importance politique sérieuse. Infiniment plus grave fut l'impression que produisit l'attitude de Lénine sur toute la couche dirigeante du parti. " Dans les premiers jours qui suivirent son arrivée écrit Soukhanov - son complet isolement au milieu de tous les camarades de parti conscients ne fait pas le moindre doute. " " Même ses camarades de parti - confirme le socialiste-révolutionnaire Zenzinov - les bolcheviks ahuris, se détournèrent alors de lui. " Les auteurs de ces jugements se rencontraient tous les jours avec les dirigeants bolcheviks, au Comité exécutif, et avaient des informations de première main.

Mais d'identiques témoignages ne manquent pas, même dans les rangs bolcheviks. " Lorsque parurent les thèses de Lénine - se rappelait plus tard Tsikhon, estompant extrêmement les couleurs comme la majorité des vieux bolcheviks qui trébuchèrent sur la Révolution de Février - on sentit dans notre parti certaines oscillations. Plusieurs des camarades indiquèrent que Lénine avait une déviation syndicaliste, qu'il s'était détaché de la Russie, qu'il ne tenait pas compte du moment présent, etc. " Un des militants bolcheviks les plus en vue en province, Lébédiev, écrit : " Après l'arrivée de Lénine en Russie, son agitation - au début non tout à fait compréhensible pour nous, bolcheviks - qui semblait utopique et s'expliquait par

son long éloignement de la vie russe, fut peu à peu assimilée par nous et entra pour ainsi dire dans notre chair et notre sang. " Zalejsky, membre du Comité de Pétrograd et un des organisateurs de la réception, s'exprime plus nettement : " Les thèses de Lénine produisirent l'effet d'une bombe qui explose. " Zalejsky confirme entièrement le complet isolement de Lénine après une réception si chaude et si imposante. " Ce jour-là (le 4 avril) le camarade Lénine ne trouva point de partisans déclarés, même dans nos rangs. "

Plus important est cependant le témoignage de la *Pravda*. Le 8 avril, quatre jours après la publication des thèses, alors que l'on pouvait déjà s'expliquer et se comprendre entre soi d'une façon suffisante, la rédaction de la *Pravda* écrivait : " Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste. " L'organe central du parti déclarait ainsi, ouvertement, devant la classe ouvrière et ses ennemis, son désaccord avec le leader unanimement reconnu du parti sur la question cruciale de la révolution à laquelle les cadres bolcheviks s'étaient préparés pendant de longues années. Cette divergence suffit pour apprécier toute la profondeur de la crise du parti en avril, provenue d'un conflit entre deux lignes inconciliables. Si cette crise n'était pas surmontée, la révolution ne pouvait faire un pas en avant.

Note

[1] Dans un grand ouvrage collectif qui paraît sous la direction du professeur Pokrovsky, *Essais sur l'Histoire de la Révolution d'Octobre* (t. II, Moscou 1927), "l'égarement" d'avril fait l'objet d'une étude apologétique d'une certain Baevsly, laquelle, par sa façon de traiter sans cérémonie les faits et les documents, devrait être dite "cynique", si elle n'était pas un inconsistant enfantillage.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

16 Le réarmement du parti

Par quoi donc s'explique l'isolement exceptionnel de Lénine au début d'avril ? Comment put se créer pareille situation ? Et comment fut obtenu le réarmement des cadres du bolchévisme?

Depuis 1905, le parti bolchévik menait la lutte contre l'autocratie sous le mot d'ordre d'une " dictature démocratique du prolétariat et des paysans ". Ce mot d'ordre, ainsi que son argumentation théorique, provenait de Lénine. Prenant le contre-pied des menchéviks, dont le théoricien, Plékhanov, combattait irréductiblement " l'idée fausse de la possibilité d'accomplir une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie " - Lénine estimait que la bourgeoisie russe était déjà incapable de diriger sa propre révolution. Pour mener à terme la révolution démocratique contre la monarchie et les propriétaires fonciers, il ne pouvait y avoir que le prolétariat et la paysannerie étroitement unis. La victoire de cette union devait, selon Lénine, établir une dictature démocratique, qui non seulement ne s'identifiait pas à la dictature du prolétariat, mais, au contraire, s'opposait à elle, car on s'assignait la tâche non d'établir une société socialiste, non même de créer des

formes transitoires vers cette société, mais seulement de nettoyer sans ménagements les écuries d'Augias du Moyen Age.

Le but de la lutte révolutionnaire était tout à fait nettement déterminé par trois mots d'ordre de combat - république démocratique, confiscation des terres des propriétaires nobles, journée de huit heures - ce que l'on appelait familièrement les " trois baleines " du bolchévisme, par allusion aux baleines sur lesquelles, d'après une vieille croyance populaire, repose le globe terrestre.

La question de savoir si la dictature démocratique du prolétariat et des paysans était réalisable se résolvait en fonction d'une autre question, celle de la capacité de la paysannerie à accomplir sa propre révolution, c'est-à-dire à constituer un nouveau pouvoir apte à liquider la monarchie et la propriété foncière des nobles. Il est vrai que le mot d'ordre de la dictature démocratique supposait aussi une participation au gouvernement révolutionnaire des représentants ouvriers. Mais cette participation était limitée d'avance par le rôle du prolétariat, en tant qu'allié de gauche, dans la solution des problèmes de la révolution paysanne.

L'idée populaire et même officiellement reconnue de l'*hégémonie* du prolétariat dans la révolution démocratique, ne pouvait, par conséquent, signifier rien sinon que le parti ouvrier aiderait les paysans avec les armes politiques de ses propres arsenaux, leur suggérerait les meilleurs procédés et méthodes de liquidation de la société féodale et leur montrerait comment appliquer ces moyens. En tout cas, ce que l'on disait du rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution bourgeoise ne signifiait nullement que le prolétariat utiliserait l'insurrection paysanne pour mettre à l'ordre du jour, en s'appuyant sur elle, ses propres tâches historiques, c'est-à-dire le passage direct à une société socialiste. L'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique se distinguait nettement de la dictature du prolétariat et s'opposait à elle dans les polémiques. C'est sur ces idées que le parti bolchévik s'était éduqué depuis le printemps de 1905.

La marche effective de la Révolution de Février dépassa le schéma habituel du bolchevisme. La révolution était, il est vrai, accomplie par une alliance des ouvriers et des paysans. Le fait que les paysans agissaient principalement sous l'aspect de soldats ne changeait rien à l'affaire. La conduite de l'armée paysanne du tsarisme aurait eu une importance décisive même si la révolution avait éclaté en temps de paix. Il est d'autant plus naturel que, dans les conditions de la guerre, une armée de nombreux millions d'hommes ait, dans les premiers temps, complètement masqué la paysannerie. Après la victoire de l'insurrection, les ouvriers et les soldats se trouvèrent maîtres de la situation. En ce sens, on aurait pu dire, semblait-il, qu'une dictature démocratique des ouvriers et des paysans s'était établie.

Pourtant, en réalité, la Révolution de Février avait amené un gouvernement

bourgeois, dans lequel le pouvoir des classes possédantes était limité par un pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans non réalisé jusqu'au bout. Toutes les cartes se trouvèrent brouillées. Au lieu d'une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire de l'autorité la plus concentrée, s'établit le régime flasque d'une dualité de pouvoirs, où la débile énergie des cercles gouvernants se dépensait infructueusement à surmonter des contrariétés intérieures. Personne n'avait prévu ce régime. Au surplus, l'on ne peut exiger d'un pronostic qu'il indique non seulement les tendances essentielles d'un développement, mais aussi leurs combinaisons épisodiques. " Qui a jamais pu faire une très grande révolution en sachant d'avance comment la faire jusqu'au bout? - demandait plus tard Lénine. Où pourrait-on prendre une pareille science ? On ne la puise pas dans les livres. Il n'y a point de livres pour cela. C'est seulement de l'expérience des masses qu'a pu naître notre décision. "

Mais la pensée humaine est conservatrice, et celle des révolutionnaires, parfois, plus particulièrement. Les cadres bolchéviks en Russie continuaient à s'en tenir au vieux schéma et ne considérèrent la Révolution de Février - bien qu'elle comportât évidemment en elle deux régimes incompatibles - que comme une première étape d'une révolution bourgeoise. En fin mars, Rykov expédia de Sibérie à la *Pravda* , au nom des social-démocrates, un télégramme de félicitations au sujet de la victoire de la " révolution nationale " dont la tâche était " la conquête de la liberté politique ". Tous les bolchéviks dirigeants, sans aucune exception - nous n'en connaissons pas une - estimaient que la dictature démocratique était encore dans le futur. Lorsque le gouvernement provisoire de la bourgeoisie " se sera épuisé ", une dictature démocratique des ouvriers et des paysans s'établira, préliminaire à un régime parlementaire bourgeois.

C'était une perspective complètement erronée. Le régime sorti de la Révolution de Février, loin de préparer une dictature démocratique, fut la vivante et intégrale démonstration de l'impossibilité de cette dictature en général. Que la démocratie conciliatrice, non par hasard, non par l'étourderie de Kérensky et l'intelligence bornée de Tchkhéidzé, ait transmis le pouvoir aux libéraux, elle l'a démontré par ce fait que, dans les huit mois qui suivirent, elle lutta de toutes ses forces pour maintenir le gouvernement bourgeois, écraser les ouvriers, les paysans, les soldats, et tomba, le 25 octobre, à son poste d'alliée et d'avocat de la bourgeoisie. Mais, même dès le début, il était clair que si la démocratie, ayant devant elle des tâches gigantesques et le soutien illimité des masses, avait renoncé de son propre gré au pouvoir, cela était provoqué non point par des principes ou préjugés politiques, mais par la situation désespérée de la petite bourgeoisie dans la société capitaliste, particulièrement en période de guerre et de révolution, lorsque se décident les questions fondamentales de l'existence des pays, des peuples, et des classes. En remettant le sceptre à Milioukov, la petite bourgeoisie disait : non, ces tâches sont au-dessus de mes forces.

La paysannerie ayant dressé sur elle-même la démocratie conciliatrice, contient, en une forme primitive, toutes les classes d'une société bourgeoise. Avec la petite bourgeoisie urbaine qui, en Russie, ne joua pourtant jamais un rôle sérieux, la paysannerie est le protoplasma d'où de nouvelles classes se différencièrent dans le passé, et continuent à se différencier dans le présent. La Paysannerie a toujours deux faces : l'une tournée vers le prolétariat, l'autre vers la bourgeoisie. La position intermédiaire, médiatrice, conciliatrice des partis " paysans ", dans le genre du parti socialiste-révolutionnaire, ne peut se maintenir que dans les conditions d'un relatif marasme politique; dans une époque révolutionnaire, le moment arrive inévitablement où la petite bourgeoisie est obligée de choisir. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks fixent leur choix dès la première heure. Ils liquidèrent dans l'embryon la " dictature démocratique " pour l'empêcher de devenir un point de passage vers la dictature du prolétariat. Mais par là même, ils ouvrirent la route à cette dernière, seulement de l'autre bout : non à travers eux, mais contre eux.

Le développement ultérieur de la révolution ne pouvait procéder, évidemment, que de nouveaux faits et non de vieux schémas. Par leurs représentants, les masses, à demi contre leur gré, à demi inconsciemment, furent entraînées dans le mécanisme du double pouvoir. Elles durent dès lors passer par là pour constater par expérience que ce mécanisme ne pouvait leur donner ni la paix, ni la terre. Repousser le régime du double pouvoir signifie désormais, pour les masses, rompre avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. Mais il est absolument évident que la conversion politique des ouvriers et des soldats vers les bolchéviks, renversant tout l'édifice du double pouvoir, ne pouvait déjà plus signifier rien d'autre que l'établissement d'une dictature du prolétariat, appuyée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Dans le cas d'une défaite des masses populaires, sur les ruines du parti bolchevik ne pouvait s'établir qu'une dictature militaire du capital. La " dictature démocratique " dans les deux cas était exclue. En dirigeant leurs regards vers elle, les bolchéviks se tournaient en fait vers un fantôme du passé. C'est sous cet aspect que les trouva Lénine, survenu avec l'inflexible intention d'engager le parti dans une nouvelle voie.

Lénine lui-même, à vrai dire, n'avait pas remplacé la formule de la dictature démocratique par une autre, même conditionnellement, même hypothétiquement, jusqu'au début de la Révolution de Février. Était-ce juste ? Nous pensons que non. Ce qui se passait dans le parti après l'insurrection dévoilait d'une façon trop menaçante le retard du réarmement que, d'ailleurs, dans les conditions données, Lénine seul pouvait opérer. Il s'y était préparé. Il avait chauffé à blanc son acier et l'avait retrempé dans le feu de la guerre. A ses yeux s'était modifiée la perspective générale du processus historique. Les secousses de la guerre avaient brusquement rapproché les délais possibles d'une révolution socialiste en Occident. Demeurant,

pour Lénine, encore démocratique, la révolution russe devait donner une impulsion à l'insurrection socialiste en Europe, qui, ensuite, devait entraîner aussi la Russie arriérée dans son tourbillon. Telle était la conception générale de Lénine quand il quitta Zürich. La lettre aux ouvriers suisses, que nous avons déjà citée, dit ceci : " La Russie est un pays de paysans, un des pays les plus arriérés d'Europe. Le socialisme ne peut y être directement et tout de suite vainqueur. Mais le caractère rural du pays, où se sont conservés d'immenses biens-fonds de propriétaires nobles, peut, sur la base de l'expérience de 1905, donner un formidable essor à la révolution démocratique-bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le prologue d'une révolution socialiste mondiale, un degré d'accès à celle-ci. " En ce sens, Lénine écrivait alors pour la première fois que le prolétariat russe *commencerait* la révolution socialiste.

Tel était le point de jonction entre l'ancienne position du bolchévisme qui bornait la révolution à des buts démocratiques, et la nouvelle position que Lénine exposa pour la première fois devant le parti dans ses thèses du 4 avril. La perspective d'un passage immédiat à la dictature du prolétariat semblait absolument inattendue, contraire à la tradition, et, enfin, simplement parlant, ne rentrait pas dans les cerveaux. Ici, il est indispensable de rappeler que, jusqu'à l'explosion même de la Révolution de Février et dans les premiers temps après elle, ce que l'on appelait trotskysme n'était point l'idée que, dans les frontières nationales de la Russie, l'on ne pût édifier une société socialiste (l'idée d'une pareille " possibilité " ne fut en somme exprimée par personne jusqu'en 1924, et il est douteux qu'elle soit venue à l'esprit de quelqu'un) - ce que l'on appelait trotskysme, c'était cette idée que le prolétariat de Russie peut se trouver au pouvoir plus tôt que celui d'Occident, et qu'en ce cas il ne pourrait se maintenir dans les cadres de la dictature démocratique, mais devrait s'attaquer aux premières mesures socialistes. Il n'est pas étonnant que les thèses d'avril de Lénine aient été réprouvées comme trotskystes.

Les objections des " vieux bolchéviks " se développaient sur plusieurs lignes. Le débat principal consistait à savoir si la révolution démocratique-bourgeoise était complètement achevée. Étant donné que la révolution agraire ne s'était pas encore accomplie, les adversaires de Lénine pouvaient à bon droit affirmer que la révolution démocratique n'avait pas été conduite jusqu'au bout et, par suite, concluaient-ils, il n'y a point place pour une dictature du prolétariat, quand bien même les conditions sociales de la Russie permettraient en général cette dictature dans un temps plus ou moins rapproché. C'est précisément ainsi que la rédaction de la *Pravda* posait la question dans un passage que nous avons cité. Plus tard, à la Conférence d'avril, Kaménev répétait : " Lénine a tort quand il dit que la révolution démocratique-bourgeoise est parachevée... La survivance classique du féodalisme - la propriété foncière des nobles - n'est pas encore liquidée... L'État n'est pas transformé en société démocratique... Il est trop tôt pour dire que la démocratie

bourgeoise a épuisé toutes ses possibilités. "

" La dictature démocratique - répliquait Tomsky - voilà notre base... Nous devons organiser le pouvoir du prolétariat et de la paysannerie et devons le séparer de la Commune, étant donné que là n'existe que le pouvoir du prolétariat. "

" Devant nous se posent d'immenses tâches révolutionnaires reprenait Rykov. Mais la réalisation de ces tâches ne nous conduit pas encore au-delà des cadres du régime bourgeois. "

Lénine voyait, certainement, tout aussi bien que ses contradicteurs, que la révolution démocratique n'était pas parachevée, ou, plus exactement, qu'à peine commencée elle refluait déjà en arrière. Mais de là précisément il découlait qu'il ne serait possible de la mener jusqu'au bout que sous la domination d'une nouvelle classe, et l'on ne pouvait en arriver là qu'en arrachant les masses à l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire à l'influence indirecte de la bourgeoisie libérale. La liaison de ces partis avec les ouvriers et particulièrement avec les soldats s'alimentait d'une idée de défense - " défense du pays " ou bien " défense de la révolution ". Lénine exigeait, par conséquent, une politique intransigeante à l'égard de toutes les nuances du social-patriotisme. Détacher le parti des masses arriérées pour ensuite délivrer ces masses de leur état arriéré. " Le vieux bolchévisme doit être abandonné - répétait-il. Il est indispensable de séparer la ligne petite-bourgeoise de celle du prolétariat salarié. "

D'un point de vue superficiel, il pouvait sembler que les perpétuels adversaires avaient échangé leurs armes. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires représentaient maintenant la majorité des ouvriers et des soldats, comme s'ils réalisaient en fait l'alliance politique du prolétariat et de la paysannerie qu'avaient toujours prêchée les bolchéviks contre les menchéviks. Or, Lénine exigeait que l'avant-garde prolétarienne s'arrachât à cette alliance. En réalité, chacun des partis restait fidèle à lui-même. Les menchéviks, comme toujours, jugeaient que leur mission était de soutenir la bourgeoisie libérale. Leur alliance avec les socialistes-révolutionnaires était seulement un moyen d'élargir et de consolider cet appui. Par contre, la rupture de l'avant-garde prolétarienne avec le bloc petit-bourgeois signifiait la préparation d'une alliance des ouvriers et des paysans sous la direction du parti bolchévik, c'est-à-dire la dictature du prolétariat.

Des objections d'un autre ordre étaient basées sur l'état arriéré de la Russie. Le pouvoir de la classe ouvrière signifie inévitablement le passage au socialisme. Mais l'économie et la culture de la Russie ne sont point mûres pour cela. Nous devons pousser jusqu'au bout la révolution démocratique. Seule la révolution socialiste en Occident peut justifier chez nous la dictature du prolétariat. Telles étaient les objections de Rykov à la conférence d'avril. Que les conditions culturelles et

économiques de la Russie fussent en soi insuffisantes pour l'édification d'une société socialiste - c'était pour Lénine l'A. B. C. Mais la société n'est nullement agencée si rationnellement que les échéances pour une dictature du prolétariat tombent juste au moment où les conditions économiques et culturelles sont venues à maturité pour le socialisme. Si l'humanité se développait aussi régulièrement, il ne serait pas besoin de dictature, non plus que de révolutions en général. Toute l'affaire est en ceci qu'une vivante société historique est profondément désharmonieuse, et cela d'autant plus que son développement est plus tardif. L'expression de cette désharmonie se trouve dans ce fait que, dans un pays arriéré comme la Russie, la bourgeoisie était arrivée à décomposition avant la complète victoire du régime bourgeois et que, pour la remplacer, en qualité de dirigeant de la nation, il n'y avait que le prolétariat. L'état économique arriéré de la Russie ne dispense pas la classe ouvrière de l'obligation de remplir la tâche qui s'est imposée à elle, mais conditionne seulement cette réalisation par d'extrêmes difficultés. A Rykov, qui répétait que le socialisme doit venir de pays où l'industrie est plus développée, Lénine donnait une réponse simple, mais suffisante : " On ne peut dire ni qui commencera, ni qui achèvera. "

En 1921, lorsque le parti, encore loin de s'ankyloser bureaucratiquement, mettait autant de liberté à apprécier son passé qu'à préparer son avenir, un des plus anciens bolchéviks, Olminsky, qui avait collaboré comme dirigeant à la presse du parti à toutes les étapes de son développement, se demandait comment expliquer qu'au moment de la Révolution de Février, le parti se fût trouvé sur une voie opportuniste. Et quoi donc avait ensuite permis au parti de bifurquer si brusquement vers la route d'Octobre ? La source des errements de Mars apparaît audit auteur, tout à fait justement, dans ce fait que le parti avait " exagérément prolongé " son orientation vers une dictature démocratique. " La révolution qui s'annonce ne peut être qu'une révolution bourgeoise... C'était - dit Olminsky - un jugement obligatoire pour tout membre du parti, c'était l'opinion officielle du parti, son mot d'ordre constant et invariable, jusqu'à la Révolution de Février 1917 et même quelque temps encore après. "

Pour illustrer son assertion, Olminsky aurait pu mentionner que la *Pravda*, encore avant Staline et Kaménev, c'est-à-dire avec une rédaction " de gauche " qui comprenait Olminsky lui-même, écrivait (le 7 mars) comme quelque chose qui va de soi : " Bien entendu, chez nous ne se pose pas encore la question de la chute de la domination du capital, il s'agit seulement de la chute de l'autocratie et du féodalisme... " Le fait d'avoir visé trop court fut cause qu'en Mars le parti fut prisonnier de la démocratie bourgeoise. " D'où provint donc la Révolution d'Octobre ? - demande plus loin le même auteur. Comment s'est-il fait que le parti,

depuis ses dirigeants jusqu'aux militants de la base, ait si " soudainement " renoncé à ce qu'il avait considéré comme une vérité inébranlable pendant presque deux dizaines d'années ?

Soukhanov, en qualité d'adversaire, pose la même question d'une autre façon. " Comment et par quels moyens Lénine se débrouilla-t-il pour l'emporter sur ses bolchéviks ? " Effectivement, la victoire de Lénine à l'intérieur du parti non seulement fut intégrale, mais fut remportée à très bref délai. Les adversaires dépensèrent pas mal d'ironie à ce sujet, parlant du régime personnel du parti bolchévik. A la question posée par lui, Soukhanov lui-même donne une réponse tout à fait dans l'esprit de son héroïque début : " Le génial Lénine était une autorité historique - c'est un côté de l'affaire. D'autre part, à l'exception de Lénine, il n'y avait, dans le parti, personne ni rien. Quelques grands généraux, sans Lénine, ne sont rien, de même que quelques incommensurables planètes sans soleil (je laisse pour l'instant de côté Trotsky, qui était alors encore en dehors des rangs de l'Ordre). " Ces lignes curieuses essayent d'expliquer l'influence de Lénine par son ascendant, de même que le pouvoir qu'a l'opium de donner le sommeil s'explique par ses facultés dormitives. Pareille explication, cependant, ne nous mène pas très loin.

L'influence effective de Lénine dans le parti était indubitablement très grande, mais elle n'était nullement illimitée. Elle ne devint pas sans appel même plus tard, après Octobre, lorsque l'autorité de Lénine se fut extraordinairement accrue, car le parti avait mesuré sa force à la toise des événements mondiaux. D'autant plus insuffisantes sont des allégations gratuites au sujet de l'autorité personnelle de Lénine, se rapportant à avril 1917, lorsque toute la couche dirigeante du parti était déjà parvenue à occuper une position contraire à celle de Lénine.

Olminsky s'approche beaucoup plus de la solution du problème quand il démontre que, malgré sa formule de révolution démocratique-bourgeoise, le parti, par toute sa politique contre la bourgeoisie et la démocratie, se préparait effectivement depuis très longtemps à prendre la tête du prolétariat dans une lutte directe pour le pouvoir. " Nous (ou beaucoup d'entre nous) dit Olminsky - nous nous orientions inconsciemment vers la révolution prolétarienne, croyant nous diriger vers la révolution démocratique-bourgeoise. En d'autres termes, nous préparions la Révolution d'Octobre en nous figurant que nous préparions celle de Février. " Généralisation précieuse au plus haut degré, qui est en même temps l'irréprochable déposition d'un témoin. L'éducation théorique du parti révolutionnaire comportait un élément de contradiction qui trouvait son expression dans la formule équivoque de la " dictature démocratique " du prolétariat et de la paysannerie. Une déléguée qui prit la parole à la Conférence sur le rapport de Lénine, exprima la pensée d'Olminsky encore plus simplement : " Le pronostic établi par les bolchéviks s'est trouvé erroné, mais la tactique était juste. " Dans les

thèses d'avril qui semblèrent si paradoxales, Lénine s'appuyait, contre la vieille formule, sur la vivante tradition du parti ; irréconciliable à l'égard des classes dirigeantes, hostile à toutes tergiversations, tandis que " les vieux bolchéviks " opposaient des souvenirs - quoique frais, déjà versés aux archives - au développement concret de la lutte des classes. Lénine avait un trop solide support, préparé par toute l'histoire de la lutte entre bolchéviks et menchéviks.

Il convient ici de rappeler que le programme officiel de la social-démocratie restait encore, à cette époque, commun aux bolchéviks et aux menchéviks, et que les tâches pratiques de la révolution démocratique se présentaient sur le papier identiques pour les deux partis. Mais elles n'étaient pas du tout les mêmes en fait. Les ouvriers bolchéviks, aussitôt après l'insurrection, avaient pris sur eux l'initiative de la lutte pour la journée de huit heures; les menchéviks déclaraient prématurée cette revendication. Les bolchéviks dirigeaient les arrestations de fonctionnaires tsaristes, les menchéviks s'opposaient aux " excès ". Les bolchéviks entreprirent énergiquement de créer une milice ouvrière, les menchéviks enrayaient l'armement des ouvriers, ne désirant pas se brouiller avec la bourgeoisie. Sans dépasser encore la limite de la démocratie bourgeoise, les bolchéviks agissaient ou s'efforçaient d'agir en intransigeants révolutionnaires, quoique déviés par leur direction; par contre les menchéviks, à chaque pas, sacrifiaient le programme démocratique aux intérêts d'une alliance avec les libéraux. Manquant complètement d'alliés démocrates, Kaménev et Staline n'avaient inévitablement plus de sol sous les pieds.

Le conflit de Lénine, en avril, avec l'état-major général du parti ne fut pas le seul. Dans toute l'histoire du bolchévisme, exception faite de quelques épisodes qui, en somme, confirment seulement la règle, tous les leaders du parti, à tous les principaux moments du développement, se trouvèrent *sur la droite* de Lénine. Fortuitement ? Non ! Lénine devint le chef incontesté du parti le plus révolutionnaire dans l'histoire mondiale, précisément parce que sa pensée et sa volonté furent finalement à la mesure des grandioses possibilités révolutionnaires du pays et de l'époque. Aux autres il manquait quelques centimètres, ou le double, et souvent davantage.

Presque toute la couche dirigeante du parti bolchévik, pendant les mois et même les années qui avaient précédé l'insurrection, s'était trouvée en dehors du travail actif. Beaucoup avaient emporté avec eux dans les prisons et la déportation les impressions accablantes des premiers mois de guerre et avaient ressenti l'effondrement de l'Internationale dans l'isolement ou en petits groupes. Si, dans les rangs du parti, ils manifestaient une suffisante réceptivité à l'égard des idées de la révolution - ce qui les attachait au bolchévisme - une fois isolés, ils n'étaient plus en état de résister à la pression du milieu environnant et de donner par eux-mêmes une évaluation marxiste des événements. Les formidables mouvements qui s'étaient

produits dans les masses en deux années et demie de guerre étaient restés presque en dehors de leur champ d'observation. Or, l'insurrection ne les arracha pas seulement à leur isolement, mais les plaça, en raison de l'autorité acquise, aux postes suprêmes dans le parti. Par leur mentalité, ces éléments se trouvaient fréquemment beaucoup plus proches de l'*intelliguentsia* " de Zimmerwald " que des ouvriers révolutionnaires dans les usines.

Les " vieux bolchéviks ", qui soulignaient avec emphase, en avril 1917, leur qualité d'anciens militants, étaient condamnés à une défaite, car ils défendaient justement cet élément de la tradition du parti qui n'avait pas résisté à la vérification de l'histoire. " J'appartiens aux vieux bolchéviks-léninistes - disait, par exemple, Kalinine à la conférence de Pétrograd du 14 avril - et j'estime que le vieux léninisme ne s'est nullement avéré inapplicable pour le singulier moment actuel, et je m'étonne que Lénine déclare que les vieux bolchéviks sont devenus gênants au moment présent. " Lénine eut à entendre, en ces jours-là, pas mal de telles récriminations. Cependant, en rompant avec la formule traditionnelle du parti, Lénine lui-même ne cessait aucunement d'être " léniniste " : il rejetait l'écale usée du bolchévisme pour appeler à une vie nouvelle son noyau.

Contre les vieux bolchéviks, Lénine trouva un appui dans une autre couche du parti, déjà trempée, mais plus fraîche et plus liée avec les masses. Dans l'insurrection de Février, les ouvriers bolchéviks, comme nous savons, jouèrent un rôle décisif. Ils estimèrent qu'il allait de soi que le pouvoir fût pris par la classe qui avait remporté la victoire. Ces mêmes ouvriers protestaient véhémentement contre l'orientation Kaménev-Staline, et le rayon de Vyborg menaça même d'exclusion des " leaders " du parti. On observait la même chose en province. Il y avait presque partout des bolchéviks de gauche que l'on accusait de maximalisme, voire d'anarchisme. Ce qui manquait aux ouvriers révolutionnaires, c'était seulement des ressources théoriques pour défendre leurs positions. Mais ils étaient prêts à répondre au premier appel intelligible.

Vers cette couche d'ouvriers qui s'étaient définitivement mis debout pendant la montée des années 1912-1914, s'orientait Lénine. Déjà, au début de la guerre, lorsque le gouvernement avait assené au parti un rude coup en écrasant la fraction bolchéviste à la Douma, Lénine, parlant du travail révolutionnaire ultérieur, appelait ceux que le parti avait éduqués " des milliers d'ouvriers conscients parmi lesquels, malgré toutes les difficultés, se recrutera un nouveau cadre de dirigeants ". Séparé d'eux par deux fronts, presque sans liaison, Lénine, cependant ne se détacha jamais d'eux. " Qu'ils soient même cinq et dix fois plus brisés par la guerre, la prison, la Sibérie, le bagne ! On ne peut détruire cette couche. Elle est vivante. Elle est pénétrée d'esprit révolutionnaire et d'antichauvinisme. " Lénine vivait en esprit les événements conjointement avec ces ouvriers bolchéviks, trouvait avec eux les

déductions indispensables, mais plus largement et plus hardiment qu'eux. Pour combattre l'irrésolution de l'état-major et du corps des officiers du parti, Lénine s'appuya avec assurance sur le corps des sous-officiers de ce même parti qui représentait mieux l'ouvrier bolchévik du rang.

La force temporaire des social-patriotes et la faiblesse dissimulée de l'aile opportuniste des bolchéviks résidaient en ceci que les premiers s'appuyaient sur les préjugés et illusions actuels des masses, tandis que les seconds s'y accommodaient. La principale force de Lénine consistait en ceci qu'il comprenait la logique interne du mouvement et réglait d'après elle sa politique. Il n'imposait pas son plan aux masses. Il aidait les masses à concevoir et à réaliser leurs propres plans. Lorsque Lénine ramenait tous les problèmes de la révolution à un seul - " expliquer patiemment " - cela signifiait amener la conscience des masses en concordance avec la situation à laquelle elles ont été acculées par le processus historique. L'ouvrier ou le soldat, en se désillusionnant de la politique des conciliateurs, devait passer à la position de Lénine sans s'attarder à l'étape intermédiaire de Kaménev-Staline.

Lorsque les formules de Lénine eurent été données, elles éclairèrent d'une lumière nouvelle, devant les bolchéviks, l'expérience du mois écoulé et l'expérience de chaque nouvelle journée. Dans la large masse du parti commença une rapide différenciation : à gauche ! à gauche ! vers les thèses de Lénine.

" Les districts, l'un après l'autre - dit Zalejsky - y donnaient leur adhésion, et pour la conférence panrusse du parti qui se réunit le 24 avril, l'organisation pétersbourgeoise tout entière se prononça pour les thèses. "

La lutte pour le réarmement des cadres bolchéviks, commencée le soir du 3 avril, était en somme terminée à la fin du mois [1].

La Conférence du parti, qui se tint à Pétrograd du 24 au 29 avril, tirait les conclusions de mars, mois de tergiversations opportunistes, et d'avril, mois de crise aiguë. Le parti, vers ce temps-là, avait considérablement grandi tant en quantité qu'en valeur politique. Cent quarante-neuf délégués représentaient soixante-dix-neuf mille membres du parti, dont quinze mille à Pétrograd. Pour un parti hier encore illégal et aujourd'hui antipatriote, c'était un chiffre imposant, et Lénine le répéta à plusieurs reprises avec satisfaction. La physionomie politique de la Conférence se dessina dés l'élection des cinq membres du bureau : l'on n'y trouvait ni Kaménev, ni Staline, principaux fauteurs des errements d'avril.

Bien que, pour l'ensemble du parti, les questions en litige fussent déjà fermement réglées, nombre de dirigeants, liés par leur action de la veille, restaient encore, dans cette conférence, en opposition ou en demi-opposition vis-à-vis de Lénine. Staline se réservait en silence, restait dans l'expectative. Dzerjinski, au nom

" d'un grand nombre ", qui " ne sont pas d'accord en principe avec les thèses du rapporteur ", demandait que l'on entendît un co-rapport de " camarades qui ont vécu avec nous la révolution pratiquement ". C'était une évidente allusion à la provenance d'émigration des thèses de Lénine. Kaménev, effectivement, présentait à la Conférence un co-rapport préconisant la dictature démocratique-bourgeoise. Rykov, Tomsky, Kalinine essayaient de se maintenir plus ou moins sur leurs positions de mars. Kalinine continuait à tenir pour l'union avec les menchéviks, dans l'intérêt de la lutte contre le libéralisme. Un militant très en vue à Moscou, Smidovitch, élevait de vives plaintes dans son discours : " Partout où nous nous présentons, on dresse contre nous un épouvantail, ce sont les thèses du camarade Lénine. " Auparavant, tant que les Moscovites votaient pour la résolution des menchéviks, on avait une existence bien plus tranquille.

En qualité de disciple de Rosa Luxembourg, Dzerjinski se prononçait contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, accusant Lénine de protéger des tendances séparatistes qui affaiblissaient le prolétariat en Russie. Comme, en réplique, il était accusé de soutenir le chauvinisme grand-russien, Dzerjinski répondit : " Je puis lui reprocher (à lui, Lénine) de se tenir au point de vue des chauvins polonais, ukrainiens et autres. " Ce dialogue, au point de vue politique, ne manque point de piquant : le grand-russien Lénine accuse le polonais Dzerjinski de chauvinisme grand-russien dirigé contre les Polonais, et est accusé par ce dernier de chauvinisme polonais. L'idée politique juste était encore, dans ce débat, tout entière du côté de Lénine. Sa politique des nationalités devint un des éléments les plus essentiels de la Révolution d'Octobre.

L'opposition s'éteignait de toute évidence. Sur les questions en litige, elle ne rassemblait pas plus de sept voix. Il y eut pourtant une exception curieuse et remarquable concernant les relations internationales du parti. Tout à fait à la fin des travaux, à la séance du soir du 29 avril, Zinoviev déposa, au nom de la Commission, un projet de résolution : " Il sera pris part à la conférence internationale des zimmerwaldiens fixée au 18 mai " (à Stockholm). Le procès-verbal porte ceci : " adopté à l'unanimité moins une voix ". Cette unique voix était celle de Lénine. Il exigeait la rupture avec Zimmerwald, où la majorité s'était définitivement affirmée celle des indépendants allemands et de pacifistes neutres dans le genre du Suisse Grimm. Mais, pour les cadres russes du parti, Zimmerwald, pendant la guerre, s'identifiait presque au bolchevisme. Les délégués ne consentaient pas encore à renoncer à la dénomination de social-démocratie, ni à rompre avec Zimmerwald, qui restait d'ailleurs, à leurs yeux, un lien avec les masses de la IIe internationale. Lénine essaya de limiter, du moins, la participation à la future conférence en fixant seulement des buts d'information. Zinoviev se prononça contre lui. La proposition de Lénine ne fut pas adoptée. Alors il vota contre l'ensemble de la résolution. Personne ne le soutint. Ce fut le dernier ressac des sentiments de " mars ", on

s'agrippait aux positions de la veille, on redoutait d'être " isolés ". Cependant, la Conférence n'eut pas lieu en raison de ces mêmes conflits intimes de Zimmerwald qui avaient amené Lénine à rompre avec celui-ci. La politique de boycottage, repoussée à l'unanimité moins une voix, se réalisait ainsi en fait.

Le brusque caractère de la conversion opérée dans la politique du parti était évident pour tous. Schmidt, ouvrier bolchévik, futur commissaire du peuple au Travail, disait à la Conférence d'avril : " Lénine a donné une nouvelle direction au caractère de l'activité du parti. " Selon l'expression de RaskoInikov, qui écrivit, à vrai dire, quelques années plus tard, Lénine, en avril 1917, " réalisa la Révolution d'Octobre dans la conscience des dirigeants du parti... La tactique de notre parti ne se dessine pas par une simple ligne droite ; après l'arrivée de Lénine, elle marque un brusque zigzag vers la gauche ". Plus directement et aussi plus exactement, le changement survenu fut apprécié par une vieille bolchéviste, Ludmila Stahl : " Tous les camarades, jusqu'à l'arrivée de Lénine, erraient dans les ténèbres - disait-elle le 14 avril, à la conférence pétersbourgeoise. L'on n'avait que les seules formules de 1905. Voyant le peuple créer spontanément, nous ne pouvions lui donner de leçons... Nos camarades durent se borner à la préparation de l'Assemblée constituante par le procédé parlementaire et n'escomptèrent absolument pas la possibilité d'aller de l'avant. Ayant adopté les mots d'ordre de Lénine, nous ne ferons que ce que nous suggère la vie elle-même. Il ne faut pas appréhender la Commune puisque, après tout, c'est déjà un gouvernement ouvrier. La Commune de Paris n'était pas seulement ouvrière, elle était également petite-bourgeoise. "

On peut en convenir avec Soukhanov, le réarmement du parti " fut la principale et essentielle victoire de Lénine, parachevée vers les premiers jours de mai ". A vrai dire, Soukhanov estimait que Lénine avait substitué, au cours de cette opération, à l'arme du marxisme celle de l'anarchie.

Reste à demander, et la question n'est pas de peu d'importance, bien qu'il soit plus facile de la poser que d'y répondre : comment se serait poursuivi le développement de la révolution si Lénine n'avait pu parvenir en Russie en avril 1917 ? Si notre exposé montre et démontre en général quelque chose, c'est, espérons-nous, que Lénine ne fut pas le démiurge du processus révolutionnaire, qu'il s'inséra seulement dans la chaîne des forces historiques objectives. Mais, dans cette chaîne, il fut un grand anneau. La dictature du prolétariat découlait de toute la situation. Mais encore fallait-il l'ériger. On ne pouvait l'instaurer sans un parti. Or, le parti ne pouvait accomplir sa mission qu'après l'avoir comprise. Pour cela justement, Lénine était indispensable. Jusqu'à son arrivée, pas un des leaders bolchéviks ne sut établir le diagnostic de la Révolution. La direction Kaménev-Staline était repoussée, par la marche des choses, vers la droite, vers les social-patriotes : entre Lénine et le menchévisme, la révolution ne laissait pas de place

pour des positions intermédiaires. Une lutte intérieure dans le parti bolchévik était absolument inévitable.

L'arrivée de Lénine accéléra seulement le processus. Son influence personnelle abrégea la crise. Peut-on, cependant, dire avec assurance que le parti, même sans lui, aurait trouvé sa voie ? Nous n'oserions l'affirmer en aucun cas. Le temps est ici le facteur décisif, et, après coup, il est difficile de consulter l'horloge de l'histoire. Le matérialisme dialectique n'a, en tout cas, rien de commun avec le fatalisme. La crise que devait inévitablement provoquer la direction opportuniste aurait pris, sans Lénine, un caractère exceptionnellement aigu et prolongé. Or, les conditions de la guerre et de la révolution ne laissaient pas au parti un long délai pour l'accomplissement de sa mission. Ainsi, il n'est nullement inadmissible de penser que le parti désorienté et scindé eût pu laisser échapper la situation révolutionnaire pour de nombreuses années, Le rôle de l'individualité se manifeste ici à nous dans des proportions véritablement gigantesques. Il faut seulement comprendre exactement ce rôle, en considérant l'individualité comme un anneau de la chaîne historique.

L'arrivée " soudaine " de Lénine, retour de l'étranger après une longue absence, les clameurs exaspérées soulevées dans la presse autour de son nom, le conflit de Lénine avec tous les dirigeants de son propre parti et sa rapide victoire sur eux - en un mot, l'enveloppe extérieure des événements contribuait beaucoup dans ce cas à une évaluation mécanique opposant l'individu, le héros, le génie, aux conditions objectives, à la masse, au parti. En réalité, cette antithèse ne présente qu'un seul côté des choses.

Lénine était non point un élément fortuit de l'évolution historique, mais un produit de tout le passé de l'histoire russe. Il tenait en elle par ses racines les plus profondes. Conjointement avec les ouvriers avancés, il avait participé à toute leur lutte pendant le précédent quart de siècle. " L'effet du hasard " ne fut pas qu'il intervînt dans les événements, ce fut plutôt le brin de paille avec lequel Lloyd George essaya de lui barrer la route. Lénine ne s'opposait pas du dehors au parti, mais il en était l'expression la plus achevée. Éduquant le parti, il s'y éduquait lui-même. Son désaccord avec la couche dirigeante des bolchéviks signifiait une lutte du parti entre son hier et son lendemain. Si Lénine n'avait pas été artificiellement éloigné du parti par les conditions de l'émigration et de la guerre, le mécanisme extérieur de la crise n'eût pas été si dramatique et n'eût pas masqué à tel point la continuité interne du développement du parti. De l'importance exceptionnelle que prit l'arrivée de Lénine, il découle seulement que les leaders ne se créent point par hasard, que leur sélection et leur éducation exigent des dizaines d'années, qu'on ne peut les supplanter arbitrairement, qu'en les excluant mécaniquement de la lutte on inflige au parti une plaie vive et que, dans certains

cas, l'on peut le paralyser pour longtemps.

Note

[1] Le jour même où Lénine arriva à Pétrograd, de l'autre côté de l'Atlantique, à Halifax, la police maritime britannique enlevait, sur le vapeur norvégien *Christiania-Fjord*, six émigrés qui revenaient de New-York en Russie : Trotsky, Tchoudnovsky, Melnitchansky, Moukhine, Fichélev, Romantchenko. Ces personnes n'eurent la possibilité d'arriver à Pétrograd que le 5 mai, lorsque le réarmement politique du parti bolchévik était, du moins en gros, terminé. Nous ne jugeons, par conséquent, point possible d'introduire dans notre récit un exposé des idées sur la révolution que Trotsky avait développées dans un quotidien russe qui paraissait à New-York. Mais comme, d'autre part, la connaissance de ces idées aidera le lecteur à comprendre les groupements ultérieurs dans le parti et surtout la lutte idéologique à la veille d'Octobre, nous estimons rationnel de mettre à part la référence qui se rapporte à ce passage et de la placer en appendice à la fin du livre. Le lecteur qui ne s'intéresserait pas à une étude plus détaillée de la préparation théorique d'Octobre peut tranquillement laisser de côté cet appendice.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

17 Les "Journées d'Avril"

Le 23 mars, les États-Unis entraient dans la guerre. Ce jour-là, Pétrograd célébrait les obsèques des victimes de la Révolution de Février. La manifestation de deuil, pourtant animée d'une solennelle allégresse, fut le puissant accord final de la symphonie des cinq jours. Tous vinrent aux funérailles : et ceux qui avaient combattu coude à coude avec les morts, et ceux qui avaient prêché la modération, et probablement ceux qui avaient abattu les victimes, et, plus nombreux encore, ceux qui s'étaient tenus à l'écart de la lutte. A côté des ouvriers, des soldats, des petites gens de la ville, se trouvaient des étudiants, les ministres, les ambassadeurs, des bourgeois cossus, des journalistes, des orateurs, des leaders de tous les partis.

Les rouges cercueils, portés à bras par des ouvriers et des soldats, arrivèrent en files de tous les rayons au Champ de Mars. Lorsque l'on commença à descendre les cercueils dans la fosse, la forteresse Pierre-et-Paul, bouleversant les innombrables masses populaires, gronda d'un premier salut d'adieux. Les canons tonnaient d'une nouvelle manière : nos canons, notre salut. Le quartier de Vyborg apportait cinquante et un cercueils rouges. Ce n'était qu'une partie des victimes dont il était

fier. Dans son cortège, de tous le plus compact, se distinguaient de nombreux drapeaux bolcheviks. Mais ils flottaient pacifiquement à côté d'autres. Sur le Champ de Mars même ne restèrent que les membres du gouvernement, du Soviet et de la Douma d'Empire — déjà défunte, mais qui s'entêtait à fuir ses propres funérailles.

Devant les tombes défilèrent, dans la journée, avec leurs drapeaux et leurs orchestres, huit cent mille personnes au moins. Et, bien que, d'après les calculs préalables des plus hautes autorités militaires, une pareille masse humaine ne dût en aucun cas réussir à passer dans les délais prévus sans provoquer le plus immense chaos et des remous désastreux — la manifestation se déroula néanmoins dans un ordre parfait, significatif pour celles de ces marches révolutionnaires où domine la conscience satisfaite d'avoir accompli pour la première fois de grandes œuvres, avec l'espoir que dans la suite tout ira pour le mieux. C'est seulement cet état des esprits qui maintenait l'ordre, car l'organisation était encore faible, inexpérimentée et peu sûre d'elle-même.

En fait, ces funérailles suffisaient, semblait-il, à réfuter la légende d'une révolution non sanglante, Et, néanmoins, l'état d'esprit qui régna aux obsèques reproduisait partiellement l'atmosphère des premiers jours d'où cette légende naquit.

Vingt-cinq jours plus tard — dans ce laps de temps, les soviets avaient acquis beaucoup d'expérience et de confiance en eux-mêmes — l'on fêta le Premier Mai, d'après le calendrier occidental (le 18 avril, d'après le vieux style). Toutes les villes du pays organisèrent des meetings et des manifestations. Non seulement les entreprises industrielles, mais les institutions d'État, les services municipaux, les zemstvos chômèrent. A Mohilev, où se tenait le Grand Quartier Général, à la tête de la manifestation marchèrent les chevaliers de Saint-Georges. La colonne de l'état-major, qui n'avait pas destitué les généraux du tsar, s'avançait avec sa pancarte de Premier Mai. La fête de l'antimilitarisme prolétarien se confondait avec une manifestation de patriotisme maquillée de la couleur révolutionnaire. Diverses couches de la population apportaient à la solennité leur esprit particulier, mais le tout se confondait encore en une sorte d'ensemble extrêmement inconsistant, partiellement mensonger, et pourtant, au total, majestueux.

Dans les deux capitales et dans les centres industriels, pour cette fête, les ouvriers prédominèrent et, dans leurs masses, se distinguaient déjà nettement — par leurs drapeaux, pancartes, discours, exclamations — les solides formations du bolchevisme, Sur l'immense façade du palais Marie, refuge du gouvernement provisoire, était tendue une insolente banderole rouge portant cette inscription : " Vive la Troisième Internationale ! " Les autorités, ne s'étant pas encore défaites de leur timidité administrative, n'osaient pas arracher ce placard désagréable et alarmant. Tous, semblait-il, étaient de la fête. Y participaient comme ils pouvaient

les hommes du front, On recevait des nouvelles de réunions, de discours, de drapeaux brandis et de chants révolutionnaires dans les tranchées. Ils eurent leur écho aussi du côté allemand.

La guerre n'allait pas encore à son achèvement ; au contraire, elle élargissait seulement ses sphères d'action. Tout un contingent, récemment, juste le jour des obsèques des victimes de la révolution, était entré dans la guerre pour lui donner une nouvelle impulsion. Cependant, dans toutes les régions de la Russie, avec les soldats, participaient également aux cortèges des prisonniers de guerre, sous des drapeaux communs, parfois avec le même hymne chanté en différentes langues. Dans cette incommensurable solennité, pareille à un débordement d'eaux vernales qui effaçait les contours des classes, des partis et des idées, la manifestation en commun de soldats russes et de prisonniers autrichiens et allemands était un fait éclatant, riche d'espoirs, permettant de penser que la révolution, malgré tout, portait en elle un certain monde meilleur.

De même que les funérailles de mars, la fête du Premier Mai se passa dans un ordre absolu, sans bagarres ni victimes, comme une solennité " nationale ". Cependant, une oreille attentive aurait déjà pu surprendre sans peine dans les rangs des ouvriers et des soldats une note d'impatience et même de menace. La vie devient de plus en plus difficile. En effet : les prix montaient d'une façon alarmante, les ouvriers revendiquaient le salaire minimum, les entrepreneurs résistaient, le nombre des conflits dans les usines s'accroissait sans cesse. Les approvisionnements devenaient de plus en plus défectueux, la ration de pain était réduite, il fallut des cartes même pour toucher de la semoule.

Le mécontentement grandissait aussi dans la garnison. L'état-major de la région militaire, préparant la répression contre les soldats, éloignait de Pétrograd les troupes les plus révolutionnaires. A l'Assemblée générale de la garnison, le 17 avril, les soldats, devinant des desseins hostiles, soulevèrent la question de mettre fin aux départs de troupes : cette réclamation, dans la suite, s'élèvera sous une forme de plus en plus résolue à chaque nouvelle crise de la révolution. Mais la racine de tous les maux, c'est la guerre dont on ne voit pas la fin. Quand donc la révolution apportera-t-elle la paix ? A quoi songent Kérensky et Tsérételli Les masses prêtaient une oreille de plus en plus attentive aux bolcheviks, les épiant, dans l'attente, qui avec une demi-hostilité, qui déjà avec confiance. Sous la discipline de la solennité se cachait un état d'esprit tendu, une fermentation avait lieu dans les masses.

Personne pourtant, pas même les auteurs de l'inscription placardée sur le palais Marie, ne supposait que déjà les deux ou trois jours qui allaient suivre déchireraient impitoyablement l'enveloppe de l'unité nationale de la révolution. De terribles événements, prévus par beaucoup comme inévitables, mais que personne n'avait

attendus si vite, surgirent soudainement. L'impulsion leur fut donnée par la politique extérieure du gouvernement provisoire, c'est-à-dire par le problème de la guerre. Ce ne fut pas un autre que Milioukov qui approcha l'allumette de la mèche.

Voici l'histoire de l'allumette et de la mèche : le jour où l'Amérique entrait en guerre, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, réconforté, développa devant les journalistes son programme : annexion de Constantinople, annexion de l'Arménie, démembrement de l'Autriche et de la Turquie, annexion de la Perse septentrionale et, en outre, bien entendu, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. "Dans tous ses actes publics - c'est ainsi que l'historien Milioukov explique Milioukov ministre - il soulignait résolument les buts pacifistes de la guerre libératrice, mais les mettait toujours en relation étroite avec les problèmes et les intérêts nationaux de la Russie. "

L'interview alarma les conciliateurs. " Quand donc la politique extérieure du gouvernement provisoire se débarrassera-t-elle de toute hypocrisie ? - s'exclamait, indigné, le journal des mencheviks. Pourquoi le gouvernement provisoire n'exige-t-il pas des gouvernements alliés qu'ils renoncent ouvertement et décisivement aux annexions ? " ces gens-là voyaient de l'hypocrisie dans le franc langage du rapace. Dans le camouflage pacifiste des appétits, ils étaient prêts à voir une élimination du mensonge. Effrayé par la surexcitation des démocrates, Kérensky se hâta de déclarer par l'intermédiaire du Bureau de la presse : le programme de Milioukov représente son opinion personnelle. Que l'auteur de l'opinion personnelle fût ministre des Affaires étrangères, cela était évidemment considéré comme un pur hasard.

Tsérételli, qui possédait le talent de ramener toute question à un lieu commun, se mit à insister sur la nécessité d'une déclaration gouvernementale, comme quoi la guerre, pour la Russie, serait exclusivement défensive. La résistance de Milioukov et partiellement de Goutchkov fut brisée, et, le 27 mars, le gouvernement accoucha d'une déclaration affirmant que " le but de la Russie libre n'est point de dominer les autres peuples, ni de leur enlever leur patrimoine national, ni de s'emparer par violence des territoires d'autrui " — mais de " respecter entièrement les obligations contractées à l'égard de nos alliés ". C'est ainsi que les rois et les prophètes du double pouvoir proclamaient leur intention d'entrer dans le royaume des cieux de pair à compagnon avec les parricides et les dévergondés. Ces messieurs, sans compter le reste, manquaient du sens du ridicule.

La déclaration du 27 mars fut accueillie favorablement non seulement par toute la presse conciliatrice, mais même par la *Pravda* de Kaménev-Staline, qui écrivait dans un éditorial, quatre jours avant l'arrivée de Lénine : " Clairement et nettement,

le gouvernement provisoire... a déclaré devant tout le peuple que le but de la Russie libre n'est pas de dominer les autres peuples ", etc. La presse anglaise, immédiatement et avec satisfaction, interpréta le renoncement de la Russie aux annexions comme le renoncement à Constantinople, sans, bien entendu, se disposer à adopter pour elle-même la formule d'abstinence. L'ambassadeur de Russie à Londres donna l'alarme et exigea de Pétrograd des explications dans ce sens que le principe " de la paix sans annexions serait adopté par la Russie non point inconditionnellement, mais dans la mesure où il ne contredirait pas à nos intérêts vitaux ". Mais pourtant c'était bien la formule de Milioukov : promettre de ne pas piller ce dont nous n'avons pas besoin. Paris, contrairement à Londres, non seulement soutenait Milioukov, mais le stimulait, lui suggérant, par l'entremise de Paléologue, la nécessité d'une politique plus résolue vis-à-vis du Soviet.

Le président du Conseil, qui était alors Ribot, exaspéré par les lamentables atermoiements de Pétrograd, demanda à Londres et à Rome " s'ils ne croyaient pas nécessaire d'inviter le gouvernement provisoire à mettre fin à toute équivoque ". Londres répondit qu'il était plus raisonnable " de laisser les socialistes français et anglais envoyés en Russie agir directement sur leurs compagnons d'idées ".

L'envoi en Russie de socialistes alliés avait été fait sur l'initiative du Grand Quartier Général russe, c'est-à-dire des anciens généraux du tsar. " Nous comptons sur lui — écrivait Ribot au sujet d'Albert Thomas — pour donner une certaine fermeté aux décisions du gouvernement provisoire. " Milioukov se plaignait pourtant de ce que Thomas se tenait trop en contact avec les leaders du Soviet. Ribot répondait à cela que Thomas " s'efforçait sincèrement " de soutenir le point de vue de Milioukov, mais qu'il avait promis, néanmoins, d'exhorter son ambassadeur à une aide encore plus active.

La déclaration absolument vide de sens du 27 mars inquiétait tout de même les Alliés qui y virent une concession au Soviet. De Londres, on menaçait de perdre foi " en la puissance combative de la Russie ". Paléologue se plaignait de " la timidité et de l'ambiguïté " de la Déclaration. C'était justement ce qu'il fallait à Milioukov. Dans l'espoir d'être aidé par les Alliés, il se lança dans un grand jeu qui était de beaucoup supérieur à ses ressources. Son idée essentielle était de retourner la guerre contre la révolution, son objectif le plus proche dans cette voie était de démoraliser la démocratie. Mais les conciliateurs commencèrent, justement en avril, à manifester une nervosité et des tergiversations de plus en plus grandes dans les questions de politique extérieure, car une pression incessante de la base s'exerçait sur eux. Le gouvernement avait besoin d'un emprunt. Or, les masses, malgré toutes leurs intentions de défense nationale, n'étaient prêtes à soutenir qu'un emprunt de paix, non pas un emprunt de guerre, Il fallait leur faire entrevoir au moins

l'apparence d'une perspective de paix.

Développant la politique secourable des lieux communs, Tsérételli proposa d'exiger du gouvernement provisoire qu'il remît aux Alliés une note analogue à la Déclaration intérieure du 27 mars. En échange, le Comité exécutif s'engageait à obtenir du Soviet un vote pour " l'Emprunt de la Liberté ". Milioukov consentit à ce troc : l'emprunt en échange d'une note — mais décida de tirer double profit de ce marché. Sous couleur d'interpréter la " Déclaration ", la note la désavouait. Elle exigeait que la phraséologie pacifique du nouveau pouvoir ne donnât " pas le moindre prétexte de penser que la révolution accomplie aurait entraîné un affaiblissement du rôle de la Russie dans la lutte commune des Alliés. Tout au contraire — la détermination de tout le peuple à pousser la guerre mondiale jusqu'à la victoire définitive s'est seulement affermie... "

La note exprimait plus loin cette assurance que les vainqueurs " trouveraient le moyen d'obtenir les *garanties* et les *sanctions* indispensables pour prévenir, dans l'avenir, de nouveaux conflits sanglants ". Insérés sur les exigences de Thomas, les mots " garanties " et " sanctions ", dans le langage frauduleux de la diplomatie, particulièrement de la diplomatie française, ne signifiaient rien d'autre que des annexions et des contributions. Le jour de la fête du Premier Mai, Milioukov transmit par télégraphe la note, écrite sous la dictée des diplomates alliés, aux gouvernements de l'Entente, et c'est seulement après qu'elle fut envoyée au Comité exécutif et, simultanément, aux journaux. Le gouvernement se dispensa de passer par la Commission de contact, et les leaders du Comité exécutif se trouvèrent dans la situation de citoyens du rang.

Si les conciliateurs ne trouvèrent dans la note rien qu'ils n'eussent entendu de Milioukov auparavant, du moins ne purent-ils se dispenser d'y voir un acte d'hostilité prémédité. La note les laissait désarmés devant les masses et exigeait d'eux un choix direct entre le bolchevisme et l'impérialisme, Le dessein de Milioukov ne consistait-il pas en cela ? Tout porte à penser que ce n'était pas son seul but : ses intentions allaient plus loin.

Déjà depuis mars, Milioukov faisait tous ses efforts pour ressusciter le projet avorté d'une prise des Dardanelles par une descente russe et menait de nombreux pourparlers avec le général Alexéïev, le persuadant d'engager énergiquement une opération qui devait, à son avis, placer la démocratie, hostile aux annexions, devant le fait accompli. La note de Milioukov, en date du 18 avril, était une descente parallèle sur le rivage mal défendu de la démocratie. Deux actions — l'une militaire, l'autre politique— se complétaient entre elles et, en cas de succès, se justifiaient l'une par l'autre. Les vainqueurs, en général, n'encourent point jugement. Mais il n'était pas réservé à Milioukov de se voir vainqueur. Pour une descente, il fallait une armée de deux cent à trois cent mille hommes. Or, l'affaire échoua pour une

bagatelle : les soldats refusèrent de marcher. Ils consentent à défendre la révolution, mais non pas à prendre l'offensive. L'attentat de Milioukov sur les Dardanelles était manqué. Et toutes ses initiatives ultérieures en furent ruinées d'avance. Mais il faut avouer qu'elles n'étaient pas trop mal calculées… sous condition de réussite.

Le 17 avril, à Pétrograd, eut lieu — vision de cauchemar — une manifestation patriotique d'invalides : une immense foule de blessés, sortis des hôpitaux de la capitale, amputés des jambes, des bras, enveloppés de pansements, s'avançait vers le palais de Tauride. Ceux qui ne pouvaient marcher étaient transportés sur des autocamions. On lisait sur les drapeaux : " La guerre jusqu'au bout. " C'était la manifestation de désespoir de débris humains de la guerre impérialiste qui voulaient que la révolution ne reconnût pas absurdes leurs sacrifices. Mais, derrière les manifestants, se tenait le parti cadet, plus précisément Milioukov, qui se préparait à frapper le lendemain un grand coup.

En séance extraordinaire, le 19 dans la nuit, le Comité exécutif discuta la note expédiée la veille aux gouvernements alliés. " Après une première lecture — raconte Stankévitch — tous, unanimement et sans contestations, reconnurent que ce n'était pas du tout ce qu'avait attendu le Comité. " Mais cette note engageait le gouvernement tout entier, y comprit Kérensky. Il fallait, par conséquent, avant tout, sauver le gouvernement. Tsérételli se mit à " déchiffrer " la note non chiffrée et à y découvrir des qualités de plus en plus nombreuses, Skobélev, d'un air pénétrant, s'attachait à démontrer qu'en général l'on ne pouvait exiger " une entière concordance " d'intentions entre la démocratie et le gouvernement. Ces grands sages s'exténuèrent jusqu'à l'aube, mais ne trouvèrent pas de solution. Au petit matin, ils se séparèrent, ayant convenu de se rassembler de nouveau dans quelques heures. Ils comptaient, évidemment, sur la faculté qu'aurait le temps de cicatriser toutes blessures.

Le matin, la note parut dans tous les journaux. La *Rietch* la commenta dans un sens provocateur mûrement prémédité. La presse socialiste se prononçait avec une extrême surexcitation. La *Rabotchaïa Gazeta (Journal ouvrier)*, mencheviste, n'ayant pas encore eu le temps, après Tsérételli et Skobélev, de cuver son indignation nocturne, écrivait que le gouvernement provisoire avait publié " un acte qui bafoue les intentions de la démocratie ", et exigeait du Soviet des mesures résolues " pour en prévenir les effroyables conséquences ". La pression croissante : des bolcheviks se sentait fort nettement dans ces phrases.

Le Comité exécutif rouvrit séance, mais seulement pour se convaincre encore une fois de son incapacité à en venir à une résolution quelconque. On décida de convoquer un Plenum extraordinaire du Soviet " pour information " — en réalité pour sonder le degré de mécontentement de la base et afin de gagner du temps pour résoudre la perplexité où l'on se trouvait. On prévoyait dans l'intervalle toutes sortes

de séances de contact qui devaient réduire à néant la question.

Mais à ce remue-ménage rituel du double pouvoir se mêla inopinément une tierce force. Dans la rue sortirent les masses, les armes à la main. Parmi les baïonnettes des soldats perçaient les lettres des pancartes : " A bas Milioukov " Sur d'autres pancartes figurait aussi avantageusement Goutchkov. Dans ces colonnes exaspérées, il était difficile de reconnaître les manifestants du Premier Mai.

Les historiens donnent ce mouvement comme celui de " forces élémentaires " en ce sens conventionnel que pas un parti ne prit sur lui l'initiative de la manifestation. L'appel direct à descendre dans la rue provint d'un certain Linde qui inscrivit ainsi son nom dans l'histoire de la révolution. " Savant, mathématicien, philosophe ", Linde se tenait en dehors des partis, de toute son âme était partisan de la révolution et désirait ardemment qu'elle accomplît ce qu'elle promettait. La note de Milioukov et les Commentaires de la *Rietch* l'indignèrent. " Sans prendre conseil de personne... — raconte son biographe — il se mit tout de suite à agir... il se rendit au régiment de Finlande, convoqua le comité et proposa que le régiment marchât immédiatement sur le Palais Marie...

" La proposition de Linde fut adoptée et, à trois heures, par les rues de Pétrograd, s'avançait déjà une imposante manifestation des " Finlandais " avec des pancartes provocantes. " A la suite du régiment de Finlande marchèrent les soldats du 180e de réserve, des régiments moscovites, Pavlovky, Kekholmsky, les matelots de la deuxième division des équipages de la flotte balte, au total de vingt-cinq à trente mille hommes, tous en armes. Dans les quartiers ouvriers, l'agitation commença, le travail s’arrêta et, par groupes d'usines, l'on descendit dans la rue à la suite des régiments.

" La plupart des soldats ne savaient pas pourquoi ils étaient venus ", assure Milioukov, comme s'il avait eu le temps de les questionner. " En plus des troupes participaient à la manifestation des ouvriers adolescents qui déclaraient hautement (!) qu'on leur avait payé pour cela de dix à quinze roubles. " La provenance des fonds est claire : " La tâche d'éliminer les deux ministres (Milioukov et Goutchkov) était directement indiquée par l'Allemagne. " Milioukov a donné cette pénétrante explication non point dans le feu de la lutte d'Avril, mais trois ans après les événements d'Octobre qui ont suffisamment montré que personne n'avait besoin de payer quotidiennement au prix fort la haine que les masses populaires éprouvaient pour Milioukov.

La violence inattendue de la manifestation d'avril s'explique par l'immédiate réaction de la masse devant l'imposture d'en haut. " Tant que le gouvernement n'obtiendra pas la paix, il faudra se défendre. " Cela se disait sans enthousiasme, mais par persuasion. On supposait qu'en haut tout était fait pour rapprocher la paix.

Il est vrai que, du côté des bolcheviks, l'on affirmait que le gouvernement voulait la continuation de la guerre, aux fins de pillage. Mais est-ce bien possible ? Et Kérensky ? — " Nous connaissons les leaders des soviets depuis Février, ils sont venus les premiers à nous dans les casernes, ils sont pour la paix. En outre, Lénine est arrivé de Berlin et Tsérételli était au bagne. Il faut patienter… " En même temps, les usines et les régiments les plus avancés affirmaient de plus en plus résolument les mots d'ordre bolcheviks d'une politique de paix : publication des traités secrets et rupture avec les plans de conquête de l'Entente, proposition ouverte de paix immédiate à tous les pays belligérants.

C'est dans cette ambiance complexe et indécise que tomba la note du 18 avril. Comment ? Quoi ?... Là-haut, on n'est donc point pour la paix, on en tient pour les anciens buts de guerre ? Mais alors c'est en vain que nous attendons et patientons ? A bas !... Mais à bas qui ça ? Est - il possible que les bolcheviks aient raison ? Pas possible. Oui, mais la note ? Il y a donc quelqu'un, tout de même, qui vend notre peau aux alliés du tsar ? Une simple confrontation entre la presse cadette et celle des conciliateurs montrait que Milioukov, ayant trompé la confiance générale, se disposait à mener une politique de conquête, en accord avec Lloyd George et Ribot. Pourtant, Kérensky avait bien déclaré que l'idée d'agression sur Constantinople était " une opinion personnelle " de Milioukov. C'est ainsi qu'éclata ce mouvement.

Mais il ne fut pas homogène. Divers éléments bouillonnants des milieux révolutionnaires surestimèrent l'ampleur et la maturité politique du mouvement d'autant plus qu'il se déclenchait plus vivement et soudainement, Les bolcheviks, parmi les troupes et dans les usines, déployèrent une énergique activité. A la revendication "Chassez Milioukov " qui était une sorte de programme minimum du mouvement, ils ajoutèrent des appels placardés contre le gouvernement provisoire dans son ensemble, et, au surplus, les éléments divers comprenaient cela de différentes façons : les uns comme un mot d'ordre de propagande, les autres comme la tâche du jour même. Lancé dans la rue par les soldats et les matelots en armes, le mot d'ordre " A bas le gouvernement provisoire ! " introduisait fatalement dans la manifestation un courant insurrectionnel. De considérables groupes d'ouvriers et de soldats étaient assez disposés à faire sauter sur l'heure le gouvernement provisoire. C'est d'eux que procédèrent des tentatives pour pénétrer dans le palais Marie, occuper ses issues, arrêter les ministres. Au sauvetage de ceux-ci fut expédié Skobélev qui remplit sa mission avec d'autant plus de succès que le palais Marie se trouva vide.

Goutchkov étant malade, le gouvernement tenait séance chez lui cette fois, dans son appartement privé. Mais ce n'est pas cette circonstance fortuite qui épargna aux ministres une arrestation dont ils n'étaient pas du tout sérieusement menacés. Une armée de vingt-cinq à trente mille hommes, descendus dans la rue

pour combattre ceux qui prolongeaient la guerre, était parfaitement suffisante pour renverser un gouvernement même plus solide que celui à la tête duquel se trouvait le prince Lvov, Mais les manifestants ne s'assignaient pas ce but. Ils ne voulaient en somme que montrer un poing menaçant sous la fenêtre, afin que ces messieurs de là-haut cessassent de se faire les dents avec leur Constantinople et s'occupassent comme il fallait de la question de la paix. De cette façon, les soldats comptaient aider Kérensky et Tsérételli contre Milioukov.

A la séance gouvernementale se présenta le général Kornilov, qui donna des nouvelles des manifestations armées à ce moment en cours et déclara qu'en qualité de commandant des troupes de la région militaire de Pétrograd, il disposait de forces suffisantes pour écraser la sédition à main armée : pour marcher, il ne lui fallait qu'un ordre. Présent par hasard à la séance du gouvernement, Koltchak raconta plus tard, au cours du procès qui précéda son exécution, que le prince Lvov et Kérensky s'étaient prononcés contre une tentative de répression militaire à l'égard des manifestants. Milioukov ne s'était pas exprimé nettement, mais avait résumé la situation en ce sens que messieurs les ministres pouvaient, bien entendu, raisonner tant qu'ils voudraient, ce qui ne les empêcherait pas d'aller loger en prison. Il était hors de doute que Kornilov agissait de connivence avec le centre cadet.

Les leaders conciliateurs réussirent sans peine à persuader les soldats manifestants de quitter la place du palais Marie et même à leur faire réintégrer les casernes. L'émotion soulevée en ville ne rentrait cependant point dans ses bords. Des foules s'assemblaient, les meetings continuaient, on discutait aux carrefours, dans les tramways l'on se partageait en partisans et adversaires de Milioukov. Sur la Nevsky et dans les rues avoisinantes, des orateurs bourgeois faisaient de l'agitation contre Lénine envoyé d'Allemagne pour renverser le grand patriote Milioukov. Dans les faubourgs, dans les quartiers ouvriers, les bolcheviks s'efforçaient, en propageant l'indignation suscitée par la note et son auteur, de la faire porter sur le gouvernement tout entier.

A 7 heures du soir se réunit le plénum du Soviet. Les leaders ne savaient que dire à un auditoire tout frémissant de passion concentrée. Tchkhéidzé, verbeusement, rapportait qu'après la séance aurait lieu une entrevue avec le gouvernement provisoire. Tchernov agitait l'épouvantail de la guerre civile imminente. Fédorov, ouvrier métallurgiste, membre du Comité central des bolcheviks, répliquait que la guerre civile existait déjà et qu'il ne restait au Soviet qu'à s'appuyer sur elle et à prendre en main le pouvoir. " C'étaient là des paroles nouvelles et alors terrifiantes — écrit Soukhanov. Elles tombaient en plein dans la mentalité générale et trouvèrent pour cette fois un écho tel que n'en connurent jamais auparavant, ni longtemps après, dans le Soviet, les bolcheviks. "

Le clou de la séance fut, cependant, à la surprise de tous, le discours d'un

confident de Kérensky, le socialiste-libéral Stankévitch : " A quoi bon, camarades, irions-nous " manifester " ? — demandait-il. Contre qui employer la force ? Car enfin, toute la force, c'est vous et les masses qui se tiennent derrière vous... Tenez, regardez, il est en ce moment sept heures moins cinq. (Stankévitch tend le bras vers l'horloge, toute la salle se tourne du même côté.) Décidez que le gouvernement provisoire ne soit plus, qu'il donne sa démission. Nous donnerons un coup de téléphone et, dans cinq minutes, il aura déposé ses pouvoirs. A quoi bon donc des violences, des manifestations, une guerre civile ? " Dans la salle, tempête d'applaudissements, exclamations enthousiastes. L'orateur voulait effrayer le Soviet, tirant de la nouvelle situation la déduction la plus extrême, mais il fut effrayé lui-même de l'effet obtenu par son discours. La vérité qui lui avait échappé au sujet de la puissance du Soviet dressa l'assemblée au-dessus des misérables manigances des dirigeants, qui se souciaient avant tout d'empêcher le Soviet de prendre une résolution quelconque. " Qui remplacera le gouvernement ? " répliquait aux applaudissements un des orateurs. " Nous ? Mais nos mains tremblent... " C'était une incomparable caractéristique des conciliateurs, leaders emphatiques aux mains tremblantes.

Le ministre-président Lvov comme complétant Stankévitch pour sa propre part, fit, le lendemain, la déclaration suivante : " Jusqu'à présent, le gouvernement provisoire trouvait invariablement un appui du côté de l'organe dirigeant du Soviet, Depuis quinze jours... le gouvernement est pris en suspicion. Dans ces conditions... il vaut mieux que le gouvernement provisoire s'en aille. " Nous voyons encore ici quelle était la réelle constitution de la Russie de Février !

Au palais Marie eut lieu une rencontre du Comité exécutif avec le gouvernement provisoire. Le prince Lvov, dans un discours d'introduction, se plaignit de la campagne entreprise par les cercles socialistes contre le gouvernement, et, d'un ton à demi vexé, à demi menaçant, parla de démission. Les ministres, à tour de rôle, dépeignirent les difficultés à l'accumulation desquelles ils avaient, de toutes leurs forces, contribué. Milioukov, tournant le dos à ces palabres de contact, discourut du haut du balcon devant les manifestations de cadets. " Voyant ces pancartes où l'on pouvait lire : " A bas Milioukov ! "... je n'avais pas peur pour Milioukov. J'avais peur pour la Russie ! " C'est ainsi que l'historien Milioukov rapporte les modestes paroles que Milioukov ministre prononçait devant la foule assemblée sur la place.

Tsérételli exigeait du gouvernement une nouvelle note. Tchernov trouva une issue géniale en proposant à Milioukov de passer au ministère de l'instruction publique : Constantinople, comme objet d'études géographiques, était, en tout cas, moins dangereux que comme objectif diplomatique. Milioukov, cependant, refusa carrément de revenir à la carrière des sciences, de même que d'écrire une nouvelle

note. Les leaders des soviets ne se firent pas longtemps prier et consentirent à accepter une " explication " de la vieille note. Restait à trouver quelques phrases dont le faux serait suffisamment camouflé à la manière démocratique — et l'on pourrait considérer que la situation était sauvée, avec, aussi, le portefeuille de Milioukov !

Mais le Tiers inquiet ne voulait pas s'apaiser, Le 21 avril amena une nouvelle vague du mouvement, plus puissante que celle de la veille. Ce jour-là, la manifestation fut provoquée par le Comité des bolcheviks de Pétrograd. Malgré la contre-agitation des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, d'énormes masses d'ouvriers se dirigèrent vers le centre, venant des quartiers de Vyborg, et ensuite d'autres districts, Le Comité exécutif envoya à la rencontre des manifestants des pacificateurs autorisés, avec, en tête, Tchkhéidzé, Mais les ouvriers tenaient fermement à dire leur mot, et ils avaient quelque chose à dire. Un journaliste libéral bien connu décrivait, dans la *Rietch*, la manifestation des ouvriers sur la Nevsky : " En avant, environ une centaine d'hommes armés ; derrière eux des rangs réguliers d'hommes et de femmes non armés, des milliers de personnes. Des chaînes vivantes sur les deux flancs. Des chants. Je fus frappé par l'expression des visages. Ces milliers d'individus n'avaient qu'une seule figure, extasiée, le visage monacal des premiers siècles du christianisme, irréductible, implacablement prêt aux meurtres, à l'inquisition et à la mort. " Le journaliste libéral avait regardé la révolution ouvrière dans les yeux et senti un instant sa résolution concentrée. Combien peu ces ouvriers ressemblent aux adolescents que Milioukov disait embauchés par Ludendorff pour quinze roubles à la journée !

Ce jour-là, comme la veille, les manifestants ne s'en allaient pas renverser le gouvernement, bien que, certainement, leur majorité dût déjà sérieusement réfléchir à ce problème ; une partie d'entre eux était prête dès ce jour à entraîner la manifestation bien au-delà des limites fixées par l'état d'esprit de la majorité. Tchkhéidzé proposa aux manifestants de retourner chez eux dans leurs quartiers. Mais les dirigeants répondirent sévèrement que les ouvriers savaient eux-mêmes ce qu'ils avaient à faire. C'était une note nouvelle et Tchkhéidzé allait devoir s'y accoutumer dans le courant des plus prochaines semaines.

Tandis que les conciliateurs exhortaient et éteignaient, les cadets provoquaient et soufflaient sur le feu. Bien que Kornilov n'eût pas reçu, la veille, l'autorisation d'employer les armes, non seulement il ne lâchait pas son plan, mais, au contraire, précisément ce matin, prenait des mesures pour opposer aux manifestants de la cavalerie et de l'artillerie. Comptant fermement sur l'intrépidité du général, les cadets, par un tract spécial, appelèrent leurs partisans dans la rue, s'efforçant nettement de pousser l'affaire jusqu'à un conflit décisif. Bien que n'ayant pas réussi

sa descente sur le rivage des Dardanelles, Milioukov continuait à développer son offensive, avec Kornilov en qualité d'avant-garde, avec l'Entente en qualité de réserve lourde. La note, envoyée à l'insu du Soviet et l'éditorial de la *Rietch* devaient jouer le rôle d'une dépêche d'Ems adressée par le chancelier libéral de la Révolution de Février. " Tous ceux qui tiennent pour la Russie et sa liberté doivent serrer les rangs autour du gouvernement provisoire et le soutenir " — ainsi parlait l'appel du Comité central cadet, invitant tous les braves citoyens à descendre dans la rue pour lutter contre les partisans d'une paix immédiate.

La Nevsky, artère principale de la bourgeoisie, se transforma en un immense meeting des cadets. Une manifestation considérable, à la tête de laquelle se trouvèrent les membres du Comité central cadet, se dirigeait vers le palais Marie. Partout l'on voyait des pancartes tout fraîchement sorties de l'atelier. " Confiance entière au gouvernement provisoire ! " " Vive Milioukov ! " Les ministres étaient aux anges : ils avaient trouvé leur " peuple " à eux, d'autant mieux visible que des émissaires du Soviet s'épuisaient à disperser les meetings révolutionnaires, refoulant les manifestations d'ouvriers et de soldats du centre vers les faubourgs et dissuadant d'agir les casernes et les usines.

Sous couleur de défendre le gouvernement avait lieu une première mobilisation franchement et largement déclarée des forces contre-révolutionnaires, Au centre de la ville apparurent des camions chargés d'officiers, de *junkers*, d'étudiants armés. Sortirent aussi les chevaliers de Saint-Georges. La jeunesse dorée organisa sur la Nevsky un tribunal public incriminant sur place les léninistes et " les espions allemands ". Il y eut des échauffourées et des victimes. La première collision sanglante, à ce que l'on a raconté, débuta par une tentative que firent des officiers pour arracher à des ouvriers un drapeau portant une inscription contre le gouvernement provisoire. On s'affrontait avec un acharnement toujours croissant, une fusillade s'ouvrit qui, dans l'après-midi, devint presque incessante. Personne ne savait exactement quels étaient ceux qui tiraient et dans quel but. Mais il restait déjà des victimes de cette fusillade désordonnée, causée en partie par la malfaisance, en partie par la panique, La température devenait incandescente.

Non, cette journée ne ressemblait en rien à une manifestation d'unité nationale. Deux mondes se dressaient l'un en face de l'autre. Les colonnes de patriotes, appelées dans la rue par le parti cadet contre les ouvriers et les soldats, se composaient exclusivement des éléments bourgeois de la population, officiers, fonctionnaires, intellectuels. Deux torrents humains, l'un pour Constantinople, l'autre pour la paix, déferlaient de différentes parties de la ville ; différents par leur composition sociale, absolument dissemblables par leur aspect extérieur, affirmant leur hostilité sur des pancartes, et, se heurtant, ils y allaient avec le poing, le bâton, voire les armes à feu.

Au Comité exécutif parvint cette nouvelle inattendue que Kornilov faisait avancer des canons sur la place du Palais. Initiative indépendante du commandant du corps d'armée ? Non, le caractère et la carrière ultérieure de Kornilov démontrent que le brave général avait toujours quelqu'un pour le mener par le bout du nez — fonction que, cette fois, remplissaient les leaders cadets. C'est seulement en comptant sur l'intervention de Kornilov, et afin de rendre cette intervention indispensable, qu'ils avaient appelé leurs masses dans la rue. Un des jeunes historiens note justement que la tentative faite par Kornilov pour rassembler les écoles militaires sur la place du Palais coïncida non pas avec une nécessité réelle ou imaginaire de défendre le palais Marie contre une foule hostile, mais avec la plus forte poussée de la manifestation des cadets.

Le plan Milioukov-Kornilov échoua cependant, et de très honteuse façon. Si naïfs que fussent les leaders du Comité exécutif, ils ne pouvaient pas ne pas comprendre que leurs têtes étaient en jeu. Déjà, dès les premières informations concernant des rencontres sanglantes sur la Nevsky, le Comité exécutif expédiait à tous les contingents militaires de Pétrograd et des environs un ordre télégraphique : n'envoyer, sans injonction du Soviet, aucun détachement dans les rues de la capitale. Maintenant que les intentions de Kornilov s'étaient dévoilées, le Comité exécutif, en dépit de toutes ces déclarations solennelles, mit les deux mains à la roue du gouvernail, non seulement en exigeant du commandant de corps qu'il retirât les troupes immédiatement, mais en chargeant Skobélev et Filippovsky de faire rentrer les soldats chez eux, d'ordre du Soviet, " Sauf appel du Comité exécutif, en ces jours de perturbation, ne sortez pas dans la rue avec les armes à la main. Seul, le Comité exécutif détient le droit de disposer de vous. " Désormais, tout ordre de sortie des troupes, exception faite du service ordinaire, doit être donné sur un document officiel du Soviet et signé au moins par deux membres fondés de pouvoir à cet effet.

Le Soviet avait, semblait-il, interprété d'une façon non équivoque les actes de Kornilov, en tant que tentative de la contre-révolution pour provoquer la guerre civile. Mais, en réduisant à rien par son ordonnance le commandement du corps d'armée, le Comité exécutif ne songea même pas à destituer Kornilov en personne : peut-on attenter aux prérogatives du pouvoir ? " Les mains tremblent. " Le jeune régime était enveloppé de fictions, — comme un malade, d'oreillers et de compresses. Du point de vue des rapports de forces, ce qui est cependant le plus édifiant, c'est que non seulement la troupe, mais les écoles d'officiers, même avant d'avoir reçu l'ordonnance de Tchkhéidzé, refusèrent de marcher sans une sanction du Soviet. Imprévus pour les cadets, les désagréments qui pleuvaient sur eux l'un après l'autre étaient les inévitables conséquences du fait que la bourgeoisie russe, dans la période de la révolution nationale, s'avéra une classe antinationale — ce qui pouvait être, pendant un court laps de temps, masqué par la dualité de pouvoirs,

mais ne pouvait être réparé.

La crise d'avril, apparemment, promettait de se terminer en partie nulle. Le Comité exécutif avait réussi à retenir les masses sur le seuil du double pouvoir. De son côté, le gouvernement reconnaissant expliqua que, par " garanties " et " sanctions ", il convenait d'entendre des tribunaux internationaux, la limitation des armements et autres choses magnifiques. Le Comité exécutif se hâta de se raccrocher à ces concessions terminologiques, et, par trente-quatre voix contre dix-neuf, déclara que l'incident était clos. Pour tranquilliser sa base inquiète, la majorité vota encore des décisions de ce genre : renforcer le contrôle sur l'activité du gouvernement provisoire ; sans avertissement préalable au Comité exécutif, aucun acte politique d'importance ne doit être promulgué ; la composition du corps diplomatique doit être radicalement modifiée. La dualité de pouvoirs, existant en fait, était traduite dans le langage juridique d'une constitution. Mais rien, en cette circonstance, n'était changé dans la nature des choses. L'aile gauche ne put obtenir même de la majorité conciliatrice la démission de Milioukov. Tout devait rester comme par le passé. Au-dessus du gouvernement provisoire s'élevait le contrôle beaucoup plus efficace de l'Entente que le Comité exécutif ne songeait pas du tout à attaquer.

Le soir du 21, le Soviet de Pétrograd résumait la situation. Tsérételli, dans son rapport, mentionnait la nouvelle victoire des sages dirigeants qui mettait fin à toutes fausses interprétations de la note du 27 mars. Kaménev, au nom des bolcheviks, proposait la formation d'un gouvernement purement soviétique. Kollontai, révolutionnaire populaire, qui, pendant la guerre, était venu des mencheviks aux bolcheviks, proposait d'organiser un référendum dans les districts de Pétrograd et des environs sur la préférence à accorder à tel ou tel gouvernement provisoire. Mais ces propositions passèrent presque inaperçues du Soviet : la question semblait tranchée. A une énorme majorité, contre treize voix, fut adoptée la résolution réconfortante du Comité exécutif. Il est vrai que la plupart des députés bolcheviks se trouvaient encore dans leurs usines, dans les rues, dans les manifestations. Mais il reste néanmoins hors de doute que, dans la masse profonde du Soviet, il n'y eut aucun déplacement d'opinion dans le sens des bolcheviks.

Le Soviet ordonna de s'abstenir pendant deux jours de toute manifestation dans la rue. La décision fut prise à l'unanimité. Chez aucun, il n'y eut ombre de doute que tous se soumettraient à cette résolution. Et en effet : ouvriers, soldats, jeunesse bourgeoise, le quartier de Vyborg et la Perspective Nevsky, personne n'osa désobéir à l'ordonnance du Soviet. L'apaisement fut obtenu sans aucune mesure coercitive. Il suffisait au Soviet de se sentir maître de la situation pour le devenir effectivement.

Aux rédactions des journaux de gauche affluaient, pendant ce temps, des dizaines et des dizaines de résolutions d'usines et de régiments, exigeant la

démission immédiate de Milioukov, parfois même de tout le gouvernement provisoire. Pétrograd ne fut pas seul à s'ébranler. A Moscou, les ouvriers abandonnaient leurs machines, les soldats sortaient des casernes, remplissant les rues de protestations orageuses. Au Comité exécutif affluèrent dans les journées suivantes des télégrammes de dizaines de soviets locaux contre la politique de Milioukov, promettant un plein appui au Soviet. Les mêmes voix venaient du front. Mais tout devait rester comme par le passé.

" Dans la journée du 21 avril, — affirmait plus tard Milioukov — un état d'esprit favorable au gouvernement prédominait dans les rues. " Il parle évidemment des rues qu'il put observer du haut de son balcon, lorsque la plupart des ouvriers et des soldats furent rentrés chez eux. En réalité, le gouvernement se trouva complètement mis à découvert. Il n'avait pour lui aucune force sérieuse. Nous venons de l'entendre dire par Stankévitch et le prince Lvov lui-même. Que signifiaient donc les assurances de Kornilov affirmant qu'il disposait de forces suffisantes pour mater les séditieux ? Rien, sauf l'extrême étourderie de l'honorable général. Sa légèreté s'épanouira toute en août, lorsque le conspirateur Kornilov fera marcher contre Pétrograd des troupes inexistantes. Kornilov essayait encore de juger des contingents militaires d'après la composition du commandement. Le corps des officiers, dans sa majorité, était indubitablement avec lui, c'est-à-dire était prêt, sous prétexte de défendre le gouvernement provisoire, à casser l'échine aux soviets. Les soldats tenaient pour le Soviet, tout en étant d'une opinion infiniment plus à gauche que celle du Soviet. Mais comme le Soviet lui-même tenait pour le gouvernement provisoire, il s'ensuivait que Kornilov pouvait, pour défendre ce gouvernement, faire marcher des soldats soviétiques ayant à leur tête des officiers réactionnaires. Grâce au régime du double pouvoir, tous jouaient à colin-maillard. Cependant, à peine les leaders du Soviet eurent-ils ordonné aux troupes de ne pas sortir de leurs casernes que Kornilov resta un pied en l'air, et avec lui tout le gouvernement provisoire.

Et, néanmoins, le gouvernement ne s'écroula point. Les masses qui avaient commencé l'attaque n'étaient pas du tout prêtes à la mener jusqu'au bout. Les leaders conciliateurs pouvaient, par suite, essayer encore de faire rétrograder le régime de Février jusqu'à son point de départ. Ayant oublié, ou bien désirant obliger les autres à oublier que le Comité exécutif s'était trouvé forcé de mettre, ouvertement et contre les autorités " légales ", la main sur l'armée, les *Izvestia* du Soviet se plaignaient, le 22 avril : " Les soviets ne s'efforçaient point de s'emparer du pouvoir. Or, sur de nombreux drapeaux des partisans du Soviet, il y avait des inscriptions exigeant le renversement du gouvernement et la transmission de tout le pouvoir au Soviet... " N'est-il pas abominable, en effet, que les ouvriers et les soldats aient voulu séduire les conciliateurs en leur offrant le pouvoir, c'est-à-dire aient considéré sérieusement ces messieurs comme capables de faire du pouvoir un

usage révolutionnaire ?

Non, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ne voulaient pas du pouvoir, La résolution bolcheviste demandant le passage du pouvoir aux soviets rassembla, dans le Soviet de Pétrograd, comme nous l'avons vu, un nombre insignifiant de voix. A Moscou, la résolution de défiance à l'égard du gouvernement provisoire, proposée par les bolcheviks le 22 avril, réunit soixante-quatorze voix sur de nombreuses centaines. Il est vrai que le Soviet de Helsingfors, où dominaient pourtant les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, vota, ce jour même, une résolution exceptionnellement hardie pour ce temps-là, offrant au Soviet de Pétrograd des forces armées pour l'aider à éliminer " le gouvernement provisoire impérialiste ". Mais cette résolution, adoptée sous la pression directe des marins de la flotte de guerre, constituait une exception. Dans son écrasante majorité, la représentation soviétique des masses qui, la veille, avaient été si prêtes à une insurrection contre le gouvernement provisoire restait entièrement sur le terrain du double pouvoir. Que signifie cela ?

La contradiction éclatante entre la hardiesse de l'offensive des masses et les tergiversations de sa représentation politique n'est pas accidentelle. Les masses opprimées, à une époque révolutionnaire, sont entraînées à l'action directe plus aisément et rapidement qu'elles n'apprennent à donner à leurs désirs et à leurs revendications une expression en bonne forme par leur propre représentation. Plus est abstrait le système de la représentation, plus celui-ci retarde sur le rythme des événements déterminés par les actions de masses. La représentation soviétique, la moins abstraite de toutes, a, dans les conditions d'une révolution, des avantages incomparables : il suffit de rappeler que les doumas démocratiques, élues sur la base du règlement intérieur du 17 avril, n'étant gênées par personne ni par rien, se trouvèrent absolument impuissantes à faire concurrence aux soviets. Mais, avec tous les avantages de leur liaison organique avec les usines et les régiments, c'est-à-dire avec les masses actives, les soviets n'en sont pas moins une représentation et, par conséquent, ne sont pas exempts des conventions et des déformations du parlementarisme.

La contradiction, dans une représentation même soviétique, consiste en ceci que, d'une part, elle est nécessaire pour l'action des masses, et que, d'autre part, elle devient facilement pour cette action une entrave conservatrice. L'issue pratique de la contradiction est, en chaque occasion, de renouveler la représentation. Mais cette opération, qui n'est pas tellement simple, se trouve être, surtout en révolution, une déduction de l'action directe sur laquelle, par conséquent, elle retarde. En tout cas, le lendemain de la demi-insurrection d'avril, plus exactement du quart d'insurrection, car la demi-insurrection se produira en juillet, — on voyait en séance du Soviet les mêmes députés que la veille, lesquels, se retrouvant là dans l'ambiance

coutumière, votaient pour les propositions des dirigeants habituels.

Mais cela ne signifie nullement que la tempête d'avril ait passé sans laisser de traces sur le Soviet et sur le système de Février en général et, d'autant plus, sur les masses mêmes. La grandiose intervention des ouvriers et des soldats dans les événements politiques, quoique non poussée jusqu'au bout, modifie la situation politique, donne une impulsion au mouvement général de la révolution, accélère les inévitables groupements et contraint les politiciens de cabinet et de coulisses à oublier leurs plans de la veille et à adapter leurs actes aux nouvelles circonstances.

Après que les conciliateurs eurent liquidé l'explosion de guerre civile, s'imaginant que tout en revenait aux anciennes positions, la crise gouvernementale s'ouvrit seulement. Les libéraux ne voulaient plus gouverner sans une participation directe au pouvoir des socialistes. Ces derniers, forcés par la logique de la dualité de pouvoirs d'accepter cette condition, exigèrent, de leur côté, une liquidation démonstrative du programme des Dardanelles, ce qui amena inéluctablement la liquidation de Milioukov. Le 2 mai, celui-ci se trouva dans l'obligation de quitter les rangs du gouvernement. Le mot d'ordre de la manifestation du 20 avril se réalisa ainsi avec un retard de douze jours et contre la volonté des leaders du Soviet.

Mais les anicroches et les atermoiements ne soulignèrent que plus vivement l'impuissance des dirigeants. Milioukov, qui s'était disposé à effectuer, avec l'assistance de son général, un brusque revirement dans le rapport des forces, fut projeté hors du gouvernement avec fracas, comme un bouchon. Le brave général se trouva obligé de donner sa démission. Les ministres n'avaient plus du tout un air de fête. Le gouvernement suppliait le Soviet de consentir à une coalition. Tout cela parce que les masses avaient appuyé sur le grand bras du levier.

Cela ne signifie pourtant pas que les partis conciliateurs se fussent rapprochés des ouvriers et des soldats. Au contraire, les événements d'avril, ayant révélé les possibilités imprévues qui étaient latentes dans les masses, poussèrent les leaders démocrates encore plus vers la droite, dans le sens d'un plus étroit rapprochement avec la bourgeoisie. A partir de ce moment, la ligne patriotique prend définitivement le dessus. La majorité du Comité exécutif devient plus concentrée. Des radicaux amorphes tels que Soukhanov, Stiéklov et autres, qui récemment encore inspiraient la politique soviétique et tentaient de sauvegarder quelque chose des traditions du socialisme, sont mis à l'écart. Tsérételli établit un courant fermement conservateur et patriotique, constituant une adaptation de la politique de Milioukov à la représentation des masses laborieuses.

La conduite du parti bolchevik pendant les Journées d'Avril ne fut pas homogène. Les événements avaient surpris le parti à l'improviste. La crise intérieure s'achevait seulement, on préparait activement la conférence du parti. Sous

l'impression de l'extrême surexcitation dans les districts, certains bolcheviks se prononçaient pour le renversement du gouvernement provisoire. Le Comité de Pétrograd qui, encore le 5 mars, avait voté une résolution de confiance conditionnelle en faveur de ce gouvernement, restait perplexe. Il fut décidé d'organiser pour le 21 une manifestation, mais le but n'en fut pas défini d'une façon suffisamment claire. Une partie du Comité de Pétrograd fit descendre les ouvriers et les soldats dans la rue dans l'intention, non à vrai dire très nette, d'essayer de renverser au passage le gouvernement provisoire. Dans le même sens agissaient certains éléments de la gauche, en dehors du parti. Vraisemblablement s'y mêlèrent aussi des anarchistes, peu nombreux mais actifs. Aux troupes s'adressaient divers individus, réclamant des autos blindées ou des renforts en général, soit pour procéder à l'arrestation du gouvernement provisoire, soit pour combattre l'ennemi dans la rue. La division des autos blindées, proche aux bolcheviks, déclara toutefois qu'elle ne mettrait ses machines à la disposition de personne autrement que sur un ordre du Comité exécutif.

Les cadets essayaient par tous les moyens d'imputer aux bolcheviks les conflits sanglants qui s'étaient produits. Mais une commission spéciale du Soviet établit irréfragablement que la fusillade était partie d'abord non de la rue, mais des portes cochères et des fenêtres. Dans les journaux parut un communiqué du procureur : " La fusillade a été le fait de gens appartenant aux bas-fonds de la société, dans l'intention de provoquer des désordres et des troubles toujours avantageux aux voyous. "

L'hostilité à l'égard des bolcheviks, du côté des partis soviétiques dirigeants, était encore loin d'atteindre la violence qui, deux mois plus tard, en Juillet, obscurcit définitivement toute raison et toute conscience. La magistrature, quoique subsistant dans ses anciens cadres, se redressa devant la révolution et, en avril, ne se permettait pas encore d'employer contre l'extrême-gauche les méthodes de l'*Okhrana* (Sûreté) tsariste. L'attaque de Milioukov fut, sur cette ligne aussi, repoussée sans difficulté.

Le Comité central tança l'aile gauche des bolcheviks et déclara, le 21 avril, que le Soviet avait eu, selon lui, parfaitement raison d'interdire les manifestations, et qu'il fallait obtempérer sans condition. " Le mot d'ordre : " A bas le gouvernement provisoire ! " n'est pas juste présentement — disait la résolution du Comité central — parce qu'à défaut d'une majorité populaire solide (c'est-à-dire consciente et organisée) tenant pour le prolétariat révolutionnaire, ce mot d'ordre ou bien n'est qu'une phrase, ou bien se ramène à des tentatives aventureuses. " Comme tâches du moment, la résolution indique la critique, la propagande et la conquête de la majorité dans les soviets, en tant que prémisses de la conquête du pouvoir.

Cette déclaration, aux yeux des adversaires, parut être quelque chose comme

une reculade des dirigeants épouvantés, ou comme une subtile manœuvre. Mais nous connaissons déjà la position fondamentale de Lénine dans la question du pouvoir ; maintenant, il apprenait au Parti à appliquer " les thèses d'avril " d'après l'expérience des événements.

Trois semaines auparavant, Kaménev se déclarait " heureux " de voter avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour une seule et même résolution sur le gouvernement provisoire, et Staline développait la théorie de la division du travail entre cadets et bolcheviks. Comme elles sont déjà lointaines, ces journées et ces théories ! Après la leçon des jours d'Avril, Staline, pour la première fois, se prononça, enfin, contre la théorie d'un " contrôle " bienveillant sur le gouvernement provisoire, abandonnant avec circonspection sa propre opinion de la veille. Mais cette manœuvre passa inaperçue.

En quoi consistait l'esprit d'aventure dans la politique de certains éléments du parti demandait Lénine à la conférence qui s'ouvrit immédiatement après les journées d'épouvante. Cet esprit se voyait dans les tentatives d'action violente là où, pour la violence révolutionnaire, il n'y avait pas encore ou il n'y avait plus de place. " On peut renverser celui que le peuple connaît comme un oppresseur. Or, actuellement, il n'y a pas du tout d'oppresseurs, les canons et les fusils sont entre les mains des soldats et non des capitalistes ; les capitalistes l'emportent en ce moment non par la violence, mais par la tromperie, et l'on ne saurait crier présentement à la violence : c'est un non-sens... Nous avons donné le mot d'ordre de manifestations pacifiques. Nous désirions opérer seulement une reconnaissance pacifique, voir les forces de l'ennemi, mais non livrer combat ; or, le Comité de Pétrograd a pris un peu trop à gauche... Avec un mot d'ordre juste : " Vivent les soviets ! " l'on en a donné un qui n'est pas juste : " A bas le gouvernement provisoire ! " Au moment de l'action, prendre " un petit peu trop à gauche " n'était pas opportun. Nous considérons cela comme un crime très grave, comme de la désorganisation. "

Qu'y a-t-il à la base des événements dramatiques de la révolution ? Des déplacements dans les rapports de forces. Par quoi sont - ils provoqués ? Principalement par les oscillations des classes intermédiaires, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie, de l'armée. L'amplitude est formidable entre l'impérialisme des cadets et le bolchevisme. Ces oscillations se produisent simultanément en deux sens contraires. La représentation politique de la petite bourgeoisie, ses sommets, les leaders conciliateurs, tous tendent plutôt vers la droite, du côté de la bourgeoisie. Les masses opprimées, par contre, auront un élan de plus en plus marqué et résolu chaque fois vers la gauche. En se prononçant contre la mentalité aventureuse manifestée par les dirigeants de l'organisation de Pétrograd, Lénine fait une réserve : si les classes intermédiaires penchaient de notre côté sérieusement, profondément, inflexiblement nous n'hésiterions pas une minute à faire déménager

le gouvernement du palais Marie. Mais nous n'en sommes pas encore là. La crise d'avril qui s'est montrée dans la rue " n'est ni la première, ni la dernière oscillation de la masse petite-bourgeoisie et demi-prolétarienne ". Notre tâche est encore pour le moment d ' " expliquer patiemment ", de préparer le mouvement suivant, plus profond, plus conscient, des masses dans notre direction.

En ce qui concerne le prolétariat, sa conversion dans le sens des bolcheviks prit, au courant d'avril, un caractère nettement accusé. Des ouvriers se présentaient aux comités du parti et demandaient comment obtenir leur transfert du parti menchevik au parti bolchevik. Dans les usines, ils se mirent à questionner avec insistance leurs députés sur la politique extérieure, la guerre, le double pouvoir, le ravitaillement, et, en résultat de ces examens, les députés socialistes-révolutionnaires ou mencheviks étaient de plus en plus souvent supplantés par des bolcheviks. Le tournant brusque commença par les soviets de quartier, comme plus proches des usines. Dans les soviets du quartier de Vyborg, de Vassilievsyk-Ostrov, du rayon de Narva, les bolcheviks se trouvèrent, tout d'un coup, vers la fin d'avril, en majorité. C'était un fait de la plus haute signification, mais les leaders du Comité exécutif, absorbés par la haute politique, considéraient avec morgue le remue-ménage des bolcheviks dans les quartiers ouvriers.

Cependant, les districts commençaient à faire une pression de plus en plus sensible sur le centre. Dans les usines, indépendamment du Comité de Pétrograd, s'ouvrit une campagne énergique et fructueuse pour un renouvellement des représentants au Soviet des députés ouvriers de la capitale. Soukhanov estime qu'au début de mai, les bolcheviks avaient pour eux un tiers du prolétariat de Pétrograd. En tout cas, pas moins et c'était le tiers le plus actif. Les lignes amorphes de Mars s'effaçaient, les directions politiques se dessinaient, les thèses " fantaisistes " de Lénine prenaient corps dans les quartiers de Pétrograd.

Chaque pas en avant de la révolution est provoqué ou forcé par une intervention directe des masses, complètement inattendue, dans la majorité des cas, pour les partis soviétiques. Après l'insurrection de Février, lorsque les ouvriers et les soldats eurent renversé la monarchie sans demander rien à personne, les leaders du Comité exécutif estimèrent que le rôle des masses était rempli. Mais ils commirent une erreur fatale. Les masses ne se disposaient pas du tout à quitter la scène. Déjà, au début de mars, au moment de la campagne pour la journée de huit heures, les ouvriers avaient arraché une concession au capital, bien qu'ils fussent sous la pesée des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Le Soviet dut enregistrer une victoire remportée sans lui et contre lui. La manifestation d'avril apporta un deuxième rajustement du même genre. Chacune des manifestations de masse, indépendamment de son but direct, est un avertissement pour la direction. L'admonestation est d'abord modérée, mais devient ensuite de plus en plus hardie.

En juillet, elle devient une menace. En octobre, c'est le dénouement.

A tous les moments critiques, les masses interviennent comme " forces élémentaires " — obéissant, en d'autres termes, à leurs propres déductions d'expérience politique et à leurs leaders non reconnus encore officiellement. En s'assimilant tels ou tels éléments d'agitation, les masses, spontanément, en traduisent les déductions dans le langage de l'action. Les bolcheviks, en tant que parti, ne dirigeaient pas encore la campagne pour la journée de huit heures. Les bolcheviks n'avaient pas non plus appelé les masses à la manifestation d'avril. Les bolcheviks n'appelleront pas non plus les masses armées à descendre dans la rue au début de juillet. C'est seulement en octobre que le parti parviendra définitivement à prendre le pas et marchera à la tête de la masse, non plus déjà pour une manifestation, mais pour l'insurrection.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total (G.D.).

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

18 La première coalition

En dépit de toutes les théories, déclarations et enseignes officielles, le pouvoir n'appartenait au gouvernement provisoire que sur le papier. La révolution, malgré la résistance de la prétendue démocratie, allait de l'avant, soulevait de nouvelles masses, consolidait les soviets, armait, quoique dans une mesure limitée, les ouvriers. Les commissaires provinciaux du gouvernement et " les comités d'action sociale " qui se trouvaient auprès d'eux et dans lesquels prédominaient, d'ordinaire, des représentants des organisations bourgeoises, étaient évincés naturellement et sans effort par les soviets. Dans certains cas, lorsque les agents du pouvoir central essayaient de s'entêter, de graves conflits surgissaient. Les commissaires accusaient les soviets provinciaux de méconnaître le pouvoir central. La presse bourgeoise se mettait à pousser les hauts cris, disant que Cronstadt, Schlusselbourg ou Tsaritsyne s'étaient détachées de la Russie et transformées en républiques indépendantes. Les soviets locaux protestaient contre cette absurdité. Les ministres s'agitaient, Les socialistes du gouvernement partaient en randonnées dans le pays, exhortant, menaçant, se justifiant devant la bourgeoisie. Mais rien de tout cela ne modifiait le rapport des forces. L'inéluctabilité des processus qui sapaient le double pouvoir s'exprimait déjà par le fait qu'en rythmes, à vrai dire inégaux, ils se développaient dans tout le pays.

D'abord organes de contrôle, les soviets se transformaient en organes administratifs. Ils ne se résignaient à aucune théorie de division des pouvoirs et intervenaient dans la direction de l'armée, dans les conflits économiques, dans les questions d'approvisionnement et de transport, même dans les affaires judiciaires. Les soviets décrétaient, sous la pression des ouvriers, la journée de huit heures, éliminaient les administrateurs trop réactionnaires, destituaient les plus insupportables des commissaires du gouvernement provisoire, procédaient à des arrestations et à des perquisitions, interdisaient les journaux hostiles. Sous l'influence des difficultés de ravitaillement constamment aggravées et de la disette de marchandises, les soviets provinciaux s'engageaient dans la voie des taxations, des interdictions de sortie des réserves départementales et des réquisitions. Pourtant, à la tête des soviets, partout, se trouvaient des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui repoussaient avec indignation le mot d'ordre bolchevik : " tout le pouvoir aux soviets ".

Extrêmement édifiante, sous ce rapport, apparaît l'activité du Soviet de Tiflis, au cœur même de la Gironde mencheviste, qui donna à la Révolution de Février des leaders tels que Tsérételli et Tchkhéidzé, et ensuite les abrita lorsqu'ils eurent vainement dépensé leurs dernières ressources à Pétrograd. Le Soviet de Tiflis, dirigé par Jordania, futur chef de la Géorgie indépendante se trouvait, à chaque pas, obligé de marcher sur les principes du parti menchevik qui y dominait et d'agir comme un pouvoir. Le Soviet confisquait pour ses besoins une typographie privée, procédait à des arrestations, concentrait entre ses mains l'instruction judiciaire et les tribunaux en matière politique, rationnait le pain, taxait les produits d'alimentation et les objets de première nécessité. La discordance entre la doctrine officielle et les faits vitaux, s'étant établie dès les premiers jours, ne fit que s'accroître dans le courant de mars et d'avril.

A Pétrograd, on respectait, du moins, le décorum, bien que, nous l'avons vu, non point toujours. Les journées d'Avril, cependant, dévoilèrent d'une façon trop peu équivoque l'impuissance du gouvernement provisoire, lequel ne trouva pas, même dans la capitale, de sérieux appuis. Dans la dernière décade d'avril, le gouvernement languissait et s'éteignait. " Kérensky déclarait avec angoisse que le gouvernement n'était déjà plus, qu'au lieu de travailler il délibérait seulement sur sa propre situation " (Stankévitch). De ce gouvernement l'on peut dire, en somme, que, jusqu'aux journées d'octobre, il passa par des crises dans les moments difficiles, et que, dans les intervalles entre les crises… il existait. Continuellement " délibérant sur sa situation ", il ne trouva pas même le temps de s'occuper des affaires.

De la crise provoquée en avril par une répétition générale des batailles futures, on pouvait concevoir théoriquement trois issues. Ou bien le pouvoir devait revenir intégralement à la bourgeoisie : ce n'était réalisable que par le chemin de la guerre

civile ; Milioukov essaya, mais échoua. Ou bien il fallait remettre tout le pouvoir aux soviets : l'on y pouvait parvenir sans aucune guerre civile, en levant seulement le bras – il suffisait de vouloir. Mais les conciliateurs ne voulaient pas vouloir et les masses gardaient encore aux conciliateurs leur confiance, quoique déjà fêlée. Ainsi, les deux issues principales – dans la ligne bourgeoise comme dans la ligne prolétarienne – se trouvèrent fermées. Restait une troisième possibilité : la demi-issue confuse, hybride, poltronne d'un compromis. Ce qui se nomme : coalition.

Vers la fin des journées d'Avril, les socialistes ne songeaient même pas à une coalition : ces hommes, en général, n'ont jamais rien prévu. Par la résolution du 21 avril, le Comité exécutif avait officiellement transformé le double pouvoir de fait en principe constitutionnel. Mais la chouette de la sagesse, cette fois encore, prit son vol beaucoup trop tard : la consécration juridique du dualisme institué en mars – les rois et les prophètes – eut lieu au moment où cette forme venait de sauter sous la pression des masses. Les socialistes essayèrent de fermer les yeux là-dessus. Milioukov raconte que, le gouvernement ayant posé la question d'une coalition, Tsérételli déclara ceci : " Quel avantage tirerez-vous de notre entrée dans votre cabinet ? Car enfin... dans le cas vous ne seriez pas conciliants, nous serions forcés de sortir avec fracas du ministère. " Tsérételli essayait de faire peur aux libéraux en leur promettant du " fracas ".

Comme toujours, pour motiver leur politique, les mencheviks faisaient appel aux intérêts de la bourgeoisie elle-même. Mais l'eau leur montait déjà jusqu'à la gorge. Kérensky s'efforçait d'intimider le Comité exécutif : " Le gouvernement se trouve aujourd'hui dans une situation intenable ; les bruits de démission qui courent ne correspondent à aucune manœuvre politique. " En même temps, une pression était exercée du côté des sphères bourgeoises. La douma municipale de Moscou vota une résolution en faveur de la coalition. Le 26 avril, lorsque le terrain fut suffisamment préparé, le gouvernement provisoire, dans un manifeste spécial, proclama la nécessité d'adjoindre aux travaux de l'État " les forces créatrices actives du pays qui n'y participaient pas encore. " La question était carrément posée.

Néanmoins, l'opinion résistait avec assez de force à la coalition. A la fin d'avril se prononcèrent contre l'entrée des socialistes dans le gouvernement les soviets de Moscou, de Tiflis, d'Odessa, d'Ekatérinbourg, de Nijni-Novgorod, de Tver, et d'autres. Leurs motifs furent très nettement exprimés par un des leaders mencheviks à Moscou : si les socialistes entrent dans le gouvernement, il n'y aura personne pour guider le mouvement des masses " vers un cours déterminé ". Mais il était difficile de faire admettre cette considération aux ouvriers et aux soldats contre lesquels elle était dirigée. Les masses, dans la mesure où elles ne suivaient pas encore les bolcheviks, tenaient toutes pour l'entrée des socialistes dans le gouvernement. S'il

est bon qu'un Kérensky soit ministre, six Kérensky vaudront encore mieux. Les masses ne savaient pas que cela s'appelle une coalition avec la bourgeoisie, et que celle-ci voulait se dissimuler derrière les socialistes pour agir contre le peuple. A la caserne, l'on entrevoyait la coalition autrement qu'au palais Marie. Les masses voulaient, au moyen des socialistes, évincer la bourgeoisie du gouvernement. C'est ainsi que deux pressions allant en sens contraires se combinèrent un moment en une seule.

A Pétrograd, un certain nombre de contingents militaires, dont la division des autos blindées qui sympathisait avec les bolcheviks, se prononcèrent pour le gouvernement de coalition. Dans le même sens vota, à une écrasante majorité, la province. Les idées de coalition prédominaient chez les socialistes ; ils craignaient seulement d'avoir à entrer dans le gouvernement sans les mencheviks. Pour la coalition se déclarait enfin l'armée. Un de ses délégués n'exprima pas mal, plus tard, en juin, au Congrès des soviets, l'attitude du front à l'égard du pouvoir : " Nous pensions que la plainte qui échappa à l'armée, quand elle apprit que les socialistes ne voulaient pas entrer dans le ministère, travailler en commun avec des hommes en qui ils n'avaient pas confiance, tandis que toute l'armée était forcée de continuer à mourir avec des hommes en qui elle ne croyait pas – nous pensions que cette plainte avait été entendue à Pétrograd. "

Dans cette question comme dans toutes les autres, la guerre avait une importance décisive. Les socialistes se disposaient d'abord à surseoir devant la guerre, comme devant le pouvoir, à gagner du temps. Mais la guerre n'attendait pas. Les Alliés non plus. Le front ne voulait plus attendre. Juste au moment de la crise gouvernementale arrivaient au Comité exécutif des délégués du front qui posaient à leurs leaders cette question : faisons-nous la guerre ou ne la faisons-nous pas ? Ce qui signifiait : prenez-vous la responsabilité de la guerre, oui ou non ? Il était impossible de s'en tirer par le silence. La même question était posée par l'Entente dans un langage à demi menaçant.

L'offensive d'avril sur le front Ouest de l'Europe coûta très cher aux Alliés et ne donna pas de résultats. Dans l'armée française, quelque chose était ébranlé sous l'influence de la Révolution russe et de l'échec de l'offensive même sur laquelle on avait échafaudé tant d'espérances. L'armée, d'après le maréchal Pétain, " pliait sous la main ". Pour enrayer ce processus menaçant, le gouvernement français avait besoin d'une offensive russe et, en attendant, du moins, d'une ferme promesse d'offensive. A part le soulagement matériel qui devait en résulter, il fallait, le plus tôt possible, arracher l'auréole de la paix à la Révolution russe, extirper tout espoir dans les cœurs des soldats français. Compromettre la révolution en la rendant complice des crimes de l'Entente, piétiner le drapeau insurrectionnel des ouvriers et soldats russes dans le sang et la boue du carnage impérialiste.

Pour atteindre ce but élevé, tous les leviers furent utilisés. Entre tous, les social-patriotes de l'Entente ne furent pas au dernier rang. Les plus expérimentés d'entre eux furent envoyés en mission dans la Russie révolutionnaire. Ils arrivèrent tout parés, la conscience souple et la langue déliée, " Les social-patriotes de l'étranger – écrit Soukhanov – furent reçus à bras ouverts au palais Marie... Branting, Cachin, O'Grady, de Brouckère et autres, se sentaient là comme chez eux et constituaient avec nos ministres un front unique contre le Soviet. " Il faut reconnaître que même le Soviet conciliateur n'était pas toujours bien à son aise avec ces messieurs.

Les socialistes alliés parcouraient les fronts. " Le général Alexéîev – écrivait Vandervelde – faisait tout pour que nos efforts vinssent se joindre à ceux qu'un peu plus tôt avaient faits des délégations de marins de la mer Noire, Kérensky, Albert Thomas, dans le but de compléter ce qu'il appelait la préparation morale de l'offensive. " Le président de la II^{e} Internationale et l'ancien chef d'état-major de Nicolas II trouvèrent ainsi un langage commun dans la lutte pour les clairs idéaux de la démocratie. Renaudel, un des leaders du socialisme français, put s'écrier avec soulagement : " Maintenant, nous pouvons parler sans rougir de la guerre du droit. " Avec un retard de trois ans, l'humanité apprit que ces gens avaient quelque motif de rougir. Le premier mai, le Comité exécutif, ayant passé par toutes les phases d'hésitations imaginables, par une majorité de quarante et une voix contre dix-huit, et trois abstentions, décida, enfin, de participer au gouvernement de coalition. Votèrent contre seulement les bolcheviks et un petit groupe de mencheviks internationalistes. Il n'est pas dépourvu d'intérêt de noter que, comme victime d'un plus étroit rapprochement entre la démocratie et la bourgeoisie, tomba le leader avoué de cette dernière, Milioukov. " Ce n'est pas moi qui suis sorti, on m'a sorti ", disait-il dans la suite. Goutchkov s'était éliminé de lui-même dés le 30 avril, en refusant de signer la " Déclaration des droits du soldat ". A quel point, dès ces journées-là, les libéraux avaient des idées noires, on le voit par ce fait que le Comité central du parti cadet, pour sauver la coalition, décida de ne pas insister sur le maintien de Milioukov dans l'ancien gouvernement. " Le parti a trahi son leader ", écrit le cadet de droite Izgoïev. D'ailleurs, ce parti n'avait pas trop le choix. Le même Izgoïev déclare avec pleine raison : " A la fin d'avril, le parti cadet était battu à plates coutures. Moralement, il avait reçu un coup dont il ne put jamais se relever. " Mais même dans la question de Milioukov, le dernier mot appartenait à l'Entente. L'Angleterre était tout à fait d'accord pour accepter le remplacement des patriotes des Dardanelles par un " démocrate" plus pondéré. Henderson, qui était arrivé à Pétrograd avec tous pouvoirs pour se substituer, en cas de besoin, à Buchanan comme ambassadeur, après avoir pris connaissance de la situation, reconnut que cette mesure serait superflue. En effet, Buchanan était à sa juste place, car il se

montra l'adversaire résolu des annexions, dans la mesure où celles-ci ne répondaient pas aux appétits de la Grande-Bretagne : " Du moment que la Russie n'a pas besoin de Constantinople – chuchotait-il tendrement à l'oreille de Téréchtchenko – plus vite elle le dira, mieux cela vaudra. " La France avait commencé par soutenir Milioukov. Mais ici joua son rôle Thomas qui, après Buchanan et les leaders soviétiques, se prononça contre Milioukov. C'est ainsi que le politicien odieux aux masses fut abandonné par les Alliés, par les démocrates et, finalement, par son propre parti.

Milioukov n'avait pas mérité, en somme, un si cruel châtiment, du moins venant de pareilles mains. Mais la coalition réclamait une victime expiatoire. Milioukov fut représenté aux masses comme un Esprit malin qui enténébrait la grande marche triomphale vers la paix démocratique. Détachant d'elle Milioukov, la coalition, du même coup, se lavait des péchés de l'impérialisme. La composition du gouvernement de coalition et son programme furent approuvés par le Soviet de Pétrograd, le 5 mai. Les bolcheviks ne réunirent contre la coalition que cent voix. " L'assemblée saluait chaleureusement les orateurs-ministres, – note ironiquement Milioukov, racontant cette séance. Une même tempête d'applaudissements accueillit cependant Trotsky, arrivé la veille d'Amérique, " vieux leader de la première révolution ", qui blâmait nettement l'entrée des socialistes dans le ministère, affirmant que, dès lors, le " double pouvoir " ne serait pas supprimé, mais " seulement transféré dans le ministère lui-même ", et que le véritable pouvoir unique qui " sauverait " la Russie apparaîtrait seulement lorsque serait fait " le pas suivant – la transmission du pouvoir aux mains des députés ouvriers et soldats ". Alors s'ouvrirait " une nouvelle époque – une époque de sang et de fer, non plus dans une lutte de nations contre nations, mais dans la lutte de la classe souffrante, opprimée, contre les classes dirigeantes ". C'est ainsi que Milioukov représente les choses. En conclusion de son discours, Trotsky formulait trois règles de politique des masses – " trois commandements révolutionnaires : ne pas faire confiance à la bourgeoisie ; contrôler les dirigeants ; compter uniquement sur ses propres forces ".

Au sujet de ce discours, Soukhanov note ceci : " De toute évidence, il ne pouvait pas compter sur une approbation. "Et effectivement : la conduite faite à l'orateur fut beaucoup plus froide que l'accueil. Soukhanov, extrêmement sensible aux bruits de couloirs entre intellectuels, ajoute ceci : " De lui qui n'avait pas encore adhéré au parti bolchevik, la rumeur courait déjà qu'il était " pire que Lénine ".

Les socialistes prirent pour eux six portefeuilles sur quinze. Ils voulaient être en minorité. Même après s'être décidés à participer ouvertement au pouvoir, ils continuaient à jouer à qui perd gagne. Le prince Lvov restait premier ministre. Kérensky devenait ministre de la Guerre et de la Marine. Tchernov ministre de

l'Agriculture. Milioukov, au poste de ministre des Affaires étrangères, fut remplacé par un fin connaisseur des ballets d'opéra, Téréchtchenko, qui devint en même temps l'homme de confiance de Kérensky et de Buchanan. Tous trois étaient d'accord sur ce point que la Russie pouvait parfaitement se passer de Constantinople. A la tête de la Justice fut placé l'insignifiant avocat Péréversev, qui obtint dans la suite une éphémère célébrité, en juillet, à l'occasion du procès des bolcheviks. Tsérételli se contenta du portefeuille des Postes et Télégraphes, afin de garder son temps pour le Comité exécutif. Skobélev, devenu ministre du Travail, promit, dans un moment de chaleur, de réduire les bénéfices des capitalistes à cent pour cent intégralement – et cette phrase vola bientôt de bouche en bouche. Pour faire symétrie, on nomma comme ministre du Commerce et de l'Industrie un très gros entrepreneur moscovite, Konovalov. Il amena avec lui quelques personnages de la Bourse de Moscou, à qui furent confiés des postes très importants dans l'État. D'ailleurs, dans les quinze jours, Konovalov donnait déjà sa démission, protestant par ce moyen contre " l'anarchie " dans l'économie générale, tandis que Skobélev, même avant lui, avait renoncé à attenter aux bénéfices et s'occupait de lutter contre l'anarchie : il étouffait les grèves, invitant les ouvriers à se restreindre eux-mêmes.

La déclaration du gouvernement consistait, comme il se doit, venant d'une coalition, en lieux communs, Elle mentionnait une active politique extérieure en faveur de la paix, une recherche de solution de l'approvisionnement, et l'examen préparatoire de la question agraire. Ce n'étaient là que des phrases redondantes. Le seul point sérieux, du moins dans les intentions, précisait que l'armée serait préparée " aux opérations de défensive et d'offensive pour prévenir une défaite possible de la Russie et des nations alliées ". En cette tâche se résumait, en somme, l'intérêt capital de la coalition qui se constituait comme le dernier enjeu de l'Entente et de la Russie. " Un gouvernement de coalition écrivait Buchanan – représente pour nous le dernier et presque seul espoir de salut, pour la situation militaire sur ce front. "

C’est ainsi que, derrière les plates-formes, les discours, les conciliations et les votes des leaders libéraux et démocrates de la Révolution de Février, se tenait le régisseur impérialiste, en la personne de l'Entente. Se trouvant forcés d'entrer si hâtivement dans la composition du gouvernement, au nom des intérêts du front de l'Entente hostile à la révolution, les socialistes prirent sur eux environ un tiers du pouvoir et la totalité de la guerre.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères dut, pendant quinze jours, différer la publication des réponses des gouvernements alliés à la déclaration du 27 mars pour obtenir d'eux certaines modifications de style qui dissimuleraient la polémique engagée contre la déclaration du cabinet de coalition. " L'active politique extérieure en faveur de la paix " consistait désormais en ceci que Téréchtchenko corrigeait

avec application les télégrammes diplomatiques que rédigeaient pour lui les vieux services de la chancellerie et que, biffant " revendications " , il écrivait " justes exigences " , ou bien qu'au lieu de " la garantie des intérêts " , il écrivait en surcharge " le bien des peuples ". Milioukov, tout en grinçant un peu des dents, dit de son successeur " Les diplomates alliés savaient que la terminologie " démocratique " de ses dépêches était une concession involontaire aux exigences du moment, et la considéraient avec indulgence. "

Thomas et Vandervelde récemment arrivés, ne restaient pas les bras croisés : ils s'appliquaient avec zèle à interpréter " le bien des peuples " dans un sens conforme aux besoins de l'Entente et travaillaient non sans succès les naïfs du Comité exécutif. " Skobélev et Tchernov – communiquait Vandervelde – protestent énergiquement contre toute idée de paix prématurée. " Il n'est pas étonnant que Ribot, s'appuyant sur de tels collaborateurs, ait pu déclarer, dès le 9 mai, au parlement français, qu'il se disposait à donner une réponse satisfaisante à Téréchtchenko, " sans renoncer à quoi que ce fût. "

Oui, les véritables maîtres de la situation n'avaient pas du tout l'intention de laisser se perdre ce qui était à ramasser. Justement, en ces jours-là, l'Italie proclamait l'indépendance de l'Albanie et, du même coup, plaçait celle-ci sous son protectorat. Ce n'était pas une mauvaise leçon de choses. Le gouvernement provisoire se disposait à protester, non point tellement au nom de la démocratie qu'à cause de la rupture d'" équilibre " dans les Balkans, mais son impuissance le réduisit tout de suite à se mordre la langue.

Il n'y eut de nouveau dans la politique extérieure de la coalition que son rapprochement hâtif avec l'Amérique. Cette toute fraîche amitié offrait trois commodités non sans importance : les Etats-Unis n'étaient pas aussi compromis par les ignominies de la guerre que la France et l'Angleterre ; la république transocéanienne ouvrait à la Russie de larges perspectives en matière d'emprunts et de fournitures de guerre ; enfin, la diplomatie de Wilson – combinaison de papelardise démocratique avec de la tricherie – correspondait le mieux du monde aux besoins stylistiques du gouvernement provisoire. Ayant envoyé en Russie la mission du sénateur Root, Wilson adressa au gouvernement provisoire un de ses mandements de pasteur dans lequel il disait : " Aucun peuple ne doit être soumis par la force à une souveraineté sous laquelle il ne veut pas vivre. " Le but de la guerre était défini par le président américain d'une façon non très nette, mais séduisante : " Assurer la paix future du monde et, dans l'avenir, le bien-être et le bonheur des peuples. " Que pouvait-il y avoir de mieux ? Téréchtchenko et Tsérételli n'attendaient que cela ; de nouveaux crédits et les lieux communs du pacifisme. Avec l'aide des premiers et sous la couverture des seconds, on pouvait procéder aux préparatifs de l'offensive qu'exigeait le Shylock des bords de la Seine

en secouant furieusement en l'air toutes ses traites.

Dès le 11 mai, Kérensky partait pour le front, ouvrant une campagne d'agitation pour l'offensive. " La vague d'enthousiasme dans l'armée grandit et s'élargit " , écrivait au gouvernement provisoire le nouveau ministre de la Guerre tout haletant dans l'enivrement de ses propres discours. Le 14 mai, Kérensky édicte un ordre aux armées : " Vous irez là où vous conduiront vos chefs " , et pour embellir cette perspective bien connue et peu séduisante pour les soldats, il ajoutait : " Vous porterez la paix à la pointe de vos baïonnettes. " Le 22 mai fut destitué le prudent général Alexéïev qui était d'ailleurs assez dépourvu de talent, et il fut remplacé, comme généralissime, par un homme plus souple et plus entreprenant, Broussilov. Le démocrate préparait à toutes forces l'offensive, c'est-à-dire la grande catastrophe de la Révolution de Février.

Le Soviet était l'organe des ouvriers et des soldats, c'est-à-dire des paysans. Le gouvernement provisoire était l'organe de la bourgeoisie. La Commission de contact était l'organe de la conciliation, La coalition simplifia le mécanisme en transformant le gouvernement provisoire lui-même en une commission de contact. Mais la dualité de pouvoirs n'était nullement éliminée ainsi. Que Tsérételli fût membre de la Commission de contact ou ministre des Postes, ce n'était pas une solution. Dans le pays existaient deux organisations d'État incompatibles : une hiérarchie d'anciens et de nouveaux fonctionnaires, nommés d'en haut, ayant à leur tête le gouvernement provisoire, et un système de soviets élus dont les ramifications descendaient jusqu'à la plus lointaine des compagnies sur le front.

Ces deux systèmes gouvernementaux s'appuyaient sur des classes différentes qui n'en étaient encore qu'à préparer le règlement de leurs comptes historiques. En allant à la coalition, les conciliateurs escomptaient une pacifique et graduelle abolition du système soviétique. Il leur semblait que la force des soviets, concentrée en leurs personnes, se transmettait dès lors au gouvernement officiel. Kérensky affirmait catégoriquement à Buchanan que " les soviets mourraient de leur mort naturelle ". Cet espoir devint bientôt la doctrine officielle des chefs conciliateurs. Dans leur pensée, le centre de gravité de la vie sur tous les points du pays devait passer des soviets à de nouveaux organes démocratiques d'administration autonome. La place du Comité exécutif central devait être occupée par l'Assemblée constituante. Le gouvernement de coalition se disposait ainsi à faire le pont vers un régime de république bourgeoise parlementaire.

Mais la révolution ne voulait et ne pouvait marcher dans cette voie. Le sort des nouvelles doumas municipales, était, en ce sens, un présage non équivoque. Les doumas avaient été élues sur la base du droit électoral le plus large. Les soldats

avaient voté à égalité avec la population civile, les femmes à égalité avec les hommes. Quatre partis participaient à la lutte. Le *Novoié Vremia*, ancien organe officieux du gouvernement tsariste, un des journaux les plus malhonnêtes du monde – et ce n'est pas peu dire ! – exhortait les gens de droite, les nationalistes, les octobristes, à voter pour les cadets. Mais lorsque l'impuissance politique des classes possédantes se fut entièrement dévoilée, la plupart des journaux bourgeois lancèrent ce mot d'ordre : " Votez pour qui vous voudrez, sauf pour les bolcheviks ! " Dans toutes les doumas et les zemstvos, les cadets constituèrent l'aile droite, les bolcheviks étant une minorité de gauche qui se renforçait. La majorité, d'ordinaire écrasante, appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks.

Les nouvelles doumas, semblait-il, se distinguant des soviets par une représentation plus complète, auraient dû jouir d'une plus grande autorité. En outre, en tant qu'institutions sociales juridiquement établies, les doumas avaient l'énorme avantage d'être officiellement soutenues par l'État. La milice, le ravitaillement, les transports urbains, l'instruction publique ressortissaient officiellement aux doumas. Les soviets, en tant qu'institutions " privées ", n'avaient ni budget, ni droits. Et, néanmoins, le pouvoir restait entre les mains des soviets. Les doumas représentaient en somme des commissions municipales près les soviets. La compétition entre le système soviétique et la démocratie de pure forme était, par ses résultats, d'autant plus frappante qu'elle se manifestait sous la direction des mêmes partis, socialiste-révolutionnaire et menchevik, lesquels, dominant dans les doumas comme dans les soviets, étaient profondément persuadés que les soviets devaient céder la place aux doumas, et tâchaient eux-mêmes de faire en ce sens tout ce qu'ils pouvaient.

L'explication de ce phénomène remarquable, auquel on réfléchissait relativement peu dans le tourbillon des événements, est simple : les municipalités, de même qu'en général toutes autres institutions de la démocratie, ne peuvent agir que sur la base de rapports sociaux parfaitement stables, c'est-à-dire d'un système déterminé de propriété. Or, la révolution consiste essentiellement en ceci qu'elle met en question cette base des bases et que la réponse ne peut être donnée que par une ouverte vérification révolutionnaire des rapports entre les forces de classes. Les soviets, malgré la politique de leurs dirigeants, étaient l'organisation combative des classes opprimées qui, en partie à demi consciemment, se groupaient étroitement pour modifier les bases de la structure sociale.

Les municipalités donnaient par contre une représentation égale à toutes les classes de la population ramenées sous la dénomination abstraite de citoyens, et ressemblaient beaucoup, en ces circonstances révolutionnaires, à une conférence diplomatique qui s'explique en un langage conventionnel et hypocrite, au moment même où les camps hostiles qu'elle représente se préparent fiévreusement à la bataille. Dans la marche quotidienne de la révolution, les municipalités traînaient

encore une existence à demi fictive. Mais dans les tournants décisifs, lorsque l'intervention des masses déterminait la direction ultérieure des événements, les municipalités sautaient, leurs éléments constitutifs se retrouvaient situés sur les côtés opposés de la barricade. Il suffisait de confronter les rôles parallèles des soviets et des municipalités dans le courant de mai à octobre pour prévoir longtemps à l'avance le sort de l'Assemblée constituante.

Le gouvernement de coalition ne se pressait pas de convoquer cette dernière. Les libéraux qui, dans le gouvernement, en dépit de l'arithmétique démocratique, étaient en majorité, n'avaient nullement hâte de se voir, dans une Assemblée constituante, l'impuissante aile droite qu'ils étaient dans les nouvelles doumas. La conférence spéciale instituée pour la convocation de l'Assemblée constituante ne se mit au travail qu'en fin mai, trois mois après l'insurrection. Les juristes libéraux coupaient chaque cheveu en seize, agitaient dans les éprouvettes tous les résidus démocratiques, chicanaient interminablement sur les droits électoraux de l'armée, se demandant s'il fallait ou non donner le droit de vote aux déserteurs qui se comptaient par millions et aux membres de l'ancienne famille régnante qui se comptaient par dizaines. Autant que possible, l'on ne disait mot de la date de la convocation. Soulever cette question à la Conférence était généralement considéré comme une faute de tact dont étaient seuls capables les bolcheviks.

Les semaines passaient, mais, malgré les espérances et les prédictions des conciliateurs, les soviets n'agonisaient point. De temps à autre, endormis et déconcertés par leurs chefs, ils tombaient, il est vrai, dans une demi-prostration, mais le premier signal de danger les remettait sur pied et manifestait incontestablement pour tous que les soviets étaient les maîtres de la situation. En essayant de les saboter, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se trouvaient forcés, dans tous les cas importants, de reconnaître leur priorité. Cela s'exprimait notamment en ce fait que les meilleures forces des deux partis étaient concentrées dans les soviets. Pour les municipalités et les zemstvos, l'on réservait des gens de deuxième ordre, des techniciens, des administrateurs. L'on observait aussi la même chose chez les bolcheviks. Seuls, les cadets qui n'avaient pas accès dans les soviets, concentraient leurs meilleures forces dans les organes municipaux. Mais l'impuissante minorité bourgeoise ne pouvait se faire d'eux un appui.

Ainsi, personne ne croyait avoir les municipalités comme des organes à soi. Les antagonismes constamment aggravés entre ouvriers et usiniers, entre soldats et officiers, entre paysans et propriétaires nobles, ne pouvaient être ouvertement débattus dans une municipalité ou un zemstvo, comme cela se discutait entre soi, au Soviet, d'une part, dans les réunions " particulières " de la Douma d'État et en général dans toutes les conférences des politiciens censitaires, d'autre part. On peut s'entendre avec l'adversaire sur des broutilles, mais on ne peut s'accorder avec lui

sur des questions de vie ou de mort.

Si l'on adopte la formule de Marx disant que le gouvernement est le comité de la classe dominante, il faudra dire que les véritables " comités " des classes en lutte pour le pouvoir se trouvaient en dehors du gouvernement de coalition. A l'égard du Soviet, représenté au sein du gouvernement comme une minorité, c'était absolument évident. Mais ce n'était pas moins vrai à l'égard de la majorité bourgeoise. Les libéraux n'avaient aucune possibilité de s'entendre sérieusement et efficacement, en présence des socialistes, sur les questions qui touchaient le plus la bourgeoisie. L'éviction de Milioukov, leader bien connu et incontestable de la bourgeoisie, autour duquel se groupait l'état-major des propriétaires, avait un caractère symbolique, dévoilant complètement, dans tous les sens, la position excentrique du gouvernement. La vie évoluait autour de deux foyers dont l'un était dirigé vers la gauche et l'autre vers la droite du palais Marie.

Sans oser dire ce qu'ils pensaient au sein du gouvernement, les ministres vivaient dans une atmosphère de convention qu'ils créaient eux-mêmes. La dualité de pouvoirs, dissimulée par la coalition, devint une école d'équivoque, d'astuce, et, en général, de toute duplicité. Le gouvernement de coalition passa, dans les mois qui suivirent, par une série de crises, de réfections et de remaniements, mais il conserva ses traits essentiels d'impuissance et de fausseté jusqu'au jour même de sa mort.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé par Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

19 L'offensive

Dans l'armée, comme dans le pays, avait lieu un incessant regroupement politique des forces : les couches inférieures évoluaient vers la gauche, les sommets vers la droite. En même temps que le Comité exécutif devenait un instrument de l'Entente pour dompter la révolution, les comités d'armée qui s'étaient créés en qualité de représentation des soldats contre le corps des officiers devenaient les soutiens du corps des officiers contre les soldats.

La composition des comités était très bigarrée. Il y avait un bon nombre d'éléments patriotiques qui identifiaient sincèrement la guerre et la révolution, marchaient courageusement à l'offensive imposée d'en haut et donnaient leur vie pour une cause qui n'était pas la leur. A côté d'eux se trouvaient des héros de la phrase, des Kérensky de division et de régiment. Enfin, un bon nombre de médiocres malins et débrouillards qui, recherchant des privilèges, s'embusquaient dans les comités pour échapper aux tranchées. Tout mouvement de masses, surtout dans sa première phase, amène inévitablement à sa surface toutes ces variétés humaines. Seule la période des conciliateurs fut particulièrement riche en bavards et en caméléons. Si les gens forment un programme, le programme forme aussi les gens. L'école de la politique de contact devient, en révolution, l'école de la brigue et des intrigues.

Le régime de la dualité de pouvoirs excluait la possibilité de créer une force militaire. Les cadets, étant l'objet de la haine des masses populaires, étaient contraints, dans l'armée, de prendre le faux nom de socialistes-révolutionnaires. Quant à la démocratie, elle ne pouvait régénérer l'armée pour la raison même qui l'empêchait de prendre en main le pouvoir : ceci est inséparable de cela. Comme fait curieux qui, cependant, éclaire très vivement la situation, Soukhanov note que le gouvernement provisoire n'organisa à Pétrograd pas une seule revue des troupes : les libéraux et les généraux ne voulaient pas de la participation du Soviet à une revue, mais comprenaient bien que, sans le Soviet, une revue serait irréalisable.

Les officiers supérieurs se rattachaient de plus en plus étroitement aux cadets — en attendant que les partis plus réactionnaires eussent relevé la tête. Les intellectuels petit-bourgeois pouvaient donner à l'armée des effectifs considérables d'officiers subalternes, de même qu'ils en avaient donné du temps du tsarisme. Mais ils n'étaient pas capables de créer un corps de commandement à leur propre image, car eux-mêmes n'avaient pas de figure propre. Comme l'a montré toute la marche ultérieure de la révolution, le commandement ne pouvait être que recueilli tel que le donnaient la noblesse et la bourgeoisie (ainsi firent les Blancs), ou bien recruté et éduqué sur la base de la sélection prolétarienne, à quoi procédèrent les bolcheviks. Pour les démocrates petits-bourgeois, ni ceci ni cela n'était praticable. Ils devaient persuader, solliciter, tromper tout le monde, et quand ils n'arrivaient à aucun résultat, ils remettaient, en désespoir de cause, le pouvoir aux officiers réactionnaires pour inspirer au peuple de justes idées révolutionnaires.

L'un après l'autre se dénudaient les ulcères de la vieille société, ruinant l'organisme de l'armée. La question des nationalités, sous tous ses aspects — et la Russie en était abondamment pourvue — pénétrait de plus en plus profondément la masse des soldats, qui, pour plus de moitié, ne se composait pas de Grands-Russiens. Les antagonismes nationaux se conjuguaient et s'intercalaient, sur divers plans, avec les antagonismes de classes. La politique du gouvernement dans le domaine national comme dans tous les autres était hésitante, confuse et, par suite, semblait doublement mensongère. Certains généraux étaient en coquetterie avec des formations nationales dans le genre du " corps musulman discipliné à la française ", sur le front roumain. Les nouveaux contingents nationaux se montraient en effet d'ordinaire plus résistants que ceux de l'ancienne armée, car ils étaient groupés autour de nouvelles idées, sous un nouveau drapeau. Cette soudure nationale, cependant, ne tint pas longtemps : elle sauta bientôt par développement ultérieur de la lutte de classes. Mais, déjà, le processus même des formations d'effectifs nationaux, menaçant de s'étendre à la moitié de l'armée, mettait celle ci dans un état de liquéfaction, en décomposant les anciens contingents, alors que les nouveaux ne s'étaient pas encore constitués. Ainsi, les calamités surgissaient de toutes parts.

Milioukov écrit dans son *Histoire* que l'armée était ravagée " par le conflit entre des idées de discipline révolutionnaire et de discipline militaire normale, entre " la démocratisation " de l'armée et le maintien de sa capacité combative ", et là, par discipline " normale ", il faut entendre celle qui existait du temps du tsarisme. L'historien aurait dû savoir, semblait-il, que toute grande révolution a causé la perte de l'ancienne armée, en résultat d'une collision non entre des principes abstraits de discipline, mais entre des classes vivantes. La révolution n'admet pas seulement une sévère discipline dans l'armée, elle la crée. Cependant, cette discipline ne peut être établie par des représentants de la classe que renverse la révolution.

" Il est bien évident — écrivait le 26 septembre 1851 un sage Allemand à un autre — que la désorganisation des armées et le relâchement total de la discipline est aussi bien la condition que le résultat de toutes révolutions victorieuses. " Toute l'histoire de l'humanité a établi cette loi simple et incontestable. Mais, à la suite des libéraux, les socialistes russes, qui avaient derrière eux 1905, ne comprirent pas cela, bien qu'ayant reconnu plus d'une fois pour leurs maîtres les deux Allemands, dont l'un était Frédéric Engels et l'autre Karl Marx, Les mencheviks croyaient sérieusement que l'armée qui avait fait l'insurrection continuerait sous ses anciens chefs l'ancienne guerre. Et ces gens-là dénonçaient les bolcheviks comme des utopistes.

Le général Broussilov caractérisa très nettement, au début de mai, dans une conférence au Grand Quartier Général, l'état d'opinion du commandement : de quinze à vingt pour cent s'étaient adaptés au nouvel ordre de choses par conviction ; une partie des officiers s'était mise à flatter les soldats et à les exciter contre le commandement ; quant à la majorité, environ soixante-quinze pour cent, elle ne savait pas s'adapter, se vexait, se retirait dans sa coquille et ne savait que faire. L'écrasante majorité du corps des officiers ne valait d'ailleurs absolument rien du point de vue strictement militaire.

En conférence avec les généraux, Kérensky et Skobélev apportaient toutes leurs excuses pour la révolution qui, hélas ! " continuait " et dont il fallait tenir compte. A ce propos des ministres, un général Cent-Noir, Gourko, répliquait en moralisateur : " Vous dites que " la révolution continue ". Entendez-nous bien... Arrêtez la révolution et laissez-nous, nous autres militaires, remplir notre devoir jusqu'au bout. " Kérensky, de tout son être, courait au-devant des généraux jusqu'au moment où l'un d'eux, le valeureux Kornilov, faillit l'étouffer dans ses embrassements.

La politique de conciliation en temps de révolution est une politique d'oscillations fiévreuses entre classes. Kérensky était l'oscillation personnifiée.

Placé à la tête de l'armée que l'on ne saurait généralement concevoir dépourvue d'un régime clair et net, Kérensky devint l'instrument direct de sa décomposition. Dénikine donne une curieuse liste de personnages du haut commandement qui furent révoqués pour n'avoir pas su se placer dans la ligne, bien qu'à vrai dire personne ne sût, et Kérensky moins que tout autre, où se trouvait la ligne, Alexéïev destitua le commandant en chef du front Roussky et le commandant d'armée Radko-Dmitriev pour faiblesse et trop grande tolérance à l'égard des comités. Broussilov, pour des motifs identiques, éloigna le peureux Ioudénitch. Kérensky congédia Alexéïev lui-même et les commandants de fronts Gourko et Dragomirov pour s'être opposés à la démocratisation de l'armée. Pour la même raison, Broussilov écarta le général Kalédine et, dans la suite, fut lui-même éconduit pour avoir eu d'excessives complaisances à l'égard des comités. Kornilov abandonna le commandement de la région militaire de Pétrograd pour incapacité à s'entendre avec la démocratie. Cela ne l'empêcha pas d'être nommé commandant de front et, ensuite, généralissime. Dénikine fut relevé du poste de chef d'état-major d'Alexéïev pour tendances nettement esclavagistes, mais fut bientôt nommé commandant en chef du front Ouest. Ce jeu de saute-mouton, qui prouvait qu'en haut l'on ne savait ce que l'on voulait, descendait par degrés jusqu'en bas, jusqu'aux compagnies régimentaires, et accélérait la décomposition de l'armée.

Tout en exigeant des soldats l'obéissance aux officiers, les commissaires eux-mêmes n'avaient pas confiance en ces derniers. Au plus fort de l'offensive, dans une séance du Soviet à Mohilev, du Grand Quartier Général, en présence de Kérensky et de Broussilov, un des membres du Soviet déclara : " Quatre-vingt-huit pour cent des officiers du Grand Quartier Général créaient, par leurs actes, un danger de manifestations contre-révolutionnaires. " Ce n'était pas un secret pour les soldats. Ils avaient eu suffisamment le temps de connaître leurs officiers avant l'insurrection.

Dans le courant de tout le mois de mai, les rapports du commandement, depuis en bas jusqu'en haut, expriment avec des variantes une seule et même pensée : " L'opinion sur l'offensive est en général négative, surtout dans l'infanterie. " Parfois on ajoutait : " Un peu meilleure dans la cavalerie et assez vaillante dans l'artillerie. "

A la fin de mai, lorsque les troupes prenaient déjà leurs positions pour l'offensive, le commissaire attaché à la 7^{e} armée télégraphiait à Kérensky ; " Dans la 12^{e} division, le 48^{e} régiment a marché au complet, les 45^{e} et 46^{e} régiments ont marché pour moitié de leurs compagnies de ligne ; le 47^{e} a refusé de marcher. Parmi les régiments de la 13^{e} division, le 50^{e} régiment a marché au complet. Le 51^{e} promet de marcher demain ; le 49^{e} n'a pas marché, n'étant pas de service ; le 52^{e} a refusé de marcher et a arrêté tous ses officiers. " Le même tableau se retrouvait

presque partout. Au rapport du commissaire, le gouvernement répondit : " Dissoudre les 45e, 46e, 47e, et 52e régiments, traduire en jugement les officiers et soldats instigateurs d'insubordination. " Le ton était menaçant, mais cela ne faisait pas peur. Les soldats qui n'avaient pas envie de se battre ne craignaient ni la dissolution de leurs régiments ni le tribunal. Pour déployer le front, il fallut fréquemment mettre en ligne des effectifs contre d'autres. Le plus souvent, c'étaient les Cosaques qui servaient d'instruments de la répression, comme du temps du tsar, mais maintenant ils étaient dirigés par des socialistes : ne s'agissait-il pas, en effet, de défendre la révolution ?

Le 4 juin, moins de quinze jours avant le début de l'offensive, le chef d'état-major du Grand Quartier Général envoyait ce rapport : " Le front Nord se trouve encore en état de fermentation, la fraternisation avec l'ennemi continue, l'attitude de l'infanterie à l'égard de l'offensive est négative... Sur le front Ouest, la situation est indéterminée. Sur le front Sud-Ouest, on note une certaine amélioration de l'état d'esprit... Sur le front roumain, on n'observe pas d'améliorations particulières, l'infanterie ne veut pas marcher… "

Le 11 juin 1917, le colonel commandant le 61e régiment écrit : " Il ne nous reste, à moi et aux officiers, qu'à nous sauver, étant donné que, de Pétrograd, est arrivé un soldat de la 5e compagnie, un léniniste... Beaucoup des meilleurs soldats et officiers se sont déjà enfuis. " L'apparition d'un seul léniniste dans un régiment se trouvait suffisante pour que les officiers se missent à prendre la fuite. Il est évident que le soldat nouvellement arrivé jouait le rôle d'un premier cristal dans une solution saturée. Il ne faut pas, d'ailleurs, penser qu'il s'agit ici obligatoirement d'un bolchevik. A cette époque, le commandement appelait léniniste tout soldat qui, plus hardiment que les autres, élevait la voix contre l'offensive. Nombreux étaient, parmi ces " léninistes ", ceux qui croyaient sincèrement que Lénine avait été envoyé par Guillaume. Le commandement du 61e régiment essaya d'intimider ses soldats en les menaçant de la répression gouvernementale. Un de ses hommes répliqua : " On a renversé l'ancien gouvernement, on dégringolera aussi bien Kérensky. " C'était là un nouveau langage. Les soldats s'alimentaient de l'agitation des bolcheviks, la précédant de loin.

De la flotte de la mer Noire, qui se trouvait sous la direction des socialistes-révolutionnaires et était considérée, au contraire des équipages de Cronstadt, comme la citadelle du patriotisme, dès la fin d'avril fut envoyée à travers le pays une délégation spéciale de trois cents hommes, ayant à leur tête l'expéditif étudiant Batkine, qui se déguisait en matelot. Cette délégation avait bien l'air d'une mascarade ; mais il s'y voyait aussi un sincère enthousiasme. Elle promenait par le pays l'idée de la guerre jusqu'à la victoire, mais, de semaine en semaine, les

auditeurs devenaient plus hostiles. Tandis que ceux de la mer Noire baissaient de plus en plus de ton dans leur prêche d'offensive, une délégation de la Baltique arriva à Sébastopol pour prêcher la paix. Les hommes du Nord eurent plus de succès dans le Midi que ceux du Midi n'en eurent dans le Nord. Sous l'influence des matelots de Cronstadt, ceux de Sébastopol entreprirent, le 8 juin, de désarmer le commandement et d'arrêter les officiers les plus détestés.

A la séance du Congrès des soviets, le 9 juin, Trotsky demandait comment il avait pu se faire que, " dans cette flotte-modèle de la mer Noire qui avait expédié dans tout le pays des députations patriotiques, dans ce nid du patriotisme organisé, une pareille explosion eût pu se produire à un moment si critique. Qu'est-ce que cela démontrait ? " Il n'obtint pas de réponse. Dans l'armée, le manque d'autorité et l'affolement étaient un supplice pour tous, soldats, officiers et membres des comités. Tous éprouvaient le besoin immédiat de trouver quelque issue. Il semblait à ceux d'en haut que l'offensive aurait raison de l'incohérence et apporterait de la netteté. Dans un certain sens, c'était juste. Si Tsérételli et Tchernov se prononçaient à Pétrograd pour l'offensive, en se conformant à toutes les modulations de la rhétorique démocratique, d'autre part, sur le front, les membres des comités devaient, de concert avec les officiers, ouvrir la lutte contre le nouveau régime dans l'armée, sans lequel la révolution était inconcevable, mais qui était incompatible avec la guerre. Les résultats de l'évolution se manifestèrent très vite. " De jour en jour, les membres des comités s'orientaient vers la droite raconte un officier de marine — mais, en même temps, ils perdaient de toute évidence leur autorité parmi les matelots et les soldats. " Cependant, pour la guerre, l'on avait précisément besoin des soldats et des matelots.

Broussilov, avec l'approbation de Kérensky, s'engagea dans la voie de la formation de bataillons de choc, formés de volontaires, reconnaissant ainsi ouvertement l'incapacité combative le l'armée. A cette entreprise s'adjoignirent immédiatement les éléments les plus divers, le plus souvent des aventuriers dans le genre du capitaine Mouraviev qui, par la suite, après l'insurrection d'Octobre, se jeta du côté des socialistes-révolutionnaires de gauche, pour enfin, après certaines prouesses brillantes dans leur genre, trahir le pouvoir soviétique et tomber d'une balle, soit exécuté par les bolcheviks, soit par lui-même. Inutile de dire que les officiers contre-révolutionnaires s'emparèrent avidement des bataillons de choc qui étaient pour eux la forme légale de rassemblement de leurs forces. L'idée ne rencontra, cependant, presque, aucun écho dans la masse des soldats. Les chercheuses d'aventures créaient des bataillons de femme, " les hussards noirs de la Mort ". Un de ces bataillons se trouva être, en Octobre, la dernière force armée de Kérensky pour la défense du palais d'Hiver. Mais tout cela n'était pas d'un grand secours pour abattre le militarisme allemand. Or, c'était ici précisément le problème posé.

L'offensive, promise par le Grand Quartier Général aux Alliés pour le début du printemps, était remise de semaine en semaine. Mais maintenant l'Entente refusait catégoriquement de consentir de nouveaux délais. En exigeant par contrainte une offensive immédiate, les Alliés n'hésitaient pas sur le choix des moyens. A côté des adjurations pathétiques de Vandervelde, ils menaçaient d'interrompre les fournitures de munitions. Le consul général d'Italie à Moscou déclara à la presse, non point à l'italienne, mais à la russe, qu'au cas d'une paix séparée du côté de la Russie, les Alliés accorderaient au Japon toute liberté d'action en Sibérie. Les journaux libéraux, non ceux de Rome, mais ceux de Moscou, imprimaient avec un enthousiasme patriotique ces insolentes menaces, les faisant porter non sur la paix séparée mais sur l'ajournement de l'offensive. Les Alliés ne s'embarrassaient pas de cérémonies sous d'autres rapports : ils envoyaient, par exemple, du matériel d'artillerie évidemment de rebut : trente-cinq pour cent des pièces de campagne reçues de l'étranger ne résistèrent pas quinze jours à un tir modéré. L'Angleterre faisait des difficultés pour des emprunts. En revanche, l'Amérique, nouvelle protectrice, accorda, à l'insu de l'Angleterre, au gouvernement provisoire, comme avance sur la prochaine offensive, un crédit de soixante-quinze millions de dollars.

Donnant son assentiment aux sommations des Alliés et menant une furieuse agitation pour l'offensive, la bourgeoisie russe n'accordait elle-même aucune confiance à cette offensive, refusant de souscrire à l'emprunt de la liberté. La monarchie renversée profita de l'occasion pour se remettre en scène : dans une déclaration adressée au gouvernement provisoire, les Romanov exprimèrent l'intention de souscrire à l'emprunt, mais ajoutèrent que " l'importance de la souscription dépendrait du fait de savoir si le Trésor donnerait de l'argent pour l'entretien de la famille impériale ". Tout cela était lu dans l'armée, qui savait que la majorité du gouvernement provisoire, de même que la majorité des officiers supérieurs, continuait à espérer la restauration de la monarchie.

Il est équitable de noter que, dans le camp des Alliés, tout le monde n'était pas d'accord avec les Vandervelde, les Thomas et les Cachin, qui poussaient l'armée russe à l'abîme. Des avertissements se faisaient entendre. " L'armée russe n'est qu'une façade — disait le général Pétain — elle s'écroulera si elle bouge. " Dans le même sens s'exprimait, par exemple, la mission américaine. Mais d'autres considérations l'emportèrent. Il fallait extirper l'âme même de la révolution. " La fraternisation germano-russe — expliquait plus tard Painlevé — faisait de tels ravages, qu'en laissant l'armée russe immobile on risquait de la voir se décomposer rapidement. "

La préparation de l'offensive sur le plan politique fut conduite par Kérensky et Tsérételli qui, au début, se cachaient même de leurs plus proches partisans. Tandis que des leaders à demi informés continuaient à pérorer sur la défense de la

révolution, Tsérételli insistait de plus en plus résolument sur la nécessité pour l'armée d'être prête à agir. Tchernov, plus longtemps que tous, résista, c'est-à-dire fit des coquetteries. A la séance du gouvernement provisoire du 17 mai, le " ministre des paysans ", comme il se dénommait lui-même, fut pressé de questions ; on lui demanda s'il était vrai que, dans un meeting, sans l'assentiment nécessaire, il se fût prononcé sur l'offensive. Il se trouva que Tchernov avait parlé ainsi : " L'offensive ne le concernait pas, lui, comme homme politique ; c'était l'affaire des stratèges sur le front. " Ces gens-là jouaient à cache-cache avec la guerre comme avec la révolution. Mais ce n'était que pour un temps.

La préparation de l'offensive s'accompagnait, bien entendu, d'un renforcement de la lutte contre les bolcheviks. On accusait de plus en plus souvent ces derniers de tendre à une paix séparée. La possibilité qu'une paix séparée dût être la seule issue existait dans la situation même, c'est-à-dire dans la faiblesse et l'épuisement de la Russie, par comparaison avec les autres pays belligérants. Mais personne n'avait encore mesuré les forces du nouveau facteur : la révolution. Les bolcheviks estimaient que l'on n'échapperait aux perspectives d'une paix séparée qu'à condition d'opposer hardiment et jusqu'au bout à la guerre la force et l'autorité de la révolution. Pour cela, il fallait avant tout rompre l'alliance avec la bourgeoisie même du pays. Le 9 juin, Lénine déclara au Congrès des soviets : " Quand on dit que nous tendons à une paix séparée, ce n'est pas vrai. Nous disons : aucune paix séparée, avec aucun des capitalistes, avant tout avec les capitalistes russes. Or, le gouvernement provisoire est en paix séparée avec les capitalistes russes. A bas cette paix séparée ! " Le procès-verbal note des " applaudissements ". C'étaient les applaudissements de la petite minorité du Congrès, ils n'en étaient que plus chaleureux.

Au Comité exécutif, les uns manquaient encore de résolution, les autres voulaient se mettre sous le couvert d'un organe plus autorisé. Au dernier moment, il fut décidé de faire savoir à Kérensky que l'ordre d'offensive serait indésirable avant une décision du Congrès des soviets. La déclaration déposée à la première séance du Congrès par la fraction des bolcheviks disait : " L'offensive ne peut que désorganiser définitivement l'armée en opposant certains de ses effectifs à d'autres "; et aussi : " Le Congrès doit opposer une résistance immédiate à la poussée contre-révolutionnaire, ou bien prendre sur lui la responsabilité de cette politique, intégralement et ouvertement. "

La décision du Congrès des soviets en faveur de l'offensive n'était qu'une formalité démocratique. Tout était déjà prêt. Les artilleurs étaient depuis longtemps prêts à faire feu sur les positions ennemies. Le 16 juin, dans un ordre à l'armée et à la flotte, Kérensky se référant au généralissime, " auréolé des victoires d'un grand capitaine ", démontrait la nécessité de porter " un coup immédiat et décisif ", et

terminait ainsi : " Je vous l'ordonne — en avant ! "

Dans un article rédigé la veille de l'offensive et commentant la déclaration de la fraction bolcheviste au Congrès des soviets, Trotsky écrivait : " La politique du gouvernement ruine radicalement les possibilités de succès d'une action militaire... Les prémisses matérielles de l'offensive sont extrêmement défavorables. L'organisation du ravitaillement de l'armée reflète le désarroi économique général, contre lequel le gouvernement, dans sa composition actuelle, ne peut prendre aucune mesure radicale. Les prémisses morales de l'offensive sont encore plus défavorables. Le gouvernement... a décelé devant l'armée... son incapacité à déterminer la politique de la Russie indépendamment de la volonté des Alliés impérialistes. Le résultat ne pouvait être qu'une décomposition progressive de l'armée... Les désertions en masse... cessent, dans les conditions présentes, d'être le simple résultat d'une vicieuse volonté individuelle, mais deviennent l'expansion d'une complète incapacité du gouvernement à souder l'armée révolutionnaire dans une intime unité de vues... " Indiquant plus que le gouvernement ne se décidait pas " à l'abolition immédiate de la propriété foncière des nobles, c'est-à-dire à la seule mesure qui prouverait au paysan le plus arriéré que cette révolution était bien sa révolution ", l'article concluait ainsi : " Dans de telles conditions matérielles et morales, l'offensive doit inévitablement avoir le caractère d'une aventure. "

Le commandement presque tout entier estimait que l'offensive, sans espoir au point de vue militaire, était provoquée exclusivement par un calcul politique. Dénikine, après avoir parcouru son front, déclara à Broussilov : " Je ne crois à aucun succès de l'offensive. " Par surcroît, aux éléments de doute, il fallait ajouter l'incompétence du commandement lui-même. Stankévitch, officier et patriote, témoigne que la préparation technique de l'affaire excluait une victoire, indépendamment de l'état moral des troupes : " L'offensive fut organisée au-dessous de toute critique. " Les leaders du parti cadet reçurent la visite d'une délégation d'officiers, à la tête de laquelle se trouvait le président de l'Union des officiers, le cadet Novosiltsev, les avertissant que l'offensive était condamnée à un échec et conduirait seulement à l'extermination des meilleures troupes. Devant ces remontrances, les hautes autorités se tiraient d'affaire par des phrases : " Un petit espoir restait, dit le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général réactionnaire Loukomsky : un heureux début des combats modifierait-il la psychologie de la masse et les chefs auraient-ils la possibilité de ramasser les rênes qui leur étaient tombées des mains. " Tel était le but essentiel : ramasser les rênes.

On comptait porter le grand coup, d'après un plan élaboré depuis longtemps, avec les forces du front Sud-Ouest, dans la direction de Lvov (Lemberg) ; les fronts Nord et Ouest avaient à remplir des tâches de soutien. L'offensive devait commencer sur tous les fronts. Il devint bientôt clair que ce plan dépassait de beaucoup les

forces du commandement. On décida de faire avancer les fronts l'un après l'autre, en commençant par les moins importants. Mais cela non plus ne se trouva pas réalisable. " Alors, le haut commandement, dit Dénikine, décida de renoncer à toute stratégie systématique, et fut forcé de laisser aux fronts l'initiative de l'opération dans la mesure où ils étaient prêts. " On s'en remettait de tout à la grâce de la Providence, Il ne manquait là que les icônes de la tsarine. On essaya de les remplacer par les icônes de la démocratie. Kérensky faisait des tournées, exhortait, bénissait. L'offensive commença : le 16 juin, sur le front Sud-Ouest, le 7 juillet, sur le front Ouest ; le 8, dans le Nord, le 9, sur le front roumain. La marche en avant des trois derniers fronts, en somme fictive, coïncida avec le début de l'écrasement du front principal, celui du Sud-Ouest.

Kérensky communiquait au gouvernement provisoire : " Aujourd'hui marque un grand triomphe de la révolution. Le 18 juin, l'armée révolutionnaire russe, dans un immense enthousiasme, a pris l'offensive. " " L'événement longtemps attendu s'est accompli — écrivait la *Rietch* des cadets — événement qui a, d'emblée, ramené la révolution russe à ses meilleurs jours. " Le 19 juin, le vieux Plékhanov déclamait devant une manifestation patriotique : " Citoyens ! Si je vous demande quel jour nous sommes, vous me direz que c'est lundi. Mais c'est une erreur : c'est aujourd'hui dimanche, jour de résurrection pour notre pays et pour la démocratie du monde entier. La Russie, après avoir rejeté le joug du tsarisme, a décidé de rejeter le joug de l'ennemi. " Tsérételli disait, le même jour, au Congrès des soviets : " Une nouvelle page s'ouvre dans l'histoire de la grande Révolution russe... Les succès de notre armée révolutionnaire doivent être salués non seulement par la démocratie russe, mais aussi… par tous ceux qui s'efforcent effectivement de combattre l'impérialisme. " La démocratie patriotique avait ouvert toutes ses vannes.

Les journaux apportaient pendant ce temps une joyeuse nouvelle : " La Bourse de Paris fête l'offensive russe par une hausse de toutes les valeurs russes. " Les socialistes essayaient de déterminer la solidité de la révolution d'après la cote des valeurs. Mais l'histoire enseigne que la Bourse se sent d'autant mieux que la révolution est plus mal en point.

Les ouvriers et la garnison de la capitale ne se laissèrent pas une minute entraîner par la vague du patriotisme artificiellement réchauffé. Son terrain restait sur la perspective Nevsky, " Nous sortîmes sur la Nevsky — raconte dans ses souvenirs le soldat Tchinénov — et essayâmes de faire de l'agitation contre l'offensive. Aussitôt, les bourgeois tombèrent sur nous à coups de parapluie... Nous attrapions les bourgeois, nous les amenions dans les casernes… et nous leur disions qu'ils seraient, le lendemain même, expédiés au front. " C'étaient déjà des symptômes de l'imminente explosion de la guerre civile : les journées de Juillet approchaient.

Le 21 juin, le régiment de mitrailleurs, à Pétrograd, prit en assemblée générale cette décision : " Désormais, nous n'enverrons de contingents au front que dans les cas où la guerre aura un caractère révolutionnaire... " Comme on menaçait le régiment de le dissoudre, il répondit qu'il n'hésiterait pas, lui, à dissoudre " le gouvernement provisoire et les autres organisations qui le soutenaient ". De nouveau, nous entendons là des notes de menace qui précédent de beaucoup l'agitation des bolcheviks.

La chronique des événements marque au 23 juin : " Des effectifs de la 11e armée se sont emparés de la première et de la deuxième ligne des tranchées de l'adversaire... " Et tout à côté : " A l'usine Baranovsky (six mille ouvriers) ont eu lieu de nouvelles élections au Soviet de Pétrograd. En remplacement de trois socialistes-révolutionnaires, trois bolcheviks ont été élus. "

Vers la fin du mois, la physionomie du Soviet de Pétrograd s'était déjà considérablement modifiée. A vrai dire, le 20 juin, le Soviet avait encore adopté une résolution saluant l'armée dans son offensive. Mais à quelle majorité ? Par quatre cent soixante douze voix contre deux cent soixante et onze et avec trente-neuf abstentions. C'est un rapport de forces tout à fait nouveau, que nous n'avions pas rencontré auparavant. Les bolcheviks avec les petits groupes de gauche des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires constituent déjà les deux cinquièmes du Soviet. Cela signifie que, dans les usines et dans les casernes, les adversaires de l'offensive forment une incontestable majorité.

Le Soviet du quartier de Vyborg adopta, le 24 juin, une résolution dont chaque mot parait enfoncé par un lourd marteau : " Nous… protestons contre l'aventure du gouvernement provisoire qui mène l'offensive pour de vieux traités de pillage… et nous rejetons toute la responsabilité de cette politique d'offensive sur le gouvernement provisoire ainsi que sur les partis qui le soutiennent, mencheviks et socialistes-révolutionnaires. " Repoussé, après l'insurrection de Février, au second plan, le groupe de Vyborg prenait maintenant avec assurance la première place. Dans le Soviet de Vyborg, les bolcheviks prédominaient déjà tout à fait.

Désormais, tout dépendait du sort de l'offensive, donc des soldats des tranchées. Quelles modifications résultaient de l'offensive dans la conscience de ceux qui devaient l'accomplir ? Ils tendaient irrésistiblement vers la paix. Mais c'est précisément cette tendance que les dirigeants réussirent, dans une certaine mesure, du moins chez un certain nombre de soldats, et pour une très courte période, à transformer en volonté d'offensive.

Depuis l'insurrection les soldats attendaient du nouveau pouvoir une rapide

conclusion de la paix, et, en attendant, étaient disposés à tenir le front. Mais la paix ne venait pas. Les soldats en arrivèrent à des tentatives de fraternisation avec les Allemands et les Autrichiens, partiellement sous l'influence de l'agitation des bolcheviks, mais surtout en cherchant d'eux-mêmes leur voie vers la paix. Cependant, contre la fraternisation, des persécutions s'ouvrirent de tous côtés. En outre, on découvrit que les soldats allemands étaient encore loin de se soustraire aux ordres de leurs officiers. La fraternisation, n'ayant point amené la paix, diminua fortement.

Sur le front régnait, pendant ce temps, une trêve de fait. Les Allemands en profitaient pour transférer d'énormes contingents sur leur front Ouest. Les soldats russes observaient comment se dépeuplaient les tranchées ennemies, comment on en enlevait les mitrailleuses, comment on en retirait les canons. Là-dessus était justement édifié le plan de la préparation morale de l'offensive. Systématiquement, l'on tâcha de persuader aux soldats que l'ennemi était complètement affaibli, qu'il n'avait plus assez de forces, que, du côté de l'Ouest, l'Amérique pesait sur lui et qu'il suffisait, de notre côté, de donner une légère secousse pour que le front de l'adversaire s'écroulât, après quoi nous aurions la paix. Les dirigeants ne crurent pas à cela même une heure. Mais ils escomptaient que l'armée, du moment qu'elle aurait glissé la main dans l'engrenage de la guerre, ne pourrait plus l'en arracher.

N'arrivant pas au but, ni par la diplomatie du gouvernement provisoire, ni par la fraternisation, une partie des soldats pencha sans aucun doute vers la troisième voie ; donner un choc qui amènerait l'effondrement de la guerre. C'est ainsi précisément qu'un des délégués du front au Congrès des soviets exprimait l'état d'esprit des soldats : " Nous avons, présentement, devant nous, un front allemand moins dense, nous n'avons pas de canons devant nous, et, si nous marchons et bousculons l'ennemi, nous nous rapprocherons de la paix souhaitée. "

L'adversaire, au début, se trouva en effet extrêmement faible et recula sans accepter un combat que, d'ailleurs, les attaquants ne pouvaient pas lui livrer. Mais l'adversaire, au lieu de se disloquer, regroupait et reconcentrait ses forces. Ayant avancé sur une vingtaine ou une trentaine de kilomètres en profondeur, les soldats russes découvraient un tableau qu'ils connaissaient suffisamment bien d'après l'expérience des années précédentes : l'adversaire les attendait sur de nouvelles positions fortifiées. Là, il devenait évident que, si les soldats consentaient encore à donner une poussée en faveur de la paix, ils ne voulaient pas du tout de la guerre. Entraînés aux hostilités par une combinaison de violence, de pression morale et, surtout, de tromperie, ils revinrent en arrière avec d'autant plus d'indignation.

" Après une préparation d'artillerie du côté russe, inouïe par sa puissance et sa violence — dit un historien russe de la guerre mondiale, le général Zaionczkowski — les troupes occupèrent presque sans pertes la position ennemie et ne voulurent

pas aller plus loin. Des désertions commencèrent sur tous les points et les positions furent abandonnées par des contingents tout entiers. "

Un homme politique ukrainien, Dorochenko, ancien commissaire du gouvernement provisoire en Galicie, raconte qu'après la prise des villes de Halicz et de Kalusz, " il y eut immédiatement, à Kalusz, un épouvantable pogrome qui atteignit exclusivement les Ukrainiens et les Juifs — on ne toucha pas aux Polonais. Le pogrome fut dirigé par on ne sait quelle main expérimentée qui indiquait spécialement les établissements locaux de culture et d'instruction ukrainiennes. " Au pogrome participèrent " les meilleurs effectifs, les moins pervertis par la révolution ", soigneusement sélectionnés pour l'offensive. Mais, dans cette affaire, se montrèrent encore plus nettement sous leur vrai visage les dirigeants de l'offensive, les officiers du tsar, pleins d'expérience pour l'organisation des pogromes.

Le 9 juillet, les comités et les commissaires de la 11^{e} armée télégraphiaient au gouvernement : L'offensive allemande, commencée le 6 juillet, sur le front de la 11^{e} armée tourne en catastrophe incalculable... Dans l'état d'esprit des troupes qui ont récemment avancé grâce aux efforts héroïques de la minorité, un revirement brusque et désastreux s'est affirmé. L'élan de l'offensive s'est rapidement réduit à néant. La plupart des effectifs se trouvent dans un état de décomposition toujours croissante. Il ne s'agit déjà plus de parler d'autorité et de subordination, les admonestations et la persuasion ont perdu leur force — on y répond par des menaces et parfois même par des fusillades. "

Le commandant en chef du front Sud-Ouest, avec le consentement des commissaires et des comités, publia l'ordre de tirer sur les fuyards.

Le 12 juillet, le commandant en chef du front Ouest, Dénikine, revenait à son état-major " la mort dans l'âme et en pleine conscience du complet écroulement du dernier espoir… de miracle qui luisait encore ".

Les soldats ne voulaient pas se battre. Les troupes de l'arrière, auxquelles s'adressèrent pour la relève les contingents affaiblis après l'occupation des tranchées ennemies, répondirent : " Pourquoi avez-vous pris l'offensive ? Qui vous a ordonné ça ? Il faut en terminer avec la guerre et non pas attaquer. " Le commandant du 1er corps sibérien, qui était considéré comme un des meilleurs, communiquait qu'à la tombée de la nuit les soldats, en foule, par compagnies entières, s'éloignèrent de la première ligne non encore attaquée. " Je compris que nous, les chefs, étions impuissants à modifier la psychologie élémentaire de la masse des soldats — et, amèrement, amèrement, longtemps, je sanglotai. "

Une des compagnies refusa même de faire passer à l'adversaire un tract sur la prise de Halicz tant qu'on n'aurait pas trouvé un soldat qui pût traduire en russe le texte allemand. Ce fait marque toute la méfiance de la masse des soldats à l'égard des dirigeants, des anciens comme des nouveaux, ceux de Février. Des siècles d'outrages et de violences faisaient une éruption volcanique.

Les soldats se sentaient de nouveau dupés. L'offensive menait non point à la paix, mais à la guerre. Or, les soldats ne voulaient point de la guerre. Les patriotes embusqués à l'arrière traquaient et vilipendaient les soldats comme des couards. Mais les soldats avaient raison. Ce qui les guidait, c'était un juste instinct national, réfracté à travers la conscience de gens opprimés, trompés, torturés, soulevés par l'espoir révolutionnaire et de nouveau replongés dans le sanglant gâchis. Les soldats avaient raison. La continuation de la guerre ne pouvait donner au peuple russe rien d'autre que de nouvelles victimes, des humiliations, des calamités, rien d'autre qu'un renforcement de la servitude intérieure et extérieure.

La presse patriotique de 1917, non seulement celle des cadets, mais celle des socialistes, ne se lassait pas de signaler le contraste entre les soldats russes, déserteurs et lâches, et les héroïques bataillons de la grande Révolution française. Ces confrontations témoignent non seulement d'une incompréhension de la dialectique du processus révolutionnaire, mais d'une totale ignorance de l'histoire.

Les remarquables grands capitaines de la Révolution et de l'Empire français débutaient, presque constamment, en enfreignant la discipline, en désorganisateurs ; Milioukov dirait : en bolcheviks. Le futur maréchal Davout, quand il était le lieutenant d'Avout, pendant de longs mois, en 1789-1790, dissolvait la discipline " normale " dans la garnison d'Aisdenne, en chassant les commandants. Par toute la France eut lieu, jusqu'au milieu de 1790, un processus de totale décomposition de la vieille armée. Les soldats du régiment de Vincennes contraignaient leurs officiers à faire table commune avec eux. La flotte expulsait ses officiers. Une vingtaine de régiments soumirent leur commandement à des violences de divers genres. A Nancy, trois régiments jetèrent en prison les officiers. A partir de 1790, les tribuns de la Révolution française ne cessent de répéter, à propos des excès de l'armée : " C'est le pouvoir exécutif qui est coupable de n'avoir pas destitué les officiers hostiles à la Révolution. " Il est remarquable que, pour la dissolution de l'ancien corps des officiers, se soient prononcés aussi bien Mirabeau que Robespierre. Le premier songeait à rétablir le plus tôt possible une forte discipline. Le second voulait désarmer la contre-révolution. Mais tous deux comprenaient que l'ancienne armée ne pouvait plus durer.

Il est vrai que la Révolution russe, différente en cela de la française, se produisait en temps de guerre. Mais ce n'est pas une raison pour faire exception à la loi historique signalée par Engels. Au contraire, les conditions d'une guerre

prolongée et malheureuse ne pouvaient qu'accélérer et aggraver le processus de la décomposition révolutionnaire de l'armée. L'offensive manquée et criminelle de la démocratie fit le reste. Désormais, les soldats disaient tous : " Assez d'effusions de sang ! A quoi bon la liberté et la terre si nous n'existons plus ? " Lorsque des pacifistes cultivés essaient de supprimer la guerre par des arguments rationalistes, ils sont tout simplement ridicules. Mais lorsque les masses armées elles-mêmes mettent en branle contre la guerre des arguments de raison, cela signifie que la guerre touche à sa fin.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

20 La paysannerie

Les assises profondes de la révolution étaient dans la question agraire. Dans le régime archaïque de la possession du sol, directement issu du droit de servage, dans l'autorité traditionnelle du propriétaire noble, dans les liens étroits entre ce propriétaire, l'administration locale et le zemstvo de caste, avaient leur racine les phénomènes de barbarie les plus saillants de l'existence russe que couronnait la monarchie raspoutinienne. Le moujik, qui servait d'appui à l'asiatisme séculaire, en était en même temps une de ses premières victimes.

Dans les premières semaines qui suivirent l'insurrection de Février, la campagne resta presque inerte. Les générations les plus actives se trouvaient au front. Les aînés, demeurés dans leurs foyers, se rappelaient trop bien qu'une révolution se termine par des expéditions punitives. Le village se taisant, la ville se taisait sur le village. Mais le spectre de la guerre paysanne, dès le mois de mars, planait sur les nids des propriétaires nobles. Des provinces les plus peuplées de

nobles, c'est-à-dire les plus arriérées et réactionnaires, un appel au secours se fit entendre même avant qu'un danger réel se fût manifesté. Les libéraux reflétaient parfaitement les appréhensions des propriétaires ; les conciliateurs l'état d'esprit des libéraux. " Pousser à fond le problème agraire dans les plus prochaines semaines – disait, après l'insurrection, le raisonneur de " gauche " Soukhanov – serait nuisible et il n'en est nul besoin. " De la même manière que, comme nous savons, Soukhanov jugeait nuisible de pousser trop vite la question de la paix et celle de la journée de huit heures. Esquiver les difficultés, c'était plus simple. En outre, les propriétaires nobles cherchaient à intimider, disant qu'un bouleversement des rapports agraires aurait un effet nocif sur les ensemencements et sur l'approvisionnement des villes. Le Comité exécutif expédiait aux provinces des télégrammes recommandant " de ne pas se laisser entraîner par les affaires agraires au préjudice du ravitaillement des villes ".

En de nombreuses localités, les propriétaires, épouvantés par la révolution, s'abstinrent de faire les semailles de printemps. Étant donné la grave situation du pays au point de vue approvisionnement, les terres en jachère semblaient appeler d'elles-mêmes un nouveau maître. La paysannerie se mouvait sourdement. Ne comptant pas sur le nouveau pouvoir, les propriétaires nobles entreprirent une hâtive liquidation de leurs domaines. Les *koulaks* se mirent à acheter tant et plus de terres nobles, calculant qu'une expropriation par contrainte ne les toucherait pas, en tant que paysans. Nombre de ces marchés eurent un caractère visiblement fictif. On supposait que les propriétés privées, au-dessous d'une certaine norme, seraient épargnées ; en conséquence, les propriétaires nobles divisaient artificiellement leurs domaines en petits lotissements, recourant à des hommes de paille. Fréquemment, des terres étaient mises au nom d'étrangers, de citoyens des pays alliés ou neutres. La spéculation des *koulaks* et les filouteries des propriétaires nobles menaçaient de ne lien laisser du fonds agraire au moment de la convocation de l'Assemblée constituante.

Le village voyait ces manœuvres. D'où cette revendication : suspendre par un décret toutes ventes de terres. Des démarcheurs paysans se dirigèrent vers les villes, vers les nouveaux maîtres, pour réclamer terre et justice. Il arriva plus d'une fois aux ministres, après des débats élevés ou des ovations, de tomber à leur sortie sur de bien modestes personnages, des députés paysans. Soukhanov raconte qu'un de ces démarcheurs, les larmes aux yeux, suppliait les citoyens-ministres de publier une loi protégeant les biens-fonds contre les ventes, il fut interrompu avec impatience par Kérensky tout agité et blême : " J'ai dit que ce serait fait, donc ce sera fait... Et ce n'est pas la peine de me regarder d'un air méfiant. " Soukhanov, qui assistait à cette scène, ajoute : " Je rapporte littéralement le fait – et Kérensky avait raison : les moujiks avaient des regards méfiants pour le fameux ministre et leader du peuple. " Dans ce bref dialogue entre ce paysan qui sollicite encore, mais n'a déjà plus

confiance, et le ministre radical qui repousse d'un geste la défiance du paysan, apparaît inévitable l'écroulement du régime de Février.

L'ordonnance sur les comités agraires, en tant qu'organes de préparation de la réforme, fut publiée par le premier ministre de l'Agriculture, le cadet Chingarev. Le comité agraire suprême, à la tête duquel se trouva un bureaucrate libéral, le professeur Postnikov, se composait surtout de populistes qui craignaient, par-dessus tout, de se montrer moins modérés que leur président. Des comités agraires locaux furent institués dans les départements (gouvernements), les districts et les cantons. Tandis que les soviets, se greffant assez difficilement sur le milieu rural, étaient considérés comme des organes privés, les comités agraires avaient un caractère gouvernemental. Moins leurs fonctions étaient déterminées par leur situation, plus il leur était difficile de résister à la poussée des paysans. Plus bas était le degré hiérarchique du comité, plus il était proche de la terre, plus rapidement il devenait l'instrument du mouvement paysan.

Vers la fin de mars commencent à parvenir à la capitale de premières informations alarmantes sur l'entrée en scène des paysans. Le commissaire de Novgorod annonce télégraphiquement des désordres fomentés par un certain sous-lieutenant Panassiouk, " des arrestations injustifiées de propriétaires nobles ", etc. Dans le gouvernement de Tambov, une bande de paysans, à la tête de laquelle se trouvaient quelques soldats en congé, a pillé un manoir. Les premiers communiqués sont indubitablement exagérés, les propriétaires, dans leurs plaintes, grossissent évidemment les conflits et anticipent. Mais ce qui est hors de doute, c'est l'action directrice, dans le mouvement paysan, des soldats qui apportent du front et des garnisons des villes l'esprit d'initiative.

Un des comités de canton du gouvernement de Kharkov décida, le 5 avril, de procéder, chez les propriétaires, à des perquisitions pour saisir leurs armes. Il y a déjà là un net pressentiment de guerre civile. L'apparition de troubles dans le district de Skopine du gouvernement de Riazan s'explique pour le commissaire par une décision du comité exécutif d'un district voisin, sur l'affermage obligatoire par les paysans des terres des propriétaires nobles. " L'agitation des étudiants pour obtenir l'apaisement jusqu'à l'Assemblée constituante, n'a pas de succès. " Ainsi nous apprenons que " les étudiants " qui, à l'époque de la première révolution, avaient appelé les paysans à la terreur agraire – telle était, en ce temps-là, la tactique des socialistes-révolutionnaires prêchent par contre, en 1917, le calme et la légalité, mais à vrai dire sans succès.

Un commissaire du gouvernement de Simbirsk brosse le tableau d'un mouvement paysan plus développé : des comités de canton et de village, – nous en reparlerons par la suite, – arrêtent des propriétaires, les expulsent de la province, enlèvent les ouvriers agricoles aux champs des propriétaires, s'emparent des terres,

établissent un prix de fermage arbitraire. " Les délégués envoyés par le Comité exécutif prennent le parti des paysans. " En même temps commence un mouvement des " communaux " contre les " nouveau-lotis ", c'est-à-dire contre les paysans cossus qui s'étaient séparés des communautés, en prenant des lotissements indépendants, sur la base de la loi Stolypine du 9 novembre 1906. " La situation dans la province menace les ensemencements ". Le commissaire du gouvernement de Simbirsk, dès avril, ne voit pas d'autre issue que de déclarer immédiatement la terre propriété nationale, à telle fin que les modalités d'exploitation agricole soient dans la suite fixées par l'Assemblée constituante.

Du district de Kachira, tout près de Moscou, des plaintes sont portées contre le Comité exécutif qui excite la population à s'emparer, sans dédommagement, des terres des églises, des monastères et des propriétaires nobles. Dans le gouvernement de Koursk, des paysans expulsent des domaines les prisonniers de guerre qui y travaillent et les incarcèrent même dans la prison locale. Après les congés paysans, les ruraux du gouvernement de Penza, enclins à prendre à la lettre les résolutions des socialistes révolutionnaires sur la terre et la liberté, se mirent à violer des contrats récemment conclus avec les propriétaires de biens-fonds. En même temps, ils menèrent une offensive contre les nouveaux organes du pouvoir. " Lors de la formation des comités exécutifs de cantons et de districts, en mars, les intellectuels y entrèrent en majorité ; mais, ensuite – rapporte le commissaire de Penza – des voix s'élevèrent contre l'*intelliguentsia*, et, dés le milieu d'avril, partout, les comités se composaient exclusivement de paysans dont la tendance, en ce qui concerne la terre, allait nettement à l'illégalité. "

Un groupe de propriétaires d'une province voisine, le gouvernement de Kazan, se plaignait au gouvernement provisoire d'être dans l'impossibilité de mener les exploitations, vu que les paysans expulsaient les ouvriers agricoles, raflaient les semences, saisissaient en de nombreux endroits tous les biens meubles des manoirs, interdisaient aux propriétaires de faire couper du bois leurs forêts, proféraient des menaces de violence et de mort. "Il n'y a pas de justice, tous font ce qu'ils veulent, les éléments raisonnables sont terrorisés. " Les propriétaires du gouvernement de Kazan savent déjà quel est le coupable de l'anarchie : " Les décisions du gouvernement provisoire sont ignorées dans les villages mais les tracts des bolcheviks sont très répandus. "

Pourtant, ce n'étaient pas les instructions du gouvernement qui manquaient. Par un télégramme du 20 mars, le prince Lvov invitait les commissaires à créer des comités de canton comme organes de l'autorité locale, recommandant en outre d'attacher à l'œuvre de ces comités " les propriétaires de l'endroit et toutes les forces intellectuelles de la campagne ". On supputait d'organiser toute la structure étatique d'après le système des chambres de conciliation. Les commissaires durent bientôt

verser des larmes, voyant qu'on écartait " les forces intellectuelles " : évidemment, le moujik n'avait pas confiance en des Kérensky de district et de canton.

Le 3 avril, l'adjoint à la présidence du prince Lvov, le prince Ouroussov – le ministère de l'Intérieur, comme on voit, comptait de nobles titres – prescrit de ne tolérer aucun arbitraire et surtout de protéger " la liberté de chaque possédant dans l'administration de sa terre ", c'est-à-dire la plus exquise de toutes les libertés. Dix jours plus tard, le prince Lvov lui-même juge indispensable de se mettre à la tâche, ordonnant aux commissaires " de refréner par tous les moyens que leur donne la loi tous les actes de violence et de pillage ". Et encore deux jours après, le Prince Ouroussov prescrit à un commissaire provincial " de prendre des mesures pour la protection des haras contre les entreprises arbitraires en expliquant aux paysans "..., etc.

Le 18 avril, le prince Ouroussov s'inquiète de ce que les prisonniers de guerre qui travaillent chez les propriétaires nobles commencent à formuler des revendications exagérées et ordonne aux commissaires d'infliger à ces effrontés des pénalités sur la base des droits précédemment accordés aux gouverneurs tsaristes. Circulaires, instructions, ordres télégraphiques tombent de là-haut en pluie ininterrompue. Le 12 mai, le prince Lvov énumère dans un nouveau télégramme les actes d'illégalité qui " ne cessent de se produire dans tout le pays" : arrestations arbitraires, perquisitions, licenciements de fonctionnaires, évincement d'administrateurs de domaines, de directeurs de fabriques et d'usines ; destructions de biens, pillages, désordres ; violences exercées sur des personnes en place ; contributions imposées à la population ; excitation d'une partie de la population contre une autre etc., etc. " Tous actes de ce genre doivent être considérés comme absolument illégaux, et même, dans certains cas, comme anarchiques... " La qualification n'est pas très claire, mais la conclusion est nette : " Prendre les mesures les plus résolues. " Les commissaires provinciaux distribuaient résolument la circulaire aux districts, les commissaires de district faisaient pression sur les comités de canton, et tous ensemble découvraient leur impuissance devant le moujik.

Presque partout interviennent dans l'affaire les formations militaires les plus voisines. Le plus souvent, c'est à elles qu'appartient l'initiative. Le mouvement prend des formes extrêmement variées, en fonction des conditions locales et du degré d'aggravation de la lutte. En Sibérie, où il n'y a pas de propriétaires nobles, les paysans s'approprient les terres des églises et des monastères. D'ailleurs, le clergé est dans une mauvaise passe en d'autres points du pays. Dans le dévot gouvernement de Smolensk, les popes et les moines, sous l'influence des soldats revenus du front, subissent des arrestations. Les autorités locales se trouvent forcées d'aller plus loin qu'elles ne voudraient, à seule fin d'empêcher les paysans de prendre des mesures

infiniment plus radicales. Le comité exécutif d'un district du gouvernement de Samara, au début de mai, désigna une tutelle publique sur le domaine du comte Orlov-Davydov, le protégeant ainsi contre les paysans.

Comme le décret promis par Kérensky, devant interdire les ventes de terres, ne paraissait toujours pas, les paysans se mirent à user de leurs propres poings pour empêcher ces opérations, en s'opposant à l'arpentage des terres. De plus en plus fréquemment l'on confisque chez les propriétaires leurs armes, même leurs fusils de chasse. Les moujiks du gouvernement de Minsk, d'après la plainte d'un commissaire, " considèrent les résolutions du congrès paysan comme une loi. " D'ailleurs, comment comprendre ces résolutions autrement ? Car enfin, ces congrès constituent l'unique autorité réelle dans les provinces. Ainsi se décèle le grand malentendu entre l'*intelliguentsia* socialiste-révolutionnaire qui se gargarise de mots, et la paysannerie qui réclame des actes.

Vers la fin de mai, la grande steppe asiatique se mit en branle. Les Kirghiz, à qui les tsars avaient enlevé leurs meilleures terres au profit de leurs serviteurs, se soulèvent maintenant contre les propriétaires, les invitant à liquider le plus tôt possible leurs possessions usurpées. " Ce point de vue s'affirme de plus en plus dans la steppe ", rapporte le commissaire d'Akmolinsk.

A l'autre bout du pays, dans le gouvernement de Livonie, un comité exécutif de district envoya une commission d'enquête au sujet de la mise à sac du domaine du baron Sthal von Holstein. La commission reconnut que les désordres avaient été insignifiants, que la présence du baron dans le district était nuisible à la tranquillité et prit cet arrêté : expédier le baron et la baronne à Pétrograd, à la disposition du gouvernement provisoire. Ainsi surgit un des innombrables conflits entre l'autorité locale et le pouvoir central, entre socialistes-révolutionnaires de la base et socialistes-révolutionnaires d'en haut.

Un rapport du 27 mai, reçu du district de Pavlograd (gouvernement d'Ékatérinoslav) dessine un tableau presque idyllique : les membres du Comité agraire élucident devant la population tous les malentendus et, ainsi, " préviennent tous excès ". Hélas ! cette idylle ne durera qu'un petit nombre de semaines.

Le Père Abbé d'un des monastères de Kostroma se plaint amèrement, à la fin de mai, auprès du gouvernement provisoire, des paysans qui ont réquisitionné un tiers de bêtes à cornes du monastère. Le vénérable moine eût pu être plus discret : bientôt, il devra dire adieu aux deux derniers tiers.

Dans le gouvernement de Koursk, on se mit à persécuter les paysans acquéreurs de lotissements qui refusaient de rentrer dans la commune. Devant la grande révolution agraire, avant une péréquation générale des terres, la paysannerie

veut se présenter comme un seul tout. Des cloisonnements à l'intérieur peuvent créer des empêchements. Le *mir* doit marcher comme un seul homme. La lutte pour la conquête des terres nobles s'accompagne, par conséquent, de violences sur les fermes, c'est-à-dire sur les cultivateurs individualistes.

Le dernier jour de mai, l'on arrêta, dans le gouvernement de Perm, le soldat Samoïlov qui exhortait les gens à refuser le paiement de l'impôt. Bientôt, ce sera le soldat Samoïlov qui procédera lui-même à des arrestations. Au cours d'une procession dans un des villages du gouvernement de Kharkov, le paysan Gritsenko mit en pièces, à coups de hache, sous les yeux de toute la population, une icône vénérée de saint Nicolas. Ainsi se manifestent tous les genres de protestation qui se transforment en actes.

Un officier de marine, lui-même propriétaire noble, donne dans des souvenirs anonymes, *Notes d'un Garde Blanc*, un tableau intéressant de l'évolution du village dans les premiers mois qui suivirent l'insurrection. A tous les postes, " on élisait presque partout des hommes des milieux bourgeois. La tendance de tous était seulement de maintenir l'ordre ". Les paysans, il est vrai, revendiquaient la terre, mais, dans les deux ou trois premiers mois, sans violences. Au contraire, on pouvait constamment entendre dire : " Nous ne voulons pas piller, nous désirons traiter à l'amiable ", etc. Dans ces assurances tranquillisantes, le lieutenant discernait pourtant " une menace cachée ". Et en effet, si la paysannerie, dans la première période, ne recourut pas encore aux violences, " elle se montra tout de suite défiante " à l'égard de ce qu'on appelle les forces intellectuelles. L'état d'esprit de demi-expectative subsista, d'après le garde blanc, jusqu'en mai-juin, " après quoi l'on remarqua une brusque conversion, l'on vit apparaître une tendance à contester les instructions des autorités provinciales, à régler les affaires arbitrairement "... En d'autres termes, la paysannerie avait laissé à la Révolution de Février environ trois mois de délai pour payer les traites socialistes ; après quoi elle commença à procéder d'autorité à des saisies.

Le soldat Tchinénov, qui avait donné son adhésion aux bolcheviks, se rendit, à deux reprises, de Moscou chez lui, dans le gouvernement d'Orel, après l'insurrection. En mai, dans le canton, dominaient les socialistes-révolutionnaires. Les moujiks, en de nombreux endroits, payaient encore aux propriétaires le fermage. Tchinénov organisa une cellule bolcheviste de soldats, d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres en terres. La cellule prêchait la suppression du paiement des loyers et la répartition de la terre entre ceux qui en manquaient. Immédiatement, l’on prit en compte les prés des propriétaires, on les partagea entre les villages, on les faucha. " Les socialistes-révolutionnaires qui siégeaient au comité de canton criaient à l'illégalité de nos actes mais ne refusèrent pas de prendre leur part de foin. " Comme les représentants des villages, par crainte des responsabilités se

démettaient de leur charge, les paysans en élisaient d'autres, plus résolus. Ce n'étaient pas toujours les bolcheviks, loin de là.

Par leur pression directe, les paysans introduisaient la division dans le parti socialiste-révolutionnaire, séparant les éléments animés d'un esprit révolutionnaire, des fonctionnaires et des carriéristes. Après avoir fauché l'herbe des seigneurs, les moujiks s'en prirent aux jachères et se partagèrent la terre pour les semailles d'hiver. La cellule bolcheviste décida de perquisitionner dans les granges des propriétaires et d'expédier les réserves de grains au centre affamé. Les décisions de la cellule étaient mises à exécution parce qu'elles correspondaient à l'état d'esprit des paysans. Tchinénov avait apporté avec lui au pays natal des publications bolchevistes dont, avant lui, l'on n'avait pas idée. " Les intellectuels et les socialistes-révolutionnaires de l'endroit faisaient courir le bruit que j'avais apporté beaucoup d'or allemand et que je subornais les paysans. " Des processus se développent avec plus ou moins d'ampleur. Chaque canton avait ses Milioukov, ses Kérensky et ses Lénine.

Dans le gouvernement de Smolensk, l'influence des socialistes-révolutionnaires commença à se renforcer après le congrès des députés paysans qui se prononça, comme de raison pour la remise de la terre au peuple. Les paysans prirent cette décision intégralement, mais, se distinguant en cela des dirigeants, la prirent au sérieux. Dès lors, le nombre des socialistes-révolutionnaires dans les campagnes s'accroît constamment. " Quiconque avait assisté au moins à un congrès quelconque dans la fraction des socialistes-révolutionnaires – raconte un des militants de l'endroit – se considérait comme socialiste révolutionnaire ou bien comme quelque chose dans ce genre "... Il y avait en garnison dans la ville du district deux régiments qui se trouvaient aussi sous l'influence des socialistes-révolutionnaires. Les comités agraires des cantons commençaient à labourer les terres des propriétaires nobles, à faucher les prés. Le commissaire de la province, le socialiste-révolutionnaire Efimov, expédiait des ordonnances comminatoires. Le village était déconcerté : ce même commissaire n'avait-il pas dit au congrès de la province que les paysans constituaient maintenant le pouvoir même, et que seul pouvait profiter de la terre celui qui la travaillait lui-même ? Mais il fallait compter avec les faits. Sur ordre du commissaire socialiste-révolutionnaire Efimov, dans le seul district d'Elnino, seize comités agraires de canton sur dix-sept furent, dans le courant des mois suivants, traduits devant la justice pour s'être emparés des terres des propriétaires. C'est de cette façon originale qu'allait à son dénouement le roman de l'*intelliguentsia* populiste avec le peuple. Il y avait tout au plus trois ou quatre bolcheviks dans tout le district. Leur influence, cependant, grandissait rapidement, éliminant ou scindant les socialistes-révolutionnaires.

Au début de mai fut convoqué, à Pétrograd, le congrès paysan panrusse. Les délégations représentaient les sommets et avaient un caractère souvent fortuit. Si les

congrès d'ouvriers et de soldats retardaient invariablement sur la marche des événements et sur l'évolution politique des masses, il est inutile de dire combien la représentation de la paysannerie disséminée était en retard sur le véritable état d'esprit des campagnes. En qualité de délégués se présentèrent, d'une part, des intellectuels populistes de l'extrême droite, des gens liés avec la paysannerie principalement par la coopération commerçante ou bien par des souvenirs de jeunesse. Le véritable " peuple " était représenté par les ruraux les plus cossus, *koulaks*, boutiquiers, paysans coopérateurs. Les socialistes-révolutionnaires dominaient sans partage dans ce congrès, et sous l'aspect de leur extrême-droite. Par moments, cependant, eux-mêmes s'arrêtaient, épouvantés devant la stupéfiante combinaison de cupidité pour la terre et d'esprit cent-noir en politique chez d'autres députés. En face de la propriété foncière des nobles, dans ce congrès, se détermina une position commune, extrêmement radicale : " Toutes les terres deviennent des fonds publics, pour une utilisation égalitaire par les travailleurs, sans aucun rachat, " Bien entendu, les *koulaks* ne comprenaient l'égalisation que dans le sens de leur égalité avec les propriétaires nobles, mais nullement dans le sens de leur égalité avec les ouvriers agricoles. Cependant, ce petit malentendu entre un fictif socialisme populiste et le démocratisme agraire des moujiks ne devait se révéler que par la suite.

Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, qui brûlait d'envie d'offrir un œuf de Pâques au congrès des paysans, se promenait vainement avec un projet de décret sur l'interdiction des ventes de terres. Le ministre de la Justice, Péréverzev, qui passait lui aussi pour socialiste-révolutionnaire en son genre, venait justement, pendant les jours du Congrès, d'ordonner aux autorités locales de ne mettre aucun obstacle aux ventes de terres. Les députés paysans, à ce propos, firent un peu de vacarme. Mais l'affaire n'avança point d'un pas. Le gouvernement provisoire du prince Lvov ne consentait pas à mettre la main sur les terres des propriétaires nobles. Les socialistes ne voulaient pas mettre la main sur le gouvernement provisoire. Or, par sa composition, le Congrès était rien moins que capable de trouver une issue à la contradiction entre son appétit de la terre et son esprit réactionnaire.

Le 20 mai, au Congrès des paysans, parla Lénine. Il semblait dit Soukhanov – que Lénine fût tombé dans un parc de crocodiles. " Cependant, les moujiks l'écoutèrent avec attention, et vraisemblablement non sans une sympathie que, seulement, ils n'osèrent pas manifester. " Même résultat dans la section des soldats, extrêmement hostiles aux bolcheviks. A la suite des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, Soukhanov essaie d'attribuer à la tactique léniniste dans la question agraire une nuance anarchiste. Ce n'est pas tellement loin du prince Lvov, qui était enclin à considérer les attentats aux droits des propriétaires comme des actes d'anarchie. D'après cette logique, la révolution dans son ensemble équivaut à l'anarchie. En réalité, la façon qu'avait Lénine de poser la question portait beaucoup

plus en profondeur que ne pouvaient le voir ses critiques. Comme organes de la révolution agraire, et, en premier lieu, de la liquidation de la propriété foncière des nobles, devaient se placer les soviets des députés paysans auxquels seraient soumis les comités agraires. Aux yeux de Lénine, les soviets étaient des organes du Pouvoir d'État qui allait venir, et du plus concentré, savoir de la dictature révolutionnaire. Cela, en tout cas, est fort loin de l'anarchisme, c'est-à-dire de la théorie et de la pratique d'une absence de pouvoir. " Nous nous prononçons – disait Lénine le 28 avril – pour la transmission immédiate de la terre aux paysans avec le plus d'organisation possible. Nous nous opposons absolument aux saisies anarchiques. " Pourquoi ne consentons-nous pas à attendre l'Assemblée constituante ? " Pour nous, ce qui importe, c'est l'initiative révolutionnaire, dont la loi doit être le résultat. Si vous attendez que la loi soit mise par écrit et si vous ne développez pas vous-mêmes une énergie révolutionnaire, vous n'aurez ni la loi, ni la terre. " Est-ce que ces simples mots ne sont pas le langage de toutes les révolutions ?

Après une session d'un mois, le congrès paysan élut, en qualité d'institution permanente, un Comité exécutif composé d'environ deux cents petits bourgeois râblés des campagnes et de populistes de l'espèce professorale ou commerçante, sous le rideau de personnages décoratifs tels que Brechkovskaïa, Tchaïkovsky, Véra Figner et Kérensky. On élut président le socialiste-révolutionnaire Avksentiev, qui était fait pour les banquets de province, mais non pour la guerre paysanne.

Dès lors, les questions les plus importantes furent débattues en des séances communes des deux Comités exécutifs : celui des ouvriers et soldats et celui des paysans. Cet assemblage marquait un extrême renforcement de l'aile droite, directement appuyée sur les cadets. Toutes les fois qu'on avait besoin de faire pression sur les ouvriers, de tomber sur les bolcheviks, de menacer " la république indépendante de Cronstadt " de tous les fléaux imaginables, deux cents mains ou, plus exactement, deux cents poings (*koulaks*), ceux de l'Exécutif paysan, se dressaient comme un mur. Ces gens étaient tout à fait d'accord pour dire avec Milioukov qu'il fallait " en finir " avec les bolcheviks. Mais, au sujet des terres des nobles, ils avaient des points de vue de moujiks et non des théories de libéraux, et cela les opposait à la bourgeoisie et au gouvernement provisoire.

A peine le congrès paysan s'était-il dissous que des plaintes commencèrent à affluer ; les résolutions du congrès étaient prises au sérieux en province et provoquaient la confiscation et l'inventaire, chez les propriétaires nobles, de la terre et des biens meubles. Il était absolument impossible d'implanter dans les cervelles têtues des moujiks l'idée d'une différence entre la parole et l'acte.

Les socialistes-révolutionnaires, épouvantés, sonnèrent la retraite. Au début de juin, dans leur congrès de Moscou, ils condamnèrent solennellement toutes saisies arbitraires de terres : il fallait attendre l'Assemblée constituante. Mais cette

résolution s'avéra impuissante non seulement à enrayer, mais même à affaiblir le mouvement agraire. L'affaire se compliquait encore extraordinairement du fait que dans le parti socialiste-révolutionnaire lui-même, il existait un assez bon nombre d'éléments réellement disposés à marcher jusqu'au bout avec les moujiks contre les propriétaires, et qu'en outre ces socialistes-révolutionnaires de gauche, sans oser encore rompre ouvertement avec le parti, aidaient les moujiks à tourner les lois ou bien à les interpréter à leur façon.

Dans le gouvernement de Kazan, où le mouvement paysan prit une ampleur particulièrement violente, les socialistes-révolutionnaires de gauche se déterminèrent d'eux-mêmes plus tôt que dans les autres provinces. A leur tête se trouvait Kalegaïev, futur commissaire du peuple à l'Agriculture dans le gouvernement soviétique, pendant la période du bloc des bolcheviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Dés le milieu de mai commence, dans le gouvernement de Kazan, un systématique transfert des terres à la disposition des comités de canton. Plus hardiment qu'ailleurs cette mesure est appliquée dans le district de Spassky, où se trouvait un bolchevik à la tête des organisations paysannes. Les autorités du chef-lieu se plaignent à l'autorité centrale de l'agitation agraire menée par des bolcheviks venus de Cronstadt, lesquels, en outre, auraient arrêté une révérende nonne Tamara " pour avoir fait des objections. "

Du gouvernement de Voronèje, un commissaire communique le 2 juin : " Les cas d'infractions diverses à la loi et d'actes illégaux dans la province deviennent de jour en jour plus fréquents, surtout sur le terrain agraire. " Les confiscations de terres dans le gouvernement de Penza se poursuivent obstinément. Un des comités de canton du gouvernement de Kalouga s'était saisi de la moitié des foins d'un monastère ; sur la plainte de l'Abbé, le comité agraire du district prit cette résolution : saisir les foins en totalité. Il n'est pas fréquent que l'instance supérieure soit plus radicale que l'inférieure. L'abbesse Maria, du gouvernement de Penza, se lamente sur la saisie des domaines du monastère. " Les autorités locales sont impuissantes. " Dans le gouvernement de Viatka, les paysans mirent le séquestre sur le domaine des Skoropadsky, famille du futur hetman de l'Ukraine, et, " en attendant la solution de la question de la propriété agraire ", décrétèrent ceci : ne point toucher à la forêt et verser les revenus du domaine au Trésor.

Dans nombre d'autres endroits, les comités agraires non seulement réduisirent de cinq ou six fois les prix de fermage, mais décidèrent que les paiements, au lieu d'être faits aux propriétaires, seraient versés à la disposition des comités, en attendant la solution de l'Assemblée constituante. Ce n'était pas en avocats, mais en moujiks, c'est-à-dire sérieusement, que l'on répondait ainsi à la question de ne point préjuger de la réforme agraire avant l'Assemblée constituante. Dans le gouvernement de Saratov, les paysans qui, la veille encore, interdisaient aux propriétaires de

couper du bois en forêt, se mettaient à en couper eux-mêmes. De plus en plus fréquemment, les paysans s'emparent des terres des églises et des monastères, surtout là où les propriétaires nobles sont rares. En Livonie, les ouvriers agricoles lettons, avec les soldats du bataillon letton, entreprirent de confisquer systématiquement les domaines des barons.

Du gouvernement de Vitebsk, les exploitants de scieries s'égosillent à crier que les mesures prises par les comités agraires anéantissent l'industrie du bois et l'empêchent de répondre aux besoins du front. Des patriotes non moins désintéressés, les propriétaires du gouvernement de Poltava, s'affligent de ne plus avoir, par suite des troubles agraires, la possibilité de ravitailler l'armée. Enfin, le congrès des propriétaires de haras à Moscou donne cet avertissement que les saisies pratiquées par les paysans menacent des pires calamités la remonte nationale. Pendant ce temps le haut-procureur du Synode, celui-là même qui disait des membres de la très sainte institution que c'étaient " des idiots et des coquins ", se plaignait au gouvernement de ce que, dans la province de Kazan, les paysans prenaient aux moines non seulement la terre et le bétail, mais même la farine nécessaire pour le pain bénit. Dans le gouvernement de Pétrograd, à deux pas de la capitale, les paysans chassèrent d'un domaine le régisseur-fermier et commencèrent à administrer eux-mêmes. Le vigilant prince Ourousov, le 2 juin, télégraphie encore dans toutes les directions : " Malgré mes instructions, etc., etc. Je vous prie de nouveau de prendre les mesures les plus résolues. " Le prince oubliait seulement d'indiquer quelles mesures.

Tandis que, dans tout le pays, se développait le travail gigantesque d'extirpation des racines les plus profondes du Moyen Age et du servage, le ministre de l'Agriculture, Tchernov, colligeait dans ses bureaux des matériaux pour l'Assemblée constituante. Il avait l'intention de faire passer la réforme non autrement que sur la base des données les plus précises de la statistique agraire et de toutes autres, et c'est pourquoi, de sa voix la plus douce, il exhortait les paysans à attendre la fin de ses exercices. Ce qui n'empêcha pas, d'ailleurs, les propriétaires de faire sauter le " ministre des paysans " bien avant qu'il n'eût rempli ses tables sacramentelles.

D'après les archives du gouvernement provisoire, de jeunes savants ont calculé qu'en mars le mouvement agraire ne se manifesta avec plus ou moins de force que dans trente-quatre districts, qu'il s'étendit en avril à cent soixante-quatorze districts, en mai à deux cent trente-six, en juin à deux cent quatre-vingts, en juillet à trois cent vingt-cinq. Ces chiffres, cependant, ne donnent pas une représentation complète de la croissance réelle du mouvement, vu que, dans chaque district, la lutte prend, de mois en mois, un caractère de masse plus ample et plus opiniâtre.

En cette première période, de mars à juillet, les paysans, en écrasante majorité, s'abstiennent encore d'exercer des violences directes sur les propriétaires et de se saisir ouvertement des terres. Iakovlev, qui dirigea les études ci-dessus mentionnées, actuellement commissaire du peuple à l'Agriculture de l'Union soviétique, explique la tactique relativement placide des paysans par leur confiance en la bourgeoisie. Cette explication doit être jugée inconsistante.

Le gouvernement du prince Lvov ne pouvait nullement disposer les paysans à la confiance, toutes réserves étant d'ailleurs faites sur la continuelle défiance du moujik à l'égard de la ville, du pouvoir, de la société cultivée. Si les paysans, dans la première période, ne recourent presque pas encore aux mesures de violence ouverte, mais s'efforcent de donner à leurs actes la forme d'une pression légale ou à demi légale, cela s'explique précisément par leur défiance à l'égard du gouvernement et par leur insuffisante assurance en leurs propres forces. Les paysans se mettent seulement en branle, tâtent le terrain, calculent la résistance de l'ennemi, et, en poussant le propriétaire sur toute la ligne, ajoutent : " Nous ne voulons pas piller, nous voulons que tout se fasse convenablement. " Ils ne s'attribuent pas la propriété des pâturages, mais ils y fauchent l'herbe. Ils prennent par contrainte la terre en fermage, en fixant eux-mêmes le loyer, ou bien, également par contrainte, " achètent " la terre à des prix qu'ils fixent eux-mêmes. Toutes ces feintes légales, aussi peu convaincantes pour le propriétaire que pour le juriste libéral, sont dictées, en réalité, par une défiance profonde mais dissimulée, à l'égard du gouvernement : on ne prendra pas ça sans encombre, se dit le moujik ; par la force, c'est dangereux, essayons de l'astuce. Il préférait exproprier le propriétaire avec l'assentiment de celui-ci.

" Durant tous ces mois – insiste Iakovlev – prédominent des procédés tout à fait originaux, inconnus dans l'histoire, de lutte " pacifique " contre les propriétaires, qui procèdent de la confiance du paysan envers la bourgeoisie et le gouvernement de la bourgeoisie. " Les procédés que l'on déclare ici inconnus dans l'histoire sont en réalité typiques, inévitables, historiquement obligatoires pour la phase initiale d'une guerre paysanne sous tous les méridiens. La tendance à dissimuler les premiers actes de révolte sous des apparences de légalité, cléricale ou laïque, a, de tout temps, caractérisé la lutte de toute classe révolutionnaire jusqu'au moment où elle eut rassemblé assez de force et d'assurance pour couper le cordon ombilical qui la liait à l'ancienne société. Ceci concerne la classe paysanne à un plus haut degré que toute autre classe, car, même dans ses meilleures périodes, cette classe avance dans des demi-ténèbres et considère ses amis de la ville d'un regard soupçonneux. Elle a pour cela de bonnes raisons. Les amis du mouvement agraire, à ses premiers pas, sont des agents de la bourgeoisie libérale et radicale. Tout en patronnant en partie les revendications des paysans, ces amis s'inquiètent pourtant du sort de la propriété bourgeoise, et c'est pourquoi ils essaient de faire rentrer à

toute force l'insurrection paysanne dans le lit de la légalité bourgeoise.

Dans la même direction, bien longtemps avant la révolution, agissaient encore d'autres facteurs. Du milieu même de la classe noble surgissent des prêcheurs de réconciliation. Léon Tolstoï pénétrait dans l'âme du moujik plus profondément que personne. Sa philosophie de la non-résistance au mal par la violence était une généralisation des premières étapes de la révolution des moujiks. Tolstoï rêvait que tout pourrait se produire " sans pillage, par consentement réciproque ". Sous cette tactique, il glissait une base religieuse, sous forme d'un christianisme épuré. Le mahatma Gandhi remplit actuellement dans l'Inde la même mission, seulement sous une forme plus pratique. Si, de l'époque contemporaine, nous revenons loin en arrière, nous découvrirons sans difficulté les mêmes phénomènes qu'on prétend " inconnus dans l'histoire ", sous les enveloppes les plus différentes, religieuses, nationales, philosophiques et politiques, depuis les temps bibliques et auparavant.

L'originalité de l'insurrection paysanne de 1917 s'exprimait surtout en ceci qu'en qualité d'agents de la légalité bourgeoise se montraient des hommes qui se disaient socialistes, et révolutionnaires par-dessus le marché. Mais ce n'étaient pas eux qui déterminaient le caractère du mouvement paysan et son rythme. Les paysans suivaient les socialistes-révolutionnaires dans la mesure où ils empruntaient à ces derniers des formules toutes faites pour prendre revanche des propriétaires. En même temps, les socialistes-révolutionnaires leur servaient de rideau juridique. Car, enfin, c'était le parti de Kérensky, ministre de la Justice, plus tard de la Guerre, et de Tchernov, ministre de l'Agriculture. Les ajournements de promulgation des décrets indispensables – les socialistes-révolutionnaires des districts et des cantons les expliquaient par la résistance des propriétaires et des libéraux, et attestaient devant les paysans que " les nôtres " dans le gouvernement faisaient tout leur possible. A cela, le moujik, bien entendu, ne pouvait rien répliquer. Mais ne souffrant nullement de crédulité béate, il jugeait nécessaire d'aider " les nôtres " par en bas et il s'y prenait si carrément que " les nôtres ", là-haut, commencèrent bientôt à s'en alarmer.

La faiblesse des bolcheviks à l'égard de la paysannerie était temporaire et provenait de ce que les bolcheviks ne partageaient pas les illusions des ruraux. La campagne ne pouvait venir au bolchevisme que par l'expérience et les déceptions. La force des bolcheviks était, dans la question agraire comme en d'autres, de rester exempts de contradictions entre la parole et l'acte.

Les considérations sociologiques générales ne pouvaient permettre de décider *a priori* si la paysannerie dans son ensemble était encore capable de se dresser contre les propriétaires. Le renforcement des tendances capitalistes dans l'économie agricole dans la période intermédiaire entre les deux révolutions ; la disjonction d'une forte couche de fermiers quittant la commune primitive ; l'extraordinaire

croissance de la coopération rurale, dirigée par des paysans aisés et riches – tout cela interdisait de dire d'avance avec certitude laquelle des deux tendances l'emporterait dans la révolution : l'antagonisme de castes entre la paysannerie et la noblesse, ou bien l'antagonisme de classes à l'intérieur même de la paysannerie.

Lénine, à son arrivée, prit une position très circonspecte en cette matière. " Le mouvement agraire – disait-il le 14 avril – n'est qu'une prévision, mais non un fait... Il faut compter avec la possibilité de voir la paysannerie s'unir à la bourgeoisie. " Ce n'était pas une pensée jetée au hasard. Au contraire, Lénine y revient avec insistance à divers propos. A la conférence du parti, il déclare, le 24 avril, se prononçant contre les " vieux bolcheviks " qui l'accusaient de sous-estimer la paysannerie : " Il n'est pas admissible que le parti prolétarien place actuellement ses espérances en une communauté d'intérêts avec la paysannerie. Nous militons pour que la paysannerie passe de notre côté, mais elle se tient, consciemment, jusqu'à un certain degré, du côté des capitalistes. " Cela montre, entre autres choses, combien Lénine était loin de la théorie que plus tard les épigones lui attribuèrent d'une perpétuelle harmonie des intérêts du prolétariat et de la paysannerie. Admettant que la paysannerie, en tant que caste, pût agir en qualité de facteur révolutionnaire, Lénine se préparait cependant, en avril, à la pire variante, savoir à un bloc résistant des propriétaires nobles, de la bourgeoisie et des larges couches de la paysannerie. " Vouloir gagner le moujik en ce moment – disait-il – c'est se rendre à la merci de Milioukov. " D'où la conclusion : " Reporter le centre de gravité sur les soviets d'ouvriers agricoles. "

Mais ce fut la meilleure variante qui se réalisa. Le mouvement agraire devenait d'une prévision un fait, découvrant, pour un court moment, mais avec une force extraordinaire, la prépondérance des liens internes à la paysannerie sur les antagonismes capitalistes. Les soviets d'ouvriers agricoles ne prirent de l'importance qu'en peu d'endroits, mais principalement dans les provinces baltiques. En revanche, les comités agraires devenaient les organes de toute la paysannerie qui, par son écrasante pression, les transformait, de chambres de conciliation, en instruments de la révolution agraire.

Ce fait que la paysannerie dans son ensemble obtint encore une fois la possibilité, la dernière dans son histoire, d'agir en tant que facteur révolutionnaire, prouve en même temps la faiblesse des rapports capitalistes dans le village et leur force. L'économie bourgeoise est encore loin d'avoir résorbé les rapports agraires fondés sur la servitude médiévale. Cependant, le développement capitaliste a été poussé si loin qu'il a rendu les vieilles formes de la propriété agraire également intolérables pour toutes les couches rurales. L'enchevêtrement des domaines de nobles et des propriétés paysannes, souvent calculé consciemment de manière à transformer les droits du propriétaire noble en piège pour toute la communauté

paysanne ; l'éparpillement invraisemblable des terres du village ; enfin, le tout récent antagonisme entre la commune agricole et les fermiers individualistes – tout cela constituait, dans l'ensemble, une intolérable confusion des rapports agraires, d'où l'on ne pouvait se sortir par des mesures législatives partielles. Et les paysans sentaient cela mieux que tous les théoriciens de la question agraire. L'expérience de la vie, se modifiant dans une suite de générations, les ramenait toujours à une seule et même conclusion : il faut mettre une croix sur les droits hérités et acquis, touchant la terre, renverser tous les bornages, et remettre cette terre, débarrassée des sédiments historiques, à ceux qui la travaillent.

Tel était le sens des aphorismes du moujik : " La terre n'est à personne ", " la terre est à Dieu ", – et c'est dans le même sens que la paysannerie interprétait le programme socialiste-révolutionnaire de la *socialisation de la terre*. En dépit des théories populistes, il n'y avait pas là une once de socialisme. La révolution agraire la plus hardie ne dépassait pas encore, en soi et pour soi, les cadres du régime bourgeois. La socialisation qui devait soi-disant assurer à chaque travailleur " le droit à la terre ", représentait – les rapports du marché étant maintenus sans limitation – une évidente utopie. Le menchevisme critiquait cette utopie d'un point de vue libéralo-bourgeois. Le bolchevisme, par contre, mettait à jour cette tendance démocratique progressiste qui, dans la théorie des socialistes-révolutionnaires, trouvait son expression utopique. La révélation du véritable sens historique du problème agraire en Russie fut un des plus grands mérites de Lénine.

Milioukov a écrit que, pour lui, " sociologue et analyste de l'évolution historique de la Russie ", c'est-à-dire pour un homme qui contemple ce qui se passe des hauts sommets, " Lénine et Trotsky incarnaient un mouvement beaucoup plus proche de Pougatchev, de Razine, de Bolotnikov – xvii^{e} et xviii^{e} siècles de notre histoire – que des dernières vues de l'anarcho-syndicalisme européen ". Le grain de vérité contenu dans cette affirmation du sociologue libéral – si l'on met de côté " l'anarcho-syndicalisme " qui vient là on ne sait pourquoi – atteint non point les bolcheviks, mais bien plutôt la bourgeoisie russe, sa venue tardive et son insignifiance politique. Ce ne sont pas les bolcheviks qui sont coupables de ce que les grandioses mouvements paysans des siècles passés n'ont pas amené la démocratisation des rapports sociaux en Russie – faute d'une direction venant des villes, c'était irréalisable ! de même que les bolcheviks ne sont pas coupables de ce que la prétendue émancipation des paysans en 1861 fut effectuée au moyen d'une spoliation des terres communales, d'un assujettissement des paysans à l'État et d'un complet maintien du régime social. Une chose est vraie : les bolcheviks ont eu, dans le premier quart du xxe siècle, à parfaire ce qui n'avait pas été achevé ou pas du tout fait aux xvii^{e}, xviii^{e} et xix^{e} siècles. Avant de pouvoir aborder la grande tâche qui leur était propre, les bolcheviks ont été contraints de débarrasser le terrain du fumier historique des vieilles classes dirigeantes et des anciens siècles, et cette

tâche de surcroît a été remplie en tout cas par les bolcheviks très consciencieusement. Milioukov lui-même n'osera guère maintenant le nier.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

21 Regroupements dans les masses

Au quatrième mois de son existence, le régime de Février étouffait déjà dans ses propres contradictions. Juin commença par Congrès panrusse des soviets qui avait pour tâche de donner un camouflage politique à l'offensive sur le front. Le début de l'offensive coïncida, à Pétrograd, avec une grandiose manifestation des ouvriers et des soldats, qui fut organisée par les conciliateurs contre les bolcheviks, mais qui se transforma en manifestation bolcheviste contre les conciliateurs. L'indignation croissante des masses amena, quinze jours plus tard, une nouvelle manifestation qui éclata sans aucun appel d'en haut, conduisit à des rencontres sanglantes et s'inscrivit dans l'histoire sous le nom de " Journées de Juillet ". S'insérant exactement entre la Révolution de Février et celle d'Octobre, la demi-insurrection de Juillet clôt la première et est en quelque sorte une répétition générale de la seconde. Au seuil des " Journées de Juillet ", nous terminerons ce tome. Mais avant d'en revenir aux événements dont Pétrograd fut le théâtre en juin, il est indispensable de regarder de plus prés les processus qui eurent lieu dans les masses.

A un libéral qui affirmait, au début de mai, que plus le gouvernement allait à gauche, plus le pays allait à droite, Lénine répliqua : " Le " pays " des ouvriers et des paysans pauvres, je vous l'assure, citoyen, est mille fois plus à gauche que les Tchernov et les Tsérételli, et cent fois plus à gauche que nous-mêmes. Qui vivra verra. " Lénine estimait que les ouvriers et les paysans étaient " cent fois " plus à gauche que les bolcheviks. Cela pouvait sembler pour le moins peu motivé : car enfin les ouvriers et les soldats soutenaient encore les conciliateurs et, en majorité, se tenaient sur la réserve à l'égard des bolcheviks. Mais Lénine creusait plus profond. Les intérêts sociaux des masses, leur haine et leurs espoirs en étaient encore à chercher leur expression. La conciliation était pour elles une première étape. Les masses étaient infiniment plus à gauche que les Tchernov et les Tsérételli, mais ne réalisaient pas encore leur propre radicalisme. Lénine avait aussi raison de dire que les masses étaient plus à gauche que les bolcheviks, car le parti, dans son écrasante majorité, ne se rendait pas encore compte de la puissance des passions révolutionnaires qui bouillonnaient dans les entrailles du peuple réveillé. La révolte des masses était nourrie par la prolongation de la guerre, par le désarroi économique et par l'inaction pernicieuse du gouvernement.

L'immense plaine européo-asiatique n'était devenue un pays que grâce aux chemins de fer. La guerre frappait le plus durement les voies ferrées. Les transports étaient de plus en plus désorganisés. Le nombre des locomotives en mauvais état atteignait, sur certaines lignes, jusqu'à 50 %. Au Grand Quartier Général, de savants ingénieurs lisaient des rapports exposant qu'au plus tard dans six mois les transports par voie ferrée seraient complètement paralysés. Ces calculs étaient, consciemment pour une bonne part, destinés à semer la panique. Mais le désarroi des transports prenait effectivement des proportions menaçantes, créait sur les lignes des embouteillages, désorganisait la circulation des marchandises et entretenait la vie chère.

Le ravitaillement des villes devenait de plus en plus pénible. Le mouvement agraire avait déjà pu se créer des foyers dans quarante-trois provinces. Les arrivages de blé à l'armée et dans les cités diminuaient d'une façon alarmante. Dans les régions les plus fertiles du pays existaient encore, à vrai dire, des dizaines et des centaines de millions de pouds d'excédents de blé. Mais les opérations de stockage aux prix taxés donnaient des résultats tout à fait insuffisants ; en outre, même les grains stockés parvenaient difficilement aux centres, à cause du désarroi des transports. A partir de l'automne de 1916, le front recevait en moyenne environ la moitié du ravitaillement prévu. La ration de Pétrograd, de Moscou et des autres centres industriels ne dépassait pas 10 % de l'indispensable. Il n'y avait presque pas de réserves. Le niveau de la vie des masses urbaines oscillait entre la sous-alimentation et la foraine. L'avènement du gouvernement de coalition fut marqué par l'interdiction démocratique de boulanger du pain blanc. Dès lors il

s'écoulera plusieurs années avant que le " pain français " reparaisse dans la capitale. On manquait de beurre. En juin, la consommation du sucre fut limitée par des normes déterminées dans tout le pays.

Le mécanisme du marché, brisé par la guerre, ne fut pas remplacé par la réglementation d'État à laquelle se virent obligés de recourir les pays capitalistes avancés et qui, seule, permit à l'Allemagne de tenir pendant quatre ans de guerre.

Des symptômes catastrophiques de délabrement économique se manifestaient à chaque pas. La chute de la production des usines était provoquée, indépendamment du désarroi des transports, par l'usure extrême de l'outillage, par l'insuffisance des matières premières et des matériaux de complément, par l'instabilité de la main-d'œuvre, par un financement irrégulier, enfin par l'incertitude générale. Les plus grosses entreprises continuaient à travailler pour la guerre. Les commandes étaient réparties sur deux ou trois années d'avance. Or les ouvriers se refusaient à croire que la guerre dût se prolonger. Les journaux communiquaient des chiffres vertigineux des bénéfices de guerre. La vie renchérissait. Les ouvriers attendaient des changements. Le personnel technique et administratif des usines se groupa en syndicats et formula ses revendications ; dans ce milieu prédominaient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Le régime des usines se disloquait. Tous les écrous se relâchaient.

Les perspectives de la guerre et de l'économie générale s'obscurcissaient, les droits de propriété devenaient incertains, les profits baissaient, les dangers s'accroissaient, les patrons perdaient le goût de produire en des conditions de révolution. La bourgeoisie en son ensemble s'engageait dans la voie du défaitisme économique. Les pertes et dommage temporairement subis, du fait de la paralysie économique, étaient, à ses yeux, les faux frais de la lutte contre la révolution qui menaçait les bases de la " culture ". En même temps la presse bien pensante, de jour en jour, accusait les ouvriers de saboter insidieusement l'industrie, de dérober les matériaux, de brûler inconsidérément le combustible pour faire obstruction. La fausseté des accusations dépassait toutes limites. Et comme c'était la presse d'un parti qui se trouvait en fait à la tête du gouvernement de coalition, l'indignation des ouvriers se reportait naturellement sur le gouvernement provisoire.

Les industriels n'avaient pas oublié l'expérience de la Révolution de 1905, dans laquelle un lock-out bien organisé, avec l'assistance active du gouvernement, n'avait pas seulement brisé la lutte des ouvriers pour la journée de huit heures, mais avait rendu à la monarchie un service inappréciable pour l'écrasement de la révolution. La question du lock-out fut, cette fois encore, mise à l'examen au Conseil des congrès de l'Industrie et du Commerce, ainsi s'appelait innocemment l'organe de combat du

capital trusté et syndiqué. Un des dirigeants de l'industrie, l'ingénieur Auerbach, expliqua plus tard, dans ses mémoires, pourquoi l'idée du lock-out avait été rejetée : " Cela aurait eu l'air d'un coup de poignard dans le dos de l'armée... Les conséquences d'une pareille démarche, *vu le manque d'appui du côté du gouvernement*, apparaissaient extrêmement sombres à la majorité. " Le malheur venait de l'absence d'un " vrai " pouvoir. Le gouvernement provisoire était paralysé par les soviets ; les leaders raisonnables des soviets par les masses ; les ouvriers, dans les usines, étaient armés ; en outre, presque chaque usine comptait dans son voisinage un régiment ou un bataillon amicalement disposé. Dans ces conditions, le lock-out parut à messieurs les industriels " odieux du point de vue national ". Mais, sans renoncer du tout à l'offensive, ils l'adaptèrent seulement aux circonstances, lui donnant un caractère non simultané mais larvé. Selon l'expression diplomatique d'Auerbach, les industriels " en vinrent finalement à conclure que la leçon de choses serait donnée par la vie même : par l'inévitable, progressive clôture des fabriques, chacun agissant en quelque sorte isolément – ce que, bientôt, l'on put observer en effet ". En d'autres termes, rejetant un lock-out démonstratif, comme comportant " une énorme responsabilité ", le Conseil de l'Industrie unifiée invita ses membres à fermer les entreprises isolément, en recherchant des prétextes plausibles.

Le plan du lock-out larvé fut appliqué avec une remarquable méthode. Les leaders du capital, tels que le cadet Kutler, ancien ministre du cabinet Witte, faisaient d'imposantes conférences sur la ruine de l'industrie, qu'ils mettaient d'ailleurs sur le compte non de trois années de guerre, mais de trois mois de révolution. " Encore deux ou trois semaines – prophétisait l'impatiente *Rietch* – et les fabriques et usines commenceront à se fermer l'une après l'autre. " Sous forme de prédiction se voile ici la menace. Ingénieurs, professeurs, journalistes ouvrirent dans la presse technique et dans la presse courante une campagne démontrant que mater les ouvriers était la condition essentielle de salut. Le ministre Konovalov, industriel, déclara, le 17 mai, à la veille de sortir démonstrativement du gouvernement : " Si, très prochainement, ne reviennent pas à la raison les esprits troublés,… nous serons témoins de la fermeture de dizaines et de centaines d'entreprises. "

Au milieu de juin, le Congrès du Commerce et de l'Industrie exige du gouvernement provisoire " une rupture radicale avec le système de développement de la révolution ". Nous avons déjà entendu la même réclamation du côté des généraux : " Arrêtez la révolution. " Mais les industriels sont plus précis : " La source du mal est non seulement dans les bolcheviks, mais même dans les partis socialistes. La Russie ne peut être sauvée que par une poigne solide, une main de fer ".

Après avoir préparé la situation politique, les industriels passèrent de la parole

à l'action. Dans le courant de mars et d'avril, cent vingt-neuf petites entreprises, comptant neuf mille ouvriers, furent fermées ; dans le courant de mai, cent huit entreprises avec le même nombre d'ouvriers ; en juin, l'on ferme déjà cent vingt cinq entreprises comptant trente-huit mille ouvriers ; en juillet, deux cent six entreprises jettent dans la rue quarante-huit mille ouvriers. Le lock-out s'étend en progression géométrique. Mais ce n'est qu'un début. Moscou textile s'ébranle après Pétrograd, la province après Moscou. Les entrepreneurs alléguaient le manque de combustible, de matières premières, de matériaux auxiliaires, de crédits. Les comités d'usines intervinrent et, en de nombreux cas, signalèrent, d'une façon absolument incontestable, une perfide désorganisation de la production, visant à faire pression sur les ouvriers ou à extorquer des subsides au gouvernement. Particulièrement impudents se montrèrent les capitalistes étrangers qui agissaient par l'entremise de leurs ambassades. En certains cas, le sabotage était tellement évident qu'en résultat des révélations faites par les comités d'usines, les industriels se trouvaient forcés de rouvrir les entreprises. Ainsi, en dépouillant les contradictions sociales, l'une après l'autre, la révolution se trouva bientôt en présence de la principale d'entre elles ; entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production. Pour vaincre les ouvriers, l'entrepreneur ferme l'usine comme s'il s'agissait seulement de sa tabatière et non d'un établissement indispensable à la vie de toute la nation.

Les banques, ayant boycotté avec succès l'emprunt de la liberté, prirent une attitude combative à l'égard des attentats du fisc dirigés contre le gros capital. Dans une lettre adressée au ministre des Finances, les banquiers " prédisaient " l'évasion des capitaux à l'étranger et le transfert des papiers-valeurs dans les coffres-forts en cas de réformes financières radicales. En d'autres termes, les patriotes de la banque menaçaient d'un lock-out financier complétant celui de l'industrie. Le gouvernement se hâta de mettre les pouces : les organisateurs du sabotage n'étaient-ils pas des gens solides qui avaient dû, à cause de la guerre et de la révolution, risquer leurs capitaux, et non point de ces matelots de Cronstadt qui ne risquaient rien d'autre que leur propre vie ?

Le Comité exécutif ne pouvait se dispenser de comprendre que la responsabilité pour les destinées économiques du pays, surtout après l'adhésion ouverte des socialistes au pouvoir, retomberait aux yeux des masses sur la majorité soviétique dirigeante. La section économique du Comité exécutif élabora un large programme de réglementation par l'État de la vie économique. Sous la pression d'une situation menaçante, les propositions d'économistes très modérés se trouvèrent beaucoup plus radicales que leurs auteurs. " En de nombreux domaines de l'industrie disait le programme – les temps sont mûrs pour un monopole d'État du commerce pain, viande, sel, cuirs) ; en d'autres domaines, les conditions sont assez avancées pour la formation de trusts réglementés par l'État (charbon, pétrole,

métaux, sucre, papier) et, enfin, pour presque toutes les branches de l'industrie, les conditions actuelles exigent une participation régulatrice de l'État dans la répartition des matières premières, dans l'élaboration des produits, ainsi que la fixation des prix... En même temps, il convient d'établir un contrôle sur tous les établissements de crédit. "

Le 16 mai, le Comité exécutif, les leaders politiques perdant la tête, adopta les propositions de ses économistes presque sans débats et les renforça par un original avertissement au gouvernement : celui-ci doit prendre sur lui " la tâche d'une organisation rationnelle de l'économie publique et du travail ", se rappelant bien que, faute d'avoir rempli cette tâche, " l'ancien régime est tombé " et que le " gouvernement provisoire a dû se transformer ". Pour se donner du courage, les conciliateurs se faisaient peur à eux-mêmes.

" Programme magnifique – écrivait Lénine – et un contrôle, et des trusts étatisés, et la lutte contre la spéculation, et le service obligatoire du travail... On est obligé de reconnaître le programme de l' " affreux " bolchevisme, car il ne peut y avoir d'autre programme, d'autre issue devant le krach épouvantable qui menace effectivement... " Toute la question est, cependant, de savoir qui réalisera ce magnifique programme. Serait-ce la coalition ? La réponse vint immédiatement. Un jour après l'adoption par le Comité exécutif du programme économique, le ministre du Commerce et de l'Industrie Konovalov donna sa démission et sortit en faisant claquer les portes. Il fut provisoirement remplacé par l'ingénieur Paltchinsky, non moins fidèle mais plus énergique représentant du grand capital. Les ministres socialistes n'osèrent même pas proposer sérieusement le programme du Comité exécutif à leurs collègues libéraux. Car enfin Tchernov avait vainement essayé de faire admettre au gouvernement l'interdiction de la vente des terres !

En réponse aux difficultés croissantes, le gouvernement présenta, de son côté, un programme de dégagement de Pétrograd, c'est-à-dire de transfert des usines et des fabriques à l'intérieur du pays. Le projet était motivé par des considérations militaires – danger de voir la capitale prise par les Allemands – comme aussi par des considérations économiques : Pétrograd trop éloigné des sources de combustibles et de matières premières. Le dégagement eût signifié une liquidation de l'industrie de la capitale pour des mois et des années. Le but politique était de disperser sur toute l'étendue du pays l'avant-garde de la classe ouvrière. Parallèlement à cela, les autorités militaires trouvaient des prétextes, l'un après l'autre, pour éloigner de Pétrograd les troupes d'esprit révolutionnaire.

Paltchinsky employa tous ses efforts à persuader la section ouvrière du Soviet des avantages du dégagement. Il était impossible de procéder à l'évacuation contre la volonté ouvrière, et les ouvriers pourtant ne consentaient pas. Le dégagement de la capitale avançait aussi peu que la réglementation de l'industrie. Le désarroi

s'aggravait, les prix montaient, le lock-out larvé prenait de l'extension, et le chômage en même temps. Le gouvernement piétinait sur place. Milioukov a écrit plus tard : " Le ministère se laissait simplement aller au fil du courant, et le courant portait au lit du bolchevisme. " Oui, le courant menait au bolchevisme.

Le prolétariat était la principale force motrice de la révolution. En même temps, la révolution formait le prolétariat. Ce dont il avait bien besoin.

Nous avons vu quel fut le rôle décisif des ouvriers de Pétrograd dans les journées de Février. A la pointe du combat se trouvaient les bolcheviks. Après l'insurrection, cependant, ils se retirent subitement quelque part à l'arrière-plan. L'avant-scène politique est occupée par les partis conciliateurs. Ils transmettent le pouvoir à la bourgeoisie libérale. Le drapeau du bloc est celui du patriotisme. L'assaut qu'il donne est si violent que la direction du parti bolchevik, du moins pour la moitié, capitule sous l'attaque. A l'arrivée de Lénine, le cours du parti se modifie brusquement et, en même temps, son influence augmente rapidement. Dans la manifestation armée d'avril, l'avant-garde des ouvriers et des soldats tente déjà de briser les chaînes de la conciliation. Mais, après le premier effort, elle bat en retraite. Les conciliateurs restent au gouvernail.

Plus tard, après l'insurrection d'Octobre, on a maintes fois écrit que les bolcheviks devaient leur victoire à l'armée paysanne, lasse de la guerre. C'est une explication très superficielle. Une affirmation contraire sera plus proche de la vérité : si les conciliateurs ont obtenu dans la Révolution de Février une situation dominante, c'est, avant tout, à cause de la place exceptionnelle que l'armée paysanne occupait dans la vie du pays. Si la révolution avait éclaté en temps de paix, le rôle dirigeant du prolétariat aurait eu, dès le début, un caractère beaucoup plus marqué.

Sans guerre, la victoire révolutionnaire serait venue plus tard, et, abstraction faites des victimes de la guerre, aurait été payée plus chèrement. Mais elle n'aurait pas laissé de place pour un débordement d'opinions conciliatrices et patriotiques. En tout cas, les marxistes russes qui avaient pronostiqué, longtemps avant les événements, la conquête du pouvoir par le prolétariat au cours de la révolution bourgeoise, se basaient non sur l'état d'opinion passager de l'armée paysanne, mais sur la structure de classes de la société russe. Cette prévision fut totalement confirmée. Mais les rapports essentiels entre classes se réfractèrent à travers la guerre, et pour un temps, se transposèrent sous la pression de l'armée, c'est-à-dire d'une organisation de paysans déclassés et pourvus d'armes. C'est précisément cette formation sociale artificielle qui consolida extrêmement les positions de la petite bourgeoisie conciliatrice et créa pour elle la possibilité de faire, pendant huit mois, des expériences qui affaiblirent le pays et la révolution.

Cependant, la question de la politique conciliatrice n'a pas toutes ses racines dans l'armée paysanne. Dans le prolétariat lui-même, dans sa composition, dans son niveau politique, il faut chercher les causes complémentaires de la prépondérance passagère des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. La guerre avait apporté de formidables changements dans la composition et dans l'état d'esprit de la classe ouvrière. Si les années précédentes avaient été une période de montée du flot révolutionnaire, la guerre avait brusquement interrompu ce processus. La mobilisation avait été conçue et appliquée non seulement dans un sens militaire, mais, avant tout, d'un point de vue policier. Le gouvernement se hâta d'épurer les régions industrielles de leurs éléments ouvriers les plus actifs et les plus turbulents. On peut considérer comme parfaitement établi que la mobilisation, dans les premiers mois de la guerre, enleva à l'industrie jusqu'à quarante pour cent d'ouvriers, pour la plupart qualifiés. Leur absence, très douloureusement ressentie dans la production, appela des protestations des industriels, d'autant plus vives que les bénéfices des industries de guerre étaient plus élevés. Dans la suite, la destruction des cadres ouvriers fut interrompue. Les ouvriers indispensables à l'industrie restèrent en qualité de mobilisés aux usines. Les brèches ouvertes par la mobilisation étaient comblées par de nouveaux venus des campagnes, par de petites gens des villes, par des ouvriers peu qualifiés, par des femmes, des adolescents. Le pourcentage des femmes dans l'industrie s'éleva de trente-deux à quarante.

Le processus de transformation et de délayage du prolétariat prit une extension exceptionnelle précisément dans la capitale. Pendant les années de guerre, de 1914 à 1917, le nombre des grosses entreprises qui occupaient plus de cinq cents ouvriers doubla presque dans le gouvernement de Pétrograd. Par suite de la liquidation des usines et des fabriques en Pologne et surtout dans les provinces de la Baltique, par suite principalement de l'augmentation générale des industries de guerre, il y eut, à Pétrograd, vers 1917, une concentration d'environ quatre cent mille ouvriers dans les fabriques et les usines. Dans ce nombre, trois cent trente-cinq mille étaient attachés à cent quarante usines géantes. Les éléments les plus combatifs du prolétariat de Pétrograd jouèrent au front un rôle non négligeable dans la formation de la mentalité révolutionnaire de l'armée. Mais ceux qui les avaient remplacés de la veille, nouveaux venus des campagnes, fréquemment paysans aisés et boutiquiers, embusqués dans les usines pour échapper au front, femmes et adolescents, étaient beaucoup plus dociles que les ouvriers du cadre. A cela il faut ajouter que les ouvriers qualifiés, se trouvant dans la situation de mobilisés aux usines – et l'on en comptait des centaines de mille – se conduisaient avec une extrême prudence, craignant d'être expédiés au front. Telle est la base sociale de la mentalité patriotique qui gagna une partie des ouvriers déjà du temps du tsar.

Mais ce patriotisme n'avait pas de stabilité. L'implacable oppression militaire

et policière, l'exploitation redoublée, les défaites au front et le désarroi économique poussaient les ouvriers à la lutte. Les grèves, pendant la guerre, eurent pourtant un caractère principalement économique et différèrent par beaucoup plus de modération de celles d'avant-guerre. L'affaiblissement de la classe s'aggravait de l'affaiblissement de son parti. Après l'arrestation et la déportation des députés bolcheviks, on procéda, avec l'aide d'agents provocateurs hiérarchiquement organisés d'avance, à une destruction générale des organisations bolchevistes et le parti ne put s'en relever jusqu'à l'insurrection de Février. Pendant les années 1915 et 1916, la classe ouvrière désagrégée dut passer par une école élémentaire de lutte, cela jusqu'en février 1917, où des grèves économiques partielles et des manifestations de femmes affamées purent fusionner en une grève générale et entraîner l'armée dans l'insurrection.

Ainsi, dans la Révolution de Février, le prolétariat de Pétrograd entra non seulement avec des effectifs extrêmement hétérogènes qui n'avaient pu encore s'amalgamer, mais de plus avec un niveau politique diminué même dans ses couches les plus avancées. En province, cela marchait encore plus mal. C'est seulement cette rechute, causée par la guerre, dans l'ignorance ou la demi-ignorance politique du prolétariat, qui créa une condition seconde pour la domination provisoire des partis conciliateurs.

La révolution instruit, et le fait rapidement. Là est sa force. Chaque semaine apportait aux masses quelque chose de nouveau. Deux mois faisaient une époque. A la fin de février – insurrection. A la fin d'avril – manifestation des ouvriers et soldats armés dans Pétrograd. Au début de juillet, nouvelle manifestation, avec beaucoup plus d'ampleur et des mots d'ordre plus résolus. A la fin d'août – la tentative de coup d'État de Kornilov, repoussée par les masses. A la fin d'octobre – conquête du pouvoir par les bolcheviks. Sous ce rythme des événements d'une régularité frappante s'accomplissaient de profonds processus moléculaires qui soudaient en un tout politique les éléments hétérogènes de la classe ouvrière. Et c'était encore la grève qui jouait là un rôle décisif.

Terrifiés par le coup de tonnerre de la révolution qui frappait en plein dans une bacchanale de bénéfices de guerre, les industriels, dans les premières semaines, firent des concessions aux ouvriers. Les usiniers de Pétrograd consentirent même, avec des réserves et des restrictions, à la journée de huit heures. Mais cela ne donnait pas le calme, vu que le niveau des conditions d'existence baissait constamment. En mai, le Comité exécutif fut forcé de constater que, la vie devenant de plus en plus chère, la situation des ouvriers " était, pour de nombreuses catégories à la limite d'une disette chronique ". Dans les quartiers ouvriers, la nervosité et la tension des esprits devenaient de plus en plus grandes. C'était le manque de perspectives qui pesait le plus. Les masses sont capables de supporter

les plus pénibles privations quand elles comprennent pour quelle cause. Mais le nouveau régime se dévoilait de plus en plus devant elles comme un camouflage des anciens rapports sociaux contre lesquels elles s'étaient soulevées en février. Elles ne pouvaient tolérer cela.

Les grèves prennent un caractère particulièrement violent dans les couches ouvrières les plus arriérées et les plus exploitées. Les blanchisseuses, les ouvriers teinturiers, les tonneliers, les employés du commerce et de l'industrie, les ouvriers du bâtiment, [es bronzeurs, les peintres, les manœuvres, les cordonniers, les artisans du cartonnage, les ouvriers charcutiers, les menuisiers font grève, successivement, pendant tout le mois de juin. Les métallurgistes, par contre, commencent à jouer un rôle modérateur. Pour les ouvriers avancés, il devenait de plus en plus clair que des grèves économiques partielles, dans les conditions de la guerre, du désarroi et de l'inflation, ne pouvaient apporter de sérieuses améliorations, qu'il fallait modifier de quelque façon les bases mêmes. Le lock-out n'ouvrait pas seulement l'esprit des ouvriers à la revendication d'un contrôle sur l'industrie, mais les poussait à l'idée de la nécessité de mettre les usines à la disposition de l'État. Cette déduction paraissait d'autant plus naturelle que la plupart des usines privées travaillaient pour la guerre et qu'à côté d'elles il existait des entreprises d'État du même type. Dès l'été de 1917 surviennent à la capitale, venant de différents points de la Russie, des délégations d'ouvriers et d'employés qui demandent que les usines soient mises à la disposition du Trésor, vu que les actionnaires ont cessé les versements. Mais le gouvernement ne voulait même pas entendre parler de cela. Il fallait, par conséquent, changer de gouvernement. Les conciliateurs s'y opposaient. Les ouvriers tournaient front contre les conciliateurs.

L'usine Poutilov, comptant quarante mille ouvriers, sembla, dans les premiers mois de la révolution, être la citadelle des socialistes-révolutionnaires. Mais sa garnison ne résista pas longtemps aux bolcheviks. A la tête des assaillants, l'on pouvait voir le plus souvent Volodarsky. Juif, tailleur de son métier, ayant vécu des années en Amérique et possédant bien l'anglais, Volodarsky était un excellent orateur pour les masses, logique, inventif et crâne. Certain accent américain donnait une expression toute particulière à sa voix sonore qui tintait nettement dans des réunions de milliers d'hommes. " A partir du moment où il se montra dans le rayon de Narva – raconte l'ouvrier Minitchev – à l'usine Poutilov, le terrain commença à trembler sous les pieds de messieurs les socialistes-révolutionnaires, et, en quelque deux mois, les ouvriers de Poutilov suivirent les bolcheviks. "

La croissance des grèves et, en général, de la lutte de classes augmentait presque automatiquement l'influence des bolcheviks. Toutes les fois qu'il s'agissait de leurs intérêts vitaux, les ouvriers comprenaient bien que les bolcheviks n'avaient pas d'arrière-pensée, qu'ils ne cachaient rien et que l'on pouvait compter sur eux.

Aux heures de conflits, tous les ouvriers, sans-parti, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, se dirigeaient vers les bolcheviks. Ainsi s'explique le fait que les comités d'usines et de fabriques qui menaient la lutte pour l'existence de leurs établissements contre le sabotage de l'administration et des propriétaires, passèrent aux bolcheviks beaucoup plus tôt que le Soviet. A la conférence des comités de fabriques et d'usines de Pétrograd et de la banlieue, au début de juin, trois cent trente cinq voix sur quatre cent vingt et une se prononcèrent pour la résolution bolcheviste. Ce fait passa complètement inaperçu de la grande presse. Pourtant, il signifiait que, dans les questions essentielles de la vie économique, le prolétariat de Pétrograd, sans avoir encore eu le temps de rompre avec les conciliateurs s'était effectivement rangé du côté des bolcheviks.

A la conférence des syndicats, en juin, il se trouva qu'il existait à Pétrograd plus de cinquante syndicats, comptant au moins deux cent cinquante mille membres. Le syndicat des métallurgistes réunissait environ cent mille ouvriers. Pendant le seul mois de mai, le nombre de ses membres avait doublé. L'influence des bolcheviks dans les syndicats s'accroissait encore plus rapidement.

Toutes les élections partielles aux soviets donnaient la victoire aux bolcheviks. Au Ier juin, dans le soviet de Moscou, il y avait déjà deux cent six bolcheviks contre cent soixante-douze mencheviks et cent dix socialistes-révolutionnaires. Les mêmes poussées se produisaient en province, quoique plus lentement. Le nombre des membres du parti augmentait constamment. A la fin d'avril, l'organisation de Pétrograd comptait environ quinze mille membres, à la fin de juin plus de trente-deux mille.

La section ouvrière du Soviet de Pétrograd avait déjà à ce moment une majorité bolcheviste. Mais, dans les séances où se rejoignaient les deux sections, les bolcheviks étaient écrasés par les délégués soldats. La *Pravda* réclamait, avec une insistance de plus en plus grande, de nouvelles élections : " Les cinq cent mille ouvriers de Pétrograd ont au Soviet quatre fois moins de délégués que les cent cinquante mille hommes de la garnison. "

Au Congrès des soviets, en juin, Lénine réclamait de sérieuses mesures de luttes contre les lock-out, le pillage et le bouleversement de la vie économique organisés par les industriels et les banquiers. " Publiez les bénéfices de messieurs les capitalistes, arrêtez cinquante ou cent des plus gros millionnaires. Il suffit de les garder quelques semaines, au besoin même avec un régime de faveur comme celui qui est fait à Nicolas Romanov, dans le simple but de les contraindre à déceler les finasseries, les traquenards, les canailleries, le mercantilisme qui, même sous le nouveau gouvernement, coûtent des millions à notre pays. " Les leaders du Soviet considéraient la proposition de Lénine comme monstrueuse. " Est-il possible, en exerçant des violences sur tels ou tels capitalistes, de modifier les lois de la vie

économique ? " Ce fait que les industriels dictaient leurs lois en complotant contre la nation était accepté comme étant dans l'ordre des choses. Kérensky, projetant sur Lénine les foudres de son indignation, n'hésita pas, un mois plus tard, à arrêter de nombreux milliers d'ouvriers qui n'étaient pas d'accord avec les industriels sur le sens des " lois de la vie économique ".

La liaison entre l'économique et la politique se dévoilait. L'État, ayant coutume d'agir en qualité de principe mystique, instrumentait maintenant de plus en plus souvent sous sa forme la plus primitive, c'est-à-dire au moyen de détachements armés. Les ouvriers, en divers points du pays, amenaient de force au Soviet ou bien mettaient aux arrêts chez lui l'entrepreneur qui refusait de faire des concessions ou bien même d'entrer en pourparlers. Il n'est pas étonnant que la milice ouvrière soit devenue l'objet de l'aversion particulière des classes possédantes.

La décision du Comité exécutif, ordonnant primitivement l'armement de dix pour cent des ouvriers, n'était pas mise à exécution. Mais les ouvriers n'en réussissaient pas moins, partiellement, à s'armer, et, dans les rangs de la milice, s'introduisaient les éléments les plus actifs. La direction de la milice ouvrière se concentrait entre les mains des comités d'usine, et la direction des comités d'usine passait de plus en plus aux mains des bolcheviks. Un ouvrier de l'usine Postavchtchik, à Moscou, raconte ceci : " Le I^{er} juin, dès que fut élu le nouveau comité d'usine, composé en majorité de bolcheviks, on forma un détachement d'environ quatre-vingts hommes, lequel, à défaut d'armes, faisait l'exercice avec des bâtons sous la direction d'un vieux soldat, le camarade Lévakov. "

La presse accusait la milice de violences, de réquisitions et d'arrestations illégales. Sans aucun doute, la milice employait la violence : elle était précisément faite pour cela. Son crime était, cependant, d'user de violence à l'égard des représentants de la classe qui n'était pas habituée à l'endurer et ne voulait pas s'y accoutumer.

A l'usine Poutilov, qui jouait un rôle dirigeant dans la lutte pour le relèvement des salaires, une conférence se réunit, le 23 juin, avec la participation des représentants du Soviet central des comités de fabriques et d'usines, du Bureau central des syndicats et de soixante-treize usines. Sous l'influence des bolcheviks, la conférence reconnut que la grève de l'usine, dans les conditions présentes, pouvait entraîner " une lutte politique inorganisée des ouvriers de Pétrograd ", et, par conséquent, proposa aux ouvriers de Poutilov " de contenir leur légitime indignation " et de préparer leurs forces pour une action générale.

A la veille de cette importante conférence, la fraction des bolcheviks avertissait le Comité exécutif : " Une masse de quarante mille personnes... peut d'un jour à l'autre se mettre en grève et descendre dans la rue. Elle serait déjà en mouvement si

elle n'était pas retenue par notre parti, mais rien ne garantit que l'on réussisse encore à la retenir. Or, un déclenchement des ouvriers de Poutilov – là-dessus, il ne peut y avoir de doute – provoquera inévitablement l'entrée en action de la majorité des ouvriers et soldats. "

Les leaders du Comité exécutif voyaient en de tels avertissements de la démagogie, ou bien, tout simplement, faisaient la sourde oreille, sauvegardant leur tranquillité. Eux-mêmes avaient presque complètement cessé de fréquenter les usines et les casernes, étant déjà devenus des personnages odieux pour les ouvriers et les soldats. Seuls, les bolcheviks jouissaient d'une autorité qui leur permettait de prévenir, chez les ouvriers et les soldats, une action dispersée. Mais déjà l'impatience des masses, parfois, se retournait même contre les bolcheviks.

Dans les usines et dans la flotte apparurent les anarchistes. Comme toujours, en présence de grands événements et de grandes masses, ils manifestaient leur inconsistance organique. Ils niaient d'autant plus facilement le pouvoir d'État qu'ils ne comprenaient pas du tout l'importance du Soviet comme organe du nouvel État. D'ailleurs, abasourdis par la révolution, ils gardaient le plus souvent le silence, tout simplement, sur la question de l'État. Ils manifestaient leur autonomie, principalement, dans le domaine d'un médiocre putschisme. L'impasse économique et l'exaspération croissante des ouvriers de Pétrograd créaient pour les anarchistes certaines positions d'appui. Incapables d'évaluer sérieusement le rapport des forces sur toute l'échelle nationale, prêts à considérer chaque poussée d'en bas comme le dernier coup de la délivrance, ils accusaient parfois les bolcheviks de pusillanimité et même de conciliation. Mais, d'ordinaire, ils se bornaient à grogner. La réaction des masses devant les manifestations des anarchistes permettait parfois aux bolcheviks de mesurer le degré de pression de la vapeur révolutionnaire.

Les matelots qui avaient fêté l'arrivée de Lénine à la gare de Finlande déclarèrent, quinze jours plus tard, sous la poussée de patriotisme venant de toutes parts : " Si nous avions su... par quels chemins il nous est arrivé, on aurait entendu, au lieu de nos hourras d'enthousiasme, nos cris d'indignation : " A bas ! Retourne au pays par lequel tu es venu chez nous ! ... " Les soviets de soldats, en Crimée, l'un après l'autre, menaçaient de s'opposer par les armes à l'entrée de Lénine dans la presqu'île patriote qu'il n'avait d'ailleurs nullement l'intention de visiter. Le régiment volhynien, coryphée du 27 février, décida même, dans son effervescence, d'arrêter Lénine, si bien que le Comité exécutif se jugea forcé de prendre des mesures de sauvegarde. De tels états d'esprit ne se dissipèrent pas définitivement jusqu'à l'offensive de juin et ils eurent des retours de flamme après les Journées de Juillet. En même temps, dans les garnisons les plus perdues, dans de lointains secteurs du front, les soldats parlaient de plus en plus hardiment le langage du bolchevisme, le plus souvent sans s'en douter.

Les bolcheviks, dans les régiments, se comptaient par unités, mais les mots d'ordre du bolchevisme pénétraient de plus en plus profondément. Ils naissaient en quelque sorte spontanément sur tous les points du pays. Les observateurs libéraux ne voyaient en tout cela rien d'autre que de l'ignorance et du chaos. La *Rietch* écrivait : " Notre patrie se transforme positivement en une sorte de maison de fous où agissent et commandent des enragés, tandis que ceux qui n'ont pas encore perdu la raison s'écartent épouvantés et se serrent contre les murs. " C'est exactement en de pareils termes que " les modérés " ont soulagé leur âme dans toutes les révolutions. La presse conciliatrice se consolait à dire que les soldats, malgré tous les malentendus, ne voulaient rien savoir des bolcheviks. Or, le bolchevisme inconscient de la masse, reflétant la logique du développement, constituait la force irrésistible du parti de Lénine.

Le soldat Pireiko raconte qu'aux élections du front pour le congrès des soviets, il n'y eut d'élus, après trois jours de débats, que les socialistes-révolutionnaires, mais qu'immédiatement, malgré les protestations des leaders, les députés soldats adoptèrent une résolution sur la nécessité de saisir les terres des nobles sans attendre l'Assemblée constituante. " En général, dans les questions accessibles aux soldats, ils étaient plus à gauche que les plus extrémistes des extrêmes bolcheviks. " C'est précisément ce que Lénine avait en vue quand il disait que les masses étaient " cent fois plus à gauche que nous ".

Un employé aux écritures dans un atelier de motocyclettes, quelque part dans le gouvernement de Tauride, raconte que, fréquemment, après avoir lu un journal bourgeois, les soldats invectivent les bolcheviks inconnus et en viennent aussitôt à palabrer sur la nécessité de terminer la guerre et de confisquer les terres des nobles. Et ce sont ces mêmes patriotes qui juraient de ne pas laisser Lénine pénétrer en Crimée.

Les soldats des formidables garnisons de l'arrière languissaient sur place. Une immense agglomération d'hommes désœuvrés, attendant avec impatience un changement à leur sort, créait une nervosité qui se manifestait dans une constante prédisposition à faire connaître dans la rue leur mécontentement, dans d'incessantes allées et venues en tramway, grignotant comme par l'effet d'une épidémie de la graine de tournesol. Le soldat, avec sa capote négligemment jetée sur les épaules, une écale collant à la lèvre, devint, pour la presse bourgeoise, le personnage détestable entre tous. C'est lui que, pendant la guerre, l'on avait grossièrement flatté, ne le traitant pas autrement que de héros – ce qui n'empêchait pas qu'au front l'on faisait subir à ce héros le supplice des verges ; celui qu'après l'insurrection de Février l'on avait porté aux nues comme un émancipateur devint tout à coup un froussard, un traître, un fauteur de violence et un vendu à l'Allemagne. En vérité il n'y a point d'infamie que la presse patriotique n'ait attribuée aux soldats et aux

matelots russes.

Le Comité exécutif ne faisait autre chose que de se justifier, de combattre l'anarchie, d'étouffer les excès, d'expédier, dans son effarement, des feuilles d'enquête et des admonestations. Le président du Soviet de Tsaritsyne – cette ville était considérée comme le nid de " l'anarcho-bolchevisme " – à une question du centre sur la situation, répondit par cette phrase lapidaire : " Plus la garnison va à gauche, plus le bourgeois va à droite. " La formule de Tsaritsyne peut être étendue à tout le pays. Le soldat vers la gauche, le bourgeois vers la droite.

Quiconque, parmi les soldats, osait plus hardiment que les autres exprimer ce que tous sentaient, se voyait si opiniâtrement invectiver comme bolchevik par les supérieurs qu'il finissait par y croire. De la paix et de la terre, la pensée du soldat se reportait sur la question du pouvoir. L'écho de tels ou tels mots d'ordre du bolchevisme se transformait en une sympathie consciente pour le parti bolchevik. Dans le régiment volhynien qui, en avril, se disposait à arrêter Lénine, l'état des esprits, en deux mois, avait eu le temps de se modifier en faveur des bolcheviks. Il en était de même dans le régiment des Chasseurs (Jägersky) et dans le régiment lituanien. Les chasseurs lettons avaient été formés par l'autocratie dans le but d'utiliser pour la guerre la haine des paysans parcellaires et des ouvriers agricoles contre les barons de Livonie. Les régiments se battaient fort bien. Mais l'esprit d'hostilité entre classes sur lequel voulait s'appuyer la monarchie avait tracé sa propre route. Les chasseurs lettons furent parmi les premiers à rompre avec la monarchie et ensuite avec les conciliateurs. Dès le 17 mai, les représentants de huit régiments lettons adoptèrent à la presque unanimité le mot d'ordre bolchevik : " tout le pouvoir aux soviets ". Dans la marche ultérieure de la révolution, ils eurent à jouer un rôle considérable.

Un soldat inconnu écrit du front : " Aujourd'hui, 13 juin, il y a eu dans notre détachement une petite réunion et l'on a parlé de Lénine et de Kérensky ; les soldats sont, la plupart, pour Lénine, mais les officiers disent que Lénine est un bourgeois fieffé. " Après l'échec catastrophique de l'offensive, le nom de Kérensky, dans l'armée, devint absolument odieux.

Le 21 juin, les *junkers* parcourent les rues de Peterhof avec des drapeaux et des pancartes disant : " A bas les espions ! " " Vivent Kérensky et Broussilov ! " Les *junkers*, bien entendu, tenaient pour Broussilov. Les soldats du 4^{e} bataillon se jetèrent sur les *junkers* et les bousculèrent, dispersant la manifestation. L'irritation la plus forte fut provoquée par la pancarte en l'honneur de Kérensky.

L'offensive de juin accéléra extrêmement l'évolution politique de l'année. La popularité des bolcheviks, seul parti qui eût d'avance élevé la voix contre l'offensive, commença à s'accroître avec une extraordinaire rapidité. A vrai dire, les

journaux bolcheviks trouvaient difficilement accès dans l'armée. Leur tirage était extrêmement restreint, comparativement à celui de la presse libérale et en général patriote. " ... Même que nulle part on ne trouve un seul journal à vous – écrit à destination de Moscou une calleuse main de soldat – et nous profitons de votre journal seulement par ouï-dire. Ici on nous inonde de journaux bourgeois gratuits, on les distribue sur le front par paquets entiers. " Mais c'est précisément la presse patriote qui créait aux bolcheviks une popularité incomparable. Chaque protestation d'opprimés, chaque saisie de terres, chaque cas de représailles sur un officier détesté, étaient attribués par les journaux aux bolcheviks. Les soldats en concluaient que les bolcheviks parlaient en hommes justes.

Le commissaire de la 12^{e} armée envoyait à Kérensky, au début de juillet, un rapport sur l'état d'esprit des soldats : " Tout, en fin de compte, est imputé aux ministres bourgeois et au Soviet vendu aux bourgeois. Et, en somme, dans l'immense masse, ce sont des ténèbres impénétrables ; malheureusement, je dois constater que même les journaux, dans ces derniers temps, sont peu lus, qu'on se méfie complètement de la parole imprimée : " ce sont de beaux phraseurs ", " ils cherchent à nous bourrer le crâne "... Dans les premiers mois, les rapports des commissaires patriotes étaient, d'ordinaire, des dithyrambes en l'honneur de l'armée révolutionnaire, de sa haute conscience et de sa discipline. Mais quand, après quatre mois d'incessantes déceptions, l'armée retira sa confiance aux orateurs et publicistes gouvernementaux, les mêmes commissaires découvrirent en elle des " ténèbres impénétrables ".

Plus la garnison va vers la gauche, plus le bourgeois tourne à droite. Sous l'impulsion de l'offensive, les unions contre-révolutionnaires poussaient à Pétrograd comme des cèpes après la pluie. Elles se donnaient des noms tous plus sonores l'un que l'autre : Union pour l'honneur de la Patrie, Union du Devoir militaire, Bataillon de la Liberté, Organisation des Vaillants, etc. Sous ces magnifiques enseignes se dissimulaient les ambitions et les prétentions de la noblesse, des officiers, de la bureaucratie, de la bourgeoisie. Certaines de ces organisations, comme la Ligue militaire, l'Union des Chevaliers de Saint-Georges ou bien la Division des Volontaires, constituaient des cellules toutes prêtes pour une conjuration militaire. Agissant en qualité d'ardents patriotes, les chevaliers de " l'honneur " et de " la vaillance " non seulement se faisaient ouvrir facilement les portes des ambassades alliées, mais recevaient de temps à autre une subvention gouvernementale que, naguère, l'on avait refusée au Soviet, considéré comme " organisation privée ".

Un des rejetons de la famille de Souvorine, magnat du journalisme, entreprit alors la publication de la *Malenkaïa Gazeta (Petit Journal)* qui, en qualité d'organe du " socialisme indépendant " prêchait une dictature de fer, préconisant comme candidat l'amiral Koltchak. La presse plus sérieuse, sans mettre encore tous les

points sur les i, usait de tout pour faire à Koltchak une popularité. Ce qui, dans la suite, advint de l'amiral prouve que, dès le début de l'été de 1917, il s'agissait d'un large plan auquel s'attachait son nom et que derrière le dos de Souvorine se tenaient des cercles influents.

Obéissant à un simple calcul de tactique, la réaction, exception faite de quelques attaques brusquées, affectait de ne porter ses coups que contre les léninistes. Le nom de " bolchevik " devint synonyme d'un élément infernal. De même qu'avant la révolution, les chefs d'armée du tsar rejetaient la responsabilité de tous les malheurs, et notamment de leur propre bêtise, sur les espions allemands, particulièrement sur les " youpins " – ainsi, après le krach de l'offensive de juin, les insuccès et les défaites furent invariablement imputés aux bolcheviks. Dans ce domaine, les démocrates, dans le genre de Kérensky et de Tsérételli ne se distinguaient presque en rien des libéraux tels que Milioukov, ni même des partisans avoués du servage tels que le général Dénikine.

Comme il arrive toujours, lorsque les antagonismes ont atteint leur plus haute tension, mais que le moment de l'explosion n'est pas encore venu, les groupements des forces politiques se manifestaient plus ouvertement et nettement, non sur des questions essentielles, mais sur des questions accidentelles et accessoires. Un des paratonnerres désignés aux passions politiques, en ces semaines-là, fut Cronstadt. La vieille forteresse qui devait servir de fidèle sentinelle aux portes maritimes de la capitale impériale, avait levé plus d'une fois, jadis, le drapeau de l'insurrection. Malgré des répressions implacables, la flamme de la révolte ne s'était jamais éteinte à Cronstadt. Elle jaillit menaçante après l'insurrection. Le nom de la forteresse maritime devint bientôt, dans les pages de la presse patriotique, le synonyme des pires aspects de la révolution, c'est-à-dire du bolchevisme. En réalité, le Soviet de Cronstadt n'était pas encore bolchevik : on y comptait, en mai, cent sept bolcheviks, cent douze socialistes-révolutionnaires, trente mencheviks et quatre-vingt-dix-sept sans-parti. Mais c'étaient des socialistes-révolutionnaires et des sans-parti de Cronstadt, vivant sous haute pression : la majorité d'entre eux, pour les questions importantes, suivaient les bolcheviks .

Dans le domaine de la politique, les matelots de Cronstadt n'étaient enclins ni aux manœuvres, ni à la diplomatie. Ils avaient comme seul principe : sitôt dit, sitôt fait. Il n'est donc pas étonnant qu'à l'égard d'un gouvernement fantomatique ils aient été portés à des méthodes d'action extrêmement simplifiées. Le 13 mai, le Soviet prit cette décision : " Le seul pouvoir à Cronstadt est le Soviet des députés ouvriers et soldats. "

Le renvoi du commissaire du gouvernement, le cadet Pépéliaëv, dont le rôle était celui de la cinquième roue à un char passa dans la forteresse complètement inaperçu. Un ordre exemplaire fut maintenu. En ville, il y eut interdiction de jouer

aux cartes, on ferma tous les bouges, en les faisant évacuer. Sous menace de " confiscation des biens et d'envoi immédiat au front ", le Soviet interdit de circuler dans la rue en état d'ivresse. La menace fut plus d'une fois mise à exécution.

Endurcis dans le terrible régime de la flotte tsariste et de la forteresse maritime, accoutumés à un rude travail, aux sacrifices mais aussi aux sévices, les matelots, maintenant que s'entrouvrait le rideau d'une vie nouvelle dans laquelle ils sentaient qu'ils deviendraient les maîtres, tendirent tous leurs muscles pour se montrer dignes de la révolution. Ils se jetaient avidement, à Pétrograd, sur les amis et les ennemis, et les entraînaient presque par force jusqu'à Cronstadt pour leur montrer ce que c'était que des marins révolutionnaires dans la réalité. Une pareille tension morale ne pouvait, bien entendu, subsister perpétuellement, mais elle persista longtemps. Les marins de Cronstadt constituèrent une sorte d'Ordre militant de la révolution. Mais de quelle révolution ? Non point, en tout cas, de celle qui s'incarnait dans le ministre Tsérételli avec son commissaire Pépéliaëv. Cronstadt se dressait comme l'annonciateur d'une seconde révolution imminente. C'est pourquoi il était tellement détesté de tous ceux qui en avaient déjà bien assez et trop de la première.

L'éviction pacifique et imperceptible de Pépéliaëv fut présentée dans la presse de l'ordre presque comme un soulèvement armé contre l'unité de l'État. Le gouvernement porta plainte au soviet. Celui-ci désigna immédiatement une délégation pour influencer les marins. La machine du double pouvoir se mit en branle en grinçant. Le 24 mai, le Soviet de Cronstadt, avec la participation de Tsérételli et de Skobélev, consentit, sur les instances des bolcheviks, à reconnaître qu'en continuant la lutte pour le pouvoir des soviets, il était pratiquement obligé de se subordonner au gouvernement provisoire tant que le pouvoir des soviets ne serait pas établi dans tout le pays. Cependant, le surlendemain, sous la pression des matelots indignés de cette capitulation, le Soviet déclara que les ministres avaient seulement reçu une " explication " du point de vue de Cronstadt qui restait invariable. C'était une évidente faute de tactique derrière laquelle, cependant, ne se cachait rien d'autre qu'un point d'honneur révolutionnaire.

Chez les hauts dirigeants, il fut décidé de profiter de la bonne occasion pour donner aux gens de Cronstadt une leçon, en les forçant en même temps à racheter les fautes commises par eux précédemment. Ce fut, bien entendu, Tsérételli qui fit le procureur. Évoquant en termes pathétiques ses propres prisons, il incrimina particulièrement les homme de Cronstadt du fait qu'ils gardaient dans les casemates de la forteresse quatre-vingts officiers. Toute la presse bien pensante le soutint. Cependant, les journaux conciliateurs, c'est-à-dire ministériels, durent eux-mêmes reconnaître qu'il s'agissait " d'authentiques voleurs de la trésorerie " et " de gens qui avaient exercé à un degré épouvantable le droit du poing "... Les matelots-témoins –

d'après les *Izvestia*, feuille officieuse de Tsérételli lui-même – " déposent au sujet de l'écrasement (par les officiers maintenant arrêtés) du soulèvement de 1906, au sujet des fusillades en masse, des barges toutes remplies de cadavres de suppliciés qu'on immergeait dans la mer, et sur d'autres horreurs... ; ils racontent cela simplement, tout à fait comme des choses courantes ".

Les hommes de Cronstadt refusaient obstinément de livrer leurs détenus au gouvernement pour lequel les bourreaux et les concussionnaires de la caste noble étaient infiniment plus proches que les matelots exécutés en 1906 et en d'autres années. Ce n'est point par hasard, en effet, que le ministre de la Justice Péréverzev, dont Soukhanov dit avec indulgence que c'était " un des personnages louches du gouvernement de coalition ", relâchait systématiquement de la forteresse Pierre-et-Paul les plus infâmes représentants de la gendarmerie tsariste. Les parvenus de la démocratie s'efforçaient avant tout de prouver à la bureaucratie réactionnaire leur magnanimité.

Aux accusations de Tsérételli, les hommes de Cronstadt répondaient dans leur manifeste : " Les officiers, les gendarmes et les policiers que nous avons arrêtés pendant les journées révolutionnaires ont eux-mêmes déclaré aux représentants du gouvernement qu'ils n'ont à se plaindre en rien du traitement qui leur est fait par les surveillants de la prison. Il est vrai que les bâtiments de la prison de Cronstadt sont épouvantables. Mais ce sont ces édifices qui ont été justement construits par le tsarisme pour nous y enfermer. Nous n'en avons pas d'autres. Et si nous gardons dans ces prisons les ennemis du peuple, ce n'est pas par vengeance, c'est pour des motifs de sauvegarde révolutionnaire. "

Le 27 mai, les hommes de Cronstadt furent jugés par le Soviet de Pétrograd. Prenant leur défense, Trotsky avertissait Tsérételli que, dans le cas de danger, c'est-à-dire, " si un général contre-révolutionnaire essayait de passer la corde au cou de la révolution, les cadets savonneraient la corde, et qu'alors les matelots de Cronstadt viendraient lutter et mourir avec nous ". Cet avertissement se justifia trois mois plus tard avec une exactitude imprévue ; lorsque le général Kornilov fit une sédition et mena des troupes contre la capitale, Kérensky, Tsérételli et Skobélev appelèrent les matelots de Cronstadt à la défense du palais d'Hiver. Mais quoi ? En juin, messieurs les démocrates protégeaient l'ordre contre l'anarchie, et aucune argumentation, aucune prédiction n'avaient d'effet sur eux. A une majorité de cinq cent quatre-vingts voix contre cent soixante-deux, avec soixante-quatorze abstentions, Tsérételli fit adopter par le Soviet de Pétrograd une résolution déclarant " l'anarchique " Cronstadt déchue de la démocratie révolutionnaire.

Dès que le palais Marie, qui attendait avec impatience, apprit que la bulle d'excommunication était votée, le gouvernement fit immédiatement couper les communications téléphoniques des particuliers entre la capitale et la forteresse,

pour empêcher le centre bolchevik d'agir sur les hommes de Cronstadt, ordonna d'éloigner immédiatement des eaux de la forteresse tous les vaisseaux-écoles et exigea du Soviet " une soumission inconditionnée ". Le Congrès des députés paysans qui siégeait en ces jours-là menaça " de refuser aux hommes de Cronstadt tous produits de consommation ". La réaction qui se tenait derrière le dos des conciliateurs cherchait un dénouement définitif et, si possible, sanglant.

" L'acte inconsidéré du Soviet de Cronstadt – écrit Iougov, un des jeunes historiens – pouvait avoir des conséquences indésirables. Il fallait trouver un moyen convenable de sortir de la situation créée. C'est précisément dans ce but que Trotsky se rendit à Cronstadt, prit la parole au Soviet, et rédigea une déclaration qui fut adoptée par le Soviet et ensuite à l'unanimité, ratifiée, par les soins de Trotsky dans un meeting sur la place de l'Ancre. " Conservant leur position de principe, les hommes de Cronstadt faisaient des concessions dans la pratique.

Le règlement à l'amiable du conflit exaspéra définitivement la presse bourgeoise : l'anarchie règne dans la forteresse, on y imprime un papier-monnaie spécial – dont des fac-similés fantaisistes étaient reproduits dans les journaux – les biens de l'État sont mis au pillage, les femmes en socialisation, on se livre à des brigandages et à des orgies d'ivrognes. Les marins, qui étaient fiers d'avoir instauré chez eux un ordre sévère, serraient leurs poings solides à la lecture des journaux qui répandaient, par millions d'exemplaires, la calomnie sur eux dans toute la Russie.

Ayant obtenu livraison des officiers de Cronstadt, les autorités judiciaires de Péréverzev les relaxaient l'un après l'autre. Il serait extrêmement édifiant d'établir quels furent, parmi les libérés, ceux qui plus tard participèrent à la guerre civile, et combien de matelots, de soldats, d'ouvriers et de paysans furent fusillés et pendus par eux. Malheureusement, nous n'avons pas la possibilité de nous livrer ici à ces calculs instructifs.

L'autorité du gouvernement était sauvée. Mais les matelots obtinrent aussi, bientôt, satisfaction pour les outrages subis. De tous les points du pays commencèrent à arriver des résolutions félicitant Cronstadt rouge : de divers soviets parmi les plus à gauche, d'usines, de régiments, de meetings. Le Ier régiment de mitrailleurs, au complet, manifesta dans les rues de Pétrograd son estime envers les hommes de Cronstadt " pour leur ferme attitude de défiance à l'égard du gouvernement provisoire ".

Cronstadt se préparait cependant à prendre une revanche encore plus significative. Les avanies de la presse bourgeoise en firent un facteur d'une importance politique générale. " S'étant retranché dans Cronstadt – écrit Milioukov – le bolchevisme jetait sur la Russie un large filet de propagande, au moyen d'agitateurs convenablement instruits. Les émissaires de Cronstadt étaient expédiés

et au front, où ils sapaient la discipline, et à l'arrière, dans les campagnes, où ils provoquaient des pillages de propriétés. Le Soviet de Cronstadt munissait les émissaires d'attestations spéciales : " Un Tel est envoyé dans la province de... pour siéger, avec voix délibérative, dans les comités de district, de canton et de village, comme aussi pour parler dans les meetings et convoquer des réunions, à sa convenance, en n'importe quel endroit ", avec " le droit du port d'armes, du passage libre et gratuit sur toutes les voies ferrées et les bateaux ". En outre, " l'inviolabilité de la personne de l'agitateur désigné est garantie par le Soviet de la ville de Cronstadt ".

En dénonçant l'œuvre subversive des marins de la Baltique, Milioukov oublie seulement d'expliquer comment et pourquoi, malgré l'existence d'autorités, d'institutions et de journaux d'une grande sagesse, des matelots isolés, armés de l'étrange mandat du Soviet de Cronstadt, parcouraient tout le pays sans rencontrer d'obstacles, trouvaient partout le gîte et le couvert, étaient admis dans toutes les assemblées populaires, partout attentivement écoutés, et mettaient l'empreinte de leur rude main sur les événements historiques. L'historien au service de la politique libérale ne se pose même pas cette simple question. Or, le miracle de Cronstadt était concevable uniquement parce que les matelots exprimaient les exigences du développement historique beaucoup plus profondément que de très intelligents professeurs. Le mandat dépourvu d'orthographe se trouva, si l'on emploie le langage de Hegel, réel parce que rationnel. Tandis que les plans subjectifs les plus sagaces se trouvèrent illusoires, car il n'y avait pas même trace en eux de raison historique.

Les soviets se laissaient devancer par les comités d'usines. Les comités d'usines – par les masses. Les soldats – par les ouvriers. Dans une mesure encore plus grande, la province était en retard sur la capitale. Telle est l'inévitable dynamique du processus révolutionnaire qui engendre des milliers de contradictions pour, ensuite, comme par hasard, en passant, en se jouant, les surmonter et en créer aussitôt d'autres. Sur la dynamique révolutionnaire retardait aussi le parti, c'est-à-dire l'organisation qui, moins que toute autre, a le droit de se laisser devancer, surtout en temps de révolution. Dans des centres ouvriers tels qu'Ékatérinbourg, Perm, Toula, Nijni-Novgorod, Sormovo, Kolomna, Iouzovka, les bolcheviks ne se séparèrent des mencheviks qu'à la fin de mai. A Odessa, Nikolaïev, Élisavetgrad, Poltava et en d'autres points de l'Ukraine, les bolcheviks, au milieu de juin, n'avaient pas encore d'organisations autonomes. A Bakou, Zlatooust, Bejtesk, Kostroma, ils ne se séparèrent définitivement des mencheviks qu'à la fin de juin. Ces faits ne peuvent que sembler bien surprenants si l'on considère que, déjà, dans quatre mois, les bolcheviks allaient prendre le pouvoir. Combien grand s'était fait, pendant la guerre,

le retard du parti sur le processus moléculaire dans les masses, et combien la direction Kaménev-Staline en mars restait éloignée des grandes tâches historiques ! Le parti le plus révolutionnaire qu'ait connu jusqu'à ce jour l'histoire humaine fut néanmoins pris à l'improviste par les événements de la révolution. Il se reconstituait sous le feu et s'alignait sous la poussée des événements. Les masses se trouvèrent, au moment du tournant, " cent fois " plus à gauche que le parti d'extrême-gauche.

La progression de l'influence des bolcheviks, qui se produisit avec la vigueur d'un processus historique naturel, si on l'examine de plus près, révèle ses contradictions et ses zigzags, ses flux et ses reflux. Les masses ne sont pas homogènes et, d'ailleurs, n'apprennent à attiser le feu de la révolution qu'en s'y brûlant les doigts et en reculant alors. Les bolcheviks pouvaient seulement accélérer le processus d'apprentissage des masses. Ils expliquaient patiemment. Au surplus, pour cette fois, l'histoire n'abusa pas de leur patience.

Tandis que les bolcheviks, irrésistiblement, s'emparaient des usines, des fabriques et des régiments, les élections aux doumas démocratiques donnaient une énorme et apparemment croissante prépondérance aux conciliateurs. Telle fut une des contradictions les plus aiguës et les plus énigmatiques de la révolution. Il est vrai que la Douma du quartier de Vyborg, purement prolétarien, se prévalait de sa majorité bolcheviste. Mais c'était une exception. Aux élections municipales de Moscou, en juin, les socialistes-révolutionnaires recueillirent plus de 60 % des suffrages. Ce chiffre les stupéfia eux-mêmes : ils ne pouvaient s'empêcher de sentir que leur influence allait rapidement vers son déclin. Pour comprendre les rapports entre le développement réel de la révolution et ses réfractions dans les miroirs de la démocratie, les élections de Moscou présentent un extraordinaire intérêt. Les couches avancées des ouvriers et des soldats se hâtaient déjà de se dégager des illusions conciliatrices. Pendant ce temps, les plus larges couches des petites gens de la ville commençaient seulement à bouger. Pour ces masses éparpillées, les élections démocratiques ouvraient peut-être une première possibilité et, en tout cas, une des rares occasions de se prononcer politiquement.

Alors que l'ouvrier, hier encore menchevik ou socialiste-révolutionnaire, votait pour le parti des bolcheviks, entraînant à sa suite le soldat – le cocher de fiacre, le portefaix, le garçon de cour, la commerçante, le boutiquier, son commis, l'instituteur, par un acte aussi héroïque que de donner un suffrage aux socialistes-révolutionnaires, sortaient pour la première fois de leur néant politique. Les couches petites-bourgeoises votaient avec retard pour Kérensky, parce qu'il incarnait à leurs yeux la Révolution de Février qui venait seulement, ce jour-là, de déferler jusqu'à elles. Avec ses 60 % de majorité socialiste-révolutionnaire, la Douma de Moscou brillait du dernier éclat d'un flambeau qui s'éteint. Il en fut ainsi pour tous les autres organes d'administration autonome de la démocratie. A peine

surgis ils se trouvaient déjà frappés d'impuissance pour cause de retard. Cela signifiait que la marche de la révolution dépend des ouvriers et des soldats et non de la poussière humaine que soulevaient et faisaient tourbillonner les rafales de la révolution.

Telle est la dialectique profonde et, en même temps, simple du réveil révolutionnaire des classes opprimées. La plus dangereuse des aberrations d'une révolution est en ceci que le compteur automatique de la démocratie fait une simple addition des faits de la veille, du jour et du lendemain, et incite ainsi les démocrates de pure forme à chercher la tête de la révolution là où se trouve en réalité son lourd arrière-train. Lénine instruisait son parti à distinguer la tête de l'arrière-train.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

22 Le Congrès des soviets et la manifestation de Juin

Le premier Congrès des soviets, qui donna à Kérensky sa sanction pour l'offensive, se réunit le 3 juin, à Pétrograd, dans l'édifice du Corps des Cadets (élèves-officiers). Il y avait au total 820 délégués avec voix délibérative et 268 avec voix consultative. Ils représentaient 305 soviets locaux, 53 soviets régionaux et provinciaux, les organisations du front, les institutions militaires de l'arrière et certaines organisations paysannes. Le droit de suffrage délibératif appartenait à ceux des soviets qui groupaient au moins 25 000 membres. Ceux qui groupaient de 10 000 à 25 000 membres avaient voix consultative. D'après ces normes qui, d'ailleurs, n'étaient guère rigoureusement observées, on peut supposer que le Congrès représentait plus de 20 millions d'hommes. Sur 777 délégués ayant fait connaître leur appartenance à un parti, il y avait 285 socialistes-révolutionnaires, 248 mencheviks, 105 bolcheviks; venaient ensuite des groupes moins considérables. L'aile gauche, c'est-à-dire les bolcheviks avec les internationalistes qui se rattachaient étroitement à eux, constituait moins du cinquième des délégués. Le Congrès se composait en majorité de gens qui, en mars, s'étaient fait inscrire comme socialistes et qui, en juin, se sentaient déjà las de la révolution. Pétrograd

devait leur sembler une ville de possédés.

Le Congrès commença par approuver l'expulsion de Grimm, lamentable socialiste suisse qui avait tenté de sauver la Révolution russe et la social-démocratie allemande au moyen de pourparlers dans la coulisse avec les diplomates du Hohenzollern. L'aile gauche ayant demandé un débat immédiat sur l'offensive en préparation, cette proposition fut repoussée par une écrasante majorité. Les bolcheviks avaient l'air d'un groupe insignifiant. Mais, ce jour-là même et peut-être à la même heure, la conférence des comités de fabriques et d'usines de Pétrograd adoptait, à une majorité également écrasante, une résolution disant que le pays ne saurait être sauvé que par le pouvoir des soviets.

Les conciliateurs, si myopes fussent-ils, ne pouvaient s'empêcher de voir ce qui se passait journellement alentour. L'ennemi juré des bolcheviks, Liber, évidemment sous l'influence des provinciaux, dénonçait à la séance du 4 juin, les incapables commissaires du gouvernement à qui, dans les localités, on ne voulait pas céder le pouvoir. " Un grand nombre de fonctions des organes gouvernementaux, par suite de telles circonstances, passaient aux mains des soviets, même lorsque ceux-ci ne les désiraient pas. " Les conciliateurs portaient plainte contre eux-mêmes.

Un des délégués, un pédagogue, raconta au Congrès qu'en quatre mois de révolution il ne s'était pas produit la moindre modification dans le domaine de l'instruction publique. Tous les anciens professeurs, inspecteurs, directeurs, recteurs d'académie, dont beaucoup d'anciens membres des organisations de Cent-Noirs, tous les précédents programmes scolaires, les manuels réactionnaires, et même d'anciens adjoints au ministre, restent imperturbablement en place. Il n'y a que les portraits du tsar qui ont été remisés dans les greniers, mais on peut les en sortir à la première occasion.

Le Congrès n'osait lever la main sur la Douma d'Empire et sur le Conseil d'État. L'orateur menchevik Bogdanov dissimulait sa timidité devant la réaction en disant que la Douma et le Conseil d'État " étaient après tout des institutions mortes, inexistantes ". Martov, avec sa causticité de polémiste, répliqua : " Bogdanov propose de considérer la Douma comme inexistante, mais de ne pas attenter à son existence. "

Le Congrès, malgré une si solide majorité gouvernementale, se déroula dans une atmosphère d'anxiété et d'incertitude. Le patriotisme s'était refroidi et ne donnait que de pauvres étincelles. On voyait clairement que les masses étaient mécontentes et que les bolcheviks, dans le pays, principalement dans la capitale, étaient infiniment plus forts qu'au Congrès. Ramené à sa base essentielle, le débat entre bolcheviks et conciliateurs tournait invariablement autour de cette question : avec qui la démocratie doit-elle marcher, avec les impérialistes ou avec les ouvriers

? L'ombre de l'Entente planait sur le Congrès. La question de l'offensive était réglée d'avance, il ne restait aux démocrates qu'à s'incliner.

" En ce moment critique – prêchait Tsérételli – pas une force sociale ne doit être rejetée de la balance tant qu'on pourra s'en servir pour la cause du peuple. " Ainsi se motivait la coalition avec la bourgeoisie. Comme le prolétariat, l'armée et la paysannerie contrecarraient à chaque pas les plans des démocrates, on était obligé d'ouvrir les hostilités contre le peuple, sous apparence de faire la guerre aux bolcheviks. C'est ainsi que Tsérételli livrait à l'excommunication les matelots de Cronstadt pour ne pas rejeter de sa balance le cadet Pépéliaëv. La coalition fut approuvée par une majorité de 543 voix contre 126, avec 52 abstentions.

Les travaux de l'immense et inconsistante assemblée, au Corps des Cadets, se distinguaient par la grandiloquence des déclarations et la parcimonie conservatrice devant les problèmes pratiques. Cela donnait à toutes les résolutions un cachet de découragement et d'hypocrisie. Le Congrès reconnut à toutes les nations de la Russie le droit de disposer d'elles-mêmes, réservant toutefois la clé de ce droit problématique non point aux nations opprimées, mais à la future Assemblée constituante dans laquelle les conciliateurs espéraient être en majorité et se disposaient à capituler devant les impérialistes tout comme ils le faisaient maintenant dans le gouvernement.

Le Congrès refusa d'adopter un décret sur la Journée de huit heures. Tsérételli expliquait le piétinement sur place de la coalition par la difficulté de concilier les intérêts des différentes couches de la population. Comme si jamais dans l'histoire une seule grande œuvre avait été accomplie par " l'harmonie des intérêts " et non par la victoire des intérêts progressistes sur les intérêts réactionnaires !

Gromann, économiste soviétique, présenta vers la fin son inévitable résolution : sur la catastrophe économique imminente et sur la nécessité d'une réglementation par l'État. Le Congrès adopta cette résolution rituelle, mais seulement pour que tout restât comme par le passé.

" Grimm a été expulsé – écrivait Trotsky le 7 juin – le Congrès a passé à l'ordre du jour. Mais les bénéfices capitalistes restent toujours intangibles pour Skobélev et ses collègues. La crise des approvisionnements s'aggrave d'heure en heure. Dans le domaine diplomatique, le gouvernement reçoit coups après coups. Enfin, l'offensive si hystériquement proclamée doit vraisemblablement bientôt s'abattre sur le peuple en monstrueuse aventure.

" Nous sommes patients et nous serions disposés à observer encore avec calme l'activité éclairée du ministère Lvov-Téréchtchenko-Tsérételli pendant quelques mois. Nous avons besoin de temps pour nous préparer nous-mêmes. Mais la taupe

creuse trop vite sous terre. Et, avec le concours des ministres " socialistes ", le problème du pouvoir peut tomber sur les membres de ce congrès beaucoup plus tôt que nous ne le supposons tous. "

Essayant de se couvrir devant les masses d'une plus haute autorité, les leaders engageaient le Congrès dans tous les conflits du jour, le compromettant impitoyablement aux yeux des ouvriers et des soldats de Pétrograd. Le plus retentissant épisode de ce genre fut l'affaire de la villa de Dournovo, ancien haut dignitaire du tsar qui, comme ministre de l'Intérieur, s'était fait une réputation en écrasant la Révolution de 1905. La villa déserte du bureaucrate abhorré, au surplus tripoteur, fut occupée par les organisations ouvrières du quartier de Vyborg, principalement à cause de son parc immense qui devint la promenade favorite des enfants. La presse bourgeoise représentait la villa comme un repaire de pillards et de forbans, comme le Cronstadt du quartier de Vyborg. Personne ne se donna la peine d'aller vérifier ce qu'il en était. Le gouvernement, qui éludait soigneusement toutes les grandes questions, s'employa avec une toute nouvelle ardeur à sauver la villa. On exigea du Comité exécutif la sanction de mesures héroïques, et Tsérételli, bien entendu, ne s'y refusa point. Le procureur donna l'ordre d'expulser, dans les vingt-quatre heures, le groupe d'anarchistes. Ayant eu connaissance de l'action militaire qui se préparait, les ouvriers s'alertèrent. Les anarchistes, de leur côté menaçaient de résister par les armes, vingt-huit usines déclarèrent une grève de protestation. Le Comité exécutif publia un manifeste dénonçant les ouvriers du quartier de Vyborg comme des auxiliaires de la contre-révolution. Après une pareille préparation, les représentants de la justice et de la milice pénétrèrent dans la caverne du lion. Il se trouva cependant que, dans la villa, où s'abritaient plusieurs organisations ouvrières culturelles, régnait un ordre parfait. L'autorité dut reculer et non sans vergogne. Cette histoire eut pourtant des suites.

Le 9 juin, au Congrès, éclata une bombe : la *Pravda* du matin avait publié un appel à une manifestation pour le lendemain. Tchkhéidzé, qui savait avoir peur et était, par suite, disposé à effrayer les autres, déclara d'une voix sépulcrale : " Si le Congrès ne prend pas des mesures, la journée de demain sera fatale. " Les délégués, effarés, levèrent la tête.

L'idée d'une confrontation des ouvriers et des soldats de Pétrograd avec le Congrès était imposée par toute la situation. Les masses faisaient pression sur les bolcheviks. L'effervescence était grande surtout dans la garnison qui craignait, à l'occasion de l'offensive, d'être disloquée de force et dispersée sur les fronts. A cela s'ajouta un vif mécontentement : la *Déclaration des Droits du Soldat* marquait un grand recul par comparaison avec le *Prikaz N^{o} 1* et avec le régime de fait qui s'était établi dans l'armée. L'initiative de la manifestation venait de l'organisation militaire des bolcheviks. Ses dirigeants affirmaient, et avec pleine raison, comme l'ont

montré les événements, que si le parti ne prenait pas sur lui la direction, les soldats, d'eux-mêmes, sortiraient dans la rue. Le brusque revirement d'opinion dans les masses ne pouvait, cependant, être apprécié en cours de route, et de cela résultaient certaines hésitations chez les bolcheviks eux-mêmes. Volodarsky n'était pas persuadé que les ouvriers descendraient dans la rue. On avait aussi des appréhensions sur le caractère que prendrait la manifestation.

Les représentants de l'organisation militaire affirmaient que les soldats, dans la crainte d'une agression et de représailles, ne sortiraient pas sans armes. " Comment tournera cette manifestation ? " demandait le prudent Tomsky, et il réclamait un nouveau débat. Staline estimait que " la fermentation parmi les soldats est un fait ; parmi les ouvriers, l'état des esprits n'est pas si résolu " ; mais il trouvait tout de même qu'il était nécessaire d'opposer une résistance au gouvernement. Kalinine, toujours plus enclin à esquiver le combat qu'à l'accepter, se prononça résolument contre la manifestation, alléguant l'absence d'une raison majeure, surtout chez les ouvriers : " La manifestation sera toute factice. " Le 8 juin, dans une consultation avec les représentants des districts, après plusieurs votes préalables, cent trente et une mains se levèrent finalement pour la manifestation le Comité interdistricts décida de se joindre à la manifestation qui fut fixée au dimanche 10 juin.

Le travail préparatoire fut mené jusqu'au dernier moment clandestinement pour ne pas donner aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks la possibilité d'entreprendre une contre-agitation. Cette légitime mesure de prudence fut, plus tard, interprétée comme la preuve d'une conjuration militaire. A la décision d'organiser la manifestation, le Soviet central des comités de fabriques et d'usines donna son adhésion. " Sous la pression de Trotsky et contre les objections de Lounatcharsky – écrit Iougov – le Comité interdistricts décida de se joindre à la manifestation. " La préparation fut menée avec une extrême énergie.

La manifestation devait hisser le drapeau du pouvoir des soviets. Le mot d'ordre de combat était : " A bas les dix ministres capitalistes ! " C'était l'expression la plus simple de la revendication d'une rupture de la coalition avec la bourgeoisie. Le défilé devait se diriger vers le Corps des Cadets où se tenait le Congrès. Ainsi l'on soulignait qu'il s'agissait non de renverser le gouvernement, mais de faire pression sur les leaders soviétiques.

A vrai dire, dans les conférences préliminaires des bolcheviks, d'autres voix se firent entendre. C'est ainsi que Smilga, alors jeune membre du Comité central, proposait " de ne pas renoncer à occuper la poste, le télégraphe et l'arsenal, si les événements se développaient jusqu'à une collision ". Un autre des participants à la conférence, Latzis, membre du Comité de Pétrograd, nota dans son carnet, quand la proposition de Smilga eut été repoussée : " Je ne puis acquiescer à cela... Je m'entendrai avec les camarades Sémachko et Rakhia pour que l'on soit, en cas de

nécessité, sous les armes et qu'on s'empare des gares, des arsenaux, des banques, de la poste et du télégraphe, avec l'appui du régiment de mitrailleurs. " Sémachko était un officier du régiment de mitrailleurs, Rakhia un ouvrier, un des bolcheviks les plus combatifs.

L'existence de tels états d'esprit se comprend toute seule. Le cours du parti était tout entier dirigé vers la conquête du pouvoir, et il ne s'agissait que d'évaluer la situation. A Pétrograd se produisait un revirement évident en faveur des bolcheviks ; mais, en province, le même processus se développait plus lentement ; enfin, le front avait encore besoin de la leçon de l'offensive pour se défaire de sa méfiance à l'égard des bolcheviks. Lénine s'en tenait par conséquent à sa position d'avril : " expliquer patiemment ".

Soukhanov, dans ses Mémoires, dessine le plan de la manifestation du 10 juin comme une véritable machination de Lénine visant à saisir le pouvoir " si les circonstances sont favorables ". En réalité, il n'y eut, pour essayer de poser ainsi la question, que quelques bolcheviks dont Lénine disait malicieusement qu'ils prenaient " un petit peu plus à gauche " qu'il ne convenait. Il est remarquable que Soukhanov n'essaie même pas de confronter ses hypothèses arbitraires avec la ligne politique de Lénine, exprimée dans de nombreux discours et articles [1].

Le Bureau du Comité exécutif enjoignit immédiatement aux bolcheviks de décommander la manifestation. De quel droit ? Formellement, la manifestation ne pouvait, de toute évidence, être interdite que par le pouvoir d'État. Mais celui-ci n'osait même pas y songer. Comment donc le Soviet, " organisation privée ", dirigée par un bloc de deux partis politiques, pouvait-il interdire la manifestation d'un troisième parti ? Le comité central des bolcheviks refusa d'obtempérer, mais décida de souligner encore plus nettement le caractère pacifique de la manifestation. Dans les quartiers ouvriers, le 9 juin, fut affichée une proclamation des bolcheviks. " Nous sommes de libres citoyens, nous avons le droit de protester, et nous devons nous servir de ce droit tant qu'il n'est pas trop tard. Le droit à une manifestation pacifique nous reste acquis. "

La question fut évoquée par les conciliateurs devant le congrès. C'est à ce moment que Tchkhéidzé prononça ses fameuses paroles sur une issue fatale, ajoutant qu'il faudrait rester en séance toute la nuit. Un membre du Présidium, Guéguétchkori, lui aussi rejeton de la Gironde, termina son discours par une grossière apostrophe à l'adresse des bolcheviks : " Bas vos mains sales devant la grande cause !" Les bolcheviks, malgré leur réclamation, n'obtinrent pas le temps de discuter la question dans leur fraction. Le Congrès prit une résolution interdisant pour trois jours toutes démonstrations. Ce coup de force à l'égard des bolcheviks était en même temps un acte d'usurpation par rapport au gouvernement : les soviets continuaient à escamoter le pouvoir sous leur propre oreiller.

Milioukov, aux mêmes heures, parlait au Congrès des Cosaques et désignait les bolcheviks comme " les pires ennemis de la révolution russe ". Le meilleur ami de cette révolution, par la logique des choses, était maintenant Milioukov lui-même, lequel, à la veille de Février, consentait plutôt à accepter des Allemands la défaite que la révolution du peuple russe. Les Cosaques lui ayant demandé comment on devait se comporter envers les léninistes, Milioukov répondit : " Il est temps d'en finir avec ces messieurs. " Le leader de la bourgeoisie était trop pressé. D'ailleurs, il n'avait en effet pas de temps à perdre.

Cependant, dans les usines et les régiments avaient lieu des meetings qui décidaient, pour le lendemain, de sortir dans la rue avec le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux soviets ! " Dans le vacarme du Congrès des soviets et de celui des Cosaques, passa inaperçu ce fait qu'à la Douma municipale du quartier de Vyborg avaient été élus : des bolcheviks trente-sept conseillers, du bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks vingt-deux, des cadets quatre.

Placés devant la décision catégorique du Congrès, qui comportait une mystérieuse allusion à un coup menaçant de la droite, les bolcheviks décidèrent de réviser la question. Ils voulaient une manifestation pacifique et non une insurrection, et ils ne pouvaient avoir de motifs de transformer en demi-soulèvement la manifestation interdite. Le Præsidium du Congrès avait décidé, de son côté, de prendre des mesures. Plusieurs centaines de délégués furent groupés par dizaines et envoyés dans les quartiers ouvriers et les casernes pour prévenir la manifestation, étant entendu que, le lendemain matin, ils se présenteraient au palais de Tauride pour communiquer les résultats. Le Comité exécutif des députés paysans se joignit à cette expédition, désignant pour ce faire soixante-dix des siens.

Quoique par des voies imprévues, les bolcheviks étaient tout de même parvenus à leurs fins : les délégués du Congrès se trouvèrent forcés de faire connaissance avec les ouvriers et les soldats de la capitale. On n'avait pas permis à la montagne de s'approcher des prophètes, mais en revanche les prophètes durent aller à la montagne. La rencontre fut au plus haut degré édifiante. Dans les *Izvestia* du Soviet de Moscou, un correspondant menchevik dessine le tableau suivant : " Toute la nuit durant, la majorité du Congrès, plus de cinq cents de ses membres, sans fermer l'œil, par équipes de dix, parcoururent les fabriques, les usines et les casernes de Pétrograd, exhortant les hommes à s'abstenir de la manifestation. Le Congrès, dans un bon nombre de fabriques et d'usines et aussi dans une certaine partie de la garnison, ne jouit d'aucune autorité... Les membres du Congrès furent accueillis très souvent d'une manière fort inamicale, parfois avec hostilité, et fréquemment furent éconduits avec colère. " L'organe officiel du Soviet n'exagère nullement ; au contraire, il donne un tableau extrêmement édulcoré de la rencontre nocturne de deux mondes.

Les masses de Pétrograd, en tout cas, ne laissèrent aux délégués plus aucun doute au sujet de ceux qui, désormais, pouvaient décider d'une manifestation ou la décommander. Les ouvriers de l'usine Poutilov ne consentirent à afficher l'appel du Congrès contre la manifestation qu'après avoir constaté, en lisant la *Pravda*, que cet appel ne contrevenait pas à la décision des bolcheviks. Le Ier régiment de mitrailleurs qui jouait dans la garnison les premiers violons, de même que l'usine Poutilov dans les milieux ouvriers, vota, après avoir entendu les rapports do Tchkhéidzé et d'Avksentiev, présidents des deux Comités exécutifs, la résolution suivante : " D'accord avec le comité central des bolcheviks et leur organisation militaire, le régiment ajourne sa sortie... "

Les brigades de pacificateurs arrivaient, après une nuit blanche, au palais de Tauride dans un état de complète démoralisation. Elles avaient compté sur une irrécusable autorité du Congrès, mais s'étaient heurtées à une muraille de défiance et d'hostilité. " Les masses sont dominées par les bolcheviks. " " On se montre hostile à l'égard des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. " " On n'en croit que la *Pravda*. " Çà et là, l'on crie : " Nous ne sommes pas pour vous des camarades. " L'un après l'autre, les délégués rapportaient que, malgré le contre-ordre pour la bataille, ils avaient subi la plus écrasante défaite.

Les masses avaient obéi à la décision des bolcheviks. Mais cette docilité n'alla pas, loin de là, sans protestations, ni même sans indignation. Dans certaines entreprises furent votées des résolutions de blâme au Comité central. Les plus exaspérés parmi les membres du parti, dans les quartiers, en venaient à déchirer leurs cartes. C'était un sérieux avertissement.

En interdisant les manifestations pendant trois jours, les conciliateurs alléguaient pour motif un complot monarchiste qui voudrait tirer profit de l'action des bolcheviks ; ils mentionnaient la connivence d'une partie du Congrès des Cosaques et la marche sur Pétrograd de troupes contre-révolutionnaires. Il n'est pas étonnant qu'après avoir décommandé la manifestation, les bolcheviks aient réclamé des explications au sujet du complot. Au lieu de répondre, les leaders du Congrès accusèrent les bolcheviks eux-mêmes d'avoir comploté. C'est ainsi qu'avec bonheur ils se sortirent de la situation.

Il faut reconnaître que, dans la nuit du 9 au 10 juin, les conciliateurs avaient effectivement découvert un complot qui les avait fortement secoués : le complot des masses unies aux bolcheviks contre eux-mêmes conciliateurs. Cependant les bolcheviks s'étant inclinés devant la décision du Soviet, les conciliateurs reprirent courage, ce qui leur permit, après la panique, d'éclater en fureur. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires résolurent de montrer une poigne de fer. Le 10 juin, le journal des mencheviks écrivait : " Il est temps de stigmatiser les léninistes comme félons et traîtres à la révolution. " Le président du Comité exécutif, au

Congrès des Cosaques, les pria de soutenir le Soviet contre les bolcheviks. Le président du Congrès, Doutov, ataman de l'Oural, lui répondit : " Nous autres, Cosaques, ne nous querellerons jamais avec les soviets. " Contre les bolcheviks, les réactionnaires étaient prêts à marcher même avec le Soviet pour l'étouffer d'autant plus sûrement ensuite.

Le 11 juin s'assemble un menaçant aréopage : le Comité exécutif, les membres du Præsidium du Congrès, les dirigeants des fractions, au total environ cent personnes. Le procureur, comme toujours, est Tsérételli. Étouffant de rage, il réclame une répression rigoureuse et écarte d'un geste de mépris Dan, qui est toujours disposé à traquer les bolcheviks, mais ne se décide pas encore à les frapper. " Ce que font à présent les bolcheviks, ce n'est déjà plus de la propagande d'idées, c'est un complot... Veuillent nous excuser les bolcheviks ! Nous allons maintenant en venir à d'autres méthodes de lutte... *Il faut désarmer les bolcheviks*. On ne peut laisser entre leurs mains les trop grands moyens techniques dont ils disposaient jusqu'à présent. On ne peut laisser entre leurs mains des mitrailleuses et d'autres armes. Nous ne tolérerons point des complots. " Ce sont là des notes nouvelles. Que signifie à proprement parler : désarmer les bolcheviks ? Soukhanov écrit à ce sujet ; " Car enfin les bolcheviks n'ont point de dépôts d'armes particuliers. En effet, toutes les armes sont chez les soldats et les ouvriers qui, en masse formidable, suivent les bolcheviks. Le désarmement des bolcheviks ne peut signifier que le désarmement du prolétariat. Bien plus, c'est le désarmement des troupes. "

En d'autres termes arrivait le moment classique de la révolution où la démocratie bourgeoise, sur les exigences de la réaction, veut désarmer les ouvriers qui ont assuré la victoire de l'insurrection. Messieurs les démocrates, parmi lesquels certains ont de la lecture, accordaient invariablement leurs sympathies à ceux que l'on désarmait, non à ceux qui les désarmaient – tant qu'il ne s'agissait que de la vieille histoire. Mais lorsque la même question se posa devant eux dans la réalité, ils ne la reconnurent point. Cette seule circonstance qu'un Tsérételli se chargeait de désarmer les ouvriers, lui, révolutionnaire qui avait passé des années au bagne, lui, zimmerwaldien de la veille, n'était pas si simplement concevable. La salle se figea de stupeur. Les délégués de province sentirent toutefois, vraisemblablement, qu'on les poussait à l'abîme. Un des officiers eut une crise d'hystérie.

Non moins pâle que Tsérételli, Kaménev se lève de sa place et s'écrie d'un ton digne dont la force est ressentie par l'auditoire : " Monsieur le ministre, si vous ne jetez pas des paroles en l'air, vous n'avez pas le droit de vous borner à un discours. Arrêtez-moi et jugez-moi pour complot contre la révolution. " Les bolcheviks quittent en protestant la séance, refusant de participer à une brimade dirigée contre leur parti. La tension dans la salle devient intolérable.

Au secours de Tsérételli accourt Liber. La rage contenue de l'un est remplacée à la tribune par la furie hystérique de l'autre. Liber réclame des mesures impitoyables. " Si vous voulez avoir pour vous la masse qui se dirige vers les bolcheviks, rompez avec le bolchevisme. " Mais on l'écoute sans sympathie, et même avec une certaine hostilité.

Impressionnable comme toujours, Lounatcharsky essaie immédiatement de prendre langue avec la majorité : bien que les bolcheviks lui aient assuré qu'ils n'avaient en vue qu'une manifestation pacifique, néanmoins sa propre expérience lui a persuadé qu'il était " erroné d'organiser une manifestation ". Cependant, il ne convient pas d'aggraver les conflits. Sans calmer les adversaires, Lounatcharsky irrite ses amis.

" Nous ne combattons pas le courant de gauche – dit jésuitiquement Dan, le plus expérimenté, mais aussi le plus stérile des leaders du Marais – nous combattons la contre-révolution. Ce n'est pas notre faute si vous avez derrière vous de dociles agents de l'Allemagne. " Cette allégation remplaçait tout simplement une argumentation. Ces messieurs, bien entendu, ne pouvaient indiquer aucun agent de l'Allemagne.

Tsérételli voulait frapper un grand coup. Dan proposait de se borner à lever le poing. Dans son impuissance, le Comité exécutif donna son assentiment à Dan. La résolution proposée le lendemain au congrès avait le caractère d'une loi d'exception contre les bolcheviks, mais sans déductions pratiques directes.

" Pour vous, depuis que vos délégués ont visité les usines et les régiments – disait une déclaration écrite des bolcheviks au Congrès – il ne peut y avoir de doute que, si la manifestation n'a pas lieu, ce n'est pas par suite de votre interdiction, c'est parce que notre parti l'a décommandée… La fiction d'un complot militaire n'a été lancée par un membre du gouvernement provisoire que pour procéder au désarmement du prolétariat de Pétrograd et à la dislocation de la garnison. Si même le pouvoir gouvernemental était passé tout entier au Soviet – ce à quoi nous tendons – et si le Soviet essayait d'entraver notre agitation, cela pourrait nous obliger non à nous soumettre passivement, mais à affronter la détention et toutes autres peines au nom des idées du socialisme international qui nous séparent de vous. "

La majorité et la minorité du Soviet se rapprochèrent en ces jours-là, poitrine contre poitrine, comme pour une bataille décisive. Mais les deux parties, au dernier moment, reculèrent d'un pas. Les bolcheviks renoncèrent à manifester ; les conciliateurs à désarmer les ouvriers.

Tsérételli restait en minorité parmi les siens. Et pourtant il avait raison à sa façon. La politique d'union avec la bourgeoisie était arrivée au point où il devenait

indispensable d'affaiblir complètement les masses qui ne se résignaient pas à accepter la coalition. Pousser la politique de conciliation jusqu'au succès, c'est-à-dire jusqu'à l'établissement d'une domination parlementaire de la bourgeoisie, n'était possible que par le désarmement des ouvriers et des soldats. Mais si Tsérételli avait raison à sa façon, il était, par ailleurs, impuissant. Ni les ouvriers, ni les soldats n'auraient rendu de bon gré leurs armes. Ainsi donc, il fallait employer contre eux la force. Mais la force n'était déjà plus du côté de Tsérételli. Il ne pouvait l'obtenir, si du moins il pouvait quelque chose, que de la réaction qui, dans le cas où l'on aurait réussi à écraser les bolcheviks, aurait immédiatement entrepris d'anéantir les soviets de conciliateurs et n'aurait pas manqué de rappeler à Tsérételli qu'il n'était qu'un ancien bagnard, rien de plus. Cependant, la suite des faits montrera que de telles forces n'existaient pas non plus dans la réaction.

Tsérételli, affirmant la nécessité de combattre les bolcheviks, donnait comme argument politique qu'ils détachaient le prolétariat de la paysannerie. Martov lui répliqua : " Ce n'est pas du fond de la paysannerie que Tsérételli tire les idées qui le guident ; le groupe des cadets de droite, le groupe des capitalistes, le groupe des propriétaires nobles, le groupe des impérialistes, les bourgeois de l'Occident – voilà ceux qui exigent le désarmement des ouvriers et des soldats. " Martov avait raison : les classes possédantes ont plus d'une fois dans l'histoire mis leurs prétentions sous le couvert de la paysannerie.

A partir de la publication des thèses d'avril de Lénine, on allégua le danger d'un isolement du prolétariat de la paysannerie, et ce fut le principal argument de tous ceux qui cherchaient à ramener la révolution en arrière. Ce n'est pas par hasard que Lénine rapprochait Tsérételli des " vieux bolcheviks ".

Dans une de ses études de 1917, Trotsky écrivait à ce sujet : " L'isolement de notre parti par rapport aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, même le plus extrême, même par la prison cellulaire, ne signifie encore nullement l'isolement du prolétariat à l'égard des masses opprimées dans les campagnes et dans les villes. Au contraire, le prolétariat révolutionnaire opposant nettement sa politique aux fourbes reniements des actuels leaders des soviets, ne peut qu'amener une différenciation politique salutaire chez des millions des ruraux, arracher les pauvres des campagnes à la direction traîtresse des solides moujiks socialistes-révolutionnaires et transformer le prolétariat socialiste en un authentique conducteur de la révolution populaire, plébéienne. "

Mais l'argument profondément faux de Tsérételli s'avéra vivace. A la veille de l'insurrection d'Octobre, il ressuscita avec une force redoublée comme argument de bien des " vieux bolcheviks " contre le soulèvement. Quelques années après, lorsque commença la réaction idéologique contre Octobre, la formule de Tsérételli devint le principal instrument théorique de l'école des épigones.

A la même séance du Congrès qui jugeait les bolcheviks en leur absence, un représentant des mencheviks proposa tout à coup de fixer au dimanche suivant, 18 juin, à Pétrograd et dans les plus grandes villes, une manifestation d'ouvriers et de soldats pour démontrer aux adversaires l'unité et la force de la démocratie. La proposition fut adoptée, mais non point sans quelque stupéfaction. Un peu plus d'un mois après, Milioukov expliquait assez judicieusement l'inattendu revirement des conciliateurs : " Prononçant des discours de cadets au Congrès des soviets, ayant réussi à empêcher la manifestation armée du 10 juin,... les ministres socialistes sentirent qu'ils étaient allés trop loin dans leur rapprochement avec nous, que le terrain fuyait sous leurs pieds. Effarés, ils se retournèrent brusquement vers les bolcheviks. " En décidant une manifestation pour le 18 juin, on ne se tournait pas, bien entendu, vers les bolcheviks, mais on essayait de se tourner vers les masses, contre les bolcheviks. La confrontation nocturne avec les ouvriers et les soldats avait en général donné une certaine secousse aux dirigeants : c'est ainsi que, différemment de ce que l'on avait projeté au début du Congrès, l'on se hâta de promulguer, au nom du gouvernement, la suppression de la Douma d'Empire et la convocation de l'Assemblée constituante à la date du 30 septembre. Les mots d'ordre de la manifestation furent choisis et calculés de façon à ne point provoquer d'irritation dans les masses : " Paix générale ", " Convocation au plus tôt de l'Assemblée constituante ", " République démocratique ". Sur l'offensive comme sur la coalition – pas un mot. Lénine demandait dans la *Pravda* : " Mais où donc s'en est allée la confiance entière au gouvernement provisoire, messieurs ?... Auriez-vous un bœuf sur la langue ? " Cette ironie atteignait son but : les conciliateurs n'osèrent pas réclamer des masses une confiance au gouvernement dont ils faisaient partie.

Les délégués soviétiques, ayant parcouru derechef les quartiers ouvriers et les casernes, firent, la veille de la manifestation, des rapports tout à fait rassurants au Comité exécutif. Tsérételli, à qui ces informations avaient rendu l'équilibre et le goût des admonestations outrecuidantes, s'adressa aux bolcheviks : " Nous allons avoir devant nous une revue franche et honnête des forces révolutionnaires... Maintenant, nous verrons tous derrière qui marche la majorité : derrière vous ou derrière nous. " Les bolcheviks avaient accepté le défi avant même qu'il fût si imprudemment formulé. " Nous irons à la manifestation du 18 – écrivait la *Pravda* – dans le but de combattre pour les objectifs pour lesquels nous voulions faire une démonstration le 10. "

Évidemment, c'est en souvenir des funérailles de Mars qui avaient été, du moins en apparence, la plus grande manifestation d'unité de la démocratie, que l'itinéraire, cette fois encore, mena au Champ de Mars, aux tombes des victimes de Février. Mais, l'itinéraire excepté, rien ne rappelait plus les lointaines Journées de

Mars. Environ quatre cent mille personnes participèrent au cortège, c'est-à-dire beaucoup moins qu'il n'y en avait eu aux obsèques : de cette manifestation soviétique s'abstinrent non seulement la bourgeoisie, avec laquelle les soviets étaient en coalition, mais aussi l'*intelliguentsia* radicale, qui avait occupé une place si notable dans les précédentes parades de la démocratie. Il n'y eut guère dans le cortège que les usines et les casernes.

Les délégués du congrès, réunis au Champ de Mars, lisaient et dénombraient les pancartes. Les premiers mots d'ordre bolcheviks furent accueillis assez railleusement. Tsérételli, la veille, n'avait-il pas si hardiment lancé son défi ? Mais les mêmes mots d'ordre se répétaient encore et encore : " A bas les dix ministres capitalistes ! " " A bas l'offensive ! " " Tout le pouvoir aux soviets ! " Les sourires ironiques se figeaient sur les visages et, ensuite, lentement, s'en détachaient. Les drapeaux bolcheviks flottaient à perte de vue. Les délégués renoncèrent à leurs supputations ingrates. La victoire des bolcheviks était trop évidente. " Par-ci par-là – écrit Soukhanov – la chaîne des drapeaux et des colonnes de bolcheviks était interceptée par des mots d'ordre spécifiquement socialistes-révolutionnaires et par ceux du soviétisme officiel. Mais ils étaient noyés dans la masse. " L'organe officieux du Soviet raconta, le lendemain, avec quelle " rage l'on avait déchiré, çà et là, des drapeaux portant des mots d'ordre de confiance au gouvernement provisoire ". Ces mots sont empreints d'une évidente exagération. Des pancartes en l'honneur du gouvernement provisoire ne furent apportées que par trois petits groupes : le cercle de Plékhanov, un contingent de Cosaques et une poignée d'intellectuels juifs qui se rattachaient au Bund. Cette combinaison ternaire, qui donnait par sa composition l'impression d'une anomalie politique, semblait s'être donné pour objet d'étaler l'impuissance du régime. Les plékhanovistes et le Bund durent, sous les cris hostiles de la foule, rouler leurs pancartes. Quant aux Cosaques, comme ils montraient de l'entêtement, leur drapeau leur fut effectivement arraché par les manifestants et détruit.

" Le torrent qui roulait jusque-là – telle est la description des *Izvestia* – s'est transformé en une large rivière d'eaux vernales qui, d'un moment à l'autre, va déborder. " C'est le quartier de Vyborg, tout couvert de drapeaux bolcheviks. " A bas les dix ministres capitalistes ! " Une des usines avait sorti cette pancarte : " Le droit de vivre est au-dessus du droit de la propriété privée ! " Ce mot d'ordre n'avait été suggéré par aucun parti.

Les provinciaux atterrés cherchaient du regard les leaders. Ceux-ci baissaient les yeux ou tout simplement s'esquivaient. Les bolcheviks faisaient pression sur les provinciaux. Ressemblaient-ils donc à une petite bande de conspirateurs ? Les délégués en convenaient, ce n'était pas pareil. " A Pétrograd, vous êtes une force – avouaient-ils d'un tout autre ton qu'à la séance officielle – mais ce n'est pas la même

chose en province et sur le front. Pétrograd ne peut marcher contre tout le pays. – Attendez un peu, leur répondaient les bolcheviks, votre tour viendra ; bientôt, chez vous aussi l'on étalera les mêmes pancartes. "

" Pendant cette manifestation – écrivait le vieux Plékhanov " je me trouvais au Champ de Mars à côté de Tchkhéidzé. A sa mine je voyais qu'il ne se trompait nullement sur la signification qu'avait la prodigieuse affluence de pancartes réclamant le renversement des ministres capitalistes. Cette signification était en quelque sorte soulignée à dessein par les injonctions que lui adressaient, en véritables chefs, certains représentants des léninistes qui défilaient devant nous comme si c'eût été leur fête patronale. "

Les bolcheviks, en tout cas, avaient des motifs de se sentir ainsi. " A en juger par les pancartes et les mots d'ordre des manifestants – écrivait le journal de Gorki – la démonstration de dimanche a dévoilé le complet triomphe du bolchevisme dans le prolétariat pétersbourgeois. " C'était une grande victoire, et gagnée sur le terrain et avec les armes qu'avait choisies l'adversaire. Ayant approuvé l'offensive, admis la coalition et condamné les bolcheviks, le Congrès des soviets, de sa propre initiative, avait fait sortir dans la rue les masses. Celles-ci lui avaient déclaré : nous ne voulons ni offensive, ni coalition, nous sommes pour les bolcheviks. Tel était en somme le résultat politique de la manifestation. Est-il étonnant que le journal des mencheviks, initiateurs de la manifestation, ait demandé mélancoliquement le lendemain : qui donc a eu cette malheureuse idée ?

Bien entendu, les ouvriers et les soldats de la capitale n'avaient pas tous participé à la démonstration, et les manifestants n'étaient pas tous des bolcheviks. Mais aucun d'entre eux ne voulait déjà plus de la coalition. Ceux des ouvriers qui restaient encore hostiles au bolchevisme ne savaient que lui opposer. Par suite, leur hostilité se transformait en une neutralité expectante. Sous les mots d'ordre bolcheviks avaient marché un bon nombre de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires qui n'avaient pas encore rompu avec leurs partis mais avaient déjà perdu la foi en leurs mots d'ordre.

La manifestation du 18 juin avait produit une énorme impression sur les participants eux-mêmes. Les masses avaient vu que le bolchevisme était devenu une force, et les hésitants se tournèrent vers lui. A Moscou, à Kiev, à Kharkov, à Ékatérinoslav et dans beaucoup d'autres villes de province, des manifestations décelèrent le formidable accroissement de l'influence des bolcheviks. Partout l'on mettait en avant des mots d'ordre identiques et qui frappaient au cœur même du

régime de Février. Il fallait tirer les conclusions. Il semblait que les conciliateurs n'eussent pas d'issue possible. Mais, au dernier moment, l'offensive les sortit d'embarras.

Le 19 juin, sur la Nevsky, eurent lieu des manifestations patriotiques sous la conduite des cadets et avec des portraits de Kérensky. D'après Milioukov : " Cela ressemblait si peu à tout ce qui s'était passé dans les mêmes rues, la veille, qu'au sentiment de triomphe se mêlait involontairement un sentiment d'incrédulité. " Sentiment légitime ! Mais les conciliateurs eurent un soupir de soulagement. Leur pensée, immédiatement, s'éleva au-dessus des deux manifestations dont elle se fit une synthèse démocratique. Ces hommes avaient encore à vider jusqu'au fond la coupe des illusions et des humiliations.

Pendant les Journées d'Avril, deux manifestations, l'une révolutionnaire, l'autre patriotique, s'étaient rencontrées et la collision avait causé aussitôt des victimes. Les manifestations ennemies des 18 et 19 juin avaient été successives. Pour cette fois, il n'y eut point de choc direct. Mais le choc n'était déjà plus évitable. Il se trouva seulement différé d'une quinzaine de jours.

Les anarchistes, ne sachant comment prouver leur autonomie, avaient profité de la manifestation du 18 juin pour attaquer la prison de Vyborg. Les détenus, pour la plupart criminels de droit commun, furent délivrés sans coup férir et non pas d'une seule prison, mais de plusieurs. Vraisemblablement, l'attaque n'avait pas été une surprise pour l'administration pénitentiaire, car elle s'était volontiers effacée devant les anarchistes authentiques ou prétendus. Ce mystérieux épisode n'eut aucun rapport, en somme, avec la manifestation. Mais la presse patriote en fit une seule affaire. Les bolcheviks demandèrent au Congrès des soviets d'ouvrir une sévère enquête sur la façon dont quatre cent soixante criminels avaient été relâchés de diverses prisons. Cependant, les conciliateurs ne pouvaient se permettre un pareil luxe, car ils redoutaient de tomber sur des représentants de la haute administration ou leurs alliés dans le bloc. En outre, ils n'avaient aucune envie d'empêcher de perfides calomnies contre la manifestation qu'ils avaient organisée eux-mêmes.

Le ministre de la Justice Péréverzev, qui s'était déconsidéré quelques jours auparavant avec l'affaire de la villa Dournovo, résolut de prendre sa revanche et, sous prétexte de rechercher les détenus évadés, fit procéder à une nouvelle incursion dans la villa. Les anarchistes résistèrent, l'un d'eux fut tué au cours de la fusillade, la villa fut saccagée. Les ouvriers du quartier de Vyborg, qui considéraient la villa comme leur appartenant, donnèrent l'alarme. Plusieurs usines débrayèrent. L'alarme fut transmise à d'autres rayons ainsi qu'aux casernes.

Les derniers jours de juin s'écoulent dans un bouillonnement incessant. Le régiment de mitrailleurs est prêt à agir immédiatement contre le gouvernement provisoire. Les ouvriers des usines en grève font la tournée des régiments, les invitant à sortir dans la rue. Des paysans barbus, dont beaucoup sont grisonnants, sous la capote du soldat, défilent en cortèges de protestation par les chaussées : ce sont les hommes de quarante ans qui réclament des permissions pour les travaux des champs. Les bolcheviks mènent une agitation contre une sortie : la manifestation du 18 juin a dit tout ce qui pouvait se dire ; pour obtenir des changements, une manifestation ne suffit plus, mais l'heure de l'insurrection n'a pas encore sonné. Le 22 juin, les bolcheviks impriment à l'adresse de la garnison : " Ne croyez pour manifester dans la rue à aucun appel lancé au nom de l'organisation militaire. " Du front arrivent des délégués, apportant des plaintes au sujet d'actes de violence et de punitions. Les menaces répétées de dissoudre certains corps de troupe jettent de l'huile sur le feu. " Dans bien des régiments, les soldats dorment l'arme à la main ", dit la déclaration des bolcheviks au Comité exécutif.

Des manifestations patriotiques, souvent armées, provoquent des collisions dans la rue. Ce sont de petites décharges d'une électricité accumulée. D'aucun côté l'on ne se dispose à attaquer directement : la réaction est trop faible ; la révolution n'est pas encore tout à fait sûre de ses forces. Mais les rues de la ville semblent pavées d'explosifs. Le conflit est dans l'air. La presse bolcheviste explique et modère. La presse patriote trahit son anxiété par une campagne effrénée contre les bolcheviks. Le 25 juin, Lénine écrit : " Les hurlements de colère et de rage qui retentissent de toutes parts contre les bolcheviks traduisent la lamentation commune des cadets, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks sur leur propre débilité. Ils sont en majorité. Ils sont au pouvoir. Ils forment bloc ensemble, et ils voient que rien ne leur réussit! Comment ne déverseraient-ils pas leur colère sur les bolcheviks?"

[1] Sur cette question, voir des détails dans l'Appendice, n^{o} 3, à la fin du 2^{e} volume.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00

Ce texte a été réalisé pour Total par G.D.

1930

L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées... (L. T.)

Histoire de la révolution russe

Léon Trotsky

23 La Révolution de Février : conclusion

Dans les premières pages de cet ouvrage, nous avons essayé de montrer combien profondément la Révolution d'Octobre avait ses assises dans les rapports sociaux de la Russie. Notre analyse, qui n'a nullement été arrangée après coup en fonction des événements, a été donnée, au contraire, bien avant la révolution, et même avant son prologue de 1905.

Dans les pages qui venaient ensuite, nous avons tenté de découvrir comment les forces sociales de la Russie se sont manifestées dans les événements de la révolution. Nous avons enregistré l'activité des partis politiques dans leurs rapports réciproques avec les classes. Les sympathies et les antipathies de l'auteur peuvent être laissées de côté. Un exposé historique a le droit de prétendre à ce qu'on lui reconnaisse de l'objectivité si, s'appuyant sur des faits exactement établis, il en reproduit la liaison interne sur la base du développement réel des rapports sociaux. L'intime raison d'être du processus, en se dévoilant alors, est en soi la meilleure vérification de l'objectivité de l'exposé.

Les événements de la Révolution de Février qui se sont déroulés devant le lecteur ont confirmé la prognose théorique, jusqu'ici du moins, pour moitié, par la méthode des éliminations successives : avant même que le prolétariat fût arrivé au pouvoir, toutes les autres variantes de développement politique étaient soumises à l'expérience de la vie et rejetées comme inapplicables.

Le gouvernement de la bourgeoisie libérale, avec son otage démocrate Kérensky, aboutit à un fiasco total. Les " Journées d'Avril " furent le premier avertissement ouvertement donné par la Révolution d'Octobre à celle de Février. Le gouvernement provisoire bourgeois est remplacé après cela par une coalition dont la stérilité se décèle à chaque jour de son existence. Dans la manifestation de Juin, fixée par le Comité exécutif, de sa propre initiative, quoique, à vrai dire, non tout à fait de bon gré, essaya de mesurer ses forces avec celles d'Octobre et subit la plus cruelle défaite. Sa déroute était d'autant plus fatale qu'elle eut lieu sur le terrain de Pétrograd et fut infligée par ces mêmes ouvriers et soldats qui avaient réalisé l'insurrection de Février, ratifiée d'enthousiasme par tout le reste du pays. La manifestation de Juin montra que les ouvriers et les soldats de Pétrograd marchaient vers une seconde révolution dont les buts étaient inscrits sur leurs drapeaux. D'indubitables indices prouvaient que tout le reste du pays – bien qu'avec un retard forcé – se rangeait sur toute la ligne de Pétrograd. Ainsi vers la fin du quatrième mois la Révolution de Février, politiquement parlant, s'était déjà épuisée. Les conciliateurs avaient perdu la confiance des ouvriers et des soldats. Le conflit entre les partis dirigeants des soviets et les masses soviétiques devient dès lors inévitable. Après le défilé du 18 juin, qui était une vérification pacifique des rapports des forces entre les deux révolutions, leur antagonisme devait inéluctablement prendre un caractère de violence déclarée.

C'est ainsi que survinrent les " Journées de Juillet ". Quinze jours après la manifestation organisée d'en haut, les mêmes ouvriers et soldats sortirent dans la rue, mais déjà de leur propre initiative, et exigèrent du Comité exécutif central qu'il prît le pouvoir. Les conciliateurs refusèrent carrément. Les Journées de Juillet amenèrent des collisions dans la rue, causèrent des victimes et se terminèrent par un écrasement des bolcheviks qui furent déclarés responsables de l'incapacité du régime de Février. La proposition que Tsérételli avait faite, le 17 juin, de déclarer les bolcheviks hors la loi et de les désarmer – proposition qui avait alors été repoussée – se trouva entièrement mise à exécution au début de juillet. Les journaux bolcheviks furent interdits. Les contingents militaires des bolcheviks furent dispersés. On enlevait leurs armes aux ouvriers. Les leaders du parti furent déclarés mercenaires de l'état-major allemand. Les uns devaient se cacher, les autres étaient emprisonnés.

Mais c'est précisément dans la " victoire " remportée en juillet par les

conciliateurs sur les bolcheviks que l'impuissance de la démocratie se manifesta pleinement. Contre les ouvriers et les soldats, les démocrates durent jeter des troupes notoirement contre-révolutionnaires, hostiles non seulement aux bolcheviks, mais aux soviets : le Comité exécutif n'avait déjà plus de troupes à lui.

Les libéraux tirèrent de là une conclusion juste que Milioukov formula par cette alternative :Kornilov ou Lénine ? La révolution, effectivement, ne laissait plus de place au règne du juste milieu. La contre-révolution s'était dit : à présent ou jamais. Le généralissime Kornilov souleva une mutinerie contre la révolution sous les apparences d'une campagne contre les bolcheviks. De même que toutes les variétés d'opposition légale, avant l'insurrection, prenaient un masque de patriotisme, alléguant les besoins de la lutte contre les Allemands – toutes les variétés de la contre-révolution légale, après l'insurrection, alléguaient les besoins de la lutte contre les bolcheviks. Kornilov avait l'appui des classes possédantes et de leur parti, celui des cadets. Cela n'empêcha pas – au contraire cela facilita – les troupes dirigées par Kornilov contre Pétrograd d'être vaincues sans combat, de capituler avant tout engagement, de s'évaporer comme une goutte d'eau sur la fonte brûlante d'un poêle. Ainsi l'expérience d'une insurrection de droite fut également faite, et par un personnage qui se trouvait à la tête de l'armée ; les rapports de forces entre les classes possédantes et le peuple furent vérifiés par l'action et, dans l'alternative : Kornilov ou Lénine, Kornilov tomba comme un fruit blet, bien que Lénine fût encore forcé à ce moment-là de se cacher dans une profonde retraite.

Quelle variante non utilisée, non expérimentée, non vérifiée restait-il encore après cela ? La variante du bolchevisme. En effet, après la tentative de Kornilov et son honteux échec, les masses se tournent tumultueusement et définitivement vers les bolcheviks. La Révolution d'Octobre approche, devenant une nécessité physique. A la différence de l'insurrection de Février, que l'on disait non sanglante, bien qu'elle eût coûté à Pétrograd beaucoup de victimes, l'insurrection d'Octobre s'accomplit dans la capitale effectivement sans effusion de sang. Ne sommes-nous pas en droit de demander quelles preuves l'on pourrait encore donner de la profonde raison d'être de la révolution d'Octobre ? Et n'est-il pas clair qu'elle ne peut sembler le fruit de l'aventure ou de la démagogie qu'à ceux qu'elle a frappés au point le plus sensible : à la poche ? La lutte sanglante ne commence qu'après la conquête du pouvoir par les soviets bolcheviks, lorsque les classes renversées, avec l'appui matériel des gouvernements de l'Entente, font des efforts désespérés pour ressaisir ce qu'elles ont perdu. Alors s'ouvrent les années de la guerre civile. L'Année rouge se constitue. Le pays affamé est mis au régime du communisme de guerre et transformé en un camp de Spartiates. La Révolution d'Octobre, pas à pas, s'ouvre une route, refoule tous les ennemis, s'occupe de résoudre ses problèmes économiques, panse les plus graves blessures de la guerre impérialiste et de la guerre civile et parvient aux plus considérables réussites dans le domaine du

développement industriel. Devant elle surgissent, cependant, de nouvelles difficultés qui procèdent de son isolement dans un entourage de puissantes nations capitalistes. La condition arriérée de développement qui amena le prolétariat russe au pouvoir posa devant ce pouvoir des problèmes qui, par essence, ne peuvent être entièrement résolus dans les cadres d'un État isolé. Le sort de celui-ci est entièrement lié ainsi à la marche ultérieure de l'histoire mondiale.

Ce premier volume, consacré à la Révolution de Février, montre comment et pourquoi elle devait se réduire à néant. Le volume suivant montrera comment la Révolution d'Octobre remporta la victoire.

suite

Dernière mise à jour 2.7.00